



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu des séances publiques n° 16 | Session ordinaire 2020-2021

Radars automatiques	p. 536	Sommaire des séances publiques n°s 37 et 38	p. 559	37 ^e séance	Jeudi 11 février 2021
Mesures de lutte contre la pandémie	p. 543	Sommaire des questions parlementaires	p. Q391	38 ^e séance	Vendredi 19 février 2021

Échange de vues entre le Commissaire européen à la Justice et les députés luxembourgeois

Présentation du rapport 2021 sur l'État de droit

« Je me réjouis de la manière dont le dialogue a été engagé par le Luxembourg pour répondre au rapport sur l'État de droit », a constaté d'emblée le Commissaire européen qui a analysé avec les députés le deuxième rapport sur l'État de droit dans l'Union européenne et sur la situation au Luxembourg.

Des progrès réalisés par le Luxembourg

Le Commissaire a mis en évidence les progrès réalisés par le Grand-Duché depuis le premier rapport 2020, présenté aux députés en début d'année : les progrès concernent notamment l'indépendance de la justice et la création envisagée du Conseil national de justice. Ces deux points sont envisagés en vue de la révision de la Constitution. Si le Conseil de justice n'est pas encore une réalité de l'organisation judiciaire, le texte de révision de la Constitution en question a été adopté une première fois mi-octobre. Le Commissaire européen a salué que le projet de loi correspondant respecte les standards européens. « Nous prenons très au sérieux notre responsabilité », a déclaré le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen.

Faciliter l'accès des journalistes aux documents officiels

Quant à la liberté de la presse, le Commissaire a salué les engagements du Luxembourg pour renforcer les moyens de cet organe régulateur. Le rapport signale des progrès à réaliser lorsqu'il s'agit de l'accès des journalistes aux documents officiels. Cet accès devrait être facilité et accéléré, a expliqué M. Didier Reynders. Concernant le cadre en place pour lutter contre la corruption, il a été constaté que le Gouvernement était en train d'évaluer la situation légale actuelle. Le rapport recommande une revue du Code de déontologie pour les députés. Le Président de la Chambre a expliqué que les pourparlers étaient en cours. Alors que le Commissaire européen a salué les adaptations des règles concernant le financement des partis, il a relevé que des améliorations seraient en revanche nécessaires concernant le « pantouflage » et le « rétro-pantouflage » entre les secteurs public et privé.

La situation du Luxembourg concernant l'État de droit sera discutée au niveau européen au cours du



Le Commissaire européen à la justice, M. Didier Reynders, entouré de députés nationaux et européens luxembourgeois

premier semestre 2022 sous présidence française. Tous les six mois, six pays européens sont examinés.

Liberté de la presse et sanctions contre les États membres

Au cours des discussions, les députés se sont renseignés sur un cadre européen pour garantir la liberté de la presse. Un acte législatif européen pour renforcer la liberté de la presse et le pluralisme devrait voir le jour au 3^e trimestre 2022, a indiqué M. Didier Reynders.

Les moyens de poursuite et de sanction de l'Union européenne à l'encontre des pays membres qui ne respectent pas les règles de l'État de droit ont également été abordés. Le Commissaire a notamment nommé les cas polonais et hongrois.

Les députés ont interrogé M. Reynders au sujet des voix qui critiquent les rapports européens sur l'État de droit en affirmant qu'ils étaient utilisés pour imposer une certaine idéologie. Le Commissaire européen a expliqué que ces critiques se faisaient souvent ressentir quant au droit de la famille : « Ce n'est pas parce qu'on a une perception différente de la famille qu'on peut se permettre des

discriminations qui vont à l'encontre des droits fondamentaux qui sont garantis par l'État de droit. » Lors des discussions, les députés ont également évoqué le lien avec la Conférence sur l'avenir de l'Europe qui devrait mettre les valeurs communes et leur respect au cœur de ce dialogue avec les citoyens.

Un cadre en vue pour le devoir de vigilance des entreprises

Parmi les sujets évoqués par les députés figurait aussi la mise en œuvre prévue d'un cadre concernant le devoir de vigilance qui obligerait les entreprises de faire face à leurs responsabilités lorsque leurs activités menaçaient des droits humains ou l'environnement. M. Didier Reynders a indiqué que l'objectif était de conclure les travaux au sein de la Commission européenne fin 2021 et d'en débattre avec les États membres les deux prochaines années afin qu'un cadre soit en place aux alentours de 2025.

« Une guerre hybride contre l'Union européenne »

Les députés ont également saisi l'occasion pour interroger leur interlocuteur sur la situation à la frontière de la Pologne et des pays baltes avec la

Biélorussie. « Il s'agit d'une guerre hybride quand un dictateur utilise le trafic des êtres humains pour faire pression sur l'Union européenne », a affirmé M. Didier Reynders. Il a énuméré les actions de l'Union européenne qui se déclinent à trois niveaux : premièrement des moyens pour s'attaquer aux origines du problème en envisageant de nouvelles sanctions contre le régime biélorusse ou à l'encontre de compagnies aériennes qui transportent les migrants ; deuxièmement, des outils de défense qui peuvent aider les pays européens à protéger leurs frontières et troisièmement des moyens pour organiser l'aide humanitaire.

Le rapport sur l'État de droit

Le rapport sur l'État de droit dans l'Union européenne comprend les contributions de chaque État membre et passe en revue les développements, tant positifs que négatifs, observés dans l'ensemble de l'Union européenne. Le rapport est composé de quatre parties : systèmes de justice, cadres de lutte contre la corruption, liberté et pluralisme des médias et équilibre des pouvoirs entre les institutions. « Le respect de l'État de droit est primordial pour le bon fonctionnement de l'Union européenne », a conclu M. Didier Reynders.



Audienz beim Grand-Duc Henri

De Chambersbureau hat den 18. November 2021 déi éischt Audienz beim Grand-Duc zanter dem Ufank vun der sanitärer Kris.

Et handelt sech dobäi ëm een traditionelle Rendez-vous bei Geleeënheet vun der parlamentarescher Rentrée.

Et ware present (vu lénks no riets): den Här Georges Engel (LSAP), den Här Generalsekretär Laurent Scheeck, d'Madamm Simone Beissel (DP), den Här Marc Spautz (CSV), den Här Laurent Mosar (CSV), den Här Chamberspresident Fernand Etgen (DP), d'Madamm Martine Hansen (CSV), S.A.R. de Grand-Duc, d'Madamm Lydie Polfer (DP), den Här Mars Di Bartolomeo (LSAP), den Här Fernand Kartheiser (ADR), d'Madamm Djuna Bernard (déi gréng) an d'Madamm Josée Lorsché (déi gréng).

Visite de travail du Haut-Commissaire de l'UNHCR, M. Filippo Grandi

« Nous serons davantage confrontés aux crises humanitaires »

Le Grand-Duché de Luxembourg joue un rôle important dans la réponse aux crises humanitaires. « C'est un partenaire important et fidèle », a souligné le Haut-Commissaire de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, M. Filippo Grandi, lors de sa visite à la Chambre des Députés le 9 novembre 2021. Il a eu un échange de vues avec les membres du Bureau et ceux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

Actuellement, environ 82 millions de personnes sont considérées comme réfugiées ou déplacées. Un chiffre catastrophique, puisqu'il a doublé au cours des dix dernières années, a rappelé le responsable de l'UNHCR. L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés œuvre dans 132 pays.

Lors de son intervention face aux députés, M. Filippo Grandi a mis l'accent sur différentes problématiques dans lesquelles l'Agence est engagée. Ainsi, les interventions humanitaires se font de plus en plus dans des pays où les pouvoirs sont illégitimes et non reconnus par la Communauté internationale.

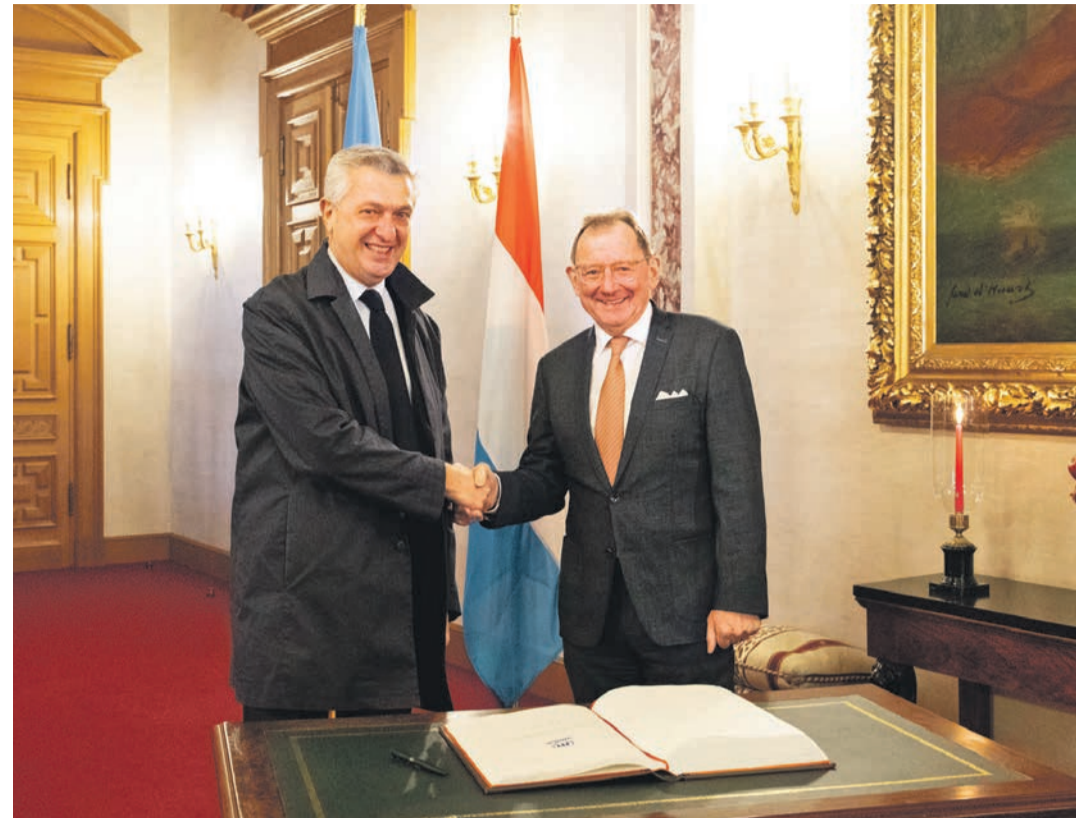
Un exemple est l'Afghanistan, où les talibans sont au pouvoir. Suspender l'entièreté des aides afin d'éviter que les talibans n'aient accès à des ressources et moyens ne serait pas une stratégie viable pour la population, a souligné M. Grandi. Il faudrait plutôt chercher des solutions pragmatiques.

En outre, les situations très politisées se présentent de plus en plus dans le contexte de l'aide humanitaire. Le Haut-Commissaire de l'UNHCR a donné l'exemple de la Syrie. En même temps, il s'est montré très inquiet de la situation au Liban, pays voisin de la Syrie et refuge pour beaucoup de Syriens fuyant leur pays. Dans le cas d'espèce, la crise politique serait à l'origine d'urgences humanitaires.

L'aide humanitaire se fait également dans des zones de conflits armés. Un exemple est l'Éthiopie où la région du Tigré et le gouvernement fédéral se combattent et une opération militaire a été lancée. Face à la hausse des tensions ethniques, le risque d'une fragmentation et d'un effondrement du pays augmente selon M. Filippo Grandi.

Les députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile s'inquiètent des différentes problématiques liées à la prise en charge des réfugiés.

D'un côté, ils ont discuté de la situation des réfugiés qui se présente actuellement entre la Biélorussie et la Pologne. De l'autre, un député a stigmatisé l'état déplorable de certains camps de réfugiés. L'UNHCR favorise l'intégration des réfugiés dans les sociétés civiles plutôt que dans des camps de réfugiés, a conclu M. Filippo Grandi.



M. Filippo Grandi, Haut-Commissaire de l'UNHCR, a rencontré M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés.

Conférence de l'Assemblée interparlementaire Benelux sur les « fake news »

Lutter contre les informations fallacieuses



M. Gusty Graas, Vice-Président du Parlement Benelux et Vice-Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Mme Cécile Hemmen, Mme Patricia Creutz-Vilvoye, Présidente du Parlement Benelux, Mme Lydia Mutsch (de gauche à droite)

Réunis le 15 octobre 2021 à Eupen au Parlement de la communauté germanophone, les membres de l'Assemblée interparlementaire Benelux se sont

échangés avec des experts et des représentants des médias sociaux au sujet de la désinformation et du phénomène des « fake news ». Les parlementaires

ont analysé plus particulièrement la responsabilité des plateformes en ligne, le rôle des médias, les efforts pour lutter contre ce phénomène au niveau européen et le rôle des autorités publiques.

Comment régulariser les médias sociaux et à quel niveau ?

Les représentants des médias sociaux ont déclaré devant les députés que leurs entreprises étaient conscientes des problèmes et des risques. Néanmoins, en l'absence de règles claires, il leur serait difficile de porter un jugement sur les limites de la liberté d'expression. Ils ont précisé qu'ils étaient favorables à l'adoption d'un cadre juridique au niveau européen qui leur permettrait d'avoir plus de sécurité juridique et de clarté sur les limites à respecter.

Les experts et les parlementaires ont estimé que la directive sur les services numériques actuellement en discussion au niveau de l'Union européenne devrait être adoptée au plus vite afin de mettre en place un cadre solide pour la transparence et la responsabilité des plateformes en ligne.

Soutenir les médias étatiques

En ce qui concerne le paysage médiatique traditionnel, différentes pistes ont été avancées, telles qu'une réduction de la concentration des médias ainsi qu'une réglementation plus stricte pour lutter contre les phénomènes de désinformation, de la fausse information ou de l'information malveillante, tout en garantissant la liberté d'expression

ainsi que le renforcement des médias publics et de qualité.

Mme Lydia Mutsch (LSAP) a mis en exergue le rôle charnière que joue l'école dans l'apprentissage numérique. Elle a rappelé qu'au Luxembourg le Gouvernement soutenait les efforts de lutte contre la désinformation et avait décidé d'élargir l'offre à l'adresse des jeunes lycéens pour mieux maîtriser les défis que pose la digitalisation.

Le Vice-Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, M. Gusty Graas (DP), qui a remplacé le Président de cette Assemblée lors de la conférence, a résumé les nombreuses activités du Conseil de l'Europe dans ce domaine. Comme il a souligné, un des éléments clés de la lutte contre la désinformation consiste à promouvoir un environnement favorable aux médias indépendants, diversifiés et pluralistes capables d'obtenir la confiance. C'est pourquoi les États membres devraient mettre en place un cadre permettant de lutter contre la pollution de l'information visant à exacerber les différences socioculturelles existantes en exploitant les tensions nationalistes, ethniques, raciales et religieuses. Le phénomène de la désinformation et des « fake news » figurera également à l'ordre du jour des travaux du Parlement Benelux en 2022.

La Chambre des Députés était représentée par Mme Cécile Hemmen (LSAP), Présidente de la délégation luxembourgeoise, Mme Lydia Mutsch (LSAP) et M. Gilles Roth (CSV).

Forum parlementaire sur le renseignement et la sécurité à Budapest

Cryptomonnaies, armes biologiques et traites des êtres humains

La conférence du forum parlementaire sur le renseignement et la sécurité, qui a eu lieu à Budapest, a été ouverte par M. László Kövér, Président du Parlement hongrois, M. Robert Pittenger, membre du Congrès américain et Président du forum, et M. Péter Szijjártó, Ministre des Affaires étrangères de Hongrie.

Les débats ont porté sur les risques liés aux cryptomonnaies, le danger que représentent les armes biologiques, la traite des êtres humains, les pratiques abusives dans l'expansion économique mondiale,

l'usage de l'intelligence artificielle et le commerce illicite qui sert au financement du terrorisme.

L'objectif était entre autres de sensibiliser les parlements et les gouvernements afin que ceux-ci comprennent mieux les mécanismes et le fonctionnement des structures terroristes et de rendre ainsi la lutte contre ces organisations plus efficace. L'importance et la nécessité d'intensifier la coopération internationale ont été soulignées dans ce contexte.

La prochaine conférence du forum parlementaire aura lieu à Washington D.C.



M. Georges Engel, membre de la Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État, a représenté la Chambre des Députés au forum parlementaire sur le renseignement et la sécurité à Budapest.

Visite d'une délégation parlementaire camerounaise

Relations bilatérales et actualité sociopolitique



Une délégation parlementaire de l'Assemblée nationale du Cameroun s'est rendue le 27 octobre 2021 à la Chambre des Députés pour une visite de travail. La délégation, composée de quatre députés camerounais et de représentants du Centre de développement Europe-Afrique (CDEA), a été accueillie par le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten. Une entrevue avec les membres du Bureau et les membres de la Commission des affaires étrangères a eu lieu par la suite.

Un des objectifs de la visite était la sensibilisation des députés luxembourgeois à l'actualité sociopolitique du Cameroun. Ainsi, le transfert d'importantes compétences de l'État central camero-

nais vers les collectivités territoriales décentralisées a été thématiqué pendant la rencontre à l'Hôtel de la Chambre des Députés. En outre du conflit avec des groupes terroristes au nord et à l'est du pays, il y a également les revendications sur l'autonomie des territoires anglophones qui affectent la situation sécuritaire du pays. « Si la décentralisation est mise en place, nous pourrions aboutir à un État fédéralisé », a affirmé la cheffe de la délégation camerounaise, Mme Rolande Adèle Ngo Issi.

Un autre objectif de la mission consistait à promouvoir les relations existantes entre le Luxembourg et le Cameroun.

Le Cameroun compte 26,5 millions d'habitants. 737 ressortissants du pays résident actuellement au Grand-Duché de Luxembourg.

Une délégation parlementaire de l'Assemblée nationale du Cameroun en visite à la Chambre des Députés.

Visite des députés au Service des sites et monuments nationaux

Vers un inventaire scientifique du patrimoine architectural

Inventorier le patrimoine architectural du pays, commune par commune, selon des critères scientifiques bien définis et évaluer si un bien immeuble devrait bénéficier d'une protection spécifique : c'est le travail des inventaristes du Service des sites et monuments nationaux (SSMN), institut culturel de l'État, sur lequel les membres de la Commission de la Culture se sont informés le 11 novembre 2021 au cours d'une visite dans les locaux du Service de l'inventaire à la Cloche d'Or.

Si le répertoire est terminé pour les communes de Larochette, Fischbach, Helperknapp et Mersch (publié sous peu), l'inventaire est en cours à Lorentzweiler, Lintgen et Kehlen.

L'objectif est de sécuriser la qualité du patrimoine bâti selon une approche scientifique. Cette

dernière devrait éviter d'intervenir in extremis au moment où un projet de démolition pour un bâtiment historique survient. Le spectre du patrimoine architectural est large : il va du château féodal à la maison unifamiliale moderniste, de l'église à la croix de chemin, des hauts-fourneaux à la fabrique de brosses et englobe l'ensemble du bâti ayant une importance historique, artistique ou culturelle.

Un nouveau cadre légal pour protéger le patrimoine

La visite des députés s'inscrit dans l'élaboration d'un nouveau cadre légal concernant la protection du patrimoine culturel. Les travaux parlementaires touchent à leur fin : le projet de loi n° 7473 devrait être débattu et soumis au vote en séance plénière au cours du premier trimestre 2022.



Les députés ont rendu visite aux inventaristes du Service des sites et monuments nationaux

19^e Session d'automne de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE

Impact de la situation en Afghanistan et sécurité en Méditerranée

Trois pays membres de l'espace de l'OSCE, à savoir le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan, ont des frontières communes avec l'Afghanistan.

L'impact de la reprise du pouvoir par les talibans sur cette région était un des sujets phares de la 19^e Session d'automne de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) qui s'est tenue les 3 et 4 novembre 2021 par visioconférence.

Le rôle de l'OSCE face à la crise humanitaire en Afghanistan

L'Afghanistan est confronté à une crise humanitaire qui risque de s'aggraver durant l'hiver, provoquant la famine et le déplacement d'une grande partie de la population.

Environ 18 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire selon les estimations de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture).

S'y ajoutent une situation sécuritaire précaire, la persécution des journalistes et des anciens collaborateurs d'ambassades de pays étrangers, ainsi que

l'oppression des femmes et des filles par le nouveau gouvernement des talibans.

L'OSCE, dont les activités sont focalisées sur les aspects de la situation politique et sécuritaire, de l'économie et des droits humains, doit assumer son rôle dans la région, ont souligné les présidents des trois commissions de l'assemblée parlementaire.

Méditerranée : conséquences du réchauffement climatique et sécurité

Le forum méditerranéen, faisant partie intégrante de la Session d'automne, s'est déroulé en présence des représentants des parlements des pays partenaires, à savoir l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie, ainsi que du Conseil législatif palestinien.

La sécurité en Méditerranée, sujet dont l'importance dépasse les frontières de la région, l'impact du réchauffement climatique, les menaces du terrorisme, du crime organisé et du trafic de la drogue, les conséquences humanitaires des catastrophes naturelles et des incendies dans la région furent quelques sujets abordés par les parlementaires.

« La Méditerranée est considérée comme point chaud qui nécessite toute notre attention », a déclaré, lors de son introduction, le Vice-Président et représentant spécial de l'APOSCE pour la Méditerranée, M. Pascal Allizard (France).

La Chambre des Députés était représentée par M. Claude Haagen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.



La 19^e Session d'automne de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE s'est tenue par visioconférence.



Am Kader vum Weltkannerdag (20. November) war d'Chambersgebai vum 15. November un eng Woch laang blo belicht.



Géint d'Gewalt géintiwir Fraen a Meedercher - am Kader vun der „Orange Week“ ass d'Chambersgebai vum 25. November bis den 10. Dezember (Dag vun de Mënscherechter) orange belicht.

Euthanasie et assistance au suicide

7480 - Projet de loi modifiant :

- 1° la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide ;
- 2° la loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient

Le présent projet de loi vise à modifier la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide ainsi que la loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient.

La première modification propose d'assimiler la mort d'une personne décédée à la suite d'une euthanasie ou d'une assistance au suicide à une mort naturelle - ceci à l'image de l'article 15 de la loi belge du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie.

Cette adaptation a pour finalité de régler les conséquences du décès, notamment en ce qui concerne les contrats d'assurance et plus particulièrement les contrats d'assurance-vie, visés au chapitre II de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance, que le patient décédé suite à une euthanasie ou une assistance au suicide aurait pu souscrire. L'euthanasie et l'assistance au suicide ne seront plus considérées comme équivalentes à un suicide, qui constitue un risque exclu au sens de l'article 103 de la loi précitée du 27 juillet 1997.

Ensuite, le présent projet de loi se propose de compléter la composition de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation en prévoyant la possibilité de nommer des membres suppléants pouvant remplacer, le cas échéant, les membres effectifs et facilitant par là l'organisation des réunions de la Commission conformément aux conditions prévues par la loi, notamment en ce qui concerne le quorum nécessaire pour statuer.

Enfin, le présent projet de loi vise également à modifier la loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient qui s'applique aux soins de santé et qui cible donc également les soins en situation de fin de vie. Le projet de loi envisage d'insérer à l'article 12 de la loi du 24 juillet 2014 précitée la référence à la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide.

Ainsi, la personne de confiance désignée au sens de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient correspondra à la personne de confiance pour les questions relatives aux soins en situation de fin de vie.

Dépôt par M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé, le 03.10.2019
Rapporteur : Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports (Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
20.10.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
02.02.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.02.2021
Loi du 2 mars 2021
Mémorial A : 2021, n° 167, page 1

Radars automatiques

7652 - Projet de loi modifiant

- 1° la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés ;
- 2° la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Le présent projet de loi a pour objet une adaptation de la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés (CSA) relative à la mise en place des appareils automatiques sur le réseau routier national en vue de l'installation de radars feux rouges et de modifier la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques pour tenir compte des modifications qui ont été apportées à l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques.

Il s'agit plus précisément d'élargir la base légale existante afin de permettre l'utilisation de radars automatiques capables de détecter simultanément les différents types d'infractions routières visées par le système CSA, c'est-à-dire une ou plusieurs des infractions suivantes :

- a) le dépassement de la limitation de vitesse par des véhicules en rapprochement ou en éloignement,
- b) le dépassement de la vitesse moyenne entre deux points,
- c) l'inobservation d'un signal lumineux rouge, ou rouge clignotant ou d'un signal lumineux blanc ou jaune à barre horizontale,
- d) le non-respect des distances de sécurité entre véhicules,
- e) le fait de circuler sur une bande d'arrêt d'urgence, une voie fermée, ou une partie de la chaussée réservée à d'autres usagers de la route.

Ensuite, le projet prévoit de modifier la terminologie au niveau de l'article 6, paragraphe 3, de la loi précitée du 25 juillet 2015, fixant la procédure d'amende forfaitaire. L'expression « la personne péuniairement responsable » sera remplacée par « la personne redevable du paiement de l'avertissement taxé ».

Il est également proposé de simplifier la procédure applicable en cas de contestation d'une infraction.

Désormais, le rejet d'une contestation pour défaut de documents justificatifs obligatoires après simple vérification matérielle par un agent ou un officier de police judiciaire ne nécessitera plus l'établissement d'un procès-verbal.

Enfin, le point à adapter dans la loi précitée du 14 février 1955 concerne l'ajout, au point 2 de l'article 3, des mots « et de leur chargement » afin de pouvoir clairement distinguer entre les dimensions d'un véhicule routier avec et sans chargement pour déterminer les dimensions maximales autorisées.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 20.08.2020

Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics (Président : M. Carlo Back) :

21.01.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
22.01.2021 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
04.02.2021 Examen de l'avis de la CNPD et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.02.2021
Loi du 16 avril 2021
Mémorial A : 2021, n° 318, page 1

Augmentation de l'effectif légal de l'Armée

7664 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

Le projet de loi a pour objet d'augmenter l'effectif légal de l'Armée luxembourgeoise pour le corps des officiers, des sous-officiers et des caporaux, ainsi que dans les carrières du personnel civil de l'Armée pour la période de 2020 à 2024. Sur cette période, l'effectif total sera ainsi augmenté de 164 agents supplémentaires.

Cette augmentation est indispensable pour permettre à l'Armée d'accomplir ses missions qui lui incombent de manière générale et en particulier dans le cadre de l'OTAN. Elle fait suite à la décision gouvernementale de juillet 2014 d'augmenter l'effort de défense du Grand-Duché de Luxembourg de 0,4 % du PIB en 2014 à 0,6 % en 2020 afin d'assurer la crédibilité et la fiabilité continue du Luxembourg en tant que partenaire solidaire partageant le fardeau collectif de la sécurité et de la défense.

S'y est ajouté l'accord du 12 juillet 2019 relatif au temps de travail et de repos dans l'Armée, dont les contraintes ne peuvent être respectées que par une augmentation du personnel et notamment du nombre de militaires de carrière.

Le total des coûts estimés par année pour les carrières militaires et civiles s'élève à 11.563.375,08 euros. L'effort de défense couvre tant la rémunération en service que les coûts des pensions futures de ce personnel.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 10.09.2020
Rapporteuse : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense (Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

04.02.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
09.02.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.02.2021
Loi du 24 mars 2021
Mémorial A : 2021, n° 241, page 1

Participation financière à l'infrastructure de la NSPA et à l'OCP2

7675 - Projet de loi autorisant la participation financière de l'État au programme stratégique d'infrastructure de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition (NATO Support and Procurement Agency - NSPA), ainsi qu'à l'infrastructure « Outside Cabling Plant 2 » (OCP2), à Capellen

Le projet de loi a pour objet d'autoriser la participation financière du Luxembourg au programme stratégique d'infrastructure de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition (NSPA).

Les dépenses totales de la contribution luxembourgeoise aux phases 2 à 5 de ce programme s'élèvent à 200 millions d'euros hors inflation sur 15 ans (2020 à 2035), sauf retard dans la mise en œuvre du programme.

À cela s'ajoutent 1,75 million d'euros hors inflation pour la construction et la viabilisation d'un bâtiment technique hébergeant un nœud de transfert de données.

Au vu de l'état vieillissant de l'infrastructure du site de Capellen, éparpillée sur une quarantaine de bâtiments, et du manque croissant d'espaces de bureaux, la NSPA a été chargée en décembre 2017 par le Comité de surveillance d'agence d'élaborer un plan d'infrastructure stratégique à long terme.

Ce plan répond à une série d'impératifs en matière de santé et de sécurité au travail, à la croissance future de l'Agence, aux coûts élevés d'exploitation provoqués par des infrastructures vieillissantes et à la préoccupation en matière de sécurité.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 22.09.2020
Rapporteuse : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense (Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

04.02.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
09.02.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.02.2021
Loi du 24 mars 2021
Mémorial A : 2021, n° 242, page 1

Infrastructures d'accueil pour enfants et jeunes à Pétange

7693 - Projet de loi relative à la construction d'infrastructures d'accueil pour enfants et jeunes à Pétange

L'objet du présent projet de loi est d'autoriser le Gouvernement à procéder à la construction d'infrastructures d'accueil pour enfants et jeunes à Pétange. Les dépenses d'un montant maximal de 100 millions d'euros (valeur 837,53 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1^{er} avril 2020) sont imputables à charge des crédits du Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux.

Le programme prévoit la construction de neuf bâtiments à ériger sur deux sites distincts au centre de Pétange (site Batty Weber, site Robert Krieps). Ce projet contient donc des fonctions sous la tutelle de deux ministères différents.

Pour le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région :

- Logements pour personnes autistes ;
- Logements pour parents en situation de handicap.

Pour le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Pouponnière nationale (0-6 ans) ;
- Internat psychothérapeutique et centre thérapeutique et administratif (5-14 ans) ;
- Internat socio-familial (10-15 ans).

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 03.11.2020
Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics (Président : M. Carlo Back) :

14.01.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
04.02.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.02.2021
Loi du 10 mars 2021
Mémorial A : 2021, n° 205, page 1

Prolongation des mesures de lutte contre la pandémie

7768 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Le présent projet de loi vise à prolonger les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, à introduire certaines nouvelles mesures et à adapter diverses dispositions inscrites dans la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19.

Alors que les mesures sanitaires en vigueur ont permis de contrôler l'évolution de la pandémie, force est de constater que le taux d'incidence reste élevé et que le taux de reproduction est supérieur au seuil de 1 depuis plusieurs semaines.

La propagation du virus parmi les jeunes âgés de quatre à 19 ans est particulièrement préoccupante. Le secteur de l'éducation représente dorénavant 14 % des sources de contamination.

L'apparition de nouveaux variants constitue un autre développement qu'il convient de prendre très au sérieux.

Face à ces incertitudes, il est proposé de maintenir les restrictions actuellement en place, tout en prévoyant un certain nombre de modifications.

- En ce qui concerne le sport, le projet de loi prévoit ainsi
 - une interruption de toutes les activités sportives des catégories des jeunes de moins de treize ans relevant des clubs affiliés à des fédérations sportives agréées en cas de suspension des cours et des activités en présentiel dans le domaine de l'enseignement fondamental au niveau national ;
 - l'exigence d'un test négatif de moins de 72 heures requis pour participer aux compétitions sportives.
 - Quant à l'enseignement, le projet de loi prévoit des dérogations par rapport au dispositif du chèque-service accueil en cas de mise en œuvre d'une mesure de suspension temporaire des activités de services d'éducation et d'accueil agréés dans le but de décharger financièrement les parents tout en soutenant les prestataires du chèque-service accueil.
 - Concernant la protection des données, le projet de loi apporte des précisions au régime applicable en matière de traitement des données à caractère personnel, notamment pour ce qui est du programme de dépistage à grande échelle et dans le cadre du programme de vaccination.
- Il est proposé que le nouveau cadre légal reste en place jusqu'au 14 mars 2021 inclus.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 12.02.2021
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics (Président : M. Carlo Back) :

15.02.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
17.02.2021 Examen de l'avis du Conseil d'État
18.02.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.02.2021
Loi du 20 février 2021
Mémorial A : 2021, n° 125, page 1

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique**
 - M. Fernand Etgen, Président
- 2. Ordre du jour**
 - M. Fernand Etgen, Président
- 3. Question urgente n° 3603 de Mme Francine Closener relative aux loyers du secteur Horeca**
 - Mme Francine Closener - M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes
- 4. Dépôt d'une motion par M. Sven Clement**
 - Exposé : M. Sven Clement
 - M. Yves Cruchten
 - Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)
- 5. Question élargie n° 72 de M. Marc Hansen relative à l'offre privée croissante pour consultations médicales en ligne**
 - M. Marc Hansen - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale (en remplacement de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé) (interventions de Mme Viviane Reding)
- 6. 7332 - Projet de loi portant création d'un Observatoire national de la santé et modification**
 - 1° de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;**
 - 2° de la loi modifiée du 25 novembre 1982 relative aux organes destinés à la transplantation ;**
 - 3° de la loi modifiée du 7 août 2012 portant création de l'établissement public « Laboratoire national de santé »**
 - Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : Mme Francine Closener
 - Discussion générale: M. Georges Mischo (intervention de M. Marc Spautz) - M. Gusty Graas - M. Mars Di Bartolomeo - M. Marc Hansen - M. Roy Reding (dépôt de la motion 1) - M. Marc Baum (interventions de M. Sven Clement et M. André Bauler) - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Motion 1 : Mme Francine Closener
- Vote sur la motion 1 (adoptée)
- 7. 7480 - Projet de loi modifiant :**
 - 1° la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide ;**
 - 2° la loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient**
 - Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : Mme Cécile Hemmen
 - Discussion générale : Mme Françoise Hetto-Gaasch (dépôt de la motion 1) - Mme Carole Hartmann - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding - M. Marc Baum - M. Sven Clement
 - Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - Motion 1 : Mme Cécile Hemmen
 - Vote sur la motion 1 (adoptée)
- 8. Dépôt d'une résolution par M. Marc Spautz**
 - Exposé : M. Marc Spautz
- 9. 7652 - Projet de loi modifiant**
 - 1° la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés ;**
 - 2° la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques**
 - Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back

- Discussion générale : M. Serge Wilmes - M. Max Hahn - Mme Cécile Hemmen - M. David Wagner - M. Marc Goergen (dépôt des motions 1 et 2)
- Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Motions : M. Carlo Back (intervention de M. Sven Clement) - M. Serge Wilmes - M. Gilles Roth - M. le Ministre François Bausch - M. Marc Goergen (interventions de M. le Ministre François Bausch et M. Sven Clement)
- Vote sur la motion 1 (rejetée)
- M. le Ministre François Bausch
- Vote sur la motion 2 (rejetée)
- 10. 7693 - Projet de loi relative à la construction d'infrastructures d'accueil pour enfants et jeunes à Pétinge**
 - Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back
 - Discussion générale : M. Marc Spautz - M. Max Hahn - M. Dan Biancalana - M. David Wagner - M. Marc Goergen
 - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 11. Résolution de M. Marc Spautz relative à la révision de la proposition de loi n° 7754**
 - M. Marc Spautz (résolution retirée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, Mme Paulette Lenert et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Ordre du jour

Et gëtt proposéiert, d'Sitzung vun haut de Mëtteg mat der dréngender parlamentarescher Ufro Nummer 3603 vun der Madamm Francine Closener unzefänken. Ass d'Chamber mat där Ännerung vum Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. Question urgente n° 3603 de Mme Francine Closener relative aux loyers du secteur Horeca

Bei der Fro Nummer 3603 vun der Madamm Closener geet et ëm d'Loyeren am Horeca-Secteur. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Francine Closener (LSAP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, elo gläich, an annerhallwer Stonn, soll hei virun den Diere vun der Chamber eng Manifestatioun si vu verdrëssleche Restaurateuren a Wierten. An hir Verzweiflung ass och ze verstoen, well et sinn elo scho méi wéi 150 Deeg, datt d'Restauranten an d'Bistroe pandemiebedéngt zou sinn, zou mussen sinn. An deemtsprechend kënnen jo dann och keng Revenue generéiert ginn, mee d'Käschte lafe weider, notamment de Loyer.

An an deem Kontext wëll ech op d'Urteil zréckkommen, dat den 21. Januar vum Friddensgeriicht gesprach ginn ass, an dat seet, wann e Preneur net vu senge Lieux loués ka profitéieren, datt dann d'Obligatioun, de Loyer ze bezuelen, ganz oder en partie kann agestallt ginn. Dat Urteil huet fir eng gewëssen Iwwerraschung an och zum Deel Veronsécherung am Secteur gesuergt. An duerfir hätt ech an deem Kontext e puer Froen un de Mëttelstandsminister.

Éischtens: Wéi eng Konkusiounen zitt de Minister aus deem Urteil? Vu datt jo Appell ka gemaach ginn, kann een de Locatairë jo kaum einfach esou recommandéieren, fir kee Loyer méi ze bezuelen. Huet de Minister awer vläicht den Iwwerbléck, ob a wéi wäit d'Proprietären respektiv d'Brasserien elo de Wierten an de Restaurateuren de Loyer wëllen noloossen oder et scho gemaach hunn?

Zweetens: Kann de Minister confirméieren, datt de Staat iwwerall do, wou e selwer Proprietär ass, dem respektive Commerce säi Bail effektiv och ausgesat huet?

Dréttens: Jonk Entreprises, déi eréischt d'lescht Woch gegrennt gi sinn, déi si jo net eligibel fir d'Aide-coûts non couverts a struwelen dowéinst, eebe grad och wéinst dem Loyer. Et schéngt, esou héiert een emol, wéi wann do elo awer Beweegung an

d'Saach kéim an de Ministère un neie Bähëllefegéif schaffen. Kann de Minister Delles dat confirméieren?

An dann - Dir hutt et jo héieren an der Press - zirkuléiert den Datum vum 1. Abrëll fir eng Reouverture vum Horeca-Secteur. Wou kënt den Datum eigentlech hier? A kann de Minister dee confirméieren oder dementéieren?

Fir den Horeca-Secteur geet et ëm d'Ganz, ëm d'plakegt Iwwerliewen. Kee wëllt, datt Betriber musse Faillite erklären, déi virun der Pandemie tipp-topp fonctionéiert hunn, déi vill Clienten haten oder déi amgaange waren, sech eng Clientèle opzebauen. Fir si muss e weideren Effort gemaach gi vum Staat. An och vun deene breede Schëlleren op Proprietärsäit misst nach eppes dra sinn.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Closener. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

■ **M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes.**- Merci villmools, Madamm Closener, fir déi Question urgente. Et ass wouer, dass eng Urgence a ganz ville Secteuren ass, awer natierlech, den Horeca-Secteur ass dee Secteur, dee ganz staark vun de Limitatiounen betraff ass, d'nämmlecht awer och den Evenementiel an den Tourismus.

Zu där éischter Fro, déi Der gestallt hutt, bei där et ëm d'Urteil geet: Do muss ee soen, dass natierlech d'Regierung keng Appreciatioun vum Urteil mécht, dass awer op där anerer Säit dat Urteil bei eis gekuckt ginn ass. Mee et muss ee jo soen, dass an der Aide-coûts non couverts de Loyer mat ofgedeckt ass.

Zu där zweeter Fro, dat ass, den Iwwerbléck ze hunn, wivill Leit de Loyer dann erlooss hunn oder net. Mir hunn natierlech keng Etüd doriwwer gemaach, mee mir héieren ëmmer erëm, dass et verschidde Cas-de-figurë gëtt: Et gëtt der, déi déi Méint kee Loyer gefrot hunn, wéi zou war, et gëtt der, wou gesot ginn ass, dass een nëmmen en Deel vum Loyer muss bezuelen, an natierlech gëtt et der och, wou riichtduerch de Loyer gefrot ginn ass.

Natierlech awer och hei nach eng Kéier den Appell, fir net nëmmen ekonomesch ze denken als Proprietär a fir ze soen: „Ma komm, ech loossen dee Loyer, wou och keng Sue konnte verdéngt ginn, mengem Locataire, fir den ze pereniséieren an den och iwwert des schwéier Zäit ze begleeden“, net nëmmen am Moment vun der Solidaritéit, mee awer och, fir duerno nach e Locataire ze hunn, dee kann iwwerliewen.

Op där anerer Säit de Staat selwer, dat hunn ech de Moien nach nogefrot: Do ass et esou, dass do individuell mat de Proprietäre gekuckt ginn ass. Dat leeft natierlech iwwer en anere Ministère. Ech hunn et nogefrot, do ginn natierlech iwwerall ëmmer Diskussiounen gefrot.

Zum Datum vum 1. Abrëll kann ech keng Annonce maachen. Ech mengen, et gesäit een och elo erëm eng Kéier mat där neier Variant vum Virus, déi komm ass, dass mer all Dag nei Informatiounen kréien. An ech meng grad, dass de Lëtzebuerger System e ganz gudder System ass, fir ëmmer erëm kënnen ze analyséieren an dann och Decisiounen

opgrond vun den neie Gegebenheeten ze hunn, dat och bei den Aiden.

An da kommen ech direkt op déi Fro, déi Der gestallt hutt, iwwert de Volet vun de jonken Entreprises. Och eis Aidë ginn ëmmer erëm ugepasst, deemno wéi de Verlaf vun dëser Kris ass, wat e ganz gudder Moyenn ass, fir och ëmmer erëm kënnen genau do ze hëllefen, wou et néideg ass, fir kënnen do ze hëllefen, wou d'Angscht an d'Problemer am gréisste sinn.

Duerfir, déi jonk Entreprisë waren ausgeschloss vun der Aide-coûts non couverts, konnten Hëllef kréien iwwert d'Aide „relance“, mee natierlech net iwwert d'Aide-coûts non couverts, well d'Kapitel 3.12. vum European Framework virgesäit - elo gëtt et ganz technesch -, dass ee muss, wann ee wëllt Aiden iwwert dat Kapitel ausbezuelen, vergläiche mam Chiffre d'affaires vun deem Mount 2019. Déi Entreprises, déi 2019 keng Aktivitéit haten, konnten natierlech dann och op deem Wee keng Pertë weisen, also konnte se keng Aiden am Kader vun der Aide-coût non couverts iwwert den Artikel 3.12. kréien.

Wat awer ganz wichteg ass, dat ass, dass virlescht Woch d'Europäesch Kommissioun eng Ouverture gemaach huet, eng Ouverture, wou se souwuel d'Seuilen eropgesat huet - an dat ass grad elo ganz wichteg -, d'Seuilen, wann een d'Kapitel 3.1. kuckt. Do konnt eng Entreprise unique bis zu 800.000 Euro kréien. De Seuil ass elo eropgesat ginn op 1,8 Milliounen. Duerfir wäerte mer - mir hunn iwwert déi lescht Woch schonn dorunner geschafft - eng Rei vun Ännerungen um Gesetz virhuelen.

Dir entschëllegt, ech kann net ze vill an den Detail goen, et ass eréischt muer am Regierungsrat. Just esou vill soll awer gesot sinn: Et wäerten Ännerungen kommen eebe grad fir jonk Entreprises, fir do och d'Méiglechkeet ze ginn, d'Aide-coûts non couverts vum Februar un ze kréien, dat heescht vu Februar un och déi jonk Entreprises nach méi ze ënerstëtze wéi iwwert d'Aide „relance“. Déi Méiglechkeet hu mer, well d'Ouverturen elo do sinn.

D'nämmlecht ass awer och d'Verlängerung ..., an et gesäit een, dass mer d'Aidë bis Mäerz lafen hunn. Och muer wäert am Regierungsrat iwwert d'Verlängerung vun den Aidë bis de Mount Juni decidéiert ginn.

Et geet och drëm, dass déi Entreprises, déi zou hunn, also eng Fermeture administrative hunn, 100 % vun den eligibele Fraise kéinte rembourséiert kréien. Et geet drëm, op där anerer Säit, den Takeaway ... Am Moment ass et esou: Den Takeaway gëtt am Fong vun den Hëllefeng ofgezunn. Och do ass d'Ouverture do a mir hunn Texter - déi wäerte muer am Regierungsrat beschwat ginn -, fir 25 % vum Chiffre d'affaires ze immuniséieren, also déi net méi vun der Aide ofzerechnen. Dat kënnen mer elo maachen, well mer dann d'Aide op den 3.1. setzen an net méi op den 3.12.

Op där anerer Säit gëtt awer och den „effet groupe“ erausgeholl. Och dat gëtt eis also d'Méiglechkeet, déi individuell Entreprise ze kucken, net méi de ganze Grupp, fir och do méi Hëllef kënnen ze ginn. An natierlech, wa mer vun neien Aiden a méi Aidë schwätzen, wou mer wäerte muer Decisiounen huelen, da wäert och de Plaffong an d'Luucht gesat ginn. Am Moment ass et jo plafonnéiert op ver-

schidde Seuilen. Déi wäerten dann ëm 50 % an d'Luucht gesat ginn, fir kënnen alleguerten den Entreprises esou ze hëllefen.

Dat sinn all d'Méiglechkeeten, déi et gëtt. Mee ech mengen, dass dat Wichtigst ass fir déi Secteuren, déi zou sinn, dat heescht den Horeca-Secteur, 25 % ze immuniséieren. Esou wäert et och méiglech sinn, eebe grad do ze hëllefen, fir déi, déi schaffen, ze encouragéieren, och weiderhin den Takeaway kënnen ze maachen. Also ze schaffen trotz Restriktiounen soll sech lounen an dat kënnen mer elo hei mat där Aide upassen.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools dem Här Mëttelstandsminister. Ech wëll lech nach drop opmierksam maachen, datt d'Mikroen op menger Iénker Säit am Sall leider net fonctionéieren. Mir entschëllegen eis duerfir! Duerfir, déi, déi bei der Majoritéit d'Wuert wëllen ergräifen, déi mussen bei d'Riednerpult kommen, datt hir Aussoe kënnen enregistriert ginn.

(Brouhaha)

4. Dépôt d'une motion par M. Sven Clement

An da géif ech d'Wuert ginn un den honorabelen Här Sven Clement fir den Depot vun enger Motioun.

(Brouhaha)

Exposé

■ **M. Sven Clement (Piraten), auteur.**- Merci, Här President. Esou séier ginn déi Lénk dann zur Majoritéit erkläert. Mee dat ass, wann ee vun 33 da wëllt dreemen.

(Brouhaha)

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Clement, Dir kommt och nach vläicht eng Kéier derbäi.

(Hilarité)

■ **M. Sven Clement (Piraten), auteur.**- A, ech fäerte ganz, datt iergendwann mäi Kabel och erausgezu gëtt.

Mee komme mer zur Saach: Ech hu gëschter ganz opmierksam dem Entwécklungshëllefminister Franz Fayot nogelasschert, wéi en iwwer COVAX geschwat huet a wéi en driwwer geschwat huet, wéi een den Zougang zu Vaccinen insgesamt op der Welt méi equitabel ka maachen an duerfir surger kann, datt méi Länner Accès zu Vaccine kréien.

Ee grouse Problem, an ech mengen, dat ass generell bei medezinnesche Produiten esou, ass d'Patentrecht. An et gëtt glécklecherweis an Europa Ausnamen derfir an et kann een engersäits Verhandlungen acceleréieren, anerersäits kann een, wann d'Verhandlungen net zu engem zefriddestellenden Ofschluss kommen, och iwwert d'Zwangslizenzen, déi eent zu eent kompatibel mat den TRIPS-a mat de WTO-Accorde sinn, tatsächlech hei den Entwécklungslänner, an de Länner en voie de développement, besser gesot, entgéintkommen.

An deem Sënn wollt ech haut eng Motioun deposéieren, déi u sech eis Regierung géif invitéieren, fir

op internationalem Plang eebe grad Werbung dofir ze maachen, deen Outil ze benotzen, fir esou eeben de Länner, déi net eng eege Produktioun haut hunn, well d'Firmen deelweis net do wëllen, deelweis net do kënnen produzéieren a well se och deelweis d'Rechter net hunn, fir et ze maachen, entgéintze kommen. Dat baséiert op engem EU-Reglement vun 2006, dat esou Zwangslizenzen explizit virgesäit fir Firmen, déi an der EU ugesidelt sinn.

An ech weess, et ass e ganz komplex Thema, en Thema, dat awer ëmsou méi wichteg ass, wa mer erëm wëllen zu enger Welt kommen, an där mer fir jiddweree Vaccinen hunn an net nëmme fir déi, déi sech et leeschte kënnen.

Ech hu virdrun d'Chance gehat, fir ganz kuerz mam President vun der aussepolitischer Kommissioun ze schwätzen. Ech géif mech freeën, wa mer déi heite Motioun kéinten en sérénité an der Kommissioun behandelen an net hei à chaud quasi am Plenum missten diskutéieren, well et ass en technesch Thema an et ass en Thema, deem mer eis awer sollten unhuelen. Här President, duerfir ginn ech lech hei d'Motioun.

Motion

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- d'EU-Kommissionspräsidentin von der Leyen sot: "No one is safe until everyone is safe";

- den Direktor von der WHO, den Tedros Adhanom Ghebreyesus, sot, dass, "the longer we wait to provide vaccines, tests and treatments to all countries, the faster the virus will take hold, the potential for more variants will emerge, the greater the chance today's vaccines could become ineffective, and the harder it will be for all countries to recover";

- laut British Medical Journal trieden all Mount eng bis zwou nei Sars-CoV-2-Mutatiounen op an am Fall, wou eng méi resistent Mutatioun optrëtt, bräicht d'Fuerschung Méint, fir hir Vaccinen deemtsprechend unzepassen;

- d'International Chamber of Commerce huet an engem Rapport am Januar festgehalen, dass "the global economy stands to lose as much as \$9.2 trillion if governments fail to ensure developing economy access to Covid-19 vaccines, as much as half of which would fall on advanced economies" a schätzt, dass wirtschaftlech Schied vu bis zu 3,9 % vum BIP a räiche Länner méiglech sinn;

- de Wirtschaftsminister sot den 10. Februar 2021 an der Chamber, dass d'Covid-19-Impfstoffe solle „fir jiddereen accessibel sinn“ an „ee global effentlecht Gutt sinn, ee Bien public mondial, an och als solches da verfügbar sinn“.

Aus dese Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- sech op europäischem an internationalem Niveau dofir anzusetzen, dass Zwangslizenz fir d'Covid-19-Impfstoffe vergi ginn, esou wéi et och am EU-Reglement (EC) 816/2006 on compulsory licensing of patents relating to the manufacture of pharmaceutical products for export to countries with public health problems virgesinn ass.

(s.) Sven Clement.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools.

Den Här Cruchten freet direkt d'Wuert.

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Merci, Här President. An och villmools merci dem Här Clement fir déi, mengen ech, ganz wichteg Fro, déi en opwerft. Mir hate gëschter schonn eng Kéier kuerz d'Geleeënheet, fir d'Thema unzeräissen, mee ech mengen, et ass eis allegueren heibanne bewosst ginn, dass dat Thema, wéi de Sven Clement och elo gesot huet, ganz komplex ass an dass et wierklech derwärt ass, dass mer eis a Rou eng Kéier domadder befaassen.

Ech soen him och Merci, dass e mech virun der Sitzung schonn e bësse gewarnt hat, dass e mat där Initiativ géif heihinner kommen, an dass mer zesammen och ausgemaach hunn: „Jo, komm, mir briecheen elo hei näischt iwwert de Knéi, komm, mir diskutéieren dat an der Kommissioun!“ Ech schwätze mat dem Här Fayot, dee ganz bestëmmt ganz gär bereet ass, och séier an d'aussepolitisch Kommissioun ze kommen, fir dat an all senger Komplexitéit mat eis ze diskutéieren. Dann, sinn ech och iwwerzeegt, fanne mer eng gemeinsam Approche zu där Saach.

Jiddefalls, déi Propos géif ech maachen, wann d'Chamber domat d'accord ass, dass mer dat an der aussepolitischer Kommissioun an den nächsten Deeg eng Kéier wäerten op den Ordre du jour huelen.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Cruchten.

Vote sur le renvoi de la motion en commission

Ass d'Chamber d'accord mat der Approche, fir des Motioun un d'Kommissioun ze verweisen?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass des Motioun dann un d'Kommissioun verweisen.

(La motion de M. Sven Clement est renvoyée à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.)

5. Question élargie n° 72 de M. Marc Hansen relative à l'offre privée croissante pour consultations médicales en ligne

Mir kommen dann elo zu der erweiterter Fro Nummer 72 vum Här Marc Hansen iwwert d'Zouhuele vun de private medezinneschen Online-Consultatiounen. Här Marc Hansen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marc Hansen (déi gréng).** - Här President, Här Minister, d'Coronapandemie huet mat sech bruecht, dass och am medezinnesche Beräich méi schnell digital Léisunge gesicht an ëmgesat gi sinn, dëst zum Beispill am Beräich vun der Teleconsultatioun. Déi ass e Moyen, fir als Patient den Dokter kënnen ze consultéieren, ouni sech mussen ze deplacéieren an ouni am Wartesall enger Infektiounsgefor ausgesat ze sinn.

Teleconsultatioun gëtt zu Lëtzebuerg engersäits zanter Abrëll vun der eSanté ugebueden, wat jo den offiziellen Acteur vum Lëtzebuurger Staat ass fir d'Digitalisatioun am Santésberäich. Den 9. Abrëll 2020 huet d'Regierung an engem Communiqué gesot, dass des Teleconsultatiounen iwwer eSanté no zwou Woche scho vu 600 Doktere genotzt goufen, dass 4.000 Patiente sech ageschriwwen hätten an 3.000 Teleconsultatiounen scho stattfonnt hätten. Interessant wär ze wëssen, wéi déi Zuele sech méttlerweil entwéckelt hunn.

Anerersäits gëtt et och mindestens eng Privatfirma, déi vun der Coronapandemie profitéiert huet, fir och de Wee ze goen, fir en Teleconsultatiounsoutil unzebidden, an zwar eng Lëtzebuurger Firma, déi spezialiséiert ass, fir Online-Rendez-vousen am Gesondheitsberäich ze verwalten, an dat och international. D'Plattform huet de 25. Mäerz mat der Online-Consultatioun ugefaangen an huet bis an den Dezember 2020 31.000 Teleconsultatiounen gehat. Dëst spigelt e gewëssene Succès erëm an och e Besoin.

Zu den Teleconsultatiounen am Allgemengen hätt ech follgend Froen. Éischtens: Wéi eng Akte kënnen haut iwwert dese Wee ofgerechert ginn? A wat ass an Zukunft geplangt? Bei all digitale Solutiounen, déi perséinlech Donnéeën betreffen - a Gesondheitsdonnéeën sinn extreem perséinlech Donnéeën -, stellt sech natierlech d'Fro vun der sécherer Daten-iwwerméttlung an der Datenofspäicherung.

Duerfir meng zweet Fro: Sinn déi Videoconsultatiounen zum Beispill „end-to-end“-verschlüsselt, dass garantiéiert ass, dass kee matlauschere respektiv matkucke kann? Gëtt et kloer Krittäre fir d'Sécherheet vun den Teleconsultatiounen, dass all d'Outilen op deem selwechte Sécherheitsstandard sinn? A wien ass zoustänneg, fir d'Krittären ze definéieren an d'Online-Outilen ze validéieren?

An Zukunft wäert et awer net bei der Teleconsultatioun bleiwen. Déi genannte Plattform denkt drun, och aner Outilen unzebidden. Esou wëllt se den digitalen Informatiouns Austausch tëschent dem Patient an dem Dokter vereinfachen, dass de Patient dem Dokter Ënnerlage wéi Blutanalysen oder Röntge kann digital zoukomme loosse. Hei stellt sech natierlech och d'Fro vun der Confidentialitéit an der Sécherheet. Wat sinn d'Sécherheitsstandarden, fir Donnéeën kënnen digital ze iwwerméttelen a fir se beim Dokter kënnen ofzespäicheren? Oder gëtt sech do just op d'GDPR verlooss?

Fir mech perséinlech wär et wichteg ze wëssen, wou meng digital Gesondheitsdonnéeën ofgespäichert sinn. D'eSanté seet, dass déi op engem unerkannte Lëtzebuurger Serveur leien. Dat ass gutt an ech wëll dat och gleewen, mee wéi ass et mat privaten Ubidder a mat de Professions de santé? Leie meng Donnéeën eventuell an enger Cloud iergendwou op engem anere Kontinent?

Här President, mir stinn am Ufank vun der Entwécklung vun der Telemedezinn. Dat fänkt elo u mat der Teleconsultatioun a geschwé kënt de Remboursement accélééré iwwer eng App. Iwwerregens sinn d'Gesondheetsappen amgaunge wéi Champignons aus dem Buedem ze spriessen: Analyselaboen, d'Caisse Médico, all hu se eng App, och d'AMMD huet eng entwéckelt. All des Appe gi permanent weiterentwéckelt an et weess een net, wouhin dat Ganzt steiert.

An der Zukunft wäert et och méiglech sinn, biologesch Mesuren iwwer Distanz ze huelen. Och hei stellt sech d'Fro: Wien däreif d'Gesondheitsdonnéeën erfaassen a späicheren? A wien definéiert de Kader? Gi mer éischer an eng Richtung, wou d'eSanté eng Struktur opbaut a wou aner Prestataire sech kënnen undocken? Oder däreif Privatfirmen developéieren, wat se wëllen, an de Staat kontrolléiert just, ob den Outil dateschutzkonform ass?

Ech stellen des Fro och, well ech net richtig gesinn, wou den DSP an deem Ganze steet. D'Zil vum DSP ass, dass d'Donnéeën vun engem Patient gutt ofgespäichert op enger Plaz stockéiert sinn, dass all Prestataire mam Accord vum Patient kann drop zrëckgräifen an dass de Patient net muss säi Patientendossier vun engem Dokter zum anere schleefen, weeder analog nach digital.

Wann awer elo méi digital Ubidder sech Konkurrenz maachen an d'Donnéeën stockéieren, da besteet de Risiko, dass net all d'Donnéeën vun engem Patient op enger Plaz leien an den Zweck vum DSP ënnergruwe gëtt. Wéi gëtt garantiéiert, wann e Patient en aktivéiert Patientendossier huet, dass seng Donnéeën vun aneren digitale Plattformen och all am DSP ofgespäichert ginn? A wéi gëtt d'Sécherheet op dese Schnëttstelle garantiéiert? U sech ass d'Fro: Wéi gesäit déi gesamt Strategie aus?

Ech soen dem Här Minister elo scho Merci fir d'Äntwerten op meng Froen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Marc Hansen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Sozialminister Romain Schneider a Verriedung vun der Madamm Gesondheitsministesch Paulette Lenert.

■ **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, en remplacement de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Jo, merci, Här President. Merci och dem Marc Hansen, fir dese Sujet hei unzeschwätze respektiv des Froen och ze stellen. Ech erlabe mer och, d'Ministesch ze entschëllegen, déi e bësse méi spët an d'Chamber wäert komme weinst anere Verflüchtungen. Mee well mer awer ganz enk zesummeschaffen, virun allem och grad am Volet vun der Agence eSanté, e Beräich engersäits ofgedeckt iwwert d'Santé, anerersäits iwwert d'CNS, ass et een Domän, deen ech selwer och suivéieren an natierlech och an dem Fong och kennen.

Ech mengen, et gouf richtig hei ugeschwat, dass sech eigentlech grad während der Covidpandemie ee Volet entwéckelt huet, an dat och gutt, méi séier, wéi een eigentlech gemengt hat, dat war d'Teleconsultatioun, déi e wichteg Element war, mengen ech, vum Kontakt an der Consultatioun tëscht op där enger Säit dem Dokter, dem Zännokter, der Sage-femme entre autres, an awer virun allem och dem Patient.

Wat ware grad während där Zäit d'Avantagen? Ech mengen: e séieren Accès, deen ee krut, fir effektiv eng Videokonferenz ze organiséieren mat sengem Dokter, op där anerer Säit awer och Dokumenter, elektronesch Dokumenter, séier kënnen ze kréien, ouni sech mussen ze deplacéieren, Kontakter ze hunn, an ech mengen, dass een domadder virun allem och probéiert huet, d'Sécherheet souwuel vun de Professions de santé wéi natierlech och vun dem Patient kënnen ze garantiéieren.

Wéi effektiv am Mäerz 2020 d'Agence eSanté den Appel d'offres gemaach huet bei den industriellen Ubidder, déi et dobaussen gëtt, dat op Basis vun engem Cahier des charges, ass et duerno ugaangen, dass um Marché eng Firma erausgesicht ginn ass, déi des Bedingungen erfëllt huet, souwuel technesch wéi och sécherheitsméisseg Natur, an op där anerer Säit, mengen ech, mir virun allem och ugefaangen hunn, dunn de System en place kouw. Dat ass relativ schnell geschitt, esou wéi während der Covidzäit eng ganz Rei Saache séier en place gesat goufen. An natierlech - ech kommen herno drop zrëck - muss mer no enger Analys, déi mer wäerte maachen no deser Zäit, och kucken, wéi mer, an dat, mengen ech, och dauerhaft, esou e System kënnen en place loosse mat warscheinlech och enger ganzer Rei vu legalen Texter, déi ee muss adaptéieren, fir hei och déi Sécherheet ze stellen, déi zu Recht a Fro gestallt gouf vum Marc Hansen.

Fir vläicht op e puer Zuelen anzegoen: Zënter der Mise en place vun deser nationaler Plattform hu mer eng 707 Professionnels de santé, déi en aktive Kont hunn. Mir hunn doniewent iwwer 9.173 Patienten, déi ageschriwwen sinn, an et goufen am Ganzen eng 17.233 Dokumenter echangéiert. Dat weist, dass also dat Ganzt e gewësse Succès huet, dee sécher nach ausbaufäeg ass.

An ech muss lech och soen, dass dee System och elo nach en place ass an dass mer awer mussen kucken: Wéi geet e virun? An dat, mengen ech - ech kommen herno drop zrëck - gesi mer op zwee Voleten, engersäits um Gesondheitsdësch. Do hu mer e spezielle Grupp ageriicht, fir ze kucken, deen dote ganze Volet ze traitéieren. Do hu mer jo iwwerregens an der Chamberskommissioun oder an enger Jointe de 24. Februar e Rendez-vous, fir de Punkt ze maachen iwwert dat, wat bis elo gelaf ass am Kader vum Gesondheitsdësch a virun allem och an dem Volet.

Fir konkret Froen, déi hei gestallt goufen, vläicht kuerz ze beäntweren: Wat fir eng Akte sinn an der Teleconsultatioun hei ugepeilt? Wat fir eng ginn ofgerechert a wat fir eng sinn an Zukunft geplangt? Vläch: Déi éischt - ech mengen, déi sinn am einfachsten ze beäntweren -, dat sinn natierlech all déi, déi d'Dokteren an d'Zännoktere betreffen. Si

kënnen hei hir normal Consultatioun iwwer Teleconsultatioun maachen an dobäi natierlech och elektronesch Ordonnancë verschécken. Och Psychiatere oder aner Dokter, déi qualifizéiert an der Psychiatrie sinn, kënnen déi klassesch Psychotherapiesessiounen ofhalen an der Form vun enger Teleconsultatioun. D'Sage-femmë kënnen natierlech och hir Sessiounen maachen, fir sech op eng Grosse a Gebuert virzubereeden, an och d'Méiglechkeet fir verschidde Prescriptiounen ass hei direkt ginn, dann och d'Orthophonisten. Déi klassesch Reeducatiounsconsultatiounen kënnen hei gemaach ginn, sou wéi och Dieteticienne hei kënnen déi enzel Consultatiounen an Teleconsultatiounen an deem Beräich ubidden.

All dat ass ganz séier geschitt, wéi ech gesot hunn, am Kader vum Covid. An et muss een elo - an ech mengen, dat ass och d'Léisung fir d'Zukunft - aus desen Experienze léieren, kucken, wat gutt, wat schlecht ass a wat virun allem och muss elo hannendru gereegelt ginn, fir deem Ganzen e legale Kader ze ginn, deen natierlech muss ugepasst ginn, engersäits souwuel bei de Professionellen, fir do Garantien ze hunn, op där anerer Säit awer och, fir de Patient a verschidde Beräicher ze schützen.

D'Basis ass sécher do: engersäits sécher direkt d'Basis vun der Deontologie vun den Dokteren, déi sech och op Teleconsultatioun bezitt - doduerch si schonn eng ganz Rei Saachen ofgedeckt, hei muss ee vläch no der Analys nach enzel Präzisiounen maachen -, dann awer och de wëssenschaftleche Volet. Et muss ee kucken: Wéini ergëtt et sech, eng Teleconsultatioun ze maachen, wéini eng normal Consultatioun, wéini vläch, déi zwou zesammen ze maachen? Da mussen awer och d'Sécherheitsaspekter ganz genau gekuckt ginn, an dat virun allem och am Bezuch op d'Cybersecurity.

An dann awer och wichteg: D'Traçabilitéit vun der Dokumentatioun ass e wichtige Thema, deen och muss, mengen ech, gekläert an zum Deel dann och géinnert ginn. Et ass also net onbedéngt, wéi ëmmer gemengt gëtt, d'Technik, déi e Problem duerstellt, mee virun allem muss hannendru villes ofgekläert ginn, wann een den Oflaf kuckt, fir ze asurieren, dass dese villversprechende Complement, deen effektiv hei geschaaft gouf zu deenen normale Consultatiounen, sech och virun optimal kann entwéckelen.

Dat geet, mengen ech, och ganz kloer am Allgemengen Hand an Hand mat där ganzer Entwécklung, déi jo am eHealth-Beräich leeft, do, wou et ëm d'Sécherheet a virun allem och d'Datentransferten, awer och d'Datespäicherung geet, fir déi een och zoustänneg ass, a wou natierlech och déi enzel Krittäre fixéiert sinn, besonnesch wann ëmmer méi, wéi och hei gesot, privat Firmen eeben op de Marché kommen, fir hei wëlle matzemaachen.

Bei der aktueller Teleconsultatioun gi praktesch keng medezinnesch Daten iwwert des Consultatioun generéiert. Et ass éischer eng administrativ Léisung, déi hei fonnt gëtt, fir op Distanz Consultatiounen ze maachen. Den Dokter muss also seng medezinnesch Donnéeën a sengem lokalen Informatiksystem späicheren an doduerch ass och de Kader an deem Moment do gesat.

Dëst ass awer fir mech e wichtige Aspekt an der Teleconsultatioun, fir déi och virun allem virunzebréngen. A virun allem, mengen ech, soll een dat och maachen, fir d'Informatiounen, déi wichtig Informatiounen, déi een do huet, och dem Dokter, dem System mussen kënnen zur Verfügung ze stellen, fir och kënnen eng optimal an eng wäertvoll Behandlung ze maachen.

Hei ass e Beräich, mengen ech, wou immens vill Potenzial ass, fir effektiv nei Saachen auszeschaffen. An hei huet natierlech d'Agence eSanté eng wichtige Roll ze spillen. Si schaffen de Moment och u konkrete Konzepter, déi ausgeschafft ginn. An doniewent, parallel dozou, mussen awer déi néideg Reegelen a Moosnamen ëmgesat ginn, fir dass eebe grad och Privatfirmen do kee falsche Fräiraum geschaf kréien. D'Sécherheet an d'Protektioun vum Patient stinn hei ganz kloer un éischer Stell.

Den Här Hansen huet awer och den DSP ugeschwat respektiv d'Verbinding mam DSP. Ech mengen, dass natierlech och e ganz wichtige Aspekt net nëmme fir d'Teleconsultatioun, mee am Allgemengen. Mir si jo amgaangen, drun ze schaffen, fir dass d'Agence eSanté nach méi Méiglechkeete kritt fir ofzeséieren, dass all wichtige Informatioun fir de Patient automatesch a säin Dossier kënt, dass se also do ka verschafft ginn, dass virun allem och als Basis vun enger optimaler medezinnescher, séierer, awer och qualitativ gudder Berodung an engem Traitement, deen do ka stattfannen. An déi spéider Teleconsultatiounsoutile mussen natierlech garantiéieren, dass se interoperabel si mam DSP, well dat si wichtig Daten, déi automatesch dann och mussen am Dossier leien.

Vläch zum Schluss géif ech soen, dass mer an der Regierung jo grad duerch de Gesondheitsdësch, deen ech d'Chance hunn, zesumme mat der Gesondheitsministesch, déi an der Tëschenzäit age-traff ass, kënnen ze presidéieren an deene sechs

Gruppen, déi mer eis do gesat hunn, a wou mer, wéi gesot, de 24. Februar wäerten an d'Kommissioun kommen ..., dat, fir en éischte Bilan ze maachen, wat an deene Gruppe gelaf ass, fir éischt konkret Projeten och eriwwezeginn, déi do schonn an d'Wëer geleet goufen an déi mer och kënnen op de Wee ginn, awer alles zesumme mat de Partner souwuel aus dem Beräich vun de Professions de santé wéi awer och de Verrieder vun de Patienten. Do muss en Zesummespill kommen. An ech mengen, dat ass amgaangen ze entsto. An ech mengen, de Gesondheetsdësch ass eng exzellente Plattform, fir dat kënnen ze diskutieren.

An an där Diskussioun lafe grad am Kader vum GT5 Diskussiounen mat all deenen Acteuren, fir eben och hei eng eenheetlech Approche am Beräich vun deene ganzen Traitementen vun Beräich eHealth respektiv och deenen neien elektronischen Hëllefsmittelen ze kréien. Déi Diskussioun leeft do a wäert sécher och virulafen, fir se duerno ganz kloer ze kadréieren.

Bon, ech soe Merci fir d'Nolautschteren a virun allem emol Merci fir dës Fro, déi, mengen ech, ganz wichteg ass an op déi mer mat Sécherheet an deenen nächste Méint a Joren nach eng Keier wäerten zréckkommen. Merci bien.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos dem Här Sozialminister. D'Madamm Reding ..., also d'Parole après ministre ass net virgesinn an dëser Prozedur vun de Froen.

■ **Mme Viviane Reding (CSV).** - Här President, ech versprechen och, datt ech kee Problem schafen. Ech wollt just Merci soen, well dat war ganz wichteg, wat mer hei gesot krute fir déi zukünftige Entwécklung. Et gëtt just eppes, wat net bemierkt ginn ass, an ech mengen, dat soll ee matabezéien, wann een en déi Saachen dann denkt.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Madamm Reding, mir sinn hei net an där doter Prozedur, datt Dir kënt Positionen huelen.

■ **Mme Viviane Reding (CSV).** - Loosst mech just ... D'Apdikten, d'Apdikten ..., well et muss een nämlech d'Apdikte mat abannen, soss huet d'Teleconsultatioun kee Sënn. Merci, Här President.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci fir d'Versteedemach, Madamm Reding.

6. 7332 - Projet de loi portant création d'un Observatoire national de la santé et modification

1° de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;

2° de la loi modifiée du 25 novembre 1982 relative aux organes destinés à la transplantation ;

3° de la loi modifiée du 7 août 2012 portant création de l'établissement public « Laboratoire national de santé »

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7332 iwwert d'Kreatioun vun engem Observatoire national de la santé. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgehalten. An d'Wuert huet d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Francine Closener.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

■ **Mme Francine Closener (LSAP), rapportrice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Politik gëtt gär mat knackege Begrëffer a Superlativen hantéiert, dacks zu Onrecht, awer heiansdo och mat Recht. An haut ass dat de Fall.

Mir ginn haut de Startschoss vun enger neier Ära an der Lëtzebuurger Gesondheetspolitik, well mer mam Observatoire national de la santé en Instrument schafen, dat net nëmmer der Politik, mee sämtlechen Acteuren am Gesondheetswiesem, de Patienten a finalement all Enzelem Interesséierten zouverlässeg, aktuell a faktabaséiert Äntwerte gëtt op d'Fro „Wéi gesond ass Lëtzebuerg haut? A wat muss mer maachen, fir datt et gesond bleift respektiv méi gesond gëtt?“

Natierlech gëtt et haut schonn eng Hellewull Daten a wëssenschaftlech Expertise iwwer eist Gesondheetswiesem, mee d'Coronapandemie an d'Gestioun vun der Kris hunn nach eemol ganz däitlech gemaach, wéi wichteg et ass, all déi Donnéeën net nëmmer ze hunn, mee se ze vernetzen, fir doraus seier an effikass déi richteg Konklusiounen kënnen ze zéien.

Den Observatoire national de la santé ass en indispensable Instrument, fir e méi detailléierten an ofhängegen Iwwerbléck ze kréien iwwert d'Gesondheet vun eiser Populatioun, iwwert d'Entwécklung vun Krankheeten, iwwert de Fonctionnement an d'Qualitéit vum Gesondheetsystem a finalement iwwert d'Besoinen vun de Ressourcen a puncto Personal, Better an Equipement.

Et ass jo evident, datt et mat Hëllef vun esou engem Iwwerbléck, mat Hëllef vun Analysen a Sta-

tistiken, jee, mat esou engem Wëssen, manner komplizéiert gëtt, fir déi richteg an noutwendeg Decisiounen ze huelen am Fall vun enger Urgencëssituatioun, mee och a virun allem, fir kuerz-, mëttel- a laangfristeg Gesondheetspolitik opgrond vu kloeren Donnéeën ze maachen.

Domat, Här President, hunn ech Sënn an Zweck vum Observatoire de la santé graff resuméiert. Er laabt mer awer trotzdeem, e wéineg méi an den Detail ze goen.

D'Missioun vum Observatoire ass, wéi den Numm et scho seet, d'Gesondheet an d'Gesondheetsversuergung vun der Populatioun ze observéieren, dat heescht, Dateninformatiounen ze sammelen, zesummenzebréngen, a Relatiounen ze setzen, ze analyséieren an dorausser och Konklusiounen ze zéien, zum Beispill fir d'Besoinen a Saachen Preventioun, Traitement, Material, Servicer a Personal auszemaachen an der Ministesch dann déi deemtsprechend Recommendatiounen ze maachen.

Den Observatoire gëtt also eng determinant Orientatioun bei der Ausrichtung vun der Gesondheetspolitik. Aktuell gëtt et natierlech scho ganz vill Donnéeën a verschiddene Beräicher, op verschiddene Plazen, vu verschiddene Gremien, Instanzen a Verwaltungen, zum Beispill an de Ministären, an der Santésdirektioun, bei der Sécurité sociale, bei der Gesondheetskeess, um Statec, an de Spideeler, op der Uni, an de Centres de recherche, bei den Dokteren, am Conseil supérieur vun de Gesondheetsberuffer an nach op ganz villen anere Plazen. D'Lëscht ass laang.

Et geet elo drëm, net nëmmer all dës wäertvoll Informatiounen ze sammelen an openeenzeleeën, mee och ze kucken, wou a wéi eng Donnéeën eigentlech nach feelen, fir datt séier ka Remédur geschaf ginn a fir da finalement e méiglechste komplett Bild ze kréien. Opgrond dovun ginn dann Avisen, Virschléi a Recommendatiounen gemaach. Den Observatoire ass deemno net nëmmer eng Beobachtungsstell, mee huet och ganz kloer eng Beroderföncioun vis-à-vis vum Ministère, wann et drëm geet, Prioritéiten an der Gesondheetspolitik festzuleeën.

Här President, d'Iddi, fir esou en Observatoire ze schafen, gëtt et schonn zimmlech laang a mäi Kolleeg Mars Di Bartolomeo wäert herno och op den Historique agoen. D'Kreatioun vum Observatoire gouf 2013 am deemolege Koalitionsaccord festgehalten an déi deemoleg Gesondheetsministesch Lydia Mutsch huet de Projet de loi am Juli 2018 deponéiert.

An deenen zweeahalfe Joer, déi an Tëschenzäit vergaange sinn, huet de Projet dunn e wéineg eng aner Nues kritt. Ech kommen herno drop zréck. Virop awer e puer Wuert zu der Organisatioun an der Struktur, wéi et elo haut am haitege Gesetzestext zum Vott steet.

Den Observatoire national de la santé steet ënnert der Autoritéit vun der Santésministesch, e schafft awer en toute indépendance, souwuel, wat seng Outilen ugeet, wéi och, wat seng Feststellungen oder Propositionen betrëfft.

Et gëtt eng Administration publique, fir déi Fonctionnairé respektiv Employés a Salariés de l'État recrutéiert ginn, eng éffentlech Verwaltung wéi gesot ënnert der Autoritéit vum Santésminister, mee am Déngscht a pilotéiert vun engem Conseil des observateurs. Wat d'Kompositioun vun deem Conseil ugeet, dee setzt sech aus néng Experten aus verschiddene wëssenschaftleche Beräicher zesummen, déi sënnavoll an nätzlech si fir den Observatoire, Experten aus de Beräicher Epidemiologie, Santé publique, Analys vum Gesondheetsystemer, Gestion des registres, Etüd vum Gesondheitszoustand, Gesondheitsstatistik, Économie de la santé, Demografie an dann - an dat op explizit Demande vun der parlamentarescher Santéskommissioun - kënnst och en Expert an de Conseil aus dem Beräich „patient-reported outcome measures“, deen also d'Vue an och de Vécu vun de Patientematerabréngt. Et ass e wichtegen Domän, schliisslech geet et jo eigentlech an éischter Linn ëm de Patient.

Un der Spëtzt vum Observatoire steet de President, dee souwuel aus dem Secteur public wéi och aus dem private Beräich ka kommen. En ass an engem och den hierarchesche Chef vum Personal vum Observatoire a gëtt iwwert Arrêté grand-ducal op Propos vum Minister nominéiert. D'Observatoire sinn nominéiert fir siwe Joer, hiert Mandat kann erneiert ginn.

An dann ass et och wichteg ze ernimmen, datt den Observatoire zu all Moment an zu all Thema kann Experte vu baussen erunzéien, an zwar do, wou en et selwer fir néideg hält. Et war der Santéskommissioun wichteg, dat esou festzuleeën a virun allem manner restriktiv ze sinn wéi ursprénglech virgesinn.

Zu de Missiounen dann: Dem Observatoire seng Aufgab ass natierlech d'Evaluatioun vum Gesondheitszoustand vun der Bevëlkerung, vun de Krankheeten, vun der Stierflechkeet, vum Risikoverhalen

an de Facteuren, déi eng Auswierkung op d'Gesondheet vun der Populatioun hunn, vun der Qualitéit, der Effizienz, der Accessibilitéit vum System an eventuell den Inegalitéiten zwëschent de verschiddene Bevëlkerungsgruppen. Eng aner Missioun besteet doran, d'Entwécklung vun de Ressourcen ze suivéieren an ze kucken, ob mer oder ob mer eben net genuch Leit hunn an deene verschiddene Beruffer, fir déi sanitär Besoinen vun der Populatioun ofzedecken - Stéchwuert: Étude LAIR. Mir hu schonn dacks hei iwwert dat Thema geschwat a mir wäerten och nach doriwwer diskutieren.

Donieft huet den Observatoire d'Aufgab, Informatiounen an Donnéeën ze verëffentlechen - nach eng Keier -, evidenterweis iwwert de Gesondheetsystem an den Zoustand vun der Bevëlkerung, an och eebe Resultater iwwert d'Besoinen u Personal. E muss, wéi scho gesot, dem Minister Prioritéiten an der éffentlecher Gesondheet proposéieren, Prioritéiten, déi a sech als Konklusioun aus sengen Etüden ervirginn.

A last but not least ass et och um Observatoire, fir d'Carte sanitaire opzestellen am Kader vum Spidolsgesetz an dem Spidolspang. Un Aarbecht feelt et also wierklech net!

Fir all dës ënnerschiddlech Missiounen ze erfëllen, definéiert den Observatoire en Tableau de bord mat Indicateuren, déi den internationale Verglach erlaben. E sammelt zentraliséiert Donnéeën an Informatiounen, weist op Beräicher hin, an deenen esou Daten nach feelen. Déi Donnéeën kommen natierlech net vun aleng. Den Observatoire kritt déi Donnéeën an Informatiounen, déi e brauch, vun den éffentlechen Administratiounen, den Établissements publics, aneren Organismen, wuelverstanen pseudonomiséiert an am Respekt vum Dateschutz.

An op Basis dovunner mécht den Observatoire Analysen, Etüden an ënnerschiddlech Rapporten, all Joer e Rapport d'activités annuel plus een thematesche Rapport iwwert de Beräich, deen e selwer als prioritär ugesäit. All dräi Joer kënnst dernieft en nationale Rapport eraus iwwert de Gesondheitszoustand vun der Populatioun, d'Déterminants de la santé an de Gesondheetsystem plus eng Beschreiwung, eng Analys an eng Evaluatioun vun deene verschiddene Gesondheetspoliticken. Dës Rapporten ginn natierlech verëffentlecht an un d'Regierung an d'Chamber kommunikiert.

Här President, zousätzlech gëtt vun dësem Projet de loi profitéiert, fir zwee aner Gesetzer unzepasen. Engersäits geet et ëm den Don d'organes an d'Obligatioun vum Dokter, fir am DSP, dem Dossier de soins partagé, ze kucken, ob de Patient do Dispositiounen a Saachen Organspend gespäichert huet, notamment eng Déclaration d'opposition par rapport zum Prelevement vu sengen Organer no sengem Doud.

Anerersäits geet et ëm d'Gesetz vum LNS, dem Staatslabo. D'Modifikatiounen concernéieren d'Missioun vum LNS an deem Sënn, datt de Staatslabo och Analysen a Kontrollen am Kader vum Konsumenteschutz a fir den zoustännege Ministère ka maachen, datt déi Missiounen e legale Kader kréien.

Zréck awer nach bei den Observatoire de la santé, bei d'Weiderentwécklung vum Projet an déi verschiddenen Avisen. Am initiale Projet de loi, wéi en am Juli 2018 deponéiert war, war nach eng aner Struktur virgesinn, nämlech mat engem Conseil des observateurs, dee sech aus héije Verrieder vu Ministären an Acteuren aus dem Santésberäich zesummesat hätt, assistéiert da vun engem zweete Conseil, engem Conseil scientifique, deen déi wëssenschaftlech Qualitéit vun der Aarbecht hätt solle garantéieren.

2019 koum et dunn awer no engem Gespréich tëscht dem deemolege Gesondheitsminister an dem Staatsrot zu Regierungsamendementen, déi eebe virgesinn, datt dee Conseil des observateurs zesummesat gëtt aus Experten aus verschiddene Beräicher an engem Observatoire, deen als éffentlech Verwaltung fonctionéiert, mat un der Spëtzt engem President, deen och à plein temps fir déi Aufgab disponibel ass.

Déi nei Orientéierung an an engem och Entpolitiéierung vum Observatoire national de la santé ass allgemeng begréisst ginn an der Gesondheetskommissioun, mee zu engem gudden Deel awer och an deene verschiddene Stellungnamen zum Projet de loi.

Effektiv haten déi verschidde Beruffschamberen, Organisatiounen, Verriedungen aus dem Gesondheitsberäich an hiren Avisen zu der initialer Zesummesetzung vum Observatoire alleguerten gefrot, datt hire Beräich och oder nach méi sollt am Observatoire vertruete sinn.

De Risiko wär dobäi natierlech gewiescht, eng schwéierfällg administrativ Struktur ze schafen, wou déi verschidden, deels entgéintgesaten Interéier riskéiert hätten, sech eben an Interessekonflikter ze verléieren. Wéi d'Gesondheitsministesch Paulette Lenert et an der Kommissioun och sot: „Et ass méi am Sënn vun der Saach, e Panel ze

hu vun Experte wéi e weidert politesch Organ am Genre vum Gesondheetsdësch.“ Elo ginn d'Observateuren opgrond vun hire Kompetenzen genannt an net, well se e bestëmmten Organisme verrieden. An d'Kommissioun huet dat, wéi gesot, ausdrécklech och begréisst.

Dann nach e puer Wuert zu de Froen, déi an der Kommissioun an och an den Avisen opgeworf goufen. Wéi ass et mam Beräich „santé au travail“? Abee, déi ass souwisou Partie intégrante vun der éffentlecher Gesondheet, gëtt also d'office hei matgekuckt - Stéchwuert „Health in All Policies“.

Da gouf och d'Fro vun der Neutralitéit opgeworf: Déi ass garantéiert, och wann d'Struktur ënnert der Autoritéit steet vum Gesondheitsministère, mee dat ass jo näischt Ongewéinlech. Wat dann d'Prozeduren an d'Modalitéiten a puncto Fonctionnement ugeet, déi stinn alleguerten an engem Règlement grand-ducal, deen der Kommissioun transmettéiert gouf.

A finalement ass méi dacks d'Fro komm vun der Saisine. Do ass de Projet de loi kloer: Den Observatoire ka sech autosaiséieren an de Gesondheitsminister kann e saiséieren a soss keen. Eng aner Saisine vu baussen ass net virgesinn. Bon, firwat net? Ma well den Observatoire soss géif riskéieren, vu verschiddene Lobbyen an Interessengruppen am Fong zougeschott a paralyséiert ze ginn.

Et ass natierlech awer fir jidderee méiglech, entweeder mat sengem Uleies iwwert de Ministère ze fueren, fir datt en Thema behandelt an analyséiert gëtt, an anerersäits ass och duerch déi breed an divers Besetzung vum Conseil garantéiert, datt all relevant Theeme behandelt ginn duerch Autosaisine. Sécherlech wäert den Observatoire pertinent Propose vun de Forces vives aus dem Santésberäich opgräifen. Natierlech kann en awer och net alles gläichzäitg maachen.

D'Chambre des Fonctionnaires huet dann nach eng Kritik formuléiert, datt de President och aus dem Secteur privé ka kommen. Et ass nun awer emol esou, datt déi meescht Acteuren am Santésberäich ënner privatem Statut schaffen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach e puer Wieder zur Prozedur. D'Schaf vum Observatoire stoung, wéi gesot, 2013 am Regierungsprogramm. 2018 gouf de Projet de loi deponéiert. 2019 am Fréijor diskutéieren Ministeren a Conseil d'État iwwert d'Struktur. Doropshi kënnst et am Juli 2019 zu enger éischter Serie vu Regierungsamendementen, déi déi Changementen an der Struktur an an der Zesummesetzung virgesinn, déi ech virun ernimmt hunn. Am September 2019 läit den Avis vum Staatsrot vir, am Januar 2020 dann eng zweet Serie vu Regierungsamendementen, am März den éischten Avis complémentaire vum Conseil d'État an dann am November - bedéngt duerch d'Pandemie hate mer do e puer Méint Zäit verluer - kommen déi parlamentaresch Amendementen, virun allem fir sécherstellen, datt och d'Interéit vum Patient vertruete sinn an d'Observateuren Suppléanté kréien, am Dezember 2020 finalement den zweeten Avis complémentaire vum Staatsrot.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et stëmmt, datt dese Projet de loi relativ laang Zäit gebraucht huet vum éischte Konzept an Entworf bis haut, wou en zum Vott steet. Dat kann een engersäits bedauern, anerersäits sinn awer déi Changementen, déi de Projet matgemaach huet, sënnavoll, nätzlech. En plus, elo, wou d'Pandemie an hire Krisenmanagement nach ëmmer voll amgaange sinn, ass eis nach eemol virun Ae geféiert ginn, wéi wichteg et ass, all eis Efforten ze bündelen, aktuell fiabel Donnéeën ze hunn, ze kréien an ze vernetzen, zesummeschaffen.

Dësen Observatoire ass en decisiivt Puzzlestéck, fir eis Gesondheetsversuergung ze optimiséieren, en Instrument, op dat mer net kënnen verzichten. An ech si wierklech frou, datt déi successiv Gesondheitsministesch a -ministere un dese Projet gleeft, dorunner festgehalten an e konsequent verbessert hunn.

D'Gesondheet ass net alles, mee ouni Gesondheet ass alles näischt! Ech soen lech Merci fir d'Nolautschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - An ech soen der Madamm Rapportrice Francine Closener villmoos Merci a ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Georges Mischo. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Georges Mischo (CSV).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänken der Rapportrice, dem Francine Closener, e grouse Merci fir den ausféierleche schrëftlechen, awer och mündleche Rapport.

Ech schwätzen hei amplaz vu mengem Fraktiounskolleeg, dem Jean-Marie Halsdorf, deen ech hei ganz häerzlech wëll gréissen an deem ech virun allem eng gutt Besserung wëll wënschen.

Hien huet mech am Virfeld gutt gebrief, well hien ass eise Responsabele fir dësen Dossier, an ech kann dat dann de Mëtten hei vun him iwwerhuelen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Georges Mischo (CSV).** - De Rapport vun der Madamm Closer huet gewisen, dass an deene leschten zweeahalfe Joer vill un dësem wichtege Text geschafft gouf. Dat ass och gutt, well den Text ass doduerch besser ginn.

Wann ee sech als Land a sengem Gesondheetssystem esou e wichtege Outil gëtt wéi en Observatoire national de la santé, da soll ee sech och déi néideg Zäit huelen, fir dat gutt ze duerchdenken, all concernéiert Acteuren ze héieren an och méiglech Iddien, déi um Dësch leien, op d'mannst ze diskutieren. Villes dovun ass gemaach ginn an doduerch ass den Text esou evoluéiert, dass den neien Observatoire national de la santé eng reell Plus-value sollt gi fir eise Gesondheetssystem.

D'CSV huet sech och am Walprogramm 2018 ganz kloer fir d'Schafe vun engem Observatoire national de la santé ausgeschwat. Vun dohier läit et op der Hand, dass mir vun Prinzip hier den Text, dee mir haut stëmmen, begrëssen.

Am éischten Entworf vum Text war e Conseil virgese mat néng Observateuren, dëst wiere Verrieder vu verschiddene Ministère, Administratiounen a Santésgremie gewiescht. Assistéiert gi wiere si vun engem Conseil scientifique vu fënnf Memberen aus dem wëssenschaftleche Millieu.

Op déi éischt Avisen hin ass et am Juli 2019 zu enger Serie vun Amendementen komm an d'Kompositioun vum Observatoire national de la santé ass geännert ginn. De Conseil scientifique ass ofgeschafft ginn an de Conseil des observateurs ass an e Gremium vu wëssenschaftlechen Experten ëmgewandelt ginn.

Mir begrëssen dës Modifikatioun ausdrécklech. Doduerch gëtt et guer keng politesch Kompositioun méi, mee just nach eng reng wëssenschaftlech. Hei besteet dann och kee Risiko méi vun engem Waaserkapp vu Gremien, mee et ass nach ee Gremium mat Suppleanten, déi sech ëm d'Quintessenz vun sengen Aufgabe bekëmmere. Dat ass eng ganz gutt Saach.

Et muss een awer och am A behalen, dass sécher gestallt ass, dass mir och genuch där virgesinnen Experten hunn, déi bereet sinn, hei matzeschaffen. Wa mir missten op auslännesch Experten zrëckgräifen - heiansdo ka jo och e Bléck vu baussen op de System näischt schueden -, muss awer sécher gestallt sinn, dass si eise Gesondheetssystem an eise Gesondheetweise mat all senger Spezifisitéiten awer gutt genuch kennen, fir och déi néideg Conseile kënnen ze ginn.

Eppes, wat een zum Conseil och nach muss feststellen, ass, dass de Staat eleng iwwer Arrêté granducal decidéiert, wien d'Observateuren sinn. Hei ass keng aner Instanz matagebonnen. Et ass awer ze hoffen, dass déi éineg, déi dee Moment eng Responsabilitéit an der Regierung hunn, sech gutt berode loosse an och op den Avis vun den Acteuren vum Terrain lauschten, wann et ëm d'Ernennung vun den Observateuren geet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Kader vun de weideren Aarbechten an der Santéskommissioun goufe virun engem gudden Joer, de 7. Januar 2020, weider Amendementen ugeholl. Hei gouf och festgehalen, dass den Observatoire de la santé d'Ausschaffen an déi regelméisseg Mise à jour vun der Carte sanitaire als Missioun kritt.

Domat ass den Text dann am Aklang mam CSV-Walprogramm vun 2018, dee Folgendes festgehalen hat: „Wir werden ein ‚Observatoire de la santé‘ schaffen, das unter strengsten Datenschutzmaßnahmen die Gesundheitsdaten, auch solche, die über die Krankenhäuser hinausgehen, systematisch anonymisiert und in einer nationalen ‚Carte sanitaire‘ zentral erfasst und ausgewertet.“

D'Experte vum Observatoire national de la santé wäerten dann elo an Zukunft all dräi Joer e Rapport ausschaffen, deen der Regierung an der Chamber virgeluecht gëtt. Et wier jo ze begrëssen, wann dee Moment an der Chamber och all dräi Joer eng Debat iwwert den État de la santé vun eisem Land stattfanne géif.

D'Pandemie huet eis gewisen, wéi wichtege et ass, dass een e Gesondheetssystem huet, dee permanent evoluéiert, fir dass een, wann et néideg ass, séier genuch ka reagieren. Dofir ass et néideg, dass all déi Responsabel ëmmer den Istzoustand vun der Gesondheet vun der Populatioun kennen, e kritesche Bléck op de System hunn an och déi néideg Amélioratiounen kënnen maachen. Heifir ass den Observatoire national de la santé dee richtegen Outil an et gëtt héich Zäit, dass eise Land esou een Observatoire kritt.

Wat e bësse schued ass, dass ass, dass elo an engem Gesetz, mat deem mir eis den Observatoire national de la santé ginn, och nach profitéiert gëtt, fir e puer Modifikatiounen ze maachen, zum Beispill am Beräich vun den Organspenden oder och nach dem

LNS, déi awer näischt direkt mam Observatoire ze dinn hunn. Et wier méi propper, esou eppes an engem separaten Text ze reegelen.

Interessant gëtt et ze gesinn, wéi d'Implementatioun vum Gesetz ass. Elo gëtt e President genannt fir siwe Joer. Dee muss kucken, wéi en dat mécht a wéi dat virgeet, wéi e sech a senger wichtege Aufgabe zurechtfinnt a wat eventuell nach fir Modifikatiounen kënnen gemaach ginn. Wéi gëtt dee Conseil eens mat senger Missiounen? Well et esou e wichtege Outil ass, dee mer eis ginn, sollte mir eis als Chamber och de Moyen ginn, no engem oder zwee Joer de Point ze maachen, fir iwwert den Observatoire ze diskutieren: Wéi et ugelaft ass, wou et eventuell higeet, wou eventuell och nach Schwieeregkeete sinn.

Ech géif elo derfir plädieren, dass mir spéitstens an zwee Joer hei en Debat organisieren iwwert den neien Observatoire an natierlech och, ob dee senger Missioun gerecht gëtt oder net. Ech denken, dass wier wichtege, och am Sënn vun der Ministesch. Ëmmerhin ass si elo Juge et partie. Si huet eleng d'Responsabilitéit, well si de Conseil ernent.

Dat soll awer just eng kleng Remark um Rand sinn an ännert näischt drun, dass ech hei den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Text ginn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschten.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Gutt, Här „Jean-Marie“ Mischo.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Mischo. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. Zënter engem Joer praktesch elo ass Lëtzebuerg, an net nëmme Lëtzebuerg, an engem Ausnamezustand. Et kann ee soen, et ass d'Pandemie, déi eis nach wie vor fest am Grëff huet, an en Enn ass leider och nach net ofzegesinn. Et ass evident, dass d'Gesondheetspolitik an deene leschte Méint ganz kloer duerch déi Pandemie diktiert ginn ass. An dësen hartnäckige Virus, dee wäert leider och an Zukunft eist Liewen nach bestëmmen a mir gesinn eis deem relativ muechtlos ausgesat. Trotzdeem gëtt et awer och eng gewëssen Hoffnung, déi sech elo breitmécht eebe mam Vaccin, och wann dat sech elo net an deem Mooss entwéckelt, wéi mer eis dat vläicht virgestallt haten. Mee trotzdeem ass et awer e Lichtbléck.

Dat soll awer net verhënneren, dass mer och de Bléck sollen op aner Problemer, besonnesch wat de Gesondheitssecteur ubelaangt, geheien. An et si jo ouni Zweifel nach eng Rei Chantieren, déi do opstinn. An ee Chantier, deen haut ofgeschloss gëtt, ass dee vum Observatoire de la santé. An ech kann dat och schonn hei direkt virewech soen: Dat ass e ganz wichtege Punkt an och e Sujet, dee ganz kloer vun der Demokratescher Partei wäert ënnerstëtzt ginn!

Ech mengen, 2013 stoung e schonn an der Regierungserklärung, ech weess, dass sech scho virun iwwert déi Iddi vun engem Observatoire de la santé ëmmer vill Gedanke gemaach gouf, mee elo si mer endlech um Enn ukomm an dat ass och e gutt Enn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn hei zu Lëtzebuerg d'Chance, an engem Land ze liewen, an deem et ouni Zweifel e performant Gesondheetssystem gëtt. Mir hunn eng gutt medezinesch Versuergung, mir hunn eng gutt Spidolsinfrastruktur. Dat soll natierlech net doriwwer ewechtäuschen, dass net alles perfekt ass, dass och mir nach permanent ëmmer mussen Adaptatiounen maachen. Mee wien e bëssen duerch d'Welt kënnt, dee muss awer ganz kloer erkennen, dass Lëtzebuerg virun allem do eng Virreideroll spillt, dass ee sech soll glécklech schätzen, dass op esou eng gutt medezinesch Versuergung kënnen zrëckzegräifen.

Et gëtt och warscheinlech keen aneren Domän wéi eebe grad d'Medezinn, deen an esou enger permanenten Entwécklung ass. Et ass grad um Niveau vun der Medezinn, wou ee sech immens muss adaptieren an och andauernd kucken: „Wéi kann ech mech nach besser duerstellen?“ Ech mengen, haut schwätze mer zum Beispill vun Telemedezinn, mir schwätze scho vu Robotermedezinn, an déi Entwécklung ass ouni Zweifel nach net um Enn.

Et ass elo bal op den Dag dräi Joer hier, dass mer en neit Spidolsgesetz gestëmmt haten, och dat no laangwierigen Diskussiounen, e Gesetz, dass sech jo elo an der Praxis gutt bewäert huet, wann natierlech och do gewëssen Defiziter auszemaache sinn. Mee ech mengen, dass ass eng ganz normal Entwécklung.

An den Objektiv vun deem Gesetz kéint een am Fong an engem Saz zrëckbehalen. Deemoos ass gesot ginn: All Bierger huet d'Recht op en equitable universellen Zougang zu medezinescher Leeschtung. Ech mengen, grad dass ass d'Basis vun engem effikassen öffentleche Gesondheetssystem.

Dat heescht, nieft enger sougenannter philanthropescher Approche muss natierlech och eng rationell Approche hei matspillen. Firwat? Mee ganz einfach: Wa mer en optimale globalen öffentleche Gesondheetssystem hunn, dann ass dat fir d'Gesellschaft am Endeffekt och ganz wichtege an och ganz gutt. Et dërf een natierlech d'Gesondheet elo net nëmme op reng politesch oder ekonomesch Enjeue reduzéieren. Ech mengen, et brauch een einfach méi eng transversal an och eng kohärent Visioun.

An an där Logik ass ouni Zweifel dëse Projet vum dem Observatoire national de la santé ze begrëssen. Et ass e Meilesteen, kann ee soen, vun eisem Gesondheetssystem, dee mer haut wäerte leeën. An e reit sech och an an déi sougenannte Charte vun Tallinn. Déi gouf 2008 ënnerschriwwen vun 53 Länner an och do war Lëtzebuerg selbstverständlech derbäi.

Wann een natierlech vun enger laangfristeger Gesondheitsstrategie schwätzt, da kënnt een net derlaanscht, dass ee sech awer och op fiabel Statistiken an Zuelen muss kënnen beruffen. A grad d'Pandemie, d'Gerance vun der Pandemie, déi mer nach ëmmer amgaange si maachen ze mussen, déi beweist eis jo, wéi wichtege dat et ass, dass een awer fiabel Statistiken huet.

Natierlech beweege mer eis och do an engem relativ geféierlechen Domän, well et jo och drëms geet, fir individuell Donnéeën aus dem medezinesche Beräich ze stockieren, ze gerieren. An net méi spéit wéi virgëschter hate mer jo nach déi Diskussioun, och an der Santéskommissioun. Et ass eeben e Beräich, wou mer ganz virsiichteg musse virgoen, net dass mer riskieren, eng Violatioun vun der Privatsphäre hei ze errechen.

Et ass also dowéinst wichtege, dass déi Donnéeë pseudonymiséiert ginn an net, wéi et ee Moment och virgesi wa, anonymiséiert. Et ass op alle Fall e ganz delikate Sujet. Mee ech mengen, mir sinn awer do op engem gudden a richtige Wee.

Mee mir mussen awer dee Wee goen, well dee Schrëtt muss gewot ginn, fir eeben den Observatoire beschtméiglech kënnen herno ze ekipieren. An et ass och wichtege, dass déi Zuele kënnen schnell an och onkomplizéiert zur Verfügung gestallt ginn.

Sécher, jiddweree seet dat regelméisseg: D'Gesondheet ass dat wichtegst Kapital am Liewen. Dat ass och esou. Mee wéi séier hu mer dat natierlech ëmmer erëm vergiess. Ech mengen, et soll kee sech do aushuelen. Jiddweree schwätzt vill dovun, mee mir maachen alleguerter vill Feeler, wat eeben d'Sécherung vun eiser eegener individueller Gesondheet ubelaangt - ech wëll dat elo net hei verdéiwen -, sief dat duerch d'Ernährung, sief dat duerch e Manktem u Bewegung. A grad do fält jo dann eeben deem neien Observatoire eng wichtege Roll zou, dass en eeben och sensibiliséiert an dat e virun allem och Pläng opstellt. Sécher hu mer där Pläng elo schonn, dass ass ganz kloer, mee hei geet et dann elo drëms, fir dat nach ze verfeinere - ech denken hei un d'Pläng fir d'Kriibbekämpfung, géint kardiovaskulär Krankheeten, géint chronesch Krankheeten. Also och hei eng wichtege Aufgab, déi zousätzlech op den Observatoire duerkënt.

Wat och wichtege ass, dass ass, dass den Observatoire d'Politik beréit. Ech mengen, et muss ee ganz éierlech sinn: Mat e puer Ausname sinn déi meesch Politiker awer net Fachleit. A mir beweegen eis hei an engem Domän, deen enorm wichtege ass, an dowéinst ass et vu gréisster Importenz, dass ee fachmännesch berode gëtt. An do gesi mer och eng ganz grouss Chance duerch deen neien Observatoire.

Et ass och schonn hei ënnerbreet ginn: Deen Observatoire huet och d'Flicht, spéitstens all dräi Joer méi e groussen nationale Rapport virzeleeën. A grad dee Rapport huet seng Wichtegkeet, well e jo, an dat steet am Gesetz, muss der Regierung presentéiert ginn, mee och der Chamber muss virgeluecht ginn. An dat erlaabt eis et, besonnesch och als Chamber, fir da spéitstens all dräi Joer méi en ëmfaassenden Debat iwwert d'Gesondheetspolitik insgesamt hei zu Lëtzebuerg ze féieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt jo aus deem Observatoire elo eng Verwaltung gemaach. Iwwert d'Kompositioun ass och scho munches hei gesot ginn. Dat heescht, dass Organ gëtt jo awer elo fest an dem Staatsapparat hei verwuerzelt. An ech géif och soen, dass ass net vu Muttwëll. Wann ee weess, wat vu Volumen un Aarbecht op deen Observatoire duerkënt, dann ass et wichtege, dass awer esou eng Struktur kënnt an dat och Leit vun allen Niveauen herno an där Verwaltung do eng Missioun kréien. Et wäert och net auszeschleisse sinn, dass eng Rei Fonctiounen, Servicer, déi de Moment um Niveau vum Ministère de la Santé fonctionnieren, vläicht deelweis kënnen an deen neien Observatoire integréiert ginn.

Fir eis als Demokratescher Partei ass et op alle Fall richtig a wichtege, dass deen neie Conseil vun Experten zesummegesat gëtt. Et muss een einfach soen, mir sinn an engem Sujet, wou d'Berodung vun Ex-

perten - elo mierke mer dass jo ganz gutt erëm um Niveau vun der Pandemie - vun enger ganz grousser Wichtegkeet ass. Dass schléisst selbstverständlech net aus, dass een den Dialog och op méi engem breeden Niveau féiert, dass een och mat Institutionen, mat privaten Organisationene selbstverständlech ëmmer en Echange wäert hunn.

D'Zesummesetzung kann een elo och als equilibriert gesinn, well, wéi gesot, do vill Aspekter vun der Gesondheet dra vertruete sinn. Ech hoffe just, dass mer all déi Poste besat kréien, well mer jo awer hei wierklech héichspezifesch Poste schafen. Ob de Lëtzeburger Marché dat hiergëtt, dass muss sech eeben an der Zukunft elo nach weisen. An ech wëll do direkt schonn hei soen: Mir sollen eis awer op kee Fall elo eng Grenz setzen am Rekrutement vu Leit, wa se net onbedéngt vläicht eis Sprooch schwätzen oder hei vu Lëtzebuerg kommen!

Eng besonnesch Importenz fält natierlech der Fonctioun vum President zou, dem President, dee jo gläichzäiteg dann och Verwaltungsdirekter ass. Dass ass also e Fulltime-Job. Mir leenen eis hei un déi klassesch Verwaltungsstrukture vum Staat un, dass heescht also un eng Lafdauer vu siwe Joer. Dass kann natierlech nach verlängert gi bis maximal 14 Joer. Et kënnen jo dann och Experten temporaire bäigezu ginn. Och dass ass wichtege, wann elo punktuell Problemer géifen optauchen, dass een dee Moment dann awer ëmmer ka Referenz op spezifesch Experte maachen.

Et ass jo an dem Observatoire virgesinn, dass e sech virun allem och soll mat der Entwécklung vum Personalbestand befaassen. A grad do wësse mer jo, dass mer zurzäit enorm Problemer hunn an déi wäerten och a court terme, souguer vläicht och à moyen terme, net méi kleng ginn.

Ech wëll eng ganz kleng Klammer hei opmaachen. Mir hate schonn déi Diskussioun hei duerch eng Interpellatioun vum Kollege Marc Spautz vum 7. Juli d'lescht Joer. Mir wäerte mat Sécherheet iwwert déi dote Problematik regelméisseg elo hei diskutieren. Ech wëll just drop hiweisen, dass zum Beispill am Joer 2030 40 % vun den Infirmieren a Infirmeren a Pensioun ginn. Mir wëssen och, dass vill Generaliste feelen. Mee, wéi gesot, dass ass haut elo net onbedéngt direkt d'Thematik vun dem Punkt hei, mee et ass awer ze ënnersträichen, dass den Observatoire sech ouni Zweifel domadder muss auserneesetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Woche war jo deelweis eng méi hefteg Diskussioun iwwer eng sougenannte „Privatisierung“ am öffentlechen Déngscht. Ech mengen, déi Diskussioun do muss een awer elo emol e bëssen an de riichten Eck setzen. An ech muss soen, déi Diskussioun ass och net ëmmer ganz éierlech geféiert ginn. Well wat ass eng Privatisierung? Eng Privatisierung ass, wann een engem Service, enger Institution, enger Schoul en anere Statut gëtt, wann ee se ënner e privatrechtliche Statut stellt, awer net, wann ee Posten ausgeschriwwen gëtt, deen theoretesch aus dem Privé kéint besat ginn.

An hei wëll ech och drop hiweisen, dass den Artikel 6 (2) dat jo awer virgesäit, dass de President och kann aus dem Privé kommen. An ech stellen awer elo wierklech dann hei déi Fro: Solle mir da soen, wa mer dee Poste wëlle besetzen an et stellt sech wierklech eng Persoun zur Verfügung, déi eng héich international Renommee huet, sief dat als Medeziner, sief dat als Epidemiolog, sief dat als Chercheur, solle mir där Persoun da soen: „Jo, mir huelen dech, mee du muss fir d'éischt den Exame maachen, fir an d'A1-Karriär beim Staat ze kommen?“ Ech mengen, d'Antwort vun där Persoun, déi wësse mer alleguerter schonn, ier een d'Fro iwwerhaapt stellt.

An dowéinst, wannechgelift, loosse mer déi Diskussioun hei emol mat manner Emotiounen féieren an dat Wuert Privatisierung net an de Mond huelen. Hei ass keng Privatisierung ugeduecht a se ass och net ugeduecht gewiescht um Niveau zum Beispill vun der Education, ganz au contraire. Mee et ass eebe just, fir enger Verwaltung nach méi Effektivitéit ze ginn, dass et méiglech ass, déi beschtméiglech Leit ze rekrutéieren fir op esou Posten. An dowéinst ass dat fir eis jiddefalls e positiven Aspekt vun dësem Gesetz, fir gegebenefalls kënnen Leit ausserhalb vum Secteur public ze rekrutéieren.

Wat elo d'Flexibilitéit bei der Besetzung vun de Posten ubelaangt, wëll ech drop hiweisen, dass zum Beispill d'Chambre des Fonctionnaires, d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers Problemer hu mat der paritétescher Besetzung vun deem Conseil. Doriwwer kann een natierlech vill diskutieren. Ech weess, dass ass ëmmer e Sujet, deen zu kontradiktorechen Astellungen féiert. Mee och do sollte mer eis zumindest awer bewusst sinn, dass gegebenefalls vläicht eng gutt Persoun, eng héich qualifizéiert Persoun net ka rekrutéiert ginn, well se net onbedéngt dat richtig Geschlecht huet.

Et ass jo virgesinn, dass den Observatoire sech an Zukunft och ëm d'Carte sanitaire bekëmmert, déi de Moment jo ënner der Tutelle vum Minister steet. Dass erlaabt et, eng global Datebasis iwwert

de Gesundheitszustand vun eiser Populatioun opzestellen. Dat ass eng ganz wichteg Missioun. Déi ass natierlech de Moment och schonn do, mee kann awer elo gegebenefalls nach verfeinert ginn. An et däerf een net vergiessen, datt déi Basisdonnéeën do awer och kënnen aneren Acteuren zur Verfügung gestallt ginn - ech denken un den CRP-Santé, ech denken un d'Uni. Och do soll also schonn eng breet Kooperatioun ugestriift ginn.

De Conseil ka sech selwer saiséieren. Dat ass e positiivt Element. Do kann eng eegen Dynamik entstoen, e kann eegen Iddien entwéckelen. An och dat kann nëmmen zur Beräicherung vun enger méi déif goender Diskussioun iwwert de Gesundheitszustand hei zu Lëtzebuerg bäidroen.

Ech ginn och ganz gären zou, datt mir als Demokratesch Partei mat där éischter Virlag, wéi se deposéiert gi war, awer gewësse Problemer haten, virun allem, wat d'Kompositioun ubelaangt. Et war jo ursprénglech éischter virgesinn, fir eng Rei Staatsbeamte mat an de Conseil eranzehuelen. Ech wëll net hei falsch verstane ginn. Au contraire, mir wëssen, datt mer ganz héich kompetent Staatsbeamten hunn. Mee den Nodeel wär awer ouni Zweifel gewiescht, datt e bësselche méi eng direkt enk Relatioun entstane wär innerhalb vum Staatsapparat selwer, wat awer vläicht fir déi Missioun hei vun dem Observatoire net onbedéngt dénglech gewiescht wär.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech fannen et och gutt, datt elo de Konsumenteschutzministère hei eng gewësse Roll um Niveau vun dem Observatoire spillt, datt do eng enk Relatioun hiergestallt gëtt. Dat ass wichteg, well zwëschen Konsumenteschutz a Gesondheet besteet eng enk Relatioun, ënner anerem, wat d'Alimentatioun ubelaangt. Et ginn och nach aner Beräicher. An do wëinst ass déi ugestriiften Zesummenarbeit hei ouni Zweifel nach eng Kéier ze ënnersträchen.

Wéi gesot, mir decidéieren haut iwwer e wichtige Projet, deen d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei fënnt. Dat wëll net heeschen, datt mer dat, wat mer haut decidéieren, net vläicht sollen an zwee, dräi Joer eng Kéier op de Leescht huelen, datt mer eis net eng Kéier solle Gedanke maachen: „Hu mer déi richteg Decisioun getrafft?“ Dat géllt net nëmme fir dat heiten. Dat géllt natierlech och fir vill aner Decisiounen. Mee hei si mer, wéi gesot, an engem ganz wichtigen Domän. Dowéinst soll een déi Aufgab och elo scho virgesinn.

Mir hunn iwwerengs praktesch och op den Dag virun dräi Joer en Observatoire de la qualité scolaire geschaaft. Elo schafe mer en Observatoire vun der Santé publique. An dat ass, wéi gesot, ganz wichteg. An an deem Sënn ass dat och e Qualitéitsprong fir d'Gesondheetspolitik insgesamt, soudatt et fir mech ganz einfach ass, den Accord vun der Demokratescher Partei ze bréngen.

Ech wëll awer nach der Madamm Closener e ganz grouse Merci ausspreche fir hire mëndleche wéi och schrëftleche Rapport. An ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Graas. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer haut gréng Luucht gi fir den nationalen Observatoire vun der Gesondheet, dann huet dee Projet schonn e laange Baart a gro Hoer. An ech schwätzen net vun 2013 un, mee vun enger Period, déi scho laang virdu läit a wou mer schonn e puer Uleef geholl hate vun der Santé, fir esou en Observatoire ze schafen. Mee bon, do hu mer net déi néideg Gnod fonnt an et huet da bis 2013 gedauert, bis dass den Observatoire da wierklech sai Wee an e Regierungsprogramm fonnt huet. Mir sinn net onschëlleg dodrun an ech viséieren do och déi fréier Gesundheitsministesch mat, well mer gesinn hunn, wat d'Plus-value vun esou engem Observatoire ka sinn.

Mee wéi heescht et esou schéin: „léiwéer spéit wéi ni!“ An ech mengen, wann et nach ee Beweis gebraucht hätt, dass mer esou en Observatoire brauchen, dann ass en an deene leschten zwoelf Méint geliwwert ginn, éischten duerch déi Pandemie, mee awer och duerch déi Diskussiounen, déi mer geféiert hunn an där Rumm an doriwwer ewech, wat gegebenefalls u Personalangel am Gesundheitsystem op eis zoukënn.

En Observatoire, dee mer virun 10, 15 Joer scho gehat hätten, hätt warscheinlech déi doten Evolutioun zu enger vu senger Prioritéit kënnen maachen an da wäre mer net dovun ofhängeg gewiescht, dass jonk zukünfteg Medezinner eis musse soen, wéi vill Dokteren am Ausland bleiwen, mee dann hätte mer dat kënnen selwer feststellen a mir hätten och kënnen feststellen, firwat jonk Medezinner et virzéien, am Ausland ze bleiwen. Mir wären drop opmierksam gemaach ginn, dass et urgent - urgent! - ass, fir net nëmmen d'Ausbildung, mee och d'Attributioun vun eisem Fleegepersonal ze iwwerdenken, an, an, an.

Et gëtt där Gebitter nach ganz vill, wou en Observatoire fréi hätt kënnen warnen oder d'Politik beroden oder awer mat senger Rapporten fir déi noutwendeg Pressioun suergen, fir dass an deene Beräicher Eescht gemaach gëtt an dass d'Santé déi Moyenen och kritt, fir dat ze maachen, well ganz oft hänkt et net um Wëlle vun der Santé, vun deenen eenzelne Ministeren oder vun deenen eenzelnen Abteilungen aus dem Gesundheitsministère, ganz oft hänkt et un de Moyenen, déi een zur Verfügung gestallt kritt, fir eppes ze maachen, wat noutwendeg ass.

An ech schléissen an déi Satisfaktioun, dass de Projet elo endlech ukomm ass, eng ganz Rei vu Mataarbechter, fréier Mataarbechter an haiteg Mataarbechter, vun der Santé an, déi net midd gi sinn, fir dat heiten ze fuerderen oder et virzeschloen. An e besonnesche Gedanken un een, dee fir sech aleng laang Zäit en Observatoire an der Santé war: de Roger dit Jerry Consruck, dee quasi am Alleingang, awer zesummen mat enger Rei vu Kolleegen an der Santé d'Carte sanitaire gemaach huet. Do gesäit ee schonn, wat fir Moyenen zur Verfügung stoungen. An dat hei ass wierklech e Quantensprung, deen ech ganz ausdrécklech begrëssen an iwwer deen ech mech och richtig gefreut hunn.

Eigentlech hätte mer e jo scho laang gebraucht, well mer awer immens vill Donnéeën iwwert de Gesundheitszustand vun der Lëtzebuurger Populatioun, iwwert de Gesundheitsystem schlechthin hunn, mee déi Donnéeën, déi sinn zimmlech vrspreet: Mir kréie se vun der IGSS, mir kréie se vun der CNS, mir kréie se vun der Direktioun vun der Santé, mir kréie se vun der Fédération des hôpitaux, mir kréie se vun der Generalisten, mir kréie se vun der OMS, mir kréie se vun der OECD, mir kréie se iwwer esou Bewäertunge vu Gesundheitsystemer an Europa, wou mer eis heiansdo froen, wou si un d'Donnéeë kommen, déi mir net hunn, a wou se Donnéeë froen, déi mer net hunn, an doduerch, dass mer se net hunn, sti mer am Klassement vill méi schlecht do, wéi mer eigentlech misste stoen. All dat, all dat kënnen mer an Zukunft, mengen ech, e gudder Krack besser maachen.

Et ass virdu gesot ginn, an ech ënnerstëtzen dat voll a ganz, dass mer eis schlussendlech duerfir entscheet hunn, den Observatoire um Experteniveau festzemaachen an net un den Interessevertriedungen, zéit dass déi Experten de wäerten e Gehéier mussen hu fir d'Leit vum Terrain, also och fir déi, déi direkt mat der Problematik a Kontakt sinn. Et ass also gutt, dass mer allméiglech Experten ..., an et sinn der vill: Epidemiologen, d'Santé publique, d'Analys vum Système de santé, d'Économie de la santé, Demographien allgemeng, awer och d'Demographie vun dem medezineschem Personal, an, an, an, an net zulescht en Expert, deen d'Patientenzefriddenheet moosse kann.

A wéi kann een d'Patientenzefriddenheet am beschte moossen? Ma duerch d'Resultater an awer och duerch den Dialog mat de Patientevertrieder a mat de Patient selwer. An och, wann hei elo d'Patientevertrieder als solch net optaucht, wäert d'Patientevertrieder awer mat Sécherheet e gudden Interlocuteur vun deem heiten Observatoire sinn.

Et ass also verzicht ginn, fir Interessevertriedungen eranzehuelen, déi probéiert hätten, d'Duch eeben op hir Säit ze zéien. Hei kritt ee méi en neutrale Bléck, deen awer och heiansdo gutt ass - net politesch influenziert -, och wann en ënner der Responsabilitéit vum Ministère de la Santé fonctionéiert. Mir hunn e ganze Koup Instituter, déi ënner der Responsabilitéit vu Ministère fonctionéieren, wat awer net wëllt heeschen, dass et eng staark Aflossnam oder eng Aflossnam vun de Ministère op d'Aarbechte vun deene spezialiséierte Gremie gëtt.

Ech si beim Gusty Graas, mengem Virriedner, wann e seet, et soll een déi bescht Expertise huelen, déi ee fënnt, an déi fënnt ee beim Staat, déi fënnt ee bei Établissements publics, mee déi fënnt een awer och ausserhalb. An do sollte mer eis net limitéieren.

Ech hoffen, dass mer eis och eens sinn iwwert déi Roadmap, déi den Observatoire de la santé an de Grapp gedréckt kritt. An déi Roadmap, deen Aktionsplang, déi Missioun, déi den Observatoire kritt, ass mat, fir derfir ze suergen, dass mer de Gesundheitsystem esou gestalten, wéi mer en ëmmer wollte gestalten, dat heescht, dass mer en universellen Zougang séchere fir jiddwereen, ob e räich oder aarm ass, zu deene beschtméigleche Gesundheitsdengschtleeschungen a sécherstellen, dass een net éischter muss stierwen, wann ee méi en dënne Portmonni huet. Dat heescht also - an ech soen dat esou, wéi ech dat denken -: Mir hunn e Gesundheitsystem, deen op enger Solidarbasis fousst, a mir solle ganz gutt oppassen, ier mer déi Solidarbasis a Fro stellen. An ech warne ganz staark virdu, eng Merkantiliséierung an de Gesundheitsystem eranzehuelen.

Duerfir fannen ech, dass deen Observatoire hei och e gudden Alliéierte wäert sinn, fir eise solidaresche Gesundheitsystem net nëmmen net ze schwächen, mee en ze stäerken doduerch, dass mer evi-

denzbaséiert Donnéeë kréien, fir do aktiv ze ginn, wou et Handlungsbedarf gëtt, a fir dat, wou mer staark sinn, ofzesécheren.

Den Observatoire huet e ganz breet Aktivitéitsfeld an ech stelle mer d'Fro, ob e vun Ufank un esou opgestallt ass, dass en déi schwéier Laascht do kann droen: de Gesundheitszustand vun der Lëtzebuurger Populatioun moossen; d'Riskoverhalen, dat de Gesundheitszustand beaflosse kann, surveilléieren; d'Qualitéit, d'Effikasitéit, d'Accessibilitéit vun eisem Gesundheitsystem iwwerwaache respektiv analyséieren; d'Entwécklung a Saachen Infrastrukturen, Personal am A behalen; d'Zesummewierke vu verschidde Beräicher ënnerenee féerden; d'Basiversuergung mat dem Secteur hospitalier, dem Secteur ambulatoire, dem long Séjour, der eSanté souwäit wéi méiglech notzen, fir do déi bescht-méiglech Resultater ze kréien, an, wéi virdu erwäant, d'Patientenzefriddenheet moossen - déi kann een, wéi gesot, am beschten iwwer Resultater, déi ee moosse kann, also och oppe Bicher bei de Spideeler a bei deenen aneren, déi an d'Gesondheitsfleg eragräifen, miessen -; Virschléi maachen; beroden; d'Saisine duerch de Minister maachen, sech selwer saiséieren. Selbstverständlech kënnen och ganz gutt Virschléi vu bausse kommen, wa se dann iwwert de Minister kommen oder wann den Observatoire iwwerzeegt ass vun deene gudder Virschléi a sech dann autosaaséiert.

Et ass also e ganz wichtige Bausteen, e wëssenschaftleche Piler um Wee, fir e kohärent nationale Gesundheitsplang en place ze setzen. Et ass eigentlech net nëmme vereinbar, mee et ass en Deel, en Element an där Demarche, déi mer elo mat dem nationale Gesundheitsdësch maachen an déi mer schon entaméiert haten an deene Jore vun 2004 bis 2013, och an där leschter Period iwwer eis national Gesundheitskonferenz, bei där all Joer een oder méi Theemen am Brennpunkt stoungen a wou dat dann eeben eng Aufgab war, mat där d'Santé sech méi befaasst huet.

Ech ginn net op déi enzel Rapporten an, dat huet d'Madamm Francine Closener an hirem exzellente Rapport gemaach. Ech wëll just ënnersträchen, dass den Erfolg vun deem Observatoire steet a fällt mat deene Moyenen, déi en zur Verfügung gestallt kritt. Wa mer déi bescht Experte wëllen, da kréie mer se net zum Nulltariff. A wa mer just drop waarden, dass Leit benevoll hei matschaffen, da komme mer och net wäit. Déi Moyenen, déi musse mat eisen Ambitioune Schrëtt halen, souwuel bei der Expertise wéi bei deene Mataarbechter, déi d'Experten ënnerstëtzen doduerch, dass se hinnen zouschaffe respektiv dass se dat kënnen zu Pabeier bréngen, wat se aus den Expertenanalysen erausfannen.

Wichtig ass awer och - an e lescht Wuert dozou - déi Neierung, déi et erliichtere wäert bei Situatiounen, wou e Verongléckten, wou e Patient fir Organentnamen a Fro kënn, eng wichteg Neierung, fir d'Wëllensfannung fir den Dokter ze erliichteren, doduerch dass mer d'Oppositioun - wann een dat net wëllt - kënnen am Dossier partagé aschreiwene. Bon, mir sinn eis souguer all eens, dass dat net onbedéngt misst si bei enger Gesetzgebung, wou d'office jiddwereen Organspender ass, wann en an esou e Fall kënn, mee mir wëssen awer, wéi et an der Praxis ass, wann d'Famille mussen d'Decisiounen huelen oder wann d'Famille mat der Decisioun oder mat der Demande konfrontéiert ginn. Dann ass et besser, dass de Wëlle vum Patient consignéiert ass oder jiddefalls seng Oppositioun consignéiert ass. Dat mécht dem Dokter et méi einfach an hoffentlech dréit et och dozou bäi, dass mer bei der Statistik iwwert d'Organspenden e bësse besser do sti wéi haut.

Dat gesot wëll ech all deene Merci soen, déi un demem Projet bedeelegt waren, an der Kommissioun en härezeleche Merci soen, dass se esou konstruktiv un deem heite Projet matgeschafft huet. De Fait, dass d'Patientenzefriddenheet, de Vertrieder eigentlech vum Patient, wann en duerch de Gesundheitsystem gaangen ass, an dee Projet hei erakomm ass, deen ass haaptsächlech der Kommissioun ze verdanken an dem Entgéintkommen och vun der Madamm Minister, fir dat doten am Projet festzehalen.

Well em wie geet et eigentlech an eisem Gesundheitsystem? Et geet eigentlech, wéi ëmmer deklaréiert gëtt, em de Patient. A Patient si mer alleguer, et esouguer déi, déi e groussen Deel vun hirem Liewen Dokter, Fleege sinn, och si sinn iergendwann an hirem Liewen eng Kéier Patient. An duerfir ass et wichteg, dass mer alleguer dru schaffen, dass jiddwereen zefridden aus deem Gesundheitsystem erauskënn.

Dat gesot bréngen ech den Accord vun der LSAP an ech wënschen eis an lech alleguer, dass Der gesond bleift. Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marc Hansen (déi gréng).** - Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, wéi d'Rapportrice Francine Closener et an hirem detailléierte schrëftlechen a mëndleche Rapport scho gesot huet, gëtt mat demem Projet de loi deen dréngend noutwendegen Observatoire national de la santé geschaaft.

Zousätzlech gëtt profitéiert, fir Kloerheet an der Prozedur bei den Dons d'organes ze schafen, andeems kloergestallt gëtt, datt de Patient sai Choix am Dossier de soins partagé definéiert. Respektiv, wa keen DSP aktivéiert ass, kann en et schrëftlech maachen an dëst bei sengem Dokter hannerleeën.

(**M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.**)

Domat ass séchergestallt, datt de Choix vum Patient besser respektéiert ka ginn, wéi dat bis elo de Fall ass, an datt d'Famill an engem schwéiere Moment vun engem Stierfall net muss eng extreem schwéier Decisioun huelen.

Ausserdeem kritt mat demem Gesetz de Laboratoire national de santé eng Missioun an der Protection des consommateurs. Ech wäert op dës zwee Punkten net weider agoen. D'Rapportrice huet dat richtig an explizit an hirem gudder Rapport explizéiert an ech soen hir duerfir Merci.

Jo, den Observatoire de la santé war keng einfach Gebuert. Iwwer zwoelf Joer si vergaangen, fir d'Ziler a Saachen Transparenz a Verëffentlechung vun Informatiounen iwwert d'Leeschtungsfäegkeet vun eisem Gesundheitsystem aus der Charte de Tallinn, déi 2008 ënnerschriwwen ginn ass, an en Text ze transposéieren.

Et huet eng gewëssen Zäit gebraucht, fir e politesche Konsens ze fannen, an duerno sinn et vill Diskussiounen iwwert den Opbau vum Observatoire ginn, wat ee jo an der Evolutioun vum Texte initial zum Texte final kann noverfollegen.

Och d'Kommissioun huet de Projet am Detail diskutéiert. Ech wëllt op e puer Diskussiounspunkten agoen, déi effektiv an engem ganz konstruktive Geescht geféiert gi sinn. Ee Voleat war d'Struktur vum Observatoire: éischter méi eng liicht Struktur, wéi et ufangs geplangt war, oder eng Verwaltung, déi méi staark an dem Ministère verankert ass, sou wéi de Conseil d'État et proposéiert huet?

D'Diskussioun huet haaptsächlech em d'Onofhängegkeet an d'Neutralitéit vum Observatoire gedréit, well de Minister d'Memberen aus dem Conseil an de President nominéiert. Mir Gréng ënnerstëtzen de Choix vun der Verwaltung, deen am Projet de loi zréckbehalte ginn ass, mat der Garantie fir d'Onofhängegkeet, déi am Artikel 3 festgehalte gëtt.

Zousätzlech Garantie fir d'Onofhängegkeet sinn, datt net just de Minister den Observatoire ka saiséieren, mee den Observatoire sech kann autosaaséieren an datt en och ouni Consultatioun vum Minister op extern Experte kann zréckgräifen, wann een et fir néideg empfennt. Ausserdeem gëtt den Observatoire vum Conseil des observateurs geréiert.

Fir den Observatoire awer net ze iwwerlaaschten, ass d'Saisine vun aussteeënden Acteuren net zréckbehalte ginn. Falls awer zum Beispill d'Zivillgesellschaft spezifesche Demanden hätt, verhënnert näischt, datt si déi un de Gesundheitsminister respektiv un den Observatoire erundréit, déi sech dann duerfir kënnen entscheiden, sech dem Sujet unzehuelen oder net.

Kloer ass awer och, datt den Observatoire muss am effentlechen Opdrag schaffen an d'Aarbecht mat den Donnéeën de wëssenschaftstheoretischen Ufuerderunge vun der Wäertefräiheet ënnerleien.

Natierlech huet sech och d'Fro gestallt, wéi déi intern Struktur vum Observatoire soll ausgesinn. Mir sinn elo an der Logik vun engem Expertegremium. Am Ufankstext waren och Vertrieder aus deene verschidde Gesundheitsberäicher virgesinn. Et huet sech awer erausgestallt, datt et schwierig ass, ze definéieren, aus wéi enge Secteure genau d'Leit solle genannt ginn, soudatt sech duerfir entscheet ginn ass, fir just Experten zréckbehalten.

Well Lëtzebuerg e klengt Land ass, muss ee souwuel op Experten aus dem effentlechen Dëngscht, dem Privatsecteur an och eventuell, wann et néideg ass, aus dem Ausland zréckgräifen. déi gréng kënnen dës Expertenapproche matdroen. Hei priméiert déi wëssenschaftlech Kompetenz a Beräicher, déi et erlaben, de Gesundheitssecteur ze analyséieren a Proposen auszeschaffen. Et soll en neutrale Gremium sinn, deen Iwwerleeungen, Proposen, Statistiken, Modellisatiounen an esou weider ausschafft, déi da solle vun der Politik an eventuell och vun der Zivillgesellschaft diskutéiert ginn. Et soll keen zweete Gesundheitsdësch oder keng Quadripartite ginn, wou mat all de Partner aus dem Gesundheitssecteur diskutéiert gëtt, fir dann Decisiounen ze huelen.

Duerfir besteet de Conseil des observateurs aus engem Panel vu verschiddearten Experten, déi der Missioun vum Observatoire gerecht solle ginn. Falls Kompetenz feelen, kënnen extern Experte consultéiert ginn.

Der Kommissioun war et awer och wichteg - an déi gréng begrëissen d'ëscht Ausdrécklech -, datt am Conseil en Expert fir d'Miessung vu Resultater, déi vum Patient gemellt ginn, soll sëtzen, op Englesch „PROM“, „Patient reported outcome measures“, genannt. Et geet drëm, wëssenschaftlech, zuverlässig, „standardiséiert Miessungen iwwert de kierperlechen a geeschtege Gesondheetszoustand an d'soziaalt Wuelbefannen aus der Patienteperspektiv ze kréien, déi eng aner ass wéi d'Perspektiv vun de Gesondheetsberuffer.

Dir Dammen an Häre, den Observatoire de la santé wäert awer weeder Donnéeën produzéieren nach sammelen. Hie kritt se vun de Lëtzebuurger Administratiounen, Établissement-publicken an aneren Organismen dateschutzkonform zur Verfügung gestallt.

Wat vill diskutéiert ginn ass, ass, ënner wéi enger Form dës Donnéeën un den Observatoire kënnen weidergereicht ginn. Et ass d'Diskussioun: anonymiséieren oder pseudonomiséieren? Zréckbehale ginn ass d'Pseudonomiséieren, well een domat Analysméiglechkeete behält, déi mat dem Anonymiséieren net méiglech sinn. Wichteg an där Diskussioun war, datt een de Lien zu verschiddenen Donnéeën op ee selwechte Patient, ouni natierlech op de Patient selwer kënnen zréckzekommen, ka maachen, fir eng méi detailléiert Vue vum Gesondheetsystem ze kréien. Och eng standardiséiert Methodologie an der EU war e sënnavollt Argument. Et ass awer evident, datt den Accès op dës Donnéeën genau muss reglementéiert sinn.

Kolleeginnen a Kolleegen, déi gréng begrëissen et, datt am Projet de loi eng Genderklausel festgehale ginn ass. Net manner wéi dräi Observatoire vum Sexe neng däerfe vum Sexe sous-représenté an de Conseil genannt ginn. D'ëscht ass an der Logik vun der Gläichberechtigungspolitik vun der Regierung.

Hei wéilt ech awer eng Remark maachen: Eigentlech hätten déi gréng et begrëisst, wann op d'mannst véier vun neng Observatoire vum Sexe sous-représenté misste genannt ginn, esou wéi et am originalen Text virgesi war. Et ass awer esou, datt d'Unzuel vun den Observatoire am Laf vum Text op aacht erofgesat gi war an domat och d'Unzuel vun den Observatoire vum Sexe sous-représenté vu véier op dräi. Wéi dunn den Expert fir d'Miessung vu Resultater, déi vum Patient gemellt ginn, derbäikomm ass, huet d'Kommissioun leider vergiess, d'ëscht erëm un den urspréngleche Quota unzepassen. Et ass e Punkt, den een eventuell bei nächster Geleechenheit erëm misst upassen.

Wat awer erstaunlech ass, ass, datt souwuel d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics wéi d'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce an hiren Avisen d'ëscht Passage sträiche wollte mam Argument, datt doduerch eventuell e Posten am Conseil net besat kéint ginn.

Ech mengen, datt et wichteg ass, datt d'ëscht bäibehale ginn ass. Mir kënnen mat der Chancégläichheet nëmmen erfollegräich sinn, wa mer se och konsequent an alle Beräicher aktiv fërderen.

Dir Dammen an Dir Häre, wat sinn dann d'Missiounen an d'Ziler vum Observatoire? Den Observatoire ass en Instrument, fir Donnéeën iwwert d'Gesondheet vun der Bevëlkerung an d'Leeschungsfäegkeet vum System ze dokumentéieren, ze observéieren an ze analyséieren. D'Zil ass et, d'Donnéeën, déi den Observatoire zur Verfügung gestallt kritt, wëssenschaftlech ze analyséieren an ze verschaffen, fir kohärent faktabaséiert Proposen an de Gesondheitsministère kënnen weiderzegi mam Zil, de Gesondheetsystem ze verbessern. Esou kéinten op Basis vun d'ëscht Proposen national Aktiounspläng ausgeschafft an ëmgesat ginn. Dës mussen natierlech och erëm op hir Effektivitéit hin analyséiert ginn.

D'Aarbecht vum Observatoire soll iwwer Rapporten dokumentéiert ginn, järelech Aktivitéitsberichter a mindestens een themateschen Dossier an all dräi Joer e Rapport iwwert den État de santé. Dës sollen och verëffentlecht ginn, sou wéi et an der Charte de Tallinn virgesinn ass.

Interessant wär och, wann een net nëmmen d'Rapporte géif verëffentlechen, mee dës Donnéeën a Konklusionen iwwert d'Gesondheet an en interaktiven Internetsite kéint integréieren, wou jidder-een, den interesséiert ass, kéint vun der Aarbecht vum Observatoire profitéieren. A Frankräich an an Däitschland gëtt et esou Sitten, wou een da verschidde Regiounen matenee ka vergläichen.

Den Usaz wär och interessant en vue vun enger Komparabilitéit vun de Gesondheitsdonnéeën um EU-Niveau. Et ass awer leider net einfach erauszefannen, wéi eng Sitten dann elo déi offiziell Zuele vun engem Land publizéieren. Kuckt ee sech verschidde Sitten aus de verschiddene Länner un, mierkt een, datt se verschiddearteneg opgebaut sinn. Do ass also a puncto Harmoniséierung nach Sputt no uewen.

Fir Lëtzebuerg wär et besonnesch interessant, e Verglach mat de verschiddene Regiounen aus der Groussregioun kënnen ze maachen, eischtens well

zu Lëtzebuerg vill Frontaliere schaffen an d'Groussregioun en Impakt op den État de santé zu Lëtzebuerg huet, zweetens well e Groussdeel vun de Gesondheetsberuffer aus dem Grenzgebitt kënn, drëtens well vill Frontalieren och Patient zu Lëtzebuerg sinn an och vill Lëtzebuurger fir verschidden Traitement oder Diagnostikverfahren an d'Groussregioun auswäichen, véiertens kéint een am Kader vun der Diskussioun iwwert d'Formatioun vun de Gesondheetsberuffer an eventuell engem Unisspidol eng Analys maachen, ob et net méi sënnavoll wär, d'ëscht an der Groussregioun ze organiséieren, a schlussendlech wëlle mer, well mer a Krisenzäite wéi elo drop ugewise sinn, datt mer eng gutt Zesummenaarbecht an der Groussregioun hunn, esou wéi dat och momentan de Fall ass.

E wichteg Beräich, an deem den Observatoire soll aktiv sinn, den och am Projet de loi ervirgehuewe gëtt, ass dee vun de Ressourcen an de Gesondheetsberuffer, déi gebraucht ginn, fir de Besoinen am Gesondheetsystem nozekommen. Am Rapport LAIR ass schonn eng breet Analys gemaach ginn, notament och iwwert d'Regëstere vum Gesondheetspersonal, wou et der ze vill gëtt.

Den Observatoire kéint op d'ëscht Virlag opbauen, fir Regëstere nei ze strukturéieren an ze regroupéieren en vue vun enger besserer Planifikatioun vun de Besoinen an och der Formatierung bei all de Gesondheets- a Medezinnberuffer. Beispillsweis wär et sënnavoll, an engem Regëster vun den Apdikten nieft den Apdikter och d'Aides en pharmacie ze registréieren, wat am Kader vun der Impfung géint de Covid hëllefträich gewiescht wär, fir d'ëscht Leit besser ze identifizéieren.

Eng aner wichteg Missioun, déi am Projet de loi festgehale ginn ass, ass d'Ausschaffe vun der Carte sanitaire, eent vun den Haaptinstrumenter, fir d'Gesondheetspolitik ze plangen an auszerichten, déi reegelméisseg muss un d'Entwécklung vun der Populatioun ugepasst ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, déi gréng sti ganz positiv vis-à-vis vum Observatoire de la santé, well e wäert erméiglechen, d'Lëtzebuurger Gesondheitsdonnéeën op enger Plaz zentral zesummen ze bréngen an doraus Erkenntnisser kënnen ze zéien, déi net méiglech wäeren, wann d'Donnéeën net regroupéiert géife ginn.

Mir hunn och konkret Virstellungen, wou den Observatoire kéint aktiv ginn. Natierlech falen eis als Éischt d'Gesondheetsberuffer an. Ech hunn et schonn ugeschwat a mir hunn an de leschte Méint schonn e puermol hei an der Chamber iwwert déi ganz schwierig Situatioun zu Lëtzebuerg diskutéiert. Et besteet eng Urgence, fir Léisungen ze fannen, datt méi Jonker zu Lëtzebuerg dës Beruffer erëm wëllen erléieren. Hei mussen elo konkret Virschléi op den Dësch. Awer domat ass et net gedinn. Dat ass e Beräich, an deem permanent e Monitoring muss gemaach ginn, fir da kënnen an Zukunft matzäiten ze reagéieren.

Och de Virage ambulatoire ass en Dossier, dee sech iwwer Jore wäert hinzéien an den ëmmer erëm muss analyséiert an adaptéiert ginn.

E Sujet, den eis als déi gréng besonnesch um Häerz läit a bei deem mir iwwerzeegt sinn, datt et sënnavoll wär, fir dee méi genau ënnert d'Lupp ze huelen, sinn d'Preventivmedezinn an och d'Ëmweltmedezinn. Konkret Projeten an national Pläng an d'ëscht Beräicher kéinten et erméiglechen, Krankheeten ze evitéieren, d'ëscht nom Slogan „mieux vaut prévenir que guérir“. Natierlech kéint den Observatoire och e Suivi vun der Ëmweltklinik maachen, déi jo am CHEM geplangt ass.

En anere Beräich, wou een eng Analys brauch, fir mëttel- a laangfristeg déi richteg Decisiounen ze huelen, ass den Impakt vum Klimawandel op de Gesondheetszoustand an de Gesondheetsystem. Ech hat dozou virun engem Joer schonn eng Question parlementaire gestallt, an där ech gefrot hat, ob d'Modellisatiounen iwwer verschidden Temperatursteigerungen duerch de Klimawandel ugeduecht wäeren, fir kënnen anzuschätzen, wat den Ënnerschied an de Konsequenzen op d'Gesondheet wär, mee och op de Gesondheetsbudget. An där Äntwert hunn ech gesot kritt, datt de Gesondheitsministère sech bei senger Mesuren am Kampf géint de Klimawandel op d'Strategie vun der OMS iwwert d'Santé, d'Ëmwelt an de Klimawandel vun 2019 géif baséieren a keng Analys virgesinn hätt.

Ech sinn awer der Meenung, datt grad dat en Thema ass, mat deem den Observatoire de la santé sech kéint mëttel- a laangfristeg befaassen, fir esou méi Previsibilitéit am Gesondheetsystem ze schafen. Esou kéinten och d'Ziler definéiert ginn, net nëmmen en vue vun 2030, esou wéi et an der „Stratégie et plan d'action pour l'adaptation aux effets du changement climatique au Luxembourg 2018-2023“ virgesinn ass, mee och doruwwer eraus.

E Problem, dee mat dem Klimawandel méi heefeg gëtt a mat deem mer elo scho méintelaang konfrontéiert sinn, si Pandemien. Et ass wichteg, datt d'Coronapandemie opgeschafft gëtt. De Staatsminister huet jo ugekënnegt, datt dat am Summer

an der Chamber soll diskutéiert ginn. Dat ass awer och en Thema, deem sech den Observatoire soll unhuelen, fir Proposen auszuschaffen, wéi een eise Gesondheetsystem méi krisefest géigeniwwer Pandemien kéint opstellen a wat ee vun Instrumenter muss schafen, fir méi proaktiv kënnen virzegoen.

D'Erkenntnisser aus de leschte Méint mussen opgeschafft ginn, fir ze analyséieren, wat den Impakt op de Gesondheetsystem am Allgemenge war, wou d'Stärkten, awer och d'Schwächen an eise Gesondheetsystem sinn, mee och fir ze wëssen, wéi d'Politik reagéiert huet - wat gouf gutt gemaach a wat ass manner gutt gelaf? - fir doraus dann déi richteg Schlëss kënnen ze zéien.

Här President, ofschléissend wéilt ech soen, datt mer et, och wann et laang gedauert huet, mat d'ëscht Projet de loi fäerdegbréngen, en Instrument ze schafen, wou d'Gesondheitsdonnéeën ënner pseudonymiséierter Form vu Leit mat wëssenschaftlecher Expertise analyséiert a verschafft ginn, fir da Propose fir eise Gesondheetsystem auszuschaffen.

Duerch d'Publikatioun vun der Aarbecht aus dem Observatoire gëtt et dann och méiglech, datt souwuel d'Politik wéi d'Zivilgesellschaft sech un der Diskussioun kënnen bedeelegen. Den Observatoire national de la santé wäert hoffentlech en Thinktank ginn, wou de Gesondheetsystem faktabaséiert an transparent analyséiert an hannerfrot gëtt a wou iwwert déi zukünfteg Opstellung vun eise Gesondheetsystem diskutéiert gëtt mam Zil, kohärent Decisiounen ze huelen, fir och weiderhin ee fir jidderene zougängleche Gesondheetsystem ze behalen, den awer och méi resilient vis-à-vis vu Krise muss ginn.

Aus d'ëscht Grënn ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Roy Reding. Här Reding!

■ **M. Roy Reding (ADR).** - Léif Kolleegen, ech däerf domat ufänken, eise President ze luewen. Et gëtt ee jo esou vill Interessantes gewuer, wann ee sech ëm Dossiere muss këmmen, déi normalerweis net an engem sengem Wirkungsfeld sinn.

(**Hilarité**)

Ech hunn dann haut déi zweifelhaft Éier, mee et ass awer och e Pleséier, fir meng Kolleegen ze ersetzen an Domänen, an deenen ech a priori net doheim sinn.

Wat mer awer gefall huet am President senger Interventioun, dat war, wéi en drop higewisen huet, datt mer eng Medezinn brauche fir all Mënsch, fir Räich an Aarm, datt merkantill Aspekter keng Roll solle spillen. An als een, dee virun eppes méi wéi enger Woch operéiert ginn ass, wëll ech dann hei op d'Kinéien opmierksam maachen. Et huet elo näischt mam Observatoire ze dinn, mee wéi wéineg déi Leit verdéngen an hirem Tarif a wéi wichteg datt se si fir d'Gesondheet ..., well déi gutt Operatioun vum Chirurg ass eng Saach, mee d'Mobilitéit, déi kriss de zréck vun engem Kiné. An duerfir, vu ganzem Häerzen un d'Ministesch: Wannechgelift, vergiesst eis Kinéien net a kuckt, mat hinnen e konstruktivt Gespräch ze féieren!

Esou, dann zum Observatoire. All meng Virriedner, d'Rapportrice an éischer Linn an och déi aner Virriedner, hunn zur Genüge duergeluecht, firwat datt dat e richtegen, e gudden an en néidege Projet ass, den och eis Ënnerstützung voll a ganz féint.

De Jeff Engelen huet mer just opgedroen, op ee Punkt opmierksam ze maachen, an dat ass d'Angscht virun der Objektivitéit, der Onofhängegkeet vun deem Gremium. D'Rapportrice huet gesot: Neutralitéit trotz Autoritéit. Dat ass ganz schéin, wann dat esou klappt. Hoffe mer, datt dat esou geet! Well d'Santé mécht jo hei eigentlech, well si jo d'Opdrä gëtt, Analysen aus hirer Siicht iwwert de Gesondheetsystem an duerfir ass et ëmsou méi wichteg, datt déi Neutralitéit an d'Objektivitéit vun deem geschafenen Organ garantéiert sinn. Déi Tutelle, dat ass awer ëmmer eng riskant Saach, an och dann dee Wee, datt et d'Santé ass, déi dat Organ befaasst.

Naja, losse mer emol kucken, wat draus gëtt. Wëlle mer dat Beschte hoffen a wann een hofft, da soll een och kontrolléieren. An duerfir ginn ech eng Motioun of, an där mer froen, datt mer fénnef Joer ... - et ass virdu vum Kolleg Mischo gesot ginn, zwee Joer, ech denken, fénnef Joer, datt ee wierklech gesäit, wéi dat sech ugelooss huet. An da maache mer eng Evaluatioun, net iwwer spezifesch Theemen, mee iwwert den Observatoire en tant que tel, wéi gutt an effikass datt e geschafft huet. Wannechgelift, Här President.

(**Motion 1**)

D'Chamber vun den Deputéierten:

begrëisst, datt

- dat neit Organ „Observatoire national de la santé“ geschaffe gëtt,

fuerdert d'Regierung op,

- datt der Chamber spéitstens 5 Joer, nodeems dat entsprecheend Gesetz a Kraaft getrueden ass, eng onofhängeg Evaluatioun vum Observatoire national de la santé präsentéiert gëtt.

(s.) Roy Reding.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci villmools.

■ **M. Roy Reding (ADR).** - Voilà, ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech ginn elo op d'Horeca-Demonstratioun.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och dem Här Reding. An den nächste age-schriwwene Riedner ass den Här Sven Clement.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - ... datt et um Här Baum ass.

■ **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Ech kann och duerno!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Nee, et ass ..., kommt! Hei steet zwar den Här Wagner, den Här Wagner ass dann haut den Här Baum an den Här Clement kënn nom Här Wagner-Baum.

■ **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Den Här Wagner an ech schéngen a leschter Zäit méi dacks matenee verwiesselt ze ginn. Dat ass awer guer net schlëmm, well mer eis jo och ganz dacks eens sinn, wa mer iwwer Sujete schwätzen.

■ **M. André Bauler (DP).** - Dir sidd manner gro.

■ **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Här President, den Observatoire national de la santé, den elo heimad-der geschaffe gëtt, ass e Gremium, den eigentlech iwwerfällig ass. Et ass iwwerfällig, datt mer Donnéeën iwwert de Gesondheetszoustand an d'Gesondheetsversuergung hei zu Lëtzebuerg schafen, Donnéeën geréieren a gläichzäiteg och Donnéeën zentraliséieren, fir och kënnen op Grondlag vun deenen Donnéeën Decisiounen ze huelen.

An et ass net nëmmen eréischt zënter der Pandemie an der Coronakris, datt, mengen ech, ganz ville bewosst ginn ass, datt eis genau dat doten awer feelt, fir kënnen eeben objektiv, faktabaséiert Decisiounen ze huelen, fir de Santéssystem insgesamt an natierlech fir de Spidolssystem am Speziellen.

Et ass vu menge Virriedner, mengen ech, ganz villes ganz Richteges dozou gesot ginn. Ech wëll mech duerfir vläicht op zwee, dräi Aspekter beschränken.

Mir begrëissen als Lénk ganz besonnesch, datt eng vun deene Missiounen, déi den Observatoire national de la santé kritt, doranner besteet, den Accès, den Zougang zu dem Gesondheetsystem ze iwwer-ckeen, ze iwwerpréieren, ze evaluéieren, ob den Accès dann och wierklech garantéiert ass, wat d'Hürden eventuell sinn, wat den Accès zum Gesondheetsystem ueget. A mir wëssen alleguer, datt déi universal Gesondheetsversuergung zwar en allgemengt Zil ass, awer nach ëmmer net allgemeng Wierklechkeet, well soss bräichte mer Associatiounen wéi Médecins du monde net. Dat ass eng ganz wichteg Fonctioun an eng ganz wichteg Missioun, déi den Observatoire national de la santé kritt.

An dann och eppes, wat mer ausdrécklech begrëissen, datt ass d'Fro vun den Inegalitéiten, déi et gëllt ze identifizéieren, wat d'Santéversuergung ueget. An do, grad wat d'Inegalitéiten ueget, hu mer zu Lëtzebuerg bis elo ganz wéineg Zuelematerial. Et gëtt europäesch Zuelen, déi deelweis ganz alarmistesesch sinn, déi weisen, datt jee no Berufsgrupp d'Liewenserwaardung vun deene Leit, déi ënner bestëmmte Konditiounen schaffen, komplett anescht ass, komplett changéiert, datt jee no sozioekonomescher Schicht, där een ugehéiert, d'Liewenserwaardung an domadder natierlech och d'Santé komplett anescht ass a variéiert.

Duerfir mengen ech, datt déi Inegalitéiten ze identifizéieren an d'Propositionen ze maachen, wéi ee se iwwerwanne kann, eppes ass, wou mer zu Lëtzebuerg net grad komplett, awer a ganz groussen Zich Neiland betrieden. An ech mengen, datt dat wichteg ass, besonnesch wann een ëmmer gär vu Cohésion sociale schwätzt. Dat hei ass eng Lie-wensfro an eng lwwerliewensfro.

Et geet awer och - an dat ass och vun enger ganzer Rëtsch Virriedner, vu bal allen Avise positiv begrëisst ginn - drëm, d'Carte sanitaire auszuschaffen. Dat ass an engem Amendement bäikomm, well virdrun d'Situatioun kokass war, datt et jo awer d'Direction de la santé war, déi d'Carte sanitaire ausgeschafft huet, op Grondlag vun där dann de Spidol-plang entwéckelt ginn ass. Dat heescht, datt d'Santé quasi esou wéi „juge et partie“ war.

(**M. Fernand Etgen reprend la présidence.**)

An ech mengen, datt et nëmme sënnavoll a vun Notzen ass, wann do eng awer onofhängeg Instanz déi Bestandsopnam vum Gesondheetsystem maache kann, fir dann doropshin och kënnen dem Gesondheitsministère eppes virzeleeën, wou een dann eng politesch Decisioun op Grondlag vun där Bestandsopnam maache kann.

Begrüßenswürdigung und der Publikation, die heisst, dass alle Joer e Klassenbericht jährlich gemacht wird, mit einer und dem Bericht über ein Thema, von dem es sechs verschiedene Berichte gibt, die man erwarten kann. Die Berichte sind von der Kommission der Klassenberichte, die die Berichte schreiben. Die Berichte sind von der Kommission der Klassenberichte, die die Berichte schreiben. Die Berichte sind von der Kommission der Klassenberichte, die die Berichte schreiben.

Mir begrüßen Sie, dass Sie ein unabhängiges Organ sind, das sich für die Personalauswahl interessiert. Und das ist ein sehr wichtiges Thema. Und das ist ein sehr wichtiges Thema. Und das ist ein sehr wichtiges Thema. Und das ist ein sehr wichtiges Thema.

Ech mengen awer, dass et en enger ganzer Rättsch Beräicher vun Administratiounen oder vu Gesellschaftsfelder eeben och esou Administratiounen ginn, wou et zwar e Ministère de tutelle gëtt, mee wou d'Independance an d'Gesetz ageschriwwen ass. Dat ass och hei de Fall. An ech mengen, dass d'Eruwuesse vun deem Observatoire och dora besteet, fir déi Independance och auszuüben a fir sech domadder och selwer eng gewëssen Emanzipatioun vum Ministère de tutelle eventuell ze ginn.

Eppes, wat awer an eisen Ae méi kritesch ze betrachten ass, dat ass d'Fro vun der Komposition. Et huet jo, nodeems Regierungsamendementen deposiert gi sinn, zu enger anerer Struktur vun deem Gremium gefouert. Am Ufank war virgesinn, e Conseil des observateurs ze schafen, dee selwer erëm berode wiere vun engem Conseil scientifique. Dat ass elo zesummegeholl ginn an ee grouesse Conseil des observateurs, deen elo just nach aus Experte besteet.

Do kann ee soen: Op där enger Säit kann dat e Garant sinn, fir wierklech déi Onofhängegkeet, déi gewünscht ass, och kënnen ze garantéieren. Op där anerer Säit muss een awer och soen, dass et Gefor doranner besteet, dass dat kann en technokratische Gremium ginn, deem seng Missioun jo awer och doranner besteet, Recommandatiounen ze maachen, politesch Recommendationen, déi deemno wéi immens wäit kënnen goen. Déi kënnen esou wäit goe fir ze hëllefen, d'Prioritéit vun der Gesondheitsversorgung festzuleeën.

Ech muss lech awer och éierlech soen, an dat ass jo och e Bedenke gewiescht, dee vu verschiddene Berufskummeren oder vun enger Berufskummer an awer och vun de Professions de santé ausgeschwat ginn ass, dass si elo net méi an deem Observatoire representéiert sinn. An ech mengen, dass déi Fro vun där Netrepresentatioun méi ass wéi en Nombriasmus vun där enger oder där anerer Organisation, mee dass dohannert awer och d'Fro steet, ob net d'Vertreider vun de Salarieë respektiv d'Vertreider vun de Patienten elo net méi un der Quell si vun der Genèse vun Informatiounen, wat de Gesondheitszoustand vum Land ugeet, dat verbonne mat der Netméiglechkeet, deen Observatoire extern ze saisieren.

An dat ass eng Fro, déi een awer mengen ech, sollt kritesch evaluéieren. Ech mengen och, dass mer net derlaanscht kommen, an e puer Joer nach eng Kéier déi Diskussioun hei opzeweeren, dass mer wierklech mussen kucken, dass et net zu deem kënnt, wat eventuell ze fäerten ass, nämlech zu engem technokratische Gremium, dee sech quasi op eng bestëmmten Aart a Weis verselbstständegt a wou d'Politik sech da kann hannendru verstoppen, fir eigentlech politesch Decisiounen domadder ze rechtfertigen. Dat dierf et net ginn! Ech soen och net, dass dat hei d'Intentioun an iergendenger Form ass, fir dat esou ze maachen, ech warne just, dass dat kéint eng Gefor sinn, an dat muss mer, mengen ech, alleguerter kucken, ganz genee am A ze halen, an dass mer och sollen eng Evaluatioun vun deem Observatoire maachen, zesumme mat enger émfassender Debatt vun eventuellen éischte Resultater, déi dësen Observatoire eis dann och als Chamber an der Effentlechkeet insgesamt liwwert.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Marc Baum. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Sven Clement.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen: „3 in 1“, bekannt aus der Werbung an elo och an der Chamber. Dëst Gesetz mam Intitulé de citation „loi du, Datum, portant création d'un Observatoire national de la santé“

léisst een am éischte Moment vläicht gleewen, et géif nëmmen em eppes goen: em en Observatoire national de la santé. Mee wäit gefeelt!

Eng Dispositioun iwwer Organspenden an eng iwwert d'Zesummenarbecht tëscht dem LNS, dem Laboratoire national de santé, an dem Ministère fir de Konsumenteschutz gëtt et gratis nach mat dobäi.

Gesäit esou en transparente Gesetzgebungsprozess aus? Nee! Fënnt de Conseil d'État esou Cavaliers législatifs gutt? Nee! Hunn ech hei am héijen Haus scho méi wéi eemol gesot, dass dës Praxis, an engem Gesetz Ännerungen ze verstauen, déi guer näischt mam eigentleche Sujet ze dinn hunn, absolutt inakzeptabel ass? Op alle Fall! Mee änneren deet sech trotzdem näischt.

Ech fäerten esou lues, dass d'Uleies, d'lëtzebuergesch Gesetzgebung transparent a lieserlech ze gestalten, e ganz perséinleche Kampf hei géint d'Wandmille gëtt. Mee bis elo sinn ech es nach net midd, mech ze widerhuelen, a wäert duerfir haut an och nach bei all kommandem Gesetz, dat duerch ze vill Querverweiser oder eng Vermischung vu Sujeten opfällt, drun erënneren, dass eng Gesetzgebung eppes Klores a Verständlechtes soll sinn a kee chaotesche Mischmasch.

Mee gutt, dass ass wuel e laange Prozess an e Problem, deen och haut hei net geléist wäert ginn. An duerfir wäert ech dann d'Riedezäit fir dese Projet an dräi deelen a mech deenen dräi ganz verschiddene Sujete widmen.

Ech fänken awer u mat engem Merci un d'Rapportrice, déi hei eeben déi dräi Theemen och duergeluecht huet, ech mengen och, dass esou jiddweree verstanen huet, em wat et geet. Duerfir kommen ech dann och direkt op eis Punkten ze schwätzen.

Fänke mer mam Observatoire national de la santé un. D'Covidpandemie huet eis gewisen, wéi wichtig Datenerhebung an och wëssenschaftlech Etüde fir eng gutt Gesondheitspolitik sinn. Nëmme wa bekannt ass, wou d'Problemer leien a wéi se kéinte vermieden oder geléist ginn, kann d'Politik déi richtig Mesuren huelen.

Mir Piraten freeën eis duerfir, dass en onofhängegen Observatoire an Zukunft soll Informatiounen iwwert de Gesondheitszoustand vun der Populatioun sammelen, evaluéieren, awëifern et Ennerscheeder tëscht de Populatiounsgruppe gëtt, wat hir Gesondheet ugeet, a villfälteg Etüde lancéieren. Dat ass eng wichtig Missioun, net nëmme fir d'Santé publique, mee och fir d'Gläichstellung an Integratioun, wann zum Beispill erausfonnt géif ginn, dass verschidde Persounengruppe vu gewësse medezineschen Offere manner Gebrauch maache wéi anerer an duerfir vläicht méi oft mat bestëmmte Symptomer ze kämpfen hunn.

Iwwert déi gesetzlech virgeschriwwene Publikatioun an Diffusioun vu Fuerschungsergebnater an Informatiounen iwwert de Gesondheitszoustand vun der Bevëlkerung eraus géife mir Piraten eis awer freeën, wann den Observatoire och Daten, mat deene geschaff gouf, an anonymiséierter Form géif publizéieren. Et ass gutt, eng Informatioun ze hunn, déi Recherche mécht, mee nach besser ass et, zousätzlech Fuerscher aus dem ganze Land a souguer international Daten zur Verfügung ze stellen, déi och vun hinne kënnen ausgewäert ginn, ganz am Sënn vun Open Science, well esou kënnen Resultater iwwerpréift a villfältegest Auswärtung gemaach ginn.

Wat d'Besetzung vum Observatoire betrëfft, ënnerstëtzen d'Piraten, dass et e Conseil soll si mat Experten mat verschidde Kompetenzen aus dem Beräich vun der Santé a, virun allem, dass se onofhängeg hir Observatiounen, Constaten a Propositionen ausschaffen, mee mir wëllen hei awer ze bedenke ginn, dass ee sech d'Fro stelle muss, an dat gouf virun och e puermol gemaach, awëifern eng wierklech Onofhängegkeet iwwerhaupt méiglech ass bei duerch e Minister gewielten a vum Staat bezuelte Membere vun engem Conseil.

Mir verstinn, dass esou en Observatoire, an dee staatlech Gelder, an zwar net ze knapp, fléissen, och enger gewësser staatlecher Kontroll soll ënnerleien, hoffen awer, dass d'Regierung hei vun hirem Aflosskader esou wéineg wéi méiglech Gebrauch wäert maachen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, loosst mech dann zum zweeten Deel vun deem Gesetz kommen. An entschëllegt dësen e wéineg abrupten Theemewissel, wann ech elo op eemol de Sujet vun den Organspenden uschwätzen. Dëst ass awer, wéi gesot, der Aart a Weis, wéi an deem Gesetzestext Sujete vermëscht goufen, geschëllt an net menger Volontéit, déi Theemen einfach mateneen ze vermëschen.

D'Fro, ob een no sengem Doud seng Organer wëllt spenden oder net, dat ass keng einfach. Eigentlech weess een, dass ee se jo selwer, nodeems ee verstuerwen ass, net méi brauch. An awer erfëllt d'Iddi, iergendwann net méi do ze sinn an Deeler vu sech fort ze ginn, mat Schrecken. Et ass en düüstert Thema. A wann een net muss, da wëllt een am

léifste guer net doriwwer nodenken. Wann ee sech awer Zäit senges Liewens net mat der Fro vun enger méiglecher Organspend auserneeetzt, kann dat fir d'Frënn an d'Famill, déi zum Beispill am Fall vun engem onerwaarten a schwéieren Accident müssen ugin, ob dee Verletzten, déidlech Veronglückten, jee ugin huet, net wëllen Organspender ze sinn, ganz schwéier ginn.

Fir jidderengem d'Méiglechkeet ze ginn, seng Entscheedung bezüglech enger Organspend individuell ze huelen a festzhalen, gëtt mat deem Gesetz elo also festgehalten, dass d'Fro, ob een Organspender wëllt sinn oder net, am digitalen Dossier de soins partagé agedroe ka ginn an datt dësen Dossier am Noutfall vum Dokter consultéiert ka ginn, fir engem Patient säin diesbezügleche Wunsch ofzeliesen.

Fir all déi Persounen, déi keen digitale Patientendossier wëllen hunn, besteet dobäi natierlech weiderhin folgend Méiglechkeet, an do wëll ech och hei e fermen Appell maachen, fir vun deene Méiglechkeete Gebrauch ze maachen: Dir kënnt eng App eroflueden, wou Der Äre Wunsch kënnt hannerleeën, Dir kënnt lech de classeschen Auswäis, den Don-d'organes-Auswäis, an Äre Portmonni leeën. A schwätzt mat Äre Frënn a mat Ärer Famill doriwwer, wat Äre Wunsch ass, well nëmme wann Äre Wunsch kloer artikuliert gëtt, kann een en och no Ärem Doud suivéieren.

Et ass extreem wichteg, de Leit einfach Weeër unzibidden, fir hire Wunsch zu deem dach sensible Sujet auszedrücken, an duerfir ënnerstëtze mir et och, dass dat een dat heite kann an Zukunft am Dossier de soins partagé androen, obwuel, an da kommen ech erëm op dat, wat ech am Ufank gesot hunn, mer eis gewünscht hätten, et wier e separaten Text gewiescht, well mam Observatoire national de la santé hunn d'Organspenden nun emol häerzlech wéineg ze dinn, mat Ausnam, dass et bei deenen zwou Saachen em d'Santé geet.

An dat bréngt mech dann och schonn zum leschte Punkt, dem drëtten Deel, deen u sech och en eegene Projet gebraucht hätt, nämlech dem Laboratoire national de santé. Och do geet et just erëm em d'Santé, et ass awer hei nach e bैसे manner no un der Santé wéi d'Organspenden, well hei geet et u sech drëm, dem Ministère fir Konsumenteschutz déi néideg Expertis zur Säit ze stellen. An duerfir soll den LNS dem Ministère an Zukunft bei Analysen, Kontrollen a Recherchen am Beräich vum Konsumenteschutz hëllefen.

D'Kompetenze vum LNS goufen duerfir ausgeweit an och eng Konventioun zwëschent den zwou Entitéiten, déi hir Kollaboratioun definéieren soll, ass virgesinn. Ouni weider Awänn kann ech awer och zu deem Deel vum Gesetz den Accord vun de Piraten ginn, esou dass mer de gesamte Projet vun haut trotz senger chaotescher Form matstëmme wäerten. Hei iwwerweit den Inhalt zu der Form. Mee ech wënsche mer trotzdem, dass an Zukunft vun änleche Vermischung bei Gesetzesprojete géif ofgesi ginn.

Merci.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Ganz gutt!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheitsminister Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President. Viroop och e grouesse Merci fir deen ausféierleche Rapport vum Francine Closener, deen de ganzen Historique och hei zrëckgeholl huet an déi eenzel Iwwerleeungen, déi en cours de route gefouert gi sinn. Dat ass fir mech och ëmmer flott, dass erëm nei ze héieren, vu dass ech dee ganze Wee hei net konnt begleeden. Ech hunn d'Chance, e Projet ze ierwen, dee laang gedeit huet. An ech muss soen, ech hunn e ganz grouesse Respekt virun Ären Erwaardungen. Ech gesinn, dass d'Erwaardungen grouss si par rapport zu deem Projet. Dat freet mech. Et ass en ambitiöse Projet an et ass eng grouss Charge, fir dësen dann elo mat Liewen ze féllen. Vum Pabeier an d'Realitéit ass, wéi mer wëssen, e grouesse Wee.

Qualitéit ass eppes, wouvu mer oft a gäre schwätzen. Jiddwereen huet eng Virstellung dovunner. A wann een awer e bësselchen dru kraze geet, da mierkt een, dass dat guer net esou evident ass, Qualitéit ze definéieren.

Ech war op eng Etüd gestouss haut de Moien, wéi ech préparéiert hunn, woubäi Leit aus dem Gesondheitssecteur gefrot gi sinn: „Wat ass Qualitéit am Gesondheitssecteur?“, a wou déi meescht net richtig woussten, wat se sech do wierklech sollten drënner kënnen virstellen.

Wat awer gutt ass, ass, dass et e gemeinsaamt Zil ass, dass mer alleguerter hunn. Jiddweree weess iergendwou instinktiv, wat e sech u Qualitéit erwaart, an et ass och e grouesse Konsens do, dass mer alleguerter zesumme Qualitéit wëllen.

Et muss een natierlech wëssen, an duerfir ass dese Projet wierklech wichteg, dass Qualitéit sech net

vum selwe mécht. Et ass eppes ganz Komplexes. Et brauch eng Expertis ronderëm dat, wat ee wëllt weiderbréngen, wou ee Progrès wëllt kréien. Et brauch eng Method, fir déi Qualitéit ze erfassen, fir se ze moossen. An et brauch och e gewësse Recul. Et ass eppes, wat ee ganz schwéier ka maachen, wann ee grad mam Kapp am Guidon hânt. Duerfir ass d'Iddi vun esou engem Observatoire, deen e bësselchen am Recul schafft, deen onofhängeg ass, deen sech wierklech ka mam System befaassen, ouni onbedéngt am System selwer ze dréien, déi richtig Approche.

Et brauch een, wann ee wëllt moossen, natierlech Donnéeën. Donnéeën gesinn och ëmmer ganz einfach aus, wann ee se opbereet gesäit. Mee fir kloer, propper Donnéeën ze hunn, déi vergläichbar sinn, dat ass eppes ganz Komplexes. Mir mierken dat grad am Moment. An der Coronakris gëtt immens vill verglach tëscht de Länner - wat leeft wou? Et muss ee schonn en Accord hunn op engem System, wéi een Daten erhieft, fir dass se richtig vergläichbar sinn. Och dat ass eng grouss Ambitioun.

Ech mengen, déi éischt Ambitioun soll sinn, déi Daten hei am Land anstänneg ze erhiewen, soudass mer richtig kënnen de Progrès moossen, mee dat och natierlech doriwwer eraus op europäischem Plang, et ass ugeschwat gi virun, esou opzebereeden, dass mer eis och wierklech kënnen vergläiche mat anere Länner, fir ze gesinn, wou eventuell doudeg Wénkele sinn, wou Plagë sinn, wou mer nach kënnen norüsten, wou mer gutt stinn, wou mer manner gutt stinn.

Qualitéit huet och méi Dimensiounen. Et ass ugeschwat ginn, ee ganz wichtige Volet ass d'Accessibilitéit vum Gesondheitsystem. Dat ass och eppes, wat einfach kléngt, wat awer guer net esou selbstverständlech ass. An dës Kris huet et och ganz kloer nach eng Kéier wéi an engem Brennglas gewisen, an anere Länner an ech sinn iwwerzeegt och bei eis.

Et ass wichteg, déi Analysen ze maachen, well Gesondheet fir jiddwereen ass séier gesot, dass ass awer net esou. Do gëtt et immens vill Ennerscheeder nach. An och bei eis am Land gëtt et do sécherlech nach Ennerscheeder, un deenen ee muss schaffen. Net jiddwereen huet déi selwecht Viraussetzungen, fir eng gutt Preventioun ze maachen. Liewensbedéngungen spille mat eran, wa mer vu Gesondheet schwätzen. An do geet et drëms, och wierklech ze kucken: Wou sinn do d'doudege Wénkele? Dat ass dee ganze Sozialvolet ronderëm d'Medezinn, deen ass net aus den Aen ze verléieren. An do ass et och ganz gutt, dass dat eng Qualitätsdimensioun ass vun engem Observatoire, déi wierklech soll an der Déift gekuckt ginn.

Doniewent geet et natierlech och em Sécherheet, et geet em Effizienz, em Effikasitéit an der Behandlung, et geet dorëm, Krankheeten ze verstoen, se gutt ze verstoen, richtig ze verstoen. Firwat? Natierlech mam Zil, se beschtméiglech en charge ze huelen, mee doriwwer eraus och Preventioun ze maachen, se ze evitéieren à la base duerch allméiglech Schrauwen, un deene ka gedréit ginn. An do ass d'Preventioun e ganz groussen Deel dovunner.

Et ass ugeschwat ginn: Den Afloss vun der Ëmwelt op eis Gesondheet dierf net aus den Ae verluer ginn! Et geet net just em d'Behandlung, et geet wierklech och doriwwer eraus drëm ze kucken, vill méi fréi unzesetzen, ze verstoen, wat mécht, dass mer krank ginn, wat mécht, dass mer chronesch krank sinn, a wou ee muss usetzen, fir sech do fir d'Zukunft anescht opzustellen.

Da kënn natierlech déi Dimensioun vum Plangen. Si ass och e puermol ugeschwat ginn. Mir wëssen, dass dat eng grouss Erausforderung hei am Land ass. Eng Saach ass, ze wëssen, wou mer wëllen handeln. Nach muss ee sech awer kënnen esou opstellen, dass een dat dann och gestäipt krit. Do ass et och eng grouss Erausforderung fir déi nei Informatioun, déi hei geschaf gëtt, wierklech op den Donnéeën Projektionen ze maachen, fir déi Ressourcen, déi mer hunn, beschtméiglech anzesetzen, effizient anzesetzen an och laangfristeg ze plangen.

Transparenz, dass ass fir mech dee weesentlechen Aspekt hei dobäi. Ech gleewen drun, dass déi heiten Informatioun hir Onofhängegkeet sécherlech wäert kënnen wouerhuelen an där Form, wéi et elo ugeduecht ass. Et ass engersäits eng effentlech Verwaltung, wat ech gutt fannen, dass dat an effentlecher Hand ass. Annersäits ass duerch d'Gesetz wierklech d'Onofhängegkeet gefestegt a garantéiert. Dat heescht, dës Leit kréien keng Opdrag vum Gesondheitsminister. Si kënnen mat engem Thema befaasst ginn, mee si bleiwe fräi an deem, wat se maachen. Si bleiwen och fräi, sech ze auto-saiséieren. Wa se vläicht Problematike gesinn, déi een um Niveau vun der Politik net erkennt, sou ass et dese Leit dach awer ginn, fir sech selwer ze saiséieren an och do de Fanger an d'Wonn ze leeën, wou si se mat hirer Expertis gesinn.

Ech sinn duerfir ganz frou, dass genuch Fräiraum ginn ass, och bei der Selektioun vun den Experten, déi hei sollen dës Aarbecht bewerkstelligten an

Zukunft. Dat kenne souwuel déi sinn, déi direkt am Gremium dra sinn, mee et kann och Expertis vu baussen beméit ginn, wat sécherlech vu grousssem Interesse ass jee no Thema, op deem ee schafft, wou ee vläicht net onbedéngt op Dauer en Expert brauch, awer vläicht punktuell op engem bestëmmten Thema, wou ee sech ka Leit bäischalten.

A kuerze Wierder: Et geet drëms, dass Qualitéit net just e Mythos bleift, mee dass mer hei wierklech eng Institution hunn, déi eis duerch hiert Schaffen eng Basis gëtt, eng Basis, déi dann den öffentliche Debat kann alimentéieren. Asoufern sinn ech och iwwerzeegt, dass dat heite kee politesch Instrument ass. Déi Informatiounen, déi opbereet ginn, déi dénge justement dozou, lech alleguerten, eis alleguerten, de Leit dobaussen déi Informatiounen esou opzebereeden, déi ee brauch, fir da kënnen e politesch Debat ronderëm d'Gesondheetspolitik ze féieren.

Et ass net d'Aarbecht selwer, déi eng politesch Aarbecht ass. Dat ass den Input, dee mir alleguerten zesumme brauchen, fir wierklech an aller Transparenz da kënnen iwwer Gesondheetspolitik ze schwätzen an och Iddien ze developpéieren.

Wourëms geet et elo?

Et geet drëms, schnellstméiglech dësen Observatoire mat Liewen ze féieren. Dat ass och méi séier gesot wéi gemaach. Ech mengen, et ass wichteg, sech hei elo déi néideg Zäit ze huelen, déi richteg Leit en place ze kréien, sech och eng Methodologie de travail ze ginn, ze iwwerleeën, wat d'Prioritéite solle sinn, op deene geschaff gëtt. Eng Rei Attributione si vum Gesetz virgesinn, mee doriwver eraus si sécherlech ... Ech sinn iwwerzeegt, jiddwer Einzelnen huet Iddien, wourop dësen Observatoire scho kéint a sollt a misst schaffen. A fir mech ass et wichteg, an der éischter Phas effektiv elo déi néideg Zäit anzekloen, fir dëse Gremium anstänneg opzestellen, dass déi Leit sech fannen an dass een da vun do aus eng seriö Aarbecht an Zukunft ka maachen.

Ech begréissen dofir och de Wonsch, fir eng Kéier e Bilan ze zéien, sief et schonn eng Kéier no zwee Joer, fir ze kucken: Wat ass dann elo ginn aus dësem Observatoire? Am Moment ass dat eng Co-qualité vide. Mir hunn alleguerten eng Iddi ronderëm. Mir hunn eng Basis am Gesetz. Mee elo geet et drëms, déi richteg Leit och ze fannen, en place ze setzen, Prioritéiten ze setzen. An do kann et no zwee Joer sécherlech schonn e gudd Moment sinn, fir ze gesinn, wat aus dem Bëbee ginn ass.

Doriwver eraus, fir eng Evaluatioun, eng éischt Evaluatioun vun der Aarbecht selwer, schéngt mer den Delai, dee genannt ginn ass, vu fennef Joer méi appropriéiert. Ech mengen, dat brauch Ulfazäit. D'Leit mussen d'Zäit hunn, déi Aarbecht do och an der Déift kënnen ze maachen, soudass ech deen duebelen Delai eigentlech ganz interessant fannen, fir eng éischte Kéier e Bilan ze zéien: Jo, wou sti mer mam Observatoire? Wéi schafft deen Observatoire? Wéi ass en opgestallt? Wat si seng Prioritéiten? Wat ass säi Programme de travail, deen e sech gëtt? Et gëtt eng Verwaltung. Ech erënnere drun, dass all Verwaltung sech en Aarbechtsprogramm ze ginn huet, en Dräijoresplang. Och dës nei Verwaltung wäert dat musse maachen. An dat alles brauch Zäit a soll och déi néideg Zäit huelen, déi et da brauch, fir e seriösen Output hinze kréien.

De Wee ass also nach e laangen. Ech freeë mech jiddefalls. Et ass e ganz ambitiöse Projet. Ech kann lech op alle Fall versécheren, dass ech mäint wäert dozou bäidroen, dat heiten esou gutt wéi méiglech gestart ze kréien, an hoffen dann derbäi ze si bei deene Rendez-vousen, déi mer eis ginn, fir ze presentéieren, wat aus dësem Observatoire ginn ass. Et ass e wichteg Instrument fir eist Land. Et ass en Instrument, dat gefeelt huet an eisem Envrionnement, dee mer ronderëm d'Gesondheetspolitik hunn, an dat waart nëmme drop, geféllt ze ginn.

Voilà. Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7332. Den Text steet am Document parlementaire 7332¹⁸.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7332 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wellen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg uegheoll.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Aly Kaes), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly

Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen);

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue;

MM. Jeff Engelen (par M. Laurent Mosar), Fernand Kartheiser (par M. Roy Reding), Fred Keup (par M. Gilles Roth) et Roy Reding;

MM. Sven Clement et Marc Goergen;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Motioun, déi vun der ADR-Sensibilitéit deposéiert ginn ass, wou eng onofhängeg Evaluatioun vum Observatoire no fennef Joer gefrot ginn ass.

Motion 1

Wie wëllt d'Wuert zu dëser Motioun huelen? D'Madamm Francine Closener kritt d'Wuert.

■ **Mme Francine Closener (LSAP).** - Jo, villmools merci, Här President. Ech wollt dem Här Reding Merci soe fir déi Motioun. Ech mengen, et ass an eiser aller Interêt, dass mer eng Evaluatioun vun deem Observatoire maachen. Et ass jo fir d'éischte Kéier, dass mer esou e Gremium hei schafen, a mir hu jo vill dorunner geschafft. An ech mengen, dass mer och wëlle séchergoen, och als Chamber, dass bei deem Gremium genau dat erauskënn, wat mer eis virstellen.

Duerfir géif ech proposéieren, déi Motioun unzehuelen e eben a fennef Joer genau esou eng Evaluatioun ze maachen. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Closener.

Kënnen mer à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg uegheoll.

7. 7480 - Projet de loi modifiant :

1° la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide ;

2° la loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient

An da kéime mer zum Projet 7480. An ech géif der Rapportrice, der Madamm Cécile Hemmen, d'Wuert zu dësem Projet ginn, fir deen de Basismodell als Riedezäit festgeluecht ass. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

■ **Une voix.** - Très bien!

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

■ **Mme Cécile Hemmen (LSAP), rapportrice.** - Merci, Här President. Eigentlech ass dëst e Gesetz, wou et haaptsächlech drëms geet, fir zwou respektiv dräi Ännerunge virzehuelen, dovunner zwou um Gesetz vum 16. März 2009 iwwert d'Euthanasie an d'Stierhëllef an eng Ännerung um Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwert d'Rechter an d'Flichte vun de Patienten. Et ass e ganz schwéiert Thema, dat un dës Gesetzer geknapp ass, an eleng duerfir ass et mer och wichteg, fir e klengen historesche Réckbléck ze maachen.

Wéi d'Gesetzer iwwert d'Soins palliatifs an dat iwwert d'Stierhëllef am Dezember 2008 hei an der Chamber gestëmmt goufen, war dat den Ofschluss vu längeren a ganz kontroversen Diskussiounen an Debaten.

En Débat d'orientation an der Chamber gouf et schonns am März 1999. Deemools stoung dat souzesoen e bëssen a Relatioun mam Euthanasiegesetz an Holland, dat am Joer 2000 gestëmmt gouf. D'Belsch ass du kuerz drop nogezunn.

Am Februar 2002 war den Depot vun enger Proposition de loi 4909 vun eiser Parteikolleegin Lydie Err an dem Jean Huss vun déi gréng, 2003 den Débat d'orientation hei an der Chamber mat Rapport vun der Commission spéciale éthique iwwert d'Médecine palliative, den Acharnement thérapeutique an d'Euthanasie. An deem Rapport war et de Constat vum Droit à l'autodétermination an dem Refus vum Acharnement thérapeutique, dem Recht och op Soins palliatifs, den Traitements adéquats de la douleur an engem gudden Accompagnement um Liewensenn.

A Saachen Euthanasie ass dës Commission spéciale éthique sech awer net esou ganz eens ginn. Fir déi eng huet e Recht op Stierhëllef zum Recht op Autodétermination gehéiert, fir déi aner war dat moralesch net akzeptabel an et war eng Atteinte à la vie.

Am Dezember 2008 war schlussendlech de Vott vun de Gesetzer iwwert d'Soins palliatifs, d'Directives anticipées an den Accompagnement en fin de vie an iwwert d'Euthanasie an d'Assistance au suicide.

Deemools, Dir Dammen an Dir Hären, gouf op verschiddene Säite gefaart, et géif zu engem reegelerchten Euthanasietourismus kommen hei zu Lëtzebuerg. Dat war awer net de Fall. Och leien d'Demanden, fir vun der Stierhëllef Gebrauch ze maachen, bei enger Moyenne vu ronn siwe Fäll pro Joer.

Nach e klenge Bilan vun zéng Joer vun 2009 bis 2018, dat Joer, an deem mer dee leschte Rapport presentéiert krute vun der Commission d'évaluation. Am Ganzen hunn an zéng Joer 71 Persoune gefrot, fir Hëllef beim Stierwen ze kréien. Allgemeng goufen dës Demanden vun de Betraffenen an der Situatioun selwer formuléiert. Nëmme an engem Fall ass eng Euthanasie virgeholl ginn opgrond vun enger Demande, déi am Virus an der Disposition de fin de vie ausgedréckt gi war. An der grousser Majoritéit waren et Persoune iwwer 60 Joer, déi eng Euthanasie gefrot hunn. Praktikéiert goufe se zum gréissten Deel am Alter vu 40 bis 71 Joer am Spidol, 20 Persoune sinn doheem mat enger Stierhëllef gestuerwen an eng 10 just an de Strukturen.

Meeschtens, an dat an 58 vun 71 Fäll, hunn déi Betraffenen un enger Kriibserkrankung gelidden, a 7 un enger Maladie neurodégénérative. Zweifel, ob elo d'Konditiounen vum Gesetz erfüllt waren - also de fréi ausgedréckte Wëlle vun deem Betraffenen, deen an enger „situation médicale sans issue“ ass an deem säi physescht a psychesch Leide „constant, insupportable et sans perspective d'amélioration“ ass, an dass den Dokter och all Oplage vum Gesetz erfüllt -, gouf et bei der Commission de contrôle et d'évaluation bei kenger vun dësen 71 Euthanasien.

Just als Informatioun: Bis Enn 2018 goufen 3.317 Dispositions de fin de vie enregistriert.

Mëttlerweil, zwielef Joer nom Vott vum Gesetz iwwert d'Euthanasie an d'Stierhëllef, ginn dann haut mat dësem Gesetz dräi Upassung gemaach, déi sech opgrond vun der Erfahrung als ganz néideg erweisen hunn. Et si wichteg Ännerungen, déi och zanter Jore vun der Commission nationale de contrôle et d'évaluation an hire Rapporte proposéiert, jo souguer gefrot goufen.

Esou gëtt am Artikel 6 vum Gesetz vum 2009 en neien Alinea bäigefüügt, dee sech op d'Zesumsetzung vun der Commission nationale de contrôle et d'évaluation bezitt. Et sinn néng Membere an där Kommissioun, déi zesumme kënn, wann eng Demande fir eng Stierhëllef virläit, a si kann och nëmme tagen, wann och op d'mannst siwe Membere present sinn. An der Praxis ass et net ëmmer einfach, fir d'Reuniounen vun där Kommissioun ze organiséieren, wou jo de Quorum muss erfüllt sinn. Et war wichteg, fir do eng Léisung ze fannen an och nozebesseren, well d'Problemer beim Fonctionnement vun där Kommissioun riskéieren, zu Delaien a Waardezäite bei der Analys vun der Demande vun enger Euthanasie ze féieren.

Esou gi mer mat dësem Gesetz op de Wee, fir dass all Member och e Membre suppléant sollt hunn. Opgrond vum Avis vum Staatsrot gouf preziséiert, dass d'Membres suppléants no den nämmlechte Krittären designéiert gi wéi d'Membere selwer, soudass déi ursprénglech Kompositioun vun dëser Kommissioun sech deemno net ännert, dat heescht dräi Dokter, dräi Juristen, ee Vertrieeder vun de Professions de santé an zwee Vertrieeder vun enger Organisation, déi sech fir d'Patienterechter asetzt.

Déi zweet Modifikatioun ass en Ajout zum Artikel 15, dee seet, dass den Doud vun enger Persoun, wou op Euthanasie oder Assistance au suicide zréckgegraff gouf, mat engem natierlechen Doud, also mat „mort naturelle“ gläichstellen ass. De Commentaire vun dësem Artikel seet, dass heiduerch d'Konsequenze vun Doud méi einfach gereegelt ginn a puncto Liewensversécherungen, déi jo am Fall vun engem Suicide bekanntlech net spillen.

Wat elo d'Deklaratioun an d'Kommunikatioun ueget un déi öffentliche Instanzen, do ännert sech awer

näischt. An d'Justiz muss an alle Fäll hir Aarbecht kënnen maachen.

Grad op dëser Plaz wéilt ech op en Austausch hiweisen an der Santéskommissioun vum 24. September 2019, an dat bei Geleeënheet vun der Presentatioun vum fennefte Rapport vun der Kontrollkommissioun. Et wier wichteg ze betounen, dass de Recours fir eng Euthanasie oder eng Stierhëllef ëmmer nach eng grouss Ausnam ass. All d'Froer ronderëm déi schwéier Thematik gi mat vill Seriö, mat Mënschlechkeet a Professionalismus behandelt.

Ech wéilt och hei nach eemol drun erënnere, dass schwéier krank Leit, déi ënnert d'Applikatoune vum Gesetz falen, ganz prezis Konditiounen mussen erfüllen, ënner anerem, dass se an enger „situation médicale sans issue“ sinn an dass hir physescht oder psychesch Leide „constant, insupportable et sans perspective d'amélioration“ sinn. Si kënnen jo och selwer de Choix maachen, fir hirem leedvollen an aussichtslose Liewen e wierdegt Enn ze erméiglechen.

Ech kommen dann elo nach zu der drëtter Ännerung, déi an dësem Projet de loi virgesinn ass. Si betrëfft d'Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwert d'Droits et obligations du patient. Do geet et drëms, dass d'Personne de confiance, déi, déi am Kader vun dësem Gesetz virgesinn ass, déi selwecht ass wéi déi, déi bei de Soins palliatifs an enger Stierhëllef consultéiert gëtt. Duerfir gëtt am Gesetz iwwert d'Patienterechter, méi genee am Artikel 12, eng Referenz op d'Gesetz iwwert d'Stierhëllef bäigesat.

Nach vläicht zu e puer Recommendationen a Froen, déi vun der Commission de contrôle an d'évaluation opgeworf goufen, nieft dësen dräi Ännerungen, déi jo dann haut virgeholl goufen.

Gefrot gi besser a méi ausféierlech Informatiounen an domadder d'Sensibilisatioun vum Grand public. Gefrot gëtt och, dass d'Formation schlussendlech méi poussiéiert soll si fir d'Dokteren an och d'Gesondheetspersonal, wat d'Soins palliatifs an d'Euthanasie, d'Assistance au suicide soll beinhalten, d'Obligatioun, fir bei der Admissioun am Spidol oder enger Flegestruktur ze froen, ob de Patient, de Resident d'Dispositions de fin de vie festgesat huet.

An zwou bis dräi Question-parlementaire goufen och interessant Äntwerte geliwwert. D'Fro zum Beispill vum früie Choix an Zougang vun de Patienten zum Akt vun der Euthanasie an de verschiddeste Strukturen, dat sollt eigentlech garantéiert sinn, war an enger Äntwert vum Minister Étienne Schneider ze liesen 2019 am November: « L'ensemble des établissements hospitaliers, y compris les établissements d'accueil pour personnes en fin de vie, devraient ainsi prévoir la possibilité pour leurs patients de bénéficier d'une euthanasie ou d'une assistance au suicide dans un environnement adéquat et digne. »

Bei Refus vun engem Dokter, fir eng Euthanasie ze maachen - an dat Recht steet explizit och am Gesetz -, sollten d'Strukturen eng fest Prozedur hunn, fir séier an adequat kënnen op d'Demande vum Patient ze reagéieren.

Gefrot war och an enger Question parlementaire, wéi et mat der Tarifikatioun bei der CNS wier. Och hei eng kloer Äntwert vum Minister Schneider: « les actes médicaux liés à l'euthanasie peuvent être mis en compte avec les codes figurant dans la nomenclature actuelle des actes et services des médecins. » Domat sinn déi Akten ofgedeckt an et muss deemno net nogebessert ginn an der Nomenclature.

Fir nach ganz komplett ze sinn, wéilt ech natierlech och nach op déi parlamentaresch Prozedur ze schwätze kommen. Dëse Gesetzestext gouf den 3. Oktober 2019 vum Minister Schneider deposéiert. Den Avis vum Staatsrot koum de 16. Juni 2020. An der Reunioun vun der Santéskommissioun vum 20. Oktober 2020 gouf de Gesetzestext presentéiert grad och wéi den Avis vum Staatsrot an ech hat d'Éier, fir Rapportrice genannt ze ginn. De Rapport, mäi schréftleche Rapport, gouf den 2. Februar an der Santéskommissioun majoritär uegheoll.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech ginn natierlech d'Zoustëmmung vu menger Partei. Merci!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - An ech soen der Madamm Rapportrice, der Madamm Cécile Hemmen, villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Françoise Hetto-Gaasch. Madamm Hetto-Gaasch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke géif ech wëllen der Rapportrice e grouse Merci soe fir hire ganz explizite schréftlechen an och mündleche Rapport.

Dir hutt et héieren: Mir huelen also haut dräi kleng Upassungen um Euthanasiegesetz vum 2009 vir. An

ech wëll och direkt am Ufank ganz kloer soen, dass mir als CSV dës Adaptatiounen wäerte matstëmmen, och wann d'Denominatioun „mort naturelle“, fir an Zukunft den Doud ze beschreiw vum enger Persoun, déi un de Suite vum enger Euthanasie oder vum engem Suicide assisté gestuerwen ass, sech eigentlech vum der Terminologie a vum Akt hier widersprécht, well eng Euthanasie ëmmer en Akt ass, deen den Doud vum Patient erbäiféiert.

Dat Ganzt ass jo, wéi mer héieren hunn, an engem kontraktuelle Kontext ze gesinn, well et geet drëms, dass d'Assurancen de Suicide assisté an d'Euthanasie vum juristesche Standpunkt hier als Mort naturelle solle behandelen.

Ech wëll awer vum der Geleëenheet profitéieren, fir e puer ganz wichteg Iwwerleeungen, déi sech aus Gespréicher mat Leit vum Terrain an och mat be-
traffene Leit erginn hunn, hei mat lech ze deelen.

D'Theemen onheelbar Krankheet, Palliativfleeg a Fin de vie si leider nach ëmmer Tabutheemen! D'Gesetz ass zanter 2009 en vigueur, mee um Terrain leeft dat awer net ëmmer esou, wéi enk um Palliativgesetz drunhänkt, hält fest, wat e Patient wëllt a wat en net wëllt, wann e bis an der avancierter Phas oder an der Schlussphas vu senger uerger Krankheet ukomm ass. Allerdéngs gëtt se just gekuckt, wann de Patient net méi wakereg ass a sech selwer net méi äusseren kann.

Fir vill Leit dobaussen ass et och net ëmmer kloer, wat dat eent ass a wat dat anert ass. Duerfir muss d'Regierung nach weider opklären. D'Patienteverfügung oder d'Directive anticipée, déi enk um Palliativgesetz drunhänkt, hält fest, wat e Patient wëllt a wat en net wëllt, wann e bis an der avancierter Phas oder an der Schlussphas vu senger uerger Krankheet ukomm ass. Allerdéngs gëtt se just gekuckt, wann de Patient net méi wakereg ass a sech selwer net méi äusseren kann.

Et ass immens wichteg, scho ganz laang am Virfeld mam Patient alles ofzeklären an e puer Gespréicher, laang éier d'Phas vum Stierwe méi no réckelt, an dat léisst sech am allerbeschte mat sengem Vertrauensdokter maachen.

An enger Disposition de fin de vie kann de Wonsch no Euthanasie festgehale ginn a spillt zu deem Moment, wou de Patient sech net méi selwer ausdrécke kann. Dës Dispositioun muss bei der Commission nationale de contrôle et d'évaluation enregistriert ginn. A béide Fäll ass et awer wichteg, dass de Patient am Virfeld eng Vertrauenspersoun doruwwer informéiert huet, déi dann, le moment venu, dem zoustännegen Dokter dem Patient säi Wonsch matdeelt. Dernieft gëtt et jo dann och nach aner Techniken wéi Sedatioun, wouduerch een extreem Symptomer versicht an de Grëff ze kréien an de Mënsch an eng Zort Schlof versetzt. Erëm aner Patienten, déi stierweskrank sinn, refuséieren z'iessen oder ze drénken, fir domadder selwer hir Decisioun, hirem Liewen en Enn ze setzen, ëmzesetzen.

An da gëtt et d'Palliativmedezinn, déi duerch adequat Symptomkontroll a Schmäerztherapie de Patient, deen onheelbar krank ass, begleet. Si soll seng Liewensqualität bis zum Schluss erhalen. Leider gëtt d'Palliativmedezinn meeschtens just gesinn als lescht méiglech Therapie oder Stierfmedezinn, déi op enger Statioun stattfënn. Dobäi ka se vill éischter ufänken.

Dat géif natierlech bedeuten, dass „advance care planning“ géif stattfannen, ze verstoen als eng vir-ausschauend Planung, wat Therapie a Soinen ubelaangt, jee no Wonsch vum Patient, an eigentlech och vill éischter misst agesat ginn, esou wéi et och vill international Etüden, zum Beispill an der Onkologie, ëmmer méi beweisen.

Den Dokter, dat kann och en Allgemengmedezinner sinn, géif an e puer Gespréicher mat sengem Patient ofklären, ganz am Ufank, wann eng onheelbar Krankheet diagnostizéiert ass, an och am Verlaf vun där Krankheet - also net an enger akuter Situatioun -, ob en zum Beispill an eng Reha wëllt goen oder net. Dës Gespréichsféierung géif dem Dokter et erlaben, ganz genee dem Patient säi Wëllen ze erkennen an déi eenzel Schrëtt am Verlaf vun der Krankheet ze plangen a gegebenfalls déi eng oder aner Interventioun oder Therapie ewechze-
loossen, fir Iwwertherapeieren iwwerhaupt net opkommen ze loossen, esou nom Motto: „allow natural death“.

Duerfir brauche mer awer méi national palliativ Netzwerker, flächendeckend, esou wéi dat an Däitschland och de Fall ass. Mir brauche ganz gutt forméiert Dokter, Allgemengmedezinner, déi psychosozial Gespréichsféierung an hirer Ausbildung hunn. Et wier och sénnvoll, dass si zum Beispill als Allgemengmedezinner e Stage op Palliativstatiounen géife maachen an net just d'Onkologen. Eng fréizäitig Vernetzung Onkologie-Palliativmedezinn wier sénnvoll, awer och mat anere Spezialisten wéi zum Beispill aus der Kardiologie oder Pneumologie oder Neurologie an der Geriatrie.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Finalitéit ass e Stierwen an Dignitéit, ob iwwert de Wee vun enger Euthanasie, engem Suicide assisté oder palliativ. Dëst soll dem Patient iwwerlooss sinn. E soll opgekläert sinn, wat fir Méiglechkeeten en huet, a säi Wonsch soll respektéiert ginn.

Geneesou soll och dem Dokter seng Autonomie, fir dierfen ze refuséieren, och respektéiert ginn, esou wéi et och am Gesetz steet.

An deem Sënn deposéieren ech och elo eng Motion, wou ech déi eenzel Elementer, déi ech elo beschriwwen hunn, afléisse gelooss hunn:

Éischtens emol: De Wonsch vum Patient muss respektéiert ginn. A wann en Dokter sech selwer net gesäit eng Euthanasie maachen, da muss en e Confrère fannen, deen dësen Akt bereet ass ze iwwerhuelen. Anerefalls brauche mer kee Gesetz.

Et sollt eng Gespréichsphas stattfannen, laang am Virfeld, fir domadder dem Patient säi Wëllen ze kennen, deemno en „advance care planning“ ze schaffen an Iwwertherapeieren ze evitéieren.

Fir d'Theema ze enttabuiséieren, sollte mer en nationalen Dag „Fin de vie“ aféieren, en Dag, wou d'Stierwen an d'Schwätzen iwwert d'Stierwen am Mëttelpunkt stinn.

De Volet „Fin de vie“ sollt an der Ausbildung vum Allgemengmedezinner op der Uni ausgebaut gi mat Stage op Palliativstatiounen an enger Formatioun a psychosozialer Gespréichsféierung.

A mir sollte flächendeckend en nationaalt Palliativnetzwerk vum Onkologen, anere Spezialisten, Palliativmedezinner a Generalisten opbauen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a wier frou, wann dës Motioun vun der CSV géif op eng breet Zoustëmmung treffen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- sachant que les soins palliatifs, l'euthanasie et l'assistance au suicide ont été introduits dans la législation luxembourgeoise par deux lois du 16 mars 2009 ;

- estimant que la finalité de tous ces textes est d'offrir à des personnes atteintes d'une maladie incurable, accompagnée de souffrances physiques ou psychiques insupportables, une fin de vie en dignité ;

- sachant qu'aucun médecin n'est tenu de pratiquer une euthanasie ou une assistance au suicide ;

- constatant que le sujet « fin de vie » est toujours un tabou dans notre société ;

- considérant que les médecins accompagnant des personnes en fin de vie déplorent un manque de communication entre les acteurs médicaux et constatent que le principe du « advance care planning » est malheureusement loin d'être coutumier ;

- estimant que l'entretien du médecin accompagnant avec le patient devrait être valorisé en tant qu'acte médical afin de pouvoir planifier une fin de vie en dignité ;

- constatant qu'un véritable réseau de soins palliatifs avec, comme acteurs principaux, les médecins généralistes, les réseaux de soins, les oncologues et les médecins spécialisés en soins palliatifs constituerait une véritable plus-value pour les patients en fin de vie,

invite le Gouvernement

- à œuvrer afin de garantir que la volonté du patient soit respectée, notamment en incitant les médecins qui refusent de pratiquer une euthanasie ou une assistance au suicide à orienter le patient concerné vers un médecin disposé à réaliser le cas échéant une euthanasie ou une assistance au suicide ;

- à organiser une journée nationale « fin de vie » afin de mieux informer la population sur ce sujet sensible et taboué ;

- à évaluer les coûts liés à l'« advance care planning » ainsi qu'à l'entretien avec les patients en fin de vie en vue d'une insertion dans la nomenclature des actes ;

- à prévoir le volet « fin de vie » dans le cadre des études spécialisées en médecine offertes à l'Université du Luxembourg, notamment en y insérant le volet de l'entretien psychosocial ainsi que des stages dans le domaine des soins palliatifs pour les étudiants en médecine générale ;

- à organiser une table ronde avec tous les acteurs concernés afin de créer un réseau institutionnalisé et efficace des soins nécessaires pour les patients en fin de vie.

(s.) Françoise Hetto-Gaasch, Martine Hansen, Georges Mischo, Marc Spautz, Claude Wiseler.

■ Plusieurs voix.- Très bien!

■ M. Fernand Etgen, Président.- Merci villmoos, Madamm Hetto-Gaasch. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

■ Mme Carole Hartmann (DP).- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt soen ech der Rapportrice e grouse Merci fir den Historique. Et ass e Sujet, wou een e puer Explikatiounen muss ginn. Den Historique war ganz komplett, wat mir et erlaabt, iwwer verschidde Saache vläicht e bësse méi séier ewechzegoen.

Dir hutt et gesot: Mir adaptéieren de gesetzleche Kader vun 2009 par rapport zu enger Rei Recommandatiounen, déi mer vun der Commission nationale de contrôle et d'évaluation de l'application de la loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide an hiren entre-temps scho fënnf Rapporte gemaach kruten.

Déi wichtegst Adaptatioun an dësem Text ass mat Sécherheet déi, dass den Doud vun enger Persoun no enger Euthanasie oder enger Assistance au suicide an Zukunft als natierlechen Doud wäert ugesi ginn. Dës Präzisioun stoung bis elo net am Text, wat notament derzou gefouert huet, dass Liewensversicherungen net ausbezuelt gi sinn. Duerch d'Qualifikatioun als Mort naturelle kann dës elo och bei esou engem Doudesfall u Familjen ausbezuelt ginn.

Dës Präzisioun ass a mengen Aen awer och eng Aart Unerkennung, en Ausdrock vu Respekt vis-à-vis vun enger Persoun, déi den ausdréckleche bewusste Choix gemaach huet, fir op eng Stierfhëllef zréckzegräifen.

2009 war Lëtzebuerg dat drëtt Land an der EU - no Holland an der Belsch; et ass gesot ginn -, dat e legale Kader fir d'Euthanasie geschaaft huet. Et goung dobäi ni dorëms, fir eng Euthanasie ze féerden. Mir hunn awer enger Realitéit Rechnung gedroen. Et ginn nämlech Fäll, wou Persounen duerch eng Krankheet, déi se hunn, en extreem penibelt an onwierdegt Liewensenn riskéieren a wou och d'Palliativmedezinn op hir Limite stéisst. Ënner ganz restriktive Konditiounen a Kontrolle kann dohier e Patient, deen dat explizitt freet, vu sengem Leiden erléist ginn.

Wann all Dag mat extremer Péng verbonnen ass, unni Aussicht op Besserung, a wann d'Liewensqualität all Dag ee Stéck méi verluer geet, dann ass et dem Einzelne säi Choix, ob e säi Liewen ënner dësen Ëmstänn weiderféieren oder an Dignitéit aus dem Liewe goe wëllt.

Här President, niewent de Recommandatiounen, déi mir aus dem Rapport iwwert d'Euthanasie iwwerhuelen an an eise gesetzleche Kader integréieren, huet d'Commission nationale awer och nach weider Recommandatiounen gemaach, iwwert déi mer och elo nodenke sollten. Do geet et un éischter Stell ëm d'Informatioun, souwuel generell Informatiounen vum Grand public wéi och spezifesch Informatiounen vu Concernéierte respektiv potenzielle Concernéierten.

Well och, wa mir de legale Kader fir eng Euthanasie oder eng Assistance au suicide hunn, doe mer eis awer weiderhi schwéier, iwwert de Sujet ze schwätzen. Eppes muss menger Meenung no onbedéngt assuréiert ginn, nämlech e kompletten an iwwersiichtlechen Accès op Informatiounen fir Persounen, déi sech fir hir eige Situatioun mam Sujet befaasse respektiv och fir Leit aus hirem Entourage.

Concernéiert Persounen mussen wëssen, u wie si sech kënnen wenden, fir un déi néideg Informatiounen ze kommen. Et ass e Fakt an och net verwerflech, dass net all Dokter waarm fir dës Sujet ass respektiv dass och net all Dokter sech mat de Prozeduren vun enger Euthanasie oder enger Assistance au suicide auskennt.

Am aktuelle Gesetz hu mer och virgesinn, dass en Dokter, deen aus moralesche Grënn keng Euthanasie wëllt maachen, sengem Patient dat innerhalb vu 24 Stonne matdeele muss an dann och net gezwonge gëtt, eppes ze maachen, wat en net wëllt.

Wat allerdéngs net virgesinn ass, dat ass de Verweis vum Patient op en aneren Dokter oder eng Struktur, déi dem Concernéierten hëllef kann. Et gëtt de Moment keng Informationspflicht an deem Sënn. D'Fro, déi sech stellt an déi mir eis alleguer zesumme mussen stellen, ass also déi, wéi mir assuréiere kënnen, dass déi néideg Informatiounen iwwer Euthanasie bei de Concernéierten ukommen.

Dat muss engersäits vun Dokterinnen assuréiert ginn, déi op dësem Sujet speziell forméiert sinn, mee och eis Spideeler spillen a mengen Aen eng wichteg Roll. Et fält op an de Constate vun den duerchgefouerten Euthanasien, dass eng Tendenz besteet, dass manner Euthanasien an de Spideeler gemaach ginn, mee méi ausserhalb, virun allem och doheem.

2017 an 2018 - et ass scho gesot ginn - goufe vun insgesamt 19 Euthanasien just zwou dovunner an de Spideeler duerchgeféiert. Dat ass eng grouss Verännerung am Verglach mat 2016, wou alleguerten d'Euthanasien, nämlech zéng Stéck, an de Spideeler duerchgefouert goufen.

De früie Choix vum Patient spillt do bestëmmt eng wichteg Roll an awer muss dës Entwécklung aus de Spideeler eraus - a mengen Aen - analyséiert ginn an domat och d'Prozeduren, d'Servicer an d'Kontaktpersounen, déi et an eise véier Centres hospitaliers a puncto Euthanasie an Assistance au suicide ginn, well och an eise Spideeler sollte Patienten, déi eng Euthanasie a Betruecht zéien, komplett opgekläert a suivéiert ginn.

Well ech weess, dass 2020 och de Plan national sur la fin de vie sollt lancéiert ginn - deen ass duerch

d'Actualitéit mat Sécherheet a Verzicht geroden -, wollt ech bei der Madamm Minister nofroen, wéi wäit mer domat sinn an ob an dësem eventuell och schonn eng Rei vun den Iwwerleeungen aus de Recommandatiounen matagefloss sinn.

Här President, Lëtzebuerg ass eent vun de véinege Länner, dat e gesetzleche Kader fir Euthanasie an Assistance au suicide huet, mee mir mussen eis weiderhi beméien, nach méi oppe mat dësem Sujet ëmzegoen an och den Doud ze enttabuiséieren.

Ech soen lech Merci.

■ Une voix.- Très bien!

■ M. Fernand Etgen, Président.- Merci villmoos, Madamm Hartmann. Ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

■ Mme Josée Lorsché (déi gréng).- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, „Et ass déi éischte Kéier, wou déi dräi aktuell Regierungsparteien, DP, LSAP an déi gréng, sech am Parlament zesumme géint d'CSV stellen an d'Dräierkoalitioun domat eigentlech virewechhuelen“, huet d'Dani Schumacher am März 2019 an hirem Réckbléck op dat zéngjäregt Bestoe vum Euthanasiegesetz am „Lëtzeburger Wort“ gemengt. Ech mengen, d'Madamm hat net ganz Onrecht.

Déi ongewéinlech, fir net ze soen onhelleg, Allianz tëscht der Majoritéitsdeputéiert Lydie Err an dem Oppositionsdeputéierte Jean Huss huet net just an de Medie fir Opregung gesuergt, se huet och a villen anere Kreesser zu heftegen Diskussiounen gefouert, vum Stammdeesch bis eran an de Palais.

Interessant ass dobäi, dass béid Deputéiert schonn am Joer 2002 eng gemeinsam Proposition de loi ausgeschafft, deposéiert a verteidigt haten. Allerdéngs huet den Erfolg vun dëser Initiativ laang op sech waarde gelooss. D'Ënnerstellung nämlech, dass d'Familjen eeler Persounen wëllten deconnectéieren, fir un hir lerschaft ze kommen, oder Argumenter wéi moralesche Verwerflechkeet, Angschtmaacherei viru méiglechen Abusen a Stierftourismus an de kategoresche Refus, engem Patient d'Recht ze ginn, autonom iwwer säi Liewensenn ze bestëmmen, hu jorelaang zu kontroversen a ganz emotionalen Diskussiounen gefouert, mam Resultat, dass et siwe Joer gedauert huet, bis d'Proposition de loi eeben no ganz emotionalen Debatten och an der Chamber mat 31 Jo-Stëmme géint 26 Neestëmme an 3 Enthaltungen guttgeheescht ginn ass an d'Recht op Stierfhëllef gesetzlech verankert huet.

De Refus vum Grand-Duc, dat Gesetz ze ënnerschreiw, déi domat verbonne Staatskris, déi mer jo net oft zu Lëtzebuerg hunn, an déi uschléissend Verfassungsännerung si weider Elementer, déi d'Geschicht vun dësem Gesetz markéiert hunn.

Här President, haut, bal zwielf Joer nom Vott, gesäit d'Welt anescht aus, wéi vu munche virusgesot. Et kouw weeder zum Abus nach zu anere Schreckenszenarien, déi vu munche Géigner vum Gesetz propheet gi waren. An et muss ee soen: Mat 71 Fäll innerhalb vun den zéng Joer, déi am leschte Rapport eraasst gi sinn, läit Lëtzebuerg, proportionell gesinn, wäit ënnert den Zuele vun Holland an der Belsch. An och um Niveau vun de Plainté wéinst suspektem Verhale läit bis haut keen eenzeg Dossier vir.

Dat Eenzegt, wat een haut ka feststellen, Dir Dammen an Dir Hären, ass, dass all Joer e puer Patienten vum Recht Gebrauch maachen, hirem onheelbare Leide mat Hëllef vun der Euthanasie en Enn ze setzen, an dankbar dofir sinn.

D'Modifikatiounen, déi mer haut virhuelen, ännere weider näischt um Fong vum Ganzen, mee bestinn aus verschiddegen Upassungen, déi längst iwwerfällig sinn. Si goufe schonn am zweete Rapport ernimmt. Ech wëilt och der Madamm Hemmen Merci soen, well se all déi Modifikatiounen hei an hirem Rapport ganz gutt duergeluecht huet.

Éischtens gëtt jo den Doud duerch d'Stierfhëllef bei onheelbarer Krankheet net méi mat Suicide gläichgestallt. Dat huet d'Madamm Hemmen gutt erklärt. Dës Präzisioun ass net nëmme deontologescher Natur, si spillt och eng Roll, wéi gesot, bei de Liewensversicherungen an den Assurancen.

Allerdéngs stellt de Staatsrot sech hei d'Fro, ob dës Modifikatiounen d'Konsequenze vum Doud duerch Euthanasie effektiv besser reegelen an ob d'Ëmstänn vum Doud iwwerhaupt un déi éffentlech Autoritéite kommuniquéiert wäerte ginn. Am Zweifelsfall ginn d'Ëmstänn natierlech och weiderhi vun de Justizautoritéite kontrolléiert, esou wéi et och vum Staatsrot ënnerstrach gëtt.

Déi zweet Modifikatioun bezitt sech dann op d'Commission nationale de contrôle et d'évaluation, déi mat Suppleanten ausgestatt gëtt, fir besser kënnen ze funktionéieren, wat och an eisen Ae ganz positiv ass a keng weider Froen opwerft.

Déi drëtt Ännerung bezitt sech dann op d'Gesetz vun de Patienterechter vun 2014, an deem d'Designatioun vun enger Vertrauenspersoun fir Euthana-

siepatienten anscheinend vergiess gi war. U sech weist dësen Oubli, datt och nach am Joer 2014 net direkt de Reflex bestanen huet, d'Rechter vun den Euthanasiepatienten mat deene vun de Palliativpatienten gläichzesetzen. Dat gëtt elo mat dësem Projet de loi nogeholl.

Léif Kolleginnen a Kollegeen, wéi gesot sinn dës dräi Modifikatiounen net onwichtig. Se änneren awer näischt drun, datt sech weiderhin eng Rei Problemer stellen, wat d'Ëmsetzung vum Gesetz ugeet. De Maître Jean-Jacques Schonckert, de President vu „Mäi Wëllen, Mäi Wee“, weist zu Recht drop hin, datt d'Acteuren um Terrain sech generell nach ëmmer schwéierdinn, den Akt vun der Euthanasie duerchzuführen.

Domat, an dat wëll ech ënnersträichen, stellt kee Mënsch d'Recht vun den Dokterinnen op d'Gewëssensfräiheet a Fro. All Dokter muss selwer fir sech entscheede kënnen, ob en eng Euthanasie wëllt duerchféieren oder net. Dat ass e Grundrecht vun all Dokter. D'Gewëssensfräiheet vun den Dokterinnen ass allerdéngs eng individuell Fräiheet a keng institutionell Fräiheet. Dat geet och aus enger Äntwert vun der fréierer Santéministesch Lydia Mutsch op eng Question parlementaire aus dem Joer 2016 ervir.

Et bedeit, datt eng Institutioon u sech net d'Recht huet, d'Gewëssensfräiheet vun den Dokterinnen als Argument ze benotzen, fir eng Euthanasie ze refuséieren. Villméi mussen d'Institutioon an d'Strukturen de Patienten d'Méiglechkeet schafen, hiert legaal Recht op Euthanasie fir sech an Usprock ze huelen. Konkreet heescht dat, wat och d'Madamm Carole Hartmann virdrun hei gesot huet, datt se d'Patiente beim Choix vum Dokter richteg informéieren an orientéieren, esou zum Beispill duerch eng Kontaktperson.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vun dëser Debatte féiert et elo ze wäit, fir op all déi aner Recommendationen vun der Kommissioun anzugehen. Mir mengen awer, datt se net dierfen am Tirang verschwannen. A mir sinn och sécher, datt se dat net maachen. Duerfir begrësse mir all Schrëtt, dee gemaach gëtt, fir se um Terrain ëmzesetzen. Do gehéiert an éischter Linn d'Sensibiliséierung an d'Informatioun vun de Biergerinnen a Bierger derzou, wou laut enger Ëmfro vun der ILReS nëmme véier vun zéng Leit am Bild sinn, datt esou e Gesetz iwwerhaapt existéiert.

„D'Akzeptanz ass ganz grouss an d'Informatioun ass wierklech [...] minabel. D'Patiente wëssen oft net, [...] dass et [esou e Gesetz] gëtt. A wa se dat wëssen, da wësse se oft nach net, wéi se sech mussen uleeën, fir et ze kréien,“ huet de Psychiater Paul Rauchs, deen och Member vun der Evaluatiounskommissioun ass, d'lescht Joer ganz trefend um Radio 100,7 betount.

Begrëssenswäert ass fir eis, datt mir eent vun de liberalste Gesetzter am Beräich vun der Euthanasie hunn, well et d'Krankheetsbiller, déi ënnert d'Euthanasie falen, net definéiert. Dat gëtt den Dokterinnen eng ganz grouss Fräiheet. Dës Fräiheet ass awer och mat enger grousser Verantwortung a mat vill Fingerspitzegedull verbonden, virun allem, wann eng Demande d'euthanasie vun enger psychescher kranker Persoun virläit.

D'Veantwortung vun der Regierung läit op där anerer Säit natierlech doran, de Recommendationen vun der Kommissioun op alle Pläng nozekommen, fir datt d'Recht op Stierfhëllef no zwielef Joer endlech dee Stellewäert an eiser Gesellschaft kritt wéi d'Recht op Palliativmedezinn. Bëid si wichteg Piliere vun engem humanen a solidaresche Gesondheetssystem an duerfir si mer frou, datt d'Stierfhëllef an d'Palliativmedezinn net méi géinteneen ausgespillt ginn.

Domat ginn ech den Accord vun eiser grénger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- An ech soen der Madamm Lorsché villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Roy Reding (ADR).**- Merci, Här President. Ech maache keen Historique vum Euthanasiegesetz. Meng Partei ass, wa a bleift géint de Prinzip vun der Euthanasie. Duerfir wäerte mir och nimools e Gesetz matstëmme, dat euthanasieléiert ass.

An dësem konkreete Fall wäerte mer awer och net dergéint stëmme, well mir begrëssen ausdrécklech d'Assimilatioun vun der Euthanasie zur Mort naturelle. A wéi virdrun scho gesot ginn ass, et geet hei ëm Leit, déi an enger Situation médicale si sans issue, sans espoir d'amélioration, déi also, wann dem gesonde Mënscheverstand nogelauschert gëtt, souwisou relativ kuerzfristeg no där Euthanasie géife stierwen.

Aus deem Grund wäerte mir eis als ADR bei dësem Text enthalten. Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Reding. An da geet d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Baum. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Merci, Här President. Ech mengen, datt ee soe kann, datt no dem Historique, deen och d'Madamm Hemmen a virun allem d'Madamm Lorsché gemaach hunn, d'Debatt op jidde Fall weesentlech manner emotional a manner hëtzig geféiert gëtt haut, wou et eng punktuell Ännerung gëtt, wéi dat nach virun iwwer zéng Joer de Fall war, wéi d'Gesetz agefouert ginn ass, wat och beweist, datt och an der Chamber d'Akzeptanz an, mengen ech, d'Weiderkommen an den Iwwerleueunge fortgeschritt sinn an datt mer haut och an enger anerer gesellschaftlecher Situatioun sinn, wéi dat virun zwielef Joer nach de Fall war, wat absolutt begrëssenswäert ass.

Et kënn een net derlaanscht feststellen, datt dat, wat vu ville Leit gefaart ginn ass, nämlech datt et zu masseweisen Abuse géif kommen, datt d'Praxis vun deene leschte Joren dat evidenteweis widderleucht huet.

Mat dësem Text maache mer zwar formal just kleng Ännerungen, ech mengen awer, datt et genau dee richteg Wee ass, nämlech déi Assimiléierung vun der Euthanasie an der Assistance au suicide u Mort naturelle, déi Implikatiounen huet, wat d'Versécherungen ugeet, mee déi awer, mengen ech, och e ganz staark symbolesche Charakter huet, deen och wichteg ass, well et geet ëm Dignitéit, et geet ëm Selbstbestimmung, ëm d'Autodeterminatioun vum Mënsch och a senger leschter Phas vum Liewen, wat e Grundwäert an och e Grundrecht ass, wat dëst Gesetz och nach eng Käier staark ënnersträicht.

Ech kann och dat affirméieren, wat d'Madamm Hartmann gesot huet, datt de Chantier sécher nach net eriwweert ass, datt et nach un Informatiounen deelweis feelt. An déi Leit, déi déi Informatiounen transmettéieren sollen, Dokterinnen a virun allem Spideeler... An och do rejoinéieren ech dat, wat d'Madamm Lorsché gesot huet, datt et keen institutionell Recht gëtt, déi Informatiounen ze verweigere respektiv d'Assistance au suicide net duerchzuführen, mee natierlech en individuell Recht vum behandelnden Dokter.

Dëst gesot stëmme mir dësen Text mat.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Marc Baum. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, mir wäerten alleguete stierwen. Mir wëssen et a probéieren et awer esou gutt et geet iergendwéi ze ignoréieren.

Wann ee gesond ass, dann ass dat méi einfach. Da kann ee sech de schéine Saachen am Liewe widmen a sech dorobber konzentréieren, mee wann een dann awer onheilbar krank ass, da kënn de Moment, wou ee spiert, datt d'Liewen op en Enn geet an een der Tatsaach net weider aus dem Wee ka goen.

An da stellt sech d'Fro, ob ee bis zum Schluss kämpfe wëllt, kämpfe kann oder ob een zu engem selwer bestëmmte Moment aus dem Liewe geet. D'Recht, dës Fro individuell beäntweren ze dierfen, an d'Recht, insupportabel Zoustänn net erdroen ze mussen, wa keng Chance op Heelung méi besteet, sinn eng grouss Errungenschaft, déi mam Gesetz iwwer d'Euthanasie an d'Assistance au suicide vun 2009 festgehalen gouf.

Leider huet sech awer an der Praxis séier gewisen, datt d'Recht, selwer entscheeden ze kënnen, wéini ee sengem Liewen am Fall vun enger schlimmer Krankheit oder no engem Accident en Enn setze wëllt, och wann et um Pabeier Bestand hat, an der Realitéit Aschränkungen ënnerlouch. Well am Gesetz vun 2009 net explizitt festgeluecht war, datt en Doud duerch eng Assistance au suicide oder Euthanasie net als Suicide dierft consideréiert ginn, gouf et an der Praxis zum Beispill Problemer mat de Liewensversécherungen.

Ech denken, datt mer eis alleguete eens sinn, datt d'Entscheidung, engem onerdrobare Leed en Enn ze setzen, zwar am Kader vun de Méiglechkeeten, déi de Patient huet, als fräiwëllig muss verstane ginn, mee trotzdem keng Entscheidung ass, déi e Mënsch wierklech fräiwëllig geholl hätt, wann et em och fräigestanen hätt, nees gesond ze ginn.

Et steet also ausser Fro (veuillez lire: Et kënn also net a Fro), enger Persoun, déi hiert Leed net méi erdroe kann a vun der Méiglechkeet vun der Euthanasie oder der Assistance au suicide profitéiert, ze ënnerstellen, se hätt hirem Liewen aus komplett fräie Stécker en Enn gesat, soudatt eng Liewensversécherung net méi misst gräifen!

Mir freeën eis duerfir, datt mer mat dësem Gesetz haut all Onkloerheeten an dësem Beräich aus dem Wee raumen a kloer festhalen, datt en Doud duerch eng Assistance au suicide oder eng Euthanasie, wat d'Kontrakter betrëfft, déi e Patient agaangen ass, gläichgestallt muss gi mat engem natierlechen Doud. Et ass net am Sënn vum Gesetz vun 2009, wa Persounen um Enn vun hirem Liewen an hirem Choix ageschränkt ginn duerch d'Suergen ëm d'finanziell Ofsécherung vun hirem Famill!

Mir begrëssen dëse Projet duerfir ausdrécklech a ginn och eisen Accord zu der Upassung iwwer d'Méiglechkeet, Membres suppléants an d'Commission nationale de contrôle et d'évaluation ze nennen an zur Präzisioun iwwer d'Personne de confiance. Merci!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheitsministesch Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.**- Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegeen, fir d'éischt e grouse Merci un d'Cécile Hemmen fir de Rapport zu dësem Projet.

Et ass ervirgestrach ginn: D'Diskussioun ass manner emotional. Ech géif soen, dat ass awer nach ëmmer net normal hautdesdaags. Et ass bei eis Gott sei Dank normal, well eng gewëssen Zäit vergaangen ass, well Erfarunge konnte gesammelt ginn, mee et ass nach kee Joer hier, dunn huet d'Bundesverfassungsgeriicht vu Karlsruhe am Februar d'lescht Joer nach misse festhalen, dass et sech hei ëm en Akt vun autonomer Selbstbestimmung handelt - e Geriicht huet dat misse feststellen! Dat fret mech, dass et esou festgehalen ginn ass, mee nach huet et misse esou wäit kommen.

Ech begrëssen och ausdrécklech, dass et aus der Perspektiv vum Einzelnen hei am Land an och ëmmer méi an anere Länner elo esou ass, dass de Schutz vun der Autonomie, de Schutz vun der Selbstbestimmung vum Einzelnen aus senger Perspektiv dach awer priméiert op säi Recht op seng eege Gesondheet, dass et seng Decisioun ass, déi priméiert, wann e se ausgedréckt huet.

Dofir sinn ech och frou, dass mer haut iwwer dëse Projet schwätzen an net méi iwwer de Grundsatz, dass mer nach just Ännerunge maachen an dass dat, wat elo an Däitschland um Lafen ass, eeben intensiv Aarbechten, fir e legislatiivt Schutzkonzept en place ze setze ronderëm dës Thematik, dach hei scho feste Bestand an eiser Gesellschaft fonnt huet.

An trotzdem ass déi Nobesserung, déi haut gemaach gëtt, net anodin, si ass vu grousser Symbolik. Firwat? Well se dach och an e gewësse Stigma gräift. Et ass eng lescht Hürd, déi gefall ass, fir deene Leit, déi hei concernéiert sinn, den néidege Respekt och ausgedréckt.

Wat verstinn ech ënner Stigma? Wann ech muss iwwer e Gesetz feststellen, dass mer hei eng Gläichstellung maachen zu enger Mort naturelle, och wann d'Terminologie vläicht à discuter ass an net onbedéngt déi glécklechste ass, esou léisst dat dach awer iergendwéi deiten, dass de Wonsch vun enger Persoun, engem Liewen, dat vu Leed markéiert ass, wou keng Perspektiv op Besserung méi ass, en Enn ze setzen, dass dës Wonsch dach awer iergendwéi nach ëmmer e bësse suspekt ass. Et ass vläicht keng Doudsënn méi, et ass och keng Pathologie vläicht am eigentleche Sënn, mee iergendwou dach awer genuch, dass ee sech d'Fro muss stellen, ob dann elo eng Liewensversécherung do soll spillen oder net. An dat ass eppes, wat seng Plaz net an engem humane Konzept dierft hunn!

Dofir sinn ech frou, dass dësse Projet breet begrëisst gëtt an dass mer dës Hürd och elo wierklech falen doen. Et ass nämlech d'Recht, dass een och net indirekt ka bestrooft ginn duerch esou e Choix, wat eng Belaaschtung fir déi Concernéiert ka sinn.

Op d'Zukunft gekuckt, mengen ech, ass dat, wat eis elo bevirsteet - d'Praxis -, dat, wou nach vill muss dru geschafft ginn. Mir hunn e gudder Kader. Mir hunn e Kader, dee säi Wee fonnt huet an eise Gesellschaft. An trotzdem si Rechter eng Saach. Pabeier ass gedëlleg. Nach muss dat an der Praxis ukommen. Et muss an eis Kultur iwwergoen. Et soll zu enger Selbstverständlechkeet ginn.

D'Prioritéit vun eis alleguete sollt also elo de gesonden Ëmgang mat dësen Dispositiounen ginn, déi mer hunn, dass mer derfir suergen, dass den Ëmgang mat Rechter, déi mer hunn, eppes Natierlech gëtt, souwuel an eiser Gesellschaft..., dass mer léieren, eis Gedanken ze maache ronderëm eisen Doud, wat déi normalste Saach vun der Welt ass, well, et ass gesot ginn: Mir stierwen alleguete. Mir hu just net esou wierklech d'Gewonnecht, eis vill domadder ausermeenzesetzen am Virfeld. An dat ass awer dat, wat et brauch, fir dass dat kann esou gutt wéi méiglech oflafen zum Schluss, mat alle concernéierten Acteuren, mat der Famill. Dofir ass et eigentlech wichteg, dass och deen Tabu fällt an dass et eng Selbstverständlechkeet gëtt, sech an der Famill, mat de Kollegeen doriwwer ze ënnerhalen, wéi ee seng eege Valeure setzt, wéi ee sech selwer positionéiert an esou engem Fall, dass dat och gewosst ass, dass dat zu enger Persoun gehéiert.

Et ass och wichteg, weiderzeschaffen am Kontext vun der Prise en charge. Um Terrain bei de Profes-

sionellen ass Empathie gefrot. Et ass Interesséiert fir de Patient gefrot an domadder ass Zäit gefrot, et ass Zäit um Bett vum Patient gefrot, et ass Zäit mat senger Famill gefrot. Et ass Ecoute gefrot an dat ass eppes, wat och net onbedéngt esou selbstverständlech ass an net onbedéngt tarifiéiert ass.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.**- Et brauch Vertrauen an et brauch eng gewëssen Distanz, fir seng eege Valeuren zréckzeschrauwen an ze probéieren ze verstoen: „Wat sinn d'Valeure vum Patient, mat deem ech ze dinn hunn?“, fir dee Mënsch kennen ze léieren, fir ze verstoen, wat säi Wonsch ass, a fir och der Famill eng Entlaaschtung ze sinn, fir wierklech professionell opgestallt ze sinn, fir am richtige Moment schnell kënnen e gudde a gesonden Ëmgang par rapport zu dëser Thematik ze hunn.

An do gëtt et sécherlech nach vill ze schaffen. Dat soll kee Virwurf u kee sinn, mee dat ass eppes, wat een och muss léieren. Et ass keng Selbstverständlechkeet. Et gehéiert fir mech an d'Formatioun vun de Gesondheitsberuffer, ze léieren heimadder ëmzegoen, déi néideg Reflexer ze kréien, déi richteg Froen ze stellen, déi richteg Attitüd ze developpéieren. Et brauch Sensibilisatioun, sécherlech, et brauch Formatioun, mee et brauch och e permanenten Erfahrungsaustausch, well et léiert een aus der Praxis an do kann ee vun deem anere léieren. An ech sinn iwwerzeugt, dass sech do och e Réseau wäert bilde vun interesséierte Leit, déi hir eegen Erfarunge kënnen austauschen am Sënn vun enger besserer Prise en charge.

De Respekt, den Interesséiert vum Patient soll am Endeffekt iwwer seng Krankheet eraus bestoen, well ganz oft an dës Situatiounen ass et mat der Krankheet esou, dass een net méi vill kann dru maachen. Da bleift awer de Patient an deen huet e Recht op eng gutt Begleedung, an dat bis zum Schluss.

Ech begrëssen och ausdrécklech d'Motioun, déi eragerecht ginn ass. Déi Aspekter, déi ugeschwat ginn, si weesentlech. Ech mengen, d'Volontéit vum Patient soll respektéiert ginn. Dat gehéiert zu sengem Recht. Et ass net nëmme säi Recht, et ze äusseren, en huet och e Recht drop, dass ronderëm hien alles esou organiséiert ass, dass e säi Recht och dann ëmgesat kritt, wann et esou wäit ass.

Sensibilisatioun, sécherlech wichteg, soll an den Alldag goen, mee eng Journée nationale fannen ech eng ganz gutt Iddi. An och eng Reflexioun ronderëm déi Zäit, deen Opwand, déi ronderëm esou eng Prise en charge gefuerdert sinn, ass sécherlech derwäert, an der Déift geféiert ze ginn. An ech kann lech och soen, dass ech schonn éischt Gesprécher mat Concernéierten dozou hat. Dat ass eng Pist, déi mer sécher wäerte weider exploréieren, an et ass en Theema, dat ech net esou séier wäert lassloossen.

Villmools merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Gesondheitsministesch Paulette Lenert. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 7480. Den Text steet am Document parlementaire 7480^o.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7480 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmme.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dësse Projet de loi bei 56 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Aly Kaes), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen);

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusti Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen (par M. Laurent Mosar), Fernand Kartheiser (par M. Roy Reding), Fred Keup (par M. Gilles Roth) et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da komme mer zur Diskussioun respektiv Ofstémung vun der Motioun, déi vun der Madamm Hetto-Gaasch deposéiert ginn ass.

Ass nach een, deen d'Wuert zu där Motioun wëllt ergreifen? D'Madamm Cécile Hemmen.

■ **Mme Cécile Hemmen (LSAP), rapportrice.**- Jo, Här President, ech wollt mech eigentlech der Appreciatioun vun der Madamm Ministesch uschléissen. Ech fannen och, dass déi Revendicatiounen hei wierklech ganz zukunftsorientéiert sinn an dass et wierklech elo an dëser Phas drëms geet, dass mer sécher mat deem Tabu vun der Euthanasie solle brieden an dass mer eis d'Moyene solle ginn, fir an der Praxis och kënnen beschméiglech mat dësem Thema ëmzegoen.

Duerfir géif ech recommandéieren, dass mer dës Motioun och unhuelen.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Madamm Hemmen.

Kënnen mer iwwert dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

8. Dépôt d'une résolution par M. Marc Spautz

Da géif ech dem honorabelen Här Marc Spautz d'Wuert gi fir den Depot vun enger Resolutioun. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

■ **M. Marc Spautz (CSV), auteur.**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de 27. Januar 2021 hat ech d'Éier, am Numm vu mengem Grupp eng Proposition de loi ze hannerleeën, déi och vum Bureau ugeholl ginn ass, wat d'Aiden ubelaangt fir an de Betriber, dat war d'Proposition de loi 7754. An do hat ech och Montanten dragesat, mee d'Europäesch Kommissioun an hirer Wäisheet huet déi Montanten nach an d'Luucht gesat ...

(Hilarité)

... op den Datum vum 28. Januar 2021! An dofir géif ech gäre mat enger Resolutioun heibanne froen, dass mer eis als Chamber opfuereeren, dass mer dann och do de Maximum huelen; ech hat de Maximum drageschriwwen, deen nach gegollt huet de 27. Januar, mee well d'Kommissioun den 28. Januar an d'Luucht gaangen ass, dass et dann och soll dee Plaffong sinn, deen d'Europäesch Kommissioun doran erlaabt huet, well d'Kommissioun huet dat gemaach an dofir wär et gutt, wa mer dat och an der Proposition de loi kéinte berücksichtegen. Et geet och an engem drëm, dass een dat alles ka bis den 31. Dezember 2021 ufroen.

An da géif ech och nach gläichzäitig proposéieren, déi Kolleegen, déi mat dobausse ware wéi den Här President, et ass jo och do eng Proposition de loi gemaach ginn ass vun de Leit vun der Horeca, dass een déi och soll matberücksichtegen an all deenen lwwerleeungen, déi elo an deenen nächsten Deeg kommen. Ech gi jo dovun aus, dass mer an den nächste Stonne wëssen - den Här Bausch weess scho méi -, wat muer op eis zoukënn, an dass mer dann och all déi Saachen do kéinte berücksichtegen.

Villmoos merci!

Résolution

« Révision de la proposition de loi n°7754 relative à la contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises »

La Chambre des Députés,

- vu la proposition de loi n°7754 portant e. a. modification de la loi du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises, déposée le 27 janvier 2021 par notre groupe politique ;

- considérant

• que la Commission européenne a publié le 28 janvier 2021 la cinquième modification de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de Covid-19 et modification de l'annexe de la communication de la Commission aux États membres concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à l'assurance-crédit à l'exportation à court terme ;

• que cette communication a pour objectif

° de prolonger les mesures énoncées dans l'encadrement temporaire jusqu'au 31 décembre 2021 ;

° d'adapter les plafonds d'aide de certaines mesures afin de faire face aux effets économiques prolongés de la crise actuelle ; et

° de préciser et modifier les conditions applicables à certaines mesures d'aide d'État temporaires que la Commission juge compatibles au titre de l'article 107, paragraphe 3, point b) du traité sur le fonctionnement de l'Union dans le contexte de la pandémie de Covid-19 ;

- lu le communiqué de presse de l'asbl « Don't forget us » et revu la proposition de loi remise aux membres de la Chambre des Députés à l'occasion de la manifestation organisée par celle-ci,

décide

- d'adapter la proposition de loi n° 7754 afin d'épuiser au maximum les possibilités offertes par la Commission européenne et en tenant dûment compte des propositions faites par le secteur Horeca.

(s.) Marc Spautz, Félix Eischen, Léon Gloden, Martine Hansen, Laurent Mosar.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Här Spautz.

9. 7652 - Projet de loi modifiant

1° la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés ;

2° la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7652 iwwert d'Verwendung vu Radaren, déi verschidden Zorte vu Verkéiersdelikter gläichzäitig erkennen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An de Rapporteur vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Carlo Back. An dee kritt och elo d'Wuert. Här Back, wannechgelift!

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

■ **M. Carlo Back (déi gréng), rapporteur.**- Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, de Kontext vun dësem Projet de loi - wéi gesot, et geet ëm d'Radaren - ass de Plan d'action vun der Verbesserung vun der Sécherheet am Stroosseverkéier, e Plan d'action, dee vun 2019 bis 2023 leeft.

Hei geet et drëms, d'Zuel vun den Autosaccidenter, sief dat mat engem déidlechen Ausgang oder mat schwéiere Verletzungen, drastesch erofzesetzen. An eist laangfristeg Zil ass et, fir guer keng déidlech Accidenter op de Stroosse méi ze hunn, also « Objectif zéro ».

Dëse Projet de loi ass am Kader vun dësem Plan d'action ze gesinn. D'Moosnam Nummer 14 gesäit vir, datt duerch Rout ze fueren, wéi een dat esou schéin op Lëtzebuergesch seet, sanktionéiert sollt ginn, dëst, wéi gesot, fir schwéiere Accidenter domat ze ënnerbannen. Ee Beispill vun enger Kräizung, déi lech all bekannt ass, wou an der Vergangeneheet och esou eng Rei Accidenter geschitt sinn, dat ass d'Stäreplaz hei an der Stad.

Fir dat kënnen ze maachen, muss ee sech natierlech och déi noutwendeg Base légale ginn, mee doruwer eraus och déi néideg Kontroll- a Moosinstrumenter. D'Base légale fir d'automatiséiert Kontroll bei Roude Luuchte gëtt et bekanntlech schonns. Et ass elo schonns verbueden, iwwer Rout ze fueren, mee natierlech, wa kee Polizist do steet, da geschitt och näischt. Hei geet et also ëm Rout-Luuchte-Kontrolle mat automatesche Geräter.

Am Gesetz vum 25. Juli vun 2015 „portant création du système de contrôle et de sanction automatisés“, och nach „CSA-System“ genannt, ass de ganzen Dispositif vun de Kontrollen, déi mat automatiséierte Radare gemaach ginn, festgeschriwwen.

Mat deem haitege Projet passe mir dëst Gesetz eigentlech just op engem zentrale Punkt un. Den aktuellen Dispositif definéiert momentan véier Infraktiounen, déi kënnen mat Système CSA per Radar kontrolléiert a sanktionéiert ginn. Mam virleienge Gesetzesprojet gëtt et an der Zukunft méiglech, mat engem eenzege Radargerät net nëmme méi eenzel Infraktiounen feststellen, mee simultan méi Infraktiounen ze identifizéieren.

An der Praxis soll dat nom Vott vun dësem Projet de loi mat der kombinéierter Kontroll vun der Vitess a vum Respekt vun der Rouder Luucht op der Stäreplaz geschéien. Zweek weider Emplacementer fir dëse Rout-Luucht-Kombiradar si schonn am Gespréich, notament d'Rue de Hollerich an de Schlammestee.

Grondsätzlech gesäit de CSA-Dispositif folgend Infraktiounen vir, déi de Radar kann identifizéieren: ze héich Vitess vu Gefierer op enger preziser Plaz, dat heescht op enger Plaz, wou d'Autoen op de Radar zoufueren oder sech eloignéieren - dat kenne mer elo schonns -; ze héich duerchschnëttlech Vitess tëschent zwee Punkten - „Section-Control-Radaren“ - an dann den Netrespekt vun enger Rouder Luucht, mee och vun anere Luuchtsignaler; en ze klengen Ofstand tëschent zwee Gefierer; d'Fueren iwwer eng Bande d'arrêt d'urgence wéi zum Beispill beim Rietsiwwerhuelen op der Autobunn oder d'Fueren iwwer eng Strooss, déi gespaart ass, oder en Deel vun der Strooss, dee fir aner Gefierer reservéiert ass, zum Beispill d'Fueren op enger Busspuer - do ass et net erlaabt fir Autoen.

Dëse Projet de loi wäert dem Minister et erlaben, Moosinstallatiounen opzerichten, déi dës Verstéiss kënnen simultan ervaassen.

En zweete Punkt, deen am Gesetz vun 2015 iwwert d'Radare geännert soll ginn, betrëfft d'Prozedur vun der Amende forfaitaire. Et gëtt Fäll, wou eng Persoun, déi en Avertissement taxé misst bezuelen, weeder bannent 45 Deeg nom Bescheid nach op de Rappelbrëif vum CSA reagéiert, also dësen Avertissement taxé net contestéiert huet, mee och net bezuelt huet. Am Fall, wou et eng Infraktioun ouni Punktverloscht betrëfft, gëtt dësen Avertissement taxé dann an eng Amende forfaitaire an duebeler Héicht vum Avertissement ëmgewandelt.

Am Artikel zu dëser Prozedur huele mir op Propos vum Staatsrot hin eng terminologesch Ännerung vir an ersetzen d'Expressioun „personne pécutiairement responsable“ duerch „personne redevable du paiement de l'avertissement taxé“.

Den drëtte Punkt, dee mir änneren, an am Fall, wou et an der CSU-..., an der CSA-Prozedur, pardon ...

(Hilarité)

Dat ass eppes aneres.

■ **Une voix.**- Eppes ganz aneres!

■ **M. Carlo Back (déi gréng), rapporteur.**- Eppes ganz aneres, richtig, jo.

Also, am Fall, wou et an der CSA-Prozedur eng Contestatioun vum Avertissement taxé gëtt, proposéiert de virleienge Projet eng administrativ Vereinfachung opsäite vun der Police an der Justiz.

Fir en Avertissement taxé ze contestéieren an zum Beispill matzedelen, datt e selwer guer net de Chauffeur vum geblëtzte Gefier war, gëtt et e spezielle Formulaire, deen ee muss ausfüllen, ënnerschreiwen a mat den eventuellen néidege Justificativen un de Centre national de traitement schécken.

Momentan ginn dës Contestatiounen an enger éischer Phas vun engem Agent oder Officier de police judiciaire op hir Komplettheet kontrolléiert. Wann en Dossier komplett an d'Contestatioun deemno recevabel ass, gëtt dee betreffende Agent oder Offizier den Dossier weider un de Procureur, deen da muss déi néideg Suitten decidéieren.

Ass den Dossier awer elo net komplett, gëtt weinst dem feelende Justificatif d'Dokument refuséiert, da muss de Mataarbechter doropshin e formelle Procès-verbal zu dëser Decisioun schreiwen a gëtt dann dee Procès-verbal virun de Procureur.

Mat deem virleienge Projet gëtt d'Obligatioun vum Procès-verbal bei an der Form irrecevablen Dossierien ofgeschaaft. Dëst vereinfacht d'Prozedur an d'Charge de travail souwuel op der Säit vun der Police genee esou wéi um Parquet, deen net méi mat Procès-verballen zu Contestatiounen befaasst gëtt, déi souwisou irrecevabel sinn, well de Justificatif fir d'Behauptung respektiv fir de Motif vun der Contestatioun feelt.

Dann, e leschte Changement betrëfft d'Gesetz vum 14. Februar 1955 „concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques“ an d'Ausnamegeneemegungen a puncto Maximaldimensiounen a Maximalgewicht vu Gefierer, déi den zoustännege Minister an exceptionelle Fäll ka ginn. Bis elo goufen déi maximal zoulässege Gréisst an d'Gewicht vun engem Gewier ..., Gefier inklusiv senger Ladung fixéiert.

(Hilarité générale)

Dëse Projet ...

(Hilarité et interruption)

Jo, mee et ass näischt do, ...

■ **Une voix.**- Dir gitt jo net op d'Juegd!

■ **M. Carlo Back (déi gréng), rapporteur.**- ... näischt do.

Dëse Projet setzt elo nach de Chargement als separate Punkt derbäi an erlaabt deemno dem Minister,

bei esou Ausnamegeneemegunge kënnen kloer tëschent Gefier a Chargement ze ënnerscheeden.

D'Gesetz ass den 20. August 2020 deposéiert ginn. D'Chambre des Métiers huet e positiven Avis zum Gesetz ofginn. D'CNPD huet en Avis ofginn, deen an der Sëtzung vun der Kommissioun vun der Mobilitéit an den éffentlechen Aarbechte vum 4. Februar 2021 analyséiert gouf. De Staatsrot huet en éischten Avis den 19. Dezember 2020 ofginn. Hei war eng Opposition formelle, déi awer no eisen Amendementer am Avis complémentaire vum 2. Februar konnt opgehewe ginn. An der Sëtzung vun der Kommissioun vum 4. Februar dëst Joer huet d'Kommissioun de Rapport ugeholl. D'Piraten haten an dëser leschter Sëtzung zum Projet en Amendement eraginn, deen d'Kommissioun net iwwerholl huet.

Merci fir d'Nolauschteren. Ech gesinn, Dir waart ganz attentif, dofir e grouse Merci un lech. An ech ginn elo den Accord och vun der grénger Fraktioun.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos dem Rapporteur, dem honorabelen Här Carlo Back.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Serge Wilmes. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Serge Wilmes (CSV).**- Jo, villmoos merci, Här President. Ech wëll dem Rapporteur villmoos Merci soe fir säi Rapport. E war ganz komplett.

Ech wëll direkt och soen, datt mer zu 100 % dee Projet de loi hei ënnerstëtzen, well e weider Mesuren aféiert, fir d'Verkéierssécherheet ze verstärken.

Ech wëll just gären déi eng oder déi aner Fro nach un de Minister stellen. Et gëtt jo elo ..., haaptsächlech wäert dat neit Element och sinn, datt een an Zukunft och ka geknipst ginn, wann een duerch eng Rout Luucht fiert. Et gëtt jo elo emol dräi Pilotprojeten oder bei dräi éischte Kräizunge gëtt domadder ugefaangen: op der Stäreplaz, zu Hollerech an der Hollerecher Strooss an och um Schlammestee.

Wat sinn déi nächst Schrëtt? A wéi gitt Der do vir, fir déi Kräizung oder déi Rout Luucht ze definéieren, déi Geforepunkten, fir am Land och nach weider Radaren op de Roude Luuchten anzeféieren? Op wat stäipt Der lech do genee? Sinn dat Statistiken iwwert d'Accidenter oder d'Rapporte vun der Police oder d'Erfahrung vun de Gemengen? Wéi maacht Der et, fir elo weider Geforepunkten ze detektéieren, wou dat Sënn mécht, fir déi Radaren anzeféieren? Nach eng aner Fro ass: Wéi maacht Der et, datt déi Radaren och wierklech am Kräizungsbereich all déi Geforepunkten, déi do bestinn, ofdecken?

An e lescht Element ass, well d'Fro, mengen ech, och gestallt gi war, ob een net och misst iergendwéi driwwer nodenken ze kucken, wa Leit während dem Fieren um Handy sinn, wéi dat an Zukunft kéint detektéiert respektiv sanktionéiert ginn.

Ech wollt déi do dräi Punkte mat op de Wee ginn an lech dann nach eng Kéier soen, datt mer zu 100 % deen heite Projet de loi ënnerstëtzen an eisen Accord derzou ginn. Merci.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Här Wilmes. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Max Hahn (DP).**- Merci, Här President. E grouse Merci dem Rapporteur Carlo Back fir säin, jo, wéi gewinnt, ganz gudd schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Als DP sti mir natierlech voll a ganz hannert dësem Projet, well mer der Meinung sinn, dass mer hei eng Mesure ergreifen, fir d'Verkéierssécherheet ze verbesseren, an dëst besonnesch fir déi schwächste Glidder am Verkéier, d'Foussgänger. An ech mengen, an där Hisiicht kann ee sécherlech net genuch maachen. All Blesséierten ass een ze vill!

Ech denken zum Beispill un d'Stäreplaz, wou et ëmmer nees zu brenzelige Situatiounen kënn, besonnesch elo an der däischerter Joreszäit. D'Gréngphase vun de Foussgänger an den Autoe sinn do relativ séier noeneen an et ass vill Trafick. D'Leit si gestresst an dann hutt Der effektiv verschidde Chauffeuren, déi léiwer nach eng Kéier séier op de Gas trëppelen, wann et schonn hellrout ass, amplaz stoen ze bleiwen, an da kënn et reegelméisseg vir, dass d'Foussgänger awer scho Gréng hunn, an et kann ee wierklech nëmme vu Gléck schwätzen, dass et do net nach méi oft zu schroen Accidenter kënn.

Här President, léif Kolleegen, dat ass nëmme ee Beispill. Där ginn et sécherlech nach ganz vill op ganz anere Plazen hei am Land. An do muss de Staat vun den technesche Méiglechkeete Gebrauch maachen, déi et hautdesdaags gëtt, fir esou Chauffeuren, déi d'Liewen an d'Gesondheet vun anere muttwëlleg op d'Spill setzen, och ze bestrofe respektiv fir en Ofschreckeffekt ze produzéieren.

Dëst gesot, léif Frënn, léif Kolleegen, géif ech lech villmools Merci soe fir d'Nolauschteren an ech géif heimat den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Hahn. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Merci, Här President. Sait elo bal fënnf Joer gehéieren d'Radaren zum Landschaftsbild laanscht eis Stroossen. Den éischten Dag, wou déi zéng éischt Radargeräter a Betrib geholl gi sinn, dat war de 16. März 2016, do si ronn 1.000 Chauffeure geblézt ginn, déi ze séier ennerwee waren - 1.000 Chauffeuren um éischten Dag! An eleng dës Zuel dierft weisen, dass d'Opstelle vu Radargeräter net vu Mutterweil war.

Do kéint een elo awerwenden, dass déi 1.000 Chauffeuren dat deemools net matkritt hätten an dass déi Zuelen do duerno da ganz staark géifen abriechen. Abee, dat ass net geschitt! An deene véier éischte Joer, also tëschent März 2016 an dem Januar 2020, si lücht iwwer eng Millioun Chauffeure geblézt ginn. Do muss een natierlech derzou soen, dass an der Tëschenzäit natierlech weider Radaren derbäikomm sinn.

Aus zéng fixe Radare sinn der mëttlerweil 24 ginn. An derzou kommen dann och nach mobil Radaren an dann nach déi sougenannte Chantiersradaren. Obwuel d'Plaze vun de fixe Radaren awer esou lues misste bekannt sinn, sinn 2020 awer nach insgesamt 141.000 Chauffeure vun hinne geblézt ginn, an dëst obwuel de Verkéier wéinst der Pandemie méi roueg war wéi an de Jore virduern.

Dës Zuele weisen, dass et op eise Stroossen dach awer ee Vitessproblem gëtt, géint deen ee muss virgoen. Wie mengt, d'Radare wäeren elo just do, fir d'Automobilisten ze kujenieren oder d'Staatskeessen opzefüllen, dee gräift ze kuerz. Ze séier fueren ass kee Kavaliersdelikt. Ëmmerhi sti Mënscheliwen um Spill!

Leider gëtt et awer menges Wëssens no keng Zuelen ausser déi vun deene Leit, déi eebe geblézt gi sinn, déi drop hiweisen, wéi een Impakt dës Radaren och tatsächlech op d'Vekéierssicherheit hunn. Natierlech kann ee se a Relatioun brénge mat der Zuel vun de Verkéiersdoudeden, déi all Joer ze bekloe sinn. 2020 louch dës Zuel bei 26. Zum Vergleich: 2013 war se nach bei 45, och wann een do ëmmer muss virsiichtig sinn, well mir et jo hei zu Lëtzebuerg awer nach mat klengen Zuelen ze dinn hunn, relativ klengen Zuelen, an ee gréisseren Accidente leider duergoe kann, fir d'Statistike ganz séier an d'Luucht sprangen ze loosson.

Mee trotz dëser Premiss kann een awer festhalen, dass d'Zuele vun de Verkéiersdoudeden an deene leschte Joren, mat Ausnam vun 2018, an der Moyenne enner 30 louch. Wéi een Afloss d'Radaren dorop haten, ass natierlech elo schwéier ze soen. Ech fir mäin Deel sinn awer iwwerzeugt, dass se eng Roll spillen!

Vläicht wär et och ubrecht, an dat als Suggestioun vu menger Sait un lech, Här Minister, do vläicht méi eng detailléiert Etüd emol ze lancieren, déi géif ennersichen, wat elo dee wierklechen Impakt vun de Radaren op d'Accidenter ass - dat géif och warscheinlech hëllefen, hir Akzeptanz an der Populatioun ze steigern -, well sech hannert all dësen Zuelen, déi ech elo hei genannt hunn, jo ëmmer eenzel Schicksaler a Famillje verstoppen an et am Interêt vu jiddwengem ass, dës esou staark ze reduzieren wéi méiglech - Stéchwuert „Vision Zéro“ vun der Sécurité routière.

Aus all dëse Grënn ass et natierlech ze begrëissen, dass mer elo eng Gesetzesvirlag hunn, déi fir weider Sécherheet am Verkéier wäert suergen. Wéi de Rapporteur et richtig gesot huet - an ech soen em natierlech e grouse Merci fir säi schréfflechen a méndleche Rapport -, wéi de Rapporteur et schon erkläert huet, gëtt mat dësem Text den automatesche Contrôle an och de Strofsystem vun de Radaren erwidert.

Aktuell ass et jo esou, dass d'Radare just ze héich Vitessen erkenne kënnen. An Zukunft kënnen d'Radaren insgesamt véier verschidde Strofverhalen erfaassen, aus deene sech dann d'Sanktioun fir déi concernéiert Chauffeure wäerten erginn: ze héich Vitess, Netbeuechte vun der Rouder Luucht, Netanhale vun der Mindestdistanz zu engem anere Won an d'Fueren op enger Fuebunn, déi fir en aert Fuermittel reservéiert ass - esou sollt et sinn!

Aktuell ass et, zumindest laut mengem Wëssensstand - mee de Minister kann eis do herno vläicht méi soen -, nach net virgesinn, Radaren ze installéieren, déi déi zwou leschtgenannte Strofdote kontrolléieren wäerten. Dass dës zwéi Kontrollmechanismen awer an dësem Gesetzesprojekt virgesi sinn, weist och eng gewësse Viraussicht. Esou muss d'Gesetz spéider net nach eemol emgéännert ginn, wann d'Radare vun der neier Generatioun installéiert solle ginn.

Wat haut awer schon installéiert ass, si sougenannte Rout-Luucht-Radaren op der Stäreplaz hei an der Stad. A wann dëst Gesetz bis a Kraaft ass, wäert dësen neie Radar kontrolléieren, ob d'Chauffeuren och all, wéi et eigentlech sollt sinn, bei der Rouder Luucht stoe bleiwen. Dëst ass ëmsou méi sennvoll op dëser Plaz, well jo och bekanntlech do den Tram fiert.

An deem Zesammenhang hunn ech mat Interêt an engem Zeitungsinterview vum 6. Januar gelies, deen den Här Minister jo ufangs des Joers ginn huet, dass d'Testphas vun deem Radar schon amgaangen ass. Et huet mech awer och erfieert, dass an engem eenzegem Dag direkt Honnerte vun Automobilisten geblézt gi sinn. Deemno schéngt eis jo do en änleche Phenomeen ze erwaarde wéi dee vum 16. März 2016, wéi déi éischt Radaren installéiert gi sinn.

Dat weist alt dorobber hin, dass sech op eise Stroossen net un elementar Verhalens- oder Verkéiersregele gehale gëtt, well wien a Kaf hält, eng Rout Luucht ze iwwersinn, hält och a Kaf, e Foussgänger unzestoussen a liewensgefieerlech ze verletzten.

Dofir si mir als LSAP fir déi sougenannt intelligent Radaren, déi hëllefen, Mënscheliwen ze schützen.

E weideren esou e Rout-Luucht-Radar ass jo schon zu Hollerech virgesinn. A ganz besonnesch frou sinn ech awer och, dass esou e Rout-Luucht-Radar um Schlammestee virgesinn ass, an enger Gemeng, déi ech jo besonnesch gutt kennen. Ech hoffe staark, dass deen derzou bäidréit, d'Gefor, déi vun där Kräizung ausgeet, dach ze reduzieren. Et ass eng Kräizung, déi geséichert ginn ass mat Roude Luuchten, eng Fuerderung, déi laang Jore vun der Gemeng an Aussicht gestallt gi war. Dat funktionéiert mëttlerweil exzellent, mee et ass net auszedanken, wann een, deen eng Rout Luucht do iwwersäit, wierklech do e grousst Accident ka verursaachen ... An dofir merci, dass de Schlammestee och als Emplacement hei virgesinn ass.

Wat den Dateschutz ugeet, do hu mer och laang an der Kommissioun driwwer diskutiert, well wie „Radar“ seet, seet net nëmme „Verkéiserssicherheit“, mee och „Dateschutz“. An ech wollt och hei op den Avis vun der nationaler Dateschutzkommissioun opmierksam maachen, déi sech an deem Domän vill Gedanke gemaach huet a sech zum Thema autosaiséiert huet. Si huet jo enner anerem d'Fro opgeworf, wat mat eventuelle Persone wär, déi och op de Biller vun de Radargeräter erfaasst ginn, well se grad zoufälleg dee Moment do laanscht ginn, wou e Chauffeur geblézt gëtt, oder well se Passagéier am Auto sinn.

Op dës Froe krute mer an der Mobilitéitskommissioun fir mech emol zefriddestellend Äntwerten. Engersäits muss ee jo wëssen, dass vun hanne geblézt gëtt an deemno d'Gesicht vum Passagéier net wäert ze erkenne sinn. An anersäits ass et jo och esou, wann aner Leit drop sinn, zum Beispill Foussgänger oder e Polizist oder soss Leit, déi eigentlech näischt mat der Strofdote ze dinn hunn, dass do dee Beamten, deen dozou befäegt ass, manuell all Persoun ausser dem Chauffeur op der Foto schwärze kann - dëst fir de Fall, wou e Chauffeur, dee geblézt ginn ass, seng Foto wéilt kucke kommen.

D'Fro, déi sech méi allgemeng bei Kontrollmechanismen wéi hei eebe bei de Radargeräter stellt, ass ëmmer, a wéi engem Verhältnis se zu den individuellen Fräiheete stinn. An hei si mir als LSAP ganz kloer der Meenung, dass de Gewënn u Sécherheet, dee sech wäert erginn, däitlech iwwerweit.

Dat bedeit awer net, dass mir elo wëllen op all Kräizung esou e Rout-Luucht-Radar installéieren loosson. Esou wéi mir et 2018 an eiseim Walprogramm geschriwwen haten, sollten d'Radargeräter wierklech do opgestallt ginn, wou se hëllefen, Accidenter ze vermeiden.

An deem Sënn sinn ech dann och frou, vu menger Fraktioun kënnen den Accord fir dës Gesetzesprojekt ze ginn. A merci fir d'Opmierksamkeit!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Hemmen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner.

■ **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech hat, wéi mer de Gesetzesprojekt zu der Installatioun vun de Radare virun enger Partie Jore gestëmmt haten, wéi mer nach eng Diskusioun doropshin haten, nach e Protokoll herausgeholl, well ech dat wollt testen a well ech wollt matdeelen, dat, och wann ee selwer bestrooft ka ginn, een trotzdem kann dofir sinn, wat mäi Fall ass.

An der Tëschenzäit hunn ech mech e bësse besser geschéckt. Et huet och vläicht mam Covid ze dinn, well ech manner fueren. Mee esou e Rowdy sinn ech och net. Mee op jidde Fall mengen ech, dat mer prinzipiell als Lénk souwisou der Meenung sinn, dat et op der Strooss keng richtig Kavaliersdelikter gëtt - och wann ee selwer heiansdo Kava-

liersdelikter mécht, et ass ee jo net perfekt. Et gëtt der, déi natierlech eendeiteg méi schlëmm si wéi anerer.

D'Stäreplaz ass genannt ginn. Dat ass eng Plaz, déi ech och relativ gutt kennen, well et dee Wee ass, dee mech oft heemféiert. A viru 15 Joer ongeféier, do wier et och eng Kéier bal ganz séier gaangen. Ech sinn duerch Gréng gefuer an du ass tatsächlech ee mat 80, 90 viru menger Nues gefuer, also et ass em eng Sekonn gaangen. Ech ka mech nach ganz gutt drun erënneren. Do gëtt et engem ellen. Wann dee mech ze pake kritt hätt, da géif ech vläicht guer net hei stoen. Also, ech mengen, et ass ville Leit esou gaangen. Et ass wierklech eng vun deene Plazen, wou een ni streng genuch ka sinn.

Dat heescht, prinzipiell si mir och da fir déi Radaren a mir sinn och der Meenung, dat dat zur Sécherheet op gewësse Plazen op jidde Fall wäert bäidroen.

Bon, mir kommen awer net derlaanscht, eis e puer Froen ze stellen. Wou ech nach ëmmer en Doute hunn, well ëmmerhin huet d'Commission nationale pour la protection des données awer e relativ laangen Avis ofginn ... Si hu sech och autosaiséiert, wat och schon e bësse problematesch ass. Am Prinzip hätt ee se solle saisieren. Mee bon, et kënt jo op dat nämmelecht Resultat eraus a si hunn awer eng Partie Froen opgeworf.

D'Madamm Hemmen ass och drop agaangen, dat Beamten och kënnen habilitéiert sinn, fir Pietonen, déi wierklech näischt domadder ze dinn hunn, kënnen ze maskieren. Ech sinn net Member vun der Kommissioun, mee et ass mer nach ëmmer net esou kloer, ob dat en Automatismus ass oder net. An ech mengen awer, och wann et immens néideg ass, dat mer déi installéieren, an och, justement, wann dat och Liewe ka retten, kann dat awer trotzdem mat enger méi systematescher Protektioun vun Privatliwewe vereinbar sinn. An do stelle mir eis weiderhin d'Fro, ob et awer net méiglech ass ... Mee vläicht kréie mer och nach erëm eng Kéier eng Äntwert vum Transportminister dorobber. Ech gi jo dovunnen aus, dat mer eng Äntwert dorobber kréien, ob dat net méi automatesch ka goen. Well mir ass dat nach ëmmer net ganz kloer.

Och d'Fro vun der Informatioun, dat déi Radaren do sinn ... A mengen Aen ass et och méi problematesch, justement net onbedéngt fir d'Fuerer, mee haaptsächlech fir d'Pietonen, déi do an der Géigend sinn an déi dann net onbedéngt wëssen, dat se kéinte matgeblézt ginn. A wou et net sécher ass, dat de Masquage automatesch ass, sollten se wéinstens wëssen, dat et do eng Plaz gëtt, wou se kéinte matgeblézt ginn. Ech mengen, dat wier e Minimum, dat een déi Informatioun gëtt.

Dat heescht an deem Fall ... Mir kënnen och op d'Äntwerte vum Transportminister lauschteren. Mir haten d'Tendenz, eis aus deenen Iwwerleungen eraus éischer ze enthalen, quitte dat mer de Prinzip natierlech voll a ganz ennerstëtzen. Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wagner. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech huelen lech elo mat op eng Rees duerch den Dateschutz. An den eenzelne Punkte leeën ech lech oppen, wou de Feeler an dësem Gesetz ass. An ech wäert lech zwou Motiounen deposieren, fir den Dateschutz esou wéi d'Sécherheet am Verkéier ze stärken.

Fir d'éischt soen ech emol ganz kloer: Mir Pirate sti fir méi Sécherheet am Stroosseverkéier. Jo, mir fanne souguer Radare sympathesch, awer just, wann se dateschutzsicher sinn. Wat mir awer och zousätzlech soen: Et sinn nei technesch Méiglechkeeten an den Autoen, déi kënnen fir méi Sécherheet suergen, vun Tempoerkennung bis hin zu automateschem Bremse fir Foussgänger. Dat ass och eise Wee fir méi Sécherheet am Stroosseverkéier, fir manner Accidenter.

Wat eis Positioun ennerscheet vun der Regierungspositioun, ass, dass mir beim Opstelle vun de Radaren un den Dateschutz denken, also e Gläichgewicht halen, virun allem fir dee Groussdeel vun de Leit, déi sech näischt zu Schold komme gelooss hunn.

Mir Piraten sinn der Iwwerzeugung, dass just wie sech eppes zu Schold komme gelooss huet, also géint d'Gesetz verstouss huet, soll vun enger Technik, déi vun Staat agesat gëtt, erfaasst ginn, an net déi Bierger, déi sech brav un d'Gesetz halen.

An den nächsten zéng Minutte wäert ech lech genau erklären, wat eis als Digitalpartei wichtig ass a wéisou den aktuelle Projet an eisen Ae falsch Usätz geholl huet.

Allgemeng fanne mir Piraten, dass déi flexibel Radaren, also déi, wou zënter Joerzénge de Polizist mat der Pistool op verschidde Plaze steet a wou d'Leit, déi géint d'Gesetz verstoussen, erausgefëscht ginn, nach ëmmer déi bescht Léisung sinn.

Esou kann een net nëmme Geschwindigkeetsproblemer opfänken, mee och nach kontrolléieren, ob Persounen ze vill gedronk hunn oder d'Pabeieren net an der Rei sinn. Et sinn och esou Kontrollen, déi misste verstärkt gi fir méi Sécherheet op eise Stroossen, och well déi net ëmmer op de selwechte Plaze sinn a soumat net bekannt sinn.

Hei am Land komme bekanntlech verschidde Radaren zum Asaz. An haut stëmmt Dir fir den Ausbau vun deenen Iwwerwachungstechniken.

Fänke mir mam traditionelle Radar un, dem Tuerm, dee meeschtens op de Landstroossen an den Uertschafte steet. Dee Modell ass fir eis u sech nach ganz ok. Et ginn e puer kleng Kritikpunkten, wéi och d'CNPD opgeworf huet, zum Beispill de Punkt, dass een, egal wou ee geblézt gouf, muss op Bartreng fueren, fir seng Foto kënnen ze gesinn. Déi Rees op Bartreng ass sécherlech eng flott, dat wäert den honorabele Frank Colabianchi sécherlech bestäegen. Ma Spaass beisäit, et misst am digitalen Zäitalter méiglech sinn, grad enner engem gréngen Minister, dee fir d'Ëmwelt an op spuersame Ressourcenverbrauch steet, fir Fotoen digital per Token um myguichet.lu vun doheem aus ze kucken.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - D'CNPD schreift ganz kloer: « de se déplacer au centre se trouvant à Bertrange constitue un obstacle injustifié au droit d'accès de cette personne ». D'CNPD erkläert och weider, dass hei de Staat selwer géint d'Dateschutzgesetz vum 1. August 2018 verstéisst, an dat op enger ganzer Sait am Avis. Ëmmerhi ginn déi Fotoe gemaach, fir d'Rechter vun de Bierger ze stärken, fir Feeler ze vermeiden.

Leider ass de Minister trotz eise Remarken an der Kommissioun net bereet, och do eppes ze verbessern. An de Bierger muss kënnen déi Rechter wouerhuelen, well wéi elo ganz rezent an engem Urteel erauskomm ass, huet de Radar falsch gemooss. Dat wollt de Staat awer net gëlle loosson an et war alt nees um Gericht ze entscheiden.

Et kann net sinn, dass e Bierger et schwéier gemaach kritt, sech fir seng Rechter anzusetzen. D'Fro stellt sech allgemeng, wéi oft mat deem Typ Radar scho falsch Protokollen ausgestallt goufen, well net jiddere klot viru Gericht. Dat ass och e politesche Choix vum Minister, dass déi Toleranzgrenz esou déif gesat ass. Am Ausland ass déi och alt méi héich ugesat, fir Feeler ze vermeiden.

Dann zum aneren Typ Radar, deen u sech e Modell ass, dee keng Partei, déi och nëmme dat Wuert „Dateschutz“ emol am Programm huet, haut stëmmen dierf, dat ass den ëmstriddene vun der „Section Control“, eng Iwwerwachungsanlage am öffentleche Raum.

Eis piratesch Kolleegen an Däitschland an am Europaparlament hunn och ewell all do géint déi Trackingpraktike vun deene Radare geklot a Recht kritt, esou wéi aner Bierger quer duerch Europa. E puer Aussoen aus der Press: „Das ist ein Sieg für das Recht auf informationelle Selbstbestimmung“, „Verdecktes Erfassen von Autokennzeichen ist verfassungswidrig“, „Alle vorbeifahrenden Autos werden gescannt“, „Eine solche Maßnahme ist als solche Freiheitsbeeinträchtigung“. „Section Control“ klängt vläicht am Marketing net schlecht, wann ee sech déi Reklamhefter vun Hiersteller ukuckt, mee ech erklären lech kuerz, wéisou mir Piraten mat dëse Kontrollpunktradaren esou e grouse Problem hunn.

De Section-control-Radar funktionéiert esou: Een Apparat steet um Punkt A. Deen erfaasst all Bierger, egal ob ze schnell oder net, egal ob onschëlleg oder net. An der Pub steet de Rechtsverstouss dann esou: „Bei Ein- und Ausfahrten werden die Daten aller Fahrzeuge erfasst, und zwar unabhängig von ihrer Geschwindigkeit.“ An elo misste jo awer bei all seriösem Jurist schon déi éischt Alarmklacke lauden.

Mee bon, mir hunn och nach ëmmer eng General-Iwwerwachung mat enger Vorratsdatespäicherung hei am Land - a sech och e Skandal enner grénger Féierung.

Zréck zur „Section Control“: Um Punkt B erfaasst dann deen nächsten Apparat vun der „Section Control“ e puer Kilometer nom Punkt A - Dir wësst jo, Dir gouft do geknipst - erëm all Autofuerer; en ass schon zweemol erfaasst. Dat Ganz kann ee laut Hiersteller dann nach ausbauen op dräi, op souguer onbegrenzt Punkten - also eng landeswäit Iwwerwachung. An do ass de Knackpunkt am Recht vun Bierger, dee sech näischt zu Schold komme gelooss huet. Seng Rechter gi mat Féiss getréppelt, well de Staat erfaasst an enger Strooss systematesch all Auto, deen do fiert, ob ee sech eppes zu Schold komme gelooss huet oder net. Dat ass an eise Verständnis vun Dateschutz e Skandal an e Verstooss géint all Biergerrecht!

De Minister hat eis an enger parlamentarescher Fro confirméiert, dass um Punkt A vun der „Section Control“ Date gespäichert ginn, fir mat weidere Punkten, also Minutten duerno, verglach ze ginn.

D'CNPD werft, wéi mir Piraten och schon esou oft, déi Fro op, wiso am Règlement grand-ducal fir de Fichier „Radar“ net kloer steet, wa keng Infractionen stattfonnt huet, dass déi Daten direkt musse gelöscht ginn.

E weidere Problem, deen och d'CNPD nach eng kéier opgeworf huet, ass, wéiso hei am Gesetz keen Delai agesat ginn ass, wéi laang déi mir hunn Radaren erhuewen Daten dierfe gespeichert ginn. Mir si mat deem Gesetz, dat Dir haut hei stëmmt, an enger Situatioun, wou systematesch all Autofuerer erfaasst gëtt, wou automatesch zu all Zäitpunkt Date gespeichert ginn: Plakatenummer, Foto, Auerzäit, Datum an esou weider.

Praktesch an informatesch gesi stelle sech do awer ganz vill Froen, well déi Daten, déi eemol erfaasst sinn, déi sinn am System. An et kann ee se jo ëmmer erëmfannen, souguer nom Löschen. An dat misst grad en Ex-Policeminister wëssen, well wéi oft grad eng Police op vermeintlech geläschten Donnéeën zréckgräift ... Well wie mengt, eng E-Mail, Radardaten oder Fotoe wäre fir ëmmer gelöscht, wann een „delete“ dréckt, deen huet vun Informatik näischt verstanen.

An enger parlamentarescher Fro huet de Minister eis och geäntwert, wéi eng Radaren an den Asaz kommen a wéi déi Technik heescht, ma mir hunn eis déi ugekuckt. A grad déi Apparater - haalt lech un! - goufe vun der Firma fir eng Maut ugebueden, also d'systematesch Erfaasse vun Autoen oder Camionen op der Strooss mat Ofläch op Serveren. An do si mer bei enger weiderer Gefor. Ee Knäppchen an der Software, vläicht och net gewollt, a schonn hu mir all Autofuerer am Radarfichier erfaasst, deen ënnerwee ass. Resultat: eng systematesch Iwwerwaachung vun eise Bierger. An do soe mir als Dateschutzpartei kloer Nee!

Dofir e kloeren Nee zu Radare mat „Section Control“. Mir wëllen net eng systematesch Erfaassung vun eise Bierger!

Iwwregens verhënnert eng „Section Control“ net emol, dass een ze schnell fiert. Si verfeelt also hiert Zil, well tëscht de Punkte kann ee ganz wuel iwwert déi erlaabte Geschwindigkeit gefuer sinn an duerno lues maachen. Also Accidenter sinn net wierklech verhënnert, wann een nach ëmmer ka Gas ginn, ouni vum Radar erwëscht ze ginn.

Ech kommen dann nach op deen drëtten Typ Radar, deen dobausse gutt klängt, mee an eisen Ae schlecht ëngesat ass. Et ass dee Radar, dee blëtzt, wann een iwwer eng Rout Luucht fiert. Jo, deen ass eis Piraten ganz sympathesch. A mir wäeren och dofir gewiescht, wär de Radar esou ëngesat ginn, dass en dem Dateschutz entsprécht.

Fir d'éischt emol eis Motioun: direkt am Auto fir d'Sécherheet ze suergen, andeems een e Subsid beim Autokaf gëtt fir méi Sécherheet fir Assistenzsystemer, déi automatesch bremsen, well dat bréngt méi wéi op eenzelne Roude Luuchten herno e Radar ze setzen, wann de Passant iwwersi gëtt. Dat wär eng richteg Sécherheet fir an all Auto. A fir eis Piraten ass et e Muss, genau esou wéi e Sécherheitsgurt, Airbag oder ABS.

Zum Radar selwer: Zweek Punkte stéieren eis un dësem Radar.

Punkt 1: De Radar hält bei enger Strofdot just eng Foto vun hannen. Et ass also just den Auto ze erkennen a mat Chance vläicht eng kleng Kontur. Dat bréngt an eisen Aen eng Rei Risike mat sech, wann ee bedenkt, wiwill Firmenautoen hei am Land ënnerwee sinn, wou dann oft onkloer ass, wéi gefuer ass. Dat ka souguer zu Situatiounen féieren, wou Leit, déi sech et leeschte kënnen, anerer bezuelen, fir hir Punkten ze schounen. Aus dësem Grund hate mir en Amendement eragereecht, fir dass parallel zur Foto vun hannen och eng vu vir soll geschoss ginn, fir eeben am Zweifelsfall dem Furer seng Rechter kënnen anzekloen. D'Majoritéitsparteien hu se leider ofgeleent.

Punkt 2: Wat eis bei dësem Radar stéiert, ass de Punkt, deen och alt nees d'CNPD opgeworf huet. Dee Punkt ass, dass jiddereen, deen ze Fouss ënnerwee ass, och op der Foto wäert ze gesi sinn. Stellt lech also vir, Dir gitt relax mat Ärer Famill spadséieren an da gitt Der matgeknipst, Dir kommt op eng Foto, déi op de Servere vum Staat lant an an engem Radarfichier. Do ass also e Fichier beim Staat herno mat Dausende Fotoen, déi net anonymiséiert sinn, mee op deenen Dausende Leit fräi ze gesi sinn, déi kee Feeler gemaach hunn, sech näischt zu Schold komme gelooss hunn. déi gréngschafen also hei e ganz bedenkleche Fichier u Fotoe mat Dausenden onschëllege Bierger. An och dat widersprécht all Gedanke vun Dateschutz.

Als Pirat hunn ech och déi Fro an der Kommissioun opgeworf. Ma d'Reaktioun vun de Majoritéitsparteien ass: Hei wäert net anonymiséiert ginn, well een net weess, ob d'Technik dat kann - sou, fäerdeg! Dat ass erschreckend, wéi Biergerrechter mat Féiss getrëppelt ginn, well een net weess, ob d'Technik et kann. Also huet de Minister eng falsch a schlecht Ausschreiwung gemaach an duerno déi Gesetzter mat Grundwäerter entscheet. Dat baséiert

op technesche Méiglechkeete vun engem Fournisseur vun enger schlechter Ausschreiwung. Majo, wann dat de Standard bei deene Gréngen ass vum Dateschutz, dann äddi!

Dofir hei eis Motioun, dass am Fichier ronderëm de Radar all Foto muss anonymiséiert ginn, ier se op de Server verschéckt gëtt, an dass net iergendeng kéier eng Persoun se eraussicht a vläicht anonymiséiert, well Dir hutt Dausende vu Fotoen herno do leie mat Leit, déi sech näischt zu Schold komme gelooss hunn.

Gutt, dass et nach eng Partei gëtt, déi och den Dateschutz versteet, an dat si mir Piraten.

■ **Une voix.** - Halleluja!

(**Brouhaha**)

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Dofir wäerte mir weinst de genannte Punkten, ...

■ **Une voix.** - Hie muss och alt selwer laachen.

(**Interruptions**)

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - ... déi kloer géint den Dateschutz a Biergerrechter schwätzen, géint dëst schlecht ausgeschaffte Gesetz stëmmen.

(**Interruption**)

Ma wat géift Der ouni Piraten maachen? Dann hält keen lech haut gezielt, wat de Problem mam Dateschutz ass, Här Graas.

(**Interruption**)

Wann dat net vill Neies fir d'DP ass, da weess ech net, wéi d'DP den Dateschutz seriö hëlt.

Mir Piraten bleiwen der Meenung, dass dëst Gesetz géint d'Verfassung souwéi europäesch Grundrechte verstéisst.

Motion 1

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- *Am Alldag geschéien am Stroosseverkéier eng sëllege Feeler, déi vu mënschlecher Originn sinn, ewéi zum Beispill ee Mangel u Konzentratioun, Middegkeet, Oflenkung, lues Reflexer usw.*

- *Modern Sécherheitequipementer an Autoe kënnen Accidenter verhënnere, déi duerch mënschlecht Handelen eleng net ze verhënnere wieren.*

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- *modern Sécherheitstechnik beim Kaf vun engem Neiwon mat enger Subventioun ze ënnerstëtzen an dat ënner de folgende Konditiounen: Fir Autoe bis zu engem Kafpräis vu 40.000 € soll de Montant vun dëser Subventioun maximal 1.000 € bedroen, fir Autoe mat engem Kafpräis ab 40.000 € soll d'Bäihëllef maximal 250 € bedroen.*

(s.) Marc Goergen.

Motion 2

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- *Ugesichts vum Avis vun der CNPD an notament dem zweete Punkt « Quant aux images prises par les radars feux rouges », wou d'CNPD schreift: « La CNPD estime dès lors nécessaire de masquer automatiquement les images des piétons et de toute personne autre que le conducteur, qui n'auraient aucun lien avec l'infraction », an: « Elle estime également nécessaire d'envisager un masquage automatique des personnes physiques aux abords des routes qui sont prises lors de la capture d'image, et un masquage temporaire des passagers du véhicule afin que ces derniers puissent être à nouveau rendus visibles à l'occasion d'une éventuelle procédure judiciaire. »*

Aus dësem Grund invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- *d'Recommandatioun vun der CNPD ze respektéieren an ëmzesetzen, éier dës Zort Radaren a Betrib geet.*

(s.) Marc Goergen.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Ganz gutt!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

■ **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Merci, Här President. Loosse mer erëm zréck op de Buedem effektiv vun der Verfassung kommen a virun allem vun der Realitéit an dann zu deem schwätzen, wat an deem Text hei steet.

Ech mengen, et ass scho gesot gi vu verschidde Virriedner: Déi ganz Radarinstillatiounen, dass ass en Deel vum Aktionsplang Stroossesécherheet, en Aktionsplang, deen an där Form an och duerch dat, wat mer maachen, inklusiv haut, net eleng vun der Regierung ausgeschafft ginn ass, mee wou e ganze Koup ONGen, Associatiounen aus der Zivilgesellschaft mat do um Dësch sëtzen, wou an deem Aktionskomitee och d'Justice drasëtzt, dat

heescht, eng ganz breet Palett vu Leit, d'Police ... An den Haaptobjektiv vun de Radaren ass - esou wéi mer et och gesot hunn, wéi mer deen éischten ageféiert hunn -, fir Liwien ze retten.

An d'Madamm Hemmen huet virdu gefrot, ob et scho Statistike gëtt oder Detailanalyse gëtt. Mir hunn op alle Fall eng kloer Analys an dat ass natierlech d'Resultat vun deem gesamten Aktionsplang, dee mer gemaach hunn, vun deene leschte Joren. Wann een d'Zuele kuckt, wann ech elo zum Beispill déi Doudeg eraushuelen zwëschent 2013 an haut: Ech hunn 2013 am Dezember ugefaangen als zoustännege Minister an ech hunn 2014 déi éischt Zuele misste virstelle vum Joer 2013. An do war ech erfëiert, do ware mer nach bei 46 Doudegen.

Mir hunn am Fong d'Doudeszuelen entre-temps mindestens schonn ee Joer halbéiert kritt, ëm 50 % reduzéiert kritt. Wann Der iwwert déi lescht véier Joer kuckt, do waren effektiv dräi Joer dobäi, wou mer ënner 30 komm sinn. A wann een d'Moyenne kuckt, da kann ee soen, dass mer iwwert déi lescht siwe Joer d'Doudeszuelen ëm 40 % reduzéiert hunn. An do ass kloer den Objektiv, Liwien ze retten, do gesäit een, wéi reell dat gëtt a wiwill Liwien ee gerett kritt, wann een de politesche Courage huet, och esou Decisiounen wéi déi hei ze huelen.

An och wann et deemools an, wéi mer och elo grad erlieft hunn, och nach haut staark contestéiert ass, dass et esou Methoden, esou Méiglechkeete wéi dat hei gëtt, fir fir d'Verkéierssécherheet ze suergen, da wëll ech lech awer soen: Mir haten eng Etüd gemaach viru fënnf Joer, eng breet Émfro, an do ass erauskomm, dass iwwer 70 % vun de Leit dee Wee hei gutt fannen a richteg fannen an deen och matdroen. Dat heescht, eng ganz, ganz grouss Majoritéit féint déi Approche richteg, dass dat heite gemaach gëtt. An do war deemools esouguer nëmmen prezis iwwert d'Radaren gefrot ginn, well dat jo dann ëmmer behaupt ginn ass, dass wär esou ëmstridden an der Bevëlkerung.

A wéi gesot, op där enger Säit hu mer d'real Resultater vun de Verkéiersdoudegen, déi mer reduzéiert kritt hunn, a mir hunn eng Rei Enquête gemaach, déi dat och beleeeën. An d'Zuelen insgesamt, wéi gesot, schwätzen do derfir.

Also et ass eng grouss Akzeptanz do an et ass eebe wéi ëmmer, wann ee Saache mécht, et héiert ee virun allem déi, déi onzefridde sinn oder déi mengen, si missten onzefridde sinn. An déi, déi zefridde sinn, jo, déi manifestéiere sech net ëmmer esou. Et muss ee just duerfir ëmmer oppassen als Politiker, dass ee keng falsch Aschätzung mécht, dass een aus verschiddearten Grënn ..., dass een net allméiglech abstrus Grënn féint, fir e Gesetzesprojet net onbedéngt ze stëmmen, well ee vläicht mengt, dass wär elo grad populär. A wann een da géint déi heite Saachen ass, da mécht ee wierklech ganz kloer eng Feelkalkulatioun, well, wéi gesot, déi, déi dat richteg fannen, sech oft net ëmmer esou lautstaark zu Wuert mellen.

Den Här Wilmes huet mech gefrot, op Basis vu wéi enger Analys dass dat heite gemaach gi wär, dass d'Plaze géifen erausgesicht ginn. Mir hunn e Groupe de travail, dee bei de Radare wéi en général bei de Mesuren, déi mer huelen, sech këmmert ëm, wat mer nennen, d'Accidentologie op de Stroossen, op de Kräizungen oder op normale Stroossen. An deem Groupe de travail sëtzen natierlech d'Stroossebauverwaltung, d'Police, mee awer och d'Sécurité routièr, also allméiglech Acteure sëtzen do dobäi. An da gëtt gekuckt: Wou sinn déi meeschten Accidenter? Wat fir eng Configuratiounen hu mer op deene Stroossen, op deene Kräizungen wéi elo hei? A wat kann dann dozou féieren, dass et do Accidenter gëtt? A wat kënnen mer maachen, fir dat ze verbesseren?

Dat kënnen baulech Mesurë sinn - d'Configuratioun ze änneren vun enger Strooss oder wat et ëmmer, mee et kënnen dann och eeben esou Saache si wéi d'Radaren. An hei ass dat de Fall. An ech mengen, Dir wësst et och an Dir hutt et jo och gesot, Dir fannt dat jo och selwer eng gutt Saach, well d'Stäreplaz, déi dote Kräizung, ganz besonnesch problematesch ass. Do waren och schonn an der Vergaangenheet extreem schlëmm Accidenter mat Doudegen, wou Foussgänger um Trottoir zu Doud gerannt gi si vun engem, dee gemengt huet, e misst nach séier op de Gas drécken, wéi e vun uewe koom, well d'Luucht vläicht grad nach orange ginn ass, an da knallhaart duerch Rout gefuer ass an et do zu Accidenter komm ass.

An den Här Wagner huet eis jo och nach eng eegen Erfahrung hei matgedeelt. Ech kennen déi Kräizung selwer och gutt an hunn där Situatiounen do och schonn oft selwer erlieft. An natierlech duerch de Fait, dass et elo nach den Tram als zoustätzlech Verkéiersmëttel derbäikomm ass an d'Kräizung fir den Tram och oniwerrsiichtlech ass, ass et ëmsou méi wichteg, dass jiddweree sech dorunner hält. Duerfir ass déi dote Kräizung als Éischt erausgesicht ginn. Hollerech ass eng aner Plaz an der Stad, wou och scho vill schlëmm Accidenter waren, oder de Schlammeestee och.

A mir wäerten natierlech elo en fonction dovunner kucken, an där nämmlecher Philosophie, wou et am Land nach Plaze gëtt. Mir sinn och dankbar, wa Gemengen eis drop opmierksam maachen innerorts, wou se mengen, dass esou eng Plaz kéint sinn. Da wëlle mer dat selbstverständlech och präiwen an, firwat net, dann eventuell do esou e Radar setzen.

An, wéi d'Madamm Hemmen et gesot huet, d'Zil ass hei net, fir elo op all Kräizung där Luuchterradaren ze setzen, mee mir wëlle se do setzen, wou wierklech e grëssere Problem ka sinn.

Den Här Wilmes huet mech och gefrot, firwat een net kéint zum Beispill aner Vergeëe wéi den Handy an esou weider ..., déi och festgestallt gi beim Chauffeur, wann d'Foto geholl gëtt an en infraction ass, dass da géif gesot ginn: Mir kucken net nëmmen dat, wat gemooss gëtt, wéi elo hei d'Luucht oder d'Vitess - déi gëtt jo reell gemooss -, mee och dat, wat ech nach feststellen zum Beispill op der Foto. Ech wëll drop hiweisen, dass mer dat maache wollten am éischte Gesetz deemools an och op kloer Demande hi vum Parquet, deen en Avis dozou gemaach hat, deen en faveur dovu war, deen éischer souguer gesot huet, si géifen et richteg fannen, dass ze maachen, an dass de Staatsrot eis eng Opposition formelle du gemaach huet. Dunn hu mer dat erëm missen eraushuelen, well de Staatsrot gesot huet: „Nee, dat geet net, Dir kënt nëmme Saache sanktionéieren, déi Der moosbar festgestallt hutt, awer net zum Beispill“ - et hätt een och kënnen de Sécherheitsgurt nach dranhuelen oder wat weess ech - „esou Saachen, déi Der op der Foto feststellt!“

Bon, dass ass de Grund, firwat mer dat net dran hunn. An technologesch gesinn, wéi gesot, gëtt et elo net vill aner Méiglechkeete mam Handy, ausser wierklech visuellt, dass d'Police Kontrolle mécht, wat se iwwregens och ëmmer méi verstärkt mécht.

Dann zu den Avertissement-taxéen. Et ass esou, ech erwaarde mer elo net onbedéngt hei ..., mir hu jo deen ... Ech hat gesot, an deem Test wäeren erschreckenderwee schonn Honnerten Infractionen an engem Dag festgestallt ginn. Ech erwaarde mer awer elo net, dass dat och de Fall ass, also ech hoffen et och net, wann et elo bis aktiv fonctionéiert.

Ech muss och soen, mir haten änlech Feststellungen gemaach beim Secteursradar deemools, wéi mer dee bis getest hunn. Et huet sech awer erausgestallt, dass de Secteursradar wierklech am Verhältnis zu de fixe Radare vill, vill manner Vergeëe feststellt an och sanktionéiert. Et gëtt der natierlech och do evidenterwee, mee dat huet domat ze dinn, an dat huet d'Police och nach zoustätzlech kontrolléiert, dass natierlech an där Sektoun d'Vitess einfach agehale gëtt, well natierlech dat fir de Chauffeur eng ganz aner Roll spillt, well en dat weess, dass op där ganzer Streck eeben déi Moyenne do gemooss gëtt, an e sech och doduerjer drun hält.

An dat huet och op där do Plaz dozou geféiert ... Dat war e Streckenofschnëtt, wou och enorm vill ganz schwéier Accidenter mat Doudege waren, an zënter dass dat fonctionéiert, hate mer do keen Accident méi. Bon, ech wëll net behaupten, mir géifen ni méi ee kréien, mee mir stellen awer fest, dass dat doten eng weesentlech Verbesserung bruecht huet duerch dee Secteursradar do op där Plaz.

Dann ass et och esou, dass den Här Wagner sech eng Rei Froe gestallt huet, déi natierlech berechtigt sinn, iwwert den Dateschutz, a virun allem déi, déi am Avis drasti vum der CNPD. Et ass esou, dass d'CNPD an hirem Avis hei eigentlech näischt grondsätzlich Neies gesot huet. Et muss ee kucken, wann Der deen éischten Avis liest, dee mir jo selwer gefrot hate deemools, do hu se schonn änlech Saachen, fir net ze soe bal déi nämmleche Saachen, mat Ausnam hei vun enger Fro, ech kommen nach op déi, zum spezifische Rout-Luuchte-Radar hei opgeworf. Mee, wéi gesot, et ass näischt wierklech fundamental Neies.

Et ass och elo näischt, wat awer wierklech, wéi soll ech soen ... Et sinn eigentlech éischer Befierchtungen, déi opgeworf ginn, wéi reell Saachen, wou een elo ka soen: „Dat doten ass e kloer Verstouss géint den Dateschutz!“, well soss hätte mer jo eppes ganz aneres draosten an da sinn ech och sécher, dass de Staatsrot eis warscheinlech eng Opposition formelle gemaach hätt.

Mee bon, wéi gesot, dass ass elo näischt fundamental Neies. Et ass awer alles interessant, wat do dra steet. An dat soll een och seriö kucken an eescht huelen natierlech, wat do dra steet, och wann et net elo, wéi soll ech soen, an deem Sënn ass, dass gesot gëtt: „Do gesi mer direkt e kloer Verstouss géint den Dateschutz.“ Et sinn éischer Bedenken, déi geäussert ginn, oder Froen, déi gestallt ginn.

An da kommen ech zu där Problematik, well een hei op der Foto effektiv kéint gesinn ..., also dass do kéinte Leit matgeknipst ginn, déi net am Auto sëtzen, mee zum Beispill um Trottoir niendrun stinn. Ech hunn éischters schonn emol e Brëif geschriwwen och u meng Stroossebauverwaltung, si solle mer wannehgelift technesch dat nach eng kéier

prévue loosens, wat et do kéint ginn. An ech wëll lech awer soen, dee Radar, dee mir hei hunn, am Contraire zu deem, wat virun hei behaupt ginn ass: Et ass genau deen nämmelechten, deen a villen europäesche Länner funktionéiert. A mir hunn eis dat natierlech alles ugekuckt. A mir hunn och gekuckt, wat et um Marché gétt, an eis mat der Ausschreibung duerno dorun orientéiert, well mir hu souwisou och e puermol de Cahier des charges, ier mer e lancéiert hunn, adaptéiert, well mer eis déi Techniken alleguerte genau ugekuckt hunn.

Ech muss soen, ech fannen et och e bëssen e staarkt Stéck, well et ass jo net de Minister, deem d'Technike kucke geet an d'Ausland, mee et sinn d'Ingenieure vun der Stroossebauverwaltung, dat hei e bëssen esou duerststellen, wéi wann dat elauter Clowne wären, ech fannen dat e bësselchen eng Frechheet par rapport zu deene Beamten. Déi maachen hir Aarbecht uerdentlech an déi hu selbstverständlech déi Techniken alleguerte genau gekuckt.

Et ass awer allerdéngs esou ..., an duerfir huet d'CNPD och hei an hirem Avis net eppes geschriwwen am Sënn: „Dir verstoust géint den Dateschutz!“ Si hu just Bedenken ausgeschwat. Firwat? Ma well déi Fro do sech natierlech virun allem stellt, wann een d'Foto och kuckt a Wierklechkeet. Déi meescht Fotoen, déi gi jo während enger gewässer Zäit gespäichert an da gi se souwisou geläscht, entweeder wann de Protokoll bezuelt ginn ass oder wann et da souwisou bei d'Justiz geet, jo, da geet jo alles souwisou dohinner. Da si mer an engem aneren Szenario.

Mee et ass esou, dass déi Fotoen eréischt gekuckt ginn, wann ee contestéiert a seet: „Lauschtert emol, ech souz net am Auto!“, aus wat fir engem Grund och ëmmer. Da kann ee jo d'Foto kucke goen. An dann ass et natierlech kloer, da gesäit en op där Foto just de Chauffeur. Da gétt alles geschwäert, wat kéint do opgeholl gi si ronderëm. Dat heescht, par rapport zum Dateschutz: Deejeenigen, deen dohinnerkennt, an och soss keen duerno méi, well dann ass et definitiv geschwäert, gesäit, wat ronderëm geschitt ass.

Elo ginn ech awer gär zou, ech hätt och léiwer eng technesch Léisung, déi dat d'office géif maachen. A wann et déi gétt, dat hunn ech och an der Kommission gesot, da sinn ech och bereet, dass mer déi sollen direkt asetzen. Wann et nëmmen e Softwareupdate ass - wat ech awer e bësse bezweifelen, dass dat esou einfach wäert sinn, mee bon, who knows? -, mir kucken dat technesch no, da kann een dat ganz gär maachen.

Mee duerch de Fait, dass et awer esou gereegelt ass, dass d'Fotoe geschwäert ginn an esou weider, wa se och consultéiert ginn, doduerch ass et natierlech kee Verstouss direkt géint den Dateschutz. Si hu just Bedenke geäussert, well natierlech hunn ech och ëmmer léiwer, et gétt kee geknipst, deen am Auto sëtzt. Et ass jo och esou bei engem normale Radar. Do gétt d'Foto geholl an theoreetesche kéint Der do och gesinn, wien alles am Auto sëtzt, mee do gétt se och geschwäert, wann ee kucke geet. Dat heescht, et ass just de Chauffeur, dee gefuer ass, deen een da gesäit.

Ech muss och soen, wann hei Behauptungen opgestallt ginn, mir géifen elo hei ..., quasi Dausende Leit wären ongerechtfergt Gott weess wou a Fichieren: Ech kann dat alles net novollzéien, well dat entsprécht och net der Realitéit. An ech wëll och soen: Mir mussen jo elo net hei maachen, wéi wa mer zu Lëtzebuerg hei eppes besonnesch aneres erfondt hätten. Mir hunn dat heiten zu Lëtzebuerg elo vun der Technik, wat et an deene meeschte Länner gétt. A mir hunn eigentlech vum System hier, dee mer opgebaut hunn ..., mat vill Verspéidung, muss een awer soen, well déi meescht Länner hate scho vill méi fréi déi Systemer. Hei hu mer déi agefouert a mir hunn eis natierlech orientéiert, mir hunn e Benchmark gemaach, wat et alles an Europa an an der Welt gétt.

An ech wëll och soen, duerfir déi - entre guillemets - „Toleranzgrenzen“. Dat si jo technesch Toleranzen, déi agebaut gi sinn, déi berüümten dräi Stonnekilometer. Dat gétt et nämlech identesch genau an der Schwäiz, als Beispill. D'Schwäiz ass iwwregens, niewebäi bemierkt, dat Land mat mat deene beschte Verkéiersstatistike an der Welt, wou d'Verkéierssécherheet am beschte funktionéiert. Et huet seng Grënn, firwat dat an der Schwäiz esou ass.

Also mir hunn eis do un der Schwäiz orientéiert, um „best of class“ niewent Holland, wou et änlech ass wéi zu Lëtzebuerg. Och hu mer eis do orientéiert, well mer jo wëlle Mënscheliwe retten. An duerfir huet et och kee Wäert, Saachen hei un d'Wand ze molen, déi net sinn. Mir hunn hei keen extra Superiwwerwachungssystem ageféiert, deen et soss nach néierens gétt. Mir hunn dat gemaach, wat et a villen demokratesche Länner an Europa gétt, wéi och hei zu Lëtzebuerg.

Elo kann een natierlech d'Technik, déi evoluéiert, ëmmer erëm verbessern. Ech mengen awer, dass mer dat natierlech och ëmmer maachen an ëmmer erëm am A behalen, wat vun neien Techniken kënn, an och ëmmer erëm bereet sinn, dat ze maachen.

Ënnert dem Stréch geet et awer hei ganz kloer drëm, Mënscheliwe ze retten.

Da wëll ech nach just zwee Sätz soen iwwert déi zwou Motioune vun de Piraten hei. Déi éischt, déi betrëfft d'Sécherheetssystemer an den Autoen: Foussgängererkennung, Rout-Luuchten-Erkennung an esou weider. Bon, éischters emol ass ze soen, de Rout-Luuchte-System, dee gétt et schon haut an den Autoen, dee kann een als Option natierlech bei villen Autoen eréischt drophuelen. Datt den Auto automatesch bremst, dat kann een och ausschalten am Auto, dat just niewebäi bemierkt. Mee bon, dat ass awer emol egal. Ech si fir déi Systemer. An ech setze mech an Europa an am europäesche Conseil zënter Joren an, dass all déi sécherheitsrelevant Systemer iwwerhaupt keng Optione bei den Autoen solle sinn, mee d'office, wéi de Sécherheetsgurt, mussen ageféiert ginn, dat heescht, wann een den Auto keeft, dass d'office déi Systemer drop sinn.

Ech muss awer soen, ech sinn awer net der Meinung, dass mer elo sollen ufänken, och nach mat Subsidien hei ze verfuere. Mir kënnen natierlech esou wäit goen, dass mer op eemol alles um Auto subsidiéieren, dass den Auto bal näischt méi kascht. Da kënnen mer natierlech och maachen. Mee mir lieve jo an enger grenzenloser Welt, wou d'Fantasie grenzenlos ze si schéngt.

Also ech si fir déi Systemer an ech si ganz kloer der Meinung, déi sollen obligatoresch duerch EU-Reglementationen an duerch national Ëmsetzung da vun deenen ageféiert ginn, dass d'Constructeurs gezwonge ginn, dass d'office an d'Autoen anzubauen. Well dat bréngt eis ganz vill.

An da wëll ech lech och soen: Et ass jo interessant, et gétt jo vill iwwert déi Froen diskutéiert vu Respekt oder Netrespekt vun de Verkéiersregelen. Am Endeffekt, dat Einfachst ass, sech un d'Reegelen ze halen, da fuere mer all méi sécher an da kritt keen e Protokoll an da sinn d'Gerichter aarbechtslos. Dat ass den Idealzoustand. A mir wäerte jo, wa mer elo bei deene Sécherheitsstandarden, déi mer haut schonn um den Autoen hunn ..., dass ass jo den Ufank vun autonome Fuere.

An duerfir soen ech och ëmmer als Beispill: Ass et net traureg, wann d'autonom Fuere bis eng Kéier funktionéiert an all d'Autoen - dat wäert iergendwann eng Kéier kommen an der Zukunft, d'autonom Fuere - ...? Da wäerte warscheinlech d'Accidenter duerch de Fait, dass natierlech déi künstlech Intelligenz, déi an deem Auto agebaut ass, esou programmiert ass, dass se sech 100%eg un alleguerten d'Reegelen hält, mat Sécherheit zimmlech no un null kommen.

Ganz wäert et vläicht och net méiglech sinn, et ze evitéieren, well et kommen ëmmer Imprevuen, wou och net onbedéngt den Auto ëmmer derfir kann, mee et ass awer esou, dass et da wierklech ganz, ganz dramatesch wäert erfouen. Mee ass et net traureg, dass mer künstlech Intelligenz brauchen, fir d'Visionen vun null Verkéiersdoudegen a Verkéiersverletzten ze realiséieren? Wäer et net awer grad esou gescheit, wa mir Mënschen, déi jo d'künstlech Intelligenz erfannen, selwer derfir géife suergen?

An duerfir soen ech Merci fir déi breet Zoustëmmung.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools dem Här Mobilitéitsminister François Bausch. Domat wiere mer um Enn vun der Diskussioun ukomm.

Mir kéimen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7652. Den Text steet am Document parlementaire 7652⁶.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7652 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuracion ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuracion)

Domadder ass dese Projet de loi mat 54 Jo-Stëmmen a 6 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Claude Wiseler), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marc Spautz), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Aly Kaes), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen);

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves

Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Jeff Engelen (par M. Laurent Mosar), Fernand Kartheiser (par M. Léon Gloden), Fred Keup (par M. Gilles Roth) et Roy Reding (par Mme Octavie Modert);

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da kéime mer zum Vott vun deenen zwou Motioune, déi vun de Piraten deposéiert gi sinn. Ass nach een, deen d'Wuert zu dese Motioune freet? D'Madam Josée Lorsché.

(Interruptions)

Nee, den Här Carlo Back.

Motions

■ **M. Carlo Back (déi gréng).**- Merci, Här President. Ech wollt Positionen huelen zu deenen zwou Motioune, déi d'Kollege vun de Piraten ofginn hunn.

Zu där éischer, wat d'Subside betrëfft, si mer och der Meinung, dass een dat soll aféieren um europäeschen Niveau, dass dat standardiséiert Produite sinn, déi dann och standardméisseg an och esouguer obligatoresch an den Autoen agebaut ginn. Wéi gesot, mengen ech, kéinte mer déi net akzeptéieren.

Déi zweet, mengen ech, do huet de Minister jo och geäntwert: Wann Der den Avis vun der CNPD liest, bemängelt en dat vläicht au maximum, mee e seet awer elo net, dass mer do dateschutzméisseg total niewent der Plack géife leien. De Minister huet d'Prozedur erkläert. Do ass kee vu baussen, deen déi Foto gesäit, deen déi Foto net soll gesinn hunn.

A wa mer da schwätze vun Daten, déi op engem Server landen, déi geläscht ginn, wa mer dann hei wierklech eng Excursion maachen, wat alles vu kriminellen Taten do méiglech ass, da muss ech lech awer soen, Piraten, Dir sidd jo awer och ...

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- D'Dateschutzpartei déi gréng, ganz grouss!

■ **M. Carlo Back (déi gréng).**- ... gären an der Informatik, dann hu mer besser, keen Ordinateur méi unzepaken an och keng Donnéeë méi ofzespäicheren. Ech mengen, d'Prozedur ass hei ganz kloer. Et si keng Daten, déi gesi gi vun engem, dee se net soll gesinn. An dofir, wéi gesot, kënnen mer och déi zweet Motioune vun de Piraten net akzeptéieren.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Back. Den Här Serge Wilmes, wannechgelift.

■ **M. Serge Wilmes (CSV).**- Jo, also ech schwätzen zur Motioune Nummer 1. Zur Motioune Nummer 2 géif den Här Roth schwätze fir d'CSV.

Also bei där éischer, wou Der jo fuerdert, modern Sécherheetstechnik beim Kaf vun engem Neiwon mat enger Subventioun ze ënnerstëtzen, ass net richtig kloer, wat domadder gemengt ass. Ech mengen, déi meescht Autoen hunn haut awer Sécherheetstechnologien dran. Well, sinn nach méi Sécherheetstechnologie gefrot oder wat? Mee et geet net kloer ervir dobäi. Dofir versti mer net richtig, wat domadder gemengt ass, wat dat wierklech soll fir eng Plus-value sinn. Dofir géife mer à ce stade bei deser Motioune dergéint stëmmen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Roth zur Motioune Nummer 2.

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Jo, merci, Här President. Ech hu fonnt, dass dat hei engem ganz gutt Debatt war. An de Minister huet och herno nach eng Kéier explizéiert, firwat dass dee Projet de loi hei gutt ass am Interessi vun der Verkéierssécherheet. An ech mengen, dat droe mir och alles mat.

Ech wëll awer och soen, dass déi Ried, déi den Här Goergen gehalten huet, dass déi fundéiert war. Dat kann een net einfach esou vun der Hand weisen, well hien huet sech och referéiert op en Avis vun der Dateschutzkommissioun. Ech weess net, ob jiddweree vun eis 60 deen am Detail gelies huet. Deen ass och relativ rezent, deen ass vun dem 30. Dezember vun dem leschte Joer.

Vun eiser Säit si mir awer der Meinung, dass sech hei eng Rei vu rechtsstaatleche Prinzipien, wéi de Schutz vun der Privatsphäre an och virun allem dee vun der Verhältnisméissegkeet, stellen. An et ass esou, elo kënn Der soen: „Mee da kann een dat jo eng Kéier bei Geriicht virbréngen!“, mee Dir wësst och, dass déi mannste Leit ... Wa se en Avertissement taxé kréien, si se zwar vläicht net frou doriwwer, mee se ginn net onbedéngt fir 49, 74, oder wat ass et, 145 Euro dat op d'Gericht contestéieren.

Also mir wieren an deem Sënn derfir a mir géifen dat och plädéieren, dass een den Avis vun der CNPD eng Kéier sollt kucken an enger Commission jointe vun den Travaux-publics- a Mobilitéitskommissiounen zesumme mat der Justizkommissioun. Well ech muss lech ganz éierlech soen, déi Froen, déi d'CNPD am Kontext opgeworf huet vun deem Gesetzesprojet, déi ginn awer an der Logik ganz an déi Linn och vun deene rechtsstaatleche Froen, déi sech gestallt hunn oder nach ëmmer stellen um Niveau vun de Fichiere vun der Police. A mir géife wierklech och d'Majoritéitsvertrieder bieden, dass se géife mat op dee Wee goen.

Bon, wa se Nee soen, da mussen mir eeben e Bréif maachen, fir déi zwou Kommissiounen mat där Problematik ze saiséieren. Mee et soll een net einfach doriwwer ewechgoen, onofhängeg vun eiser grundsätzlecher Position, déi mer ageholl hunn, fir deem Projet de loi eis Zoustëmmung ze ginn.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Roth. Den Här Bausch huet d'Wuert.

■ **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- Jo, natierlech soll een den Avis vun der CNPD seriö huelen. Dat hu mer och gemaach. Ech hunn awer och gesot, dass an deem Avis hei par rapport zu deem éischten, dee mer kritt hu virun enger Rei Joren, keng weesentlech nei Elementer drastinn. Dir kënnst dee roueg noliese goen, dee jo deemools geschriwwen ginn ass, wéi mer dat éischt Gesetz gestëmmt hunn, dass d'CNPD näischt fundamental Neies gesot huet.

Dat Eenzegt, wou se eng Fro opgeworf hunn, dass ass déi Fro, wann een um Trottoir geet, wann ee matgeknipt gétt. Dat ass déi Fro. Dozou hunn ech jo och gesot, ech hu menger Verwaltung e Bréif geschriwwen, se solle mer dat klären. Et ass allerdéngs esou, d'CNPD mécht net e formellen Awand, wou se seet: „Dat do ass elo wierklech definitiv e Verstouss géint den Dateschutz!“ Si huet just Bedenken. Si seet: „Hätt et do net kënnen eng aner Technik ginn?“ an esou weider. Well soss hätt se jo geschriwwen: „Lauschtert emol, dass do geet net dateschutzméisseg!“ Well d'Prozedur awer kloer ass, eebe wien d'Foto kuckt a wéi een un d'Foto kënnst a wéi laang se gehale gétt.

Ech wëll och hei drop hiweisen, dass ... Natierlech, den Här Roth huet Recht, dat hei ass en Deel vum Fichier vun der Police, well dat heite Gesetz reegelt jo elo nëmmen d'Technik a wéi et funktionéiert a wéi laang alles soll conservéiert ginn. Ma dat anert ass dann de Policefichier, der gereiert gétt. A mir haten dat hei jo och an der Diskussioun deemools mat an der Policefichiersdiskussioun.

Ech muss awer soen, den Här Goergen, en huet hei dat Urteel zitéiert a gesot, de Staat hätt do Onrecht kritt. Nee, de Staat huet dergéint Appell gemaach an en huet an der zweeter Instanz Recht kritt! Dat kann emol virkommen, dass an enger éischer Instanz de Staat net Recht kritt, mee an zweeter Instanz huet e Recht kritt.

An ech wëll och soen, Här Goergen, et gétt scho vill Contestationen, et gétt der enorm vill virun de Geriichter par rapport zu de Protokollen. Nach keen Urteel ass ausgaange bis elo géint de Staat! Dat schwätzt awer net onbedéngt géint d'Legislatioun, déi mer gemaach hunn, géif ech soen, well wann dat esou wär, wéi Dir et hei beschriwwen hutt, dass mer hei quasi virum totalsten Iwwerwachungsstaat wären an heimadder ech weess net wat géif gemaach gi vu Saachen, dann, mengen ech, hätt de Staat och scho bei där enger oder där anerer Kéier verluer viru Geriicht, wann ee contestéiert huet.

Mee ech hunn awer kee Problem mat der Propos vun Här Roth. Selbstverständlech kënnen mer ganz gär eng Kéier den Avis ... Mir haten den Avis och an der Mobilitéitskommissioun emol duergeséit. Mir kënnen et awer och ganz gären eng Kéier nach an enger Jointe maache mat der Justiz oder ... Iwwregens, ech wär och interesséiert, d'Justizautoritéit kënnen jo selwer dohinnerkommen, si kënnen vun hiren Erfarunge schwätzen am Zesummenhang mat där ganzer Gesetzgebung. Ech hu guer kee Problem domat. Ganz gär!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci dem Mobilitéitsminister François Bausch. Ech ginn d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioune, den Här Marc Goergen.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci. Also fir d'éischt emol zur Motioune 1. Do war effektiv d'Iddi - et kann ee jo net op all rout Luucht, wéi dat elo och hei ugeklongen ass, e Radar bauen -, dass een dee System, Dir kennt en alleguerten, aus den Autoen, dat kascht elo net méi d'Welt, dass den Auto automatesch bremst, wann een engem virun den Auto spréngt, subventionéiere géif. Mir hu geduecht, dass dat wär och eng sénnvoll Subventioun, well jo och net jiddweree et sech ka leeschten. An duerfir hu mer jo och gesot bis 40.000-Euro-Autoen. Déi, déi méi deier Luxusautosmarke kafen, kënnen sech natierlech och esou en Assistent derbäikafen. Ech mengen, wann een 8.000 Euro Ëmweltprimm ka ginn, da

géif et och net schueden, wann een e puer Liewe kéint rette mat esou engem Assistent, deen d'Foussgänger schützt.

Zur zweeter Motioun: Mir begréissen, dass dat an d'Kommissioun géif goen. Et ass nämlech wierklech e Punkt, an d'CNPD huet dat opgeworf. Et ass net esou, wéi den Här Back gesot huet, „bis een dat kucke geet“. Nee! Do ginn Dausende vu Fotoen, an den Här Bausch huet gesot, wivill, wa mer herno 10, 50 Radaren op de Luuchten hunn, sinn dat Dausende Fotoen all Dag, déi op e Server vum Staat geluede ginn an e Fichier, ouni anonymiséiert ze sinn!

Dat heescht, mir hunn herno e Fichier, wou jiddweren, deen iergendzwousch do getrëppelt ass, op deene Fotoen ass, mat der genauer Zäit, mat dem Datum, mat allem! Dat ass de Problem, op dee mer opmierksam maachen! Net dass herno ee kucke geet an da mécht deen eppes Schwaarzes driwwer an dat kritt deen, deen de Radar contestéiert, da kritt deen ... Nee, de Fichier ass do beim Staat op engem Server mat Dausende Fotoen! Dat ass de Punkt. An dofir hätte mer am léifsten, dass ...

■ **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*. - Här Goergen, e Fichier mécht jo awer nëmmen e Sënn, wann en aktiv ass, an net, wann en net aktiv ass.

■ **M. Marc Goergen** (*Piraten*). - Nee, am Dateschutz, wann Dir Fotoen op engem Server stoen hutt, dat ass dach schonn de Problem! Dat ass dach de baualsten Dateschutz! Dir kënnt jo net soen: „De Problem ass ...“, mir späicheren egal wat op Serveren, eréischt wann een dat kucke geet, ass d'Infrastruktur drop.“

■ **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*. - Dat hunn ech net gesot!

■ **M. Sven Clement** (*Piraten*). - Dach, dat hutt Der elo grad gesot!

■ **M. Marc Goergen** (*Piraten*). - De Problem ass, Dir späichert se. Et späichert ee se, dat ass de Problem! Dir kënnt net vun all de Bierger déi Fotoen huelen, se späicheren an herno soen: „Jo, wann iergendeng kéier ee se kucke geet, ass de Problem do.“ Nee, Dir hutt Servere mat Fotoe voll leien, dat ass de Problem! An duerfir hate mer geschriwwen, och éier dës Zort ...

Dir kënnt eis jo elo vläicht soen, wéini de Radar a Betrib geet a wéini mer d'Kommissioun dann nach kéinte virdu maachen, fir dat doten ze klären. Merci.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*. - Merci villmools, Här Goergen.

■ **M. Sven Clement** (*Piraten*). - D'Haaptsaach sammelen!

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*. - Et ass keng Wuertmeldung méi do, da kënne mer zum Vott kommen.

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, wou et ëm modern Sécherheetstechnik geet.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuracion ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuracion)

Domadder ass dës Motioun da bei 2 Jo-Stëmmen a 54 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Claude Wiseler), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marc Spautz), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Aly Kaes), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Wann ech dat richteg verstanen hunn, si mer dann d'accord, fir ... Nee!

■ **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*. - Här President, d'Motioun, hat ech gesot, géife mer ofleenen, also d'Chamber soll se ofleenen. Mee ech sinn awer d'accord mam Här Roth senger Proposition, datt mer eng kéier mam Avis vun der CNPD an d'Kommissioun kommen an deen dann natierlech do diskutieren.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*. - Da kënne mer zum Vott vun der Motioun Nummer 2 kommen. De Vote électronique ass gefrot.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuracion ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuracion)

Domadder ass dës Motioun da bei 4 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 21 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Claude Wiseler), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marc Spautz), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Aly Kaes), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen).

10. 7693 - Projet de loi relative à la construction d'infrastructures d'accueil pour enfants et jeunes à Pétange

De leschte Punkt vum Ordre du jour vun dëser Woch ass de Projet de loi 7693 iwwert de Bau vu Kannerbetrieuingsinfrastrukturen zu Péiteng. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an de Rapporteur ass den honorabelen Här Carlo Back, deen och elo d'Wuert kritt. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

■ **M. Carlo Back** (*déi gréng*), *rapporteur*. - Här President, Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, an deem heite Projet geet et drëm, der Regierung d'Erlaabnis ze ginn, fir maximal 100 Milliounen Euro - Bauindex 837,53 - eng ganz Retsch Infrastrukturen zu Péiteng opzerichten.

D'Beneficiairë vun dësen Infrastrukture si Kanner a Jugendlecher, déi do ënnerbruecht ginn, forméiert ginn oder soignéiert ginn. Et ass also e Bauprojet, wou d'Käschte vum Fonds d'investissement public sanitaire et social iwwerholl ginn. Am Detail geet et bei dësem Finanzéierungsgesetz drëm, fir néng verschidden Infrastrukturen ze bauen, déi sech op zwee verschidde Sitten am Zentrum vu Péiteng verdeelen, de Site Batty Weber an de Site Robert Krieps.

De Kontext vun dësem Projet de loi: Et ass e Projet mat engem sozialen Hannergrond. Dës sozial a pedagogesch Infrastrukture ginn am Zentrum vu Péiteng opgericht. Fir de Moment huet eist Land engersäits e kloer Manktem an esou Infrastrukturen an anerersäits komme verschidde besteeënd Infrastrukturen an hir Alterslimit. Mat den neie Gebai-lechkeeten investéiere mer deemno ronn 100 Milliounen an eng modern, adequat a spezialiséiert Preise en charge vu Kanner a Jugendlechen - an deelweis och souguer vun Elteren -, déi en Handicap, sief dat physesch oder psychesch, mat sech droen oder déi zu hirem Schutz vum Staat placéiert goufen.

Et geet an deem Sënn och drëms, dës Persounen net nëmme psycho- a soziefamilial en charge ze huelen, mee hinne mëttel- a laangfristeg kënnen ze hëllefen an hinnen d'Méiglechkeet ze bidden, maten an eiser Gesellschaft ze liewen.

Hei am Resümee weider Informatiounen zu dësen Bauten an deenen do offréierte Servicer; méi detailléiert Informatiounen fannt Dir a mengem schrëftle-

che Bericht: eng national, fir d'éischt emol eng national, Pouponnière fir 54 Kanner vun null bis sechs Joer, déi vum Geriicht placéiert goufen. Dës wäert hei déi eenzeg national Institutioon ginn, wou kleng Kanner respektiv Bëbeeë mat grave Stéierungen 365 Deeg am Joer betreit ginn, zum Beispill Kanner mat psychomotorische Schwiergeketen oder Retard oder Kanner, déi musse sevréiert ginn, well d'Mamm süchteng ass a reegelméisseg Droge konsuméiert huet während der Schwangerschaft.

Dann e psychotherapeuteschet Internat, wou 18 Kanner an enger familjenänelcher Struktur betreit ginn. Hei hu mir och ee ganz grouse Besoin, well de Moment e bësse manner wéi 100 Kanner, genau 99 Kanner, am Ausland musse betreit ginn.

E Centre thérapeutique et administrative: Dësen Zentrum kombinéiert administrativ an edukativ Aufgaben. De Bauprogramm gesäit eng eege respektiv intern Schoul vir fir déi Kanner, déi net extern, dat heescht am klasschesche Schoulsystem, mathale kënnen, dëst mat engem Foyer de jour fir auserschoulesch Aktivitéiten.

Hei ass och en Therapiecenter virgesinn, deen et erlaabt, ambulatoire Consultatiounen duerchzuführen, fir datt d'Kanner an d'Jugendlecher weider Kontakt zu hiren Eltere behale kënnen. A fir de Rescht ass an dësem Gebai och d'Administratioun virgesinn, déi dee ganze Site geréiert.

Weider gi Logementer gebaut fir Persounen, déi Problemer mat Autismus hunn. Hei sinn zwee Type vu Strukture virgesi fir Persounen, déi autonom sinn oder déi an enger Groupe de vie liewen.

Logementer fir Elteren, déi een intellektuellen Handicap hunn. Hei gi Sozialwunnenge gebaut a verlount u Persounen, déi e liichte kognitiven Handicap hunn. An do derniewent soll och nach en Informationszentrum entstoe fir dës Leit.

Gemeinsam Infrastrukturen um Site Batty Weber. Dës Infrastrukture sollen et erlaben, Sport a Reeducatioun ze maachen. Eng Salle polyvalente commune ass hei och virgesinn. De Centre médical, deen hei gebaut gëtt, soll nieft dem internen Zweck och fir d'Bevëlkerung vu baussen notzbar ginn an esou d'medezinnesch Proximitéitsversuergung zu Péiteng verbesseren.

Als weider gemeinsam Infrastruktur ass op dësem Site dann och nach e Parking mat 92 Emplacementen an den Amenagement vun enger ëffentlecher Plaz virgesinn.

Dann en Internat socio-familial. Hei gëtt en Internat opgericht fir 60 Kanner a Jugendlecher, déi hei während der Schoulperiode kënnen hebergéiert ginn. Dat ass éischtens eng ganz wichteg Infrastruktur fir de Süde vum Land, wou et bis elo nach keen Internat gëtt, mee de Besoin awer wissst. Et ass iwwregens och eng éischt Infrastruktur, déi souwuel fir Grondschouלקanner wéi fir Jugendlecher geplangt a gebaut gëtt.

Dëst Finanzéierungsgesetz begräift natierlech och den Amenagement vun den Alentouren vun deenen zwee Sitten an.

D'Gesamtsurface vum Projet ass 2,43 Hektar an d'Surface brute, déi bebaut gëtt, beleeft sech op 21.000 Meterkaree fir ee Volume brut vun 82.000 Meterkubb. D'Gebaier ginn ugeschloss an de Chauffage urbain vu Péiteng. Fotovoltaik a Panneaux solaires thermiques ginn och hei installéiert an eng Begrünung vun den Diecher ass och virgesinn.

Dës Gebaier ginn, wa se fäerdeg gebaut sinn, vun ASBLE bedriwwen, déi all eng Konventioun entweder mam Ministère vun der Famill, Integratioun an der Groussregion oder mam Ministère vun der Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse hunn.

De Projet ass den 3. November 2020 deposéiert ginn an de 14. Januar 2021 an der Kommissioun fir Mobilitéit an ëffentlech Baute presentéiert an diskutéiert ginn. De Staatsrot huet säin Avis de 4. Dezember ofginn. De Rapport, esou wéi en lech hei virläit, ass de 4. Februar an där selwechter Kommissioun ugeholl ginn.

An ech soen lech villmools Merci fir d'Nolauschten a ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun dozou.

■ **Plusieurs voix**. - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*. - Merci dem Rapporteur.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert - an e gutt Wuert!

Discussion générale

■ **M. Marc Spautz** (*CSV*). - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt e grouse Merci un de Rapporteur, den Här Carlo Back, fir säin ausféierleche Rapport souwuel mëndlech wéi och schrëftlech.

Am Här Back sengem schrëftleche Rapport geet en och nach eng kéier op den Historique an, dass dee Projet zrëckgeet op d'Joer 2013, d'Joer 2013, wéi

de Familjeminstère, deen deemools och nach zoustänneg war fir all d'Volete vun de Kanner a vun der Jeunesse, en Appell gemaach huet an eng Gemeng gesicht huet, fir déi do Strukturen alleguerte kënnen ze huelen, well ganz grouss Nout um Mann war, fir souwuel eppes ze maache bei eisen Autisten, fir eppes ze maache fir alleguerten déi Strukturen, wou mer d'Kanner hu missen an d'Ausland droen.

An déi méi stänneg Kolleegen heibannen, déi scho virun 2009 hei waren, déi kënne sech erënneren, dass dat ëmmer eng hefteg Debatt heibanne war, dass mer esou vill Kanner hu missen an d'Ausland ginn, well mer net déi néideg Betreuingsplazen hatten.

Dat war d'selwecht mat de Pensionater fir eis Kanner a Jugendlecher, wat ëmmer méi e grouse Besoin ginn ass. Dat hate mer am Zentrum an am Oste vum Land, mee am Süde ware mer do zimmlech schwaach gestiwelt.

D'Gemeng Péiteng ass deem Appell 2013 deemools nokomm. Ech hat deemools d'Chance, zesumme mam Claude Wiseler - hie war Bauteminister an ech Familjeminstère -, wéi mer mat der Péitenger Gemeng fir d'éischte kéier doriwwer geschwat hunn, fir hinnen och ze soen, wat dat alles géif bedeuten. Et war de Site - an dofir ass d'Diskussioun och dorop gefall - vum fréiere Lycée Mathias Adam, wou dat heite sollt hikommen, wou de Staat e groussen Deel vun Terrainen hat, well virun do e Lycée war, an dofir war et och wichteg, dass esou Strukture ofdoen an de Süde respektiv an d'Land kommen.

Well, wéi de Rapporteur et richtig ënnerstrach huet, bei deem ganze Site mat engem bebaute Volume vun 82.000 Meterkaree si Strukturen dran, déi sech méi op de regionale Charakter bezéien, mee et sinn der awer och mat dran, déi ganz wichteg sinn, fir deene méi Schwaachen an der Gesellschaft, déi net d'Chance haten, an der Gesellschaft mat virbäi ze sinn, kënnen ze hëllefen, ob dat eis Kolleeg vun den Autiste sinn oder och d'Elteren, déi Schwiergeketen hunn, a fir dass déi Kanner an enger Pouponnière kënnen ënnerbruecht ginn. Well et war och e grouse Besoin hei am Land, fir eng national Pouponnière ze hunn, fir dat och alles kënnen ze maachen.

Ech kann lech soen: Deemools war et relativ schwéier, fir iwwerall déi eenzel Sitten ze fannen. Mir haten och deemools e Site fonnt, wat och herno eng Konventioun ginn ass mam Educationministère, an där klenger Gemeng - pardon, Här Buergermeeschter, mee et ass awer esou - Tandel zu Furen, fir och do e puer Strukture kënnen ze maachen, fir deene Schwächsten an eiser Gesellschaft eng Chance ze ginn. An dat ass dat, wat hei zu Péiteng geschitt, wou een der Gemeng Péiteng muss e grouse Respekt soen, well, mir hate virun nach driwwer rieds, soss hutt Der esou Foyeren e bësse méi ausserhalb vun den Uertschafte gesinn.

Ech ka mech och erënneren: An de 70er-Joren, an och déi méi stänneg Kolleegen heibanne wëssen dat nach, dunn ass och am Alters- a Fleegeberäich ëmmer e bësse méi extern gebaut ginn. Et ass eréischt duerno, wou d'Ëmdenke komm ass, dass et wichteg ass, dass dat och am Zentrum vun enger Uertschaft ass. Dofir kann een och just soen, dass et bei deem Projet hei, deen elo am Zentrum vu Péiteng ass, och ganz wichteg ass, dass déi Leit net ausgeschloss sinn, mee dass déi Leit och do d'Méiglechkeet vun enger Integratioun hunn, dass dat och e ganz groussen Atout ass, deen déi Strukturen herno mat sech bréngen.

Mir als CSV op alle Fall ginn deem Projet hei voller Iwwerzeugung eis Zoustëmmung. Mir soen och Merci, dass dat elo kënnt. Mir wëllen awer an deem Merci och d'Gemeng Péiteng aschleissen, déi do de Fanger an d'Luucht gehuewen hunn a gesot hunn: „Mir si bereet, dass déi Strukturen elo bei eis kommen.“

Et ass jo e relativ groussen Areal, deen do entsteet: 2,43 Hektar. Dofir si mer och voller Zouversicht, dass de Projet séier kann ëmgesat ginn, an dat am Interêt, wéi gesot, vun deene Schwächsten an eiser Gesellschaft, dass mer et do fäerdegbréngen, deenen och eng zousätzlech Liewensqualität kënnen ze ginn, an dat am Interêt vun eis alleguerten.

Villmools merci.

■ **Plusieurs voix**. - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*. - Merci och. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Max Hahn.

■ **M. Max Hahn** (*DP*). - Merci, Här President. Et handelt sech, wéi de Rapporteur eis dat ganz gutt beschriwwen huet, ëm eng ganz Partie ënnerschiddlech Projeten, alleguerten am sozioedukative respektiv am therapeutesche Beräich, alles Projeten, déi mer dréngend brauchen, fir de Besoinen an där Hiisicht hei zu Lëtzebuerg nozekommen.

D'Demande besteet scho méi laang vusaite souwuel vum Bildungs- wéi och vum Familjeminstère, fir d'Capacitéiten zu Lëtzebuerg auszubauen. Et brauch ee sech nëmmen déi laang Waardelëschten

unzekucken, sief et bei de Strukture fir Leit mat enger Behënnerung, sief et beim Accueil vu Kanner a Jonken, déi an enger schwiereger Situatioun sinn. Dann ass et evident, dass et géllt, dësse Retard, dee mir an deem Beräich hunn, schnellstméiglech opzuehuelen.

Fir eis als DP ass et elementar, deene Schwächsten an eiser Gesellschaft déi Ënnerstëtzung an deem Encadrement ze ginn, dee si brauchen. Et ass eis Aufgab, deenen ze hëllefen, déi net déi allerbeschte Startchancen am Liewen hunn, an och deenen, déi besonnesch Besoinen hunn.

Et ass der Allgemengheet hir Pflicht, deene Persounen déi beschte Méiglechkeet ze ginn, hiert Liewen esou ze gestalten, wéi si dat wëllen, an am Liewen och ze reusséieren. Och d'Inklusioun vun de concernéierte Leit an d'gesellschaftlecht Liewen ass en zentralen Aspekt bei dësem Projet, deen eis ganz wichteg ass.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

D'Implantatioun matzen am Zentrum vu Péiteng, mee och déi generell Approche vun enger Deinstitutionalisierung a Förderung vun enger gréisstméiglecher Autonomie, wat zum Beispill d'Leit mat enger Behënnerung betrëfft, weise ganz gutt, dass d'Inklusioun an d'Integratioun groussgeschriwwe ginn.

Fir eis als DP ass dat dee richteg Wee. Mat dem Finanzierungsprojet gi mir dowéinst gréng Luucht fir nei a modern Infrastrukturen, déi un d'Bedierfnesser vun de concernéierte Leit ugepasst sinn.

Ech widerhuele mech: Déi aktuell Capacitéite ginn einfach net méi duer an et besteet en dréngende Bedarf fir weider Strukturen, och a grad am Süde vum Land. Mir begrëssen et dowéinst, dass hei e grouse Projet realiséiert gëtt, e Projet, dee breet opgestallt ass mat neie Gebailechkeete fir Puppelcher, fir Kanner a fir Jugendlecher, fir Leit mat engem Handicap - an dat alles relativ no beieneen. Esou ginn dann och Ressourcen a Kompetenze regroupéiert. Si kënnen besser agesat ginn. Zum Deel hunn d'Residenten dann och méi kuerz Weeër, wann alles méi no beienee läit.

Schliisslech ass et och ganz positiv fir de Süden a fir d'Gemeng Péiteng, wann déi ëffentlech Hand an e Site investéiert an esou e grouse Projet realiséiert. Op dësem Wee gëtt de Péitenger Zentrum an engems revaloriséiert. Et gëtt eng nei Dynamik geschaaft. Dat ass natierlech nëmmen ze ënnerstëtzen. Och vun dëser Säit de Responsabele vun der Péitenger Gemeng vun deemools a vun haut e ganz grouse Merci.

Ech ginn dowéinst dann och hei fir dee ganz, ganz flotten an dréngend néidege Projet den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, awer net, ier ech dem Rapporteur da fir d'weet haut Merci géif soe fir seng zwee Rapporten, souwuel säi schrëftleche wéi säi mündlechen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Hahn. Dann huet den honorabelen Här Dan Biancalana d'Wuert.

■ **M. Dan Biancalana (LSAP).** - Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, „d'Gréisst vun enger Natioun kann een dorunner moossen, wéi se mat hire Schwächsten ëmgeet“. Dëst ass d'Zitat, dat vun enger Ausso vum Gandhi ofgeleet ass. Went een dësse Moosstaf a Lëtzebuerg un, esou muss ee feststellen, dass mir och hautzudaags leider nach ëmmer net an all Domän Gréisst opweise kënnen.

Well och wa Lëtzebuerg bekanntlech eent vun deene räichste Länner op dëser Welt ass an och dozou zielt, esou ginn et awer nach ëmmer Leit, déi op eis Hëllef ugewise sinn, well se déi just deelweis hei am Land ugebuede kréien. Dorënner gehéieren awer och Verschiddener vun deene Schwächsten aus eiser Gesellschaft. An ech mengen heimadder kloer Kanner, déi aus deene verschiddensten Ursachen net an hirer Famill kënnen groussginn.

Als LSAP droe mer dësse Gesetzesprojet kloer mat, well mer eng Situatioun, déi eigentlech net eis Standarden hei am Land entspreche sollt, weesentlech verbessere wäerten. Ganzer 100 Milliounen Euro ginn also an néng Gebaier investéiert, déi zu Péiteng opgeriicht ginn. Déi solle virun allem Kanner, mee och Familljen en neie Start an d'Liewen erméiglechen - 153 Kanner a 60 Jugendlecher am Internat.

Bei deene Kanner, déi an dësse Strukturen zu Péiteng opgeholl wäerte ginn, wäert et sech zu engem groussen Deel also ëm Jonker handeln, déi effektiv och dohinner placéiert goufe vum Jugendriichter. Hei ass et och fundamental, dass ee souwuel mat der Justiz wéi och mat de Betreuungsinfrastrukturen zesummeschaaft, dat am Intéret supérieurs vum Kand, fir dass dat och séchergestallt ass. Et ass also e ganz nobel Zil an dësem Projet. Et geet wierklech drëms, d'Kanner, déi net op der Sonnesäit vum Liewe gebuer sinn, ze stäerken an an eis Gesellschaft ze integréieren.

Wichtig fir eis als LSAP ass et dofir och, wann ëmmer d'Méiglechkeet besteet, dass dorop higeschafft sollt ginn, dass d'Kand a seng Famill kann zréckgoen. De Retour an d'Famill ass awer och leider net ëmmer méiglech, och dat wësse mer, mee dofir ass och d'Aarbecht mat der Famill vu grousser Wichtigkeet.

Och aus dësem Grond sinn dës Strukturen noutwendeg. Wéi de Rapporteur et scho virdu gesot huet - an e ganz, ganz grouse Merci fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport -, entsteet hei eng national Pouponnière fir 54 Kanner, matzen am Kär vu Péiteng. An eigentlech gëtt et guer keng esou Struktur an dësem Land, fir Kanner opzuehuelen, déi an eng national Pouponnière kommen. Et ass also héich Zäit ginn, dass mer hei nobesseren.

Et ass awer gradesou wichteg, dee sougenannten „Internat psychologique“ an d'Liewen ze rufen. Och deen ass noutwendeg fir Kanner tëschent sechs an zwielf Joer, well et kann een am Exposé des motifs vum Gesetz noliesen, dass 2018 99 Kanner am Ausland hu misse placéiert a betreit ginn - 99 Kanner, dat sinn der extreem vill -, well effektiv net Plaz hei am Land war.

Dat sinn alarmant Zuele generell. Duerch dëst Gesetz, mengen ech, kënnen déi Kanner awer hei zu Lëtzebuerg betreit gi mat enger sozioopedagogescher a sozioedukativer Expertise, déi mer hei am Land hunn, déi mer net brauchen an d'Ausland sichen ze goen, fir se do deenen unzevertrauen. An natierlech en zweete Volet, dat ass, dass déi spéider Integratioun an eis Gesellschaft och doduerch kann erliichtert ginn.

Et gëtt eng Schoul mat véier Klassen, mengen ech, och Coursen, déi do ugebuede ginn, awer och ëmmer mam Objektiv, an déi traditionell Coursen erëm kënnen matintegriert ze ginn.

Wat awer och wichteg ass, ass déi Struktur fir Elteren, déi en Handicap hunn. Och esou Strukturen si wichteg, fir och ganz kloer de Message ze ginn, dass déi Erwuessen, déi Elteren, och hiert Liewe selwer bestëmmen kënnen an dass se och mat hire Kanner zesummeliewe kënnen.

D'selwecht ass et och fir déi 30 Wunnenge fir déi autistesche Persounen. Och do gëtt de Message vermëttelt, dass si net eng Laascht fir eis Gesellschaft sinn, mee dass si eis Gesellschaft doduerch méi räich maachen. Mir mussen eis och d'Moyene dofir ginn.

Mat dësem Gesetzesprojet wäert och endlech am Süden - an der Gemeng Péiteng, fir se net ze nennen -, a mir wëssen et, en Internat entsto, wou 60 Jugendlecher kënnen opgeholl ginn. An ervirzehiewen ass och, dass nieft dësse Gebailechkeeten awer och sécherlech e Konzept an deene Gebailechkeete wäert entsto, wouduerch d'Betreiung vun de Famillje souwuel qualitativ wéi och quantitativ sécherlech wäert kënnen an d'Luucht goen - also och hei eng holistesche Approche, déi wäert kënnen stattfannen.

Dofir stëmme mer als LSAP dësse Projet mat, mir begrëssen en. Och der Gemeng Péiteng e ganz, ganz grouse Merci fir d'Engagement.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Biancalana. Da geet d'Wuert un den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Stellt lech emol vir, Leit aus dem Ausland géifen eis Debatt haut zu dësem Projet de loi kucken an dat wiere vläicht och déi selwecht Leit aus dem Ausland, déi eis Debatt en Dënschdeg gekuckt hunn, eis Debatt zu der Deklaratioun zu OpenLux, wou se den Här Finanzminister héiere hu soen, mir wieren esou e fantastesch Land, jidderee géif eis beneiden, mir hätten esou eng fantastesch Plaz an esou weider, mir wieren esou perfekt.

Dräi Deeg drop diskutéiere mer iwwer Infrastrukturen, déi elo gebaut ginn, fir Leit, déi marginaliséiert si respektiv Leit, déi net privilegiéiert sinn, wat fir e fenomenale Retard mer hunn op deem Niveau. Ech mengen, et kann ee sech e bësse schummen. Ech schumme mech e bëssen, dass mer elo driwwer diskutéieren. Well wann een dat elo richteg versteet, ass am Joer 2013 constatéiert ginn, dass iwwer 400 Leit, 450 Leit, déi un Autismus leiden, an der Waardeschlaang sinn, dass mer keng Pouponnière nationale hunn, dass Logementer fir Elteren, déi handicapéiert sinn, vetuste sinn, an esou weider an esou virun.

Dat ass 2013 festgestallt ginn, eng Feststellung, déi ee virun 20 Joer och hätt kënnen maachen, mee zu Lëtzebuerg daueren esou Saache jo ëmmer ganz laang. Ech weess net, u wat dat hänkt. Well Leit, déi eis regéiert hunn an där Zäit, vläicht net déi néideg Kompetenz haten, sech net dofir interesséiert hunn? Ech mengen, dat huet warscheinlech domadder eppes ze dinn.

Da brauche mer aacht Joer, fir e Projet de loi hinzeréieren. An elo stëmme mer deen. Mir wäerten deen natierlech och matstëmmen. An da brauch et nach ech weess net wivill Joren, bis et fäerdeg ass.

Dat heescht, tëscht dem Constat, dee schonn mat 20 Joer Verspéidung kënnt, an der Realiséierung hu mer 30 Joer verpasst.

Ech mengen, dat seet wierklech eppes aus iwwert déi Aart a Weis, wéi mir hei zu Lëtzebuerg mat deenen ëmginn, déi am prekärste sinn. An anere Situatiounen hätte mer eng militäresch Spillerei misen dohinner votéieren. Do wier et vill méi schnell gaangen.

De Problem ass awer och deen, mengen ech: Mir hunn elo e riesege Komplex, mir maachen 100 Milliounen labber, déi op Péiteng kommen. An do si ganz verschidde Problematiken, déi zesumme kommen. Also, ech stelle mer awer d'Fro, ob et net méi intelligent gewiescht wier, vill méi flexibel, vill méi kleng enzel Strukturen op verschidde Plazen ze setzen.

An do ass och ëmmer d'Fro, déi ee sech muss stellen hei zu Lëtzebuerg, ob mer ... Also, ech si groussen Unhänger vun der Dezentraliséierung, mee ech sinn awer keen Unhänger vum Regionalismus an der Politik, dat heescht, dass een duerno seet: „Bon, déi heite Regioun, well och vläicht deen een oder deen anere Lokalpolitiker do ass an dee brauch dat, déi kritt elo dat heiten, well et elo wichteg ass.“ Nee, et muss gekuckt ginn no de Besoinen, ob et Sënn mécht an där enger oder an där anerer Regioun, eppes ze implantéieren - dezentral. Mee all déi Infrastrukturen - Leit, déi Autismus hunn, Elteren, déi en Handicap hunn, eng Pouponnière -, ob ee sozioedukativ Infrastrukture mat therapeutischen Infrastrukture mateneen a Verbindung bréngt, quitte dass se natierlech net an deem selwechte Gebai sinn onbedéngt ..., mee ech weess net, ob et gutt ass, esou e massive Projet esou massiv dohinner ze stellen, an ob dat an Zukunft, wann een dat och muss verbesseren, net méi Problemer mat sech bréngt, wéi wann ee verschidden aner Infrastrukturen hätt.

Bon, Dir wäert natierlech soen: „Jo, et ass alles ‚gut gebrüllt Löwe‘“, souwisou, elo stëmme mer dat mat, mee ech mengen, et muss een awer feststellen, dass mer e Problem op deem Niveau hunn an dass mer dat warscheinlech hätte sollen aneschtens ugoen. Ech hoffen, dass mer an Zukunft esou Problemer aneschtens uginn.

Mir hunn och virdu dat Gesetz vum Observatoire national de la santé gestëmmt, wou mer och mierken, dass mer hei zu Lëtzebuerg och nach souwisou, wat de Gesondheitsberäich ugeet, wou et prinzipiell erëm eng Kéier drëms geet, sech ëm Leit ze bekëmmern an esou wieder, ënnerentwéckelt sinn, a wou mer dat mat dëser Pandemie och nach gemierkt hunn, wéi laang wéi wéineg hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass an deem Domän.

Mir stëmme dat natierlech mat. Mir mengen, et hätt kënnen besser ausgoen an zemoos, dass et vill méi fréi hätt misse sinn. Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wagner. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Här President, elo méi harmonesch Téin. Haut schwätze mer iwwert dee ganz sënnevolle Projet, dee Jonken a schwierere Situatiounen wäert hëllefen, e Projet, op dee mir als Chamber kënnen houfreg sinn. Mir hëllefen direkt a konkret deene betraffene Leit. Ech wëll hei op der Plaz och schonn all deene pedagogeschen Ekippen an de Verwaltungen um Site Merci soen, déi sech hei Dag an Nuecht ëm d'Strukture bekëmmere wäerten.

Aus dem perséinleche Frëndeskrees weess ech, wéi schwierig déi familiär Situatiounen kënnen sinn, och fir all déi aner Fäll vu Kanner, déi bis elo nach net esou vill Gléck haten. Et ass dofir eis Aufgab als Gesellschaft, dësse Kanner esou eng schéin Zukunft kënnen an d'Weeër ze leeden, wéi mir et och fir eis Kanner géife maachen, an och fir d'Eltere mat engem Handicap, dass si mat de Kanner zesummewunnen an e glécklecht Liewen féiere kënnen.

De Projet hei ass deemno eng Prioritéit. An ech muss soen, dass mir Piraten och net esou genau op de finanziellen Impakt kucke bei esou wichtige Projeten. Et ass déi nobel a wichteg Aufgab vun eisem Land, vun eiser Gesellschaft, dass all d'Kanner hei am Land déi gläich Chancen an Ënnerstëtzung kréien an net wéinst hiren Eegeschaften ausgeschloss ginn, well et si si, déi d'Kanner, déi Jugendlech, och déi Persoune mat enger Beanträchtegung, an hirem Alldag ënnerstëtze wäerten. Si sinn d'Garanten dofir, dass dës Leit déi gläich Chancen am Liewen hu wéi och hir Matmënschen.

Am Gesetzesprojet gi verschidde Gebaier an der Zon Batty Weber zu Péiteng gebaut, déi Gemeng, an där ech zënter der Gebuert wunnen, a soumat kennen ech dësse Site, deen ausgewielt gouf, och gutt. Ech muss soen, ech si ganz positiv agestallt, dass den Terrain emol net fir e Promoteur war, mee fir e sënnevolle Projet.

Am Gemengerot huet dësse Projet dofir och déi voll Zoustëmmung kritt. Och alles, wat d'Alentouren ubelaangt, huet bis elo am Gemengerot déi voll

Zoustëmmung kritt. Mir wäerten all eis Verspriechechen do anhalen.

Hoffentlech kann de Projet esou schnell wéi méiglech fäerdeggestallt ginn an da fir déi verschidde Kanner- a Jugendstrukturen agesat ginn. Wann een de Gesetzesprojet liest, kritt ee ganz kloer an éierlech erkläert, dass et och no dem Bau vum Zentrum zu Péiteng nach u weideren esou Strukturen feele wäert, an dat am ganze Land. Beim Internat gëtt et notamment eng Erklärung, well et existéiert bis elo keen Internat am Süde vum Land.

Nach e puer Froen: Wou elo emol déi éischt 54 Plazen an e puer Joer disponibel sinn, kënnt do nach eppes no? Mir sollten hei net all Hoffnungen op een eenzege Site setzen, well och hei sinn d'Plaze schnell geféllt.

Wéi ass et mam Internat psychologique? Hei ass d'Waardelëscht 99 Persoune laang, déi am Moment am Ausland sinn. Et kommen zu Péiteng, wann ech richteg verstanen hunn, 30 Plaze bäi.

Gëtt et an der Tëschenzäit nach aner Pläng fir Zentere? Mir Piraten hoffe jiddefalls, dass de Projet e vollen Erfolleg gëtt, a wënschen alle Persounen - de Kanner, de Bëbeeën, de Jugendlechen, den Erwuessenen an dem Personal - nëmmen dat Beschte fir hir Zukunft!

Dëst gesot stëmme mir dësse Projet natierlech mat a merci dem Carlo Back fir dee gudden schrëftlechen a mündleche Rapport.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Ganz gutt!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir ëffentlech Aarbechten, de François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

■ **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Här President, ech wollt dem Rapporteur Merci soe fir säi mündlechen a schrëftleche Rapport, allen Deputéierte fir hir Interventioun a virun allem der Chamber fir déi unanime Zoustëmmung fir dee Projet. Ech wollt awer och net verpassen, hei der Gemeng Péiteng Merci ze soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer haten, fir dee komplexe Projet do ze realiséieren.

Et ass versicht ginn, eeben net nëmmen e Projet ze maachen am Sënn fir dat, woufir en hei geduecht ass, wat och elo hei beschriwwe ginn ass vun enzelne Rieder, mee en och an engems gutt ze integréieren, dann och Péiteng am Kär do nei Chancen ze ginn. Dat heescht, et ass eng urbanistesche Verbesserung vun deem ganzen Deel vu Péiteng. Och dat, mengen ech, ass eng gutt Saach. An duerfir sinn ech frou fir déi breet Zoustëmmung.

Merçi.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Minister François Bausch. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung vum Projet de loi 7693. Den Text steet am Document parlementaire 7693.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7693 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmme.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dësse Projet de loi eestëmme mat 60 Jo-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Claude Wiseler), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marc Spautz), Paul Galle, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Aly Kaes), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen (par M. Laurent Mosar), Fernand Kartheiser (par M. Léon Gloden), Fred Keup (par M. Gilles Roth) et Roy Reding (par Mme Octavie Modert) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

11. Résolution de M. Marc Spautz relative à la révision de la proposition de loi n° 7754

(Résolution déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 536 de ce compte rendu)

Dann hu mer nach déi Resolutioun hei leien, déi vum Här Marc Spautz deposéiert ginn ass, wou mer an enger e bësse spezieller Prozedur dra sinn, wou et drëm geet, fir d'Proposition de loi 7754 ze amendéieren, wou et, mengen ech, awer besser gewiescht wier, mir hätten déi zréckgezunn, well déi nach net aviséiert ass, a mir hätten eng nei Proposition de loi gehat, da wiere mer net an engem Prezedenzfall vun enger Prozedur dra gewiescht.

Duerfir froen ech mech, well mer keng richteg Prozedur hunn, ob déi dote Resolutioun recevabel ass. A wann d'Recevabilitéit elo contestéiert géif ginn, da misste mer déi Resolutioun an d'Conférence des Présidents verweisen.

Duerfir géif ech emol direkt dem Auteur vun der Resolutioun d'Wuert ginn, ob en net op déi Proposition, déi ech maachen, fir déi eeben ze ersetzen duerch eng aner Proposition de loi, kéint agoen. Dann hätte mer keng prozedural Schwierigkeeten, well mer déi scho virdrun haten, wéi mer Proposition-de-loien haten, déi schon aviséiert waren a wou dann eeben nach gefrot gouf: „Wéi maache mer dat elo mat eventuellen Amendementen?“

■ **M. Marc Spautz (CSV), auteur.**- Jo, merci, Här President, fir Är Fro. Also, d'Proposition de loi zréckzéien an eng nei Proposition de loi deposéieren: nee. Mee et kann een an där Proposition awer, wann dat de Wunsch ass vun der Chamber, en Amendement prezis op deem Punkt bréngen. Dat ass eng aner Diskussioun.

(Interruptions)

Mee eis ass et eebe just em déi zweek Deeg gaangen; dat ass wierklech innerhalb vu 24 Stonnen, wou dat geännert huet. Mee mir kënnen awer en Amendement bréngen, fir dat dranzemaachen. Dat ass kee Problem.

(La résolution relative à la révision de la proposition de loi n° 7754 est retirée.)

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Okay. Merci villmools. Domadder wiere mer dann um Enn vun der Sitzung ukomm.

D'Sitzung ass opgehewen. Merci.

(La séance publique est levée à 18.56 heures.)

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | Mme Djuna Bernard, Vice-Présidente

Vendredi 19 février 2021

SÉANCE 38

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

2. Communications

- M. Fernand Etgen, Président

3. Ordre du jour

- M. Fernand Etgen, Président

4. Hommage à la mémoire de M. Carlo Wagner, Député honoraire

- M. Fernand Etgen, Président - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

5. 7768 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

- Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo

- Discussion générale : M. Claude Wiseler (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) - M. Gilles Baum (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché - M. Jeff Engelen (dépôt de la résolution 1) - M. Marc Baum - M. Sven Clement (dépôt des motions 1 et 2)

- Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics - M. Marc Baum (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre François Bausch) - M. le Ministre François Bausch (intervention de M. Marc Baum) - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (intervention de M. Claude Wiseler) - M. le Ministre François Bausch - M. Marc Baum (parole après ministre) - M. Claude Wiseler (parole après ministre) - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - M. le Ministre François Bausch (intervention de M. Marc Baum)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Résolution 1 : M. Georges Engel - M. Claude Wiseler - M. Marc Baum

- Vote sur la résolution 1 (rejetée)

- Motion 1 : M. Georges Engel - M. Claude Wiseler

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

- Motion 2 : M. Gilles Baum - M. Claude Wiseler - M. Marc Baum - M. Sven Clement

- Vote sur la motion 2 (rejetée)

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser

- M. Fernand Kartheiser

7. Dépôt d'une résolution par M. Fernand Kartheiser

- Exposé : M. Fernand Kartheiser

8. 7664 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

- Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Stéphanie Empain

- Discussion générale : M. Jean-Marie Halsdorf - M. Gusty Graas - Mme Lydia Mutsch - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Marc Goergen

- Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Défense - M. Marc Baum (parole après ministre)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

9. 7675 - Projet de loi autorisant la participation financière de l'État au programme stratégique d'infrastructure de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition (NATO Support and Procurement Agency - NSPA), ainsi qu'à l'infrastructure « Outside Cabling Plant 2 » (OCP2), à Capellen

- Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Semiray Ahmedova

- Discussion générale : M. Jean-Marie Halsdorf - M. Gusty Graas - Mme Lydia Mutsch - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Goergen

- Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Défense

- Vote sur l'ensemble du projet de loi

10. Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à un large débat et à une consultation publique sur la révision constitutionnelle

- Discussion générale : M. Mars Di Bartolomeo

11. 7675 - Projet de loi autorisant la participation financière de l'État au programme stratégique d'infrastructure de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition (NATO Support and Procurement Agency - NSPA), ainsi qu'à l'infrastructure « Outside Cabling Plant 2 » (OCP2), à Capellen (suite)

- Dispense du second vote constitutionnel

12. Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à un large débat et à une consultation publique sur la révision constitutionnelle (suite)

- Discussion générale (suite) : M. Léon Gloden - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, M. Léon Gloden, M. Georges Engel, M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. Gilles Baum, Mme Simone Beissel) - M. Sven Clement - M. Mars Di Bartolomeo - M. Fernand Kartheiser - M. Mars Di Bartolomeo

- Vote sur la résolution (rejetée)

13. Discours de M. le Président

- M. Fernand Etgen, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch et Mme Paulette Lenert, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Nee, Här President.

2. Communications

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen. D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponiert. D'Lëscht vun de Projets de loi an dem Projet de règlement grand-ducal, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn. D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 19 février 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7763 - Projet de loi

1. portant introduction d'un fonds de travaux ;

2. modifiant la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 09.02.2021

7764 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 09.02.2021

7767 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 12.02.2021

7768 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 12.02.2021

7769 - Projet de loi portant modification de :

1. la loi modifiée du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de :

1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ;

3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;

2. la loi du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance ;

3. la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 15.02.2021

3) Le projet de règlement grand-ducal suivant a été déposé à l'Administration parlementaire :

7765 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens (EUPOL COPPS)

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 10.02.2021

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

1797 - Demande de pétition ordinaire : Petition zu den Veränderungen auf der N7

Dépôt : Joachim Hennen, le 08.02.2021

1798 - Demande de pétition publique : Zoue Kabinne resp. Sécherheetskabinne fir Fuerpersonal am Bus

Dépôt : Alain Gales, le 09.02.2021

1799 - Demande de pétition publique : Statut indépendant

Dépôt : Jacques Casanova, le 10.02.2021

1805 - Demande de pétition publique : Aussetzung der Sozialabgaben der Horeca

Dépôt : Nico Prim, le 11.02.2021

1804 - Demande de pétition publique : Partielle Öffnung für Horeca

Dépôt : Nico Prim, le 11.02.2021

1803 - Demande de pétition publique : 1757

Dépôt : Claudine Thill, le 11.02.2021

1802 - Demande de pétition publique : Congé pour mandat électoral

Dépôt : Jean Louis Cano, le 11.02.2021

1801 - Demande de pétition publique : Politique Migratoire - Intégration

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 11.02.2021

1800 - Demande de pétition publique : Pour le maintien du service des soins palliatifs à domicile au CHDN Ettelbruck

Dépôt : José Lourenço, le 11.02.2021

1807 - Demande de pétition publique : Allocation de vie chère

Dépôt : Claude Homerowski, le 13.02.2021

1808 - Demande de pétition publique : Pour une réforme des primes d'assurances automobiles en fonction du KM annuel

Dépôt : Jean-François Burnotte, le 13.02.2021

1806 - Demande de pétition publique : Article 19. Déclaration universelle des droits de l'homme, ONU 1948

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 13.02.2021

1809 - Demande de pétition publique : Schoulsport: Eropsetze vu Sportstonnen an der Schoulzäit

Dépôt : Alain Gales, le 14.02.2021

1810 - Demande de pétition publique : Obtention d'un laissez-passer pour visiter ou accompagner une personne en milieu hospitalier ou autres structures de soins par un membre de la famille ou de l'entourage proche en bénéficiant d'un test rapide existant et des moyens nécessaires et adéquats par ce temps pandémique du Covid-19 et de ses variants

Dépôt : Catherine Wagener, le 15.02.2021

1812 - Demande de pétition publique : Recht op d'Bezuele vun de Stagë fir d'Infirmierstudenten (LTFS-Formatioun attraktiv machen) - Droit à une rémunération des stages pour les étudiants infirmiers (LTFS-rendre la formation attractive)

Dépôt : Théo Duhamel, le 16.02.2021

1811 - Demande de pétition publique : Recht op e BAC+3 fir d'Infirmierstudenten (LTFS-Formatioun attraktiv machen) - Droit à un BAC+3 pour les étudiants infirmiers (LTFS-rendre la formation attractive)

Dépôt : Théo Duhamel, le 16.02.2021

1814 - Demande de pétition publique : Abolition de l'obligation des ASBL de se faire enregistrer dans le Registre des bénéficiaires économiques

Dépôt : Manfred Reinertz Barriera, le 18.02.2021

1813 - Demande de pétition publique : Renforcement de la sécurité dans les quartiers de la gare et les alentours

Dépôt : Jacques Schmitz, le 18.02.2021

1815 - Demande de pétition publique : Rendre obligatoire la location de « terrains dormants » pour des habitats réversibles

Dépôt : Xavier Thill au nom de Tiny House Community asbl, le 19.02.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. Hommage à la mémoire de M. Carlo Wagner, Député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, wéi Dir et all héieren hutt, krute mer déi traureg Nouvelle vum Doud vum fréiere Kolleege, dem Éierendeputéierte Carlo Wagner. Hien ass den 12. Februar am Alter vu 67 Joer gestuerwen.

De Carlo Wagner war während dräi Legislaturen, iwwer 14 Joer laang, Member vun der Chamber. De gebiertege Wormer Jong koom aus engem „politeschen Nascht“, wéi hie selwer säi fréit politesch Engagement erkläert huet. Säi Papp, den Dokter Charel Wagner, war en iwwerzeegte Liberalen a joerzengtelaang Deputéierten.

Viru senger politischer Karriär hat de Carlo Wagner an der Schwäiz Ekonomie a Sozialwëssenschaft studéiert an eng Zäit an enger Bank als Soudirekter am Private Banking geschafft. 1970 ass de Carlo Wagner Member vun der Demokratescher Partei ginn. Mat 16 Joer hat hie sech an der Jeunesse Démocratique engagéiert an ass spéider President vun der JDL, President vum DP-Bezierk Osten an 1991 Generalsekretär vun der Demokratescher Partei ginn.

1994 gouf den DP-Politiker eng éischte Kéier an d'Chamber gewielt. Fënnf Joer drop gouf hie Minister fir Gesondheet a Soziale. 2004 ass hien erëm an d'Chamber komm, bis hie sech 2013 ganz aus der Politik zrëckgezunn huet.

Säi ganzt Liewen ass enk mam Oste vum Land a virun allem mat senger „Heemechtsgemeen Wormer“ verbonnen. Als hire „Borgermeeschter“ huet de Carlo Wagner vun 1994 bis 1999 d'„Rieslingsgemeen“ gepräagt a vill Weiche fir d'Zukunft gestallt.

Als Ostdeputéierte louchen dem Carlo Wagner besonnesch d'Landwirtschaft, an do virun allem de Wäibau, mee och de Mëtzelstand an déi ländlech an touristesch Entwécklung um Häerz.

De Wormer Jong war e villfältegen a villsäitege Mënsch an ëmmer no a gär bei de Leit. Hien huet sech mat den Theme beschäftegt, déi d'Leit beweegt hunn, an hat ëmmer een oppent Ouer fir d'Suerge vu senger Matmënschen.

De Verstuerwenen huet sech duerch seng Hëllefsbereitschaft, seng Jovialitéit, säin Humor, säin Temperament, seng Gesellegkeet a säin Optimismus ausgezechent. A senger Fräizäit huet hie gär Zäit mat senger Famill verbruecht, huet gär gelies a sech fir Sport interesséiert a beegeschtet. Sou war hien zum Beispill President vum Cercle athlétique de l'Est Gréiwemaacher a Spiller an duerno treie Supporter vum FC Koeppchen Wormer. Aner Leidenschaft waren den Tour de France a Frankräich. De Carlo war och e groussen Déierefrënd. Et huet een hien oft mat sengen Hénn dobause gesinn.

Um mënschleche Plang ëmmer sympathesch, um politesche Plang ëmmer korrekt, um gesellschaftleche Plang en interessante Géintwuer, am Veräinsliewen ëmmer interesséiert an engagéiert, als Parteimënsch, Lokalpolitiker, Deputéierten a Minister fläisseg an effikass: Mam Carlo Wagner verléiere Wormer an de ganzen Osten eng Perséinlechkeet, déi sech hirer „Gemeen“, der Muselregioun an der Landespolitik mat Läif a Séil verschriwwen hat.

Och d'Demokratesch Partei muss engem vu hire Groussen Äddi soen, engem Kolleege, dee sech vu jeehier agesat huet fir seng Iddien a seng Iwwerzeegungen. De Carlo war e patente Kärele, e Frënd, dee mir vill vermessen. Deen „Nae schweeetz elo kee Wormer méi“, mee mir wäerten de Carlo a beschter Erënnerung behalen.

Senger Famill, virun allem senger Fra a sengen dräi Kanner, op déi en esou stolz war, wëll ech am Numm vun der Chamber eist déift Matgefill ausdrécken.

Ech géif lech elo bieden, ee Moment opzestoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Eier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

Ech géif dann d'Wuert un den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel ginn.

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Merci, Här President. Ech wëll am Numm vun der Regierung der Famill, dem Marie-Paule, dem Charel, dem Eric an dem Valérie an hire respektive Partnerinnen a Kanner, och eist déift Matgefill zum Ausdrück bréngen.

De Carlo war „iser een“: iser een als DP-Member, iser een an der Chamber, wou ech 1999 d'Chance hat ze sinn als jonken Deputéierten an hien an der Regierung, a wou eis Weeër sech 2004 op de Bänke vun der Opposition zesumme fonnt hunn.

De Carlo wor en Éierlechen, ee riichteraus. En huet et gesot, e wor net ëmmer dee gréissten Diplomat, mee et wousst een, wou een dru war mam Carlo, an dat ass an der Politik ganz wichteg. Et wor en engagéierte Mënsch. Et wor e Mënsch, deen, an ech hunn et scho gesot, seng Famill immens gären hat. En huet mer ëmmer gesot: „O, dat muss ech awer mam Marie-Paule schweetzen.“ Oder mat de Kanner wollt e vill Pläng hunn.

Ech hat en nach viru Kuerzem um Telefon, wou e mer gesot huet: „Xavier, ech sinn däi Büro elo nach ëmmer net kucke gaangen, säitdeem s de geplënnert bass.“ En hat nach esou vill vir. Mir wäerten e vermessen! D'Demokratesch Partei verléiert e Member. D'Lëtzebuerger Regierung verléiert e engagéierten Exregierungsmitglied. D'Chamber verléiert en Engagéierte fir den Osten, en Ambassadeur vun de Spécificité-localen.

Mee mir verléieren alleguerten en éierleche Bierger, an Äre Mann an e Papp, a Wieder ersetzen dat ni. Dowéinst, Dir sollt just wëssen, dass Der op eis ziele kënn an dass kee vun eis wäert de Carlo vermissen!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoools dem Här Premier- a Staatsminister.

5. 7768 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Mir kommen elo zum Projet de loi 7768, enger Ofännerung vum Gesetz iwwer eng Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht.

An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Mars Di Bartolomeo, ginn. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Et ass ganz schwéier, no deem Hommage zur Dagesuerdung iwwerzegoen, insbesondere fir en och fréiere Gesondheitsminister, dee mat deem deemools „naue“ Minister déi eng oder aner méi haart Diskussioun hat. Fir de Carlo Respekt, fir d'Famill Bäileed, éierlecht Bäileed!

Merci, Här President, dass ech däréif mengem, wéi soll ech soen, mengem Kolleege, wou mer ëmmer probéiert hunn, fair ze sinn, an op der Saach gestriden hunn, Äddi soen. Äddi Carlo!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Kolleegeinnen a Kolleegeen, wann een d'Verlängerung vum État de crise viru bal engem Joer an dat éischt Covidgesetz, dat sech aus zwee Deeler zesumme gesat huet, matzielt, dann ass et haut déi 13. Kéier, dass ech lech am Numm vun der Gesondheits- a Sportskommissioun de Rapport zu engem Covidgesetz virstellen.

A wann ech e Wonsch fräi hätt, da géif ech mer wënschen, dass et déi leschte Kéier wär, dass ech an där Eegenschaft virun lech stinn. Mee leider, leider hu mer keen Harry Potter, deen de Virus, deen eis weiderhi fest am Grëff huet, kéint ewechzaberen. Am Contraire erweist sech dee Krankmécher als e ganz geféierleche Verwandlungskënschtler, dee mer, soulaang mer net esou vill wéi noutwendeg geimpft hunn, nëmme mat engem strikten Anhaler vun de bekannte Schutzmoosnamen kënnen wierksam bekämpfen.

Dat heescht also, d'Moosnamen kënnen net labbergelees ginn. Et heescht net, manner oppassen, mee, opgrond vun där Verwandlung vum Virus, éischer méi oppassen. An duerfir komme mer net derlaanscht, fir déi Restriktiounen, déi oui dat neit Gesetz de Méindeg géifen auslafen, ze verlängeren. Dat ass also d'Haaptzil vum Gesetzesprojet 7768. Bis mer zu där Normalitéit zrëckfannen, déi mer eis alleguer wënschen, hu mer also nach e gutt Stéck Wee virun eis. Dat weisen eis d'Zuelen, déi zwar an der Lescht méi oder manner stabill op engem héijen Niveau waren, mee awer weiderhin interpelléieren, virun allem och, wa mer ronderëm eis kucken.

D'Zuele bleiwen also héich. Och wann den Drock an de Spideeler nogelooss huet, ass en nach ëmmer do. Et stierwen nach ëmmer Leit un deem Virus an et gëtt wierklech kee Grond, fir, wéi de Fransous seet, « baisser la garde ».

De Risiko, dass d'Situatioun, déi méi oder manner stabill ass, kéint kippen, ass a bleift reell, dat opgrond vun zwee Elementer: Déi méi héich Infektionszuele bei de Kanner a Jonken am Verglach zu där éischer Well - d'Verbreedungs- an Ustiechungs-geschéie geet méi séier, duerfir och virun zwou

Wochen d'Schleissung vun de Schoulen an de Structure ronderëm d'Schoul -; déi zweet Gefor läit ganz kloer an deenen neie Mutanten, Varianten, déi jo méi ustiechend solle sinn an duerfir riskéieren, mat enger gewässer Verzögerung zu Ustiechungen, méi schwéiere Krankheetsverleef - jee nodeem, wat fir engem Expert een nolauschert - an erëm méi Hospitalisatiounen ze féieren.

Also d'Zuelen um Terrain sinn net allze vill berouegend, wann och weesentlech besser wéi Enn des Joers. Och wann d'Gesetzer Wierkung gewisen hunn, och wann d'Leit an hirer iwwergrousser Majoritéit mat ugepaakt hunn, musse mer weiderhin „auf der Hut“ sinn, wéi een dat op Däitsch géif soen, musse mer weiderhin upaken, musse mer weiderhi Gedold hunn an däréif mer net opginn an där Ausenansetzung mam Virus.

Vläicht ass et awer och wichteg, drop hinzweisen, wat bei der Verlängerung vum Gesetz bleift: All déi Moosnamen am private Beräich - maximal zwou Persounen aus deem selwechte Stot, déi op Besuch kënnen kommen, de Couvre-feu vun 23.00 Auer bis 6.00 Auer mat deene bekannten Exceptiounen -; Kultur, Sport a Commercé bleiwen op mat deenen noutwendige Limitatiounen; den Horeca-Secteur zou - jo, dat deet eis alleguer wéi, net esou wéi wéi deenen, déi direkt betraff sinn, mee et deet eis wéi, an duerfir probéiere mer jo, zesummen dat Beschte ze maachen, fir hinnen ënnert d'Äerm ze gräifen; mee dat ersetzt awer net déi Aarbecht an deene Strukturen, déi se gär géife maachen, mee am Moment gëtt et keng Alternativ dozou, wéi dass mer bei där Solutioun bleiwen, déi mer am Moment hunn -; Interdiktioun, fir Alkohol op der Voie publique ze consomméieren; déi bekannte Limitatiounen bei Rassemblementen.

Déi Ännerungen, déi dat neit Gesetz bréngt, limitéiere sech op dräi Beräicher: Datenerhiewung an Dateschutz bei den Impfungen, de Sport an déi domat verbundene Virsiichtsmoosnamen an de Beräich vun der Éducation nationale de l'Enfance et de la Jeunesse.

Bei der Datenerhiewung am Kader vun der Impfcampagne war eng ganz staark Demande vun der Kommissioun do, dass mer net méi Date géifen halen, wéi et noutwendeg ass, an net méi laang wéi noutwendeg. Dorop ass vun der Regierung reagéiert ginn, an der Kommissioun ass dat begutacht ginn a mer konnte feststellen, dass déi nei Reegung deene Kritären entsprécht, dass mer déi Daten do halen, wou se noutwendeg sinn, esou laang, wéi mer se brauchen, fir kënnen ze retracéieren, wann et, a seelene Fäll, zu Komplikatoune bei den Impfungen kënn, an dat am Interêt vun deene Geimpften - deene Geimpften!, dat ënnersträchen ech, eng Datenopnam vun deenen, déi geimpft ginn, effektiv geimpft ginn an net vun deenen, déi net geimpft sinn oder sech net wëllen impfe loossen. Dat nennt ee Moosnamen am Kader vun der Pharmacovigilance. An d'Datespäicherung, déi geet vun e puer Deeg bis zu 20 Joer, do wou et e Sënn ergëtt, fir kënnen ze retracéieren, wat d'Ursaache vun eventuelle Komplikatoune kéinte sinn.

Et gëtt och eng ganz Rei vu Bestëmmungen iwwert den Traitement vun deene verschiddene Kategorieen vun Donnéeën, an ech géif lech bieden, den Detail am schrëftleche Rapport, deen do ganz ausféierlech ass, nozeliesen.

Mir hunn an dësem Gesetz och d'Personnes à vacciner méi kloer definéiert. Och wann et an den Ae vum Staatsrot bei där bisheereger Formulatioun kloer war, dass et ëm déi Leit geet, déi sech vaccinéiere loossen, ware mir der Meinung: « Ça va mieux en le disant. » A mir hunn duerfir ënnerstrach, dass et sech bei de Personnes à vacciner ëm déi handelt, déi geimpft ginn.

Mir hunn och méi prezis definéiert, wat déi zousätzlech Leit ugeet, déi Zougrëff op déi Impfdaten hunn.

Da gëtt beim Sport den negativen Antigen-Schnelltest obligatoresch, oder gëtt de Schnelltest obligatoresch, a fir kënnen ze spillen, muss dee Schnelltest negativ sinn. Och fir u Kompetitiounen deelzehuelen. Dat betrëfft d'Sportler an d'Athleeten, hir Betreier, d'Traineren, den technesche Staff an och aner Persounen, déi um Bou stinn, an och d'Arbitere an d'Jugen, déi am Kontakt mat de Sportler sinn. Ënnert dës Bestëmmung falen all Kompetitiounen oder kompetitiv Sportsmanifestatiounen, Matcher, Coursen, Championnater, Meetingen, Kriterien an esou weider.

Ze betounen ass, dass dëst am Prinzip fir all Sportart gëllt, wou Kompetitiounen am Moment duerch dëst Gesetz erlaabt sinn. Et ass also op där enger Säit eng Contrainte, mee et ass op där anerer Säit eng Contrainte, déi opgrond vun enger Öffnung decidéiert ginn ass. Et ass also schonn eng Ausnam, dass déi dote Kompetitiounen alleguer kënnen stattfannen, mat Oplagen, déi elo prezisiéiert ginn.

De Staatsrot hat gemengt, dass d'Federatiounen jo souwies alleguer do dermat d'accord wieren. Mee et ass awer besser, wann dat hei am Gesetz festgehalten ass, da weess jiddwereen, wou en drun ass.

An ech hunn de Moien nach mat engem vun eise Spëtzesportler geschwat, deen ech an der Piscine begéint hunn, an dee mer gesot huet: „Dat do ass fir eis ewell Normalitéit.“ Ech war ganz fréi an der Piscine.

Wann en negative PCR-Test vu manner wéi 72 Stonne virailäit, muss natierlech net nach e Schnelltest gemaach ginn. Ass awer de Schnelltest positiv, da gëtt nach e PCR-Test gemaach an duerno, wann deen och positiv ass, da kommen déi normal Prozeduren, wéi se bei all dësen Tester gemaach ginn, dat heescht: Tracing, Quarantän, Isolatioun an, an, an ... a wat alles do dermat verbonnen ass.

An da kommen ech bei déi zweet Moosnam, net oui awer ze ënnersträchen, dass déi Testserie eng Rei vu Veräiner, eng Rei vu Federatiounen virun deen een oder anere Problem stellt. Mee do ass festgehalten, dass de Ministère, dass d'Regierung do mat upaakt, wou et noutwendeg ass.

Wichtig ass dann och, dass, wann den normale Presenzunterrecht elo erëm agefouert gëtt, de Sport bei de Kanner an de Veräiner erëm weidergefouert ka ginn, natierlech ënnert de Konditiounen, déi aktuell am Covidgesetz festgehalen sinn, also maximal zéng Leit mat all Kéier zwee Meter Distanz, déi mussen agehalen ginn, respektiv dann och d'Gréisst vun de Raimlechkeeten. Dat heescht jo dann och, dass ab e Méindeg - wou d'Gesetz a Kraaft trëtt, wann et e Sonndeg verëffentlecht gëtt -, wa jo dann den normale Schoulbetrieb erëm wäert ulafen, de Veräinssport bei de Jugendlechen ënner 13 Joer ënner bestëmmte Konditiounen erëm ka stattfannen.

Da sinn ech bei deene Moosnamen, déi de Sport betreffen, wann d'Grondschoulen zougemaach ginn: Do kënn den Automatismus, dass, wann d'Schoulen zougemaach ginn, dann automatesch och de Sportbetrieb fir d'Veräiner zou ass.

Da kommen ech bei dee leschte Volet. Am Beräich Educatioun, Enfance a Jeunesse war ursprüngelech am Projet de loi virgesinn, d'Identifikatioun an de Fonctionnement vu Structures d'accueil de dépannage festzeschreien. Dës Bestëmmung gouf gestrach no enger Opposition formelle vum Staatsrot, dee bemängelt huet, dass mir, de Legislatuer, net kéinten engem Minister de Pouvoir ginn, fir eng Ausnam zu enger Decisioun vun der Regierung ze maachen, wann déi de legale Kader duerfir huet.

Mir kruten vum Ministère och d'Informatioun, dass et och oui dës Bestëmmung am Gesetz weiderhi méiglech ass, esou Depannagestrukturen ze identifizéieren a fonctionéieren ze dinn opgrond vu Konventiounen iwwert d'ASFT-Gesetz (ndlr: Activités sociales, familiales et thérapeutiques; loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique).

Vill Froe goufen opgeworf am Zesammenhang mat deene verschiddenen Derogatiounen zu besteende Gesetzer bei Behëllefinfrastrukturen, wien do d'Responsabilitéit hätt, wann et zu engem Incident géif kommen. Do krute mer verséichert, dass, wa Gemengen do betraff wäeren, déi net géifen am Reo stoe gelooss ginn, an datt do och Konventiounen kéinten ofgeschloss ginn, wann d'Gemengen dat wëilten.

Déi heite Reegelung, déi kënn am Fall, wou zousätzlech Structure gebraucht géife ginn, dee Moment, wou méi Ustiechungen ënnerwee wäeren. Dat Gesetz reegelt och déi Situatiounen, wou zousätzlech Personal ka rekrutiert ginn, respektiv op de Pool vun der Education nationale respektiv dem Jugend- a Schoulministère kann zrëckgegraff ginn.

Dann, mengen ech, wär et un der Zäit, fir kuerz drop anzegoen, wat fir ee Wee dëse Projet gemaach huet: Depot den 12. Februar, also virun enger Woch; déi éischt Kommissiounssëtzung dee leschte Méindeg; Avis vum Staatsrot de leschte Mëttwoch; dee selwechten Dag zweet Kommissiounssëtzung fir den Examen vum Avis vum Conseil d'État; Explikatioun vun deenen dräi Ministeren; de Rapport ass geschter ugeholl gi mat de Stëmme vun der Majoritéit; eng ganz Rei vun Avise sinn erakomm, déi Der och detailléiert resuméiert fannt am schrëftleche Rapport.

Alles an allem - an ech wëll dat ënnersträchen -, och wa bei der Ofstëmmung iwwert de Rapport eng Ofstëmmmajoritéit vis-à-vis vun der Opposition war, oder Majoritéit géint Opposition - ech gebrauchten dat Wuert net ganz gär, well souwuel Majoritéit wéi Opposition ganz effikass un dësem Gesetz matgeschafft hunn -, also och, wann et aacht zu siwen ausgegangen ass, gouf et keng Stëmme, déi gesot hunn, dass mer dat Gesetz hei net géife brauchen. Et gouf keng Stëmme, déi gesot hunn: „Mir sinn an enger Situatioun, wou mer kënnen labberloossen.“ Dat heescht, do ware sech Majoritéit an Opposition eens, dass mer dat Gesetz hei brauchen.

Zum Schluss bleift mer nëmme nach, jiddwereengem Merci ze soen, deen hei matgeschafft huet ënnert deene bekannten haarde Konditiounen. De Rapport ass „just in time“ fäerdeg ginn, de Staats-

rot-Avis ass „just in time“ fäerdeg ginn. An do sinn e ganze Koup kleng Ekippen, déi ganz vill geschafft hunn.

Merci, mäi Respekt, mäi Respekt och op dëser Tribün fir eist gutt Chamberspersonal, dat sech an dëser Kris ëmmer erëm iwwertrëfft. Här President, wann Der wëllt dee Merci weiderginn. Mir hu gutt Ekippen.

An ech soen lech Merci, dass Der mer nogelauschert hutt.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - An ech soen dem Här Reporter Mars Di Bartolomeo villmoos Merci.

An ech ginn d'Wuert weider un den éischten age-schriwwene Riedner, den honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Merci, Här President. Ech wëll ufänken, andeem ech och dem Reporter villmoos Merci soe fir déi Aarbecht. Et ass fir d'13. Kéier! Ech weess, dass dat net evident ass, mee et ass awer och fir d'13. Kéier, wou mer dat an deene richtege Delaien iwwert d'Bün kréien, an dat ass haut awer och schonn, muss ech soen, e besonnesche Merci wäert, well et net ëmmer evident ass, dat alles esou hinzekréien.

Virun dräi Wochen hu mer och schonn e Gesetz am Parlament verlängert, d'Moosname verlängert, an déizäit waren d'Zuelen net gutt. D'Regierung huet gesot: „Mir verlängeren déi Moosnamen, well et noutwendeg ass, dass mer déi Zuelen nach méi erofkréien.“ Mir hu gesot: „Mir zweifelen drun, dass wa mer just déi do Moosname verlängeren, dass mer d'Zuelen dann erofkréien.“

An haut stelle mer fest, dass mer den 28. Januar, dat war de leschte Mount, op eng Millioun Awunner héichgerechert 207 Neinfektiounen haten; haut hu mer der 246, dräi Wochen duerno. D'Zuele sinn also net erofgaangen, mee eis Zuele si säit där Zäit eropgaangen, net exponentiell, Gott sei Dank, mee trotzdem eropgaangen.

Mir hunn hei de Risiko vun neie Varianten als CSV als enorm héich ageschat. Haut stelle mer fest, dass déi nei Variant an der Moselle, dat heescht an deenen Departementer vu Frankräich ronderëm eis, en extreem héije Prozentsaz huet. Mir hu regrettéiert, dass d'Regierung sengerzäit net mat op de Wee gaangen ass, fir nach méi preventiv Moosnamen ze huelen, wa Leit aus Géigende kommen, wou nei Varianten extreem héich sinn.

Haut ass eng vu mengen éischte Froen déi, dass ech wëllt d'Zuelen ...

Dir kënt mer och direkt d'Fro stellen, Här Bettel, da kann ech se direkt beäntweren. Wann den Här Di Bartolomeo se stellt, kritt Der vläicht net d'Antwort.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, wann den Här Wiseler selwer freet ... Déi éischt Saach ass: Dir hutt gesot, elo vu Varianten ... Heescht dat, dass Dir elo fir Tester op der franséisch-Lëtzebuurger Grenz tëscht der Moselle a Lëtzebuerg sidd? Déi éischt Fro. An déi zweet Fro ass: Dir hat viru Woche gesot, et hätt ee missen aner Mesuren huelen, fir d'Zuelen erofzekréien. Wéi eng wieren dat da gewiescht?

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ma ech kommen zum Schluss vu menger Ried - vu datt ech elo eréischt eng Minutt geschwat hunn - selbstverständlech op all eis Propositionen zréck. Op déi éischt Fro evidenterweis: Mir hunn zum Beispill déi leschte Kéier virgeschloen, dass wa Fligeren hei zu Lëtzebuerg landen aus deene Länner, wou Variante relativ heefeg sinn, dass mer da fir déi Leit niewent den Tester, déi gemaach ginn, och gär eng Obligation vun enger zäitweiliger Quarantän hätten. Dat hu mer déi leschte Kéier virgeschloen.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dir hutt vun der Moselle geschwat.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Jo, ech hunn elo vun der Moselle geschwat, an op déi Fro kommen ech duerno nach eng Kéier zréck, op déi grouss regional Fro, well dat fir mech, mengen ech, an den nächsten Deeg, a fir lech och, eng essenziell wäert ginn, wéi mer mat eisen Nopeschlänner ëmginn.

Ech stelle just fest, dass déi nei Varianten an eisem noen Ausland extreem héich sinn. A meng Fro ass: Mir sinn nach ëmmer net gewuer ginn, wéi déi Variant hei zu Lëtzebuerg am Pourcentage doheem ass. Mir kruten ëmmer gesot: „Mir hunn zwar Resultater, mee déi sinn nach op engem Echantillon, deen net representativ ass.“ Dat ass awer elo schonn eng Rei Deeg a Wochen hier. Ech géif elo wierklech gär eng Kéier wëssen: Wéi sinn dann déi nei Variante schonn zu Lëtzebuerg etabléiert?

Drëtens: Mir hu virun e puer Wochen - mee net nëmme virun e puer Wochen, och scho virun e puer Méint -, scho fënnf-, sechsmol gesot, dass mer déi Moosnamen, déi an der Schoul geholl gi sinn, net géifen als genügend empfangen, dass mer déi Politik, déi do gemaach gëtt, als farlësseg géifen empfangen. An den 29. Januar ass déi leschte Kéier,

wou ech et hei op der Chambertribün gesot hunn. Dunn ass mer erkläert gi vun der Majoritéit, dass all déi Saachen net sënnavoll wäeren, déi mer hei fir d'Éducation nationale géife proposéieren. Dat war den 29. Januar. De 4. Februar, fënnf Deeg duerno, mécht den Här Meisch d'Schoulen zou a féiert se an den Homeschooling zréck.

Ech muss lech soen, ech verstinn net, wéi ee ka véier, fënnf Deeg virun einfach all déi Propositionen, déi mer gemaach hunn, als net satisfaisant an onnéideg duerstellen, a véier, fënnf Deeg duerno muss een d'Schoulen an den Homeschooling zréckschrecken. Dat liicht mer net an.

Mir hunn den 29. Januar hei eng Impfstrategie gefrot. Mir haten eng Diskussioun hei op der Chambertribün. Ech ka mech gutt erënneren, well et sinn och nach owes genau déi Extraite vun där Diskussioun bei RTL an den Noriichte komm. Ech hu gefrot, fir eng Impfstrategie op den Dësch ze leeën, wou mer net nëmme déi zwou éischt Phasen, mee déi sechs Phase géife gesinn, fir dass d'Leit eng lwwersiicht géife kréien, fir dass se sech e wéineg kéinten affilen an déi Perspektiven, déi se hunn.

De Premierminister ass opgestanen an huet mer gesot, dat géif hien net maachen, well hie kéint sech net iwwert déi nächst Wochen engagéieren an hie wëilt de Leit näischt versprechen, wat en duerno net kéint halen, an dat, wat mir géife froen, wär u sech inakzeptabel an net seriö. Dat ass dat, wat mer sengerzäit den 29. Januar freides vum Staatsminister op déi Proposition geäntwert kritt hunn!

Den 1. Februar, méindes, ass d'Madamm Lenert an enger Pressekonferenz dohinnegegaangen an huet genau déi Impfstrategie virgestallt, dräi Deeg duerno! Do muss ech soen: Ech si wierklech frou driwwer, well ech et einfach als noutwendeg empfanen. Mee ech muss lech awer iergendwéi soen, dass s de als Parlamentarier, wann s de freides esou dohinnegestallt gëss, wéi wann s de vu näischt eppes géifs kennen, a méindes gëtt da genau dat gemaach, wat s de gefrot hues, an da gëtt et als normal empfonnt, da kënnens de der awer e wéineg domm vir.

► **Une voix.** - Jo!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Fir et emol einfach auszedrücken.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - E wéineg domm.

An ech wëll elo net drop agoen, ech wëll just der Madamm Lenert soen, dass ech frou sinn, dass se sech einfach iwwert dem Premierminister seng Ausféierung ewechgesat huet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Mee komme mer op d'Ausriichtung vun dësem Text zréck. Éischtens, déi Zuele si momentan méi héich wéi virun dräi Wochen: Den 28. Januar hate mer 207 Neinfektiounen; haut hu mer, op eng Millioun Awunner héichgerechert - ech maachen dat ëmmer esou, well dat international besser vergläichbar ass -, haut si mer op 246.

Mee och am internationale Vergläich mat eisen Nopeschlänner leie mer net gutt do: Frankräich läit do zwar liicht méi héich, mir leien awer mat 246 - am Verglach zu England mat 181, zur Belsch mat 159 an zu Däitschland mat 87 - wierklech net gutt do. A souguer Amerika a Portugal - déi eng mat 232 an déi aner mat 224 -, déi haut awer dohinnegestallt gi wéi déi, déi Riseproblemer hunn, hunn am Fong haut héichgerechert manner deeglech Infektiounen, wéi mir der hunn.

Mir hunn och déi Zilsetzungen, déi mer eis gesat haten, net erreecht: Mir sollen ënner 150 Infektiounen den Dag bleiwen, den Taux de reproduction ënner 0,7, den Taux de positivité ënner 3 - déi Zilsetzungen hu mer an dësem Moment och net erreecht.

All national an international Gremie warnen nach ëmmer - net nëmme zu Lëtzebuerg, mee och fir Lëtzebuerg - zur Virsiicht, och eis eege Gremien. De LIST huet och virun zwee Deeg nach eng Kéier seng Revue iwwert d'Kläranlagen erausginn, wou e seet, dass ee géif perceptibel gesinn, dass et lues géif an d'Luucht goen. Dat wär zwar nach net signifikativ, mee et wär awer och net onsignifikativ an et misst een oppassen.

An haut virun e puer Stonnen hunn ech de Professer Wilmes vun der Covid-19-Taskforce héieren, deen eis do relativ kloer an däitlech seet, dass ee misst enorm oppassen, dass eng drëtt Well riskéiert, virun der Dier ze stoen an datt senger Meinung no déi Moosname vun der Regierung net géifen duergoen.

Duerfir soen ech hei: Mir deelen d'Meenung vun der Regierung, dass et net Zäit ass fir opzemaachen, dass d'Gefore momentan ze grouss sinn, dass Virsiicht gebueden ass. Mir ënnerstëtzen also ausdrécklech d'Decisioun vun der Regierung, all déi Moosnamen weiderzeféieren. Mee mir soen: Déi Moosnamen, déi do waren, hunn et net erlaabt, d'Zuelen erofzesetzen, mee se sinn an deene leschte Wochen eropgaangen. Dofir stelle mer eis d'Fro,

ob déi Moosnamen duerginn, a mir sinn der Meinung, dass een zousätzlech Moosname misst huelen, op déi ech duerno zréckkommen.

Mir sinn awer frou, dass zu Lëtzebuerg dee spezifische Lëtzebuurger Wee, iwwert dee soss ëmmer geschwat ginn ass, definitiv vergiess ass. De Virus selwer kennt och kee spezifische Lëtzebuurger Wee. Mir sinn iwwerzeegt, a mir hunn dat och ëmmer gesot, dass Lëtzebuerg muss kucken, wat am Ausland ronderëm geschitt, dass mer fréier oder spéider déi selwecht Tendenzen hu wéi d'Ausland ronderëm an datt et dofir weesentlech ass, sech an de grouss Prinzippe mat der EU ofzeschwätzen, d'grouss Prinzippe vun de Politicken anzehalen, an datt een haaptsächlech am Detail mat der Groussregion muss kucken, wéi ee seng Politik gemeinsam gestalt.

An dat ass d'autant plus noutwendeg, well eis Nopeschlänner jo reagéieren. Mir gesinn, wat Däitschland op verschiddeenen anere Grenze gemaach huet, wann ech d'Tschechei oder Éisträich kucken, a mir gesinn och, wat fir eng dagdeeglech real Problemer do entstane sinn. Mir gesinn, wat an der Moselle lass ass.

A meng Fro ass natierlech och déi: Ech si jo sécher, Här Staatsminister, dass Dir och eng ganz Rei internationaler Kontakter hat mat Däitschland, mat Frankräich an datt do och eng Rei Diskussiounen necessairement hu misse gefouert ginn, notamment déi vun der Oppenheet an der Geschlossenheet vun de Grenzen, wann eis Wäerter weesentlech méi héich si wéi déi an Däitschland.

Ech wär frou ze héieren, wat Der eis duerno kënt doriwwer soen, well ech ginn awer dervun aus, dass e gréissere Risiko besteet, dass mer Reaktiounen aus dem Ausland iergendzwousch kréien, wann déi Zuelen, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, nach géifen an d'Luucht goen an haaptsächlech, wa mer Problemer hätte mat deenen neie Varianten, wann déi méi massiv géifen op Lëtzebuerg eriwierkommen.

Et ass net Zäit opzemaachen, aus sanitäre Grënn, aus laangfristegen ekonomesche Grënn, soen ech, awer och aus europäesche Solidaritéitsgrënn an aus ausepolitesche Grënn. D'Fro stellt sech: Ginn déi Moosnamen duer, déi mer elo hunn? Mir wëllen, an dat soen ech kloer, zousätzlech Moosnamen. An ech hunn et viru schonn ugeschwat op d'Fro vum Staatsminister hin: Mir sinn der Meinung, dass déi Tester, déi um Flughafegemaach ginn, net effikass si fir déi Leit, déi sech ugestach hu just een, zwee Deeg, ier se fortgeflu sinn, an datt et do noutwendeg wär, fir Leit, déi aus roude Gebidder komme respektiv Leit, déi aus Gebidder kommen, wou déi nei Variante relativ héich sinn, eng Quarantän vu siwen Deeg zu Lëtzebuerg virzeschreiben.

D'ailleurs soen ech, dass d'Kommissioun och kloer an däitlech freet, dass systematesch Protektiounsmoosname fir deen Typ vun Areese géife gemaach ginn an datt all déi Leit, déi vun esou enger Rees kommen, sollen obligéiert sinn, a Quarantän ze goen an additionell Tester bei an no der Arrivée ze maachen. Dat ass en däitlechen a kloer Wunsch vun der Kommissioun a mir verstinn net richteg, firwat d'Lëtzebuurger Regierung deem Wunsch net nokënn.

Mir hätten och gär hei zu Lëtzebuerg, dass mer eng effikass Politik vun de Schnelltester géifen definéieren. Wéini gi se agesat? Mir hate laang Woche mat der Madamm Lenert eng korrekt Diskussioun fir ze soen: Wat ass dann d'Valeur vun deene Schnelltester? Kënnen mer eis drop verloossen? Kënnen mer eis net drop verloossen? Ech hunn elo verstanen, dass déi awer vill méi prezis gi sinn, dass se elo zu engem Deel verlässlech sinn. Mir setze se jo elo och deelweis um Flughafen an. Mee ech fanen natierlech, dass een elo och misst definéieren, wou ee se dann nach anescht kéint asetzen a wou se sënnavoll wäeren an där ganzer Politik.

An d'Fro zum Beispill an den Altersheimer ass fir mech eng normal Fro, ob een net kann, fir awer eng Rei Visitten ze erlaben, well déi eeler Leit heiansdo an enger Isolatioun liewen, déi schwierig ass ... Mir wëssen et alleguer, well mer méiglecherweises Familien esou kennen, dass mer et do systematesch mat Schnelltester wierklech kéinten erlaben. An ech géif et flott fannen, wann einfach déi Politicken esou géifen definéiert ginn, dass mer kloer an däitlech wësstes, wou mer do géifen higoen.

D'ailleurs froen ech ... - dat ass awer just eng Klammer a keng politesch Ausso vu menger Fraktioun -, ech froe mech och, wa mer fënnf, sechs Stonnen hei zesummen zu 60 bis 70 am Sall heibanne setzen a mer wëssen, dass mer zwar all Masken un hunn, mee dass sechs Stonnen e Mask unhalen en continu net ëmmer evident ass, ob et net och sënnavoll wär, hei d'Méiglechkeet ze ginn, Schnelltester ze maachen. Ech wëll dat elo net als Politik definéieren, ech wëll et just als Fro definéieren, well ech mer se oft stellen, well virsiichteg dat ass, wéi mir selwer domadder ëmginn. Mir musse selbstverständlech hei sinn, fir eis Aarbecht ze maachen, an et kann och keen eis empëchéieren, heihinner ze

kommen. Mee ech froe mech, ob et net sënnavoll wär, och dat virzeginn.

Dir wësst, dass mer nach ëmmer Problemer mam Curfew hunn. Dir wësst, dass mer och nach Problemer hu mat deene Froen oder mat deenen Obligationen, fir just zwee Leit vun enger Famill ze empfangen. Mir hätten do gär aner Modeller gehat, déi an eisen A mindestens grad esou effikass gewiescht wäeren.

Mee dat - an da kommen ech op ee vun den Hauptpunkten -, wat fir mech wierklech schwierig ass, dat sinn déi Moosnamen an der Éducation nationale. Dofir sinn ech och frou, dass de Mëtten den Här Meisch hei ass, well ech hunn ëmmer gär, wa mer déi Diskussiounen kënnen de face à face féieren.

Do ginn et zwee Problemer: Dat Éischt, dat ass: Wat geschitt um Terrain? Wat sinn d'Moosname selwer? An dat Zweet ass: Wat ass déi juristesche Émsetzung vun deene Moosnamen? Ech muss soen, mir hunn an all deene Rieden, déi mer hei gehalen hunn, vill iwwert d'Éducation nationale geschwat. An ech hu ganz oft gesot, dass ech d'Politik, esou wéi se ëmgesat gëtt, als eng Feelaschätzung géif gesinn, well fir d'Éischt de Minister gesot huet: „Et ass kee Problem an der Schoul, wann d'Kanner sech ugestach hunn, dann ass et anzousch anescht.“ Duerno ass gesot ginn: „D'Schoul ass wéi d'Gesellschaft, d'Kanner stieche sech un a kënnen aner Leit ustiechen.“ An haut ass d'Schoul ee vun den essentiellen Herden, wou Covid da present ass. An dat Hin-an-Hier an den Aussoen, muss ech éierlech soen, mécht d'Leit konfus, mécht d'Politik net kohärent an erlaabt och keng uerdentlech laangfristeg Virbereedung.

An et gesäit een och doranner, wéi u sech déi Decisioun vum Homeschooling geholl ginn ass vun engem Dag op deen aneren, ruckzuck, am Fong ouni Virwarnung an ouni Virbereedung. Elo seet de Minister: „Mee ech hunn déi misse schnell huelen.“ Ech verstinn dat och, dass een esou eng Decisioun heiansdo da muss schnell huelen. Dat, wat ech hei soen, dass ass, dass et awer sënnavoll fonnt hätt, wa schonn eng Rei Deeg oder Woche viru gesot gi wär: „Wa mer eng Kéier esou Zuelen an der Schoul kréien, dann ass eis Reaktioun déi, fir den Homeschooling duerchzeféieren.“ Dann hätt ee schonn eng Virlafzäit gehat, ouni den Datum ze wëssen. Et hätt ee gewosst, wat hätt kënnen kommen, et wär ee virbereet gewiescht. An hei ass et wéi aus heiterem Himmel souwuel op d'Eltere wéi op d'Leierpersonal erofkomm.

An ech soen dann hannendrun, elo verstinn ech dee Wëllen, deen de Minister huet. Et ass a mengen Aen absolutt nozevollzéien, dass mer e Méinden erëm wëllen d'Schoulen opmaachen aus ville Grënn, soziale Grënn fir d'Kanner, wat och ëmmer, dat verstimmert, dat akzeptéieren et och.

Mee ech soen, wa mer se wëllen opmaachen, da fannen ech déi Moosnamen, déi Der virgeschloen hutt an déi elo e Méinden a Kraaft trieden, an eisen Aen insuffisant. Dir sot, Maskepflicht iwwerall, Tester a Schnelltester, dass ass och okay, Kontroll vu Quarantänen ass och okay fir eis. Mee da sot Der, et kommen eng Rei aner Mesuren eréischt an enger zweeter, an enger drëtter Etapp, zum Beispill déi, fir de Secondaire quasiment komplett an A- a B-Gruppen ze maachen, zum Beispill déi, fir an de Maison-relais d'Kanner no Klasse besser ze trennen.

An do soe mir ganz kloer: Dat si Moosnamen, déi mir scho gär méi fréi gehat hätten, déi mer schonn an der Virbereedung gär esou gehat hätten, dass mer se den nächste Méinden alleguer kéinten asetzen, well mer mengen, dass do wierklech e Problem ass an datt déi Moosnamen, déi Der fir e Méindeg virschlott, net duerginn an datt Der déi Moosnamen, déi Der an deenen Etappen hannendrun envisagéiert, schonn hätt missen e Méinden a Kraaft setzen. An da feelen an Ärem Plang och eng Rei Iddien, déi mer och scho säit Woche soen. Dat sinn déi vun enger anerer Organisatioun vum Transport scolaire, vun engem Decalage vun den Horaire vun de Schoulen, fir also d'Bussen nach méi eidel ze kréien. Ech weess, dass Der se méi eidel kritt, wann Der A- a B-Gruppen aféiert. Mee ech fannen, dass den Decalage horaire aus sanitäre Grënn duerchaus sënnavoll gewiescht wär. An dat selwecht gëllt fir d'Ventilatioun an d'Equipement an de Klassen, déi mer schonn eng ganz laang Zäit froen.

An da muss ech lech soen, Dir annoncéiert elo, Här Minister, dass Der elo amgang sidd, e Guide fir den Homeschooling auszeschaffen. An do soen ech lech awer éierlech: Elo si mer néng Méint an där Kris hei a mir wëssen, dass dat do eng Méiglechkeet ass. Mir wëssen, dass den Homeschooling méiglecherweis op eis zoukënn. An da muss ech éierlech soen: Ech verstinn net, firwat Der dann elo ufänkt, e Guide auszeschaffen, fir Homeschooling ze organiséieren. Dee misst dach scho fir e Méindeg laang um Dësch leien. Dee misst den Enseignanté scho virun der Vakanz kritt hunn, fir dass se sech uerdentlech kënnen op Basis vun deene Guideliné virbereeden. Ech verstinn net, firwat dat net schonn elo do läit!

An ech fannen, dass der am Allgemengen an der Schoul eng Politik maacht, déi éischter eng reaktiv Politik a keng preventiv Politik ass. Dir sot: „Mir setzen eng Rei Moossnamen an, wa mer de Virus massiv an der Schoul hunn.“ Dat heescht, Dir waart drop, bis en an der Schoul ass a wann e bis do ass, reagiert Der. Ech fannen, dass ee wierklech misst déi Moossname virzéien, fir dass en net kann an d'Schoul kommen, well ech mengen, dass ass d'Basis, de Grond vun enger effikasser Politik.

An da kommen ech zu deem anere Punkt: eng ganz Rei Onzoullängelecheeten, déi momentan an deem Gesetz sinn, respektiv déi net am Gesetz ugeschwat ginn iwwert déi Moossnamen, déi Der a Kraaft setzt. Ech wëll do ganz kuerz siwe Punkten opzielen, déi mer awer Problemer stellen.

De Conseil d'État huet eis op Basis vum Artikel 76 vun der Constitution opgrond vun Ingerence vum Legislativ an den Exekutiv en Artikelerausgeholl, deen d'Schoul betrafft an deem Gesetz. Dat erlaabt eis als Chamber an dem Conseil d'État, net iwwert de Prinzip ze schwätze vun deem Artikel. Mee trotzdem stelle sech eng Rei Froen. An et ass fir d'éischt, wou Der an engem Santésgesetz méi grondleeënd Educatiounsartikele maacht. Dofir wëll ech déi Fro opwerfen ..., all déi aner Decisiounen, déi Der elo huet, ob dat déi vun de méigleche Suspensiounen oder déi vun den A- a B-Gruppen ass, wëll ech einfach froen, op Basis vu wat fir engem Gesetz se geholl ginn, duerch wat fir eng Acte-administratif se geholl ginn.

Mir wëssen alleguer heibannen, well mer domadder ze dinn hunn, dass d'Éducation nationale eng Matière réservée à la loi ass, Artikel 23 vun der Constitution. Alles muss also am Gesetz respektiv am Règlement gereegelt ginn. Ech hunn awer hei d'Impressioun, dass eng Rei grondleeënd Organisationsfroen an der Educatiounspolitik iwwert d'Cirulaire un den Direkter gereegelt ginn, deen dann am Kader vu senger Autonomie gefrot gëtt, dass esou ze maachen, wéi hien dat fir richtig empfënnt, an dat deelweis iwwert dat, wat d'Reglementer an der Organisation scolaire effektiv zouloossen.

Elo kann den Direkter an der Autonomie eng Rei Saachen decidéieren, mee e muss sech awer ëmmer am Kader vun deem, wat an de Règlementer festgeschriwwen ass, halen. Dofir ass eis kloer Fro: Wéi ass dat dann effektiv gereegelt? Wou ass d'gesetzlech Basis, haaptsächlech an notament fir d'Lyceën? Op déi Fro, déi mer ëfters scho gestallt hunn, krute mer momentan nach keng zefriddestellend Äntwert.

Zweet Beispill: Den Artikel 4 (8) vum Gesetz, wat mer haut stëmmen oder wat mer haut erneieren, seet, dass de Port du masque beim Rassemblement deelweis obligatoresch ass, ausser fir d'Schoul. Dass Gesetz vun haut gesäit also extra, wat de Port du masque ugeet, eng Ausnam fir d'Schoul vir.

Elo féiert de Minister awer eng Maskepflicht an der Schoul an. Dann ass meng Fro: Wou ass dat da festgehale? Ech si jo 100%eg d'accord mat der Moossnam. Mir hu se méi wéi eng Kéier gefrot. Mee an deem Gesetz, wat mer haut verlängeren, steet am Fong, dass d'Schoul déi Pflicht net huet. Elo féiert Dir se iwwer Cirulaire awer an. Also ech mengen, d'Schoul ass vläicht anescht wéi de Rescht vun der Gesellschaft, mee juristesche kënne mer awer keng Ausnam maachen. Dass muss awer alles kloer an däitlech a propper juristesche gereegelt sinn.

Mäin drëtt Beispill ass dat vun der Fermeture vun der Structure-d'accueil. Dass gesitt Der als Méiglecheet vir, net nëmme am Secteur public, mee och am Privatsecteur. Or ass d'„Liberté du commerce“ awer eng konstitutionell Fräiheet, déi festgehale ass. D'„Liberté de faire du commerce“ gëtt awer heimadder a Fro gestallt, aus gudder Grënn zwar an ech ginn lech och Recht mat der Moossnam, mee ech soen awer kloer: Wa mer konstitutionell Fräiheeten ausser Kraaft setzen, da kann dat awer nëmme iwwert d'Gesetz goen - da kann dat awer nëmme iwwer d'Gesetz goen!

An dofir ... Dir hutt mer op déi Fro geäntwert: „Jo mir maache jo keng Fermeture“, obwuel dat ëmmer anescht gesot ginn ass, „mir dierfe keng Fermeture vun deene Structure maachen, ech gi jo just“, sot Der, „eng Recommandatioun, dass se zoumaachen. Ech recommandéieren, dass se zoumaachen a si gi jo dofir bezuelt.“ Mee da sot Der hannendrun: „Déi, déi awer net zoumaachen, déi kënne sech awer direkt erwaarden, dass de Santésdirekter eng Ordonnance hält, duerch déi se dann de facto einfach zougemaach ginn.“

Da muss ech lech soen, wann dat do d'Fonctionnement vum Rechtsstaat ass, wann Der sot: „Ech ginn eng Recommandatioun; Dir hutt wierklech besser menger Recommandatiounen nozogen, soss kënnt de Santésdirekter mam decken Hummer a mécht lech zou.“ Esou ass et net, wéi ech mer d'Fonctionnement vum Rechtsstaat virstellen! An ech wär frou, och eis Justizministesch eng Kéier driwwer ze héieren, well déi huet e gutt Gefühl fir de Rechtsstaat an ech wëllt eng Kéier vun hir wëssen, wat se da vun där doter Applikatioun vum Lëtzeburger Rechtsstaat hält.

Mäi véierte Punkt, dass ass den Artikel 4bis Punkt 6. Do geet et ëm de Sport. An do ass d'Situatioun déi, dass mer u sech e Gesetz hunn, wat seet, oder wat sech eng Base légale schaaft, fir fräiwëlleg Amateursaktivitéiten zouzemaachen. Ech fannen dat richtig, dass mer dat am Gesetz schreiwen. Dass heescht, déi Veräiner, déi u sech Kanner ënner 13 Joer betreiwen, dierfen, wa kee Présentiel méi an der Schoul ass, och keen Training méi halen. Ech fannen dat fundamental richtig op där enger Säit, mee op där anerer Säit seet d'Éducation nationale dann, dass mer fir constitutionell garantéiert Libertéite keng Base légale brauchen, mee do iwwert déi Recommandatiounen fueren.

Beim Sport gëtt et esou gereegelt, bei der Éducation nationale gëtt et esou gereegelt. Elo muss ech awer soen, ech hätt awer gär, dass d'Regierung wéisst, wat fir ee Wee se wëllt aschloen, dass se et net eng Kéier esou mécht an eng Kéier anescht mécht. Mee genau dat hunn ech awer d'Impressioun, dass momentan amgang ass, an der Regierung ze geschéien. Jiddweree mécht dat à peu près esou, wéi en et wëllt a wéi en et als richtig empfënnt, ouni dass do déi noutwendeg Koordinatioun hannendrun ass.

Fënnefte Punkt: Den Artikel 7 vun deem Gesetz, dee gesäit vir, dass mer Quarantänen an Isolementer kënne hunn. An deen Artikel gëtt et säit siwe Méint vir - scho méi laang, well en och an dem Text stoung, dee mer am État de crise haten, also quasiment säit néng Méint. Contrairement zu deem, wat am Artikel 4 virgesinn ass, ass am Artikel 7 keng Exceptioun fir d'Schoul virgesinn. An deen Artikel ass also applikabel fir d'Schoul. Dass ass eis och vum Educatiounsminister confirméiert ginn.

Elo kënne den Educatiounsminister als grouss nei Moossnam fir den nächste Méinden un, dass mer elo eng Kontroll maachen no der Quarantän, wann e Kand wëllt no sechs Deeg an d'Schoul zrëckkommen. Ech fannen dat och absolutt richtig, dass dee Contrôle gemaach gëtt. Mee ech froen lech awer kloer ... Dass Gesetz, wat mer elo hunn, dass ass awer scho säit néng Méint applikabel, dass misst also scho säit néng Méint esou applizéiert ginn. A wéi ass et da méiglech, dass d'Éducation nationale säit néng Méint den Text net anhält an dat elo als nei grouss Moossnam verkeeft, dass mer vun e Méinden un d'Gesetz respektéieren? Da stellen ech mer awer eng Rei Froen!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Firwat vun e Méinden un? Ech fannen et richtig. Ech fannen, dass et scho laang misst lafen. An da sot Der och nach hannendrun op déi Fro, déi mer da stellen: Wien huet dann d'Recht dee Certificat, wa Kanner zrëckkommen, ze kontrolléieren? Da sot Der: „Ma do änneren ech nach de Règlement grand-ducal vun 2004 iwwert d'Règles de conduites an d'Lyceën, fir dass mer eis do déi noutwendeg Base légale ginn. Och dat fannen ech richtig.“

Mee da soen ech, da misst dat jo fir e Méinden am Prinzip schon a Kraaft sinn. Well e Méindeg leeft jo déi ganz Reform do un. An ech sinn da sécher, dass Der d'Urgence wäert ufroen, fir dass Règlement iergendzwoosch relativ termino a Kraaft trieden ze loosse. A wann Der Jo sot, Dir frot d'Urgence un, da soen ech lech: Mee wéi kënnt Der dann d'Urgence ufroe bei engem Text, deen Der am Fong säit siwen oder néng Méint schon hätt misse gemaach hunn, a wou d'Urgence am Fong just doranner besteet, dass Der e bis elo nach net gemaach hutt a bis e Méindeg brauch? Dass ass net déi Definitioun, déi an eisen Texter fir d'Organisatioun vun der Urgence steet.

Mäi sechste Punkt, dass ass een, dee méi de Sport concernéiert. Dass ass eng Fro. Elo gëtt en Test gefrot fir déi professionell Sportler, déi Matcher wëlle spillen. Ech fannen dat och richtig. Mee d'Situatioun ass déi: Du kriss elo vum Gesetz gesot, da misst en Test maachen - notament fir professionell Spiller -, fir däi Beruff kënne auszeüben, fir also dee Match kënne matzespillen, an du muss dengem Patron, dem Veräin dat weisen.

Dann ass fir mech d'Fro: Wéi ass et da fir aner Beruffer, déi vläicht grad esou exposéiert si wéi Fußball- oder Basketspieler? Ass dat hei dann net fir aner Beruffer och e Prezedenzfall? Wéi ass et mat der Égalité devant la loi? An dat ass fir mech eng grouss aarbechtsrechtlech Fro, déi mer awer misse klären an op déi mer och, och wa mer et nogefrot hunn, keng satisfaisant Äntwert kritt hunn.

An dann ass mäi siwente Punkt - mee ech ginn do schnell driwwer ewech -, dass ech och nach net richtig matkritt hunn, wat dann elo d'Base légale wär an den Affaires étrangères vun deene Moossnamen, déi agefouert gi sinn, fir déi Tester op de Flughäfen ze maachen, respektiv fir am Fong de Leit ze soen: Wann Der keen Test hutt, kënnt Der - inklusiv d'ailleurs Leit, déi Resident hei zu Lëtzebuerg sinn - net op Lëtzebuerg zrëckkommen. Nach eng Kéier: Ech fannen déi Moossnam fundamental richtig. Mir hunn déi Fro gestallt an der Commissioun. Mir krute geäntwert: „Mee do gëtt et eng Cirulaire vum Ausseminister, déi ass publizéiert ginn, an et gëtt e

Règlement.“ An deem Règlement hu mer gekuckt, do steet awer strictement näischt vun der Obligatioun vun esou Tester dran.

Do och meng Fro: Wou ass et gereegelt? Nach eng Kéier: Ech fannen déi Moossnam absolutt richtig, ech fannen déi Moossnam absolutt noutwendeg! Mee wa mer esou fräiheitsbeschränkend Moossnamen hunn, fannen ech et absolutt normal, dass mer dat awer kloer an däitlech an e legale Kader aschreiwen, deen novollzéibar ass, deen och fir jiddwereen akzeptabel ass. Dass fannen ech eng absolutt noutwendegkeet!

Dat zu de fundamentale Froen zum Fonctionnement vun eiselem Rechtsstaat. Déi Froen hu mer bis elo net ugeschwat, well an der Santéskommissioun am Fong nach ni déi do Problematiken op den Dësch komm sinn, well mir eis als Santéskommissioun op d'Gesondheitsfroen konzentréiert hunn, esou wéi se bis elo am Gesetz waren. Et ass elo fir d'éischt, wou se op eis zoukommen, well eeben e puer Artikele vun der Éducation nationale an deem Text och mat dra waren.

Ech wëll awer och déi puer Punkte soen, déi ech an deem Text als positiv empfangen. Ech empfangen zum Beispill als positiv, dass mer de Fichier vun der Protection des données personnelles elo esou gemaach hunn, dass de Fichier vun deene vaccinéierte Leit fir 20 Joer gehale gëtt, mee dass mer eng ganz Rei Donnéeën eraushuelen au fur et à mesure vun der Evolutioun: no zwee Joer d'Identifikatioun an d'Coordonnéie vun där Persoun, déi geimpft ginn ass, an no zéng Joer all déi aner Santéddonnéen. Ech fannen dat fundamental richtig an domat kënen mir och liewen.

Ech fannen och d'Obligatioun vun deene verschiddeenen Tester, déi do stinn an déi beim Sport gefrot ginn, fundamental richtig. An dofir kënne mer och mat deene Propositionen liewen. Ech fannen et och richtig, dass mer eng Obligatioun hunn, fir déi Infrastruktur fir eeler Leit, dass déi sollen an Zukunft Lëschten eraginn, wou da jiddweree ka feststellen, wie Pensionnaire ass, a wou ka vun der Santé de Suivi op eng ganz aner Aart a Weis gemaach ginn. All déi Moossname begrësse mer.

Mee dat Ganzt schreift sech awer an eng Impfstrategie an, déi muss ofgestëmmt gi mat dem Rescht vun der Politik. An dovun häng schlussendlech mëttel- a laangfristeg de Succès vun eiser ganzer Politik of. A wann ech awer haut kucken, wat d'Zuele vu Lëtzebuerg sinn, da stellen ech fest, dass eis Zuele weesentlech méi schlecht si wéi déi vun deene Länner ronderëm - net ze schwätze vun Israel oder dem UK, mee och Länner wéi Portugal, Däitschland, Belsch, Frankräich sinn, wat d'Testen (veuillez lire: d'Impfen) ugeet, einfach proportionell gesinn, virun eis. An dat ass eppes, wat fir eis awer eng ganz Rei Froen opwërft. Bei den Zuelen op jidde Fall hu mer d'Impressioun, dass mer extreem lues sinn - ze lues sinn!

Dofir meng Fro un d'Regierung: Firwat ass dat esou? An dat ass esouger esou, wann ech déi Zuele kucken, och bei Länner, déi u sech eng änlech Strategie wéi mir fueren - dat heescht, eng Strategie, wou mer déi zweet Dosis halen -, och déi Länner si momentan, an den Zuelen zumindest, besser wéi mir.

An dofir ass meng Fro: Kréie mer manner Dose wéi déi aner Länner, proportionell gesinn? Dat kann ech mer bal net virstellen. Oder firwat si mer momentan méi lues? An ech mengen, dass hei d'Regierung eis, mee awer och de Leit dobaussen eng Explikatioun schëlleg ass.

Mir kënne mat ville Punkte vun der Impfstrategie d'accord sinn: d'europäesch Akeef, d'Krittären, d'Reiefolgen vun der Impfung, d'Prinzipie vun den Decisiounen; och de Fait, dass grouss Impfzentre gemaach ginn, fanne mer richtig.

Et stelle sech awer nach eng Rei Froen hannendrun. Wa mer elo méi aner Vaccine kréien, déi net misse bei minus 70 Grad gehale ginn, kann ee jo deelweis op eng aner Impfstrategie ëmstellen. An do wollt ech froen, Madamm Ministesch, wou mer da mat den Diskussiounen dru sinn, fir d'Dokteren anzubannen an déi ganz Impfstrategie, well mir schéngt et logesch a sënnvoll ze sinn, dass och d'Hausdoktere kënne Impfung virhuelen. Ech mengen, dass do och eng ganz Rei vun hinne bereet wären, dass ze maachen. Ech froen lech also: Wou si mer dru mat deenen Diskussiounen?

An dat selwecht gëlt fir d'Certificats de vulnérabilité. Doriwwer hu mer scho virun enger Rei Wochen hei geschwat. Mee ech kréien - ech weess net wéi et lech geet - eng ganz Rei Uruff vu Leit, déi soen: Mee wéi geet dat da mat deem Certificat? Wéi solle mer eis do uleeën? Verschiddener wenne sech un den Dokter a kréien da gesot: „Mir wëssen et nach net richtig. Mir wëssen, dass esou eppes kënnt.“ An dat mécht d'Leit richtig nervös, haaptsächlech déi, déi da vulnerabel a sensibel sinn, wa se net wëssen, wou deen Zuch ufiert. Do wär ech och wierklech frou, wa mer kéinten eng Rei Explikatiounen kréien.

Mir sinn also frou, dass d'Madamm Lenert en Impfplang virgeluecht huet. Mir wëssen och, dass dee

muss geännert ginn, deemno wat fir eng Informatiounen op eis zoukommen. A mir hätten do net ongär ... oder mir verlaangen, fir et méi kloer auszedrücken, dass d'Regierung och do eng Kommunikatiounspolitik mécht, déi de Leit Äntwerten op déi Froe gëtt, déi se legitimmerweis stellen. Zum Beispill froe se: Wat fir eng Konsequenz huet déi Decisioun, fir AstraZeneca net iwwer 65 Joer ze impfen, op den Impfplang? Zum Beispill déi Fro iwwert d'Niewewirkunge vun AstraZeneca, wou jo vill am Ausland driwwer geschwat gëtt, dass Leit, wa se et kruten, sech net gutt gefillt hunn duerno. Ass dat esou? Ass dat net esou? Zéie mer Konsequenzen doraus oder net? A firwat? Verschidden Impfung wieren net esou gutt bei Varianten. Ass dat esou? Ass dat net esou? Huet dat Konsequenzen op den Impfplang oder net? Ech mengen, dass sinn einfach Froen, déi sech dobausse gestallt ginn, a wou mer missten Äntwerten drop bréngen.

Ech weess, dass d'Regierung momentan net wëllt eng Campagne fir d'Impfung maachen. Ech halen dat perséinlech fir e Feeler, well et mécht Plaz fir Rumeuren, fir Konterwouchten, fir Verschwörungstheorien. Mee wann Der scho keng Campagne elo wëllt maachen, da soen ech awer ganz kloer, dass ech der Meenung sinn, dass Der nu wierklech déi Erklärung do esou vill wéi méiglech de Leit musst ginn, well se verlaangen duerno. A loosst keng Rumeuren hei zu Lëtzebuerg opkommen!

Zum Schluss nach zwou Remarken: Ech fannen - an dat ass am Fong eng Remark net un d'Regierung, mee un d'Chamber, deelweis och un d'Regierung, mee haaptsächlech och un d'Chamber -, dass mer eis awer mat enger Rei deontologeschen, fundamentale Froen anescht sollten ausseetzen, wéi mer dat heiansdo mat pauschale Sätze einfach esou maachen.

Ech fannen eng Diskussioun iwwert den obligatoresche Charakter vum Vaccin, an d'Grënn, firwat mer et net wëllen, noutwendeg. Well et gëtt jo Froe vu Responsabilité individuelle a vun Autonomie individuelle, mee et gëtt och Froe vu Solidarité collective a vu Responsabilité collective. Ech mengen, dass et sollt eng Kéier thematiséiert ginn, fir kloer ze soen, firwat mer déi eng Positioun an net déi aner anhuelen.

Et gëtt en eetheschen Enjeu iwwert de Certificat de vaccination. Ech fannen, dass een net kann einfach Jo oder Nee soen. Ech fannen, dass een einfach eng Kéier seriö an ouni politesch Hannergedanke soll doriwwer diskutéieren: Wat ass sënnvoll a wat ass net sënnvoll? Ech fannen, dass een hei eng Kéier muss iwwert d'Abzëiung oder d'Netabzëiung vun de Frontalieren an eis Impfstrategie diskutéieren. Ech fannen, dass eng Diskussioun iwwert de Prinzip vun de Prioritéite vun de Vaccinatiounen och sënnvoll gewiescht wär. Ech fannen och eng Diskussioun iwwer méiglech Liste-d'attentes a Rechter, déi nach net vaccinéiert Leit hei zu Lëtzebuerg hunn, noutwendeg. Do geet een Twittersaz net duer, fir eng Äntwert ze ginn.

A schlussendlech soen ech lech och, dass ech mengen, dass déi Laangzäitstrategie, iwwert déi mer zwar heibanne gemeinsam ofgestëmmt hunn, dass mer déi géifen entwéckelen, mee wou mer einfach net ukommen a wou kee Suivi vun deene Motiounen gemaach gëtt, awer noutwendeg ass.

Ech fannen, dass mer eis heibannen elo eng Kéier mussen d'Fro stellen: Wéi ass et da mat där Wuestungsgesellschaft, déi mer virun haten a wou een haut d'Impressioun huet, dass mer alles - alles! - maachen, fir esou schnell wéi méiglech erëm an déi Wuestungslogik zrëckzekommen?

Ech wëll de Covid lassginn, mee ech fannen, dass mer eis awer och eng Rei Froe muss stellen: Wéi geet et nom Covid weider? Wat wëlle mer duerno? A wat kënne mer elo maachen, fir dass mer vläicht déi eng oder aner Weich anescht stellen? Ech géif gäre Froe stellen iwwert d'Autonomie vun Europa notament, déi mer esou grouss eropbeschweren hunn, wéi mer iwwert eis Autonomie a Produiten, déi mer onbedéngt hei brauchen, geschwat hunn, wa mer ofhängeg vun Ausland waren. Dass fannen ech richtig. Mee da muss mer heibannen eng Diskussioun iwwert eis Industriestrategie féieren, och zu Lëtzebuerg. Si mer da bereet ze reindustrialiséieren? Zu wat fir enge Konditiounen? A wéi maache mer dat? Dass fannen ech eng noutwendeg Diskussioun.

D'selwecht ... déi europäesch Iwwerleung iwwert d'Communitarisatioun vun der Gesondheitspolitik, iwwert d'europäesch Organisatioun a Krisenzäiten, déi fannen ech noutwendeg. Eng Diskussioun iwwer Fräiheeten a Rechtsstaatlechkeet gehéiert och dozou. Ech regrettéieren, dass ..., an ech sprächen d'Regierung wierklech net schëlleg dofir, mee ech soen, och an der Chamber sollte mir eis Gedanke maachen, well dat sinn Diskussiounen, déi heihinner gehéieren an hirer ganzer Villfalt a mat alle Kontroversméiglecheeten, déi doranner bestinn, fundamental politesch, deontologesch Froe fir d'Zukunft vum Land, déi mer hei muss stellen. Ech profitéiere vun deem Gesetz, fir meng Meenung eng Kéier kloer an däitlech doriwwer auszuedrücken.

Meng Konklusioone sinn déi hei: Éischtens, mir fannen, et ass net Zäit fir opzemaachen. Zweetens, mir fannen, datt de Risiko nach extreem héich ass, no-tamment dee vun de Varianten. Mir sinn der Mee-nung, datt d'Moosname vun der Regierung net duerginn. Mir sinn dréttens haaptsächlech der Mee-nung, datt an der Schoul déi Moosnamen net duerginn. Véiertens, mir soe ganz kloer, datt de Kader vun der Regierung ze vill konfus ass, datt eis eng Rei wëssenschaftlech Wäerter feelen, déi d'Decisionne besser géifen erklären a se besser verständlech dobausse géife maachen.

Mir fannen, datt déi Impfstrategie momentan ze lues an och fir d'Leit net verständlech ass. Mir regrettieren, datt keng Kommunikationsstrategie do ass, déi effizient ass. Mir fannen, datt desen Text technesch net gutt ass, datt e schlecht gemaach ass an datt en och eng Rei Decisionne vun der Regierung, déi se elo geholl huet, an eisen Aen net op eng gesetzlech Basis stellt, déi duergeet.

Dofir wäerte mer an der CSV desen Text net stëmmen. Mir wäerten Nee stëmmen. An ech wënsche mer, datt d'Regierung et fäerdgebréngt, an deenen nächsten Deeg a Wochen de Courage ze hunn, fir Perspektiven opzerechnen, Leadership ze weisen, realistesch Perspektiven, wou et higeet, wat fir eng Zilsetzungen mer an deenen nächste Woche mat eiser Impfstrategie hunn, esou wéi den Här Biden, esou wéi d'Madamm Merkel, esou wéi den Här Macron et och gëschter gemaach hunn. Do kann ee sech natierlech ieren, dat ass e Risiko. Mee ech mengen, wa Saachen anescht lafen, wéi ee se am Ufank virusgesinn huet, dann hunn d'Leit absolutt kee Problem domat, wann een hinnen erkläert, wat anescht gelaf ass, wann ee seng Zilsetzung reagiéiert.

Mee ech fannen et extreem wichteg, de Leit Perspektiven no baussen opzerechnen, fir se mat um Wee ze halen, fir hinnen ze soen: „Dir musst elo nach e puer Méint op d'Zänn bässen, da packe mer et zesummen.“ A fir hinnen ze soen: „Loosst lech alleguer impfen, net nëmme fir lech, mee och fir d'ganz Gesellschaft.“

Ech soen lech Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Claude Wiseler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Gilles Baum, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Gilles Baum (DP).** - Merci fir d'Wuert. Här President, eis Zuele si leider nach ëmmer op engem vill ze héijen Niveau.

(**Brouhaha général**)

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Si mer op engem Joermaart?

■ **Une voix.** - ... op enger Kiermes!

■ **Une autre voix.** - Et muss een och kënne matene schwätzen.

(**Coups de cloche de la présidence**)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Et wier gutt, wann déi bilateral Reunionen ausserhalb vum Sall wieren.

■ **M. Gilles Baum (DP).** - Eis Zuele si leider nach ëmmer op engem vill ze héijen Niveau. Déi gutt Noricht ass déi, dass eis Infektiionszuelen - obwuel mer zanter Januar de Commerce souwéi och de Sport an d'Kultur nees ënner strikten Aschränkungen opgemaach hunn - bis elo nach net staark an d'Luucht gaange sinn. De Reproduktionstaux läit bei 1 %, dee misst awer bei 0,7 % leien, fir dass mer d'Situatioun géife gutt an de Grëff kréien. Den Taux de positivité dréit scho säit enger Zäitche ronderëm déi 2 %. A ganz wichteg: D'Situatioun an de Spideeler huet sech awer entspaant an ech mengen, dat si gutt Nouvelen.

Et gouf weider an de leschten dräi Woche massiv getest. An der Woch vum 25. Januar: iwwer 51.000 Tester, an den Inzidenztaux iwwer siwen Deeg - dat heescht, den Duerchschnitt iwwer siwen Deeg, dat ass deen, mat deem eis däitsch Noperen och mëttlerweil schaffen -, dee louch an där Woch bei 160.

D'Woch vum 1. Februar sinn 61.000 Tester gemaach ginn an de siwen Deeg, den Inzidenzwäert louch bei 182. D'Woch vum 8. Februar sinn iwwer 70.000 Leit getest ginn, an de Wäert, dee louch bei 176.

Wat wichteg ass, fir eis kënne mam Ausland ze vergläichen, ass den Taux de positivité sur ordonnance (veuillez lire: den Taux de positivité pour les tests effectués sur ordonnance). An do ass et esou, dass mer erofkomm si vu 5,2 % op 4,8 %, an d'Woch vum 3. Februar souguer op 3 % - 3 %, wat jo dee Wäert ass, deen d'WHO eis virgëtt, fir ze soen, dat doten hutt Der hallefweege am Grëff.

Mir ass opgefoll, dass an deene leschte Publikatiounen vun der Santé elo och ëmmer ugi gëtt, wéi vill Leit erausfonnt gi sinn iwwer den Tracing, dat heescht, wéi vill Leit kontaktéiert gi sinn, déi dann iwwer den Tracing geruff gi sinn, an da getest gi sinn. An dat ass ganz ënnerschiddlech: Do féint

een Deeg, do huet ee méi Leit, déi positiv getest gi sinn, well se an den Tracing geruff gi sinn; aner Deeg hues de méi Leit iwwer Ordonnance. Ech fannen dat awer och eng ganz, ganz wichteg Angab. Et ass eng ganz wichteg Angab, fir op dat anzegoen, wat virun hei vum Här Wiseler vun der CSV gesot ginn ass, deen eis mat anere Länner vergläicht: Dat ass richtig, et soll ee vergläichen, wat vergläichbar ass, an dat ass den Taux de positivité sur ordonnance. An do leie mer awer däitlech besser wéi eis däitsch Noperen.

Bei eisen däitschen Noperen, do wësst Der vläicht: 35, dat ass elo déi nei 50, jo dat ass den neie Wäert. Ech hunn de Moie gelauschert ..., si louchen, ech menge gëschter, bei 57 Komma ... op 100.000 Awunner. Et gëtt an Däitschland elo effektiv Landkreesser, déi sinn erëm gréng. Et gëtt ganz interessant interaktiv Kaarten, déi Der kënn kucken. Et gëtt Landkreesser an Däitschland do si se gréng, do leie se ënner zéng. Et gëtt awer och Landkreesser, besonnesch am Oste vun Däitschland, déi sinn extreem héich, do leie se nach ëm déi 200.

Fir awer trotzdem dat ze relativieren, wat den Här Wiseler gesot huet, wëll ech eng Kéier hei ervirsträichen, dass et an Däitschland kee Large-Scale-Testing gëtt. Ech hunn och nach net ganz vill héiere vun engem konsequenten Tracing an Däitschland, esou wéi mir e maachen. An ech hunn awer eppes héiere vun enger App, enger App, mat där jo dann och soll noverfollegt ginn, wéi d'Leit sech infizéiert hunn. Also ech kann lech soen, den Här Söder huet scho virun e puer Woche gesot, dass déi App do e Reifall wär, dass dat net géif funktionéieren. Ech hu gëschter e Bericht gelies, an deem steet, dass sech nëmmen all Siwenten, dee sech effektiv infizéiert huet, och an där App do umellt. Also géif ech soen, dass dat net wierklech ganz vill bréngt.

Dir hutt virun, Här Wiseler, gesot, de Lëtzebuurger Wee ..., Dir géift näischt méi dovunner héieren. Ma ech kann da vläicht nach eng Kéier soen, wat de Lëtzebuurger Wee ass, an dat ass och dee Wee, dee mer gewëllt si weiderzegoen. Ech soen de Kolléeg vun der CSV dat. De Large-Scale-Testing wëlle mer weiderféieren, den Tracing, dee bis elo awer, mengen ech, seng Preuvé gemaach huet, wëlle mer weiderféieren. An ech mengen och, dass dee vu kenger Säit vun der CSV a Fro gestallt ass, weeder den Tracing nach de Large-Scale-Testing. Da sollte mer wannechgelift net eis Zuelen zu Lëtzebuerg vergläiche mat Zuelen aus Portugal, aus Däitschland, aus Amerika oder aus anere Länner. Dann hunn ech léiwer, mir bleiwe beim Taux de positivité sur ordonnance, do kënne mer eis mat eisen Nopere vergläichen.

Eis Situatioun ass zwar am Moment net direkt beonrougend, mee se ass awer och net op déi liicht Schëller ze huelen. D'Situatioun ass a bleift eescht, besonnesch, wann een d'Zuele vun de leschten Deeg a Betruecht zitt. Et ass elo net de Moment fir lasszeloosen, fir opzemaachen. Et ass net de Moment, fir liichtfankeg mat der Situatioun ëmzegoen.

Wéi séier et nämlech ka goen, dat huet een um Beispill vu Portugal gemierkt, a besonnesch d'Regioun ronderëm d'Haaptstad Lissabon. Eng Kombinatioun aus Lockerungen an der méi ustiechender brittescher Variant hunn d'Zuelen an d'Luucht schéisse gelooss an hire Gesondheetssystem quasi iwwer Nuecht u seng Grenze bruecht. Gott sei Dank sinn awer elo d'Infektiionszuelen do erëm um Falen, och wann d'Situatioun nach ëmmer ugespaant bleift. An Dir hutt och vläicht matkritt, dass och Lëtzebuurger medezinnescht Personal doënne op der Plaz ass fir ze hëllefen.

Och hei am Land mécht d'Verbreedung vun de Mutatiounen, a virop der brittescher Mutatioun, berechteterweis Suergen. Dowéinst bleiwe mer weiderhi virsiichteg a mir verlängeren d'Mesurë bis de 14. März. A wéi d'Zuele weisen, huet de Virus sech do verännert, well e ganz besonnesch a leschter Zäit bei deene Jonke méi aktiv ass an d'Zuele bei de Kanner tëschent null an zéng respektiv bei deene Jugendleche staark geklomme sinn.

Enn Januar war et eng Hausse an Zäit vun enger Woch vu 64 % (veuillez lire: 68 %) bei de Kanner vun 0 bis 14 Joer an déi Woch drop nach eng Kéier eng Hausse an där Alterskategorie vu 46 %. An duerfir mengen ech, dass d'Decision, déi den Educatiounsminister Claude Meisch geholl huet, fir d'Schoulen eng Woch virun der Fuesvakanz an den Homeschooling ze setzen, richtig war.

Mat dëser preventiver Mesure ass der Verbreedung vun der neier ustiechender Variant vum Coronavirus an de Schoulen entgéintgewierkt ginn. Et war eng Noutbrems, déi engem Zäit ginn huet, fir sech en Iwwerbléck ze verschafen. Well jo, wann de Virus sech verännert, da muss och d'Schoul sech upassen. Dat ass elo geschitt an dat begrësse mir. Mir begrëssen, dass d'Schoulen ab e Méinden nees opmaache kënnen. Och ënner den Elteren, de Schüler, den Enseignanten, mengen ech, besteet e breede Konsens, dass alles muss dru gesat ginn, dass d'Leieren esou normal wéi méiglech ka funktionéieren an dass d'Schoulen esou laang wéi méiglech opbleiwen.

Beim Presenzunterrecht gëllen ab e Méinden nach eng Kéier nei verstärkt sanitär Mesuren. Nieft enger allgemenger Maskepflicht mat Ausnam vum Cycle 1 an a verschiddene Kompetenzzentren, wäert och méi an de Schoule getest ginn.

Ech wëll hei nach eng Kéier kloer soen, dass an der Spillschoul an am Precoce keng Mask brauch gedroen ze ginn, och wann d'Kanner an der Spillschoul sechs Joer kritt hunn. Ech mengen, dat war e bëssen an de Medie gëschter. Ech soen dat hei nach eng Kéier ganz kloer: An der Spillschoul an am Precoce brauch keng Mask gedroen ze ginn.

Den Asaz vu Schnelltester ass fir de März virgesinn, an dat bitt engem natierlech aner Méiglechkeeten, fir méi séier a méi effikass op eng Infektioun ze reagieren an och doduerch potenzial Infektiounskette guer net eréischt net entstoen ze loosse oder se ze ënnerbannen. Och CO₂-Detecteure gi weider an de Klassen installéiert, a fir d'Enseignanten ass eng Commande vun 30.000 FFP2-Masken erausgaangen.

Wann d'Zuel vu Coronafäll an de Schoulen trotzdem erëm staark sollt klammen, da sinn natierlech weider Mesurë geplangt. Dat geet vu punktuellen, lokale Mesurë bis hin zum Zoumaache vun de Schoulen an d'Iwwergoen an den Homeschooling. Dat hätt natierlech och seng Inzidenz op d'Maisonrelais an op d'Sportsveräiner an deene betraffene Gemengen oder am schlémmste Fall souguer op d'ganz Land.

Et gëtt wierklech eng Panoplie vu Mesuren, déi alleguer dozou bäidroen, dass déi alleréischte Prioritéit, nämlech d'Schüler an d'Enseignanten ze schützen an d'Schoul opzehalen, och ka gewärleescht ginn. Dat ass vun enormer Wichtigkeet, well ech hunn et virun e puer Wochen a menger Interpellatioun gesot: Et geet ville Kanner net gutt.

Dat Joer Pandemie mat Lockdown, Social Distancing, Homeschooling, wou ee vläicht keen hat, deen engem hëllefen, vill Ängschten, Opreegung, Ongewëssheet, dat huet seng Spuere bei de Kanner a bei de Jugendlechen hannerlooss. Den Impakt op déi mental Gesondheet ass net ze negligieren a mir mussen dat eescht huelen. Den Educatiounsminister huet duerfir d'Wuelbefanne vun de Kanner scho bei der Rentrée am September an de Mëttelpunkt gestallt. Op där Schinn gëtt elo virugefuer mat enger ganzer Campagne ronderëm de Bien-être vun deene Jonken.

E puer konkret Mesurë vun dëser Campagne erausgepickt: Et gouf e Guide ausgeschafft mat Recommandatiounen a Best Practices, et gëtt eng extra Helpline fir psychologesch Betreuer aktivéiert, d'Enseignanten an d'Eltere gi weider sensibiliséiert an och de CePAS huet eng Campagne op de Social Media lancéiert.

Déi Jonk solle virun allem léieren, dass et net schlémm ass, wann et engem eng Kéier net gutt geet. Duerfir brauch ee sech net ze schummen. Duerfir brauch ee sech net ze entschëllegen. Et brauch ee sech och net ze rechtfertegen. Déi „no worries, only good vibes“-Welt, déi sozial Netzwerker wéi TikTok oder Instagram deene Jonke virgaulen, huet an der momentaner Situatioun relativ weineg mat deene Jonken hirer Realitéit ze dinn. Déi toxesch Positivitéit - dat Gefill, sech ëmmer misse gutt ze spieren, ëmmer misse gutt drop ze sinn -, bewierkt nämlech genau de Contraire: dass ee sech méi schlecht spiert.

Dat Wichtigst ass a mengen Aen, dass jiddwereen, deen Hëllef sicht, dass jiddwereen, deen Hëllef brauch, och Hëllef kritt an och weess, wou e se féint. Dorëms geet et!

Här President, no der grénger Luucht vu Bréssel huet de Minister Lex Delles annoncéiert, d'Aide „coûts non couverts“ an d'Aide de relance ze verlängeren. Dat verschafft ville Betriber elo emol Loft a gëtt hinnen och eng gewësse Previsibilitéit. Zudeem wäerten och jonk Betriber, déi virunner net an de Genoss vun den Aidë komm sinn, d'Aide „coûts non couverts“ an Zukunft kënnen an Uspruch huelen.

D'Verlängerung vun deene Mesurë bedeit natierlech och, dass den Horeca-Secteur nach staark an den Aktivitéiten ageschränkt bleift. A gleeft mer, wann ech queesch duerch de Sall hei kucken, wäert Der keen heibanne fannen, deem dat do Freed mécht, dass mer grad an deem Secteur nach eng Kéier muss verlängeren. Mee duerch d'Situatioun ass et einfach néideg.

Dem Restaurateur bleift fir de Moment just den Takeaway, an hei ginn et awer, mengen ech, positiv Nouvelen: Fir d'Betriber ze motivieren, den Takeaway unzibidden oder weider unzibidden amplaz d'Aktivitéit ganz anzustellen, wäerten d'Recetten aus dem Takeaway net méi ganz aus der Aide erausgerechent ginn, mee se ginn zum Deel immuniséiert. An ech mengen, dass dat fir d'Restaurateuren eng ganz gutt Noricht ass. An des Ännerung setzt e wichteg Zeegen, dat den Asaz vun de Restaurateuren an de Cafetieren honoréiert, déi, obwuel hir Dieren zou sinn, hir Clientë weider zerweiere wëllen.

Mir sinn och frou, dass an deem dote Kader eng Léisung fir d'Independantë fonnt gouf, déi oft hir ganz Erspuerner, hir Zäit an hiert Häerzblutt an hire Betrib gestach hunn. An enger Kris, wéi mer se bis elo erliewen, kann de Salaré an de Chômage partiel geschéckt ginn an e kritt dann 80 % vu sengem Salaré vum Staat bezuel. Dat géllt awer net fir en Independant, obwuel hien och an de Fonds pour l'emploi cotiséiert. Wann ee Betrib keen Émsaz mécht, dann huet de Patron keng Pai. A wa sech dat iwwer Wochen oder Méint hinzitt, dann ass iergendwann alles, wat e sech iwwer Joren erschafft huet, fort.

D'Léisung, fir elo iwwer d'Aide „coûts non couverts“ ze fueren, dréit dëser Situatioun kuerzfristeg Rechnung a weist, dass d'Independanten, déi e ganz wichtige Piliere vun eiser Gesellschaft, e ganz wichtige Piliere vun eiser Wirtschaft sinn a vill Aarbechtsplazen schafen, net vergiess sinn.

Wa mir de Covid bis hannert eis hunn, wäert sech d'DP awer nach eng Kéier mat der prinzipieller Fro beschäftegen, wéi ee mat der spezifischer Situatioun vun den Independanten an esou engem Fall ëmgeet. Et geet eis ëm all Einzelnen, vum klengen Handwierker bis zum Commerçant, den all Dag d'Äerm eropstréppt, deen all Dag fir säi Brout opsteet a bei deem et op all Su ukënn.

All des finanziell Hëllef si batter néideg, grad well mer déi sanitär Mesuren nees verlängeren a well mer och net wëssen, wéi d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg an engem Mount ausgesäit. Mat den neie Mutatiounen geet eng Onvorsichtgeet duer, an d'Situatioun kéint erëm kippen. Esou schwéier et eis och fällt, muss ech lech soen: Mir brauchen alleguerte weiderhi Gedold a mir brauchen alleguerten Zouversicht, dass mer dat hei zesumme packen.

Ech ginn dowéinst am Numm vu menger Fraktioun den Accord zu dësem Gesetz an ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos dem Här Gilles Baum. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

(**Désinfection du pupitre et interruptions diverses**)

Ech mengen, dat do gëtt keng Iwwerschwemmung.

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Merci, Här President. Ech sinn net aus Zocker, et geschitt näischt. Mir maache méi déi elektresch Saachen hei Suerge wéi ech. Okay, ech paken elo emol Holz un.

Voilà! Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Leit sinn es midd. De Marc Baum hat et schonn déi leschte Kéier gesot, hie wär es och midd. An ech kann en och ganz gutt verstoen, an d'Leit dobaussen, hunn ech d'Impressioun, sinn es och midd.

Ee Joer Corona huet eis Gesellschaft verännert, huet eist Zesummeliewe verännert an huet och Réss an eis Gesellschaft bruecht. D'Situatioun nervt a jiddweree wëllt, dass et eriwuer ass. Well ech ginn d'Gefill net lass - a vläicht ass et och just e perséinlech Gefill -, dass d'Gedold bei de Leit lues a lues ofhëlt. Wuel hale sech d'Leit un d'Mesuren, gréisstendeels richtig an och ganz korrekt, soss géifen d'Zuele jo nach vill méi an d'Luucht schéissen. An awer héieren ech a mengem Émfeld dat selwecht, wat ech och selwer fillen: Déi Ukënnung vun deem Vaccin, déi huet esou dat Liicht am Tunnel bruecht, a wann een da bis d'Enn gesäit, wann ee gesäit, dass dee Cauchemar hei gläich eriwuer kéint sinn, da wëllt een och, dass e séier soll eriwuer sinn an dass dat esou séier wéi méiglech geet. D'Ukënnung vum Vaccin, vum Liicht um Enn vum Tunnel, déi huet dëst Verlaangen no engem Enn vun der aktueller Situatioun nach eng Kéier verstärkt.

An no engem Joer kënne mer soen, dass mer de Virus besser kennen, mee dass mer nach iwwerhaapt net um Enn vum Wëssen ukomm sinn, dass mer all Dag Neies léieren, all Dag nei Erkenntnisser gewuer ginn, déi fir d'éischt als eng Studie oder alt emol en eemolegt Experiment erausfonnt ginn, an da muss se sech verifizieren duerch wëssenschaftlech Bättrig a Publikatiounen, déi dann erëm déi Mesuren, déi en place sinn, zum Deel a Fro stellen oder déi et dann néideg maachen, dass d'Mesurë mussen adaptéiert ginn. Dat si schwierig Prozesser an déi brauchen Zäit a si kommen och net bei jiddweringem un.

Ech muss mer wierklech Gedanke maachen iwwer ee Saz, deen ech haut héieren hunn, well deen huet mer wierklech vill Fragezeichen opgeworf. Ech hunn haut héieren, wéi ee gesot huet: „Do kënt Der Etüde bréngen, mee ech gleewen dat als Laien net.“

(**Interruption**)

Da gëtt et wierklech schwéier, wann een Etüde bréngt, a si schéngen engem awer net als Laien esou op d'Moos geschneidert ze sinn.

(**Interruptions**)

Jo, da gëtt et wierklech schwéier, d'Leit ze iwwerzeegen.

Wann de Mënsch eppes net gären huet, dann ass et Onsécherheet! Am Moment si mer awer genau an esou enger Phas vun Onsécherheet. Villes ass nach an der Evolutioun, et gëtt nach net déi néideg Erkenntnisser a ville Beräicher: Wéi eng Auswierkungen hunn déi Mutatiounen? Wéi wierkt den Impfstoff dorobber? Wéi een Impfstoff ass dee richtegen? Ginn et Kombinatiounen vun Impfstoffen, déi méiglech sinn? A wa mer geimpft sinn, komme mer dann erëm an eng Normalitéit oder ass et dann nach net eriwuer a musse mer nach ëmmer an där Situatioun bleiwen, wou mer elo sinn? An et ginn nach Honnerte weider Froen, wou mer keng Äntwerte wëssen.

D'Onsécherheet, déi mécht sech breet, och bei deenen, déi mussen Decisiounen huelen, well déi Decisiounen mussen op faktebezunnen Evidenze geholl ginn, wat seng Zäit brauch. An da gëtt et och nach d'Onsécherheet vun der Vermittlung vun de Messagen, an duerno natierlech och déi vun der Akzeptanz vun de Moosnamen, déi zur Andämmung vun der Pandemie geholl musse ginn.

An déi Onsécherheet, déi nei Entwécklungen - mir haten elo grad d'Diskussioun iwwert d'Mutatiounen -, jo, déi maachen och d'Schwieregkeet vun der Laangzäitstrategie aus! Wann all Dag nei Erkenntnisser kommen, dann ass d'Laangzäitstrategie natierlech en „Ding der Unmöglichkeit“.

An der Lescht konnte mer hei zu Lëtzebuerg eng deelweis Stabilität hale bei de Mesuren, déi geholl ginn. D'Leit hunn dës akzeptéiert, well se och net all Dag geännert hunn a well se och zum gréissten Deel ... Jo, et sinn ëmmer e puer Saachen, déi onverständlech sinn, mee de gréissten Deel vun de Mesuren ass awer verständlech.

D'Onsécherheet, déi eis ëmgëtt, kënn awer och duerch eist Ëmfeld, duerch eis Nopeschlänner, déi alleguer an enger anerer Situatioun sinn, allegueren! Et kann een och Däitschland net mat Frankräich, a Frankräich net mat der Belsch, an eis net mat deenen aneren dräi direkt vergläichen, well mer allegueren aner Situatiounen hunn a well mer och alleguer aner Mesuren hunn - zum Deel déi selwecht, awer och zum Deel anerer -, fir dësem Virus Meeschter ze ginn.

A jo, et kann een och gedeelter Meenung sinn iwwert déi eng oder aner Measure. Ech soen et nach eng Kéier, an dat hunn ech elo schonn e puermol hei op der Tribün gesot: Et ass d'Zesummepill vun deene Mesuren, dat et ausmécht. Ech mengen och, dass mer eis do zum gréissten Deel eens sinn.

An esou ass et och mam Couvre-feu. Ech sinn hei net deen, deen hei mordicus wëllt de Couvre-feu verteidegen, well d'LSAP steet och op der Säit vun de Vertrieeder vun de fundamentale Rechter. A fir eis ass d'Ausgangsspar och eng grouss Aschränkung vun de perséinleche Fräiheeten. Dat ass fir eis och ganz kloer. Mee grad wéi zu Lëtzebuerg loosse d'Regierungen am Ausland sech jo vu Wëssenschaftler, vun Experte beroden, fir ze wëssen, wat fir eng Moosname kënn geholl ginn, fir déi Pandemie an de Grëff ze kréie respektiv fir Neiinfektiounen dann och ze reduzéieren.

A grad wéi zu Lëtzebuerg ass do eben eng vun de Mesuren, déi vun deene Beroder virgeschloe gëtt, de Couvre-feu! An esou gëtt et de Couvre-feu a Frankräich um 18.00 Auer, an der Belsch um 22.00 Auer, an Holland um 21.00 Auer, am Vereenegte Kinnekräich um 18.00 respektiv um 20.00 Auer, an Däitschland regional um 20.00 Auer, an Italien um 22.00 Auer, a Spuenien um 22.00 Auer, a Portugal an der Woch um 23.00 Auer an de Weekend um 13.00 Auer! An Tschechien, Slowenien, Éisträich, Griicheland, Rumänien, Ungarn ..., also et ginn eng ganz Rei vu Länner, do gëtt et de Couvre-feu och.

An all déi Regierungen - a se si vun alle politesche Faarwen, et ass net eng Faarf, déi do predominant ass -, déi sinn zum Schluss komm, dass de Couvre-feu kann dozou bäidroen, dass de Virus agedämmt ka ginn. Net nëmme mir hei zu Lëtzebuerg! Et ass och keng Erfindung vun de Lëtzeburger, de Couvre-feu, a wa mir falsch hei leien, da läit och hallef Europa falsch. Dat muss een eng Kéier soen.

Jo, déi kënn vläicht alleguer falschleien, dat ass méiglech! Ech wëll dat emol guer net behaupten, dass dat net esou kéint sinn! Mee et ass fir mech eng Mesure bei alleguer deenen anere Mesuren, déi dozou hëllef kann, fir déi Neiinfektiounen ze reduzéieren. A gleeft mer, och mir si frou, wann de Couvre-feu kann opgehewe ginn!

Dir Dammen an Hären, aktuell hu mer hei zu Lëtzebuerg, ech hunn et scho gesot, eng onsécher Situation: D'Tendenz vun den Infektiounen zu Lëtzebuerg ass llicht steigend am Géigesaz zu eisen Nopeschlänner. Et ass also eng ëmgedreite Situatioun wéi déi, déi mer virun dräi Wochen haten. Do hate mer grad de Géigendeel vun der Situatioun wéi elo. Eis Infektiounszuele bleiwen och weider héich a leien iwwert deene vun Däitschland an der Belsch, awer ëmmer aus ënnerschiddleche Grënn. De Gilles Baum huet et virun hei gutt erkläert. Dëst gëtt Grond, fir besuergt ze sinn, an dëst léisst och keng

Lockerungen zou, obwuel mer eis déi all gewënscht hätten.

Natierlech leie mer duerch eis Teststrategie nach ëmmer ganz vir am Taux de dépistage an och am Taux de positivité. An och am Taux de mortalité leie mer am Verglach mat eisen Nopeschlänner ganz gutt. An de Spideeler huet d'Situatioun sech och beuougt: Vun deene 74 Hospitaliséierte sinn der 17 op der Intensivstatioun. An dës Zuele maachen dann och, dass mer déi Mesuren en place kënn loosse, ouni se nach mussen ze verschärfen. Ech soen „haut“, muer kann d'Situatioun eng aner sinn.

An awer maachen eis déi Mutatiounen do Suergen. Déi brittesch an déi südafrikanesch Variant, déi hunn eng Rei vun den Donnéeën hei bei eis verännert. Et gëtt eng interessant Harvard-Studie, déi zum Schluss kënn, dass de B.1.1.7 duerfir méi geféierlech ass, well e méi laang ustiechend ass. Dat ass den Haaptgrond, firwat e méi geféierlech ass. D'Zuel vun de Vire wier deemno net determinant, mee d'Dauer vun der Ustiechung. An en plus ass de Krankheitsverlaf och nach en anere wéi bei der éischter Form vum Virus.

Dat ass elo eng Studie, et ass nach kee wëssenschaftleche Beweis, mee et gëtt eis awer Indikatiounen, et gëtt eis eppes, wat wëssenswäert ass a wat och hëllefbräich ass, well dës Erkenntnisser, déi kënnen eis hëlfe, eis Mesuren dann och ze adaptéieren, zum Beispill d'Dauer vun der Quarantän. Och dat kéint eng Erkenntnis vun där Studie hei sinn. Déi Studie, déi ass eng Woch al, déi ass ganz nei, an duerfir brauche mer hei nach e bësse Gedold. Mir wëssen nach net genuch iwwert déi Mutatiounen. Virsiicht ass also nach ëmmer dat éischt Gebot.

Mir haten et och an de leschte Woche mat enger Erhéijung vun den Infektiounen bei deene Jonken a Jugendlechen ze dinn. Duerfir sinn d'Moosnamen an der Schoul och noutwendeg gewiescht. Do gouf et jo haaptsächlech an der Alterskategorie vu 4 bis 19 Joer eng onverhältnisméisseg Erhéijung vun der Verbreedung vum Virus. Zweek Phenomeener konnt een hei gesinn: Éischtens, den Taux de positivité an dëser Alterstranche war méi héich wéi dee vum Rescht vun der Populatioun, an zweetens, den Zenario eent an den Zenario zweek - dat ass wann ee respektiv zweek Positiver an enger Klass sinn -, deen ass vill méi oft op den Zenario véier gewieselt - Zenario véier ass, wann eng Infektiounsketten an der Schoul ass mat méi wéi fënnf Fäll. Dat huet du bewierkt, dass de Ministère huet misse reagieren. An der Educatioun hu mer mëttlerweil 14 % vun den Ustiechungen, dat ass besuergneserregend an duerfir huet do och missen eppes geschéien.

An och bei den Impfungen kommen all Dag nei Erkenntnisser. Den Här Wiseler huet eng ganz Rei vu Froen gestallt iwwert den AstraZeneca. Do gëtt et eng Circulaire vum Ministère de la Santé; ech kommen herno nach eng Kéier dorobber zréck. Vill Onsécherheet dréit nämlech ëm den Impfstoff vun AstraZeneca.

An ech kann do nëmme recommandéieren ... - ech weess elo net, ass et e Podcast oder war et um Facebook, wou ech dat gesinn hunn -, eng Informatiounsstonn mam Dokter Dentzer aus der Santé, deen dat exzellent, awer wierklech immens gutt erkläert huet. An en ass all Kéier erëm eng Kéier op déi Froen zréckkomm, déi e scho beäntwert hat - an en hat se schonn déi leschte Kéier beäntwert -, en ass mat enger ganz grousser Gedold a grousser Kompetenz dorop zréckkomm.

An hien huet gesot, dass den AstraZeneca e gudd Vaccin ass, et ass keen Zweekklassenimpfstoff. A wann de Kierper sech wiert, wann een Niewewierkungen huet, dann ass dat jo u sech e gutt Zeechen, well de Kierper, dee schafft dann a bilt Anticorpsen an dat mécht dann och, dass de da resistent dergéint bass.

An elo kommen ech op déi Lettre circulaire vum Ministère ze schwätzen. Ech si frou, dass déi erauskomm ass, well do nämlech eng ganz Rei vu Froen beäntwert ginn iwwert den AstraZeneca, iwwert d'Effikasitéit vum Vaccin, iwwert d'Nieweneffekter, iwwert den Delai tëschent der éischter an der zweeter Impfung, wien ee soll mat AstraZeneca impfen, wéi d'Wierkung op aner Mutatiounen ass an och iwwert de Rattrapage, wann ee sech net mat deem Impfstoff wëllt impfe loosse, wéi ee sech dann herno ka rattrapéieren. Also op all déi Froen, déi den Här Wiseler hei gestallt huet, gëtt et säit dem 17.2. eng Circulaire, wou et mech e bësse wonnert, dass Der déi net hutt oder se net gesinn hutt, well do waren alleguer déi Froen, déi Der gestallt hutt, ganz einfach beäntwert.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Beim AstraZeneca brauch een och en zweete Vaccin. Ech hunn et viru gesot: De Conseil supérieur des maladies infectieuses, deen huet do proposéiert, dass de Rappel vun dëser Impfung, déi zweet Dos, dann tëschent der aachter an der zwielefter Woch soll gemaach ginn. Dat sinn dann u sech zweek Méint, zweek

Méint!, wou een da muss waarden op den zweete Vaccin. Bis elo hu mer hei zu Lëtzebuerg bei enger Impfung, déi zweek Dose gebraucht huet, ëmmer déi zweet Dos en réserve gehalen, fir sécherzestellen, dass de Rappel och gemaach kéint ginn.

An do war et beim Pfizer/BioNTech esou, dass dat véier Woche waren. Dat huet fir mech och en ..., dat ass e rasonabelen Delai. Hei beim AstraZeneca ass den Delai awer elo zweek Méint. En ass zweek Méint, soudass ee sech d'Fro ka stellen - an ech géif dann der Madamm Minister dat mat op de Wee ginn -, ob et hei nach ëmmer opportun ass, déi zweet Dos och hei ze reservéieren, oder ob et net besser wär, esou vill wéi méiglech Leit hei mat der éischter Dos ze impfen, wëssend, dass een an enger Zäit vun zweek Méint awer mat enger grousser Warscheinlechkeet eng nei Liwwerung vu Vaccine kritt. Dës Impfung, déi verhënnert, dass d'Leit e schwéiere Verlaf vun der Krankheet kënn kréien a souguer kënn stierwen. Heimadder hätte mer dann e séiere Schutz fir d'Leit ginn. Ech mengen, dass et derwärt ass, déi lwwerleedung do ze féieren, zemoos zweek Méint eppes anescht ass wéi ee Mount. An dann hätt een awer vläicht bei méi Leit e schwéiere Verlaf verhënnert, oder dass se eventuell souguer gestuerwe wären.

Dir Dammen an Dir Hären, nee, mir sinn nach net duerch de Bësch! D'Onsécherheet bleift, an de Manktum u Wësse bleift weider eise Begleeder. Et ass leider nach net un der Zäit, eis besteeënd Mesuren opzuelockeren, och wann et schwéierfällt. Mir brauche weider Gedold an Zäit, fir déi néideg Léieren aus der aktueller Situatioun ze zéien a besser ze wëssen, wéi et sech mam Virus a virun allem eebe mat de Mutatiounen verhält.

A wann ech de Bericht, deen och schonn ugeschwat ginn ass, vun der Taskforce vun haut de Moie liesen, dann dierfe mer och net zécken, wann et esou wäit ass, fir weider Mesuren ze huelen, wann d'Situatioun dat verlaangt. Séiert Handeln ass dann ugesot. Mir mussen dat ganz séier maachen, well hei zielt all Dag: Haut ass d'Situatioun esou, a muer ka se anescht sinn. Duerfir muss mer déi Evolutioun wierklech ganz gutt am A behalen. Et muss een awer och soen, dass déi Taskforce och net ëmmer Recht hat mat all hire Previsiounen, déi se bis elo gemaach huet, soss wiere mer bei enger vill méi héijer Zuel vun Doudegen.

Ee leschte Saz, Dir Dammen an Dir Hären: Ech hunn et e ganz, ganz staarkt Zeeche fonnt, dass Lëtzebuerg Leit a Portugal geschéckt huet, fir do ze hëlfelefen an där extreem schwiereger Situatioun, déi se haut a Portugal hunn. Ech hunn dat ganz grouss fonnt, an och dat wollt ech eng Kéier hei ernimmen.

Ech ginn heimadder den Accord vun der LSAP zu dësem Gesetzesprojet. Merci fir d'Nolauchteren!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Här Georges Engel. An da wier et un der honorabler Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech kann et net oft genuch widerhuelen, et ass schonn dräimol gesot ginn - vum Rapport, deem ech villmools Merci soe fir säi Rapport, vum Gilles Baum a vum Georges Engel -: Jo, mat de Moosnamen, déi mer haut verlängeren, ass et wierklech gelongen, d'Evolutioun vun der Pandemie ze kontrolléieren. A mir kënnen haut och feststellen, dass d'Infektiounszuelen zanter hirem Akraaftriede sensibel erfogaange sinn an dat déi exponentiell Dynamik vun der Pandemie gebrach ginn ass. An esou steet et dann och richtegerweis am Exposé des motifs vun dësem Projet de loi. An et ass och richtig, dass Lëtzebuerg am Verglach zu anere Länner besser dosteet - och dat ass viru gesot ginn -, wat den Inzidenztaux, d'Bettbelegung an de Spideeler an d'Stierfäll ugeet. Esou wäit, esou gutt.

An awer ass et och an eisen Aen net un der Zäit, fir opzeotellen an d'Moosnamen ze lackeren. Éischtens, well d'Zuele sech op ze vill engem héijen Niveau agependelt hunn, Tendenz llicht steigend. Zweetens, well mer mat Onsécherheeten ze dinn hunn, wat d'Konkurrenzkampf um Impfstoffmaart ugeet, déi zwar elo manner si wéi am Ufank, mee och wat d'Ofstëmmung vun de Strategien um internationalen Niveau ugeet. An drëttes natierlech, well kee weess, wéi de Virus sech weiderentwéckelt a wéi eng Geforen en nach mat sech bréngt.

Dat eenzeg, Dir Dammen an Dir Hären, wat mer aus de leschte Méint eigentlech wëssen, ass, dass d'Wëssenschaft dem Virus stänneg hannendruleeft, net well d'Wëssenschaft ze lues ass - am Fong war se nach ni esou séier wéi an dëser Pandemie -, mee well de Virus eng Egedynamik entwéckelt huet, déi net vun der Wëssenschaft anticipéiert ka ginn a scho guer net vun der Politik, net emol vun deenen Oberschlaan.

Besch Beispill sinn d'Mutante vum Covid-19, wou net méi spéit wéi gëschter nees vun enger neier, finnescher Variant mam Numm Fin-796H rieds gaangen ass, déi anscheinend net esou gutt mat

PCR-Tester detektéiert ka gi wéi déi aner Mutanten. Dëst emol onofhängeg vun der Erkenntnis, dass déi scho bekannt Mutanten, a virun allem déi brittesch, jo méi ustiechend an zum Deel méi geféierlech sinn an dat d'Erreeger d'Kanner méi staark befale wéi déi Erwuessen, et ass genannt ginn: 14 % ass en héijen Taux, wat de Schoul- a Betreuungssecteur natierlech kuerzfristeg an akut virun nei Erausforderunge gestallt huet. Educatiounsminister ze sinn, ass, mengen ech, ni ganz einfach, an an enger Pandemie nach vill manner.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Net fir näischt gëtt um internationalen Niveau virun enger geféierlecher drëtter Well gewart.

Alles dat sinn d'Grënn, firwat mir als Gréng d'Verlängerung vun de Moosnamen och ënnerstëtzen, wuelwëssend dass et keng 100 Méiglechkeete gëtt, fir de Virus a Grenzen ze halen an de Mënsche gläichzäiteg en halbweegs normalen Alldag ze erméiglechen. Halbweegs normal, jo, domat mengen ech en Alldag, deen net just aus Schaffen a Konsu-méiere besteet an zumindest e Minimum vu soziale Kontakter, Kultur a Sport erméiglecht, an en Alldag, deen alle Generatiounen gerecht gëtt.

Domat sinn ech bei der Fro vun der Generatiounengerechtigkeit, eng Fro, déi zu Lëtzebuerg nach net esou oft thematiséiert ginn ass, déi awer ëmmer méi wichteg gëtt, wat d'Pandemie méi laang dauert a wat se méi Schued urriicht.

D'Aschränkunge verlaangen nämlech net nëmme der eelerer Generatioun vill Sacrificer of, virun allem bei de Kanner a Jugendleche riichte se grouss kierperlech a mental Ravagen un: Datt d'Kanner an déi Jonk trotz eisen éischter fräizüege Reegelen am Verglach zu anere Länner jiddefalls schonn zanter Wochen a Méint op hiert gewinnert Veräinsliwen an op Fräizäitaktivitéiten am gewinnert Frëndeskrees musse verzichten; dass den Austausch mat hire Frënn kaum nach méiglech ass ausser iwwer digital Medien a sozial Netzwerker, déi net ouni Gefore sinn an déi Jonk virun de Schiermer souzesoen immobiliséieren, wou déi Jonk awer Beweegung brauchen; dass et de Kanner a Jonken u Réckzuchsméiglechkeete feelt, wa se op engstem Raum mat hiren Elteren a Geschwëster liewen, och dat ass e Problem - mee alles dat war laang keen Thema!

An et huet och laang gedauert, bis erkannt ginn ass, dass Depressiounen, mee och Aggressivitéit a Gewaltbereitschaft bei deene Jonke während der Pandemie massiv an d'Luucht gaange sinn. Mëttlerweil vergeet bal keen Dag, ouni datt Pediatere, Kannerpsychiatere an aner Spezialiste sech mat Hëllef an de Medien zu Wuert mellen. Esou huet d'Barbara Gorges-Wagner vum Kanner-Jugendtelefon nach dës Woch op déi steigend Gewaltbereitschaft bei Jugendlechen higewisen a fir eng fréi Hëllef plädéiert.

D'Wuerzel vun dëser alarmanter Entwécklung läit dran, dass d'Liewe vu ville jonke Mënschen an enger ganz entscheidender Entwécklungsphas souzesoen agefruer ginn ass a viles net méi nogeholl ka ginn. Net anescht ass et bei de Léierdefiziter an dem Mangel u sozialen Interaktiounen, déi duerch zoue Schoulen entstinn. An duerfir ass eng Schoul ouni soziaalt Mateneen op Dauer weeder tragbar nach zoomuttbar.

Här President, domat wëll ech eng weider Kéier ënnersträichen, dass déi gréng Fraktioun fir oppe Schoule steet an d'Decisioun vun der Regierung voll a ganz ënnerstëtzt, no der Vakanz nees zum Prezenzunterrecht iwwerzegoen.

Doriwwer eraus begrësse mer och, dass elo eng Zort Stufeplang fir den Educatiounssecteur virläit, deen d'Moosnamen am Fall vu massiv steigenden Infektiounen an enger oder méi Schoulen oder awer an enger ganzer Gemeng definéiert. Dat erlaabt, sech op deen Zenario virzubereeden, woubäi ech awer net verheemleche wëll, dass Pabeier gedéllig ass: An der Praxis ass d'Organisatioun effektiv net ëmmer esou einfach, wéi se um Pabeier ausgesäit. A grad dowéinst muss den Dialog tëschent alle Partner groussgeschriwwe ginn an d'Hëllefstellung vun den Autoritéite grad esou.

Datt deen Dialog guer net esou schlecht ass, wéi e vu verschiddene Säiten duergestallt gëtt, kann ech eigentlech aus der Praxis bezeien, jiddefalls wat d'Gemengen ugeet, wou och de Syvicol mat am Boot ass a wou souwuel d'Regionaldirektioun wéi och d'Schoulkommiteeën an d'Gemengeservicer zesumme vill gutt Aarbecht leeschten an alleguer hir Verantwortung iwwerhuelen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer e Wuert zu der legaler Basis vun de Bestëmmungen, déi jo méi an d'Schlagzeile gerode war. Jo, effektiv ass bei dësem Projet de loi eng gewësse Verwirrung, ech kéint och soen Hickhack, opgetaucht, well Brochdeeler vun Educatiounssecteur an d'Santésengesetz agefloss waren, déi aus verfassungsrechtleche Grënn dann nees zum Deel hu misse gestrach ginn.

Domat bleibt et zum grossen Deel dobäi, datt d'Regierung weiderhin eegestänneg reegelt, wéi déi staatlech Institutioon mam Numm „ëffentlech Schoul“ an der Pandemie intern organiséiert gëtt, natierlech op Basis vun eise Schoulgesetz, déi awer nach ëmmer a Stee gemeesselt sinn an déi net an Zäite vun enger Pandemie geschriwwen gi sinn. Se konnten der Pandemie dofir och net Rechnung droen.

Wat de privaten Deel vum Kanner- a Jugendsecteur ugeet, sou gëtt weiderhin op Recommendationen, Verhandlungen a finanziell Ënnerstützung gesat. Well d'Chamber bei diesen Decisionen eigentlech da contouréiert gëtt, wéi dat dann och gesot gëtt, kann een des Approche vum demokratische Standpunkt hier natierlech op eng Manéier kritiséieren - den Här Wiseler huet dat och gemaach -, quitte datt de Staat, an dat muss een och betounen, nach ëmmer fir den interne Fonctionnement vun de Schoulen zoustänneg war. Et gëtt also kee ganz neie Moment. Am Fong befanne mer eis hei op enger Gradwanderung tëschent Pragmatismus a juristeschem Formalismus.

Relevant ass fir eis als Gréng awer virun allem, datt et hei net dréms geet, d'Demokratie ausser Kraaft ze setzen, mee Decisionen ze huelen, déi dem Schutz vun de Kanner a Jonken zegutt kommen a séier gräifen. Wann d'Regierung nämlech decidéiert, ënner schwierige sanitäre Konditioneum um Presenzunterrecht festzehalen, dann ass dat net eng Decisioun géint d'Demokratie, et ass eng Decisioun fir d'Kanner a fir hir Zukunft! Net anescht ass et a méi akute Situatiounen, wou et wichteg ass, datt d'Decisionen esou séier wéi méiglech ëmgesat kënnen ginn, fir datt se och deen néidegen Effekt esou séier wéi méiglech hunn.

Dann nach e Wuert zu der genereller Maskepflicht an de Schoulen, wou an de sozialen Netzwerker jo neierdängs vun Elteren drop higewise gëtt, datt d'Maskepflicht en No-Go wier. Eltere beschwéiere sech, datt d'Kanner dorënner leiden, an dat geet méttlerweil esou wäit, datt eng Rei Elteren op Facebook dozou opgeruff hunn, d'Kanner net méi an d'Schoul goen ze loossen, wa se eng Mask müssen unhunn, wat emol scho weinst der Schoulpflicht illegal wär. Djuna Bernard an ech hunn och eng Question parlementaire dozou gestallt.

Där Suerg muss een dann awer d'Fro entgéintstellen, wat méi schlëmm ass: de Schoulalldag zwar mat enger Mask, dofir awer zesumme mat de Schoullkollegen a wichtige Besuchspersonen ze verbréngen oder stonnelaang dohem ënner munchmol schwierige Konditioneum beim Bildscherm ze dëmpelen. Mir plädéieren fir déi éischt Optioun. A firwat net och emol d'Stëmm vun de Kanner a Jonken zu deem Thema héieren?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt weider Infektionsclusteren duerch d'Maskepflicht an de Schoule komplett verhënnert kënnen ginn, ass natierlech eng Illusioon. Allerdängs muss dese Risiko esou niddreg wéi méiglech gehale ginn, a grad duerfir ass et wichteg a richtig, souwuel d'Tester wéi och den Tracing am Schoul- a Betreuungssecteur ze verstärken.

Am Verglach zum Ausland lafe mer der Entwécklung hei e Stéckelchen hannendrun. Ech denken zum Beispill un d'Spaut- an d'Guergelschnelltester, déi an éisträichesche Schoule scho konsequent zum Asaz kommen. An och an Däitschland gi méttlerweil Schnelltester agesat, déi grad esou sécher vu Privatpersounen duerchgefouert kënnen gi wéi vu medezinneschem Personal.

Quitte datt Lëtzebuerg hei nach e gewëssene Réckstand huet, si mir awer frou, datt sech laut den Aussoe vum Thomas Dentzer, dem Koordinator vun der Krisegestioun an der Santésdirektioun, och zu Lëtzebuerg gläich nei Méiglechkeete wäerten opdi bei de Schnelltester. Nieft de Schoule kënnen des Tester dann och konsequent an den Alters- a Fleegeheemer agesat ginn, wat e laang erwaarte Fortschritt bedeit an de Wee an d'Normalitéit wäert erliichten.

Ech kommen elo zum Sektour vun den Alters- a Fleegeheemer a vum Drëtten Alter generell: Wat d'Bewunner vun diesen an anere Strukturen aus dem ASFT-Sektour ugeet, sou gesäit dese Projet de loi jo vir, datt d'Date vun de Bewunner eemol am Mount un d'Santé iwwermittelt muss ginn. D'Zil ass bekannt. Et besteet doran, d'Evolution vun den Ustiechunge besser ze analyséieren an der Santé gläichzäitig déi néideg Donnéeë fir den Tracing a fir d'Impfungen zur Verfügung ze stellen.

Dës ass sënnavoll, mee nawell stellt sech d'Fro, wéi all déi aner sougenannt vulnerabel Persounen effikass detektiert kënnen ginn, déi net an esou enger Struktur liewen, a wat de Begrëff vulnerabel iwwerhaupt bedeit. Hei ginn d'Meenunge liicht ausereen.

Vum Santéministère si wuel eng Rei Pathologien definéiert ginn, déi an d'Kategorie „vulnerabel“ fallen a bei der Impfung Prioritéit kréien. D'Konditioun ass, datt d'Spideeler an d'Dokteren déi perséinlech Date vun dese Patienten un d'Santé weidercommuniquéieren.

Laut dem Lëtzebuerg Mikrobiolog an Epidemiolog Michel Pletschette, deen och Fuerscher op der Uni München ass, limitéiert d'Vulnerabilitéit sech awer net eleng op des Pathologien. Dat ass och eng Saach vun Interpretatioun. Laut him missten 20 % bis 40 % vun de Patienten, jee no Definitioun, als méi oder manner vulnerabel agestuift ginn. An duerfir wier et a sengen Ae méi effikass, d'Date vun der CNS iwwert d'Administratioun vun de Medikamenter ze consultéieren, fir déi vulnerabel Mënsche besser kënnen ze identifizéieren.

Wann een da weess, datt d'EU-Dateschutzveruerdung am Artikel 9 ausdrécklech erlaabt, datt persounbezunne Gesondheetsdaten am Fall vun enger sanitärer Kris veraarbecht dierfe ginn, da muss ee sech froen, ob Lëtzebuerg dann elo op dee Wee soll goen oder net an awéiwäit des Approche awer mam Dateschutz vertriebbar wier, quitte datt d'EU-Veruerdung et zouléisst.

D'Impferfolleger vun Israel a Groussbritannien si jiddfalls net nëmmen op déi disponibel Quantitéite vun Impfstoff zréckzeféieren, mee och dorop, datt d'Autoritéiten net op d'Kommunikatioun vun de Spideeler an den Dokteren ugewise waren. A Groussbritannien sinn déi vulnerabel Persounen vum ëffentlechen nationale Gesondheetservice erfaast ginn, an Israel vun de véier besteende Krankeeseen. Duerfir eis Fro un lech, Madamm Minister, wéi Dir zu där Approche stitt. Ech denken, et ass ëmmer eng Diskussioun wäert.

An deem Kontext wier et och net oninteressant, iwwer méi e flexibelen Émgang mat den Impfdosen nozedenen - ech mengen, de Georges Engel hat och virdrun dovun geschwat. D'Intervallen hutt Der ugeschwat, Här Engel, esou wéi de Virolog Claude Muller vum LIH dat och gëscht an engem Interview am „Tageblatt“ ugestouss huet. Alles an allem muss et jo dréms goen, méiglechst vill vun deene gefäerte Mënsche virun engem schwéiere Krankheitsverlaf ze schützen an domat méi Sécherheet a méi Gewëssheet an der Gesellschaft ze schafen, mee och méi Sécherheet a Gewëssheet fir d'Spideeler.

No laange Méint vu grousser Ongewëssheet an Onsicherheit ass et op alle Fall normal, datt d'Sich no Gewëssheeten a Sécherheet, wéi zum Beispill grad de Schutz duerch d'Impfung, bei ville Leit ëmmer méi grousst gëtt, virun allem bei deene virbehaaschte Patienten. D'Definitioun vun eendeitege Risikogruppe bitt an dieser Situatioun scho ganz sécher eng gewësse Sécherheet a bitt der Politik op där anerer Säit och d'Chance ze bewisen, datt se handlungsfäeg ass.

Ongewollt Nieweneffekter dierfen dobäi awer net ignoréiert ginn, wat keng medezinnesch Remark ass, mee eng Remark, déi gesellschaftspolitescher Natur ass. Esou zum Beispill besteet eng Gefor bei der stereotyper Aklässierung vun eelere Mënschen an d'Grupp vun de Vulnerablen. Domat stellen ech net a Fro, datt eeler Leit prioritär geimpft solle ginn, dat ass de medezinnesche Volet. De gesellschaftspolitesche Volet ass awer en aneren: Esou hëllefärich des Approche nämlech am Kampf géint d'Pandemie ass, esou geféierlech ass dat neit Bild vum defizitären Alter op där anerer Säit eebe grad aus gesellschaftspolitescher Siicht.

Dat neit Bild vum eelere Mënsch steet nämlech a klorem Widdersproch zu der moderner Seniorepolitik aus de leschte Joren, wou den Alter eigentlech net méi mat Krankheit, Virsuerg, Fragilitéit oder Hëllefbedierftegkeet gläichgesat ginn ass. D'Altere stoung an de leschte Jore fir d'Kompetenz, d'Potenzial, d'Autonomie an d'Selbstbestimmung vun eelere Mënschen. Net fir näischt huet d'EU d'Joer 2012 zum europäesche Joer vum aktiven Alteren a vun der Solidaritéit tëscht de Generatiounen erkläert.

D'Wärter, déi domat verbonne gi sinn, dierfe mir an der Pandemie net aus den Ae verléieren. A mir dierfen och net vergiessen, datt de Kampf géint d'Pandemie ëmsou besser gräift, wat d'Generatiounen méi solidaresch sinn. Dozou gehéiert dann eebe grad och d'Diskussioun ronderëm d'Generatiounegerechtegkeet, déi an Zukunft net ze kuerz dierf kommen, well mir musse verhënnern, datt déi Jonk zu de gréisste Verlëierer vun dieser Pandemie ginn. A wa mer op där enger Säit dem Här Wiseler Recht ginn, datt mer iwwert de Wuesstum an eis Produktiounsmethode musse schwätzen, dierfe mer och déi gesellschaftspolitesche Aspekter net vergiessen.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Madamm Josée Lorsché. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, fir unzefänken, en hærzleche Merci ze soen dem Kolleeg Mars Di Bartolomeo fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

Haut decidéiert d'Chamber fir déi x-te Kéier nei Moosnamen am Kader vun der sanitärer Kris. Et muss een dës Gesetz op zwee Volete kucken: Engersäits behale mer praktesch all déi al oder déi viregt Moosname bäi, an op där anerer Säit kommen nei Moosname bäi a Prezisioune speziell am Beräich vun der Schoul, dem Sport an dem Dateschutz, wat mer deels begreissen.

Mir begreissen och als ADR d'Verbesserung vun den neien Hëllef fir d'Entreprise, an zwar huet dat net direkt eppes mat diesem Gesetz ze dinn, mee den Horeca hänkt awer hei mat dran, an duerfir wëll ech heirobber agoen. Dat kënt zwar an engem anere Gesetz, mee erlaabt mer an diesem Kader vun de Moosname fir eis Betriber eng Suggestioun. Vill Entreprise hu jo bekanntlech Schwierigkeeten, fir sech hei erëmzefannen. Et gëtt sech dobausse riets a léns beklot, wat mer och verstinn. Et gëtt wuel den Apperçu vun all diesen Hëllefsmoosnamen op engem Site, mee deen ass awer - ech war dat gëscht emol kucken - e bëssen iwwerflächlech a fir mech och net prezis genuch.

Wär et hei net ubruecht, nom Virbild vum CCSS oder de Pensiounskeesen, eng Opstellung ze maache vun dieser Panoplie vu Moosnamen - esou huet den Här Mëtzelstandminister, den Här Lex Delles, déi Saache jo genannt - an do och ze publizéieren? Wou een eng kuerz Beschreibung fënt an duerno en direkten Zougang op de betreffende Formulaire. Et gëtt et wuel um Site, mee wann ee sech derduerchwullt, ass et awer komplizéiert. Net geübte Kräfte ginn iwwerhaupt net eens dermat, a geübte Kräfte - ech hu mer déi Deeg vun engem soe gelooss, hien hätt annerhalfe Stonn gebraucht, fir ee Formulaire auszefüllen, fir sech derduerchzewullen.

Bon, ech si kee Fachmann an deem Beräich, mee dat ass e jonke Kärel vun 25 bis 30 Joer, an ech kéint mer virstellen, datt deen awer e bësse méi bewandert ass mat deene Saachen am Internet wéi ech. Ech mengen, dat soll eis ze denke ginn. Och déi Kloen, déi dobausse sinn an déi Onzeffriddenheit, dat muss mer e bëssen aschränken a mir mussen de Leit entgéintkommen. Mer hu jo e System beim CCSS a bei de Pensiounskeesen, wou et einwandfrei fonctionéiert, wou souguer ech dermat eens ginn. Dat géif vill Onsicherheit an Onzeffriddenheiten zréckschrauwen. An ech mengen, et wier awer derwäert, fir sech op d'mannst eng Kéier Gedanken ze maachen, fir an dee Beräich emol kucken ze goen.

Mir als ADR poche weiderhin dorobber, datt eis elementar Grundrechter agehale ginn, a schwätzen eis géint d'Ausgangsspar aus, déi eiser Meinung no misst opgehuewe ginn. Och Gerichter, zum Beispill an Holland oder och deelweis an Däitschland, jee no Bundesland, hu rezent Urteeler gesprach, wou d'Legalitéit vun den Ausgangssparen a Fro gestallt gëtt. Hei gëtt argumentéiert, datt de Moment keng akut Noutsituatioun méi besteet an d'Ausgangsspar eng strikt Aschränkung vun de Beweeungsfreiheete vun de Leit am Privatliwien ass.

Souwuel d'Ausgangsspar, wou fir de medezinnesche Succès bis elo nach kee Beweis virläit, wéi och zum Beispill d'Limitatioun op zwee Leit aus deem selwechte Stot, déi een dierfe besiche goen, stelle mer a Fro. Zwee Leit gi bei véier Leit, dat mécht sechs Leit, dat ass erlaabt. Dräi oder véier Leit, nach aus deem selwechte Stot, gi bei zwee Leit, dat ass verbueden. Dat ass fir d'ADR onlogesch an och fir déi meeschte Leit net ze verstoen a stellt en Agrëff an déi garantéiert Grundrechter vun eiser Verfassung duer.

An eisem Rechtsempfannen ass de Staat zoustänneg, fir d'Liewen am ëffentleche Raum esou wäit wéi néideg an esou mann wéi méiglech ze organiséieren. Aus dem Privatliwien vun de Leit soll a muss de Staat sech awer eraushalen. A wann dat muss gemaach ginn, da misst hei an der Chamber fir des Moosnamen, déi an der Verfassung verankert sinn, och eng Zweedrittmajoritéit heiriwwer befannen.

Den Horeca-Beräich bleibt zou, an dese Beräich ass ëmmer als keen Hotspot bezeechent ginn a si hu sech all penibel genau un d'Sécherheitsmoosname gehalen, wat dese Sektour och nach vill Geld kascht huet. Elo si se awer zougemaach ginn, an op där anerer Säit bleiwe grous Akafszentren oder de Beräich vum ëffentlechen Transport op.

D'ADR ass dowéinst dergéint, datt d'Restaurants an d'Caféen zougemaach ginn. Et wär sécher méiglech gewiescht, mat deenen néidege Sécherheitsmoosnamen, dat dese Sektour an engem gewëssene Kader hätt kënnen viru fonctionéieren.

Mat diesem Aktionismus vun der Regierung, deen net wëssenschaftlech fondéiert ass, verschlëmmer d'Regierung dogéint nach emol déi déif ekonomesch a sozial Kris, an déi eist Land erageréit. Vill Leit aus dem private Sektour, a besonnesch déi, déi am Horeca-Sektour schaffen, ginn an der Kuerzarbecht nëmmen zu 80 % indemniséiert. Grad an esou engem Sektour stellt och d'Dränkeld een

Deel vum Akommes duer. Dese „manque à gagner“ féiert zu ganz vill Nout a Suergen.

D'ADR hat dowéinst an der Chamber proposéiert, datt des Indemnisierung am Kader vun der Covid-19-Kris bis zu engem bestëmmte Plaffong op 100 % misst gehuewe ginn. Leider hat jo keng Partei des sozial Initiative ënnerstëtzt. Domadder wäert an Zukunft d'Aarmut hei am Land leider Gottes nach weider eropgoen.

Et muss ee sech och d'Fro stellen: Wéi laang packe mer dat nach finanziell? Fir Suen an eis Staatskeess ze kréien, ass et jo vu Virdeel, wann eis Ekonomie méiglechst vill schafft. Bei dieser Kris vum Covid muss mer op dräi Aspekter genee oppassen: Éischtens, dem Gesondheetssecteur e Maximum zur Verfügung ze stellen, fir d'Gesondheet vun all eise Bierger ze garantéieren. Zweetens, mer müssen och de rechtsstaatlechen Aspekter Rechnung droen; mir si jo a Friddenszäiten an net an engem Krichszoustand. Drëtzens, eis Ekonomie muss zu engem Maximum dréien, well mir dierfen dat Finanziell net aus den Ae verléieren. Des dräi Punkten, dat ass dee Spagat, andeem mer eis beweege.

Fir d'ADR ass et kloer, datt mer déi aktuell Politik am Kader vum Covid muss generell iwwerdenken. Mir dierfen net vergiessen, datt vill Leit och ënner enger Verschlechterung vun hirer mentaler Gesondheet leiden. Esou huet dat jo och eng Analys vun dem Stater erginn. An ech mengen, wann een Drëtzel vun de Leit hei zu Lëtzebuerg uginnt huet, datt si duerch des Kris psychesch an enger schlechter Verfassung sinn - a bei deene Jonken ass dat nach méi héich -, esou muss eis dat awer ze denke ginn a mer müssen des Suergen och eescht huelen. Et muss een och ewell feststellen - dat hu Kolleegen a Frënn mer zougedroen -, datt diesen Effekt vun der mentaler Gesondheet sech elo scho lues a lues a verschiddene Fäll am Privatliwien bemierkbar mécht. Ech mengen, dat muss een och mat eranhuelen.

An all des Mesurë sinn also geholl ginn, well anscheinend eis Intensivbetter un eng Grenz kommen. Am Fréijoer war gesot ginn, mir hätten 200 regulär Intensivbetter an de Spideeler an 100 an engem Feldlazarett. Haut si mer mat 44 Covid-19-Intensivbetter scho bei 50 % Auslaaschtung, datt heescht, mir hunn nëmmen 88 Intensivbetter. Wou sinn déi aner 112 Better an de Klinikken - ech schwätze just vun de Klinikken - hikomm?

Mir missten och zousätzlech Personal hunn - am Summer wier d'Méiglechkeet gewiescht, fir déi e bëssen ze schoulen -, zousätzlech Personal fir d'Intensivfleeg, well mir wëssen alleguerten, datt déi zweet Well elo hannert eis, ass a vun där drëtter Well hu jo och scho Kolleeg virdu geschwat. Et wier dann eng reng Virsichtsmoosnam, fir an deem Beräich aktiv ze ginn.

Wat d'Schnelltester ubelaangt, ass jo am Prinzip alles gutt, a mir begreissen dat. Mee d'Fro stellt sech awer: Wéi zuverlässeg sinn des Tester? Dacks gi se haut gelueft, a muer ass et just de Contraire.

Nach ee Wuert zu den Impfungen... Ech gesinn, meng Zäit leeft mer fort. Ech mengen, bei mir geet ëmmer d'Auer méi séier wéi bei deenen aneren, Här President.

■ **Une voix.** - Dat ass Är Riedezäit.

(Brouhaha et hilarité)

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - Et ass scho méi dacks gesot ginn: D'Impfung ass leider déi eenzeg Méiglechkeet, fir dem Covid Meeschter ze ginn an erëm deels zu engem normale Liewen zréckzecommen. Mee och hei warme mer virun alle vill Erliichterung bei der Zouloosung vun diesen Impfstoffen. De Bierger soll seng Entscheedung a voller Transparenz kënnen huelen, ob hie sech impfe léisst oder net. Hei misst eng méi intensiv Informationscampagne gemaach ginn.

Mir poche weiderhin op d'Fräiwëllegkeet, wat d'Impfung géint de Coronavirus ugeet. Och wann et an der EU keng Impfflicht soll ginn, esou hëlt awer den Drock op d'Mënsche, fir sech impfen ze loossen, europawäit zou. Duerfir erënnere mir un eng aktuell Resolutioun vun Europarot mat der Nummer 2361/2021: Do heescht et, datt d'Impfung géint de Covid-19 net obligatoresch dierfe sinn an datt d'Leit, déi sech net impfe wëlle loossen, net diskriminéiert dierfe ginn.

Europa fuerdert weider d'EU an d'Memberstaaten op, datt d'Bierger informéiert an des Impfung ginn an et keng Mussesaach dierf ginn a se kengem politeschen, sozialen oder aneren Drock ausgesat ginn, fir sech fräiwëlleg impfen ze loossen - jo oder neen.

Mir hätten och nach gären déi Analys vun der Effektivitéit vun de Large-Scale-Tester. De Large-Scale-Testing geet elo ugangs März an déi drëtt Phas.

■ **Une voix.** - Denkt un Är Riedezäit!

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - An hei fält op, datt et vun Experten heiheim - vun Experten heiheim, betou-

nen ech! - ëmmer méi grouss Kritik un dëser Teststrategie vun der Regierung gëtt, staark Zweifelen deemno um breeden Teste vun der Populatioun, be-sonnesch och en rapport zu den héije Käschten.

■ **Mme Djuna Bernard**, *Présidente de séance*.- Här Engelen, ech géif Iech bidden, zum Schluss ze kommen.

■ **M. Jeff Engelen** (*ADR*).- Jo, ech hunn nach eng Resolutioun, dann hunn ech zwou Minutte méi.

„De Large-Scale-Testing ass een Echec“, esou sot zum Beispill den Infektiolog Gérard Schockmel déi lescht Woch an engem Interview um Radio 100,7, grad wéi den LST och a Kombinatioun mat engem partielle Lockdown net gehollef hätt, fir de komplette Lockdown am Dezember ze vermeiden.

An da géif ech dann och déi Resolutioun deponéieren. Ech géif dat dann elo iwwersprangen, mee Dir liest jo dann dat meesch an der Resolutioun, déi ech dann elo hei der Presidentin iwwerrechen.

■ **Mme Djuna Bernard**, *Présidente de séance*.- Merci.

Résolution 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

- de Rapport tëscht de Käschten an dem Notze vum Large-Scale-Testing net just vun auslänneschen, mee och vu renomméierte Lëtzebuurger Dokter an Fuerscher ëffentlech a Fro gestallt gëtt;

- no Ausso vun der WHO an enger grousser Etüd aus China asymptomatesch Leit ganz seelen ustiechend sinn an, och no Ausso vun der WHO vum 20. Januar 2021 (*Information Notice 2020/05 vum 20. Januar 2021*), PCR-Tester en éischer indikative Wäert hunn, deen eng Interpretatioun brauch, bei där nach eng Rei aner Faktore musse berécksiichtegt ginn;

- fir de Large-Scale-Testing zu Lëtzebuerg ze assu-riéieren, vill auslännescht Personal rekrutéiert muss ginn, woubäi déi Betreffen, wa si eng medezinesch Qualifikatioun hunn, a Pandemiezeiten och an hiren eegene Länner géife gebraucht ginn, an datt déi Tassaach eethesch Froen am Kontext vum „brain drain“ opwerft;

- bei knappe Ressourcen d'Konkurrenz tëscht dem Large-Scale-Testing an de PCR-Tester, déi op Ordon-nance vum Dokter verschriwwen ginn, zu Retarde bei den Analysen an och bei der Zoustellung vun de Re-sultater ka féieren;

- zu Lëtzebuerg, ënner anerem wéinst dem Large-Scale-Testing, proportional gesi méi positiv Fäll wéi an eisen Nopeschlänner festgestallt ginn, an datt deen Ëmstand kann negativ Konsequenze fir eist Land hunn, zum Beispill am Kontext vun der Disku-sioun ronderëm d'Reesfräiheet;

fuerdert

- d'Cour des comptes op, fir e Spezialrapport iwwert de Large-Scale-Testing ze erstellen, an dobäi ënner anerem d'Käschten an den Notzen ze evaluéieren an de Respekt vun alle legale Prozeduren, zum Beispill bei den Ausschreibungen an de Rekrutementen, ze kontrolléieren.

(s.) Jeff Engelen.

■ **M. Jeff Engelen** (*ADR*).- Et stellt sech och d'Fro vum Käschenopwand vum Large-Scale-Testing. An der éischer Phas vum Large-Scale-Testing, déi 32 Milliounen Euro kascht huet, goufe bei 566.320 Tester 1.099 positiv Fäll entdeckt, de Contacttracing matagerechent. Den Opwand, fir e positive Fall ze entdecken, wier also ganz héich, sot de Virolog Jacques Kremer. De Käschtspunkt fir d'Fanne vun engem positive Fall läit also bei 29.000 Euro.

Enn Januar gouf elo deen nächste Projet hei an der Chamber deponéiert, an do géif ech mer erlaben, op déi Punkten, déi ech hei opgeschriwwen hunn, zréckzekommen.

Mir wéilte gäre vun der Cour des comptes - dat steet an der Resolutioun - wëssen, wat de Käscht-Notze-Facteur ass vum Large-Scale-Testing, a saiséieren duerfir gär d'Cour des comptes. An deem Sënn hu mer dës Resolutioun deponéiert.

Da kommen ech zum Schluss. D'ADR stëmmt och dës Kéier géint dëst Gesetz, bedéngt duerch onlo-gesch a medezinesch Onstëmmegkeeten am Ge-setz a well et opbaut op déi viregt Gesetz. Eenzel Moosname begrëisse mer, anerer net. Besonnesch hält d'ADR déi Agréffer an d'Privatsphär vun de Bierger fir disproportional, dat am Verglach zu anere Beräicher.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeit.

■ **Mme Djuna Bernard**, *Présidente de séance*.- Merci, Här Engelen. An als nächsten agedroene Riedner ass den Här Baum opgeschriwwen. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Merci, Madamm Presidentin. Déi 13. Oplag hu mer elo vum Covid-gesetz, den État de crise matgerechent. An de Georges Engel huet ganz richtig gesot, datt déi eng es ëmmer méi midd ginn, anerer ginn ëmmer méi gro - notamment mäi Fraktiounskolleeg, den David

Wagner, deen dat lescht Joer lauter gro Hoer kritt huet. Et géif mer natierlech ni am Dram afalen, vun anere Kolleegen heibannen ze schwätzen.

Dat, wat midd mécht, dat sinn all gudden Dag nei Hiobsbotschaften oder soi-disant groussaarteg Er-kennnissier iwwert de Virus, iwwer seng Infektiosi-téit, iwwer Impfstoffer, iwwer deenen hir Effikassi-téit, iwwer hir Verabreechung, iwwer nei Daten, wéini wéi een Impfstoff geliwwert gëtt, wéi eng Strategie a wien zu wéi engem Zäitpunkt drukéint. An et huet een d'Gefill, datt een aus deem Ganzen iergendwéi net méi erauskéint. An ech muss sel-wer zouginn, datt ee ganz vill Schwieregkeeten huet, den Iwwerbléck ze behalen.

Wat ass dann elo haut d'Situatioun? Wat d'Neiinfek-tiounen ugeet, esou stelle mer fest, datt se an deene leschten zwou Woche liicht an d'Luucht gaange sinn, net dramatesch, awer liicht an d'Luucht gaan-ge sinn. Déi selwecht Tendenz gesi mer an de Klär-anlagen. An d'Wocheberichte weisen, datt dat An-d'Luucht-Goe virun allem och domadder ze dinn huet, datt Clustere bei Jonken entstanen sinn, also bei ganz Jonken am Fondamental, firwat d'Regie-rung och d'Decisioun geholl huet, fir d'Schoulen eng Woch zouzemaachen.

A wann ee wéi den Här Engelen virdrun d'Fro stellt, wat de Large-Scale-Testing da bréngt, da mengen ech, datt een - onofhängeg vun deene Leit, déi fonnt ginn -, zumindest e kloren Iwwerbléck huet iwwert de Positivitéitstaux. Well och beim Large-Scale-Test-ing hate mer an de Méint Oktober, November, De-zeember e vill méi héije Positivitéitstaux, deen, wann ech mech richtig erënneren, bei 3 % louch. An elo gesi mer, mer hunn e Positivitéitstaux vun 0,2 bis 0,6 %, dat heescht, mir kënnen iwwert de Large-Scale-Testing och ganz vill aussoen iwwert d'Prevalenz vum Virus an der Gesellschaft.

Dat alles ass am Moment net besuergniserreegend, op jidde Fall net méi wéi déi Woche virdrun. Et ass awer natierlech och keng Entwarnung. Dat selwecht géllt fir d'Spideeler, wou d'Situatioun stabill ass mat enger ganz lichter Tendenz déi lescht Deeg no uewen. Dat, wat Angscht mécht a wat esou e bësse wéi e Gespenst ronderëm geescht, dat ass déi nei brittesch Variant, deen neie brittesche Mutant, deen - an dat hu mer jo och an der Chamberskom-missioun vum Dokter Schmit gesot kritt - war-scheinlech an deenen nächste Wochen déi domi-nant Versioun vum Virus wäert ginn, voire souguer an ofseebarer Zäit déi Variant ginn, déi als eenzeg zu Lëtzebuerg oder an Europa wäert virzefanne sinn.

Gläichzäitig hu mer eng Impfcampagne, déi am Ufank effektiv vill Hoffnungen geweckt huet, déi awer manner séier virukéint, wéi dat geplangt war, aus deene Grënn, déi bekannt sinn, déi mat Pro-duktiounsenkpäss ze dinn hunn. Am Moment huet 1 % vun der Populatioun déi zwou Dosisse vun der Impfung kritt, déi sinn also souzese komplett im-muniséiert, obwuel dat net heescht, datt se de Virus net méi kënnen kréien. An 3 % vun der Popula-tioun hunn elo eng éischt Dosis kritt. An d'Perspek-tiv fir déi nächst sechs Wochen, dat heescht bis Enn Mäerz, ass, datt, wann et gutt geet, 10 % vun der Populatioun eng éischt Dosis kënnen kritt hunn, an och do - an ech mengen, dat ass richtig -, fir d'éischt déi eeler Populatioun.

Firwat soen ech dat? Mee fir nach eng Kéier virun Aen ze féieren, datt mer nach relativ laang wäerte mat deem Virus ze dinn hunn, nach relativ laang bei gläichzäitig ëmmer neien Erkenntnissier. A relativ laang mat deem Virus ze dinn hunn heescht och, re-lativ laang mat esou enger Zort Texter, Gesetzes-texter ze dinn hunn, déi all Beräicher vum gesell-schaftleche Liewen touchéieren.

An duerfir war fir eis ëmmer erëm de roude Fue-dem vun der Coronapolitik, den Ausgläich ze fannen tëschent dem Schutz vun der Populatioun an dem Oprechterhale vun de Grondrechter, dat heescht, souwuel de Schutz vun der Populatioun virum Virus, wéi awer och de Schutz vun de sozialen an ekonomesche Konsequenzen, déi mam Virus ze-summenhänken, also op där enger Säit kucken, datt d'Spidolcapacitéiten net iwwerlaascht ginn, an op där anerer Säit probéieren, d'soziaalt Liewe ze er-méiglechen, dat, wat eis Zivilisatioun ausmécht an d'Liewe liewenswäert mécht.

Duerfir ware mir och als déi Lénk déi, déi am Okto-ber als Éischt gefrot haten, fir den Horeca-Beräich zouzemaachen, awer gläichzäitig gesot hunn, dass mer onbedéngt Hëllef brauchen, konsequent Hëllef, fir déi Leit. Mir hu festgestallt, datt den Horeca-Beräich ee Mount, nodeem mir et fir d'éischt gesot hunn, zougemaach ginn ass, an déi méi konsequent Hëllef, iwwert déi si mer elo eréischt amgaang ze diskutéieren.

Duerfir ass déi Fro, déi mer eis ëmmer erëm stelle mussen an déi dës Texter zugrinn läit, déi, ob de Staat, d'ëffentlech Hand, alles mécht, wat an hirer Kompetenz läit, fir d'Mënschen ze schützen. An eiser Meenung no ass déi Fro mat Nee ze beäntweren.

An dräi Beräicher wëll ech dat exemplaresch wei-sen.

Éischtens: an der Aarbechtswelt. An der Aarbechtswelt ass et esou, datt mer nach ëmmer net mat Reegele schaffen, mee mat Recommandatiounen. D'Patronen hu keng Obligatiounen, wat d'Zurverfü-gungstelle vu Schutzmaterial ugeet, vu Masken, vun Desinfektionsmëttelen. Se hu keng Obligatiounen, wat d'Adaptatiounen vun den Aarbechtsplaze un hir Salariéen ugeet. Déi Eenzeg, déi dat emol an der Vergaangenheet haten, dat war den Horeca-Beräich. Déi hunn dat och gemaach, mee dee Beräich ass am Moment zou.

Zweetens: an de Schoulen - och do ass d'ëffentlech Hand responsabel. Nodeems et am Ufank ge-heescht huet, datt ee sech an de Schoulen net ustieche kéint, huet et ganz laang gedauert, bis dann dunn CO₂-Detecteuren - zumindest och eng Fuerderung vu verschiddenen Oppositionsparteien - agefouert gi sinn. Elo heescht et nach ëmmer, datt d'Loftfilteren net sollen agefouert ginn, well dat eng falsch Sécherheet géif bidden. Also eng falsch Sé-cherheet, dat huet och emol an der Zäit geheescht, datt ee keng Maske sollt undinn.

Ech mengen, datt all Measure, déi dozou bäidréit, d'Propagatioun vum Virus ze verhënnern - och grad an deene kollektive Beräicher wéi der Schoul, wou de Staat responsabel ass -, sënnavoll ass. A virun allem gëtt et kee Bilan - kee seriöse Bilan - an Adaptatiounen vum Homeschooling, vun deene Leit, déi net erreecht gi si mat deene Mesuren, déi ge-traff gi sinn. An dat ass, mengen ech, eng drama-tesch Situatioun.

An deen drëtten Beräich - och do just exemplaresch - ass a bleift fir mech den ëffentlechen Transport. Et kann dach net sinn, datt ech zënter Oktober hei soen, datt mer Desinfektionsgel brauchen! An ech soen dat net, well ech esou een terribel intelligen-ten Epidemiolog sinn, mee ech soen dat, well d'Europäesch Kommissioun dat fuerdert! An dës Chamber votéiert unanime de 15. Dezember eng Motioun, déi d'Regierung opfuerdert, dat en place ze setzen. D'Regierung mécht näischt! Si kënn hirer Fürsorgepflicht net no an deem Beräich! An dat ass net nëmmen en Dédain, en oppenen Dédain vun der Chamber, et ass och nach eng sanitär Ver-antwortungslosigkeit! An do ass d'Regierung an der Verantwortung, an do mécht se dat net a se hëlt hir Verantwortung net!

Op där anerer Säit gëtt et dann ëmsou méi drama-tesch, datt déi aner Säit vun der Wo, vun der Ba-lance d'Grondrechter awer ganz staark ageschränkt ginn, notamment wat de Couvre-feu ugeet, wou Der wësst, datt ech kee Frënd dovunnen sinn, well mer mengen, datt dat eng Normalitéit simuliert, déi keng Normalitéit dierf sinn. De Couvre-feu dierf keng Normalitéit sinn an eiser Gesellschaft!

A wa mer wëssen, datt mer nach laang mam Coronavirus wäerten ze dinn hunn, mee da kann et dach net eng Perspektiv sinn, datt mer och nach am Mee oder am Juni e Couvre-feu hunn! Dat ass net richtig! An dat ass an eisen Aen eng fundamen-tal Kritik an der Coronapolitik vun der Regierung, nämlech datt et eng disproportionéiert Aschrän-kung vu Grondrechter ass bei gläichzäitiger Vernö-lissegung vun der Fürsorgepflicht an zentrale Beräicher wéi der Berufswelt, der Schoul an dem ëf-fentlechen Transport.

Drëtters: Dësen Text, dee just e puer Ännerungen, wat de formale Kader betrëfft, ugeet, do muss een der Regierung awer soen, datt mer begrëissen, datt a puncto Dateschutz méi Kloerheet geschaaft ginn ass. Et war notament och op Initiativ vun de Kol-leege vun de Piraten an och vun eis selwer, wou Propose wierklech elo gemaach gi sinn, déi och, mengen ech, a groussen Zich deem entgéintkom-men, wat sech virgestallt ginn ass.

Mir begrëissen och, datt deen Text virdrun, ier en an de Regierungsrot gaangen ass, eng Kéier an d'Chamberskommissioun komm ass, wou mer och eng ganz Rëtsch Propositione konnte maachen als Deputéierter, déi och an deen Text agefloss sinn.

A wichteg fir eis dobäi ass op jidde Fall déi Defini-tioun vun der „personne à vacciner“, déi viraussetzt, datt et en Accord gëtt, fir sech vaccinéieren ze loossen, an déi déi ganz Reegelung ronderëm d'Da-tenerfaassung, ronderëm d'Impfe vill méi kloer mécht.

An dann - och wa meng Zäit vläicht net grad esou séier ofleef wéi dem Här Engelen seng - e leschte Punkt, andeem ech zum Schluss kommen, nämlech wat d'Transparenz an d'Informatioun ugeet. Et ass den Avis vun der Mënscherechtskommissioun, deen och op dat opmierksam gemaach huet, wat Journaliste scho ganz laang kritiséieren, nämlech wat d'Informatiounspolitik vun der Regierung ugeet, datt et do awer ganz grouss Lacunnë gëtt, no-tamment och dat, datt Pressekonferenze vun der Regierung, datt Froen, déi jo awer vun esou Leit ge-stallt gi wéi Journalisten, déi sech mat deem Sujet ausernanergesat hunn, datt déi net méi visibel sinn an den Dokumentatiounen. An dat wier e grouse Punkt, mengen ech, dee wichteg wier, wann ee wëllt eng grouss Akzeptanz vu Mesurë viraussetzen, nämlech datt d'Informatiounspolitik wierklech op

eng transparent Aart a Weis gestalt gëtt. Duerfir kann ech och dës Kéier, wéi déi Kéiere virdrun, just eisen Desaccord mat dësem Gesetz matdeelen.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **Mme Djuna Bernard**, *Présidente de séance*.- Merci, Här Baum. An als nächsten agedroene Ried-ner ass et um Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Sven Clement** (*Piraten*).- Madamm Presiden-tin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass alt erëm e Mount vergaangen. An dat bedeit, et ass erëm Zäit, fir en neit Covidgesetz ze stëmmen - déi wéivillte Kéier, dat hu mer jo schonn ugeschwat. Et ass ier-gendwéi komesch: Ee Joer ass ëmgaang, an nach ëmmer ass et dat nämmelech Thema, wat eis hei wierklech dominéiert. Fir et kuerz ze resuméieren: Dëst Gesetz ännert elo net wierklech vill an deem, wat am Moment erlaabt ass a wat net erlaabt ass.

Den Horeca bleibt zou. Et dierfen nach ëmmer maxi-mal zwou friem Persounen aus engem Stot - aus engem Stot, ganz wichteg! -, bei en aneren heem. An duerch den Avis vum Staatsrot, dierf den Educa-tionsminister seng Entscheidungen nach ëmmer all ouni Averstännnis vun der Chamber treffen. Och wann den Educationsminister elo endlech no méintelaangem Zauderen agesinn huet, datt ee sech an der Schoul dach awer vläicht ustieche kann, esou trëfft en d'Decisiounen, wat an de Schoule gemaach gëtt, awer nach ëmmer eleng.

An deem Kontext wäer mir Piraten fro, wann d'Re-gierung eis endlech och géif e Konzept virleeën, deen d'Covidmesurë fir d'Schoulen an engem Stufe-plang festhält. Mir kruten zwar elo erkläert, wat fir verschidde Stufen et gëtt, mee wéini se dann de-clenchéiert ginn, esou datt ee sech wierklech drop preparéieren kann, dat ass nach ëmmer „le grand mystère“.

(**M. Fernand Etgen reprend la présidence.**)

Mir sinn also der Meenung, datt et generell - an och datt hunn ech hei schonn e puermol gesot - e Stufe-plang bräicht, wou mer gesinn, wéi dann déi ver-schidde Mesurë wéini geholl géife ginn. Nëmme well de Staatsrot festgehalten huet, datt den Artikel zu den Noutfallstrukture fir Kanner net der Gewalten-trennung entsprécht, esou heescht dat net, datt et der Regierung verbueden ass, d'Chamber iwwer Me-suren an der Schoul decidéieren ze loossen.

Et ass net ze verstoen, datt d'Schoul vun de Regie-rungsmemberen nach ëmmer wéi eng Welt à part behandelt gëtt, an där ee keng Gesetzler brauch, mee wou Circulären duerginn. Ech schloen do e bëssen an déi nämmelech Kerb an, wéi de Kolleeg Marc Baum virdrun, dee sech, mengen ech, genau déi nämmelech Saach, nämlech eng gesetzlech Ba-sis fir d'Aarbechtswelt gewünscht hätt. Ma et ass net nëmmen d'Aarbechtswelt, et ass d'Schoul, et ass bis viru Kuerzem de Sport gewiescht, wou mer elo eng gesetzlech Basis kréien.

Et sinn eng ganz Rëtsch vun Domänen, wou Leit ze-summekommen, wou bis elo op de gudden Wëlle vun de jeeweiligen Acteure gezielt gëtt, ouni datt mer wierklech eng kloer gesetzlech Basis hunn. An et geet a verschiddenen Domänen ëm déifgräifend Agréffer an individuell Rechter, an dat sollt een dis-kutéieren an dat muss een diskutéieren! A virun allem brauche mer eng kloer gesetzlech Basis, déi dat dann och encadréiert. Et ass also esou, datt mir froen, datt d'Covidmesurë fir d'Schoulen esou séier wéi méiglech an engem eegene Gesetzesprojet der Chamber virgeluecht ginn.

Loosst eis dann awer emol och zu deene Saache kommen, déi sech mat dësem Februarscovidgesetz änneren wäerten, well endlech - endlech! - ass an dësem Gesetz um Dateschutz geschaff ginn. An ech als Pirat muss och soen, datt ech ganz erfreet sinn iwwert dës nei Dispositiounen a puncto Date-schutz, well deen heiten Text wierklech vill besser ass wéi dee virdrun.

Et gouf virdu festgehalten: D'Donnéee vun de Leit, déi sech impfe loossen, ginn 20 Joer gehalen. Elo hu mer eng vill besser Opschlësselung, wéi eng Donnée wéi laang gehale ginn. An Zukunft mussen zum Beispill d'Donnéee vu vulnerabele Persounen, déi vun hirem Dokter un d'Santé iwwermëttelt gou-fen, no dräi Wochen anonymiséiert ginn. An et mus-se beispillsweis och d'Nimm, d'Adressen an d'Tele-phonnummern oder d'E-Mail-Adresse vun de Leit, déi sech impfe gelooss hunn, schonn no zwee Joer anonymiséiert ginn, an net eréischt no 20 Joer. An all d'Daten, déi vu Leit gesammelt goufen, déi sech dann an dem leschte Moment awer decidéieren, fir net geimpft ze ginn - wat ech bedauere géif als Choix -, musse spéitstens dräi Méint duerno anony-miséiert ginn. All dës Schrëtt begrëisse mir Piraten ausdrécklech. Mir hoffen duerfir, datt mer an der Kommissioun och bei spéideren Dossieren dëst wichteg Thema net aus den Ae verléieren.

Wat de Punkt Transparenz ugeet, begrëisse mer, datt d'Santé dës Woch an hirem Wocherapport end-lech eng Tabell mat all de virgesinne Liwwerunge bis Enn Mäerz publizéiert huet, soudatt sech déi passend Question parlementaire dozou eriwregt,

well endlech emol eng Kéier proaktiv kommunizéiert gouf. Dat ass hoffentlech elo och an Zukunft vum de Fall, wa weider Vaccinen autoriséiert ginn.

An deem Kontext wéilt ech d'Ministesch froen, ob et net vläicht och méiglech wär, datt och den aktuelle Stock mat am Rapport publizéiert gëtt, fir datt d'Leit net nëmme wëssen, wéini mer wat kréien, mee och, wéi vill Vaccin am Moment nach verimpft ka ginn. Et kann een et zwar errechnen, mee ech mengen, datt dat bei enger ganzer Rëtsch Leit dach op Interessi géif stoussen.

Am Kader vun der Transparenz muss ech dann awer och soen, datt mer an der Lescht ëmmer méi vu Gemengeverantwortlechen héieren, déi sech un d'Press adresséieren, well se hiren Hänn kee Rot méi wëssen, wéi dann d'Infektioungescheeën an hire Gemengen ass. Ech verstinn, datt déi Donnéeën net op der Place publique grouss diskutéiert solle ginn. Ech verstinn, datt déi Kaart mat de Kantoner fir d'Effentlechkeet eng gutt Basis ass. Ech sinn awer och der Meenung, datt ee Buergermeeschteren a Schäfferéit muss kënnen zoutrauen, iwwert d'Infektioungescheeën an hire Gemenge méi detailléiert informéiert ze ginn, fir eeben och kënnen ze reagéieren. A grad elo, wou et ëm d'Schoule geet an ëm d'Schoulplanung, mengen ech, ass dat néideg. Duerfir hunn ech eng Motioun matbruecht, déi genau dat freet, datt eeben d'Schäfferéit eemol d'Woch e Rapport kréien, wéi et an hire Gemengen ausgesäit, deen natierlech net fir d'Effentlechkeet bestëmmt ass.

Här President.

Motion 1

D'Deputéiertechamber stellt fest,

- dass d'Infektiounsuelen op lokalem Niveau séier kënnen no ënnen oder no uewe schwanken;

- dass d'Santé all Dag ee Rapport zu den Infektiounsuele verëffentlecht;

- dass d'Maison relaisen an d'Crèchen oft vun de Gemenge verwalt ginn;

- dass bei erhéichten Infektiounsuelen an enger Btreiungsstruktur séier muss gehandelt ginn.

Aus dese Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- dass d'Gemengeresponsabel all Woch ee Rapport mat Informatiounen zu dem Infektioungescheeën an hirer Gemeng kréien an och informéiert ginn, sollten Infektioungsketten an der Gemeng optauchen.

(s.) Sven Clement.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Clement.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Här President, leider existéieren awer och Punkten an deem Gesetz, mat deene mir nach ëmmer net kënnen averstane sinn. Dozou gehéiert de Stufeplang, géint deem seng Aféierung d'Regierung sech awer nach ëmmer wiert.

Mir Piraten halen awer un eiser Fuerderung fest, datt d'Regierung eis an der ganzer Bevëlkerung esou e Plang sollt virleeën - virleeën, no wéi enge Krittere wéi eng Entscheidung wéini getraff ginn. Well mir zweifelen dorunner, datt esou wicteg Decisiounen sollen nom Bauchgefühl getraff ginn. D'Regierung weess ganz genau, ab wéi enger Zuel vu beluechte Better an de Klinikken a positive PCR-Tester muss gehandelt ginn.

An Däitschland gouf d'Inzidenzzuel elo vu 50 erf op 35 gesat. Ob dat gutt ass oder schlecht, wéll ech hei haut net kommentéieren. Mee et weist, datt ee kloer Krittere fir d'Populatioun ka festhalen, un deene sech d'Bierger kënnen orientéieren, ouni datt dës Krittären awer a Stee gemeesselt muss sinn an ni dierften ugepasst ginn. D'Situatioun huet sech verännert, also huet d'Kanzlerin mat de Lännerchefen en neie Wäert festgeluecht. Also d'Argument, fir weiderhin ze soen, datt Situatioun ze komplex ass an datt ee sech net op eng oder méi Zuele festleeë kann, ass domat a mengen Aen elo wierklech widerluecht.

D'Regierung muss ophalen domadder, just déi Informatioun erauszeginn, déi se wéllt erausginn. Mir sinn net méi am État de crise, wou eenzeg an eleng d'Regierung d'effentlech Meenung virginn huet. An engem Rechtsstaat, wou d'Meenungsfräiheet an d'Pressefräiheet am Grundgesetz verankert sinn, muss d'Regierung de Pluralismus u Meenungen am effentlechen Debat schützen an net ënnergruween.

D'ALJP (ndlr: Association luxembourgeoise des journalistes professionnels) - an de Kolleg Marc Baum huet virdu schonn driwwer geschwat - huet d'lescht Woch e kloeren Appell un d'Regierung gemaach, wat d'Veffentlechkeet vun de Pressekonferenzen betrëfft, an deene Kritesch Froe vun de Reporter einfach ganz ausgeblent ginn. An och no dese Kritticken ass d'Pressekonferenz vum Mëttestandsminister awer erëm ouni d'Froe vun de Journalisten publizéiert ginn. Déi Pressekonferenzen dierfen net zur Selbstinzenierung mësbrauch ginn! Dat heiten ass kee Marketing an et ass och kee Walkampf. D'Leit brauchen ongefiltert kritesch

Informatioun. D'Froe vun de Journalisten an d'Froe vun de Bierger si grad esou wicteg wéi d'Riede virdru vun de Ministeren.

Ech bieden duerfir ausdrécklech drëms, do schleunegst erëm dee ganze Video um offizielle Kanal ze publizéieren an net nëmme déi gekierzte Versioun mat de Riede vun de Ministeren. A fir dat ze ënnermaeren, an ech hoffen och op breede Support am Sënn vun der Pressefräiheet, hunn ech och eng weider Motioun matbruecht, déi genau dat fuerdert.

Här President.

Motion 2

D'Deputéiertechamber stellt fest,

- dass d'Regierung an hirem Koalitiounsaccord festgehalten huet : « il sera veillé au maintien d'un service public dans les médias audiovisuels qui réponde aux standards les plus élevés en ce qui concerne la qualité des programmes et de l'information »;

- dass d'Regierung an hirem Koalitiounsaccord festgehalten huet : « afin de permettre le traitement dans les meilleurs délais des requêtes journalistiques et de garantir les flux d'informations, les moyens nécessaires seront mis en œuvre en étroite collaboration avec le Conseil de presse et les associations professionnelles des journalistes »;

- dass Biergerinnen a Bierger ee Recht hunn op all d'Informatiounen, déi während de Pressekonferenz matgedeelt ginn.

Aus dese Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- d'Pressekonferenzen vun all de Regierungsmembere mat all de Froe vun de Journalisten a Journalistinnen an den Äntwerte vun Minister oder der Ministesch op den offizielle Kanal vun der Regierung ze verëffentlechen.

(s.) Sven Clement.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, eng Dispositioun mussen a wäerte mir Piraten an deem Covidgesetz weiderhi kritiséieren an dat ass d'Ausgangspär. Wéi jiddereen heibanne bestëmmt weess, huet en hollännesch Verwaltungsgeriicht d'Ausgangspär en Dënschden kuerzzäitig ausgesat. Jo, d'Gericht huet dat an Holland gemaach, well do d'Parlament net consultéiert gouf. Ech fannen dat nach méi grav, datt een de Courage do hat, als Regierung ze soen: „Ma bei esou enger grondrechtsaschneider Fro consultéiere mer d'Chamber net.“ Do muss ech eis Regierung luween, datt se dat glécklecherweis net probéiert. Nichtsdestotrotz huet d'Gericht awer a sengem Urteel geschriwwen, datt et net proportionell zu der Situatioun an Holland wär an datt dësen Agrëff an d'Fräiheete vun de Bierger duerfir net dierft sinn. Dat ass déi zweet Instanz, muss Der ...

(Interruption par M. Guy Arendt)

Jo, Här Arendt, déi zweet Instanz huet d'Ausgangspär no engem Appell vun der hollännescher Regierung erëm a Kraaft gesat, mee d'Fro bleift: Wat bréngt eng Ausgangspär, wann den Horeca an och soss alles an der Nuecht zou ass an et Kontaktbeschränkung gëtt, wou d'Leit net zu méi wéi zwee Leit bei engem däre sinn? An eisen Aen ass déi Ausgangspär eng reng Policemesure, déi just duerfir déngt, ze kontrolléieren, ob d'Leit sech un aner Dispositiounen halen, mee déi, fir sech geholl, keen eenzegem Impakt op d'Infektioungescheeën huet!

D'Regierung konnt eis an der Santéskommissioun nach ëmmer keng wëssenschaftlech Donnéeë virleeën, déi beweisen, datt d'Ausgangspär eleng iergendeen Effekt op d'Covidzuelen hätt. An awer ginn d'Fräiheete vun de Bierger weider ageschränkt.

Wat fir Risiken dat zum Beispill a puncto haislecher Gewalt huet, esou hunn d'Kollege vun déi Lénk dëst hei scho méi wéi eemol ugeschwat. Mir fannen, esou laang net bewisen ass, datt déi Ausgangspär en dreiwende Facteur ass, fir d'Infektioungescheeë kleng ze halen, an domadder zu enger Verbesserung vun de Covidzuele bäidréit, muss domadder opgehale ginn, liberticid Moosnamen als neien Alldag ze etabléieren. Dat ass okay, wann et ganz grav ass. Dat ass à la limite okay, wann ee séier reagéiere muss. Mee et ass op kee Fall okay, wa mer dat dote quasi als nei Alldagsmoosnam wouerhuelen.

An duerfir wäerte mir trotz all deene wierklech gudder Verbesserungen am Text, dësen Text net kënnen matstëmmen, well mir kënnen esou eng Ausgangspär och weiderhin net droen. Merci.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Ganz gutt!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, e grouse Merci fir d'Méiglechkeet, haut e puer Wuert un lech ze richten. Ech hunn och nach dräi aner Regierungskolleegen, déi d'Wuert wäerten ergräifen. Fir d'éischt den Här Meisch, fir iwwert de Volet vun der Éducation nationale ze schwätzen, dann de Vizepremier an Transportminister Bausch iwwert déi Fro vum effentlechen Transport a vun der Distributioun vun Gel, wann den effentlechen Transport gebraucht gëtt, an da selbstverständlech eis Gesondheitsministesch, déi jo och den Auteur ass vum Text.

Et sinn eng Rëtsch vu Froe gestallt ginn. Ech wäert elo op déi puer agoen, déi direkt u mech gestallt gi sinn.

Déi éischt ass déi vun der Groussregioun an och vun de Kontakter, déi mer mat de Kollegen haten. Net méi spéit wéi gëschter Owend hate mer nach e Sommet vum Exekutiv vun der Groussregioun, wou mer och en Echange haten. Tatsächlech ass et d'Volentéit och vun den Exekutive vun der Groussregioun, d'Grenzen net zouzemaachen.

Mir hunn d'Situatioun gesinn, wou am Ausland Grenzen zougemaach gi sinn, wat net hëlleft. Mir hunn och scho gesinn, dass de Fait, eng Grenz zouzemaachen, mat sech bruecht huet, dass ganz Liwwerketten och vu Material, vun Impfstoffe, déi am Moment jo awer och wicteg sinn, blockéiert ginn.

D'Diskussioun war iwwert d'Teststrategie. Mir gehéieren zu deene Länner, déi säit Méint, Här President, säit Méint Frontaliere mat testen. Mir gehéieren zu deenen, déi säit Méint d'Frontaliere mat impfen, elo an dem Kontext vun der éischter Phas. Dat ass eng Situatioun, déi een och muss muss a Betruecht zéien. A wann een ..., wann elo eng Capitale géif decidéieren, dass ee misst en Test maachen, da misst een iwwer 260.000 Tester den Dag, iwwer 260.000 Tester d'Woch maachen zum Beispill. A mir wësse ganz genau, dass et jo net méiglech ass, fir déi och kënnen ze maachen.

An do hunn ech och d'Fro gestallt - well ech si ganz transparent och mat lech -, do hunn ech gesot, éischters wier et materiell net méiglech an zweetens, wie géif et och bezuelen. Ech hu keng Äntwert kritt, weeder fir dat eent nach fir dat anert.

Mee de Fait ass, dass zu Lëtzebuerg, mengen ech, déi Strategie, déi mer hunn, fir d'Frontaliere mat an de Large-Scale-Testing ze huelen, awer och eng Akzeptanz fonnt huet. D'Iddi ass, zum Beispill elo tëschent de Fransousen an den Däitschen, do an den Eurozonen - dat, wat si Eurozonen nennen -, och Teststatiounen ze maachen. An et géif éischter op Schnelltester goen, a wann dee positiv wier, dann op PCR-Tester. Mee wéi gesot, net all Dag, mee dat op enger regelméisseger Basis, dass do Tester kéinte kommen. D'Texter ginn elo nach hin an hier, mee Lëtzebuerg erfëllt, wéi gesot, seng Konditioun, andeem mir den Netlëtzebuurger, déi heihinner kommen, och d'Méiglechkeet ginn, getest ze ginn.

A mir wäerten alles maachen, fir dass d'Grenzen net zouginn, well mir sinn eis bewosst ... A mir erënnere all eis Kollegen aus der Grenzregioun drun, dass, wa se decidéieren d'Grenzen zouzemaachen - zouzemaachen! -, mir an eng Situatioun kommen - wou hei zu Lëtzebuerg d'Spideeler net méi kënnen fonctionéieren an dass et duerfir wierklech ganz, ganz wicteg ass, do déi Kontakter och op ze halen.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, iwwert d'Impfen: Et gëtt jo esou eng Légende urbaine, wéi wann d'Lëtzebuurger Regierung oder de Lëtzebuurger Staat am léifste géifen d'Impfungen hamstere. Mir géife se gären halen a mir géife se jo net ... Mir wieren an den Zuelen net déi Beschta a mir wiere schlecht. A mir géife jo d'Hallschent halen. Firwat géife mer d'Hallschent iwwerhaapt halen? Solle mer net jiddwerengem elo emol alles sprëtzen? An dann ... Il y a de tout! Ech héiere vun allem. Vun allem!

Mir hu bis haut, um Stand vun haut 14.00 Auer, 26.300 Leit, déi mer kéinten impfen; dat heescht, wéi Der wësst 52.600 Dosissen, gedeelt duerch zwee: 26.300. Um Stand haut de Mëttest 14.00 Auer waren zu Lëtzebuerg geimpft: 22.700 Leit mat enger éischter Dosis, a 7.400 Leit mat der zweeter Dosis. Domat hu mir elo Vaccine fir 3.600 Leit am Stock, wann een elo déi vun deenen ofrechent, Vaccine fir 3.600 Leit, déi am Stock sinn.

Et sinn am Moment bis d'nächst Woch nach 600 Residenten an den Alters- a Fleegeheemer, déi geimpft ginn. Dann hu mer och d'Alters- an d'Fleegeheemer, déi jo an der éischter Phas virgesi waren, geimpft. Den Taux d'adhésion - an ech sinn och ganz houfreg doriwier - bei de Participanten an den Haiser läit bei de Residente bei bal 90 %, bei 87,6 %, wat wierklech e staarken Taux d'adhésion ass an deen och ganz, ganz wicteg ass.

Fir déi nächst siwen Deeg hu ronn 1.400 Leit e Rendez-vous an engem vun de Centres de vaccination,

fir geimpft ze ginn. Dat heescht, mir si 600 a 1.400 ..., da si mer scho bei 2.000. An am Moment hunn d'Spideeler nach 1.600 Vaccine fir hiert eegent Personal, also Vaccine fir 1.600 Leit. Dat heescht, et bleibt 0 am Moment - 0. Mee, tatsächlech sinn der 1.600, déi an de Spideeler sinn, wou se - an dat war eng Politik, déi mer dès le départ gesot hunn, well d'Spideeler och Demandeur waren, fir och hiert Personal kënnen ze impfen - au fur et à mesure och verbraucht ginn. Et si 1.400 Leit, déi e Rendez-vous hu fir d'nächst Woch, dat heescht, de Stock, deen am Moment virtuell ..., ass bei 0. Doweinsder also, déi Légende urbaine, mir géifen hamstere, mir géife se net benotzen, etc., etc. ... - hei hutt Der d'Erklärung!

Tatsächlech, Här President, mir kéinten och deen anere Wee goen an de Leit soen ..., well mer hei zu Lëtzebuerg och probéiert hunn, de Leit entgéintzkommen, andeem mer eng gewësse Flexibilitéit weisen, wou d'Leit kënnen hire Rendez-vous selwer fixéieren. A verschiddene Länner kritt Der gesot: „Dir gitt deen Dag an déi Zäit geimpft. Wann et net geet, dann hat Der Pech.“ Mir hunn de Leit e kuerzen Delai gelooss, wou se sech och kënnen eraussichen, wéini se wëlle geimpft ginn. Jo, dat bréngt mat sech, dass een do zwee, dräi Deeg verléiert vis-à-vis vum Ausland. Mee mir mengen, dass et awer schonn dee richtige Wee ass.

Mir kéinten och de Risk agoen elo mat AstraZeneca, wou ee sech seet: „Et kann ee bis op zéng Wochen oder zwielef Wochen eropgoen, da kommt, mir impfe méi.“ Ech wéll awer net hei virun lech stoen, wa mer op eng Kéier 10.000 oder 20.000 Leit hunn, deene mer mussen schreiwen, fir ze soen: „Dir hutt zwar e Rendez-vous, mee mir hu keng Impfung méi. An dofir kënt Der déi zweet Impfung net kréien. An dofir ass et gutt méiglech, dass Der an e puer Wochen nach eng Kéier musst erëm vu vir ufänke mat enger éischter oder mat enger zweeter Impfung.“

Wa mer d'Garantie kréie vun der EMA - net vun eis, vun der EMA! -, déi eis seet - oder vun deenen, op déi mer eis am Moment och baséieren -, dass eng éischt Impfung elo ouni Garantie vun enger zweeter Impfung eppes ass, wat ee kéint maachen, si mer bereet, dee Wee ze goen. Awer all zesummen. An dann hätt ech och gären, Här President, wa mer dee Wee sollte goen, fir vläicht un Delaien ze réckelen, vläicht mam Risk, dass een eng zweet Impfung vun AstraZeneca net huet, dann hätt ech gären d'Chamber matagebonnen, Här President. Mir kënnen an der Regierung doriwier diskutéieren, mee dann hätt ech gären eng Motioun hei an der Chamber, wou Dir als Chamber eis sot, wat Der gären hätt. Et kann net sinn, dass, wann duerno eng Kéier Liwwerketteproblemer sinn, dass een duerno probéiert, iergendengem eng politesch Responsabilitéit ze ginn. Hei muss mer solidaresch bleiwen. Mir wëlle responsabel sinn, mir wëlle rasonabel sinn, mir wëlle prevoyant sinn, well mer ganz genau wëssen, dass mer total tributaire si vu Leit, vu Produzente vu Vaccinen. Et ass keen aneren am Moment, deen eis ka matdelen ..., an do kréie mer heiansdo op 24 oder 48 Stonne gesot: „Nee, déi Liwwerung kënt net un.“ Mir sinn op, Här President. Wa mer déi Diskussioun wëlle féieren, da solle mer déi och kënnen féieren.

Schnelltester sinn och ganz wicteg. Et ass och virdrun - ech menge vum honorabelen Här Wiseler - vun de Schnelltester geschwat ginn. Ech muss lech perséinlech soen, Här President, dass d'Schnelltester fir mech elo zu de Léisunge mussen gehéieren, net nëmme an den Altersheimer oder an de Schoulen - huet mer et net iwwer, do och! -, mee ech wier frou, wa mer et géife fäerdegbréngen, déi Schnelltester och an den nächsten Deeg - ech soen net an den nächste Méint, an den nächsten Deeg oder Wochen! -, soubal se e CE-Label hunn - a si mussen och verschidde Krittären erfëllen, d'OMS seet, zum Beispill, se sollen eng diagnostesch Sensibilitéit vun 80 % an eng diagnostesch Spezifizitéit vu 97 % hunn ... -, och an de Supermarché kéint fannen. Well och e Schnelltest géif et erlaben, engem méi Fräiheeten ze ginn, méi Garantien ze ginn.

A wa se wierklech, esou wéi ee liest, vläicht annerhallwen oder zwee Euro géife kaschten ... Déi eng soe mer: „Et kascht 15, et kascht 20“ - nee, da kënnen mer et net generaliséieren. Mee wa mer fir annerhallwen oder fir zwee Euro kënnen Schnelltester schafen an et kritt ee se muer am Supermarché, sinn ech iwwerzeegt, dass ganz vill Lëtzebuurger, ier se ee begéinen, ier se eng Aktivitéit maachen, och bereet sinn, e Schnelltest ze maachen, deen och kee komplizierte medezinneschen Akt mat sech géif bréngen.

Doweinsder, mir sinn - an d'Madamm Ministesch schafft drun an der Santé - dofir, dass mer et fäerdegbréngen, déi Schnelltester net nëmme an Altersheimer, net nëmme an de Schoulen anzesetzen, mee och ze generaliséieren. Déi gehéieren am Fong duerno bal zum Alldag, ier een eppes mécht, wou een e Kontakt kéint hunn, wou e Risiko kéint bestoen.

Dat heite Gesetz, Här President, ass nach ëmmer en Equiliber. Et huet virdrun ee gesot: „Jo, psycho-

logesch, den Impakt ass do.“ Jo, deen ass do, an deen ass net nei! Mee mir hu vläicht, verschiddener, et eréischt entdeckt! An dowéinsder, wann ee kuckt, wéi deem engen an deem aneren ... Fir verschidde Leit si mer ze streng, fir aner Leit si mer net streng genuch, mee et ass den Equiliber, dee mer musse fannen. Fräiheeten anzeschränken, e Couvre-feu einfach weider ze imposéieren, Limitatiounen vu Leit, déi een doheem huet, Méiglechkeeten, verschidde Saachen ze maachen, déi ee virdu gewinnt war ze maachen, ze verbidden, ass, gleeft et, fir kee vun der Regierung eng „Partie de plaisir“.

An et ass traureg, dass mer an eng Situatioun komm sinn, wou mer haut, wéinst de Varianten - an et ass virdu vun de Variante geschwat ginn -, net kënnen soen, wéi déi nächst Wochen ausgesinn. Mir sinn an eng Situatioun, wou mer am Moment eng Stabilisatioun, eng llicht Housse hunn, mee déi ka mer nees an eng ganz aner Richtung goen.

An Dir hutt virdu gesot, et wier fir d'13. Kéier, wou mer hei géife stoen. Ech kann lech keng Garantie ginn, dass mer net eng 14. an eng 15. Kéier kënnen hei stoen a mussen hei stoen, fir nei Texter ze maachen. Ech wënsche mer et net! Mee d'Incertituden, déi mer am Moment hunn, sinn einfach ze grouss, fir hei kënnen ze soen: „Mir ginn einfach alles op.“ Ech mengen, Virsiicht ass dee richtege Wee - et ass dee Wee, dee mer elo bal säit engem Joer gewielt hunn -, d'Virsiicht, d'Suerg vun de Leit, d'Gesondheet vun de Leit an den Zesummenhalt vun onsem Land - ouni just dat eent oder dat anert ze kucken oder, nach schlimmer, dat eent géint dat anert ze kucken, mee dat Gesamtbild, an eng gesamt Populatioun wëllen ze schützen.

Ech soen lech Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Premier- a Staatsminister. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

■ **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci och un de Rapporteur vum Gesetz. E Merci och nach eng Kéier un all d'Intervenanten, fir d'Agoen op déi spezifesch Situatioun an de Schoulen.

De Claude Wiseler huet sech laang domadder beschäftegt. En huet um Enn vu senger Interventioun an engem staatsmännchen Toun gesot: „Wann een eng Aufgab wéi déi heiten ugeet, da brauch een e Plang. Et muss een awer och prett sinn, en ëmmer nees ze adaptéieren. A wann ee gutt Grënn huet, da ginn déi Grënn och verstanen an déi Adaptatiounen och matgedroen.“

Mir hate virun der Rentrée vum leschten, vun deem lafende Schouljoer, e Stufeplang - e Stufeplang 1.0, kann ee quasi soen - presentéiert, deen eis gutt duerch déi lescht Méint navigéiert huet. Well mir hunn eppes fäerdegbruecht domadder: nämlech, dass mer d'Schoulen dach wäitesgeend konnten ophalen. Am Enseignement fondamental ass et esou, dass mer 16 vun 18 Woche Presenzunterrecht haten, duerchgeende Presenzunterrecht konnten assuréieren. An am Lycée war et esou, dass mer 16 vun 17 Wochen duerchgeende Presenzunterrecht konnte garantéieren, mat engem Apprentissage en alternance op den ieweschte Klassen, wuel verstanen.

A wann ech déi Situatioun vergläiche mat deem engen oder aneren Nopeschland - notamment och mat Däitschland, wou sech nach ëmmer d'Fro stellt, wéini et dann endlech eng Kéier zrëck an d'Schoul geet, nodeems Wochen, jo bal méintelaang kee Presenzunterrecht an deenen allermeeschte Schoulen do konnt assuréiert ginn -, da kann ee soen, dass an där doter Phas, an deem éischten hallwe Joer vun dësem Schouljoer, dee Stufeplang 1.0 eis dach do gutt derduerch guidéiert huet.

An ech wëll hei och nach eng Kéier jidderengem Merci soen, deen derzou contribuéiert huet, virun allem och den Enseignanten, virun allem awer och de Gemengenauctoritéiten, fir de Fondamental, virun allem och eisen Direktiounen. Ech wëll och Merci soen, well dat wär net méiglech gewiescht ..., de Gesondheitsinstanzen, dem Paulette Lenert, all senger Servicer, der Direction de la santé, der Inspection sanitaire, fir ëmmer nees nei Adaptatiounen an nei Ajustementer kënnen ze maachen, fir op nei Gegebenheeten nach emol besser kënnen ze reagéieren. Soss wär dat doten net dran! Mee et gëtt nei Momenter, an déi hunn eis derzou geféiert, en neie Stufeplang - hoffentlech fir de Rescht vun dësem Schouljoer bis de Summer - kënnen virzeleeën.

Wat sinn déi nei Momenter, déi mer festgestallt hunn? Nun, et ass de Mëtteg och hei ugeklongen: De Virus ass méi present bei deene Jonken an deene leschten zwou, dräi, véier Wochen. Dat huet derzou gefouert, dass mer an de Schoule méi zesummenhängend Fäll constatéiert hunn, wéi dat an deene Woche virdu, notamment am Hierscht an de Méint Oktober, November, Dezember de Fall war. Dat huet derzou gefouert, dass mer och vill méi

Clusteren haten, vill méi Situatiounen haten, wou quasi vun haut op muer, innerhalb vun enger Woch, sechs, siwen, aacht, néng zesummenhängend Fäll an enger Klass oder zesummenhängend an der Schoul opgetaucht sinn. An dat huet eis gewisen, dass de Virus momentan dach en anert Verhalten huet, notamment bei deene Jonken. Mir ginn dovunner aus, dass déi nei Varianten och eng vun den Explikatiounen duerfir sinn. An duerfir hu mer do och misse reagéieren an eeben en neie Stufeplang misse presentéieren.

Wat doranner virgesinn ass, ech mengen, dass de Mëtten hei jo och mat an d'Diskussioun agefloss: eng generaliséiert Maskepflicht eeben och am Enseignement fondamental, wou mer se an där doter Form nach net haten, och während dem Unterrecht. Ech si frou, dass mer et bis elo ouni déi gepackte hunn. An ech soen nach eng Kéier, dass ech jidderree verstinn, dee skeptesch ass, ob et wierklech gutt ass, dass e Kand herno vläicht vu moies siwe bis owes siwen, mat Ausnam vun deenen 20 Minuten, wou et an der Mëttesstonn ësst, permanent de Mask unhuet. Mee wann et esou ass, dass mer dat musse maachen, fir iwwerhaapt nach kënnen Schoul ze assuréieren, da fannen ech, dass et dann dee richtege Choix ass - an och nëmme dann dee richtege Choix ass. An ech si frou, dass mer et bis elo eeben ouni dat gepackt hunn.

Dann: Méi testen, anescht testen, schnell testen. Do si mer amgaangen, eis och do eng Strategie ze ginn.

Dann awer och, punktuell d'Maisons relais ze adaptéieren an hirem Fonctionnement, dass do just Kanner beienee sinn, déi och moies an der Klass beienee sëtzen. Ech soe wierklech „punktuell“. An ech héieren de Spriecher vun der CSV hei, de Claude Wiseler, dee seet, dass mer dat direkt iwwerall misste maachen. Ech hu mat den Enseignantsgewerkschafte geschwat, ech hu mat de Schouldirektiounen geschwat, ech hu mat der nationaler Elterverriedung geschwat, ech hunn och mam Syvicol geschwat, an do seet kee mer, mir missten dat doten direkt op engem nationale Plang iwwerall imposéieren! A jidderree ass frou, dass mer et elo emol do maachen, wou de Virus méi present ass a wou déi dote Mesure dann net onnëtz den Dagesoflaf vun de Kanner kujeniert, mee wierklech dann och kann de Virus zrëckhalen, well en do present ass.

Mir gëtt dacks virgeworf, ech géif net genuch op déi Leit do lauschteren - ech hu jidderree consultéiert an d'Meenung war an deem dote Punkt, net an all Punkt, mee an deem dote Punkt wierklech awer unanime! An duerfir fannen ech et richtig, dass mer dat och nëmme do punktuell maachen, wou et wierklech en Impakt hätt, well de Virus do méi present ass.

Mir schléissen awer net aus - an dat ass, mengen ech, och de Meritt vun deem neie Stufeplang -, dass mer vläicht eng national Mesure mussen huelen an d'Schoul an d'Kannerbetreuung nach eng Kéier vill méi dätlech mussen aschränken. Wann et esou ass, dass déi nei Varianten à la base si vun deem neie Verhalten an dass de Virus méi present ass bei Jonken an an de Schoulen, da gi mer dovunner aus, dass déi Presenz wäert zohuelen. An da gi mer der-vun aus, dass mer nach schwiereng Wochen, wann net Méint virun eis hunn.

An duerfir gesi mer eng Mesure vir, fir esou laang wéi méiglech dach awer e Presenzunterrecht op d'mannst moies kënnen oprechtzeerhalen, wou d'Schoul moies oubleift, wou souwuel d'Grondschoule wéi d'Lycéeë moies oubleiwen an dann den Unterrecht mëttes op en Distanzunterrecht muss auswäichen an och d'Maison-relais fir d'Kanner aus der Grondschoul mëttes mussen zoubleiwen. Och d'Schoukantinnen an de Maison-relais an och an de Lycéeë wäerte mussen zougouen. Fir sécherstellen, dass mer an deem dote Punkt eebe kënnen nach e Presenzunterrecht fir all Kand souwäit wéi méiglech assuréieren, muss mer eis dorobber konzentréieren. Dat ass dee Plang, dee mer eis ginn hu fir déi nächst Wochen a Méint. A mir hoffe wierklech, dass mer domadder gutt derduerchkommen.

Ech sinn net onsensibel, Här President, fir déi Iwwerleeungen, wat d'Base légale vun all deene Mesuren ubelaangt. Ech fannen, mir sollen dat eng Kéier analyséieren. Ech soen awer och, an dat hunn ech an der Kommissioun och des Woch nach eng Kéier ënnerstrach: Mir sinn elo e Joer laang gutt derduerchkommen a mir haten e Joer laang ëmmer d'Méiglechkeeten, fir schnell ze reagéieren. An och, wann hei gesot ginn ass ... Jo, dat waren dacks Recommandatiounen, et ware Circulaires un eist eegent Personal, well e groussen Deel vun deem Secteur, op d'mannst wat d'Schoul ubelaangt, ass eegent staatecht Personal, an dat kënnen mer net nëmme iwwer Gesetz guidéieren a reegelen, do kënnen mer och iwwer Circulaires un d'Personal reegelen. Mee déi Iwwerleeungen, déi hei ugefouert ginn, déi kann een deelen.

Ech wëll awer nach eng Kéier soen: Mir hunn dat doten net zanter engem Joer an engem rechtsleere Raum gemaach! Mir hunn déi Gesetzer vun der Édu-

cation nationale respektéiert. A wéi de Claude Wiseler et beschriwwen huet: Mir hunn och dat eent oder dat anert Gesetz, wat existéiert, aus dem Domän vun der Santé, och emol vläicht zitéiert, fir dach awer deen een oder deen aneren derzou ze bréngen, sech hei ze alignéieren. An dat ass am Laf vun deem leschte Joer ëmmer esou gaangen. Wann ech soen: „Mir hu Gesetzer, op déi mer eis hei baséiert hunn“, da sinn déi dacks net geschriwwen ginn - virun allem net déi Gesetzer aus der Éducation nationale -, fir domadder eng Pandemie ze geréieren oder Schoule während enger Pandemie kënnen ze geréieren. Duerfir feelt vläicht déi eng oder déi aner Kéier déi legistesche Eleganz. Trotzdeem war et méiglech, am Laf vun deem leschte Joer, d'Pandemie an d'Schoule gläichzäiteg kënnen doriwuer ze geréieren.

Nach eng Kéier: Wa mer et fäerdegbréngen, hei vläicht nach méi Rechtssécherheet ze schafen, gläichzäiteg eis awer - an dat ass mäi grouss Wunsch an ech mengen, dat muss awer och eng Konditioun sinn - och Flexibilitéit ze loosse an Agéieren a Reagéieren op d'Pandemie, op d'Presenz vun Virus an deene jeeweilige Strukturen, sief et Schoul, sief et Betreuung - well dat huet eis extreem geholfen, wierklech nëmme de Minimum zouzemaachen am Laf vun deem leschte Joer an de Maximum u Bildungschancen, Bildungschancen duerch déi formal Bildung a Bildungschancen duerch déi nonformal Bildung, kënnen ze assuréieren -, wa mer et fäerdegbréngen, déi Flexibilitéit och an Zukunft nach ze garantéieren, da wäert ech kenger méi staarker gesetzlecher Basis vun de Mesuren an der Educatioun am Wee stoen a ka sécherlech dee Prozess och do begleeden.

Ech wëll awer och soen, dass et net meng éischt Prioritéit ass. An ech wëll duerfir dem Josée Lorsché och nach eng Kéier Merci soen, well dat, wou ech mengen, dass mer eis wierklech momentan mussen drop konzentréieren, dat ass d'Wuelbefanne vun de Kanner an deene Jonken, dat ass dat, wat dës Pandemie mat de Kanner a mat deene Jonken, a ville vun hinnen, am Laf vun deem leschte Joer gemaach huet. A wann ech de Choix hätt, wou ech eng vu menge 24 Stonnen, déi den Dag dach huet, géif dran investéieren, da wär et doranner!

Villmools merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Educatiounsminister Claude Meisch. An d'Wuert geet elo un den Här François Bausch.

■ **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Merci, Här President. Ech huelen d'Wuert nëmme ganz kuerz, well ech gesot kritt hunn - ech war zwar dobaussen, ech war jo am Fong net virgesinn, fir elo hei schonn esou fréi opzotrieden -, dass den Här Baum sech hei opgereegt huet, dass d'Regierung, oder dass et géif Motioune vun der Chamber net seriö huelen. An ech weess net, wou en dorunner kënt! An Här Baum, Dir stellt mer jo soss vill Question-parlementairen, wann Der mer eng hei gestallt hätt, dann hätt ech zum Beispill geäntwert, dass mer entre-temps schonn - ech mengen, et sinn der zwielef - an zwielef Garen där Borne opgestallt hunn, wou een e Gel désinfectant ka kréien, an dass et och e Plang gëtt vun den CFL.

An ech mengen, et si schonn éischt Aktiounen gemaach ginn. Ech hunn elo ... Leider sinn ech net méi un d'CFL komm, ech hat dat nach probéiert, fir dass et dat och kéint confirméiert kréien, dass kleng Ampulle mat Gel verdeelt ginn un d'Clienté vum öffentlechen Transport. A LuxTram wäert dat nämmelech och maache fir den Tram. Mir maachen eng Rei Saachen. Et ass natierlech net esou einfach, iwwerall an de Gefierer där Borne opzestellen, well dat technesch gesinn net esou einfach ass an och net ëmmer Sënn mécht. Mee Dir musst awer verstoen, et ass natierlech vun der Ëmsetzung hier ..., dass rëselt een net einfach esou dohinner an den öffentleche Betriber.

Dat heescht, mir huele selbstverständlech dat eescht, wat d'Chamber hei als Opdrag un d'Regierung ginn huet. An et sinn och schonn eng Rei Saache geschitt.

Ech wëll awer nach eng Kéier derbäisoen, dass mer awer och éischters hei net solle maachen, wéi wann de Problem, oder den Haaptproblem am öffentlechen Transport wär. Et gëtt entre-temps genuch Etüden, déi dat beleeden. Am öffentlechen Transport ass et wéi iwwerall, et ass néierens null. Soubal mer net zu honnert Prozent kënnen d'Gestbarriären anhalen ... an da souguer nach, souguer wa mer se zu honnert Prozent kënnen anhalen, souguer da kënnen mer nach ugestach ginn. De Risiko ass ni null. An en ass och am öffentlechen Transport net null. Mee en ass awer bei Wäitem net dat, wat heiansdo gemengt gëtt a gefaart gëtt, aus verschiddearten Grënn, déi ech lech awer elo net hei wëll relatéieren. Et fënn een dat alles och erëm, wann een am Internet e bësse googelt. Dat ass dat Éischt.

An dat Zweet ass: Ech wëll awer och nach eng Kéier drop hiweisen, dass et entre-temps awer elo

vu masség Studie beluecht ass, dass mer et bei där Virusiwwerdroung hei mat enger Tröpfcheniwwerdroung ze dinn hunn an dass et keng Schmierinfektioun ass an dass natierlech iergendwou och e Reschrisiko besteet, dass, wann ech lech elo géif hei op den Dësch - wat net ganz manéierlech wär - néitschen an Dir géift da mat der Hand do driwwerfueren an lech duerno an de Mond fueren, dass Der lech dann natierlech kéint ustiechen, wann ech de Virus dann hätt. Mee mir sinn ons awer och eens, dass déi Probabilitéiten trotzdeem geréng sinn.

Dat heescht, de Risiko fir eng Iwwerdroung ze kréien duerch Schmierinfektioun, dass een et iwwert dee Wee ka kréien, deen ass net null, mee awer ganz, ganz geréng. An duerfir solle mer awer och net ëmmer hei esou Saachen an de Vierdergrond stellen a maachen, wéi wann dat elo dowéinst en Desaster wär.

Duerfir géif ech ëm e bësse Sachlechkeet am Dossier bidden; dass hëlleft eis alleguerten. Well dat hei ass en Thema, déi Coronakris, wou et virun allem drop ukënn, dass mer sachlech sinn, dass mer net politesch domadder spillen. Well dat dréit derzou bäi, dass d'Leit sech och am meeschten un d'Reegele halen!

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Här Mobilitéitsminister fir déi Prezisiounen. An direkt Parole après ministre fir den Här Marc Baum.

■ **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Den Transportminister a Vizepremier Bausch huet elo en Appell gemaach un d'Sachlechkeet. Ech sinn do - au contraire zu anere Saachen, déi e gesot huet - ganz mat em averstanen.

Zu där Sachlechkeet gehéiert, dass dës Chamber de 15. Dezember unanime eng Motioune votéiert huet, déi en Opdrag ginn huet un d'Regierung, en Opdrag, deen net e quelconquë war, mee e ganz konkret. Ech liese just nach eng Kéier draus vir, nämlech: « mettre à disposition [...] du gel désinfectant [...] installer des bornes de distribution de gel désinfectant respectivement dans les bus ainsi que dans l'enceinte des gares et sur les quais, de même que dans les trains. »

Wann Dir mer elo sot, zwee Méint drop, dass Der schonn „zwou Borne“ installéiert hutt bei all deene Garen, ...

■ **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Ech hunn net gesot „zwou Borne“, ech hu gesot: „an zwielef Garen“, Här Baum!

■ **M. Marc Baum (déi Lénk).** - ... zwielef Garen.

■ **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - An zwielef Garen, dat sinn net zwou Borne.

■ **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Wann Der dat an zwielef Garen installéiert hutt, ...

■ **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - A puncto Sachlechkeet!

■ **M. Marc Baum (déi Lénk).** - ... dann entschëllegen ech mech, wann ech dat akustescht net richtig héieren hunn. Dann hutt Der héchstens e Brochdeel vun där Motioune zwee an en hallwe Mount drop ëmgesat, déi d'Chamber lech gefrot huet.

An engem zweeten Tret sidd Der och invitéiert, « de faire de même des services de transport privés ou communaux ». Ech sëtzen elo a kengem interkommunale Syndikat. Vlächte kënnen d'Kollegen aus dem TICE oder aus dem RGTR - nee, RGTR ass eng aner Situatioun -, mee d'Kollegen aus dem TICE soen, ob déi Invitatioun da schonn ukomm ass bei deenen Instanzen. Well dat ass och eng Opfuerderung, déi d'Chamber un d'Regierung gemaach huet, wuel verstanen fir de 15. Dezember, et ass elo net, wéi wann dat elo virun zwou Woche gewiescht wier a keng Méiglechkeet gewiescht wier, anescht drop ze reagéieren.

Zur Sachlechkeet vun der Diskussioun gehéiert och, dass, wat d'Tröpfcheninfektioun ugeet, dass wuel wouer ass, dass et awer nawell eng Recommandatioun vun der ECDC, dem Europäeschen Disease Control ass, fir genau dat do ze maachen, wat hei gefrot gëtt. Dass gehéiert och zu der sachlecher Diskussioun.

A wat ech lech awer verzeien, well Der virdu bei der Debatt net derbäi waart, dass ass: Ech hunn zu kengem Moment gesot, dass dat doten als eenzel, vereenzelt Mesure de Coronavirus als Ganzt hei zu Lëtzebuerg géif bändegen! Mee all Gest - an et ginn der ganz vill, déi mer maachen, ganz vill, déi mer de Leit imposéieren - ass een Deel vun der Léisung. Och do froen ech awer d'Responsabilitéit an invoquéieren d'Responsabilitéit vun der Regierung, fir dat ze maachen, besonnesch, wann et objektiv Argumenter gëtt an d'Chamber dat gefrot huet. Dass schéngt mir awer essentiell wichteg ze sinn an dëser Diskussioun.

Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Baum. An d'Wuert geet direkt zrëck un den Här Mobilitéitsminister.

■ **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Zu de Gemengen, Här Baum, wëll ech lech soen, an dat ass iwwregens och ... Ech war jo net derbäi, wéi déi Motioun hei diskutiert ginn ass, mee dat hunn awer Vertrieeder, Deputéierter, souwäit ech dat weess, hei zrëckginn, well ech hinnen dat och iwwer Telefon matgedeelt hunn, wéi se mer telefonéiert hunn, datt déi Diskussioun hei wär ronderëm déi Motioun, datt ech dat och contestéiert hunn, datt ech gesot hunn: „D'Chamber stëmmt of, wat se wëllt, mee ech fannen et speziell, datt en Appell gericht gëtt un de Minister vun der Mobilitéit fir eppes, wat guer net seng Kompetenz ass.“ Ech kann net als Mobilitéitsminister de Gemengen en Uerder ginn a soen: „Dir musst op de Busarrëten“, wat jo d'Kompetenz ass vun de Gemengen, zum Beispill „do där Gelen histellen oder Gel-Apparaten hinhänken.“ Dat ass Gemengekompetenz! Dat kann héchstens ..., an dann nach, souguer d'Inneministesch, déi kann dat och emol net maachen!

■ **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Dat steet net an der Motioun.

■ **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Jo, dat steet net an der Motioun. Mee Dir kënn awer net Saachen an där Motioun schreiwen hei an der Chamber, déi awer vun der Kompetenz hier guer net ...

■ **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Et steet net dran!

■ **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Jo, dat hutt Der awer elo grad gesot, et géif drasto! Dir hutt elo grad gesot, ob ech e Bréif geschriwwen hätt un d'Gemengen, wou ech d'Gemengen opgefuerdert hätt, dat ze maachen. Ech kann dat net maachen! Well dat ass net a menger Kompetenz. Et ass an der Kompetenz vun de Gemengen, fir Busarrëten ze installéieren, also donc och, fir dat doten ze maachen.

(Interruption par M. Marc Baum)

Dat ass dat Eent. Dat Zweet ass, Här Baum, ech hu virduun net gesot: „Et sinn zwou Bornen“, mee: „Et sinn zwielef Garen“, wou et schon installéiert ass. Dat ass dat Eent. Ech hunn och gesot, datt d'CFL ... An ech mengen, datt och scho verdeelt ginn ass, ech sinn awer do net ganz sécher, dat misst ech nach eng Kéier nokucken. Ech schaffe jo net bei de CFL! Ech hunn eng Zäit do geschafft, mee de Moment schaffen ech am Ministère. An natierlech hunn ech de CFL gesot, si solle wannechgelift kucken, Saachen ze maachen, fir deem Rechnung ze droen. A si sinn och amgaang, dat ze maachen. Si hunn och eng Rei Saache gemaach. D'nämmlecht bei LuxTram an esou weider an esou fort, do lafen eng Rei Saachen, déi gemaach ginn.

Mee wéi gesot, nach eng Kéier: Et ass net näischt geschitt. An et ass och net, datt déi Motioun net eescht geholl gëtt. An et ass och net, datt mir de Problem net eescht huelen. Mee mir mussen dat awer och an de Kontext setzen a mir sollen net eppes do erandieren, wat net dranzedeiten ass! Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Bausch. An d'Wuert geet elo un d'Madamm Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President. Da kucke mer fir déi 13. Kéier, de sachlechen Toun ze hale ronderëm dëst Pandemiegesez. Et wäert sécher net déi leschte Kéier sinn, wou mer eis hei wäerte gesinn. E grouse Merci virop och dës Kéier nees un d'Ekipp, un de President vun der Chamberskommissioun an dee ganze Staff ronderëm, deen hei ëmmer a kierzter Zäit muss liwweren. Och dat wäert an Zukunft net ausbleiwen. Ech weess, dass och do ni déi richteg Routine kënn. Et ass een einfach frou, wann dat eng Kéier iwwer ass.

An och vläicht e klengt Wuert zur „juristescher Eleganz“: Déi ass leider och net op der Prioritéitelëscht, och net bei mir. Selbstverständlech, zu aneren Zäite géif mer dat Pleséier maachen, mee am Moment ass einfach d'Zäit net ginn, fir sech hei der juristescher Eleganz hinzeginn. An ech mengen, ...

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Et ass awer net nëmmen Eleganz!

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - ... et ass och am Interessi vum Land a vu jiddwengem, dass mer do e bëssen Indulgence hunn an där Matière.

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Et ass net nëmmen Eleganz, et sinn och rechtsstaatlech Notiounen. Et ass e wéineg méi wéi Eleganz.

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Ech kommen zur Rechtsstaatlechkeet, selbstverständlech, Dir hutt déi ugeschwat. An déi ass och virgesinn. Dat hei war net d'Äntwert op d'Rechtsstaatlechkeet. Loin de là!

Haut kouw eng nei Evaluatioun vun der Situatioun. Och do gëtt et leider net vill Neies ëmmer nees ze soen. An déi lescht Wochen ass ganz vill Ongewëssheet am Raum. Et ass vill „wann ..., dann ...“, „wann ..., dann ...“. Et kann een et scho bal net méi héieren! Ech weess, Dir kënn et net méi héieren - mir kënnen et och selwer net méi héieren. Fakt ass, dass dat awer nach ëmmer déi Tatsaach ass, mat där mer eis am Moment mussen auserneesetzen.

Mir hunn haut gelies, et gëtt keng, d'Taskforce nennt dat keng „Relaxatioun“. Dat heescht, et ass nach keng richteg Amélioratioun elo ze gesinn iwert déi lescht Wochen. „Et ass ‚leedeglech‘ a ‚méiglech‘“, schreiwe se, „eng Stagnatioun“. Dat ass zweemol relativiséiert.

Jo, d'Zuele sinn erëm liicht eropgaangen. Mir hunn awer och natierlech ganz vill getest. Mir hu Clusteren, wou mer ganz schnell op der Plaz waren, wou mer extrem vill getest hunn, och ronderëm Asymptomatescher. Si mer elo an der Stagnatioun oder net? Et ass schwéier ofzeweien, Stand haut. Et si vill Inconnuen do ronderëm.

Am selwechte Rapport ass och ze liesen, wat och Fakt ass, dass een déi nei Varianten, déi ënnerwee sinn, an dat sinn der méi, am Moment nach ganz schwéier kann aschätzen, dass een hiren Afloss net richteg kann ofschätzen op dat ganz Geschéien zu dësem Zäitpunkt. Firwat kann een dat net maachen? Ma well et eis u gänzlich representativen Donnéeë feelt, generell, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg. Dat ass kee Makel, dee mir hei hätten, och loin de là! Mir sequencéiere vill hei am Land am Verglach zu eisen Nopeschlänner, och international am Verglach ganz vill.

Dee Prozentsaz, deen hei zu Lëtzebuerg sequencéiert gëtt, haut schon, geet iwwert dat eraus, wat ugestriift ass. Et bleift awer esou, dass mer nach kee representativen Echantillon hunn. Et huet nach kee Land deen, d'ailleurs. Dat ass alles nach ganz wackeleg. Et gëtt sequencéiert ronderëm déi Varianten, déi elo rezent fonnt ginn. Do kucke mer, dat och ganz intensiv ze maachen, wat natierlech dozou féiert, dass mer der do och vill fannen, wa mer do ronderëm siche ginn.

Mee um representativen Echantillon schaffe mer, dat wësst Der. Mir haten och e laangen Echange doriwwer an der Chamberskommissioun, well Der vill Froen dozou hutt, wat och legitim ass. An do schaffe mer drun. A mir wäerte geschwënn och souwäit sinn, vläicht als éischt Land, wat wierklech e richtegen nationalen Echantillon huet, dee representativ ass.

Ech bedauern, dass effektiv hei dee groussen Asaz an déi dach ganz wäertvoll Aarbecht vum LNS net wierklech wäertgeschätzt gëtt. Et gëtt e bëssen duergestallt, wéi wann et un Informatiounen géif feelen. Lëtzebuerg liwwert do vill Informatiounen.

Et ass och: D'lescht Woch hu mer e Bilan erausginn, wat bis elo fonnt ginn ass, mam ganzen Historique vun deem Dag un, wou mer deen éischte Variant fonnt hunn. Et ass ganz transparent oppegeluecht ginn, wivill mer fonnt hunn. An an deem Kontext d'lescht Woch ass och daitlech gemaach ginn, dass mer eeben elo am LNS drop schaffen, dee representativen Echantillon un d'Stoen ze kréien. Dat brauch e bëssen Zäit. Dat ass näischt, wat een einfach esou aus dem Aarm rëselt. An dat wäert nach eng Woch daueren, vläicht hu mer et d'nächst Woch, et kann awer och sinn, dass dat nach eng Woch méi hëlt. Do gëtt gemaach, wat mer kënnen.

Déi Leit sinn extrem begeeschtert am Asaz. An och vun dëser Säit e ganz grouse Merci dofir! Och si si scho laang hei am Asaz an ëmmer erëm, ëmmer erëm wierklech do, fir dem Land ze hëllefen, fir wierklech alles ze ginn, wat mer kënnen, u Moyenen, fir wierklech déi Pandemie hei am Griff ze halen.

Da wollt ech vläicht op e puer Saachen, déi ugeschwat gi sinn, agoen. Et ass, mengen ech, fir d'véiert hei um Mikro, wou ech verweisen op d'Recommandatioun vum Direkter vun der Santé zu de Schnelltester. Mir hunn do eng Strategie mat klore Recommendatiounen, wou se an den Asaz solle kommen, wou och net - Schnelltester gëtt et jo schon eng Zäit -, wie se soll maachen.

Mir liwweren der och eraus un d'Altersheemer. Dir frot, dass misste Schnelltester an d'Altersheemer kommen. Dat ass säit November! Ech hu se dës Kéier wierklech net matbruecht - ech hat se elo allkéiers derbäi, mee ech duecht, dat Thema wär elo ofgeschloss, well mer et schon esou oft ugeschwat hunn -, mee an der Recommendatioun steet dat, wou mer déi am Asaz gesinn: ënner anerem bei de Visiteuren. Ech weess och elo den Tablo net auswenneg, wivill Schnelltester ausgelievert gi sinn. Jiddefalls hu mer der am Stock national. Wann der gebraucht ginn, ginn déi vun der Santé nogeliwwert. Dat ass iwwerhaupt kee Problem, dat ass lafend Geschäft!

Da sinn ech och ganz frou ze héieren, dass eis Informatiounen awer wierklech suivéiert ginn. Dir wësst, dass mer och un anere Schnelltester schaffelen, och mam LNS zesammen, wou mer wierklech

nei Produiten ausprobéieren op hir Effizienz. Ech géif der Madamm Lorsché soen: Mir si vläicht do net esou schnell wéi déi aner, mee dofir vläicht awer da méi grëndlech. Mir loosse dat net einfach esou erauszirkuléieren. Dat huet en Enjeu, dat Ganz. Et si vill Produiten um Maart, ganz vill. Wann Der déi däitsch Lëscht kuckt, wat do recommandéiert ass, dat ass ellelaang. A mir maachen am Moment den Effort eeben am LNS, déi Produite wierklech ze testen, reell ze testen, dat heescht, parallel zu PCR-Tester, fir esou ze gesinn ...

A mir haten och doriwwer e laangen Austausch, dat ass eigentlech fir d'Leit hei am Sall, oder fir déi aus der Chamberskommissioun vun der Santé, näischt Neies méi. Dobauss mag et vläicht nach net ukomm sinn: Och do si mer amgaangen, drop ze schaffen. A mir erwaarden, dass mer an deenen nächsten Deeg och do Resultater kréien, fir dass mer da kënnen eng Recommendatioun erausginn un d'Leit, fir dass d'Leit wëssen, wéi eng Schnelltester gutt sinn, wéi eng vläicht manner gutt sinn, wéi eng dat halen, wat dropsteet, wéi eng vläicht éischter net, a fir dass mer eis och da kënnen festleeën, wéi eng mer nach zousätzlech wäerte vum Staat hier akafen, fir se da méi an den Émlaf ze kréien.

Et ass eis awer wichteg, déi dote Garantien ze ginn. Dat heite si grouss Marchéen, déi sech opdinn. Et ass ganz villes um Marché a mir sinn der Meenung, dass mer de Leit et och schëlleg sinn, dat mat deem néidege Seriö wierklech ze testen, auszuprobéieren an dann eeben deementspreechend Recommendatiounen auszuschaffen, mat den Erklärungen, déi et brauch.

Da wat d'Rechtsstaatlechkeet betrëfft, do hate mer och dës Woch an der Chamberskommissioun doriwwer rieds. Déi Fro ass gestallt ginn. Ech hat do verweisen drop - et ass zwar sou, ech sinn net den Auseminister, ech kennen déi Texter elo net, ech hunn déi och net bei Hand -, mee dat ass de Règlement grand-ducal, hunn ech mer nach eng Kéier schreiwe gelooss, vum 20. Juni 2020, dee scho méifach adaptéiert ginn ass, eng leschte Kéier den 29. Januar dëst Joer, wou dann och déi Testpflicht drasteet. Dee misst awer esou am Mémorial stoen. Et ass op alle Fall dat, wat d'Leit mer elo hei confirmeréiert hu vum Büro aus. Et ass och net eisen Domän, et ass vläicht dann an der aussepolitischer Kommissioun, wou Der dat vläicht eng Kéier misst verdéiwen. Mee et ass u sech näischt Neies. Dat ass dee Reglement, dee säit enger Rei Méint am Émlaf ass an deen elo den 29. Januar fir d'lescht nach eng Kéier ugepasst ginn ass, fir dann déi Testpflicht um Findel anzeféieren.

Da sinn ech och e bëssen erstaunt iwwert dat Erstaunen zu der Rechtsstaatlechkeet, wa vum Gesetz vun 1980 rieds geet, wou den Direkter vun der Santé duerch dës Chamber hei - ënner der Regierung vun Här Werner war dat deemools - befugt ginn ass, ausdrécklech befugt ginn ass duerch d'Chamber, fir verschidden Decisiounen ze huelen. Ech hu geléiert, dass ee Gesetzer ze respektéieren huet, soulaang se do sinn, asoufern ass mengem Demokratieverständnis no näischt Ustéisseges derbäi, wann en Direkter eng Befugnis, déi e kritt iwwer e Gesetz, wat hei gestëmmt ginn ass an deem Land, géif uwennen. An dësem Fall wor et, souwäit ech mech erënneren, eng Recommendatioun, déi erausgaangen ass, fir verschidde Schoulen. Dat fonctionéiert u sech ganz gutt. Mee ech gesi prinzipiell do kee Problem vu Rechtsstaatlechkeet, wann ee sech op d'Gesetzer berufft, déi hei gestëmmt gi sinn an déi an dësem Land applikabel sinn.

Dann zu de Gespräicher mat den Dokteren: Do hate mer och schon ëfters Geleeënheet, eis auszetauschen, schréiftlech a mëndlech. Och do si mer natierlech am Austausch. Dir gesitt et och an der Impfstrategie, déi jo hei presentéiert ginn ass. Et gehéiert zu der Lëtzebuurger Impfstrategie, dass mer à partir vun deem Moment, wou mer Impfstoff hunn, déi vun der Logistik hier kënnen an der Dokteschpraxis verofreecht ginn, dat selbstverständlech maachen. Dat ass vun Ufank u kloer gewiescht. Ech mengen, ech hat dat och hei exposéiert. An do lafen och schon déi ganzen Zäit Gespräicher am Moment, intensiv Gespräicher eebe fir déi nächst Phas, déi usteet, fir déi héich vulnerabel Leit, wat och scho kommuniquéiert ginn ass.

Do schaffe mer ganz enk mat de Spideeler zesammen. Mir schaffen net, wéi d'Madamm Lorsché gefrot huet, mat der CNS. Net, well mer eis einfach aus Spaass d'Liewe vläicht méi komplizéiert maachen, mee déi Donnéeën, déi mer do hunn, déi ginn dat net hier. Dat ass d'Facturatioun, do sinn och Decalagen. Wann déi Donnéeën dat doten natierlech einfach hierginn hätten, hätte mer dee Wee sécherlech gesicht. Mee mir setzen hei op eng enk Zesummenaarbecht mat deene behandelnden Dokteren. A sou wéi den Dokter Schmit lech dat och d'leschte Kéier an der Chamberskommissioun erläutert huet, sinn déi Gespräicher fir déi Phas 2 souwäit ofgeschloss.

Do ass eng Prozedur, déi steet, déi ass och scho kommuniquéiert. An d'Gespräicher lafen elo dës Woch iwwert den Detail. Dat ass alles och net esou

einfach. Dat ass ganz komplizéiert, dat ëmzesetzen. Mee och dës Woch ginn nach déi lescht Detailler beschwat, wéi dat an deenen nächste Phase wäert goen, a mir wäerte selbstverständlech och le moment venu iwwert den Detail dozou informéieren a kommuniquéieren.

Reegelméisseg gi mer zum AstraZeneca gefrot, Dir hutt do vill Froe gehat. Vun deene Question-parlementaire säit der Rentrée hu mer der mëttlerweil 166 hei beäntwert. Do sinn der och eng ganz Rei zum AstraZeneca derbäi. Et ass och Kommunikatioun erausgaangen an ech war frou ze héieren - ech weess net, et huet een et mentionéiert, mee et deet ëmmer gutt ze héieren -, dass eis Informatiounen gesi ginn a gelies ginn. Och do géif ech jiddwereen invitéieren, sech wierklech op eise Site ze beginn. Déi Saachen, déi mer live hunn, déi Ewenter, déi kann een och noliesen. Wann Der do Froen hutt, do fannt Der ganz vill Material, och Frequently-asked-Questions, déi opbereet sinn an enger einfacher Sprooch, fir do de Leit hir Suergen ofzehuelen.

An natierlech si mer och beméit, de Suivi ze maachen. Mir hu vill iwwer Pharmacovigilance geschwat, notamment och am Kontext vun deenen Dispositiounen, déi haut zum Vott stinn. Dat ass eng grouss Prioritéit fir eis a mir maachen e ganz enge Suivi ronderëm déi Ängschten, déi och am Moment am Raum stinn, virun Nieweneffeten. Dat ass eppes, wat eis Direktioun ganz staark beschäftegt. Mir sinn do a ganz enkem Kontakt - och elo erëm - mat deene concernéierten Haiser. Do si jo eng Rei Saachen, déi am Raum stinn, och de Moien nees iwwer d'Press; wann esou eppes ass, ma da ruffen d'Leit un a si vergewëssere sech, ob alles an der Rei ass. A selbstverständlech wäerte mer och déi néideg Flexibilitéit hu fir ze reagéieren, wann do Problemer sinn. Dat ass eis Aarbecht, dat ass eis Pflicht, an et ass dat, wat mer dagdeeglech maachen an där Zäit, déi eis dann dofir gegénnt ass.

D'Situatioun generell, do sinn ech och, muss ech soen, ëmmer erëm e bëssen traureg, wa se grad hei am Land méi schlecht gemaach gëtt, wéi se ass. D'Inzidenzzuelen, do hu mer oft doriwwer rieds. Et gëtt sech ëmmer erëm drop referéiert, ech soen och ëmmer erëm dat selwecht dozou: Déi Inzidenzzuel aleng seet net vill aus. Dat ass dee Plädoyer, dee mer onermiddlech am Ausland féieren, mat ganz villen Efforten - e gëtt och esou lues a lues gehéiert -, wou ëmmer méi awer trotzdeem den Taux de positivité gekuckt gëtt. Dat war och elo nees en Thema déi lescht Wochen, wou eis Kolleegen aus der Regierung an deenen ënnerschiddelechste Gespräicher ëmmer erëm betounen, wéi eis Situatioun hei am Land ass, wivill mer testen, wéi déi aner Indicateure grad stinn.

An déi sti ganz gutt, muss ee soen. Also ech mengen, et ass eng Situatioun, déi ons natierlech Suerge mécht am Moment, mee nach sti mer relativ gutt do. Wa mer eisen Taux de positivité kucken, deen ass gutt am Verglach. Den Taux de mortalité ass gutt. A virun allem ass d'Beleeung op den Intensivbetter ganz gutt. An ech sinn och ganz frou, dass net dat just vun den Deputéierten zu dëser Säit, mee eeben och vun den Oppositionsparteien awer och gehéiert ginn ass an d'Erklärunge verstane gi sinn an och esou hei duergestallt gi sinn. Mir ginn eis Méi, dat ëmmer erëm ze erklären. Den Dokter Schmit hëlt sech och ëmmer vill Zäit, fir dorobber anzegoen. An et ass natierlech dann och gutt ze héieren, dass awer déi Messagen ukommen an dass déi Relativitéierung, déi mer par rapport zu den Indicateure maachen, dach awer verstane gëtt.

Dat ass wichteg, och fir d'Leit dobaussen, dass se net just op déi Inzidenzzuel kucken. Dat ass de Revers vun enger Strategie, déi mer hunn: Wa mer vill testen, fanne mer méi wéi déi aner. An dass dat esou ass an déi global Situatioun eeben net esou schlecht impaktéiert, dat gesäit een op deenen aneren Indicateuren. An déi stinn net esou schlecht do am Moment, och wa mer eis vill Suergen iwwert d'Situatioun maachen, wéi se am Moment ass, duerch déi Inconnuen, déi opstinn.

De „viralen Effet“, dat ass eppes, wat mer viru Corona kannst huet duerch déi sozial Medien. Dat ass eppes, wou ee vill Geld bezuelt huet, fir et ze erzeugen, dass Messagé viral ginn an esou weider, e richtegen Hype! Bon, mir hunn den Hype an de viralen Effet elo heiheem. Mir kënnen e leider nach net richteg ofschätzen. Mir brauche Gedold. An dofir ass et wierklech de Moment, fir nach eng Kéier wierklech zesammenzestoen an déi restriktiv Mesuren, déi mer hunn, och weiderhin ze respektéieren. Et mag sinn, dass dës Mesuren duerginn, fir dat Ganz gedrosselt ze behalen. Dat ass eis Hoffnung, déi mer hunn. Mir hoffen, dass mer wierklech net mussen norüsten. Mee nach ass et ze fréi, fir do wierklech e leschte Jugement doriwwer ze maachen. Mir brauchen do nach Erkenntnisser. Et bleift eis also näischt anescht iwwreg.

Vun eiser geografischer Situatioun hier si mer net schrecklech begléckt an der Pandemie. Et ass vläicht praktesch am Alldag, schnell am Ausland ze sinn, mee fir d'Pandemie ass et definitiv kee Virdeel. Mir kënnen keng Strategie fueren, wéi aner Länner, dass mer eis ganz zoumaachen. Mir hunn im-

mens vill Leit, déi dagdeeglech iwwer eis Grenze ginn, dofir si mir net Neuseeland, mir sinn net Australien, mir sinn och net Israel. Mir hunn eng aner Dateschutzveruerdung hei an deem Land. Lëtzebuerg ass Lëtzebuerg, mir hunn eisen eegene Wee. A mir sinn definitiv keng Insel.

Dofir musse mer un déi Schrauwen dréie goen, un deere mer dat kënnen. An dat dréit sech manner ronderëm déi Baussegrenzen. Ech verstinn d'Suerg, fir nach zousätzlech zu den Tester, déi mer froen, wann een hei um Findel areest, vläicht eventuell nach eng Quarantän dropsetzen. Et mag sinn - ech gleewen net drun -, dass dat dee groussen Effet hätt, fir dat Ganzt ze drosselen. Vill ze vill Leit gi bei eis iwwer aner Weeër hei an an aus. Dat ass net déi eenzeg Schrauf, déi mer hunn. Mir hunn do eng duebel Sécherheet duerch en Test um Embarquement, duerch en zousätzleche bei der Arrivée. Et mag e gudden Usaz sinn, mee ech mengen, et ass net d'Rettung aleng. Ech fäerte ganz, dass dat, falls et nach eng Kéier sollt aus dem Rudder geroden, och net d'Rettung wäert sinn. Dat ass op alle Fall meng Iwwerzeegung.

Et ass schonn esou, wéi et haut dann och vusäite vun der Fuerschung erëm eng Kéier ennerstrach ginn ass; do ass jo haut erëm eng rezent Aschätzung komm. Ech hu mer et hei opgeschriwwen - wéi ass et? -, jo, mir musse mat méi héije Fallzuele rechnen. Dat ass dat, wat geschriwwen gëtt. Dat wësse mer och iergendwou. Et ass eng Eventualitéit, déi am Raum steet. An da gëtt gesot: „A falls mer eis net nees méi konsequent un d'Kontaktbeschränkungen halen, da riskéiert dat, problematesch ze sinn.“

Also läit d'Kand och nach net am Pëtz. Et geet just drëm, sech wierklech erëm drun ze erënneren, wat elo géllt: Sech un déi Bestëmmungen halen! An des Warnungen, wannechgelift, net op déi liicht Schëller huelen! Et ass wierklech elo, wou et zielt. Et ass eng ganz geféierlech Zäit. Mir wëssen net, wat enner eis emgeet, wat dee viralen Effet ass vun deenen neie Varianten. An dofir géllt et wierklech, sech un d'Reegelen ze halen. Mir hu kee Verhandlungspartner vis-à-vis. Mir kënnen net mam Virus verhandele goen.

Mir kënnen och net soen: „Fir Chrëschttag hale mer elo mol eng Kéier op. Mir leeën d'Waffen nidder.“ Dat geet net. Vill Leit hate sech dat gewënscht. Et ass och hei staark derfir plädéiert ginn. Mee de Virus schéngt net esou spirituall ze sinn. Och d'Kanner net matzielen, dat ass e Wee, wou mir net wëllen higoen. Et gëtt elo gesot, wann een en anere Modell hätt fir de Besuch doheem, dat wär méi effizient. Ech gleewen och net drun, dass een do nach vill méi streng ka si wéi dat, wat mer hunn. An ech gleewen och net drun, dass, wa mer e bësse géifen oplackere ronderëm d'Bullen, dass dat e groussen Effet géif maachen. Mir hunn do e gudder Modell. Dat Wichtigst ass, dass mer eis weiderhin drun halen. Dat ass de Punkt!

De Problem ass déi „fatigue pandémique“, vun där sou vill geschwat gëtt: D'Leit hunn es genuch! Mir hunn es alleguerte genuch. An dat ass déi grouss Eerausforderung, dass mer net lues a lues mat der Zäit noloossen! Et ass och dofir, wou déi dréit Well an enger Pandemie déi geféierlech Well ass, den Erfarungen no. Et ass déi dréit Well, déi déi geféierlech ass, well d'Leit es einfach genuch hunn. Well een es einfach sat huet, sech un déi Reegelen ze halen.

An da géif ech och gären drop opmierksam maachen - et ass thematiséiert ginn -, wéi sou mer besser wëlle kontrolléieren, ob d'Leit wierklech den Test de sechsten Dag an der Quarantän maachen. Majo, well sech erweisen huet, an dat ass eng nei Erkenntnis, dass dat scheinbar net méi esou agehale gëtt. Iergendwéi happert et mat der Eegeverantwortung. Aner Länner hunn nach 14 Deeg Quarantän, do gëtt iwwerhaupt net diskutéiert. Mä Meedche war an Norwegen, dat war 14 Deeg am Hotel. Punkt, fäerdeg! Mir ginn de Leit d'Méiglechkeet, no sechs Deeg en Test ze maachen, well mer och eng grouss Testcapacitéit hunn.

(Brouhaha)

Nach muss awer deen Test negativ sinn, fir dass alles gutt ass. Wann en net negativ ass, ma dann hu mer e Problem! Da si Leit, déi vläicht asymptomatesch positiv ronderëmlafen, déi de Virus weiderginn. A wa mer da feststellen, dass sech net méi dru gehale gëtt, ma dann ass dat den Challenge, mat deem mer eis musse befaassen. An do nennen ech déi Äntwert, déi komm ass vusäite vun der Schoul, dass een an deem Fall do e bëssen norüst an erëm de Leit rappeliert: „Voilà, do war nach eppes de sechsten Dag, wat mer vläicht erëm lues a lues vergiess hunn“, fir dass mer dat erëm méi present kréien, dass ee sech erëm méi un déi Reegelen hält.

An ech géif gären drun erënneren - ech sinn zwar och elo, mengen ech, e bësse laang schonn ... -, mee mir hu festgestallt, dass déi Quarantänen hiren Zweck erfëllen, sou lästeg se och sinn. Si erfëllen hiren Zweck. Et ass ëmmer erëm e gewëssene Prozentsaz, zwëschen 15 % an 20 %, vun de Leit, déi a

Quarantän sinn, déi positiv ginn, déi vläicht net onbedéngt krank ginn, mee déi positiv ginn! Dat heescht, déi Leit selwer géife sech iwwerhaupt keng Rechenschaft driwwer ofginn (veuillez lire: déi Leit wiere sech däers guer net bewusst), dass si vläicht e Problem sinn. Mee si sinn et awer! An do duerf, dass mer dat dote strikt duerchzéien, egal wéi lästeg et ass, dass mer do zesummestinn, kréie mer eng gewësse Barriär. Mir kréien déi Infektionsketten einfach schnell gebrach.

An et deet mer leed, et ass dat Eenzegt, wat mer hunn! Mir hunn net eng grouss Wonnerwaff hei. A mir sinn och mam Impfen nach net esou wäit, dass ee kéint soen: „Et ass alles gutt.“ Et ass einfach nach en haarde Wee, dee virun eis ass. Mir mussen zesummestoen!

Liicht um Enn vum Tunnel, oder et ass éischter e Schrëtt a Richtung Liicht ... Mir hunn eis och scho vill driwwer ausgetosch. Och do gëtt et haut nach net déi richtig Gewëssheet. Mir wëssen nach net genuch ronderëm d'Impfstoffe, wéi se sech wierklech auswirken op d'Pandemie, awéifern een de Virus trotzdeem nach ka kréien, weiderginn. Dat, wat positiv ass - a kommt, mir halen eis dorunner fest -: Mir wësse mat Sécherheet, dass, wann d'Leit geimpft sinn à grande échelle, zumindest d'Decèse wäerten zrëckgoen, dass zumindest déi schwéier Konsequenzen, déi Openthalter an de Spideeler wäerten zrëckgoen. An dat ass dach scho vill!

A wat mer méi Erkenntnisser kréien - an dat ass do, wou ech ofschléissend och nach eng Kéier wierklech em Äert Vertraue bidden -, wa mer nei Erkenntnisser hunn, ma da si mir déi Éischt, déi beméit sinn, fir déi afléissen ze loosse. Dat ass eise Leit hir Aarbecht! Ech bidden dofir em Vertrauen an em Raum fir ze schaffen. Et ass dat, wat mer brauchen. Et ass extrem vill Neies ze verschaffe vun eise Leit. Mir suivéieren natierlech d'Wëssenschaft, d'Expertisen, déi kommen. Mir testen neit Material. Mir hunn dat um Radar. Mir maachen eis Besch, fir et kuerzefaassen! Mee et wäert nach laang daueren.

Dann eng Kéier kuerz zu den Daten: Date si ganz wichtig. Et geet net duer mat Vertrauen, mat Raum, et brauch Verstand, fir d'Reegelen ze verstoen. Et brauch och Disziplin, fir sech un d'Reegelen ze halen. Dat ass nach eng Nuance. Verstand an Disziplin sinn zwou verschidde Saachen. Leider brauch et déi zwee. A Fräiheet muss ee sech eppes kaschte loosse, sief et um Niveau vum Staat, duerch Suen, déi en investéiert, sief et um individuellen Niveau, duerch Disziplin, déi een dann opréngt, fir Saachen ze respektéieren, wou ee vläicht fir sech selwer de Sënn net direkt gesäit. Dat ass an desén Zäiten esou. An d'Daten, déi gehéieren och dozou. Si si wichtig.

Ech géif ennersträchen, dass eis Intention bei den Daten déi ass, dass mer déi Pandemie sou gutt wéi méiglech kënne suivéieren. Dat ass déi eng Saach. Dat sinn Daten, déi brauche mer net esou laang. An ech sinn och ganz frou fir déi Zesummenaarbecht, déi mer haben. Dat war ganz konstruktiv an der Chamberskommission, wou mer op dësem dach ganz technesche Feld, wat den Dateschutz ass, an där kuerzer Zäit gutt Léisunge konnte fannen, fir wierklech do d'Delaien erfzesetzen, wou mer et net onbedéngt brauchen. Mee an der Pharmacovigilance ass et am Interêt vum Patient, dass mer déi Daten hunn, dass mer zu all Moment kënnen novollzéien, wie wéini wat geimpft kritt huet, fir gegebenfalls Laangzäitschied ze reperéieren oder och dann eebe Kontakt opzehuele mat de Leit. Dat ass definitiv am Interesse vun de Patienten. Dat ass net iergendeppes Willkürlech, wat mer domadder maachen. Mir brauchen déi Daten, fir dat heite kënnen seriö ze geréieren an och de Leit déi néideg Garantien ze ginn an der Dauer, och iwwert des Pandemie eraus, dass hir Rechter kënne gewaart ginn.

An deem Sënn géif ech lech alleguerte bidden, dësem Gesetz zouzestëmmen, et weider ze verlängeren. Et ass dat, wat mer zu dësem Zäitpunkt leider nach ëmmer brauchen. Et mag net perfekt sinn. Et ass en Ensemble vu Reegelen, déi mer zesummegestréckt hunn, déi iergendwou en Effet gewisen hunn. Dat ass dat mannt, wat ee ka behaupten, wann een zrëckkuckt op virun de Feierdeeg a kuckt, wou mer haut stinn.

A vergiesst net, par rapport zum Virus: Mir sinn alleguerten de Wiert an desér Saach. Dat soll een net vergiessen. A wann een dat bis verstanen huet, dann ass et och ëmmer nees méi einfach, déi Reegelen ze respektéieren. All Eenzelne vun eis ass e Wiert fir dee Virus.

Voilà. Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - An ech soen der Madamm Gesondheetsministesch villmools Merci. D'Diskussion ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi ...

■ **Une voix.** - Här President, ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - O! Et ass nach eng Wuertmeldung do vum Här François Bausch.

■ **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Jo, Här President, ganz kuerz: Ech hunn elo just d'Zuele kritt, fir dem Här Baum déi dann och ze ginn. Also, et si schonn eelef Garé mat Spenderen ekipéiert. An dat sinn all d'Garen, wou Personalpresenz ass, dat heescht, wou och eng Gestiou ass, wou Surveillance ass a wou och déi meeschte Leit zirkuléieren. An déi nächst Verdelungsaktioun fir de Gel, där klenger Dëppercher, an den Zich, déi lafen elo den 22., den 23. an de 25. Februar, an do ginn 20.000 där Flacone verdeelt, Här Baum. Voilà, just fir lech ze soen, dat doru geschafft gëtt.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci dem Mobilitéitsminister fir déi Prezisionen. Parole après ministre fir den Här Marc Baum.

■ **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Merci dann och dem Här Minister fir déi Prezision, dat et eelef Garé mat Spenderen sinn, an dann deemno wéi, och wéi eng dat sinn. Meng Fro bleift dann awer: Hutt Der wëlles, d'Motioun ëmzesetzen? Dat heescht, an der Motiou steet nämlech, dat - selbstverständlech do, wou et ënnert der Responsabilitéit vun Ärem Ministère ass - och an de Busser an an den Zich Spenderen opgestallt solle ginn. Dat freet nämlech d'Motioun. A wat d'Gemengen ugeet, ass et d'Fro, se ze invitéieren, sech där Initiativ ze associéieren, et ass net, fir hinnen dat ze ordonéieren.

Bon, souwisou ass et: D'Kompetenz vun Ärem Ministère huet jo awer och eng aner Dimension, mir hu jo och de gratis öffentlechen Transport, dee jo och fir interkommunal Syndikater géllt. Mee dat ass jo net gefrot. Et ass gefrot, si ze invitéieren, sech Ärer Initiativ ze associéieren. Duerfir meng Fro: Hutt Der wëlles, dat dann, sou wéi d'Motioun et freet, ëmzesetzen?

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Baum. Da Parole après ministre fir den Här Claude Wiseler.

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech hunn eppes zu engem anere Sujet elo, wann den Här ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Wuert geet da fir d'Éischt zrëck un den Här Bausch.

(Interruption par M. François Bausch)

Dann den Här Wiseler, an nach den Här Fernand Kartheiser, an da geet d'Wuert zrëck un d'Regierung.

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Da kann den Här Bausch sech nach iwwerleeën, wat en äntwert. Ech wëll Der Regierung Merci soe fir déi Äntwerten, déi se ginn huet. Eng Rei kann ech novollzéien, mat enger gudder Rei anere sinn ech manner averstanen. Mee ech halen elo net eng frësch Ried.

Et ass just ee Punkt, deen ech hei wëll evoquéieren, well e mer wichtig ass, dat ass awer dee vun der Rechtsstaatlechkeet a vun eise Prozeduren. Wësst Der, mir soen am Fong hei, well mer am Mee d'lescht Joer, gemeinsam mat der Regierung d'ailleurs, decidéiert hunn, dat mer net e generell Gesetz géife maachen, wou d'Regierung kéint dann duerno hir Decisiounen am Regierungsrat huelen, mee - well mer et hei mat konstitutionelle Fräiheeten ze dinn hätten, déi géifen ageschränkt ginn -, dat mer alleguer zesummen, Majoritéit an Opposition, géifen drop halen, dat all Aschränkung vu konstitutionelle Rechter bei de Leit iwwer Gesetz géif lafen. Dat hu mer gemeinsam decidéiert, hu mer d'ailleurs och an 13 Gesetzer 13-mol heibanen - an dofir sätze mer hei, well mer déi Decisioun geholl hunn - och exercéiert.

Allkéiers wann esou Rechter ageschränkt gi sinn, hu mer hei eng gesetzlech Basis dofir geschaaft. Wa mer d'Commercen zougemaach hunn, wa mer d'Caféen oder d'Restaurants zougemaach hunn, wa mer de Bau zougemaach hunn, ass et am Gesetz virgesi gewiescht. Wa mer d'Commercen zougemaach hunn, hu mer souguer gesot, wat fir eng nach géifen opbleiwen. Mir hu souguer gesot, wou déi eenzel Commercen da misste Riddeen driwwerhänken, wat net huet d'äerfe verkaaft ginn. Alles dat hu mer quasiment am Gesetz protegéiert. An ech hunn dat richtig esou fonnt!

Elo ass et awer hei, just am Kader vun der Éducation nationale, wou mer déi Liberté de commerce notament bei Foyeren, bei Crèchen, déi kommerziell Betriber sinn, zoumaachen an elo decidéieren, dat mer dat oui Gesetz maachen. An ech soen, genau dat ass dat, wat ech net verstinn! Ech fannen et net normal, dat da gesot gëtt: „Dat geet iwwer Recommendation“, a wa se net follegen, da kënt den Direkter vun der Santé, da maacht Der eng Ordinance. Ech weess och, dat dat am 80er Gesetz esou steet. Mee dat ass awer net, fir eng generell Moosnam ze huelen iwwer Wochen an iwwer Méint eraus, wou dann all déi Betriber einfach zougemaach ginn. Ech fannen, dat déi Decisioun, déi mer gemeinsam am Mee geholl hunn, fir esou Aschränkungen an e Gesetz ze schreiwen, nach wie vor déi richtig ass.

An ech proposéieren en fin de compte, dat d'nächst Woch - op jidde Fall wäerte mir dat ufanks

nächst Woch hei froen - d'Educationskommission zesummekënn, fir eng Kéier iwwert déi Problematik vun der Legalitéit vun deene Moosnamen, déi an der Education ze huele sinn, gemeinsam ze diskutéieren an och Recommendationen auszuschwätzen, wéi mir als Chamber mengen, datt et sollt gemaach ginn. Do geet et net em d'Eleganz vun den Texter, mee do geet et em Grondprinzipien, wa mer Fräiheeten aschränken.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wiseler. An da geet d'Wuert un den Här Kartheiser.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, Här President, ganz kuerz just: Ech wëll dem Här Wiseler a sengen Iwwerleungen do Recht ginn. Mee et ass net, fir iwwert de Fong vun der Debatt ze schwätzen, wou ech elo d'Wuert froen - a merci, datt Der mer et ginn hutt, Här President -, mee iwwer eng prozedural Saach.

Mir haten elo des Debatt, an ech fannen et och gutt - fir dat mer eis gutt verstinn -, dat d'Regierung op all Froen äntwert, déi hir gestallt ginn. Ech fannen dat richtig. Ech begréissen dat. Ech stellen awer och gläichzäitig fest, dat d'Regierung méi wéi dräimol sou laang geschwat huet wéi virgesinn. Och dogéint hunn ech näischt. Mee de Problem, deen ech dobäi hunn, dat ass, dat d'Deputéiert vun der Opposition praktesch op d'Minutt gesot kréien, wéi laang se solle schwätzen. An da gëtt geschellt an dann heescht et: „Elo geet et duer.“ An d'Regierung schwätzt dräimol méi laang, wéi se soll! Do ass en Ongläichgewicht. An dat wëlle mer net!

Ech mengen, mir als ADR - an ech mengen, wéi all Partei heibanen - froen dann och an deem Kontext, dat eis Bemierkunge kënne voll ausgefuert ginn an datt mer net ennerbrach ginn, wéi d'Regierung net ennerbrach gëtt, fir datt mer eng Debatt hunn, wou all d'Standpunkte kënne voll zur Geltung kommen. Ech mengen, da komme mer och virun.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Kartheiser. Ech wëll awer direkt soen: Dat ass relativ schwéier ze handlen. Et gëtt ëmmer erëm gesot vun de Frosteller, datt et begréisst gëtt, datt déi dräi Ministeren oder véier Ministeren hei sinn. An da ginn d'Froen och gestallt. An da mussen awer d'Regierungsmitglieder och d'Geleeënheet kréien, fir dorobber ze äntwerten. Ech mengen, dat ass awer e Spill, dat gehéiert awer derzou, datt mer e flotten Austausch kréien tëschen deene Leit, déi Froe stellen, déi d'Regierung wëlle kontrolléieren, an deenen, déi dann awer och Zäit fir eng Äntwert verdéngt hunn.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Wëllt d'Regierung nach dorobber äntwerten?

(Brouhaha)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da kënne mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7768 kommen. Den Text ...

(Brouhaha)

■ **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Här President, den Här Bausch wollt virdrun äntwerten, wann ech mech net ieren.

■ **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Ech bleiwen derbäi ...

Här President, ee Saz, well soss ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Jo, hei den ...

■ **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Mir spille jo kee Pingpong hei. Ech bleiwen derbäi, ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Bausch kritt nach eng Kéier d'Wuert zrëck.

■ **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Ech bleiwen derbäi: Ech hunn de Gemengen näischt virzeschreiwen. D'Gemenge wëssen et, et sätze jo genuch Gemengevertrieder heibanen! Wann déi et schonn all géife maachen, wär scho vill geschitt. Also, ech brauch hinnen net ze soen, wat se ze maachen hunn.

Dat Zweet ass: Déi 20.000 Dosen, déi verdeelt gi sinn an den Zich, dat ass, well et technesch gesinn - dat hunn ech gesot - schwierig ass, dat iwwerall esou ze installéieren. Et gëtt alles gekuckt. Och an de Busse gëtt gekuckt, an den Trammen. An och, wann d'Chamber eng Motiou mécht - well d'Chamber ka jo hei einfach eng Motiou maachen -, da muss d'Regierung nach kucken, ob dat, wat alles dann am Detail verlaangt gëtt, wann et em technesch Froe geet, och ëmsetzbar ass, sou wéi et verlaangt gëtt. Mir kucken dat alles. An dat, wat technesch machbar ass, maache mer. En Deel ass scho gemaach, hunn ech gesot. An da wëll ech awer och nach eng Kéier drun erënneren, dat d'Zich an d'Busen an all d'Trammen all Dag x-mol desinfizéiert ginn, esou wéi och nach, wa se an hiren Depot eropfuere, dat wëll ech awer och nach derbäisoen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci nach eng Kéier dem Här Mobilitéitsminister.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7768 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen ass amgaang.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuracion ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuracion)

Domadder ass dese Projet de loi mat 31 Jo-Stëmme géint 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Résolution et motions

Da komme mer zu der Resoluitioun an den zwou Motiounen, déi zu diesem Projet de loi ofgi gi sinn.

Résolution 1

Fir d'éischt d'Resoluitioun, déi vun der ADR deposéiert ginn ass, ...

(Brouhaha)

... wou gefrot gëtt, datt d'Cour des comptes soll e Spezialrapport iwwert de Large-Scale-Testing maachen. Wëllt nach een d'Wuert zu dieser Motioun ergräifen? De Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Georges Engel (LSAP)**.- Jo, merci, Här President. Énnert de Consideranten, muss ech soen, dass ech dee leschte Considerant awer héchst bedenklech fannen. Dir frot hei, dass mer zu Lëtzebuerg manner sollen testen, fir dass mer méi an d'Vakanz kënne goen, mam Risiko, dass mer eng ganz Rei vu Leit, déi da positiv sinn, weider ënner eiser Bevëlkerung lafe loosse an domadder nei Ustiechunge maachen. Ech mengen, dass dat absolut net dat ass, wat mer hei solle propagéieren, an dass dat och net dat ass, wat ee soll verrieden.

Zum „Fuerdert“-Paragraf: Dir frot, dass d'Cour des comptes eng Käschten-Notzen-Evaluatioun soll maachen. Ech mengen net, dass d'Cour des Comptes fir d'Käschten-Notzen-Analys do ass. Déi mussen kucken, ob dat alles finanziell an der richteger Reiefolleg gelaf ass, mee si sinn awer net dofir do, fir d'Opportunitéit ze kommentéieren an ze kucken, ob dann d'Resultat vun deem Prozess, deen hei ugefouert ginn ass, och richtig war. Duerfir géif ech proposéieren, dass mer déi Resoluitioun hei sollen ofleenen.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Engel. Dann huet den Här Claude Wiseler d'Wuert gefrot.

■ **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Merci, Här President. Mir sinn der Meenung, datt d'Cour des comptes effektiv eng Kéier sollt iwwert déi ganz Prozedur vum Large-Scale-Testing kucken. Dir wësst, datt mer an der Ufanksphas eng ganz Rei Diskussiounen iwwert déi Prozeduren haten.

Dat gesot, muss ech zu där heiter Resoluitioun zwou Saache soen. Dat Éischt ass, datt ech mat all deene Consideranten, sou wéi se hei stinn, net kann averstane sinn, well all déi Consideranten, sou wéi se hei stinn, sinn am Fong suggestiv, datt dee Large-Scale-Testing näischt bréngt, datt en net sënnavoll ass, datt alles muss a Fro gestallt ginn. An dat ass nu wierklech net dat, wat mir als CSV wëllen zum Ausdrock bréngen. Mir wëlle kucken, ob alles richtig gelaf ass, a mam Rescht an de Consideranten, do kënne mer net domat d'accord sinn. Éischters.

An zweetens ass et och eng normal Prozedur, datt sou wéi op jidde Fall d'Gepflogeneheete vun der Chamber hei sinn, normalerweis an der Commission de l'exécution budgétaire iwwert d'Noutwendegkeet an de Sënn vun enger Saisine vun der Cour des comptes geschwat gëtt. Ech géif also och proposéieren, datt mer an iergendenger Reuniooun vun der Comexbu, déi an Zukunft wäert stattfannen, déi do Diskussioun uginn an da gemeinsam decidéieren, ob mer e Rapport froen oder net. Mir sinn am Prinzip derfir, mee ech fannen, mir sollen déi Gepflogeneheete vun der Chamber respektéieren. Mir wäerten eis also bei dieser Motioun enthalten.

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Wiseler. Et ass keng weider Wuertmeldung ... Nee, den Här Marc Baum freet nach d'Wuert.

■ **M. Marc Baum (déi Lénk)**.- Merci, Här President. Also an där heiter Form kënne mir op jidde Fall déi Resoluitioun och net matstëmme. Notamment, well an de Consideranten eng ganz Rëtsch suggestiv Aussoe gemaach ginn, déi awer zumindest och zweifelhaft sinn. Ech mengen, wat mer souwisou bräichten - an do war eng Motioun oder eng Resoluitioun an der Vergaangenheet weesentlech méi sënnavoll -, dat ass, eng Kéier d'Evaluatioun ze maache vun alle Coronapoliticken, a wou sécherlech eng dovunner de Large-Scale-Testing ass, une fois, wa mer des Pandemie iwwerstanen hunn. Elo just ee singuläert Element wéi de Large-Scale-Testing erauszehuelen, an dat en plus mat awer douteux Consideranten, gesi mir net an a mir wäerten duerfir och, also énnert där heiter Form, d'Resoluitioun net matstëmme.

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Baum.

Da kënne mer elo zum Vott vun dieser Resoluitioun kommen.

Vote sur la résolution 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuracion ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuracion)

Domadder ass des Resoluitioun mat 4 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen an 21 Enthaltungen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen).

Motion 1

Da kéime mer zur Motioun Nummer 1, déi vun der Piraten deposéiert ginn ass an déi am Fong geholl freet, datt d'Gemengeresponsabel all Woch sollen e Rapport kréie mat Informatiounen zum Infektioungsgescheien an hirer respektiver Gemeng.

Den Här Georges Engel freet d'Wuert.

■ **M. Georges Engel (LSAP)**.- Merci, Här President. Et muss ee soen, dass verschidden Donnéeën, déi hei gefrot ginn - menges Wëssens emol ass dat a verschiddene Gemengen op alle Fall esou -, souwisou scho kommunizéiert ginn. Wann eppes an enger Maison relais oder an enger Crèche vun enger Gemeng ass, vun der Schoul, da kréien d'Gemengen déi Informatiounen scho matgedeelt. Op alle Fall ass dat an deene Gemengen, deenen ech emol méi no war, ëmmer esou gelaf.

Neanmoins si mer awer der Meenung, dass dat heiten eng gutt Saach ass. An d'Gemenge sinn da selwer verantwortlech derfir, wat se mat hirer Kommunikatioun maachen, wéi se dat uginn. Ech mengen, déi Zuelen, déi gëtt et, an duerfir mengen ech schon, dass een déi Motioun hei kéint unheelen.

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Engel. Da kritt den Här Claude Wiseler d'Wuert.

■ **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Ganz einfach: Mir stëmme déi Motioun, well mer dat normal fannen, wat drasteet.

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Ech mengen, da kéinte mer zum Vott vun dieser Motioun kommen. Kënne mer per Handophiewen ofstëmme?

(Assentiment)**Vote sur la motion 1**

Wien ass d'accord mat dieser Motioun?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass des Motioun eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2 vun der Piraten, wou et ëm d'Pressekonferenz vun der Regierungsmembere geet. Wëllt nach een d'Wuert zu dieser Motioun ergräifen?

Den Här Gilles Baum, wannechgelift.

■ **M. Gilles Baum (DP)**.- Merci, Här President, dass Der mer d'Wuert gitt, fir Positioun ze huelen zu der zweeter Motioun vun der Piraten. Ech mengen, Dir hutt dat alleguerter verfolgegt: Déi Pressekonferenzen, déi vun der Regierungsmembere gehale ginn, déi ginn alleguerter integral a live iwwerdroen am Livestream op gov.lu. Et kann ee sech se och op Facebook ukucken, wou se gläichzäitig lafen. Dat huet awer dann de Virdeel - oder den Nodeel -, dass een dann d'Commentaire vun de Leit och direkt ka matliesen. Dat kann da jiddwereen aschätzen, wéi en et fir richtig hält.

Et gëtt och keng Restriktiounen op dese Pressekonferenzen. Et gëtt keng Restriktiounen fir opzehuelen an et gëtt och keng Restriktiounen, fir dat Material herno ze diffuséieren. All Medium, deen dohinnerkënn, ass fräi, fir alles opzehuelen an och alles ze publizéieren. An all Journalist huet och integralen Zougang zum Video, dee bis elo ëmmer op der Mediathék vum SIP accessibel war. Dat heescht, souwäit de Journalist e Login huet fir op de Service information et presse, kënn en och do drun.

(Interruption)

Elo gëtt hei awer e bësse suggeréiert, wéi wann eppes ze verstoppe wär. Ech mengen, wann eng Pressekonferenz live iwwerdroe gëtt, ech weess net, ob et do wierklech vill ze verstoppe gëtt! Ech fannen dat elo an der Formulatioun hei e bësse komesch. Well et ass net obligatoresch, déi Pressekonferenz live ze iwwerdroen, mee et ass e Service un der Press - also esou gesi mir et op alle Fall -, an et ass eng Approche, déi a mengen Aen transparent ass.

Dat, wat elo hei gefrot gëtt, domat, mengen ech, hu mer kee Problem, well et decidéiert ass, fir effektiv dat doten och nach no der Pressekonferenz zougänglich ze maachen. Dat Eenzeg, wat problemaresch ass, ech mengen, dat wësse mer, dat ass d'Toungualitéit vun der Froen. Déi ass net ëmmer ganz gutt, dat heescht, do ass vläicht nach eppes drun ze schaffen.

Also wéi gesot, dat wat elo hei gefrot ass, ass decidéiert, dofir ass déi Motioun hei superfetatoire.

Et gëtt awer ee Grond, et gëtt souguer zwee Grënn, firwat ech de Kollegen aus der Majoritéit géif proposéieren, fir se ofzeleenen. An dat sinn d'Consideranten: deen éischte Considerant, deen eis drun erënnert, dass mer sollen héich Standarden, déi héchste Standarden anhalen, wat d'Informatioun ugeet; an dann natierlech och de Flux vun Informatiounen, wat den zweete Considerant ass: Wa mir als Majoritéitsparteien déi Motioun hei géife matdroen, da géife mer jo quasi der Regierung soen, dass mer net dat Vertrauen hätten, wat mer a se hunn, fir de Koalitiounsprogramm esou ëmzesetzen, wéi mer e festgehalen hunn. An dofir proposéieren ech, des Motioun hei net matzestëmme.

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci, Här Gilles Baum. An da freet den Här Claude Wiseler d'Wuert.

■ **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Merci, Här President. Also mir stëmme selbstverständlech déi Motioun hei mat, well ech et normal fannen, datt déi Informatiounen och duerno um Site sinn.

Ech fanne just dem Här Baum seng Explikatiounen e wéineg besonnesch, well en erstaunt ass oder net d'accord ass mat deene Consideranten, an déi Considerante sinn haaptsächlech awer Citatiounen aus dem Koalitiounsprogramm. Wann d'Oppositioun géif soen, si géif de Koalitiounsprogramm komesch fannen, da géif ech dat verstoen. Mee datt Dir et sot, verstinn ech weesentlech manner. Dat wat hei steet, ass einfach logesch sënnavoll, an da stëmme mer et evidenterweis mat.

■ **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci, Här Wiseler. Dann den Här Marc Baum, wannechgelift.

■ **M. Marc Baum (déi Lénk)**.- Jo, merci, Här President. Natierlech wäerte mir déi heite Motioun och matstëmme. Ech si jo och ganz kuerz a menger Interventioun drop agaangen. Ech fanne just d'Argumentatioun, fir se ofzeleenen, elo awer e

bësse bosseg. Wann ee seet: „Mir maachen zum Considerant de Koalitiounsprogramm vun den dräi Regierungsparteien“, datt dat - e Verweis op de Koalitiounsprogramm - e Grond ass, fir eng Motioun net méi unzehuelen, mee da fäerten ech, datt elo d'Majoritéitsparteien awer Schwieregkeete kréien, hir eege Motiounen an Zukunft selwer nach duerchzekréien.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Marc Baum (déi Lénk)**.- Well do gëtt sech ganz vill a ganz dacks op de Koalitiounsprogramm referéiert, fir eben eng Motioun ze begrënnen. Bon, dat sief dohigesot! Mir fannen, datt se net superfetatoire ass an datt d'Chamber hei am Géigen-deel ganz gutt géif drun doen, déi doten Initiativ ze ënnerstëtzen.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Marc Baum. An da kritt d'Wuert den Auteur vun der Motioun, den Här Sven Clement.

■ **M. Sven Clement (Piraten)**.- Merci, Här President. Merci och de Virriedner, déi sech d'Méi gemaach hunn, d'Motioun ze liesen, an erausfonnt hunn, datt dat heiten zu engem groussen Deel tatsächlech aus dem Koalitiounsaccord staamt.

Ech hu se awer net geschriwwen, well ech der Meenung sinn, datt de Koalitiounsaccord esou gutt ass, oder well ech d'Regierung wéilt desavouéieren. Ganz am Contraire, ech hu se geschriwwen, well d'Journaliste sech doriwuer opreegen, datt dat net gemaach gëtt! Elo hei ze maachen, wéi wann et superfetatoire wär, fannen ech e bësse speziell. Well ech war nach gëschter Owend fir d'lescht op deen offizielle YouTube-Kanal vun der Regierung kucken, wou déi Pressekonferenzen nëmme a geschnidder Fassung disponibel sinn. D'Journaliste kréien, certes, e Link geschéckt, ...

■ **Une voix**.- A!

■ **M. Sven Clement (Piraten)**.- ... wou se se kënne kucke goen, ...

■ **La même voix**.- Maja!

■ **M. Sven Clement (Piraten)**.- ... mee dat heescht net, datt d'Regierung se verëffentlecht!

Wann ech den Här Baum elo grad richtig verstanen hunn, huet den Här Baum hei d'Journalisten invitéiert - an ech wëll dat just nach eng Kéier, for the record, ganz kloer soen -, deen net gelistete Link - wou d'Regierung oder de SIP sech explizit entschuet huet, dee Link just engem beschränkte Personalkrees zougänglich ze maachen - ze huelen, de Video erofzelueden - potenzielle „copyright infringement“! -, an en dann erëm eropzeluede fir ze publizéieren.

Wann hei de Verrieder vun der Majoritéit Journalisten dozou opfuert, „copyright infringement“ ze begoen, da weist dat, wéi sënnavoll verschidde Copyrightgesetzter sinn! Mee virun allem weist et, wéi wéineg verschidde Leit verstinn, wéi Copyright fonctionéiert. De Problem ass: Dee Video gëtt vun der Regierung produziéiert. Dee Video huet also en Droit d'auteur vun der Regierung, gëtt vun der Regierung op hire YouTube-Kanal eropgelueden. Dat heescht: Et dierf net egal wien dee Video einfach eroflueden. Wat den Här Baum richtig gesot huet, ass: Et ka jiddwereen en ophuelen. Dat stëmmt! Mee diffuséieren ass eppes aneres.

(Interruption)

Dofir géif ech d'Regierung invitéieren, des Videoen einfach tel quel anstatt als „unlisted“ op YouTube ze setzen, se als „listed“ dropzesetzen. Et géif iwwregens d'Aarbecht erspueren, fir se mussen ze schneiden. An et sinn zwee Klicke pro Video - ech mengen, datt dat maachbar ass. Et ass sécherlech méi einfach, wéi Spenderen am Bus oder am Tram opzerichten.

(Brouhaha)

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Clement.

Et ass keng weider Wuertmeldung méi do, soudatt mer da kënnen zum Vott vun der Motioun Nummer 2 kommen.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuracion ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuracion)

Domadder ass des Motioun bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen);

MM. Sven Clement et Marc Goergen;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser

Den Här Fernand Kartheiser kritt d'Wuert fir den Depot vun enger Resolution a vun enger Proposition de loi. Här Fernand Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt dann ufänke mat enger Proposition de loi. Déi referéiert sech op dat Gesetz, wat mer hunn iwwert de Referendum um Niveau national. Dat ass vum 4. Februar 2005. An Dir wësst, wann ee sech wëllt aschreiwen, fir esou eng Iddi fir e Referendum ze ënnerstëtzen, da muss een op d'Gemeng goen. Do sinn da Lëschten ausgeluecht.

A mir hu geduecht, datt dat eigentlech net méi ganz zäitgeméiss ass. Net, datt mer eppes dogéint hätten, mee mir hunn an der Tëschenzäit eng Rei vun elektronische Prozeduren, zum Beispill och an eise Petitiounswiesen hei an der Chamber. An dës Proposition de loi soll eigentlech dann dat Gesetz vum 2005 an deem Sënn amendéieren, datt ee sech och kann elektronesch aschreiwen am Kader vun der Referendumsprozedur, fir dann déi Iddi ze ënnerstëtzen. An deem Sënn wëllt ech lech déi Proposition de loi iwwerrechen.

7771 - Proposition de loi relative à la procédure de collecte des signatures en vue d'un référendum prévu à l'article 114 de la Constitution et portant modification de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Kartheiser.

7. Dépôt d'une résolution par M. Fernand Kartheiser

Exposé

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.** - Dat Zweet betrëfft eng Resolution. An dat huet och mat engem Referendum ze dinn. An zwar wëllt ech hei driwwer schwätzen, ganz kuerz, datt mer an der Institutionekommission jo iwwer Verfassungsännerungen diskutéieren an datt mer eng Situatioun hunn, wou 2018, virun de Walen also, virun den nationale Walen, eng ganz Rei vu Parteien e Versprieche gemaach hunn.

An dat Versprieche war, datt éischtens emol e breeden éffentlechen Debat soll organiséiert ginn, fir déi proposéiert Verfassungsännerungen an der Éffentlecheit ze diskutéieren. An da sollt deem zweete Vote constitutionnel ersat ginn duerch e Referendum. Ech hunn hei d'CSV: „Vor dem ersten verfassungsrechtlichen Votum wird der Verfassungstext in regionalen Diskussionsrunden mit den Bürgern erörtert und durchdiskutiert.“ An da kënnt de Referendum. Fir d'LSAP soll „der neue Verfassungstext allen stimmberechtigten Bürgern“ fir e Referendum virgeluecht ginn. D'Demokratesch Partei idem.

Elo ass et awer esou, datt an där Institutionekommission vun engem Referendum keng Ried méi geet. An dat mécht eis Suergen! Dofir wollt mir hei eng Resolution proposéieren fir ze soen: „Majo, déi Aarbechten, déi mussen enger breeder éffentlecher Diskussioun virgeluecht ginn, esou wéi d'Parteien dat de Wieler och versprach hunn!“ An da muss och den Engagement agehale ginn, dee virun de Wale geholl gouf, nämlech datt den zweete Vote constitutionnel net hei an der Chamber ass, mee duerch e Referendum ersat gëtt. Dat ass e Walversprieche, wat eng Rei Parteien gemaach hunn. A vu datt dovunner am Abléck keng Ried méi geet, fanne mir et ganz wichteg, datt dat elo hei nach eng Kéier kloer gesot gëtt, datt net hannert dem Réck vun Wieler - well esou gesäit et aus -, datt net hannert dem Réck vun de Leit eng Verfassungsännerung gemaach gëtt, mee a voller Transparenz an a Consultatioun mat de Leit an iwwert de Wee vun engem Referendum.

Ech soen lech Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kartheiser.

Résolution

D'Chamber vun den Deputéierten

- stellt fest, datt d'Aarbechten an der Institutionen- a Verfassungsrevisionskommission vun der Chamber un neie Verfassungstexter séier virkommen;

- erënnert un d'Versprieche, dat vill Parteien virun den nationale Legislativwalen 2018 ginn haten, fir déi nei Verfassungstexter enger breeder éffentlecher Debatt virzeleeën, dono nach Ännerunge virzehuelen an dono, nom éischte konstitutionelle Vott an der Chamber, den zweete Vott iwwert déi nei Verfassung duerch e Referendum ze ersetzen;

decidéiert,

- esou séier wéi méiglech eng breet éffentlech Debatt iwwer all Propositionen zur Ofännerung vun der Verfassung, am Kader vun deenen Aarbechte fir eng global Verfassungsrevision, ze organiséieren;

- d'Resultater vun deene breede Consultatiounen an d'Aarbechten afléissen ze loossen;

- den zweete konstitutionelle Vott iwwer all Revisionspropositionen fir d'Verfassung, déi sech an eng méi global Verfassungsrevision aschreiwen, duerch e Referendum ze ersetzen.

(s.) Fernand Kartheiser.

8. 7664 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

Elo komme mer zum Projet de loi 7664, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Militärorganisatioun. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun deem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, et ass un lech.

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice.** - Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg huet sech engagéiert, säin Effort de défense ze erhéien, fir op 0,6 % vum PIB ze kommen. An dës Regierung verfollegt och méi allgemeng d'Zil, fir d'Kredibilitéit an d'Zouverlässigkeet vu Lëtzebuerg als faire Partner an der NATO a fir d'EU ze festegen.

Als solidaresche Partner an engem Sécherheetsbündnis mussen mer natierlech och an Zukunft derfir suergen, dass mir eisen Effort esou héich halen, dass mer eisen Engagement am Allgemenge kënnen nokommen. Dobäi ass et de Prinzip vum Effort raisonnable, deem eis leet.

Den Effort de défense besteet awer natierlech net just doranner, sech u gréissere Projeten ze bedeelegen, mee d'Arméi selwer muss jo och deementspreechend opgestallt sinn, fir de jeeweilige Missionne kënnen gerecht ze ginn a fir hiren Deel zum Effort de défense bäizedroen.

An och den NATO Defence Planning Process verlaangt eis esou munches um Niveau vum Personal an der Formatioun vun deem Personal of, soudass och den NDPP eis forcéiert, Adaptatiounen virzehuelen.

Dat bedeit deementspreechend, dass och verstärkt muss an d'Ressources humaines innerhalb vun der Arméi investéiert ginn, an zwar besonnesch um Niveau vun den Offizéier an den Ënneroffizéier, dëst fir sécherzestellen, dass mir en héijen operationellen Niveau kënnen oprechterhalen. Dozou kënnt awer och, dass den Accord vun 2019 iwwert d'Aarbechtszäiten an de Repos an der Arméi de Mangel u Personal nach eemol staark verstärkt huet.

Aktuell ass d'Unzuel vun de Posten an de jeeweilige Karriären am Gesetz plafonéiert. Dës Plaffong ass zënter 2008 net méi aktualiséiert ginn a muss deemno no uewen ugepasst ginn. An dat ass dat, wat mir elo mat deem Gesetz maachen, fir eise Rekrutementsziler bis 2023/2024 kënnen gerecht ze ginn.

Am Abrëll dëst Joer wäert allerdéngs och dat neit Militärgesetz deposéiert ginn. An dëst gesäit dann eigentlech och keng Plaffonge méi vir. Änlech wéi dat zum Beispill och bei der Police de Fall ass, soll dann an den zukünftege Budgeten eng bestëmmt Unzuel un zousätzleche Poste virgesi ginn.

Wat mer also elo haut hei maachen, ass an deem Sënn eng Tëscheleisung. Mir wëllen der Arméi et erlaben, weider ze rekrutéieren, och ier dat neit Militärgesetz a Kraaft trëtt. A vu dass dat neit Gesetz awer e relativ komplex Dokument ass, wäert dat nach eng Zäitchen daueren, bis et duerch d'Prozedur ass, soudatt et fir d'Arméi wichteg ass, elo schonn op de Wee vun dëser klenger Gesetzesadaptatioun ze goen. An dofir wollt ech och Merci soen, dass mer dës Projet haut konnten op den Ordre du jour huelen an dëser exzeptioneller Plénière, fir eeben der Arméi ze erlaben, mam Rekrutement virunzecommen.

Wat gesäit d'Gesetz also elo konkret vir? Et geet em de Rekrutementsplang vun der Arméi fir den Zäitraum 2021 bis 2024, deem eebe virgesäit, den Effectif vun der Arméi em zousätzlech 164 Leit ze erhéien. Hei handelt et sech souwuel em militärescht wéi och em zivill Personal. An obwuel, wéi scho gesot, den Taux d'encadrement, also vun de Militaires de carrière, muss no uewe geschrauft ginn, gëtt och zivill Personal rekrutéiert. Allerdéngs, wa mer dovunner schwätzen, 45 Leit pro Joer ze rekrutéieren, da sinn dat 15 Leit zivill Personal an 30 Militaires de carrière.

Dësé Projet de loi ass den 10. September 2020 deposéiert ginn. Den 12. Oktober huet d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hiren Avis dozou ofginn a si huet sech virun allem preoccupéiert gewisen iwwert de Fait, dass uviséiert gëtt, méi um Niveau vun de Carrières supérieures wéi bei de Carrières inférieures ze rekrutéieren. An hei krute mer awer och an der Kommission erkläert, dass et eeben esou ass, dass déi geplangt Adaptatiounen, déi elo virgeholl ginn, eeben den zukünftege Besoinen um Terrain, souwuel um Niveau vun der Planifikatioun wéi och vun der Exekutioun, Rechnung droen. An ausserdem ass et och esou, dass dee Ratio sech och nach wäert relativéieren, well aktuell d'Carrières inférieures hire legale Plaffong nach net errecht hunn an deemno do souwisou nach Sputt no uewen ass.

De Staatsrot huet säin Avis den 11. Dezember ofginn an en huet hei keng Opposition ausgeschwat. De 4. Februar hu mir de Projet an der Verdedungskommission analyséiert an de Rapport dunn och den 9. Februar ugeholl.

Domadder ass mäi mëndleche Rapport fir haut ofgeschloss. Da bleibt mer am Fong geholl just nach, der Arméi ze wënschen, dass se hir Rekrutementsziler errecht an hir Campagne erfollegräich wäert verlafen.

Ech soen lech alleguerte Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommission an dass mer dat esou séier konnten op de Wee bréngen. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech och den Accord vun eiser Fraktioun.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - An ech soen der Madamm Rapportrice Stéphanie Empain Merci.

Ech ginn d'Wuert direkt weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Merci, Här President. Ech wollt der Rapportrice Merci soe fir hiren effektiv gudden schrëftlechen a mëndleche Rapport. An et ass kloer, dass dësé Projet de loi iwwert d'Organisation militaire vun eiser Arméi de militäreschen an ziville Kader op den Horizont 2024 festleet. Et ass schonn eng Demarche, déi novollzëibar ass. 2014 hu mer decidéiert, datt mer wëllen eisen Effort de défense héien, um Sommet zu Wales vun der NATO. An dat geschitt dann haut och hei.

An ech gesinn, mengen ech, heiran och e Moyen, fir d'Arméi méi attraktiv ze maachen, nämlech duerch eng Reorganisatioun vum personelle Kader.

Gutt, et gëtt invoquéiert, mir hätten nëmme 25 % Encadrement vun de Leit. Ech weess net, wat dat heescht. Mir sinn eng kleng Arméi. Mir maache praktesch all eis Missionne mat Noperen, mat de Belsch meeschens, a mir kënnen mol kee Bataillon opstellen. Dofir mengen ech, dass déi 25 % vun Encadrement, dass dat net onbedéngt en Argument ass, obschon et mech awer géif interesséieren, wéi dat soll an Zukunft elo geschéien.

Dat heescht, Här Minister, wa mer elo méi encadréieren, kënnt Dir eis da vläicht an deenen nächste Méint eng Kéier an der Chamber déi Projektionen, déi et do gëtt, iergendwa matdeelen? Dat wär net schlecht. Da gesäit d'Kommission och, wéi d'Arméi sech dann do wëllt opstellen.

Ech wëll kloer soen: D'CSV ënnerstëtzt prinzipiell dësen numereschen Ausbau. Mee wat heescht dat qualitativ, dësen Ausbau? Dat heescht, d'Arméi soll jo méi attraktiv ginn - ech hunn et gesot -, an do stelle sech awer da Froen beim Rekrutement. An déi ginn d'ailleurs och a verschiddegen Avisen opgeworf. D'Fro ass: Kréie mer genuch Leit als Offizéier, genuch Leit als Ënneroffizéier, genuch Leit als Kapereel? A wéi schreift d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics: an der Carrière inférieure géife mer keng Leit fannen! Ech mengen, do ass et derwäert, dass Der vläicht eng Analys maacht, ...

■ **Une voix.** - O.

■ **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - ... dass Der eng Analys maacht a kuckt, wouduerch dat ass, dass mer déi Leit net fannen.

Tatsaach ass och, wann ech richtig informéiert sinn, dass zum Beispill, wat d'Offizéier ugeet, mer e Kader vun 80 Leit hunn de Moment. Déi sollte mer hunn. Et sinn der awer nëmme 66 do! Dat heescht:

Hu mer elo e Plang fir ze rekrutéieren, fir am Fong geholl méi Leit an d'Arméi ze kréien?

An iwwerhaupt, d'Iddi vun deem „Waasserkapp“, dee kéint entstoën, déi dann och opgeworf gëtt vun der Chambre des fonctionnaires: Wat ass dee wäert? Ech weess et net. Vlächicht kënnt Der eis do och e puer Detailler derzou ginn.

Wéi deem och ass, de Rekrutement muss moderniséiert ginn. D'Arméi muss méi Flexibilitéit kréien. An et muss och gekuckt ginn, wie wat decidéiert. Dat heescht, decidéiert elo hei d'Arméi, wien agestallt gëtt, oder mécht d'Defense (veuillez lire: mécht d'Direction de la défense) dat selwer? Dat ass fir mech och wichteg, dat ze wëssen.

Wat wichteg ass fir eis alleguerten, dat ass, dass mer e globalen Image fir eis Arméi opbauen, wou Transparenz a Kommunikatioun am Mëttelpunkt stinn. Mir brauchen am Fong geholl effektiv eng zukunftsfit Struktur, an dëst Gesetz, mengen ech, ass de richtige Wee dohinner. Duerfir ënnerstëtze mir et och.

An ofschléissend vlächicht nach eng Suerg, oder e Gedanken: Wa mer jo eng nei Attraktivitéit an eis Arméi misste kréien, op déi mer sollten houfreg sinn, da muss d'Politik och d'Arméi méi an d'Mëtt vun der Gesellschaft féieren an net ënner „ferner liefern“ behandeln. Ech wëll net soen, dass dat elo geschitt ass. Mee et ass wichteg, dass mer an déi Richtung ginn, dass mer am Fong geholl aus eiser Arméi eng wierklech Biergerarméi maachen, mat där sech d'Leit e bëssen identifzéieren; en neien Image, e positivt Arméibild. Ech mengen, esou gëtt d'Arméi méi attraktiv a si fënnt d'Ënnerstëtzung vun eiser Gesellschaft.

Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Halsdorf. An d'Wuert geet direkt weider un den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Lëtzebuurger Arméi gouf den 30. November 1944 duerch en Arrêté grand-ducal gegrennt a si hat ee Joer méi spët, am November 1945, u sech hiren éischte gréisseren Asaz. An zwar war dat d'Besetzung vun friemem Territoire. Mir hunn deemools zwee Bataillounen op Bitburg geschéckt, fir u sech eng Sträif zwëschen der Our, d'Sauer erof bis op d'Musel ze besetzen.

Firwat soen ech dat elo hei? Dat klängt vlächicht e bëssen anachronesch, et ass et op eng Manéier och, mee ech soen dat aus deem ganz einfache Grund: well een dorunner awer gutt gesäit, wéi sech d'Arméi entre-temps entwéckelt huet. Et ass déizäit natierlech nach keng UNO ginn, et ass nach keng NATO ginn, et ass nach keng Europäesch Union ginn. An haut si mer an engem ganz aneren Zenario. Haut sti mer natierlech viru ganz aneren Erausforderungen. Mir brauchen haut eng modern Arméi. Mir brauchen eng Arméi, déi dem Zäitgeescht ugepasst ass. An, wat virun och hei richtig vu mengem Virgänger gesot ginn ass, mir mussen versichen, eeben och d'Image de marque vun der Lëtzebuurger Arméi no baussen nach besser duerzestellen.

D'Arméi huet u sech do e gewëssene Problem, dat ass richtig. Ech wëll elo kengem ze no trieden, mee deenen Hyperpazifiste soll awer trotzdem mol erkläert sinn, datt haut e moderne Rechtsstaat och net méi ouni eng Arméi auskënn. Firwat? Majo, eng Arméi ass net an éischer Linn do, fir Krich ze féieren, mee eng Arméi ass an éischer Linn do, fir e Krich ze verhënnern.

An da kommen eng ganz Rei aner Entwécklungen derbäi. Ech hu virdu gesot, datt et nach keng UNO, keng NATO an och keng Europäesch Union Enn oder Mëtt de 40er-Jore ginn ass. A grad do si mir als Lëtzebuurger Land gefuerdert. Grad do kënnen mir u sech e wichtige Bäitrag leeschten. A mir mussen deen och leeschten, besonnesch um Niveau vun der NATO - mee herno kann ee bei deem anere Projet de loi nach eng Kéier kuerz drop zrëckkommen. Mee et ass awer wichteg, datt Lëtzebuerg säi Bäitrag leescht. A mir sinn do net onbedéngt am viischte Peloton. Ech mengen, dat wësse mer alleguer, datt mer nach ganz grouss Efforte mussen maachen.

Deen heite Projet de loi dréit vlächicht an engem ganz bescheidene Mooss dozou bäi. Dat ass och richtig. Ech fannen et och gutt, datt mer zu deemem Zäitpunkt, wéi gesot, déi Plaffongen elo no uewen adaptéieren, well mer eeben en attente vun deem neie Gesetz awer schonn d'Méiglechkeet mussen kréien an eis och ginn, fir zousätzlech Leit ze rekrutéieren.

Wa mer natierlech iwwert de Rekrutement schwätzen, da mussen mer eis och Gedanke maachen: Wou fanne mer déi Leit? Wéi fanne mer déi Leit? Et ass virun hei gesot ginn, datt mer virun allem an der Carrière inférieure e bësse méi Problemer hunn. Wann ech de Minister gutt verstanen hu bei deene leschten Aussoen, déi e gemaach huet, schéngt dat

awer elo de Moment manner de Problem ze sinn. Mee nichtsdestotrotz wäert et awer zousätzlech och an Zukunft nach e Problem bleiwen.

Wou mir jiddefalls gesot ginn ass, dass nach méi Schwierigkeete bestinn, dat ass um Niveau vun der Carrière supérieure, der Offiziésschkarriär, dass et do och net einfach ass, Leit ze rekrutéieren. Mir mussen also déi Beruffer nach méi populär maachen, nach méi interessant maachen, well et sinn ouni Zweifel ganz interessant Beruffer.

Mir wäerten, wéi gesot, wann dat neit Militärgesetz hei deposéiert gëtt - dat schéngt mer jo dann am Abréll elo ze sinn -, natierlech och d'Méiglechkeet kréien, eis méi am Fong iwwert d'Entwécklung vun der Lëtzebuerger Arméi ze ënnerhalen. Dat ass haut elo net onbedéngt d'Plaz hei, obwuel mer jo schonn deelweis d'Geleehheit hatten, wéi de Minister respektiv och d'Arméiféierung eis jo schonn eng Rei Detailer hei an enger Sitzung vun der Kommissioun ënnerbreet hunn. Déi war awer gréisstendeels ënner Huis clos, an dat wëll ech selbstverständlech och hei respektéieren. Mee do goufe schonn eng Rei interessant Pisten opgezeechent. An dat hei erlaabt eis et jiddefalls, awer nach méi e fundamentalen Debat iwwert d'Entwécklung vun der Lëtzebuerger Arméi ze féieren.

Ënnert dem Stréch, wéi gesot, ass dat heiten an eisen Aen e gutt Gesetz. Mir schafen d'Méiglechkeet, fir 168 zousätzlech Leit an d'Arméi ze kréien. Domadder wäerte mer also den Effectif, plus ou moins, deelweis erhéijen; obwuel mer eis och net ze villen Illusiounen sollen higinn, well mer eebe wëssen, dass et gewësse Rekrutementsproblemer gëtt.

Ech wëll ofschléissend selbstverständlech den Accord vun der Demokratescher Partei ginn an awer och der Madamm Empain nach Merci soe fir déi verschidde Rapporten, a virun allem dee mëndlechen, dee se eis haut hei ënnerbreet huet. An ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoools, Här Graas. D'Wuert geet weider un déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Lydia Mutsch (LSAP).**- Merci, Här President. Och mir begrëssen den heite Projet. Mir hunn, genee wéi meng Virriedner, hei d'Méiglechkeet, ganz kuerz zu deemem Projet Position ze huelen, well mer e gewinnt gudden an ausféierleche Rapport vun der Rapportrice, der Presidentin vun eiser Kommissioun, kritt hunn.

Et sinn zwou Haaptaussoe ronderëm dëse Projet hei ze maachen. Zum engen, an dat gouf schonn hei erausgeschilt, gëtt et eis d'Méiglechkeet, fir eis als fiabele Bündnispartner an engem internationale Kontext ze presentéieren. Mir sinn e solidaresche Partner. Mir hunn Engagementer geholl a se spigele sech an eisen Defense-Efforten erëm. Mir hunn do och Projektionen an d'Zukunft gemaach, wéi mer dës Efforte wëlle weiderféieren. Dat ass fir eis ganz, ganz wichteg.

Bon, d'Exigence vun der NATO, vun där mir en Deel sinn, sinn natierlech fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg ëmmer eng Erausforderung. Dat hu mer scho ganz oft hei kënne soen. Mee et ass awer eng Erausforderung, där mir wëlle gerecht ginn.

A fir eis als LSAP gehéiert do och ëmmer derzou, fir eisen Engagementer och esou gerecht ze ginn, dass déi Fraen a Männer, déi an enger Arméi schaffen, valoriséiert ginn an dass mer och derzou bäidroen, fir hir Aarbechtskonditiounen ze verbesseren. Wann deem d'Arméi plangt, fir d'Period 2020 bis 2024 45 Leit pro Joer anzestellen, dann ass dat net nëmme wichteg, fir am internationale Kontext dozou eng Upassung ze maachen, mee et ass och, fir kënnen hire Besoine gerecht ze ginn. Ënner anere, an dat gouf och hei als Beispill genannt, fir d'Aarbeitszäiten an och d'Rouzáiten an der Arméi kontinuierlech kënnen ze verbesseren an och ze respektéieren. Fir eis ass dat och eng wichteg Saach, well d'Arméi kann ëmmer nëmme esou gutt schaffen, wéi mer d'Aarbeitskonditiounen vun hire Leit kontinuierlech verbesseren. Dofir begrëisse mir den heite Projet, och well doduerch sécherstellt ass, dass eis Arméi personell gutt opgestallt gëtt.

Eng kleng Remark vläicht nach dozou: De Minister huet eis an der Kommissioun gesot, dass de Rekrutement relativ gutt virukënn; well et ass jo net näischt, wat mer eis virgeholl hu fir déi nächst Joren. Dat erlaabt eis och, mat deem heite Gesetz, fir eis Arméi vläicht méi attraktiv ze maachen a vläicht och méi spezifesch an zousätzlech Fraen ze cibléieren an domadder och den Taux vun de Fraen an der Arméi eropzesetzen. Och op deem Wee ginn zousätzlech Efforte gemaach, hu mer d'Zousécherung kritt, wat mir als LSAP begrëssen.

Wéi mäi Virriedner, den Här Graas, scho gesot huet, waarden mir op dat neit Militärgesetz, wat elo ronderëm Ouschtere wäert deposéiert ginn a wat eis et dann erlaabt, d'Erpsetze vun den Effectiver a méi en allgemenge Kontext ze setzen: Wéi sti mir do als Arméi? Wéi artikuléiere mir eis an Zukunft an

där Bündnispartnerschaft? Wéi positionéiere mir eis an der NATO-Strategie 2030? Wéi eng nei Akzenter wëllt eis Arméi fir eist Land setzen? Mir hu gesinn, dass grad an der rezenter Pandemie net nëmme de Volet Defense ganz wichteg ass, mee och den Engagement fir d'Zivillbevölkerung. An dofir ass et wichteg, d'Grondakzeptanz fir eis Arméi an Zukunft an d'Luucht ze setzen.

Dovunner ofgesi läit et mir um Häerz, fir den Accord vun eiser Partei mat op de Wee ze ginn, net ouni ze betounen, dass et wichteg ass, eis Arméi personell gutt opzestellen a fir gutt Aarbechtskonditiounen ze suergen.

Ech soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoools, Madamm Lydia Mutsch. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, Här President, villmoools merci. Ech mengen, ech kann et relativ kuerz maachen. Ech wëll der Madamm Empain mol fir d'éischt Merci soe fir hire ganz komplette Rapport. An ech wëll soen, dass mir als ADR dee Projet de loi hei ënnerstëtzen.

Aus perséinlecher Erfahrung kann ech just soen, dass d'Arméi wierklech eng fantastesch Erfahrung ass. Ech hat déi Chance, eelef Joer do dran ze sinn. An ech muss soen, dass déi Erënnerungen an déi Erfahrungen, déi een an där Zäit mécht, op kenger anerer Plaz, a kengem anere Beruff kënne gemaach ginn. Et ass wierklech an engem gewëssene Sënn en Abenteuer an eppes, wat et wierklech derwäert ass ze liewen. Wann also jonk Leit eis elo nolauschteren an nach net wëssen, wouhin se sech sollen orientéieren, dann ass d'Arméi sécher eng Optioun.

D'Madamm Mutsch huet gesot an hirer Ried, et sollt een dat valoriséieren. Jo, et muss een et valoriséieren! Wien an d'Arméi geet, ass bereet, säi Liewen ze gi fir eis Heemecht. Dat ass eppes, wat een einfach muss als Gesellschaft unerkennen, muss als Politik unerkennen, an et muss valoriséiert ginn. An dat heescht och, dass mer mussen driwwer nodenken, wat mer deene jonke Leit wëllen offréieren, déi dee Sacrifice fir eis alleguer bereet sinn ze maachen.

An da muss mer och erëm nodenken - well et leider ofgeschafft ginn ass - iwwert den Droit d'exclusivité, den Droit de priorité, fir deene Leit eng Plaz ze offréieren herno, wann hir Déngschtzäit fäerdeg ass. Well et ass einfach esou, dass et wichteg ass, och wann ee sech engagéiert, fräiwëlleg a mat Idealismus, fir eise Land ze déngen, dass een awer muss u seng Zukunft denken an awer muss geséichert Perspektiven offréiert kréien. An et kann een net higoen an nëmme d'Arméi plazeméisseg ausbauen. Wat mer ausdrécklech begrëssen! Mir brauchen dat, aus ganz villen Ursachen. Mee et muss een och konsequent sinn, a wann ee seet: „Mir mussen valoriséieren“, muss een dat och bis zu Enn denken an déi néideg Moosnamen huelen, fir deene Leit och Méi ze soen an eng Plaz herno opzemaachen, wa se d'Qualifikatiounen erfëllen natierlech.

Dat gesot, mir ënnerstëtzen als ADR dës Initiativ. Mir wäerten nach dacks d'Geleehheit kréien, iwwert d'Arméi ze schwätzen, och iwwert de Rekrutement, och iwwert déi Personalproblemer. Mee dëse Schrëtt, den d'Regierung elo haut proposéiert, dee féint eisen Accord.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoools, Här Kartheiser. An da kritt d'Wuert den honorabelen Här Marc Baum.

■ **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Merci, Här President. Mir wäerten dëse Projet net matstëmmen. Net, well mer géint d'Schafung vun öffentlechen Aarbechtsplaz sinn. Och net, well mer et net gutt fannen, dass méi Aarbechtsplazen an deem Secteur och zu besserer Rouzáiten et cetera féieren. Och net, wëll mer prinzipiell géint d'Arméi sinn, mee aus zwee Grënn:

Éischters, an d'Madamm Rapportrice ass e puermol dorop agaangen, dass dat hei een Deel vun deem sougenannten Effort de défense, zu deem Lëtzebuerg sech am Kader vun der NATO verpflichtet huet. Dir wësst alleguer, dass mir dozou eng ganz kritesch Haltung hunn.

An zweetens sinn natierlech och méi Effectiver en Deel vun där Neiausrichtung vun der Arméi, déi op eis duerkënn a wouzou den Här Graas och schonn zu Recht gesot huet, dass mer hei an der Chamberskommissioun eng Presentatioun kritt hunn, a wéi eng Richtung dat kéint goen. Eppes, wou mir mengen, dass et deemnächst awer sollt en Debat kënnen driwwer gefouert ginn, well dat sinn awer Direktiounen, mat deene mir op jidde Fall esou net eent zu eent kënnen averstane sinn. An aus dësen zwee Grënn wäerte mir dëse Projet net matstëmmen.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoools, Här Marc Baum. An als leschte Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen agedroen.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci, Här President. Merci dem Stéphanie Empain fir dee gudden Rapport.

Mir sinn och e bësse méi kritesch agestallt als Piraten. Et ass awer och esou, dass mer déi eenzel Froen, wou mer nach e bësse Bauchwéi hatten, an der Kommissioun gestallt hunn. An ech muss soen, den Här Minister huet se zu eiser Zefriddenheet beäntwert, soudass mir och haut wäerten dëst Gesetz matstëmmen.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Verdedegungsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense.**- Merci, Här President, an och allen Deputéierte fir hir Interventioun. Et sinn e puer Froen gestallt ginn, déi ech wollt kuerz beäntwerten. Fir d'éischt awer emol der Madamm Empain merci fir hire gudden schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Déi éischt Fro, déi war vum Här Halsdorf gestallt ginn. Dat war, fir sech ze froen, wéi de Plang ausgesäit fir déi nächst Joren, och op Basis vun deem, wat mer an der Kommissioun jo diskutéiert hatten am Kader vun NATO Defence Planning Process. Et ass esou, dass Der méi en Detail wäert kréien driwwer, wa mer d'Kadegesetz deposéieren. Dat kënnt, mir sinn an deene leschten Diskussiounen. Ech hunn nach e puer Diskussionsronne mat de Gewerkschaften, déi ech wëll féieren, an da wëlle mer den Text fäerdeg maachen. Ech géif soen, spëttstens no der Ouschtervakanz misst en an de Regierungsrat kommen, da kënne mer dat am Detail kucken.

An och zu Ärer Fro zum Rekrutéieren, wéi dat geet: Et ass esou, dass natierlech d'Arméi eng wichteg Roll muss spille bei der Rekrutéierung, logescherweis. An et ass och esou, dass awer d'Defense matagebonnen ass. Et gëtt eng Rei Kommissiounen, déi herno de Rekrutement decidéieren, an do ass och d'Direktioun D7 dra vertrauten, also, de Ministère ass do vertrauten.

Zu der Attraktivitéit: Ech mengen, wou mer eis ganz vill erwaarden, dass ass natierlech am Kader vun deem neie Gesetz, do wäerte mer jo déi nei B-Karriär aféiere bei der Arméi. A mir erhoffen eis natierlech, änlech wéi bei der Police, dass dat e groussen Attrait zousätzlech wäert sinn, well da Leit mat Première eng aner Perspektiv hunn, wa se sech melle fir d'Arméi.

An d'Madamm Mutsch huet virdrun hei gesot, dass ech eng Kéier an der Kommissioun gesot hätt, oder an där doter Kommissioun gesot hätt, am Moment géif de Rekrutement gutt lafen. Dat stëmmt. Mee do hunn ech awer éischer d'Volontäre gemengt. An hei schwätze mer jo iwwert d'Militaires de carrière. Dat ass natierlech eppes aneres.

Et bleift awer, dass mer och do - well och d'Fro komm ass vun den Offizéier - eigentlech keng esou grouss Schwierigkeet hunn, ausser natierlech, wa mer Spezialiste sichen. Bei den Offizéier zum Beispill hu mer ganz vill Schwierigkeeten, soubal mer an den Informatikberäich eraginn. Dat sinn natierlech där, där mer elo vill brauchen, duerch déi nei technologesch Ausrichtung. Also dat heescht, wa méi Spezialisatiounen gesicht ginn, dann hu mer Schwierigkeeten ze rekrutéieren, fir de Rescht net esou.

Mee ech mengen awer trotzdem, wann de Kader nach besser gesat ass an och d'Campagne, déi mer wëlle maachen - déi dann e bëssen änlech soll lafe wéi déi bei der Police -, méi eng modern Rekrutierungscampagne ass, dass dat derzou bäidréit, déi verschidde Berufsbiller opzeweisen, déi mer haut an der Arméi hunn an och nach wäerte schafen, an dass mer hoffentlech déi nimmleche Erfolger kréien, wéi d'Police se elo hat bei hirem leschte Rekrutement. Do hu si jo 200 Leit supplémentaire elo gesicht, wou se, mengen ech, an der éischer Etapp 900 Kandidaturen hatten, wat einfach beweist, dass de Cumul, déi B-Karriär mat deem neien Image, ganz sécher eppes ka bréngen.

Dann nach ofschléissend: Den Här Baum seet, dass heite wäert elo aleng weinst dem Usteige vun dem Effort de défense, dee mer mussen maachen am Kader vun der NATO. Esou ass et awer net grad. Also et ass sécherlech och en Deel dovun hei derbäi, dass ass richtig. Mee mir mussen awer och wëssen, dass mer d'Arméi muss moderniséieren, och fir aner national Aufgaben an esou weider. Also, et ass net, dass mer déi Leit nëmme zousätzlech astelle weinst dem Effort de défense.

Dat géif och iwwregens net duergoen, well wann Der den Effort de défense kuckt, wat do wierklech zu Buch schléit an an d'Geld schléit, dass sinn net déi, ech soen elo mol 50 oder 100 Zaldoten, déi mer méi hunn, mee dat sinn éischer Projeten, déi mer mussen maachen, capacitaire Projeten. Et sinn déi, déi de Gros ausmaachen, wann et drëms geet, dee Montant ze definéieren. Mee do kréie mer nach genuch Zäit, fir driwwer ze diskutéieren zum richtigen

Zäitpunkt. An ech freeë mech dann natierlech och op spannend Debatte mam Här Baum, zousätzlech iwwer hir oder seng Approche a seng Meenung.

Mee ech wär awer och eng Kéier interesséiert, wann ech deene Lénken hir Defensepolitik eng Kéier géif erkläert kréien hei um Pult, also wat dat bedeit am Detail, wéi Dir lech d'Arméi virstellt. Dir sot jo, Dir sidd net géint eng Arméi. Wéi stellt Der lech déi da vir? Wéi géif dann Är Arméi ausgesinn? Wat géif se maachen? Wat wär hiren Objektiv? Et wär vläicht interessant, wann Dir eng Kéier géift e Pabeier ausschaffen, an da kéinte mer selbstverständlich och gär eng Kéier kontrovers driwwer diskutéieren. Dat géif mech nawell ganz stark interesséieren.

Merci awer fir déi breet Zoustëmmung fir de Rescht, Här President.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci dem Här Verdedegungsminister François Bausch.

(Brouhaha)

Parole après ministre fir den Här Marc Baum.

■ **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Jo, merci, Här President. Et ass ëmmer eng flott Situatioun, wann eng Heur de questions fir d'Deputéiert do ass, wou d'Deputéiert dann äntwerte kënnen op Froen, déi d'Ministeren hinne stellen.

Also, esou e Pabeier, dee gëtt et, Här Bausch. Dir kennt en, et ass de Basistext, wat de Walprogramm duerstellt. Dee kann ech lech ganz gären nach eng Kéier zoukomme loosse. Ech mengen, essenziell dobäi ass d'Fro, wat déi international Zesummenarbecht ass, wat iwwerhaupt d'Gremie sinn, an deenen d'Arméi international vertrauten ass, a wat een als international Kooperatioun ugesäit a wat och d'Missionsfindung ass, déi eng Arméi sech selwer gëtt respektiv déi eng Regierung der Arméi gëtt.

Mee gleeft mer, ech freeë mech gradesou wéi Dir op déi Diskussiounen, déi mer dann am Detail nach wäerten driwwer hunn.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoools, Här Marc Baum. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7664. Den Text steet am Document parlementaire 7664³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7664 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydia Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Josée Lorsché) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

Le saviez-vous ?

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :

Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel :

Service du compte rendu de la Chambre des Députés

Service des relations publiques de la Chambre des Députés

Tél. 466 966-1

Saisie de texte :

Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :

Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :

brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :

Mediahuis Luxembourg SA

60, rue des Bruyères

L-1274 Howald

Editpress SA

Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll

L-4361 Esch-sur-Alzette

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 7675 - Projet de loi autorisant la participation financière de l'État au programme stratégique d'infrastructure de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition (NATO Support and Procurement Agency - NSPA), ainsi qu'à l'infrastructure « Outside Cabling Plant 2 » (OCP2), à Capellen

Dee leschte Punkt op eisem Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 7675 iwwert d'Bedeelung vu Lëtzebuerg am Finanzement vun der NATO-Agence NSPA. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. A Rapportrice vun dësem Projet de loi ass déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

■ **Une voix.** - Très bien!

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

■ **Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice.** - Merci, Här President. Här Minister, léif Kollegeninnen a Kollegen, ech stellen lech haut de mëndleche Rapport zum Gesetzesprojet 7675 vir. Et handelt sech hei ëm e Finanzéierungsgesetz fir déi Lëtzebuurger Participatioun um Infrastrukturprogramm vun der NSPA.

NSPA ass d'Ofkierzung fir „NATO Support and Procurement Agency“. Dat ass eng Agence vun der NATO, wéi schonn ugekënnegt, a si këmmert sech ëm de Kaf an d'Gestioun vu Material. Si gouf 1958 ënnert dem Numm NAMSA gegrënnt. 1968 ass d'NAMSA du vu Frankräich op Lëtzebuerg komm. Säit 2012 dréit se den Numm NSPA.

D'NSPA spillt eng wichteg Roll an ënnerstëtzt déi alliéiert NATO-Partner zum Beispill am Kader vu multinationale Programmer, wéi deene vum MRTT (Multi-Role Tanker Transport)-Flieger, wou Lëtzebuerg jo och mat bedeelegt ass.

Fir Lëtzebuerg ass d'NSPA och e wichtige Partner fir d'Acquisitioun an den Entretien vun Ausrüstunge vun der Lëtzebuurger Arméi.

De Chiffre d'affaires vun der NSPA-Agence ass mëttlerweil ee vun deene wichtigste vun der NATO ginn an huet 2019 ronn 4 Milliarden Euro ausgemach. D'Agence beschäftegt aktuell 1.500 Leit, dovunner 1.300 zu Lëtzebuerg, zu Capellen. An eng grouss Majoritéit dovunner sinn och Residenten hei zu Lëtzebuerg.

Niewent dësen direkte Retombées en termes d'emploi gëtt d'NSPA eis awer och eng Visibilitéit innerhalb vun der NATO a stäerkt esou eisen Engagement vis-à-vis vun den alliierte Partner.

Mëttlerweil sinn d'Infrastrukturen an déi ronn 40 Gebailechkeeten zu Capellen awer an d'Jore komm an entspriche souzesoen och net méi den aktuelle Standarden. D'Agence ass och mat der Zäit gewuess a brauch dréngend méi Plaz. Dofir huet de Comité de surveillance d'agence d'NSPA domadder chargéiert, en Infrastrukturprogramm op d'Been ze stellen. Dat Ganz huet fënnf Phasen. Fir all Phas gëtt en detailléierten Avant-projet préparéiert. Wann alles no Plang verleeft, dauert de Programm bis 2035.

Lëtzebuerg iwwerhëlt esou zwee Drëttel vun de Konstruktionskäschten. Dës Kontributioun ass esou am Accord iwwert de Sëtz vun der NSPA festgeluecht. Effektiv profitéiere mir jo a besonneschem Mooss duerch d'Présenz vun der NSPA op eisem Territoire. Aner Käschten, wéi zum Beispill de Kaf vu Miwwelen oder Informatik, ginn iwwert den übleche Schlëssel vun der NATO verdeelt. An esou bedeelegt sech Lëtzebuerg do zu 0,1569 % um Kaf. Déi gesamt Käschte fir déi véier Phase belafe sech fir Lëtzebuerg dann op ganzer 200 Milliounen, oni TVA an oni Inflation.

Derbäi kënn nach eis Kontributioun fir d'Finanzéierung vun engem technesche Gebai fir Dateniuwerdroung zu Capellen, dem Outside Cabling Plant 2, an dat kascht 1,75 Milliounen Euro, och erëm oni TVA. Et ass awer ganz wichteg ze betounen, dass béid Montanten integral ënner eisen Effort de défense am Kader vun eise Engagement an der NATO falen.

Kuerz zu den Aarbechte vun der Kommissioun: De Projet de loi ass den 22. September 2020 vum Verdedegungsminister deponéiert ginn.

De Staatsrot huet den 1. Dezember 2020 säin Avis ofginn. Dora bemierkt de Staatsrot, dass den Intitulé vum Projet onvollstänneg wier. Dëst gouf redresséiert an dem Staatsrot och per Bréif de 4. Februar esou matgedeelt. De korrekten Intitulé ass also « Projet de loi autorisant la participation financière de l'État au programme stratégique d'infrastructure de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition (NATO Support and Procurement Agency - NSPA), ainsi qu'à l'infrastructure "Outside Cabling Plant 2" (OCP2), à Capellen ».

Déi aner Remarque vum Staatsrot waren zur Terminologie vum Finanzéierungsgesetz a goufen och vun der Kommissioun esou iwwerholl.

De Projet de loi gouf an der Sëtzung vum 4. Februar 2021 virgestallt an zesumme mam Avis vum Staatsrot diskutéiert. De Rapport gouf den 9. Februar dëst Joer och uegholl.

Fir zum Schluss ze kommen, wëll ech nach all deenen, déi un dësem Gesetzesprojet matgewierkt hunn, natierlech e ganz grouse Merci soen. Dat gesot, ginn ech och am Numm vun eiser grénger Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet a soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools der Madamm Rapportrice Semiray Ahmedova.

Ech ginn d'Wuert direkt weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf.

Discussion générale

■ **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Merci, Här President. Léif Kollegeninnen a Kollegen, fir d'alleréisch merci der Rapportrice fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport, deen, mengen ech, praktesch alles seet. Ech wollt awer zwou, dräi Saache soen.

Dat Éischt ass effektiv emol, dass d'CSV déi finanziell Bedeelegung ënnerstëtzt. D'CSV stoung nach ëmmer zur NATO, steet zur transatlantischer Wäertegemeinschaft. Demokratie, Rechtsstaat a Mënscherechter si fir eis eppes ganz Wichtiges. A mir hoffen och, dass deen neien US-President Biden, deen haut jo un enger virtueller Sécherheetskonzferenz zu München deelgeholl huet, e bessere Mateneen an der NATO bréngt.

Mir wëssen alleguerten: Sécherheet gëtt et net zum Nulltariff. D'Arméi brauche mer, an dat kascht eppes. Esou ass et och bei den NATO-Agencen. Si sinn och wichteg Piliere vun der NATO, justement vun deem Verbund, an dës goufe jo an de leschte Jore stramm ëmorganséiert. A mir kënnen wierklech frou sinn, well et waren an déi 20 Agencen an der NATO ginn an et gëtt der elo emol keng zéng méi. Mir hunn eng zu Lëtzebuerg behalen - mat eng vun deene gréissten. Dorop soll een houfreg sinn. Dat ass eng gutt Saach an duerfir, mengen ech, kann een dat nëmme ënnerstëtzen, déi fréier NAMSA, déi 1958 a Frankräich war, 1968 op d'Cap komm ass an déi jo elo dann als NSPA nei op d'Welt komm ass, géif ech bal soen.

Mee bon, mir woussten a mir wëssen et alleguerten, déi Politik maachen an déi sech fir d'Arméi interesséieren, dass déi Infrastrukturen op der Cap hu musse moderniséiert ginn. Dat soll jo da mat dësem Gesetz op den Horizont 2035 geschéien. D'Phas 1 ass jo gekläert, mee bei der Phas 2 bis d'Phas 5, Här Minister, hunn ech e bësse Bedenken. Ech stelle mer d'Fro, ob déi 10 % Reserv effektiv duerginn, well hei gëtt jo geschwat oni TVA, oni Inflation an hei an do.

Also, emol kucken, wéi et weidergeet. Ech géif duerfir mengen, et wär gutt, wann de Minister eis da géif au fur et à mesure, wéi déi Etappen ëmgesat ginn, an d'Bild setzen a soen: „Voilà, elo si mer do drun. Dat kascht esou vill an esou weider.“ Dat heescht, ech mengen, et ass wichteg, dass d'Chamber an d'Bild gesat gëtt. Dorop insistéiere mer a mir wäer frou, wann dat de Fall wär.

Ofschléissend wollt ech soen: An eiser globaliséierter Welt vum 21. Joerhonnert, ech mengen, do ass

et wichteg, eng staark Allianz vun den Demokratien ze hunn, also eng staark NATO, wou d'USA an Europa op Aenhéicht sinn. Dat ass fir mech ganz wichteg. An oni Kale Krich. Duerfir brauche mer och hei zu Lëtzebuerg am 21. Joerhonnert eng Defensopolitik, déi transparent a gutt erkläert gëtt. Dat ass ganz, ganz wichteg, well da kriss de och de Support vun de Leit. A justement eist demokratescht Fundament ass keng Schwächt, mee eng Stärkt vun der Defensopolitik vun der NATO, vun der EU an och vun eise Land Lëtzebuerg.

Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Jean-Marie Halsdorf. D'Wuert geet direkt weider un den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. De 4. Abrëll 1949 gouf jo d'NATO gegrënnt vun zéng verschiddene Länner, dorënner och Lëtzebuerg. Wann een deemools virausgesot hätt, dass och fréier Länner vum Warschauer Pakt eng kéier géifen der NATO bäitrieden, dann hätt een ee warscheinlech awer net fir ganz voll geholl. Mee entre-temps huet sech ganz villes gedoen. Dat huet och derzou gefouert, dass jo u sech 1991 dunn e gréisseren Strategiewissel um Niveau vun der NATO koum.

D'NATO, déi, wéi vill Organisatiounen, gutt Zäite kann huet, manner gutt Zäite kann huet, war an de leschte Jore zimmlech staark an der Kritik. Ech wëll drun erënneren, dass de fréieren amerikanesche President, den Här Trump, schonn 2017 eng kéier gesot huet, d'NATO wier obsolet. Den Här Macron, dee mer natierlech vill méi sympathesch ass, huet 2019 gesot, d'NATO wier gehierdout. Ech mengen, souwuel deen ee wéi deen aner hu se vläicht op hir Manéier awer e bëssen iwwerdrüwen. Et muss een am Nachhinein awer soen, dass warscheinlech kee vun en allen zwee Recht hat an dass d'NATO nach wie vor awer e staarkt Bündnis ass. Wat awer net wëllt heeschen, dass net nach muss dru geschaff ginn.

Mäi Virriedner ass virdrun hei drop agaangen, dass natierlech elo um Niveau vun de Vereenegte Staate vun Amerika en neie Wand bléist. An effektiv, net méi spéit wéi haut ass jo déi Münchener Sécherheetskonzferenz, déi leider net ka phisesch stattfannen. Da maache se dat alt, wéi mir et jo och bei villen Organisatiounen maachen. An do huet den Joe Biden u sech schonn eng Ausso gemaach, déi awer dach Hoffnung matbréngt fir d'NATO. En huet am Fong elo net méi esou direkt vun deenen 2 % geschwat, dass dat en Objektiv wier, wat all Land misst errecheen, mee en huet éischter am Fong geholl den Europäer d'Hand gereecht a gesot: „Majo, kommt Dir emol mat neien Iddien! Wéi kënnen mer d'NATO dann nach an Zukunft verbessern?“

Mir hunn natierlech déi grouse Chance hei zu Lëtzebuerg, dass mer zënter 1968, wéi gesot, déi fréier NAMSA hunn, haut d'NSPA. Dat ass och fir den Image de marque vun dësem Land ganz wichteg. Et dierf een net vergiessen, dass d'NSPA u sech net onbedéngt reng militäresch Aufgaben huet. Ech wëll och drun erënneren, dass se elo zum Beispill an der Pandemie ganz aktiv an Italie war, dass se do dem Militär sechs Spideeler zur Verfügung stellt huet oder dass se elo mat zéng gréisseren Boeingen an den Afghanistan geflunn ass, fir Medikamenter dohinner ze liwweren. Also, wat se alles dann do organiséiert huet, dat beweist jo, dass awer och hei nieft deem militäreschen Objektiv och vill human Aufgaben derhannertstinn.

D'NAMSA - respektiv haut d'NSPA - war natierlech och zäitweis a méi schwierigen Zäiten. Ech erënneren do un 2014, wou souguer vu Stellenofbau geschwat ginn ass. Haut si mer an enger ganz anerer Situatioun. Haut muss een och op den ekonomeschen Aspekt vun der NSPA hiweisen. Et schaffen do plus ou moins 1.500 Leit, dovunner 1.300 Residenten. D'NSPA ass am direkte Kontakt mat Lëtzebuurger Betriber. D'Lëtzebuurger Betriber profitéieren also vun där Organisatioun. Et ass also och vun deem Standpunkt hier gekuckt, vum ekonomeschen hier, e wichteg Standbeen, dat een och oni Zweifel soll an Zukunft fleegen.

Dann dierf een zulescht och net vergiessen, dass zwëschen der Lëtzebuurger Arméi an der NSPA eng ganz gutt Relatioun besteet.

Ech mengen, mir hu scho bei deem Gesetz virduer kuerz iwwert de Bäitrag vu Lëtzebuerg zur NATO oder den Effort de défense geschwat. Nach eng kéier: Mir sinn do net onbedéngt e Musterschüler, loin de là. Mir stinn éischter am leschte Peloton. Dowéinst ass et och net méi wéi richtig, dass mer gewëssen Efforte maachen. Och deen heiten dréit derzou bäi, och wa mer eis natierlech net dierfen déi ganz grouse Illusiounen maachen. Et sinn net déi heite Projeten - déi zwar net onweesentlech sinn! -, mee et sinn och nach aner Projeten, déi wäerten derzou bäidroen, dass mir eise Prozentsaz, dee jo de Moment zwëschen 0,6 an 0,7 läit, awer nach eng kéier kënnen eropschrauwen, op mindestens 1 %, géif ech mengen.

Jiddefalls, dës Infrastrukture mussen erneiert ginn. Zu Capelle sinn déi momentan net méi grad, loosse mer soen „up to date“. Si mussen ugepasst ginn. Dat ass och richtig esou.

Ech hunn och eng ganz kleng Remark ze maachen: Effektiv, wann een d'Evolutioun vun de Käschten elo kuckt bis 2035, do ass zwar eng Marge vun 10 % mataberechent. Ech hoffe jiddefalls, dass déi Marge vun 10 % duergeet, well mer zu dësem Zäitpunkt jo awer d'Evolutioun vun de Käschten net genee kënnen ofschätzen. Mee bon, et ass awer zumindest emol scho versicht ginn, eng gewësse Barriär virzugesinn, eng gewësse Reserv virzugesinn, wat och richtig ass.

An dass Lëtzebuerg deen IT-Bau - loosse mer et emol esou nennen - finanzéiert, dat fanne mir als Demokratesch Partei och ganz normal. Duerfir wäert ech och hei den Accord vun der Partei vun der DP bréngen. Ech soen awer och der Madamm Ahmedova nach e ganz grouse Merci - a, doënn sëtzt se! - fir hir zwee Rapporten. Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Gusty Graas. Da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - Merci, Här President. Et ass schonn impressionnant, dass mir hei zu Lëtzebuerg zënter 1968 eng wierklech grouse a bedeiendend Struktur stoen hunn, wou ronn 1.500 Leit beschäftegt sinn a wou an iwwer 40 Gebailechkeete wichteg Aarbechte geleescht ginn am Kontext vun internationalen Operatiounen, awer och fir de wichtige Rôle vun der NATO bei der Gestioun vu multinationale Projeten ze begleeten. Vu Materialbeschaffung bis hin zur Maintenance, Ekipementer, Logistik, Transport ass d'Palett vun den Aarbechten, déi do geleescht ginn, eng ganz grouse an och eng ganz wichteg.

Déi Struktur, déi eebe scho sou laang bei eis ass, ass mat der Zäit et gewuess. Et ass och elo e gudd Moment, fir Adaptatiounen ze maachen, net nëmme un de Gebailechkeete selwer, mee och un den Aarbechtskonditiounen vun de Leit fir d'Verbesserung vun der Aarbechtssécherheet, vun der Aarbechtsgesondheet. Dat ass fir eis ëmmer e ganz wichtige Aspekt bei Projete wéi deem heiten.

Et ass schonn hei ugedeit ginn: Et ass eng Struktur, déi am internationale Kontext wichteg ass, mat där mer eng gutt Visibilitéit als Lëtzebuurger hunn, déi unerkannt gëtt fir eisen internationalen Defense-Effort. Mee et ass awer och eng Struktur, déi eis als Land eppes bréngt. Ech wëll just ee Beispill hei nennen: Tëscht 2015 an 2019 goufen en moyenne Kontrakter am Wäert vu 24,5 Milliounen pro Joer u Lëtzebuurger Entreprisé verginn. Dat ass ganz wichteg.

En anert Beispill, wat ech och virduer schonn ugedeit hat bei deem anere Projet, dee mer elo grad gestëmmt hunn, dass ass dee wichtige Asaz fir d'Zivilbevölkerung, grad elo am Kontext vun der Pandemie. Mäi Virriedner huet vu verschiddenen internationalen Projete geschwat, déi zum Deel hei matgesteiert gi sinn. Ech denken awer och un een, dee bei eis selwer war, nämlech dat Feldspidol, wat a Rekordzäit nieft dem CHL konnt opgericht ginn, wat eng ganz wichteg Struktur am Ufank vun der Pandemie hei zu Lëtzebuerg war.

Et sollt een ëmmer bei deene Projeten, déi mir hei stëmme fir d'Lëtzebuurger Arméi, fir déi Strukturen, déi mir hei am Land hunn, betounen, dass et net nëmme ëm en Effort fir d'Defense geet, wou mir als Bündnispartner gefuerdert sinn, mee och ëmmer ëm aner Missiounen, déi d'NATO huet: Fridensmissiounen oder Missiounen a Krisensituatiounen, a Krisegebidd. Dat schéngt mer och ganz wichteg ze sinn, fir d'Akzeptanz bei eise Bierger och permanent ze hunn.

Wéinst all deem, wat ech elo hei gesot hunn, sti mir och der finanzieller Participatioun um Programme strategique d'infrastructure vun der NSPA 2020-2035 ganz positiv géintwärt. A mir begrëssen natierlech och, dass dëst unerkannt gëtt fir eisen Defense-Effort.

Bon, et ass e Programme strategique, an och dat ass schonn hei gesot ginn a virun allem och betount gi vun der Rapportrice, där ech e ganz grouse Merci wëll soen, well si dat hei ganz gutt a ganz ausféierlech resuméiert huet. Et ass och esou, dass dat e laangfristeg Programm ass, e strategesche Programm mat enger Laangzäitorientatioun. Dat fanne mir gutt.

Bon, et ass vläicht normal, dass et fir déi verschidde Phasen elo nach net all detailléiert Avant-projete ka ginn. Dofir fanne mir et gutt - mee de Minister huet och schonn ugedeit, dass en dat wäert maachen -, wann an Zukunft periodesch iwwert de Verlaf vum Programme strategique an eiser Kommissioun kann informéiert ginn, vu dass bei enger Lafzäit bis 2035 natierlech eng ganz Rei vu wichtige Adaptatiounen en cours de route kommen, déi eis interesséieren an an déi mir gäre géifen agebonne ginn.

Domadder géif ech dann och ofschléissen an den Accord vun der LSAP-Fraktioun mat op de Wee ginn. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech soen der Madamm Lydia Mutsch villmools Merci a ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt fir d'éischt och der Madamm Ahmedova Merci soe fir de Rapport. Si huet eis iwwerzeegt. Mir wäerten d'ëscht och als ADR matstëmme.

D'ëscht Projéit hei erfëllt eigentlech dräi Krittere fir eng Defensopolitik, fir den Effort de défense, wéi mer e wëlle maachen: En huet dee politesche Retour, en ass beschriwwen gi vu ville Virriedner, ech brauch dat also net ze widerhuelen. En huet den ekonomesche Retour fir eist Land. An en huet de militäresche Retour, den Notze fir eng Zesummenaarbecht, wéi mer et och zum Beispill viru Kuerzem nach beim Satellitt diskutéiert haten oder wéi mer et och an anere Projeten, elo militäresch, medezinesch Infrastrukturen an esou weider, gesinn haten.

Mir sollten, well dat deier ass, d'Arméi, a well den Effort de défense eebe vill Sue kascht, kucken, datt mer esou Projete wéi hei d'NSPA, d'WSA an anerer, wou mer deen dräifache Retour fir eist Land kënnen sécheren, prioritär behandelen. Mir kënnen dat net ëmmer maachen. Mir kënnen net nëmme dat maachen. Awer do, wou mer et kënnen maachen, solle mer et maachen, well dann eppes hei zu Lëtzebuerg antrëtt, wat och an anere Länner ass: nämlech de Retour. Wa Frankräich an d'Defense investéiert, dann hu se direkt de Retour économique, well hir Rüstungsindustrie an hirem Land ass. Mir hunn eng aner Situatioun, dofir ass et sénnvoll, militäresch Projeten am Effort de défense ze ënnerstëtzen, déi eis awer e gewëssene Retour kënnen assureieren.

Dat ass och ganz sécher an Zukunft beim Projéit vum Militärspidol zum Beispill de Fall. Dofir hu mir als ADR ënner anerem och dofir insistéiert. A mir ënnerstëtzen d'Regierung, ambitiéis un dee Projéit erunzegen, eeben och, well en all déi Krittere erfëllt an doduerch och sénnvoll ass a gebraucht gëtt fir eeben eist Land.

An deem Sënn soe mir och Jo zu dësem Projéit. Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kartheiser. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci, Här President. Mir Piraten wäerten de Projéit och matstëmme. Merci der Madamm Ahmedova fir de Rapport. Mir ginn dat Ganz e Bësse méi pragmatesch un. An zwar: Well déi Retombée do ass fir d'Ekonomie zu Lëtzebuerg a well mer de Standuert sécheren, si mir och d'accord mat deem Projéit.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Verdedegungsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense.**- Här President, ech wëll allen Deputéierte Merci soe fir hir Interventioun, virun allem och der Madamm Ahmedova fir hire gudder schréftlechen a mündleche Rapport, a selbstverständlech och Merci soen, datt d'Chamber mat esou enger grousser Majoritéit d'ëscht wichtege Projéit fir Lëtzebuerg stëmmt. Well, ech mengen, dat heiten ass eng Institutioun, déi gëtt et effektiv scho Joerzénge. Fir Lëtzebuerg ass et wichteg, fir eis Arméi, mee och fir eist Land. An ech mengen, och international bréngt dat eis ganz vill, datt mer d'NSPA zu Lëtzebuerg hunn.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools dem Här Verdedegungsminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwer de Projéit de loi 7675. Den Text steet am Document parlementaire 7675².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7675

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmme.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass d'ëscht Projéit de loi mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Gales, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen);

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusti Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Josée Lorsché);

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non: MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

10. Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à un large débat et à une consultation publique sur la révision constitutionnelle

(Résolution déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 555 de ce compte rendu)

Da kéime mer nach zur Resolutioun iwwer d'Verfassungsrevisioun, déi vum Här Fernand Kartheiser deposéiert ginn ass. Den Här Mars Di Bartolomeo freet direkt d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Merci fir d'Wuert, Här President. Fir d'éischt emol sief festgestallt, dass et richteg ass, wéi den Här Kartheiser feststellt, dass déi Aarbechten an der Institutionskommissioun op eng ganz konstruktiv an effikass Aart a Weis virukommen. Ech kann em also zu där doter Feststellung nëmme Recht ginn.

(Interruption)

Zweetens, wat d'Vesprieche vun de Parteien ugeet - ech schwätzen do fir meng Partei -, do war et esou, dass et jiddefalls bei der LSAP esou war, dass d'LSAP derfir agetrueden ass, fir e Referendum zu enger Gesamtverfassungsrevisioun ze maachen. An ech mengen, dass dat och bei enger Rei vun anere Parteien de Fall war.

Ech weess net, ob dat drop zréckzeféieren ass, dass den Här Kartheiser relativ nei an där Institutionskommissioun ass, dass e versicht, déi verschidde Saache mateneen ze verméschen.

Mir sinn net méi an der Approche vun enger Gesamtverfassungsrevisioun, mee mir sinn an der Approche vun Deelverfassungsrevisiounen, wou mer Deeler vun där bestoender Verfassung iwwerhuelen. Et ass also net esou, wéi wa mer nach bei 2018 géife stoen. Ech brauch net op déi Ëmstänn anzegeen, firwat dass mer an där doter Situatioun sinn. Ech wëll just drop hiweisen, dass mer am Moment op eng ganz konstruktiv Aart a Weis zesummeschaffen, ausser dass den Här Kartheiser eis heiansdo ëmmer an engem warnenden Toun oder an engem freedegen Toun seet, hie géif sech op de Referendum freeën.

Ech wëll dem Här Kartheiser awer soen, dass ee vu senger fréiere Kollege sech ëmmer e Spaass draus gemaach huet, fir der Verfassungsmajoritéit an der Institutionskommissioun dervun ofzeroden, esou ee Referendum ze maachen. Ech weess net, wat seng Hannergrënn waren, firwat en eis dat esou frëndlech geroden huet. Nach ass et awer esou - an déi Kollegen, déi an där Verfassungskommissioun sinn, an där Institutionskommissioun sinn, wëssen, dass ech hei keng Dommheeten erzielen, mee dass dat esou ass -, dass den Här Gibéryen mat deem selwechte spëttesche Lächelen eis gesot huet, e géif eis dervun ofzeroden, well hie géif sech ...

■ **Une voix.**- A sou!

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- ... am géigen-deelege Fall freeën.

Da wëll ech soen, dass eng éischt Consultatioun jo scho stattfonnt huet iwwer Är Virschléi, wat e ganz gudden Echo hat a wou mer net am Wuertbroch sinn, well mer en Deel vun deene gudder Propositionen och an eise jëtzege Propositione matiwerholl hunn.

An et deet mer leed, den Här Kartheiser schwätzt hei vun „engem“ Referendum. Wa mer dat géife kucken, wéi et elo ass, an all déi Verfassungsrevisiounen, déi elo an der rezenter Vergaangenheet waren, an déi, déi nach op eis zoukomme wäerten, jo, da komme mer aus dem Referendum iwwerhaupt net méi eraus, well da maache mer all 14 Deeg oder all dräi Wochen e Referendum.

Dofir, Kolleginnen a Kollegen, ech kann lech nëmme am Numm vu menger Fraktioun, mee awer och a menger Eegenschaft als President vun der Verfassungskommissioun de Rot ginn, fir déi heite Resolution ofzeleenen.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Di Bartolomeo.

11. 7675 - Projet de loi autorisant la participation financière de l'État au programme stratégique d'infrastructure de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition (NATO Support and Procurement Agency - NSPA), ainsi qu'à l'infrastructure « Outside Cabling Plant 2 » (OCP2), à Capellen (suite)

Dispense du second vote constitutionnel

ler ech dem Här Léon Gloden d'Wuert ginn, muss ech lech nach eppes agestoen: Ech hat nom Vott vum Projéit de loi 7675 vergiess, d'Dispens vum zweeten Vote constitutionnel ze froen.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Mir haten lech déi a Gedanke scho ginn.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ass d'Chamber d'accord mat der Dispens vum zweeten Vote constitutionnel?

(Assentiment)

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Selbstverständlich.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Dann ass et esou decidéiert.

12. Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à un large débat et à une consultation publique sur la révision constitutionnelle (suite)

An da ginn ech dem Här Léon Gloden d'Wuert.

Discussion générale (suite)

■ **M. Léon Gloden (CSV).**- Merci, Här President. De President vun der Institutionskommissioun huet et ënnerstrach: Mir féiere ganz konstruktiv Diskussiounen an der Institutionskommissioun iwwer déi eenzel Punkten, déi elo an der aktueller Verfassung solle geännert ginn. D'ailleurs muss ech soen: Den Här Kartheiser bréngt sech och an déi Diskussiounen an. Mir hunn alleguer vill bäigeléiert iwwer d'Grade vun engem General an der Arméi am Kader vun der Diskussioun, wéi de Grand-Duc soll als Chef de l'État a vun der Arméi an der Verfassung verankert bleiwen.

Doriwwer eraus stellen ech fest, datt an der Resolution vun der ADR zwee Feeler stinn.

■ **Une voix.**- O mei!

■ **M. Léon Gloden (CSV).**- Am Considerant schwätzt d'ADR vun de „Verfassungstexter“, déi an dem Walprogramm vun de Parteien gestanen hätten, also vu verschiddeenen eenzelnen Texter. Mir als CSV haten am Walprogramm, Här Kartheiser, vun enger globaler Verfassungsreform geschwat. Dat heescht, dat ass deen éischte Feeler. Do leit Der falsch.

An dann an der Partie, wou da soll elo eppes decidéiert ginn, do schwätzt Der vun enger „globaler“ Verfassungsreform. Or, wéi esou oft bleift d'ADR an hirem Zäit stoen. Well mir sinn net méi am Kader vun enger globaler Verfassungsreform. Mir sinn elo am Kader vun der Modifikatioun vun eenzelnen Punkten - déi berüümt Lëscht mat 30 Punkten, déi déi verschidde Parteien ofgeschwat hunn. An et sinn déi eenzel Punkten, déi mer elo änneren; eeben net méi déi global Verfassungsreform.

Duerfir wäert d'CSV dës Resolutioun net matdroen.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Gloden. Da kritt den Här Kartheiser nach eng Kéier d'Wuert.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Här Di Bartolomeo an och dem Här Gloden villmools Merci soe fir hir Ausféierungen. Déi si wierklech historesch interessant - an ech betounen „historesch“ interessant -, well mir hunn nämlech hei wierklech e Walverspriechebroch vun deene Parteien, ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Ma also ...

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.**- ... déi dat ugekënnegt hunn. An ech erklären lech firwat.

(Brouhaha)

Ech erklären lech firwat. Et ass dach bëlle, 2018 bei den Nationalwahlen de Leit ze versprechen, datt iwwer d'Verfassungsreform - eng oder eng global Reform - ofgestëmmt gëtt, an dann no de Wahlen deen Text an e puer kleng Texter opzedeele, iwwer déi dann net méi soll ofgestëmmt ginn. Ma wou si mer dann? Fir wat haalt Dir eigentlech d'Lëtzebuurger Bierger? E Versprieche, wat Der gitt fir eng Verfassungsännerung, déi substanzuell un

d'Wiese vun eise Land geet, un eis Relatioun mat der Europäescher Unioun, un eis Staatsform, un de Rôle vum Staatschef, un d'Justizreform, an Dir gitt dann hin an Dir maacht et praktesch am klengen Krees, fir hei ee Vott ze huelen an dann nach en anere Vott an nach e Koup Gesetzer ofzeleenen. Dir huet de Leit dat ewech, wat Der hinne versprach hutt!

Ech wëll hei zitieren ...

(Interruption par M. Léon Gloden)

Jo, et steet net do: „véier kleng Deeler“, Här Gloden!

■ **M. Léon Gloden (CSV).**- Dat anert steet awer och net do.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.**- D'CSV huet e prinzipiell Versprieche gemaach: „Vor dem ersten verfassungsrechtlichen Votum wird der Verfassungstext in regionalen Diskussionsrunden mit den Bürgern erörtert und diskutiert. [...] Dieser Text wird danach den Bürgern in einer Volksbefragung vorgelegt und wird das zweite verfassungsrechtliche Votum ersetzen.“ An Dir maacht hei e bëlle Trick, fir do derlaanschtzeken. Walbedruch!

D'LSAP: D'LSAP huet gesot: „Der neue Verfassungstext“ - bon, do kann ee soe global oder véier klenger -, „Der neue Verfassungstext ...“

(Interruption par M. Georges Engel)

Här Engel, Dir hutt lech scho blaméiert haut. Waart elo mol eng Sekonn!

(Brouhaha)

„Der neue Verfassungstext...“

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Wannechgelift!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.**- „Anstelle einer zweiten Lesung soll der neue Verfassungstext ...“

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Wannechgelift net an deem doten Toun!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.**- ... allen stimmberechtigten Bürgern anschließend ...

(Interruptions)

■ **M. Georges Engel (LSAP).**- Elo geet et awer duer, Här Kartheiser!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Wannechgelift och net an deem doten Toun! Den Här Kartheiser huet d'Wuert, an an engem gemäassegten Toun.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.**- ... nach breiter öffentlicher Diskussion zur Abstimmung per Referendum ...“

(Brouhaha)

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- ... an engem gemäassegten Toun.

■ **M. Georges Engel (LSAP).**- ... heibanne just een!

(Interruption)

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.**- Also nach eng Kéier - d'LSAP ass esou begehrt, datt se mer draschwätzt -: „[...] der neue Verfassungstext allen stimmberechtigten Bürgern anschließend nach breiter öffentlicher Diskussion zur Abstimmung per Referendum vorgelegt werden [...]“ Walversprieche vun der LSAP, haut hei gebrach! Just, fir datt mer et wëssen.

D'Demokratesch Partei, déi den Numm net verdéngt: ...

(Exclamations)

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Fir wien huet Der ...

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.**- ... „Die vier größten im Parlament vertretenen ...“

■ **Une voix.**- Also dat do ass awer ...

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.**- ... Parteien ...

■ **M. Georges Engel (LSAP).**- Fir wien haalt Dir lech, Här Kartheiser?

(Interruption)

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.**- ... tragen diesen Text mit und haben sich für ein ...

■ **Une voix.**- De President ass selwer Member do!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.**- ... Referendum während der nächsten Legislaturperiode ausgesprochen. Da die Verfassung die eigentliche Rechtsgrundlage unseres Landes ist, muss im Vorfeld das Referendum mit weitgehendster und objektiver Information sowie weitmöglichster Bürgerbeteiligung begleitet werden.“ Alles dat sinn huet Wieder! Déi Parteien, ...

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Dir wësst dach ganz genau, datt mir an engem aneren Szenario sinn!

(Brouhaha)

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.**- ... déi dat Versprieche haut hei ..., déi dat Versprieche 2018 de Wieler ginn hunn, ...

■ **M. Gilles Baum (DP)**.- Mir sinn an engem ganz aneren Zenario!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur**.- ... hunn dat Versprieche haut hei ...

■ **M. Gilles Baum (DP)**.- Dat wësst Der ganz genau!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur**.- ... gebrach! (*Brouhaha*)

■ **Mme Simone Beissel (DP)**.- Här Kartheiser, Dir sidd am falsche Film!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur**.- Et ass eng Schan! Et ass eng Schan fir eis politesch Kultur, ...

(*Brouhaha*)

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Wannechgelift!

■ **Mme Simone Beissel (DP)**.- Dir sidd am falsche Film, Här Kartheiser!

(*Interruption*)

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur**.- ... datt déi Parteien hei elo soen, datt et ass, well mer deen Text ...

■ **Mme Simone Beissel (DP)**.- Nee!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur**.- ... an e puer kleng Kapiteln opdeelen, datt mir eis laanscht dat Versprieche wëllen drécken, wat mer de Leit ginn hunn. Esou fonctionéiert Demokratie net! D'ADR huet e kloert Bekenntnis zum Referendum gemaacht.

■ **M. Gilles Baum (DP)**.- Falsche Film!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur**.- Mir maache keng Verfassungsännerung ouni de Referendum, ouni datt d'Leit, déi d'Bierger vun dësem Land sinn, dat Recht hunn, iwwert dat wichtegst Gesetz, dat, wat eise Staat forméiert, ofzestëmme! A mir hale Wuert. An Dir briedt Äert Wuert!

Ech soen lech Merci.

(*Brouhaha*)

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Kartheiser.

■ **Mme Simone Beissel (DP)**.- Dir sidd am falsche Film, Här Kartheiser!

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- An da freet den Här Sven Clement d'Wuert. An duerno den Här Mars Di Bartolomeo. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Sven Clement (Piraten)**.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech versprieche, ech probéieren et e bësse méi calme ze maache wéi mäi Virriedner. Et ass eng Resolutioun, déi mer an engem Invite - oder an enger „Decisioun“ besser - ganz sympathesch ass: nämlech déi vum Referendum. Ech sinn der Meenung, datt et bei Verfassungsännerunge generell sënnavoll ass, d'Vollek ofstëmme ze loossen.

Ech hunn awer e Problem mat deenen zwee éischten Decisiounspunkten, well ech der Meenung sinn, datt mer dat zum Deel scho gemaach hunn an zum Deel och afléisse gelooss hunn. An et kann een dach net allkéiers oder just well een ..., an ech sinn och net ëmmer zefridde mat deem, wat erauskënnt, mee et kann een net allkéiers, wann ee mat eppes, wat dann duerch d'demokratesch Moulinette gedréint huet, onzefridden ass, de Prozess nach eng Kéier vu vir ufänken! Sou nom Motto: Ech dréine sou laang en Tour um Karussell, bis d'Resultat mer gefält. Dat ass net eschtzehuelend Politik, Léif Kolleeginnen a Kolleegen!

Ech sinn also der Meenung, datt déi éischt zwee Punkten net méi hei an déi Diskussioun passen, well déi Saache gemaach goufen. Vlächicht net an deem Mooss, wéi ech mer et gewënscht hätt - ech hätt mer gewënscht, datt déi Diskussionsronnen anescht stattfont hätten, ech hätt mer gewënscht, datt se anescht begleet gi wären -, bref, dofir war keng Majoritéit do. Mir hu lo e Resultat vun deene Consultatiounen, an déi fléissen an.

An dofir wäerte mir eis bei där Resolutioun hei enthalen, well mer déi zwee éischt Punkten net kënne matdroen, während mer deen drëtten Punkt, nämlech e Referendum fir eng Verfassungsännerung, absolut begréissen. An ech wëll hei nach eng Kéier drop hiweisen, datt et natierlech de Biergerinnen a Bierger dobausse fräisteet, sech ze mobiliséieren, déi néideg Ënnerschrëften ze sammelen, fir den zweete Vote constitutionnel duerch e Referendum ze ersetzen. Wien dat mécht, wäert sécherlech meng Ënnerstützung dofir hunn.

Merci.

■ **M. Marc Goergen (Piraten)**.- Ganz gutt.

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Clement. An da kritt d'Wuert den honorablen Här Mars Di Bartolomeo.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)**.- Merci, Här President. Ech si frou, dass een um Riederpult keng Mask muss droen, well den Här Kartheiser huet haut säi richteg Gesiicht gewisen.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)**.- E gudden Demokrat ...

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng)**.- Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)**.- E gudden Demokrat zeechent sech och doduerch aus, dass e respektvoll mat de politesche Géigner ëmgeet.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)**.- Ech muss soen, dass den Här Gibéryen, deen eis ëmmer vum Referendum ofgeroden huet, dat ëmmer gemaach huet. Mee d'Zäiten ännere sech. An ech muss soen: Dat deet mir leed!

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An den Här Kartheiser freet nach eng Kéier d'Wuert.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur**.- Här President, ech wëll just ganz kuerz op eppes agoen hei. Et ass elo gesot ginn - vu verschiddene Riedner -, mee ech wëll nach eng Kéier hei op eppes agoen, wat ganz wichteg ass. Mir kënnen net higoen an elo dat Argument huelen, datt mer dee Verfassungstext a kleng Kapiteln ënnerdeelen, ...

■ **Une voix**.- Mee dat huet en éinescht scho gesot.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur**.- ... fir ze soen: „Dat entsprécht net méi deem, wat mer de Wieler versprach hunn.“ Dat ass eigentlech dat, wat hei gesot gëtt. Et gëtt gesot, mir hätte schonn hei de Consultatiounsprozess mat de Bierger geféiert. Mee et muss een de Leit och soen, datt deen Text 6030, deen deemools an der Diskussioun war, net méi deen ass, dee mer haut hunn! Haut komme ganz aner Diskussiounen, wou mer iwwer nei Projeten, nei Diskussiounen, nei Texter diskutéieren, iwwert déi d'Leit nach net informéiert gi sinn, iwwert déi se nach keng Méiglechkeet hate matzschwätzen.

Nee, et ass esou! Et ass esou, wéi mir gesot hunn: Hannert dem Réck vun de Leit gi Gesetzestexte hei proposéiert, déi eist Land fundamental sollen änneren. An ech mengen, et ass gutt, datt mer haut doriwier schwätzen. Well et si vill Leit dobaussen, déi sech froen, wéi e Glawe se nach kënnen hunn an d'Politik, wéi e Vertrauen an d'CSV, DP, LSAP, déi gréng, déi dat Versprieche gemaach hunn an elo hingginn an et brieden!

Ech wëll dat hei net nach verlängeren. Dat Wichtigst ass gesot. Kommt, mir stëmme of! Kommt, mir aktéieren, wéi véier Parteien hiert Wuert verroden um Wieler!

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci, Här Kartheiser. An ech follegen lech.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)**.- Här President, ...

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Mir stëmme elo of.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)**.- Här President, just ee Wuert.

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Nach eng Kéier den Här Mars Di Bartolomeo.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)**.- Just ee Wuert. Den Här Kartheiser ënnerstellt eis hei en bloc, dass mir „im stillen Kämmerlein“ déi Revisiounen do géife maachen. Or ass näischt méi falsch ewéi dat! Mir wäerten an deenen nächste Méint vill Geleeënheet hunn, fir déi Ännerungen, déi mer maachen, och no baussen an enger verständlecher Form duerzestellen, fir dass jiddweree gesäit, wat mer hei zesumme maachen. An eis Kolleegen an eis Mataarbechter a Mataarbechterinnen an der Administratioun wëssen, dass deementspreechend Virbereedung scho lafen an dass mer wëllen déi Verfassungsdiskussioun populariséieren.

Also, näischt ass méi falsch, ewéi dass mir als Missetäter oder als ..., jo, als Missetäter oder als ... - jo, Dir wësst, wat ech mengen -, ...

(*Brouhaha*)

... hei wéilten eppes zammeren „unter Ausschluss der Öffentlichkeit“!

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci dem President vun der Institutionekommissioun fir déi Prezisiounen. A mir kommen elo zum Vott.

Vote sur la résolution

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmme.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

An ech hunn duerno nach eng Matdeelung ze maachen, wannechgelift.

(*Appel nominal pour votes par procuration*)

An domadder ass dës Resolutioun mat 4 Jo-Stëmme, 2 Abstentiounen a 54 Nee-Stëmme ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la résolution est rejetée par 4 voix pour, 52 voix contre et 4 abstentions.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par Mme Cécile Hemmen), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Josée Lorsché).

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

13. Discours de M. le Président

Erlaabt mer, nach drop hinzeweisen, datt dëst déi lescht Sitzung war vun der Madamm Viviane Heinen, déi während ronn 20 Joer am Service des Relations publiques vun der Chamber geschafft huet. D'Madamm Viviane Heinen gehéiert zu de Pionéier vu Chamber TV. Si huet och als Guide ville Leit d'Chamber gewisen an hinnen eis Aarbecht méi no bruecht.

Hir Instrumenter waren de Fotoapparat an d'Bedénge vun de Kameraen. Si huet et ganz oft fäerdegbruecht, fir eis flott an d'Bild an a Bild an Toun ze bréngen. Mir wëllen dem Viviane haut villmools Merci soe fir säi virbildlechen Engagement an him eng wuelverdénkt, coronafrei Pensioun bei beschter Gesondheet wënschen.

(*Applaudissement*)

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzungen, ouni d'Viviane Heinen, si fir den 9., 10. an 11. Mäerz virgesinn. D'Sitzung ass opgehewen.

(*La séance publique est levée à 19.04 heures.*)

Sommaire des séances publiques n°s 37 et 38

37^e séance

Ouverture de la séance publique.....	p. 526
Ordre du jour	p. 526
Question urgente n° 3603 de Mme Francine Closener relative aux loyers du secteur Horeca	p. 526
Dépôt d'une motion par M. Sven Clement.....	p. 526-527
Question élargie n° 72 de M. Marc Hansen relative à l'offre privée croissante pour consultations médicales en ligne.....	p. 527-528
7332 - Projet de loi portant création d'un Observatoire national de la santé et modification	
1° de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;	
2° de la loi modifiée du 25 novembre 1982 relative aux organes destinés à la transplantation ;	
3° de la loi modifiée du 7 août 2012 portant création de l'établissement public « Laboratoire national de santé »	p. 528-533
7480 - Projet de loi modifiant :	
1° la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide ;	
2° la loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient.....	p. 533-536
Dépôt d'une résolution par M. Marc Spautz.....	p. 536
7652 - Projet de loi modifiant	
1° la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés ;	
2° la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques	p. 536-540
7693 - Projet de loi relative à la construction d'infrastructures d'accueil pour enfants et jeunes à Pétange	p. 540-542
Résolution de M. Marc Spautz relative à la révision de la proposition de loi n° 7754....	p. 542

38^e séance

Ouverture de la séance publique.....	p. 542
Communications	p. 542-543
Ordre du jour	p. 543
Hommage à la mémoire de M. Carlo Wagner, Député honoraire.....	p. 543
7768 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19	p. 543-555
Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser	p. 555
Dépôt d'une résolution de loi par M. Fernand Kartheiser	p. 555
7664 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire.....	p. 555-557
7675 - Projet de loi autorisant la participation financière de l'État au programme stratégique d'infrastructure de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition (NATO Support and Procurement Agency - NSPA), ainsi qu'à l'infrastructure « Outside Cabling Plant 2 » (OCP2), à Capellen.....	p. 557-558
Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à un large débat et à une consultation publique sur la révision constitutionnelle	p. 558
7675 - Projet de loi autorisant la participation financière de l'État au programme stratégique d'infrastructure de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition (NATO Support and Procurement Agency - NSPA), ainsi qu'à l'infrastructure « Outside Cabling Plant 2 » (OCP2), à Capellen (suite)	p. 558
Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à un large débat et à une consultation publique sur la révision constitutionnelle (suite)	p. 558-559
Discours de M. le Président.....	p. 559



Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
3752	Josée Lorsché, Charles Margue	Participation des personnes non luxembourgeoises aux élections communales
3862	Mars Di Bartolomeo	Sortie de la vente de véhicules à moteurs à combustion
3863	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	Fermeture de la centrale de Cattenom
3936	André Bauler	Églises désacralisées
3943	Mars Di Bartolomeo	Taux de biocarburants
3946	Sven Clement	Plan de relance « Restart Sports »
3947	Jeff Engelen	Vaccination des professionnels de la santé
3954	Paul Galles	Suivi et évaluation systématique d'une politique de développement durable
3959	Jean-Paul Schaaf	Bornes de recharge pour véhicules électriques
3963	Françoise Hetto-Gaasch, Paul Galles	Prise en charge des ex-détenus
3964	Marc Baum	Avenir du château de Sanem
4004	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Zone d'activité « Gadderscheier »
4053	Jean-Paul Schaaf	Contournement d'Ettelbruck-Feulen
4059	Fred Keup	Épreuves d'accès
4079	Fernand Kartheiser	Responsabilité dans le cas d'accidents de travail
4081	Martine Hansen	Pénurie d'enseignants
4082	Mars Di Bartolomeo, Cécile Hemmen	Réserves financières des groupes d'hôpitaux
4087	Jeff Engelen	Soutien pour les écoles de danse
4088	Fred Keup	Hydrofluorocarbones
4089	Jeff Engelen	Femmes au sein des conseils d'administration
4092	Fernand Kartheiser	Participation des demandeurs de protection internationale à la « Grouss Botz »
4093	Fernand Kartheiser	Participation luxembourgeoise à l'engagement en Afghanistan
4098	Jeff Engelen	Certificat vert numérique
4105	Charles Margue	Emploi des personnes ayant obtenu le statut de protection internationale
4109	Marc Hansen	Dossier de soins partagé
4110	Laurent Mosar, Gilles Roth	Taux minimaux d'imposition des sociétés
4111	Jeff Engelen, Fred Keup	Terrain d'entraînement du CGDIS
4112	Marc Spautz	Santé mentale
4113	Marc Goergen	Chariot de supermarché pour enfants handicapés
4115	Viviane Reding, Laurent Mosar	Révision des accords internationaux impliquant un transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers
4119	Marc Spautz	Décrochage scolaire
4120	Roy Reding	Applications de « trading »
4123	Fred Keup	Cambriolages de maisons privées
4125	André Bauler	Promotion du canton de Wiltz
4127	Claude Haagen	Contrat de travail pour étudiants
4128	Jeff Engelen	Travail de dimanche
4130	Marc Hansen, François Benoy	Moyens de contraception
4131	Fernand Kartheiser	Programme PESCO
4137	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Dénominations géographiques
4139 cf. 4183	Gusty Graas	Adaptation du régime de quarantaine des personnes vaccinées
4141	Gusty Graas	Violences dans les stades
4142	David Wagner	Fouille numérique des appareils électroniques des demandeurs de protection internationale
4143	Cécile Hemmen	Risques liés aux tiques
4144	Françoise Hetto-Gaasch	Centre médico-sportif de Junglinster
4146	Sven Clement	Fouille numérique des appareils électroniques des demandeurs de protection internationale
4147	Marc Goergen	Mobile High Power Charge
4149	Chantal Gary	Tenues de travail équitables et durables au sein des structures relevant de l'État
4150	Fred Keup	Situation des droits de l'homme à Dubaï
4154	Martine Hansen, Laurent Mosar	Tourisme vaccinal
4156	Fernand Kartheiser	Avenir du Luxembourg
4157	Fernand Kartheiser	Alliance for Financial Inclusion
4162	Fernand Kartheiser	Définition de travail de l'antisémitisme de l'IHRA
4163	Gusty Graas	Avenir de la locomotive 5519
4166	Martine Hansen	Utilisation des tests rapides de dépistage de la Covid-19 dans les écoles
4169	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	Assurance maladie pour ex-détenus
4171	Jeff Engelen	Accident d'un navire sous pavillon luxembourgeois
4172	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Rôle des acteurs privés dans le processus de création de logements abordables
4173	Marc Goergen	Discrimination sur la base de l'orientation sexuelle
4175	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	Création d'un groupe canin pour l'Administration pénitentiaire
4176	Carole Hartmann	Greffes d'organes
4177	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	Réserves pétrolières
4178	Sven Clement	Modifications de classe d'impôt sur la fiche de retenue
4179	Marc Goergen	Activités de gardiennage et de surveillance exercées par des entreprises privées au profit de communes
4181	Sven Clement	Ouverture d'un compte de paiement de base auprès de POST Luxembourg
4183 cf. 4139	Martine Hansen, Claude Wiseler	Nécessité de quarantaine dans le cas d'une vaccination contre la Covid-19
4184	Claude Wiseler, Laurent Mosar	Parc des trophées militaires à Bakou
4185	André Bauler, Carole Hartmann	Pénurie de matières premières et de matériaux
4186	Lydia Mutsch, Cécile Hemmen	Objets trouvés au sein des CFL
4187	Roy Reding	Pénurie de matières premières et de matériaux
4188	Marc Goergen	Cargolux
4190	Fred Keup	Élèves non résidents dans l'enseignement fondamental international
4191	Roy Reding	Aides financières pour les entreprises dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
4192	Françoise Hetto-Gaasch	Dossier de soins partagé
4195	Laurent Mosar, Marc Spautz	Pénurie de matières premières et de matériaux
4196	Stéphanie Empain, Djuna Bernard	Aide humanitaire pour l'Inde
4197	Jeff Engelen	Postes vacants
4199	Marc Goergen	Chiens de chasse
4201	Sven Clement	Protection des données dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
4203	Djuna Bernard, François Benoy	Harcèlement sexuel en milieu scolaire
4205	Martine Hansen	Réorganisation du réseau RGTR
4206	André Bauler	Musée de la Police
4210	Laurent Mosar, Paul Galles	Massacres menés contre la communauté des Yézidis
4211	Fred Keup	Vols avec agression
4212	Max Hahn, André Bauler	Installation de collecteurs d'eau de pluie sur les immeubles publics
4213	Marc Goergen	Rupture de stock de médicaments
4214	Sven Clement	Respect des droits de l'homme au Maroc
4216	Fred Keup	Chômage
4221	François Benoy	Nouvelles technologies génomiques
4223	Marc Goergen	Délits à caractère politique
Session ordinaire 2021-2022		
5174 urgente	Nancy Arendt épouse Kemp	Contournement du système CovidCheck
5204 urgente	Marc Lies, Claude Wiseler	Recommandation de la « Ständige Impfkommision » concernant la troisième dose du vaccin contre la Covid-19
5230 urgente	Fernand Kartheiser	Procédure du référendum pour les Luxembourgeois habitant à l'étranger
5231 urgente	Léon Gloden	Circulaire ministérielle concernant l'inscription sur une liste dans le cadre du référendum sur la révision de la Constitution
5236 urgente	Georges Mischo	Vaccination « booster »

Question 3752 (03.03.2021) de Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (déi gréng) concernant la participation des personnes non luxembourgeoises aux élections communales :

Avec un taux de plus de 47 % de non-Luxembourgeois-es résidant au Luxembourg, la question de la participation politique des ressortissants étrangers au processus démocratique est fondamentale. Dans

ce contexte, la promotion de la participation des personnes non luxembourgeoises aux élections locales est un levier important pour améliorer la cohésion sociale dans notre pays et constitue une des solutions pouvant adresser la situation de déficit démocratique auquel le Luxembourg fait face.

Le programme gouvernemental 2018-2023 prévoit que « les moyens tendant à améliorer la participa-

tion des citoyens étrangers aux élections locales seront étudiés ».

Actuellement, les non-Luxembourgeois-es qui résident au Luxembourg pendant cinq ans au moins ont le droit de participer aux élections communales sous condition que la dernière année de résidence précédant leur demande d'inscription ait été ininterrompue. En outre, afin de participer une première

fois aux élections communales, les ressortissants étrangers doivent faire une demande d'inscription sur la liste électorale de leur commune de résidence. Cette demande d'inscription peut avoir lieu jusqu'au 87^e jour avant les élections communales.

Afin de promouvoir voire faciliter la participation politique des résidents étrangers, plusieurs pistes sont envisageables, notamment l'introduction d'une

inscription automatique sur les listes électorales, ou encore la réduction de la durée de résidence minimale.

Dans ce contexte, nous nous permettons de demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de l'Intérieur et Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Le Gouvernement peut-il nous informer sur l'état d'avancement de son étude des différentes possibilités pour améliorer la participation politique des citoyen-e-s non luxembourgeois-es aux élections communales ? Quelles pistes sont explorées dans ce contexte ?

Réponse commune (06.04.2021) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État, et de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur :

Les députés s'enquerraient sur les possibilités pour améliorer la participation des résident-e-s non luxembourgeois-es aux élections communales.

L'électorat actif des ressortissant-e-s non luxembourgeois-es est subordonné aux conditions d'être domicilié-e au Grand-Duché et d'y avoir résidé pendant cinq ans au moins à la date de la demande d'inscription sur la liste électorale. La durée de résidence de cinq ans, qui était comprise comme une durée continue, a été allégée alors que, depuis la loi du 8 mars 2018 portant modification de la loi électorale, seulement la dernière année de résidence doit être ininterrompue.

Suite à ce premier allègement des conditions de participation des ressortissant-e-s non luxembourgeois-es aux élections communales, une étude sur les différentes possibilités de poursuivre dans cette voie est actuellement en cours.

Question 3862 (16.03.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant la sortie de la vente de véhicules à moteurs à combustion :

Plusieurs pays membres de l'UE, dont le Luxembourg, viennent d'inviter par l'envoi d'un « non-paper », la Commission européenne à fixer une date contraignante pour la sortie de la vente de véhicules à moteurs à combustion (essence et diesel).

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Énergie quel est le contenu exact de ce « non-paper ».

- À partir de quelle date les signataires entendent-ils interdire la vente de voitures et véhicules avec moteurs à combustion ?

Réponse commune (22.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie, et de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

Début mars 2021, neuf États membres, à savoir l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Grèce, l'Irlande, la Lituanie, le Luxembourg, Malte et les Pays-Bas, ont lancé un appel commun à la Commission européenne pour un cadre réglementaire ambitieux avec des politiques et mesures concrètes visant à accélérer la transition vers les véhicules à zéro émissions.

Ce courrier, co-signé pour le Luxembourg par le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, François Bausch, et la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, Carole Dieschbourg, est accompagné d'un « non-paper » invitant la Commission à mettre en avant une date contraignante pour la sortie de la vente de véhicules à moteur à combustion et à préciser comment cet objectif pourra être atteint.

Par ailleurs, il est fait appel à la nécessité d'un cadre législatif européen transparent permettant aux États membres les plus ambitieux d'aller de l'avant en mettant en place des mesures additionnelles au niveau national pour accélérer la sortie des véhicules basés sur les énergies fossiles. Les pays signataires réclament encore un renforcement des dispositions réglementaires s'adressant aux constructeurs de ces véhicules. Enfin, ils mettent l'accent sur les besoins en matière d'infrastructure de charge pour les véhicules électriques sur les principaux axes de transit au niveau européen.

Pour de plus amples développements, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 3279 du 10 décembre 2020 des honorables Députés Messieurs Paul Galles et Jean-Paul Schaaf portant sur le même sujet.

Question 3863 (16.03.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Dan Biancalana** (LSAP) concernant la fermeture de la centrale de Cattenom :

Lors d'une interview récente, Monsieur le Ministre de l'Énergie a annoncé l'idée de vouloir obtenir la fermeture de la centrale de Cattenom. Misant sur

des changements au sein du Gouvernement fédéral de l'Allemagne, Monsieur le Ministre espère augmenter la pression sur la France pour atteindre cet objectif.

- Nous prions dès lors Monsieur le Ministre de préciser sa stratégie, à un moment où la France entend prolonger la durée de vie de ses centrales permettant, le cas échéant, à la centrale de Cattenom de tourner jusqu'en 2050.

Réponse commune (22.04.2021) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie, et de **Mme Carole Dieschbourg**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

D'emblée, il faut noter que la stratégie du Gouvernement s'articule autour de plusieurs grands axes. Ainsi, le Gouvernement a :

- mis en place, durant la dernière législature, un régime législatif de responsabilité civile en matière de dommages en relation avec un accident nucléaire. Celui-ci matérialise le risque financier d'un accident nucléaire à charge de l'exploitant. Il met en évidence les risques financiers réels du nucléaire, augmente la visibilité du risque et des coûts associés, encourage par l'opérateur de la centrale nucléaire de Cattenom et du Gouvernement français ;

- participé activement dans l'élaboration des « Lignes directrices sur l'applicabilité de la Convention s'agissant de la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires » au sein des instances de la Convention d'Espoo sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontalier afin de soutenir un renforcement et une clarification de la réglementation applicable en matière de l'évaluation de l'impact transfrontalier environnemental lors de la prolongation de la durée de vie d'une centrale nucléaire, élément central dans toute démarche procédurale du Luxembourg face à la centrale de Cattenom. Grâce à l'intervention luxembourgeoise, ces lignes directrices reconnaissent explicitement qu'« une installation proche d'une frontière internationale ou d'un cours d'eau transfrontalier est davantage susceptible d'avoir un impact transfrontalier qu'une centrale située ailleurs » ;

- mis pression sur les instances officielles de la République française par plusieurs courriers officiels :

• Sachant que, définissant les conditions de la poursuite de fonctionnement des réacteurs de 900 Mw au-delà de 40 ans préfigureront également celles concernant les réacteurs du type de Cattenom, le Gouvernement est intervenu en janvier 2021 auprès de la Ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili, pour lui faire part de son inquiétude et ses préoccupations par rapport aux lacunes dans la procédure de consultation du public. En effet, celle-ci ne répond ni aux prérequis d'une évaluation environnementale stratégique (EES), ni d'une étude d'impact environnemental (EIE) au sens des conventions d'Espoo et d'Aarhus. Le Gouvernement a clairement souligné qu'il ne pourrait accepter pareille approche dans le cadre de la prolongation de la durée de vie des réacteurs du type Cattenom de 1.300 Mw et a également saisi la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire qui s'est tenue le 2 février 2021 de ce sujet.

• Un courrier renforçant ce point de vue avait été envoyé à l'Autorité de sûreté nucléaire en novembre 2019.

• Le 20 juillet 2020, un courrier du Gouvernement avait épinglé les lacunes dans la mise en œuvre des prescriptions post-Fukushima par l'exploitant de la centrale nucléaire de Cattenom.

- Au niveau européen, le Gouvernement s'engage continuellement contre le financement de l'énergie nucléaire par le budget européen et le classement de l'énergie nucléaire en tant qu'« énergie durable » dans le cadre du système orientant les investissements européens ainsi que des critères et de la taxonomie concernant la finance durable.

Un aspect important de la stratégie anti-nucléaire est par ailleurs le renforcement des alliances avec des États membres et des régions voisines dans le domaine de la lutte contre la promotion de l'énergie nucléaire. Dans ce cadre, le Gouvernement a des échanges réguliers avec des acteurs gouvernementaux et parlementaires de la République fédérale d'Allemagne afin d'influencer sur les prises de positions du Gouvernement fédéral face à la centrale de Cattenom. L'Allemagne qui a décidé de sortir du nucléaire pourra devenir un allié incontournable qui pourrait peser sur l'orientation du programme de fermeture de centrales nucléaires en France. L'alliance avec le Ministère fédéral de l'Environnement en matière anti-nucléaire, initiée sous la Ministre de l'Environnement, Carole Dieschbourg, pourrait ainsi aider le Gouvernement à influencer davantage les choix politiques sur les centrales à

fermer en priorité en France dans le cadre de la programmation pluriannuelle de l'énergie.

Question 3936 (25.03.2021) de **M. André Bauler** (DP) concernant les églises désacralisées :

Viru Kuerzem sinn ech op e Problem opmierksam gemaach ginn, datt mobil Patrimoine aus deene rezent desakraliséierte Kierchen a Kapelle verschwënnt. Dës Gotteshaiser si meeschtens just iwwert de PAG vun de Gemenge geschützt an de Service des sites et monuments huet deemno keen Afloss op d'Erhale vum mobil Patrimoine.

De Mobilier kann am Besëtz vum Kierchefong bleiwen. Wann d'Gemeng no der Desakraliséierung gären hätt, datt d'Kierch eidel geraumt gëtt, respektéiert de Fong dee Wonsch. Ewéi et mir zougedroegouf, kucken déi Verantwortlech vum Fong dann, wat si vum Mobilier nach kënnen anerwärtet gebrauchen, an de Rescht géif versteet ginn.

An deem Kontext wollt ech der Madamm Innemnistesch an der Madamm Kulturministesch folgend Froe stellen:

1. Kënnen déi zoustänneg Ministere bestätegen, datt de Mobilier, deen de Kierchefong net méi brauch, versteet gëtt?

2. Wa jo, wier et net eventuell ubruecht, d'Gesetz a besonnesch den Artikel 13 am Sënn ze änneren, datt den historesche Mobilier zu der Kierch gehéiert an och no der Desakraliséierung muss an der Kierch erhale bleiwen, wann dese vun historeschem Wäert ass an d'Miwwelen u sech zesumme mam Héichaltor an anere Miwwelen oder immobile Géigestänn ee kulturhistoresch wäertvollen Ensembl bilden?

3. Kéint d'Madamm Kulturministesch sech an deem Fall och eng méi enk Zesummenaarbecht mam Service des sites et monuments virstellen?

4. Wéi geséich an deem Fall d'Responsabilitéit vun de Gemengen aus?

Réponse commune (27.04.2021) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Culture, et de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur :

D'Regierung huet keng Kenntnis vu Steeën, wou de Mobilier vum Kierchefong versteet géif ginn.

An dësem Kontext sief rappéléiert, datt déi aktuell Gesetzgebung iwwert den Denkmalschutz virgesäit, datt mobil Objeten (Miwwelen oder „immeubles par destination“) kënnen als Monument national klasséiert ginn. Aktuell ass den Interieur vun 21 Kierche geschützt. An Zukunft wäerten esou och nach weider Kierche mat hirem Mobilier protégéiert ginn.

Mat dem Projet de loi relatif au patrimoine culturel (dossier parlementaire 7473) sollen d'Konditioneuren an d'Demarchen, wat den Denkmalschutz vum mobil Patrimoine ugeet, nach emol verdäitlecht ginn. D'Prozedure gi vereinfacht, an déi mobil Objeten, déi fir den Denkmalschutz a Fro kommen, gi kloer identifizéiert. Esou ass zum Beispill virgesinn, datt Objeten, déi op wichteg Aspekter vun der Geschicht oder vun der Konschtgeschicht vum Grand-Duché hiweisen, klasséiert kënnen ginn, notamment op Demande vun de Gemengen. Zousätzlech gi mam Projet de loi Subventionneuren agefouert, am Kader vun deenen d'Restauration- oder Konservatiounsaarbechte vum geschützte Patrimoine mobilier bis zu 50 % kënnen finanziert ginn.

Question 3943 (25.03.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant le taux de biocarburants :

Par le biais d'un amendement de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant, entre autres, les droits d'accises et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, le taux de biocarburants mélangés à l'essence et au gasoil routier a été fixé pour l'année 2020 à 7,70 %. La directive 2009/28/CE prévoit en effet qu'en 2020, il est obligatoire d'avoir une part minimale de 10 % de l'énergie produite à partir de sources renouvelables dans la consommation d'énergie destinée aux transports.

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Énergie quelle est actuellement la part des biocarburants dans l'essence et le gasoil vendus au Luxembourg.

2) Quelle est la nature de ces biocarburants et d'où proviennent-ils ?

3) Est-ce que cette part de l'énergie produite à partir de sources renouvelables sera augmentée progressivement et le cas échéant jusqu'à quel taux ?

Réponse commune (27.04.2021) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie, et de **Mme Carole Dieschbourg**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

ad 1) Le pourcentage des biocarburants à mélanger dans les carburants est régi par la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les

taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques. La loi actuellement en vigueur prévoit que les opérateurs mettent à la consommation de l'essence et du gasoil routier des biocarburants à raison d'au moins 7,70 %, calculé sur base de la teneur énergétique des carburants. Ce taux en vigueur depuis l'année 2020 a été fixé suite à une modification de la loi modifiée du 17 décembre 2010 précitée par la loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020.

Les biocarburants mis à la consommation doivent au moins être issus à 50 % de matières premières énumérées à l'annexe IX de la directive modifiée 2009/28/CE, telles les huiles usagées et autres résidus de biocarburants de la deuxième et troisième génération produits à partir de matières premières qui n'impactent pas la sécurité alimentaire.

La part d'énergie des biocarburants, dits de première génération et cultivés en tant que cultures principales essentiellement à des fins de production d'énergie sur des terres agricoles, ne doit pas dépasser 5 % des biocarburants mis à la consommation, calculé sur base de la teneur énergétique des carburants. En raison de leur impact environnemental, la directive 2018/CE/2001 prévoit de progressivement diminuer l'apport de ces biocarburants présentant un risque élevé d'induire des changements indirects dans l'affectation des sols à partir de 2024 pour arriver à 0 % en 2030. Avec un plafond de 5 %, le Gouvernement a déjà anticipé cette réduction progressive.

ad 2) Les chiffres quant à la nature et l'origine des biocarburants sont représentés dans le tableau ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les données sur la nature des biocarburants datent de 2020 et celles sur l'origine de 2019.

Les principales matières premières présentes dans le biodiesel mis à la consommation sont le colza et les huiles usagées. En ce qui concerne le bioéthanol (présent dans l'essence), il s'agit du blé.

ad 3) Dans le cadre du plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg, il est prévu que ce taux augmente légèrement d'année en année (8,6 % en 2023, 8,8 % en 2025...) pour atteindre 10 % en 2030.

La part des biocarburants avancés de deuxième ou troisième génération et énumérés à l'annexe IX de la directive modifiée 2009/28/CE et 2018/2001, devra augmenter considérablement par rapport aux biocarburants dits de première génération.

En attendant, le déploiement progressif de l'électromobilité qui remplacera graduellement les moteurs à combustion, ces biocarburants avancés, issus de résidus ou de déchets, réduiront considérablement l'impact environnemental par rapport aux biocarburants classiques et aideront notre pays à réaliser ses ambitions en matière de lutte contre le changement climatique.

Question 3946 (25.03.2021) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant le plan de relance « Restart Sports » :

Um Kongress vum COSL vum 20. Mäerz gouf de Bilan vun 2020 gezunn, an een neie Verwaltungsrot gewielt. Um Kongress war och de Sportminister, deen erkläert huet, dass de Ministère, am Kader vum Plan de relance „Restart Sports“, d'Sportswelt mat 3,4 Milliounen Euro ënnerstëtzt huet.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Kann de Minister Detailler zu dësen Ënnerstëtzung ginn?

- Wéi vill Euro sinn u Sportsveräiner aus Federatioune gaangen, déi Wettkampfsport bedriewen?

- Wéi vill Euro sinn u Sportsveräiner aus Federatioune gaangen, déi kee Wettkampfsport bedriewen?

- Wéi vill Euro sinn un d'F.S.L.H. gaangen?

- Si Sue fir aner sportlech Aktivitéiten (Therapie-sport, Integratioun ...) gaangen?

2. Sportsveräiner konnten op Guichet.lu bis den 31. Dezember 2020 Hëllef ufroen. Och 2021 wäert fir si ee schwéiert Joer ginn. Ass virgesinn, dës Hëllef weiderzeféieren?

Réponse (27.04.2021) de **M. Dan Kersch**, Ministre des Sports :

De Plan de relance „Restart Sports“, deen am Juni 2020 virgestallt ginn ass, huet aus verschiddenen Deeler bestanen. Éischtens eng finanziell Ënnerstëtzung fir déi affiliéiert Veräiner am Kompetitiounssport (20 € pro Kompetitiounslizenz), eng Hëllef fir all affiliéiert Veräiner fir den Ausfall vu

Recetten opzefänken, eng Ënnerstëtzung fir déi Veräiner, déi den deemolegen Ausfall vum Schoulsport duerch aner Aktivitéite kompenséiert hunn an eng finanziell Ënnerstëtzung fir d'Veräiner beim Uschafe vu Sportsmaterial. Nieft dese spezifeschen Hëllef fir d'Veräiner goufen et och, ënnert anerem, finanziell Hëllef fir d'Gemengen.

Wéi schon op der Generalversammlung vum COSL den 20. Mäerz gesot, sinn am Joer 2020 esou insgesamt ronn 3.300.000 Euro am Kontext vum Plan de relance „Restart Sports“ engagéiert ginn.

Dovu sinn 2.775.556 Euro un affiliéiert Veräiner ausbezuelte ginn, déi bei enger agreéierter Federatioun affiliéiert sinn, an déi Kompetitiounssport bedriewen.

30.637 Euro sinn u Veräiner ausbezuelte ginn, déi kee Kompetitiounssport bedriewen.

De Luxembourg Paralympic Committee (LPC), wéi d'F.S.L.H. haut heescht, deen net aus Veräiner besteet, mee aus enger agreéierter Federatioun, huet keng Demande gemaach, dofir konnt och un hie kee Subsid ausbezuelte ginn. Et sief drun erënnert, datt de Sportministère generell all seng Engagementer agehalen huet, déi an de Konventioun mat de Federatioun festgehal gij waren.

Un d'Veräiner vum der Federatioun „Special Olympics Luxembourg“, déi eng Demande gemaach hunn, sinn am Ganzen 3.754 Euro ausbezuelte ginn.

Et bleift ze betounen, datt generell just déi Associatiounen ënnerstëtzt konnt ginn, déi eng Demande beim Sportministère agreecht haten.

Ausser déi zweckgebundene Subside fir Sportsmaterial, konnt d'Veräiner natierlech des finanziell Ënnerstëtzung do asetze wou si wollten, also och eventuell a Projete vum Therapiesport, der Integratioun asw.

Et ass net ausgeschloss, datt fir 2021 nach weider Hëllef fir d'Lëtzebuurger Sportswelt wäerten an d'A gefaasst ginn.

Question 3947 (25.03.2021) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant la vaccination des professionnels de la santé :

Bei der Zoudeeling vun de Covidimpfung genéisst d'Gesondheets- a Fleegepersonal Prioritéit.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un d'Madamm Gesondheetsminister:

- Gëllt des Prioritéit och fir Leit, déi sekundär Tätigkeiten an deene Beräicher ausüben, wéi d'Administrativ- an d'Botzpersonal?

Réponse (27.04.2021) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

Wann déi Leit, déi sekundär Tätigkeiten am Gesondheets- oder Fleegesecteur ausüben, wéi d'Administrativ- an d'Botzpersonal, a Kontakt mam Patient respektiv Resident sinn, ginn och si geimpft.

Question 3954 (25.03.2021) de M. Paul Galles (CSV) concernant le suivi et l'évaluation systématique d'une politique de développement durable :

Après l'annonce de l'abandon du projet d'usine à yaourts par le groupe agroalimentaire Fage pour des raisons environnementales, Madame la Ministre de l'Environnement et Monsieur le Ministre de l'Économie avaient annoncé à de multiples reprises qu'un «*Nachhaltigkeitscheck*» (NHC) sera introduit comme un outil d'évaluation interne des actes législatifs par rapport à leur impact sur le développement durable. Le NHC constitue une revendication du Conseil supérieur pour un développement durable depuis 2013 et figure aussi dans le 3^e Plan national pour un développement durable (PNDD), ainsi que dans l'accord de coalition 2018-2023. Dans la réponse à la question parlementaire n° 1122, on peut lire que «*les efforts ont été doublés au début de l'année 2019*» en vue d'une concrétisation rapide du NHC.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me fournir plus d'informations sur le NHC qu'en 2019 ?

- Où en sont les travaux d'élaboration du NHC ? Quand peut-on s'attendre à l'achèvement desdits travaux ?

- Est-il toujours prévu de rendre le NHC obligatoire pour chaque projet de loi et facultatif pour les projets de règlement ? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour ne pas rendre le NHC également obligatoire pour chaque projet de règlement ?

Réponse commune (27.04.2021) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie :

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député fait référence à deux processus distincts ; un

contrôle de durabilité des avant-projets de loi et un contrôle relatif à la future implantation d'entreprises au Luxembourg.

Les deux instruments ont comme objectif commun d'évaluer l'impact sur le développement durable au Luxembourg.

Les travaux relatifs au contrôle de durabilité sur les avant-projets de loi ont avancé au sein de la Commission interdépartementale de développement durable. Afin de garantir un juste équilibre par rapport à la charge administrative nécessaire pour sa mise en œuvre et de permettre une compréhension aisée des résultats du contrôle de durabilité, une ultime concertation entre ministères s'avère nécessaire avec comme objectif une introduction du check durable dans la procédure législative digitalisée au cours de l'année 2021.

Le check durabilité est obligatoire pour les avant-projets de loi et facultatif pour les avant-projets de règlement ; cela dans le souci d'éviter une charge administrative trop importante considérant que très souvent des règlements grand-ducaux ont comme objet la mise en œuvre des projets de loi ou ont un objet plus technique.

L'établissement des critères pour un «*Nohaltigkeitscheck*» fir d'Entreprises » est en cours de consultation entre les ministères concernés afin d'arriver à une mise en œuvre dans un temps rapproché. Un partage d'informations y relatif au sein des réunions du Trade & Investment Steering Committee (TISC), ainsi que des échanges poussés entre les ministères représentés au comité interministériel créé à cet effet, démarreront sous peu.

Question 3959 (26.03.2021) de M. Jean-Paul Schaaf (CSV) concernant les bornes de recharge pour véhicules électriques :

An deene leschte Méint ass d'Unzuel vun Autoe mat engem Elektromotor staark geklommen. Doduerch brauch et och ëmmer méi Méiglechkeeten, fir den E-Auto kënnen opzelueden. Besonnesch am ländleche Raum ass dat aktuell Luednetz nach net gutt ausgebaut. Mee och a méi urbanem Raum, wéi zum Beispill am Albau, am Stadkär oder an der Foussgängerzon, huet net all Wunneng eng Stellplaz, wou de Besëtzer vun engem E-Auto kéint eng privat Born installéieren. Dofir ass et wichtig, méi öffentlech Bornen zur Verfügung ze stellen an dëst méiglech no bei de Leit hire Wunnengen, fir esou d'E-Mobilitéit weider ze férdere. An dësem Kontext huet och de Mobilitéitsminister bei der Presentatioun vun dem Super-Chargy-Netzwerk gesot, dass d'Gemengen hiren Deel zur Léisung misste bäidroen. Et gouf awer net erloutert, wéi dëst soll geschéien an ob d'Gemengen Hëllef an Aussicht gestallt géife kréien.

Weider gëtt am Règlement grand-ducal festgehalen, dass all véiert Stellplaz am öffentleche Raum mat engem „précablage“ muss ekipéiert ginn. Et gëtt awer net gesot, wien dann eng Born opstelle muss a wien se finanziert, bedreift an ënnerhält.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass d'Regierung gewillt, fir zousätzlech Bornen zu deenen 800, déi vun den Netzbedreiwer installéiert a finanziert goufen, elo ze subventionéieren, fir der Demande nozekommen?

2. Wéi eng Roll kënn de Gemengen an dësem Fall zou? Ginn si subventionéiert wann si öffentlech Chargy-Bornen opstellen?

3. Wann nee, u wem ass et, fir dës Charge ze iwwerhuelen?

Réponse commune (26.04.2021) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, et de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

ad 1. Mam Chargy-System kruten d'Stroumnetzbedreiwer den Optrag, fir maximal 800 Bornen opzerrichten an domat eng Basisinfrastruktur ze schaffen, déi sécherstellt, dass an all Gemeng am Land op mannst eng Born zu Verfügung steet. Dank dëser Initiativ huet Lëtzebuerg laut enger rezenter Etüd vun der Firma LeasePlan¹ déi drëtthéchten Zuel u Luedpunkte pro Elektroauto an Europa, an ass an hirem „EV Readiness Index“ op Plaz 4.

D'Regierung ass sech awer dem Besoin fir zousätzlech Bornen am öffentleche Raum bewusst, dee mam Zouwuess vun der Elektromobilitéit entsteet. Et gëtt dofir aktuell un engem Subventionssystem fir Entreprisé geschafft, dee souwuel den Ausbau vun öffentlech zougängleche wéi och net öffentlech zougängleche Bornen ënnerstëtze wäert. Déi zousätzlech Bornen, déi duerch dës nei Subvention entstinn, si komplementar zum Chargy-System an och zum Subventionssystem fir d'Borne fir Privatleit doheim, a solle sécherstellen, dass sech zu Lëtzebuerg e koherente Lued-Ökosystem ent-

wéckelt, deen et de verschiddenen Typen vun Utilisateuren erlaabt, zouverlässig opzelueden.

D'Detailer zum Subventionssystem sinn awer nach net finaliséiert, ënnert anerem well eis Servicer am Moment an Diskussioun mat der Europäescher Kommissioun sinn, fir Froen am Kontext vu Staats-hëlfe ze klären.

ad 2. + 3. D'Gemenge sinn e wichtige Acteur fir den Opbau vun der öffentlecher Luedinfrastruktur. Opbauend op der Erfahrung vum Chargy ass geplangt ginn, am uewe scho genannte Subventionssystem, fir öffentlech zougänglech Bornen och weiderhin enk mat anzubannen, engersäits fir déi jee-weileg Besoinen ze identifizéieren, an anerersäits fir géeege Léisungen auszeschaffen, déi a ville Fäll och op öffentleche Parkplaz kéinte realiséiert ginn.

Nieft de Gemenge wäerten zukünftig och privat Acteuren eng méi grouss Roll spillen, fir Projete auszeschaffen, ze realiséieren an ze bedriewen.

Eent vun den Haaptziler vum Subventionssystem ass deemno, dass déi verschidden öffentlech a privat Acteuren enk a gutt zesummeschaffen, fir d'Luedinfrastruktur do opzerrichten, wou se noutwennig a sënnavoll ass, an dass de gemeinsame Projet dobäi dann och vun enger finanzieller staatlecher Kontribution ka profitéieren. An den nächste Méint wäerten d'Gesprécher mat deene verschiddenen Acteuren dozou intensivéiert ginn, fir de Regimm am Detail auszeschaffen.

Question 3963 (26.03.2021) de Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Paul Galles (CSV) concernant la prise en charge des ex-détenus :

Den 23. Mäerz 2021 goung an engem RTL-Reportage rieds vu Persounen, déi zanter Juni 2020 aus dem Prisong entlooss goufen, ouni dass si ee feste Wunnsätz haten. Et heescht an deem Reportage weider, dass vun deenen 30 Persounen, sech der eefel illegal hei am Land opgehalen hunn, an déi aner hätten d'Iwwernuechtungs-offere vum Service central d'assistance sociale respektiv dem Service psychoéducatif vun der Prisongsverwaltung net acceptéiert.

D'Madamm Justizministesche huet erkläert, dass geplangt wier, de Schraasseger Ex-Detenuen d'Méiglechkeet ze ginn, iwwergangsweis op Giwenech ze goen. Och géif um Projet vun de sougenannten Transitiounswunnege geschafft ginn. An enger rezenter Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3698 huet d'Madamm Minister nach geäntwert, dass, entgéint dem Koalitiounsaccord vun 2018, 2019 decidéiert gi wier, zu Lëtzebuerg keng Transitiounshaiser ze schaffen.

Mir wéilten duerfir follgend Froen un d'Madamm Justizministesche, d'Madamm Familljeministesche an den Här Immigratiounsminister stellen:

1. Kënnen d'Ministère eis soen, wéi vill Persounen, déi déi lescht Joren aus dem Prisong vu Schraasseg entlooss goufen, eng Iwwernuechtungs-offer gemaach kritt hunn?

1.1. Wéi vill Persounen hunn dës Offere refuséiert?

1.2. Wat waren d'Grënn vun deenen Ofsoen (den Detenu hat schon eng Méiglechkeet fir ze logéieren etc.)?

1.3. Wier et méiglech, dës Informatiounen opgeléicht op déi lescht fënnf Joren ze kréien?

2. Kënnen eis d'Ministère erklären, ob dann elo Transitiounshaiser geplangt sinn oder net, wëssend dass ni gefuerdert gouf, dass esou Strukturen nëmmen Ex-Detenu solle reservéiert bliewen?

3. Wéi gëtt am Allgemengen de Suivi vun den Ex-Detenu gemaach? Wie mécht dee Suivi? Wéi leeft dee Suivi of?

4. Kënnen d'Ministère bestätegen, dass et an de leschte Jore just zu där enger, am Reportage beschriwwener, onvirebereeter Entloossung aus dem Prisong vu Schraasseg komm ass? Wéi konnt et dozou kommen?

5. Wat déi eefel Persounen, déi illegal am Land waren, ubelaangt, kënnen d'Ministère eis soen, ob et sech hei exklusiv ëm Persounen aus Drëttlänner handelt?

6. Kënnen d'Ministère eis erklären, wéi d'Prise en charge vun dese Persounen konkret no hirer Entloossung ofleeft?

6.1. Ginn dës Persounen, no hirer Entloossung, direkt am Centre de rétention ënnerbruecht, wou jo och e psychosozialen Encadrement séchergestallt ass, fir duerno ausgewisen/ausgeflunn ze ginn?

6.1.1. Wann net, wéi gëtt hir Ausweisung konkret duerchgezunn?

6.1.2. Ginn et do Prozeduren? Wa jo, kënnen d'Ministère déi am Detail beschreiwen?

6.2. Wann net, ginn déi Leit an deem Fall sech selwer iwwerlooss?

6.2.1. Sollt dat de Fall sinn, sinn d'Ministère net der Meenung, dass den néidege Kader feelt fir ze verhënnere, dass si an de kriminelle Milieu nees erofrutschen? Hunn d'Ministère dozou statistesch Material?

6.2.2. Sinn d'Ministère der Meenung, dass Ännerungen un de gesetzleche/prozedurale Bestëmmungen néideg sinn?

Réponse commune (26.04.2021) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, et de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

ad 1. Et sief am Virfeld bemierkt, dass d'Iwwernuechtungs-offere majoritär vum „Service central d'assistance sociale“ (SCAS), dee vum Parquet général ofhängeg ass, proposéiert ginn.

De Service psychosocioéducatif (SPSE) vum Prisong vu Schraasseg mécht keng richteg Iwwernuechtungs-offeren, mee falls e Gefaangene kuerzfristeg entlooss gëtt, kritt e vun sengem SPSE-Agent eng Lëscht mat Foyers de nuit a Cafészëmmeren, wou e kéint ënnerkommen.

Wat de SCAS ubelaangt, si vun Ufank 2018 bis Mäerz 2021, 253 Gefaangener, déi de SCAS betreit huet, aus dem Prisong vu Schraasseg (CPL) op Ennstrof entlooss ginn. All Persoun, déi entlooss gëtt, kritt eng Hëllef ugebueden, mee wéi eng Hëllef konkret ugebuede gëtt, hântk vun de Persounen hirer perséinlecher a stroferechtlecher Situatioun of.

De folgenden Tableau faasst déi verschidden Zenarien no der Entloossung, déi sech während där Zäitspan presentéiert hunn, ënner anerem fir Iwwernuechtungs-offeren, zesummen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - Rechercher n° de la question).

Vun deenen 253 Gefaangenen haten der 114 keng Demande fir eng Iwwernuechtungs- oder Logements-offer un de SCAS gemaach, well hir Wunnsituatioun gekläert war (si hunn eng eege Wunneng, si bei Famill oder Frënn wunne gaangen oder hate scho virun der Prisongsstrof eng Plaz an enger Struktur, wou si och duerno erëm zeréck konnt goen).

6 Persounen sinn op Ennstrof an eng stationär Therapie respektiv an e Spidol gaangen.

52 sinn an hiert Heemechtsland zeréckgaangen, respektiv goufen an de Centre de rétention iwwerwisen.

33 Persounen sinn an Urgencëstrukturen orientéiert ginn oder a Logementer, wou ee méttelfristeg ka bliewen, awer och méi laangfristeg Solutiounen konnten ugebuede ginn. Dorënner falen d'Méiglechkeet, an enger Jugendherberg, engem Cafészëmmer oder engem Hotel ze iwwernuechten, oder an eng Wunneng iwwerwisen ze ginn, déi vun anere Servicer geëiert gëtt (é. a. ONE, SLEMO, Croix-Rouge, Caritas).

Bei 48 vun deenen 253 Gefaangenen konnt de SCAS keng konkret Hëllef ubidden oder huet d'Persoun d'Hëllef refuséiert, respektiv hunn de Parcours an d'Attitud vum Gefaangenen d'Zesummenaarbecht erschweiert an och d'Offer vun den Hëlfelefen ageschränkt.

ad 1.1. Wat de SCAS ubelaangt, hunn 48 Persounen dës Offere refuséiert, wann een sech op déi Persoun beschränkt, déi op Hëllef ugewise gewiescht wieren, mee dës refuséiert respektiv duerch hiert Verhale blockéiert hunn.

Wann een déi 114 Gefaangener, deenen hir Wunnengssituatioun scho vu virera gekläert war, mat arecht, hunn 162 Persounen d'Hëlfelefen net an Usproch geholl.

Wat de SPSE vum Prisong vu Schraasseg ubelaangt, ginn et keng genee Zuelen, mee de SPSE hat vereenzelt Fäll, wou en Agent engem Gefaangenen z. B. proposéiert huet, zesumme Kontakt mam CNDS-Wunnen („Comité national de défense sociale“) opzeshuelen, mee de Gefaangenen dat awer refuséiert huet (well en z. B. bei engem Kolleg ënnerkomm ass). Et ass och scho virkomm, dass e Gefaangenen eng Plaz bei CNDS-Wunnen hat, mee schlussendlech awer net méi wollt dohinner goen.

ad 1.2. Wéi virun erwäant, haten 114 Persounen, déi vum SCAS suivéiert goufen, schon eng gekläerte Wunnensituatioun. Dëst ass och de Grond, wieso verschidde Persounen Offere vum CNDS-Wunnen, déi si zesumme mam SPSE ugefrot haten, schlussendlech awer ofgeleent hunn.

Bei den 48 Persounen bei deenen de SCAS keng konkret Hëllef konnt ubidden, waren d'Grënn dovun verschidden:

- d'Persounen wollte keng Zesummenaarbecht mam SCAS während der Detentioun;

- de Persounen hire Projet war onrealistesche an de SCAS konnt se doran net ënnerstëtzen;

- d'Persounen hunn sech net un Ofmaachunge gehalten, z. B. hunn sech net op Rendez-vous beim SCAS presentéiert oder d'Demarchen net realiséiert, déi vun hinne verlaangt goufen;

¹ <https://www.leaseplan.com/-/media/leaseplan-digital/shared/documents/ev-readiness-index-2021-report.pdf>

- eng ganz Rei Persounen (41 vun deenen 48) waren och mindestens eemol während hirer Prisongsstrof am CPG a sinn erëm an de CPL retransferéiert ginn, wat net heescht, dass si duerno keng Hëllef méi ugebuede kritt hunn, mee d'Zesummenaarbecht sech méi schwierig gestalt huet.

ad 1.3. Vu dass keng Statistike vum SCAS op deene Punkte virleien an all eenzelen Dossier misst vum SCAS nogekuckt ginn, konnten dës Informatiounen nëmmen op déi lescht dräi Joer gesammelt ginn.

Eng Opléschung op déi lescht fënnf Joer huet de SPSE aus dem Prisong vu Schraasseg och net.

ad 2. Am Joer 2019 ass, no der Analys, wéi d'Phas vun der Resozialisierung vun de Gefaangenen an anere Länner ugaangen a gereegelt gëtt, decidéiert ginn, fir zu Lëtzebuerg keng Transitionshaiser ze schaffen, well et als eng ze grouss Gefor ugesi ginn ass, dass esou Haiser als „Prisong nom Prisong“ ugesi gi wieren, an domat eng Stigmatisierung entstane wier, déi enger reusséierter Resozialisierung mat Sécherheet entgéintgewierkt hätt.

Och wann ni gefuerdert gouf, dass esou Strukturen nëmmen Ex-Gefaangene solle reservéiert bleiwen, läit den eigentlechen Interêt vun deenen Transitionshaiser eebe grad doran, eng Transitionshaiser téschent dem Prisong an der Gesellschaft ze erméiglechen. D'Prise en charge an de Suivi sinn och op déi spezifesch Situatioun vun Ex-Gefaangenen adaptéiert. An deene Länner, an deenen et Transitionshaiser ginn, sinn dës Strukturen och fir Ex-Gefaangener reservéiert.

Eng Struktur, déi souwuel Ex-Gefaangener wéi aner Persounen, déi sech an enger prekärer Situatioun befannen, empfänke géif, muss net virgesinn a gebaut ginn, vu dass et aktuell Strukturen ginn, déi déi néideg Logementsoffere kéinten ubidden.

Aus deene Grënn ass decidéiert ginn, e Konzept ze entwéckelen, dass deene Persounen no enger Entloossung aus dem Prisong ka gehollef ginn, haapt-sächlech wann et direkt no der Entloossung ëm eng Plaz fir ze schlofen an aner primär Besoine geet, ouni dass déi ofgesate Prisongsstrof e Krittär ass. De Prinzip soll dee sinn, dass déi Leit d'selwecht gehollef kréie wéi aner Leit déi vergläichbar Problemer hunn, onofhängeg vun der Fro, ob et sech ëm frierer Prisonéier handelt oder net.

ad 3. Beim Suivi vun den Ex-Gefaangene muss ee verschidde Cas de figure ënnerscheeden:

- Gefaangener, déi fréizäiteg entlooss ginn ënnert engem Aménagement vun der Strof mat Konditiounen (Libération conditionnelle, Suspension de l'exécution de la peine, Placement sous surveillance électronique) an déi een Openthaltsrecht zu Lëtzebuerg hunn, gi prinzipiell vum SCAS suivéiert. Dee Suivi gëtt individuell ugepasst op de Probationairen hir Situatioun an den Dispositiv vun de Konditiounen vum Aménagement vun der Strof, déi den Ex-Gefaangene muss während senger Entloossung respektéieren. Dee Moment sinn d'Probationairen ënnert „mandat judiciaire“ an deem Sënn, dass den Ex-Gefaangene verpflichtet ass, mat sengem Bewährungshelfer vum SCAS zesummenzeschaffen.

- Persounen, déi op Ennstrof entlooss ginn, stinn net méi ënnert „mandat judiciaire“, a sinn deemno net méi verpflichtet, mam SCAS, respektiv hirem Bewährungshelfer, zesummenzeschaffen. All Persoun, déi entlooss gëtt, kritt awer d'Offer, bei hirem Bewährungshelfer virstellig ze ginn, woubäi dann zesumme gekuckt gëtt, wéi spezifesch Hëllef kënnen ugebuede ginn a wouhin déi Persoun kann orientéiert ginn. Vu dass d'Bewährungshëllef an sech ënnert „mandat judiciaire“ schafft, kann an dese Fäll kee laangfristeg Suivi doraus entstoën, mee déi concernéiert Persoun gëtt un d'Institutiounen aus der Gesellschaft weidergeleet, fir do déi néideg Hëllef ze kréien. An deene Fäll kënn et virun allem op eng konstruktiv Zesummenaarbecht un an dass déi concernéiert Persoun aktiv matschafft.

Gefaangener, déi eng „libération anticipée“ accordéiert kruten, hunn och keen Openthaltsrecht méi zu Lëtzebuerg² a ginn deemno prinzipiell net vum SCAS suivéiert. Och wann de SCAS am Prinzip just Persounen betreit, déi virun hirer Strofdot schonn ee Lien mat Lëtzebuerg haten, respektiv wou eng Probationmesur an hirem Land kann organiséiert ginn, kann de SCAS dese Persounen, déi keen Openthaltsrecht hunn, och eng Orientatioun an Hëllefstellung ubidden, awer oft manner konkret wéi bei Ex-Gefaangenen, déi een Droit de séjour hunn.

Dobäi hänkt et dovun of, a wéi ee Land d'Persounen zeréckginn (z. B. bei enger Persoun, déi just iwwert d'Grenz wunnt, huet de SCAS oder de SPSE d'Méiglechkeet, d'Entloossung méi konkret virzubereeden a scho mat enger Rei Servicer Kontakt opzehuelen).

Wann eng Persoun, déi ee Séjour irrégulier huet, no der Ennstrof beim SCAS no Hëllef freet, kann de

SCAS, jee nodeem wéi hir Situatioun sech presentéiert, hir just ubidden, mat verschiddene Servicer am associative Milieu Kontakt opzehuelen.

Um Niveau vun der Untersuchungshaft an der provisoirescher Fräiheet vun engem Gefaangenen huet de SCAS keng gesetzlech Kompetenze fir ze agéieren an e Suivi virzugesinn.

ad 4. Während enger Untersuchungshaft kënn et dacks zu onvirebereeten Entloossungen, well d'Prisonen ni am Virus wëssen, ob eng Demande vun engem Gefaangene fir eng provisoirescher Fräiheet accordéiert oder refuséiert gëtt.

Och bei condamnéierte Gefaangene kann et theoretisch virkommen, dass si onvirebereet entlooss ginn, z. B. wann d'Strof déi geschwat gouf immens kuerz ass an/oder no Ofzuch vun der Untersuchungshaft d'Strof (quasi) integral exekutéiert ass, oder och wann si kuerzfristeg vum CPG an de CPL zerécktransferéiert gi sinn.

Bei der onvirebereeter Entloossung vun der Persoun aus dem Reportage war et esou, dass déi Persoun zweemol an de Prisong vu Giwenech transferéiert gouf an zweemol aus disziplinaresche Grënn an de Prisong vu Schraasseg zerécktransferéiert ginn ass. D'Persoun hat theoretisch nach e puer Woche Prisongsstrof ofzesetzen no enger Verschmelzung vun hire Strofen („confusion des peines“), déi als Resultat huet, dass just déi héchste vun e puer feste Prisongsstrofen exekutéiert gëtt an d'Untersuchungshaft vun de verschiddenen Affären ofgerechent gëtt.

Allerdéngs ass dunn an engem weideren Urteel keng Prisongsstrof gesprach ginn an nodeems d'Dauer vun der Untersuchungshaft an där Affär ofgezu ginn ass, ass d'Persoun den Dag vum Prononcé vum Urteel entlooss ginn.

Wéi schonns zum Zäitpunkt vum RTL-Reportage gesot ginn ass, gouf et just deen ee Fall, deen ee Resident betrëfft. Et gouf allerdéngs een zweete Fall, wou et och zu enger direkter Entloossung kouw, do allerdéngs opgrond vun der „confusion des peines“ mat engem auslänneschen Urteel.

Allgemeng gesinn ass esou eng onvirebereet Entloossung also ganz seelen.

ad 5. Vun deenen 11 Persounen waren der 7 aus der EU a 4 aus Drëttlänner. No hirer Entloossung hate verschidde Persounen eng Openthaltsgeneemegung zegutt.

Et sief bemierkt, dass dese Chiffer net komplett ass, vu dass nieft deenen 11 Persounen nach 16 weider Persounen ouni Openthaltsgeneemegung (11 aus Drëttlänner a 5 aus der EU) zu Lëtzebuerg entlooss gi sinn.

Dobäi kommen dann nach déi Gefaangener, déi am Kader vun enger „libération anticipée“ entlooss ginn ënnert der Konditioun, dass si eng „interdiction d'entrée et de séjour“ um lëtzebuergeschen Territoire kruten, fir op direktem Wee zeréck an hiert Heemechtsland ze goen. Dës Persounen kënnen also och an de Centre de rétention iwwerwise ginn.

ad 6. + 6.1. D'Gefaangener, déi „en séjour irrégulier“ am Land sinn, ginn direkt no hirer Entloossung vum Prisong am Centre de rétention ënnerbruecht, dëst ënnert der Konditioun, dass et eng fräi Plaz gëtt, eng Fluchtgefor besteet an et eng Perspektiv gëtt, fir déi concernéiert Persoun zeréckzeféieren. E psychosozialen Encadrement ass op der Plaz garantéiert. Wann dëst net méiglech ass, ginn et nach, konform zum Immigrationsgesetz, Alternativen zur Retentioun.

Drëttstaatler, déi en Titre de séjour zegutt hunn, kënnen eng Demande beim Ausseministère no hirer Entloossung aus dem Prisong arechen.

ad 6.1.1. + 6.1.2. Fir d'Ausweisung gëtt et eng Prozedur déi, wann néideg, mat der Identifizierung vun der Persoun ufänkt, da mam Beschafte vun den néidege Reesepabeiere weidergeet a mat der Ausféierung vun der Ausweisung ofgeschloss gëtt.

Dës Prozedur kann och schonn ugefaange ginn, wann eng Persoun nach am Prisong ass; esou kann et och gegebenefalls zu enger „libération anticipée“ kommen. Dem Concernéierte säin Accord, fir mat dem Hierkonftsland Kontakt opzehuelen, ass dofir awer néideg. Vun dëser Méiglechkeet gëtt awer net ëmmer vun de Persounen Gebrauch gemaach.

Wann d'Ausféierung aus diverse Grënn net méiglech ass, da gëtt déi concernéiert Persoun aus dem Centre de rétention entlooss. Dëst ass virun allem de Fall, wann d'Hierkonftsland net bei der Identifizierung an dem Beschafte vun de Reesepabeiere kooperéiert. Dëst kann och de Fall sinn, wann d'Persoun selwer net kooperéiert. Déi aktuell sanitär Kris huet d'Reckféierungen nach eng Kéier e Stéck méi schwéier gemaach. Falls déi Persoun, déi aus dem Centre de rétention entlooss gouf, nees spéider vun der Police interpelléiert gëtt, an nei Elementer zu hirer Identitéit virleien, fänkt d'Prozedur fir d'Ausweisung nees nei un.

An anere Fäll kann den Immigrationsminister enger Persoun och e „report à l'éloignement“ accordéieren. Dëst ass zum Beispill de Fall, wann et fir e Moment

administrativ oder logistesche net méiglech ass, an dat Land zeréckzegaen.

ad 6.2. + 6.2.1. Och wann dës Persounen, déi „en séjour irrégulier“ am Land sinn an net an de Centre de rétention ënnerkommen, nëmme bedéngt Hëllef vum SCAS a vum SPSE kënnen ugebuede kréien, ginn et aner Institutiounen, un déi dës Persounen weidergeleet ginn an sech kënnen rüchten, fir an hiren Demarchen, notament wat hir administrativ Situatioun ubelaangt, ënnerstëtzt ze ginn.

Och mat engem Suivi an enger Prise en charge vun enger staatlecher oder privater Institutioun, kann een e Réckfall an de kriminelle Milieu ni verhënnere, mee et muss awer betount ginn, dass et schwierig ass, deene Persounen an adequate Suivi unzebidden, virun allem wann si eng Interdiction du territoire hunn an deemno net censéiert sinn, am Land ze bleiwen.

ad 6.2.2. Vu dass den néidege Kader, fir dese Persounen en Encadrement an eng Prise en charge unzebidden, existéiert, si grondleënd Ännerungen net onbedéngt néideg, mee et kéint een eventuell Ännerungen um Niveau vun der Koordination vun de verschiddene Servicer an um Niveau vun der Offer vu verschiddenen Institutiounen diskutéieren, fir dass een eng méi spezifesch Prise en charge vun dese Persounen ubidden kann, déi speziell op d'Situatioun vun dese Persounen ugepasst ass.

Question 3964 (26.03.2021) de **M. Marc Baum** (déi Lénk) concernant l'avenir du château de Sanem :

Depuis l'été 2016, le château de Sanem est inoccupé et son état se dégrade considérablement. À tel point que les visites de l'intérieur sont désormais interdites. La crainte de dommages irréversibles est d'ailleurs réelle. Or, ce château représente un patrimoine unique pour la commune de Sanem et ses habitants ainsi que pour tout le pays. La commune avait d'ailleurs organisé un groupe de travail « château de Sanem », composé de membres du conseil communal, des associations locales et des représentants de l'Administration des bâtiments publics, qui avait recueilli plusieurs idées pour la future utilisation de ces lieux. Certaines de ces idées pourraient se concrétiser dès maintenant dans la partie du château qui fut occupée par le Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe (CVCE) avant son déménagement à Belval en 2016.

Le château est toutefois la propriété de l'État et la commune doit par conséquent attendre une décision gouvernementale sur la future utilisation de ce site patrimonial.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

- 1) Le Ministère a-t-il déjà un plan pour le futur du château de Sanem ? Si oui, lequel ?
- 2) Le Ministère compte-t-il intégrer de façon générale la commune dans la réflexion et l'élaboration d'un plan pour le château ?
- 3) Le Ministère a-t-il déjà pris connaissance de certaines idées recueillies par le groupe de travail « château de Sanem » ?
- 4) Le Ministère a-t-il éventuellement envisagé de procéder par étapes pour la rénovation afin que des parties rénovées puissent déjà ouvrir avant la fin complète des travaux de rénovation ?
- 5) Étant donné que le château de Sanem est un patrimoine historique protégé, quels sont les moyens financiers respectivement les sources de subsides aux niveaux régional, national et européen qui pourraient être pris en compte pour la rénovation et conservation du château ?
- 6) Sachant que les services de la commune de Sanem entretiennent d'ores et déjà les alentours du château et que l'intérêt de conservation et d'utilisation pour le grand public de la part de la commune de Sanem est réel, le Ministère serait-il disposé à désigner la commune de Sanem comme locataire/gestionnaire sur base d'un contrat et de plans concrets sur une période prolongée (p. ex. 20 ans) si une telle demande était formulée par la commune de Sanem ?
- 7) Enfin, le Ministère avait-il considéré l'idée de vendre le château à une personne privée physique ou morale ?
- 8) Le Ministère est-il d'avis que le château doit rester accessible au public ?

Réponse commune (26.04.2021) de **M. Pierre Gramagna**, *Ministre des Finances*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture* :

Différentes analyses ont été réalisées au cours des derniers mois et diverses pistes quant à une réaffectation future du bâtiment ont été explorées, y compris notamment lors du groupe de travail « château de Sanem », sans qu'une conclusion finale n'ait pu être tirée à ce stade. Des contacts avec la commune ont eu lieu dans le passé et il est prévu de renouer ces contacts dans le cadre des réflexions en cours.

En ce qui concerne la rénovation du bâtiment par étapes, il faut savoir qu'une utilisation provisoire et temporaire de certains locaux et sous certaines conditions reste possible à l'heure actuelle en attendant le début des travaux. Une bonne exécution de ces travaux exige cependant que pendant le chantier, le château ne soit pas occupé.

La commune de Sanem, qui entretient les alentours du château de Sanem aux termes d'une convention avec l'État, a bénéficié depuis 2016 d'un subventionnement de 63.847 euros dans l'intérêt des travaux de restauration et de remise en état des murs historiques au jardin du château. En 2020, un montant total supplémentaire de 53.845 euros a été engagé par le Ministère de la Culture en vue d'une restauration et conservation des crédits murs.

Enfin, la vente du château n'a pas été considérée et une utilisation du château par des services administratifs, des activités culturelles ou à vocation éducative devrait permettre d'assurer une accessibilité au public de ces lieux historiques.

Question 4004 (01.04.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Fred Keup** (ADR) concernant la zone d'activité « Gadderscheier » :

D'Gadderscheier ass mat bal 2,80 km² eng vun de gréissten Industriezonen am Land. En Deel dovunner gëtt zënter méi wéi 100 Joer als Dreckstipp vun der deemoleger ARBED (haut ArcelorMittal) benotzt.

Et sinn am Ganze siwe verschidden Deponien um Site vun der Gadderscheier, déi dacks just mat engem Betrieb, deen Holz verschafft, a Verbindung bruecht gëtt. Hei stinn awer nach aner problematesch Betriber. Ee vun deene vermëscht z. B. Äschen a Schlaken, déi op der SIDOR an den Héichwien ufalen, zu enger Emulsioun, déi duerno op de Stroossen als Goudron verschafft gëtt. Um Firmenareal gesäit een zäitweis groe Stëbs leien.

Ofgesi vum Kaméidi, beschwéiere sech d'Leit aus der Émgegend iwwert d'Loftverschmutzung an de Gestank vu Chemikalien, well dat der Gesondheet an der Liewensqualität schuet. Esou reklaméiere vill Awunner vu Suessem an Zolwer zënter Jore bei der Gemeng Suessem, vun där si gesot kréien, si wier net responsabel, do misst een eng Plainte beim Ëmweltministère maachen.

An deem Kontext wéilte mir der Madamm Ëmweltminister gär folgend Froe stellen:

1. Gouf jeemools e Kaméidimonitoring op deem Site gemaach? Wa jo, wéini a mat wat fir Resultater? Wann nee, firwat net?
2. Gëtt et Donnéeën iwwert d'Ausmooss vun der Loftverschmutzung um Niveau vu Partikelen, Faseren a Gëfter um ganze Site? Wa jo, wéi hunn dës iwwert d'Joren evoluéiert? Wann nee, firwat net?
3. Gëtt et Donnéeën iwwert d'Verursachung vum Grundwaasser a vum Buedem duerch Schwéiermetaller oder cheemesch Substanzen, wéi z. B. Dioxin-Bestanddeeler, Néckel oder Ammoniak? Wa jo, wéi hunn dës iwwert d'Joren evoluéiert? Wann nee, firwat net? Fir wéi schlëmm kann een déi Belaaschtungen aschätzen?
4. Ginn dës Saache systematesch kontrolléiert? Wa jo, firwat gi keng Resultater verëffentlecht? Wann nee, firwat net?
5. Ass virgesinn, datt verschidden Deeler vum Site solle sanéiert ginn? Wa jo, wat fir eng a wéini soll dëst geschéien?

Réponse (31.05.2021) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

Am Virfeld vun den Äntwerten op d'Froen ass ze soen, dass déi national Aktivitéitszon „Gadderscheier“ sech iwwerschnitt mat deem, wat an der parlamentarescher Fro Nr. 1784 vum 20. Januar 2020 vum honorabelen Deputéierten David Wagner als Site Crassier Déifferdeng beschriwwen gouf. An der Äntwert op dës Fro féint een e Plang, dee weist, wou sech déi vum honorabelen Deputéierten als „siwen Deponien“ beschriwwen Fläche befannen. Dëst sinn awer net alles „Deponien“ am juristesche Sënn. Bei verschiddene Flächen handelt et sech ëm al Oflagerungen, ëm technesch verfëllte Flächen (Remblai) an ëm eng Lagerplaz vu Schmelzrückstänn.

Fir gewéinlech ginn d'Fläche vun der Bauschuttdecharge Pafewee a vum Remblai „Gadderscheier“ oft als „Industriezon Gadderscheier“ bezeechent. Ënnert dem Remblai Gadderscheier, an enger Déift vu méi wéi 15 Meter, leie méiglecherweis Schmelzrückstänn vun deenen Offalkéip, déi virun der Realisierung vum Remblai net komplett ewechgeholl goufen, sou wéi dat op ganz ville Plazen am Minett de Fall ass. D'Aktivitéitszon Gadderscheier befënnst sech zum gréissten Deel op Suessem Terrain. Déi Fläch gëtt net als „Dreckstipp“ vun der ArcelorMittal genotzt.

Laut dem Règlement grand-ducal du 10 février 2021 rendant obligatoire le plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques » ass déi „zone d'activités économique nationale Gadderscheier“

² Eng „libération anticipée“ kann nëmmen accordéiert gi bei engem auslännesche verurteelte Gefaangenen, deen ouni Openthaltsitel („en séjour irrégulier“) um lëtzebuergeschen Territoire ass an e Verbuet, sech um lëtzebuergeschen Territoire opzehalen („interdiction du territoire“), huet.

aktuell 59,4 ha gross an eng Extensioon ëm 16 ha ass geplangt (de Plang fënnert een <http://data.legilux.public.lu/file/eli-etat-leg-rgd-2021-02-10-a142-jo-fr-pdf-annexe-30.pdf>), insgesamt wärend dat da 75,4 ha an net 280 ha, wéi an der parlamentarescher Fro uginn.

Et ass net korrekt, dass op der „Gadderscheier“ ee Betrib Äschen a Schlake vun der SIDOR géif vermischen. Dës Aktivitéit ass zanter 2011 gestoppt. Haut schafft do ee Betrib, dee Wäiss- a Schwaarzschlaken aus dem Elektroweum um Site vum Crassier Déifferdeng behandelt a weiderverwärt.

D'Ëmweltverwaltung war zanter Juli 2018 am Ganze mat 72 administrative Plainten zu Betriber op „Gadderscheier“ befaasst: hei gouf et gréisstendeels ëm Belaaschtungen am Beräich Luftverschmutzung (20), Kaméidi (25) a Geroch (27). Déi meescht vun deene Plainten konnten engem Betrib, deen Holz verschafft, zougeuerdent ginn.

D'Äntwerten op d'Fro bezéie sech, wann net anescht vermierkt, op d'„zone d'activités économiques nationale Gadderscheier“ (Aktivitéitszon „Gadderscheier“).

ad 1. Am Kader vun der Kommodo-Geneemegung vun der Aktivitéitszon „Gadderscheier“ goufe Kaméidiskontingente fir déi eenzel Parzellen an där Zon festgeluecht, dést op Basis vun enger Kaméidisetüd, déi vum zouguttbare Kaméidi ausgoend d'Emissionspotenzial fir all Parzell vun der Zon ermëttelt huet. Déi an der Geneemegung virgeschriwwen Emissionkontingente gëllen onofhängeg dovunner, ob e Betrib, dee sech do implantéiert, eng Kommodo-Geneemegung brauch oder net. Am Kader vun enger Kommodo-Demande gëtt iwwerpréift, ob den zukünftege Betrib déi anhält. Fir Betriber, déi sech net an där Emprise befannen an eng Kommodo-Geneemegung brauchen, gëtt de Volet Kaméidi am Kader vun där Geneemegungsprozedur iwwerpréift, dést dacks mat Hëllef vu Kaméidisetüden.

Falls festgestallt gëtt, dass sech e Betrib net un déi virgeschriwwen Wäerter hält, ënnerhält déi zoustänneg Autoritéit déi néideg Schrëtt, fir dass sech de Betrib konforméiert. Ee Monitoring, dee jo de Gesamtimpakt vum Kaméidi vu Betriber, awer och dem aneren Ëmfeld (z. B. Verkéier) op d'Ëmfeld géif moossen, géif hei keng weider Erkenntnisser bréngen.

ad 2. D'Ëmweltverwaltung bedreift eng Rei permanent Loftmiessreseauen. Verschidde Miessplazen aus deenen Netzer befanne sech och ronderëm d'Aktivitéitszon Gadderscheier.

Am sougenannte Bergerhoff-Reseau gëtt de Stëbsnidderschlag an déi doranner enthalte Metaller analyséiert. Dese Miessreseau gëtt zu Lëtzebuerg zënter 1973 bedriwwen, virun allem fir d'Aktivitéit vun der Stolindustrie ze iwwerwaachen. Miessplaze ronderëm d'Aktivitéitszon Gadderscheier sinn zu Déifferdeng an zu Suessem. Generell huet de Stëbsnidderschlag iwwert déi lescht Joerzénge staark ofgeho. Punktuell ginn awer nach zu Déifferdeng erhéichte Metallkonzentratiounen vu Chrom an Zénk am Stëbs gemoss. Dést am direkten Ëmfeld vun den nach lafende Stolindustriekonzentratiounen.

Op dëser Plaz steet och e Gerät aus dem Feinstaubmiessreseau. Hei ginn d'Konzentratiounen vu Feinstaub PM10 an déi doranner enthalte Substanzen Arsen, Kadmium, Néckel, Bläi (Schwéiermetaller) a Benzo(a)pyren (e polyzykleschen aromatesche Kuelewaasserstoff) gemoss. D'Wäerter leien all daitlech ënner den europäesche Grenzwäerter.

Op där nämmlecher Plaz ass och eng Statioun aus dem Biomonitoring-Reseau. Hei gëtt ënnersicht, wéi eng Konzentratiounen vu Schwéiermetaller a polyzykleschen aromatesche Kuelewaasserstoff an dem Blatgeméis ze fanne sinn. Hei goufe sporadesch erhéichte Wäerter beim Bläi an de polyzykleschen aromatesche Kuelewaasserstoff (PAK) fonnt.

Déi genau Plaze vun deene verschiddene Miessreseauen kann een op der Internetsäit geoportail.lu, Thema Ëmwelt, Couche Loftqualitéit, consultéieren. D'Resultater vun all de Miessunge sinn ze fannen op der Internetsäit <https://environnement.public.lu/fr/loft/air/mesures/publications-periodiques.html>.

Nieft dese permanente Miessungen huet d'Ëmweltverwaltung rezent nach eng speziell Miesscampagne an dëser Region durchgeführt, fir den Impakt op d'Loftqualitéit an de Wunnquartieren ze ermëttelen. Dobäi si follgend Parameteren ënnersicht ginn: Feinstaub, verschidde Metaller, Dioxinen, PCB, polyzykleschen aromateschen Kuelewaasserstoff (PAK) a Gesamtschwefel. Bis zu dësem Zäitpunkt hunn déi provisoresch Resultater keng alarmant Wäerter gewisen. No Ofschluss vun der Auswärtung gëtt de Bericht vun der Miesscampagne op der Internetsäit <https://environnement.public.lu/fr/loft/air/mesures/campagnes-speciales/campagnes-specifiques.html>.

ad 3. Geologisch gesi leien de Site Crassier Differdang an d'Aktivitéitszon Gadderscheier op den l_{01} , l_{02} -Schichten. Dést si leemeg a steenaarteg Mergelen. Dës Schichte si laut verschiddene geologeschen an hydrogeologeschen Etüden dicht an ent-

sprechen dem gefuerderten Dichtheitskoeffizient, dee vum Règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge des déchets gefuerdert gëtt.

Et gëtt och Donnéeën vu Grondwaasseranalysen, déi um Site Crassier Déifferdeng realiséiert gi sinn. Déi realiséiert Analyse weisen Iwwerschreidung vun de Schwellwäerter vun enger Rei vun de Parameteren op, déi an der Annex II, partie B vum Règlement grand-ducal du 12 décembre 2016 relatif à la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration opgeléicht sinn. Geféierlech an ongeféierlech Substanzen, déi am selwechte Règlement an der Annex VI, Deel A an Deel B opgeléicht sinn, wéi Kadmium, Quecksëlwer, Cyanid, AOX, polyzykleschen aromateschen Kuelewaasserstoff (PAK) konnten och nogewise ginn.

Ob d'Tendenz vun de gemossene Substanzen erop- oder erofgeet, ass net kloer ze soen, aus deem Grond, dass et sech bei den Iwwerschreidungen oft ëm punktuell Noweiser handelt oder déi gemossene Konzentratiounen stabil sinn.

Wéi eng gemossene Substanzen der Industriezon Gadderscheier kënnen zougeschriwwen ginn, geet net aus de Miessungen eraus.

Nei Grondwaassermiessstelle si geplangt, fir d'Originne vun deene verschiddene gemossene Substanzen besser kënnen ze identifizéieren.

Et ass ze soen, dass déi gemossene Substanzen keen Afloss hunn op d'Drénkwaasserqualitéit, aus deem Grond, dass et keng Drénkwaasserfassung gëtt, déi sech an onmëttelbarer Géigend um Site „Gadderscheier“ befënnt an dass déi Grondwaasserleederen, déi fir d'Hierstellung vun Drénkwaasser genotzt ginn, am Beräich vum genannte Site an enger Déift vun e puer Honnert Meter leien, an esou gutt geschützt si virun allmëglecher Kontaminatioun.

ad 4. De Verschmutzungsgrad vum Buedem gëtt aktuell net systematesch kontrolléiert.

D'Grondwaasser gëtt am Beräich vum Crassier vun Déifferdeng a reegelméissegem Ofstänn systematesch analyséiert op Parameteren, déi gréisstendeels an der Annex II, partie B, Annex VI, partie A a B vum Règlement grand-ducal du 12 décembre 2016 relatif à la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration (RGD „mise en décharge“) dra stinn.

D'Remblaien um Site Gadderscheier bestinn aus inertem Bauschutt (hauptsächlech excavéiertem Material). Dese Bauschutt gëtt laut de Krittäre vum RGD „mise en décharge“ opgefëllt. Si stelle keng Verknaschtungsgefor fir de Buedem duer.

Generell sief gesot, dass all virleidend ëmweltrelevant Informatioun kann op Basis vum Ëmweltinformatiounsgesetz bei den zoustännegen Autoritéiten ugefrot ginn.

ad 5. Vu dass d'Aktivitéitszon Gadderscheier aus engem Remblai aus Inertoffall besteet (cf. Fro 4), gëtt et kee Grond do ze sanéieren.

Déi rechtlech Situatioun a Froen zur Sanéierung vu verschiddenen Deeler um Site Crassier Differdang goufe schon an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen Nr. 1714 vum 14. Januar 2020 an Nr. 1718 vum 14. Januar 2020 vum honorabelen Deputéierte Gusty Graas, Nr. 1784 vum 20. Januar 2020 an Nr. 3702 vum 23. Februar 2021 vum honorabelen Deputéierten David Wagner duergeluecht.

Question 4053 (09.04.2021) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV) concernant le **contournement d'Ettelbruck-Feulen** :

Le tronçon Feulen-Ettelbruck (N15) connaît un trafic croissant, alors que la route ne peut aucunement l'assurer. Avec comme conséquence un bouchon quasiment quotidien allant dans quatre directions au niveau du rond-point à l'entrée de la ville d'Ettelbruck.

L'évolution du trafic était constante entre 2013 et 2019. L'année 2020 ne peut pas servir de référence en raison de la pandémie et de ses conséquences pour la mobilité des citoyens. Ainsi, de 2013 à 2019, la N15 entre Niederfeulen et Ettelbruck a connu une hausse du trafic journalier dans les deux sens de 16 %, c.-à-d. les mouvements de trafic sont passés de 10.649 (2013) à 12.349 (2019) unités.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Pendant la même période, le trafic routier sur le contournement d'Ettelbruck a augmenté de 17.182 (2013) à 23.335 (2019) unités, soit une hausse de 36 %.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Étant donné que les communes du Nord du pays connaissent une forte croissance démographique,

la situation actuelle s'accroît davantage. Ainsi, le trafic augmentera aussi dans les communes limitrophes de l'autoroute. Les chemins locaux et les rues résidentielles en seront fortement touchés.

Le raccordement du Nord-Ouest du pays à l'autoroute A7 est perçu comme une nécessité depuis longue date par les habitants de la région et les élus locaux. C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quelle est la raison pour laquelle le Gouvernement n'a pas jugé prioritaire les projets des contournements Ettelbruck-Feulen respectivement Feulen-Heiderscheid au niveau du Plan sectoriel « Transports » (PST) ?

- Monsieur le Ministre poursuit-il les études environnementales, géologiques et conceptuelles pour les contournements en question afin que les travaux puissent commencer dans les meilleurs délais et au plus tard durant l'année prévue par le Plan sectoriel « Transports » ?

- Quelles sont les dépenses respectives du Ministère pour les années 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 pour les contournements en question ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'éclairer tout autant et de façon détaillée de l'objet des dépenses respectives pour chaque année ?

- Monsieur le Ministre entend-il augmenter les dépenses pour les études préparatives dans les années prochaines ?

- L'État a-t-il entamé des démarches pour l'acquisition des terrains indispensables pour la réalisation des contournements en question ?

- Sachant qu'un projet de loi sera nécessaire, quel est le calendrier précis pour la réalisation du contournement Ettelbruck-Feulen ?

Réponse (18.05.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Il est vrai qu'au niveau du Plan directeur sectoriel « Transports » (PST), rendu obligatoire par le règlement grand-ducal du 10 février 2021, les projets de contournement d'Ettelbruck et du contournement de Feulen sont classés d'ordre de priorité 2. L'ordre de priorité dans le cadre du PST se situe sur une échelle allant de 1 à 3 et indique à titre informatif la priorité de réalisation accordée au projet en question. Dans la mesure où les projets de l'ordre de priorité 1 sont désormais, dans le cadre du développement de la « Nordstad », en voie de réalisation, les projets de priorité ultérieure sont dorénavant mis en évidence, dont également la nécessité de dévier le trafic des centres de la future « Nordstad ».

Dans le cadre des études en vue de la réalisation du Plan national de mobilité 2035, l'Administration des ponts et chaussées s'efforce actuellement, conjointement avec mon ministère, d'élaborer un nouveau concept de mobilité pour répondre aux exigences actuelles et futures des usagers de la route et des habitants de la future « Nordstad ». Afin d'atteindre cet objectif, le contournement d'Ettelbruck a été redéfini dans l'intérêt d'une mobilité future. Ainsi, plusieurs variantes sont en train d'être analysées, en tenant compte des conséquences respectives pour l'environnement et l'être-humain. C'est seulement au moment de la détermination définitive du tracé du contournement que les études géologiques, environnementales et archéologiques pourront être lancées. Il en est de même pour les démarches pour l'acquisition des terrains nécessaires.

En ce qui concerne les dépenses entre les années 2014 et 2020, je suis en mesure de fournir les chiffres suivants :

- 2014-2016 : différentes études de tracé au montant de 379.128,79 € ;

- 2018-2019 : études de bruit au montant de 27.495 € ;

- 2020 : étude de trafic au montant de 45.490,63 €.

Question 4059 (09.04.2021) de **M. Fred Keup** (ADR) concernant les **épreuves d'accès** :

Virum Gesetz vum 31. Juli 2016 iwwer d'Orientalionsprozedur vu Schüler, déi de Sprong maache vun Enseignement fondamental an de Secondaire, haten d'Elteren d'Recht, am Fall vun enger Meinungverschiddenheet mat der Commission d'orientation, hir Kanner fir een individuellen Opnamexamen unzemellen („épreuves d'accès“), dee schliisslech driwwer entscheet huet, ob de Schüler dee vun him a vu sengen Eltere gewünschte schoulesche Wee konnt aschloen. Virum genannte Gesetz hat d'Kommissioun just een „avis“ ofginn, deen d'Elteren akzeptéieren konnten oder och net. D'Gesetz vum 31. Juli 2016 huet d'Kommissioun, där d'Eltere vum Kand stëmmberechtigt ugehéieren, mat erweiderte Kompetenzen ausgestatt. Si gëtt net méi just een

„avis d'orientation“ of, mee eng „décision d'orientation“, déi d'Eltere vum Kand nolens volens ze akzeptéieren hunn a géint déi se keen „ultime recours“ kënnen aleeën. A senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3634 schreift den Här Minister, dass et am vergaangene Joer an zwielef Fäll zu Meinungverschiddenheeten tëscht dem Léierpersonal an den Eltere komm ass an dass déi genannte Kommissioun huet missen „tranchéieren“.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Kann de Minister erklären, aus wéi enge Grënn den Elteren d'Méiglechkeet ewechgeholl gouf, hir Kanner am Fall vun engem negativen Avis vun der Kommissioun fir eng Épreuve d'accès unzemellen? Kann de Minister erklären, ob sech dëse System bewäert huet?

2. Sinn dem Minister Fäll bekannt vun Elteren, déi opgrond vun enger Decisioun vun der Kommissioun hir Kanner aus dem Lëtzebuurger Schoulsystem erausgeholl hunn?

Réponse (18.05.2021) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1. Den Opnamexame gouf 1996 ofgeschafft, fir dass net eng Dagesform vun engem Schüler bei enger eenzeger Épreuve ausschlaggebend wier fir deem seng schoulesch Karriär. Den Opnamexame gouf duerch eng holistesche Approche, en Expertenurteil vun enger Kommissioun an den Dialog mam Schüler a mat den Elteren ersat. Nom selwechte Prinzip gouf elo de leschten Iwwerbleibsel ersat. D'Zuel vun Divergenzen huet duerno nach ofgeho, wat d'Sënnhaftegkeet vun der Mesure beleet.

D'Procédure d'orientation fir de Wiessel vun der Grondschoul an de Lycée huet als Zil, fir all Schüler déi richteg Entscheedung, basierend op dem Développement vu sengen Kompetenzen an op sengen Aspiratiounen, ze treffen. An dësem Zesammenhang fänkt d'Prozedur, déi 2016 iwwert d'Gesetz ugepasst gouf, schon am éischte Joer vum Cycle 4 un a bezitt d'Eltere mat an d'Decisioun an. Am drëtten Trimester vum éischte Joer vum Cycle 4 gëtt den Enseignant als Representant vun der pedagogescher Equipe den Elteren eng éischt Prognos an informéiert si iwwert d'Offer vun Enseignement secondaire. Um Enn vum Cycle 4 fënnert dann de sougenannte Entretien d'orientation statt, während deem d'Elteren zesumme mat der pedagogescher Equipe eng Decisioun huelen, wat den zukünftege Wee vum Kand betrëfft.

Dëst Gespréich, genee wéi d'Decisioun fir d'Orientalioun vum Kand, baséieren op ënnerschiddlechen Elementer, déi am Artikel 26 vun der Loi modifiée du 6 février portant organisation de l'enseignement fondamental festgehalen sinn:

1. d'Aarbechte vum Schüler, déi am Laf vum Cycle 4 zesummekomm sinn an Opschluss iwwert seng Léierfortschreitter wéi och seng Interessien, Wënsch an Ambitiounen ginn;

2. d'Resultater vun de formativen an zertifikativen Evaluationsmomenter, déi dem Schüler seng Léierfortschreitter erëmspigelen;

3. d'Resultater vun den Épreuves communes, déi vum Ministère op nationalem Plang organiséiert ginn. Si weisen, wou de Schüler mat senger Leeschtungen am Verglach zur nationaler Moyenne steet a wéi sech seng Kompetenzen entwéckelt hu par rapport zu de Kompetenzniveauen, déi um Enn vum Cycle 4 sollen erreicht sinn;

4. d'Informatiounen, déi de Psycholog gesammelt huet, wann d'Elteren ëm dës Ënnerstützung gebieden hunn.

Dës Elementer erlaben et, ee gudden Iwwerbléck iwwert dem Kand seng Kompetenzentwécklung ze kréien an esou zu enger Decisioun ze kommen, déi am Interêt vun der Weiderentwécklung vum Kand ass. Vu dass sech am Kader vun dëser Prozedur op ënnerschiddlech Elementer baséiert gëtt an d'Decisioun vun all den implizéierte Membere vun der Schoulcommunautéit no enger intensiver Analys vum Schüler senger Kompetenzentwécklung iwwer zwee Joer geholl gëtt, ass d'Akzeptanz vun der Decisioun vun den Elteren a vun der pedagogescher Equipe am Generelle ganz héich. An de leschte Jore koun et am Schnëtt an 99 % vun de Fäll zu engem Accord.

An deene seelene Fäll, bei deene keen Accord tëscht den Elteren an der pedagogescher Equipe fonnt gëtt, kënn et net zu Épreuves d'accès, mee et gëtt eng Orientéierungskommissioun aberuff, fir zu enger Decisioun ze kommen. De Virsëtz vun dëser Kommissioun huet den Direkter vun der Regionaldirektioun. D'Kommissioun setzt sech ausserdeem zesumme aus engem Enseignant aus dem Cycle 4, engem Professer aus dem Secondaire classique, engem Professer oder enger anerer Léierkraaft aus dem Secondaire général an engem Psycholog vum Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS). D'Eltere vum Schüler, den Enseignant vum Schüler an de Psycholog (falls d'Elteren een ugefrot hunn) ginn an d'Kommissioun invi-

tiert. Dës Kommissioun vun Experten ënnersicht op Basis vun den ënnerschiddlechen Elementer op en Neits d'Decision fir d'Orientatioun vum Kand an trifft dann déi final Entscheidung.

ad 2. Et kënn ëmmer erëm zu Wiessele vu Schüler aus der öffentlecher Schoul an de Privé oder an d'Ausland oder an déi aner Richtung. Et ass selbstverständlech, datt d'Elteren dobäi hire Choix net musse motivéieren. Dowéinst verfüügt main Departement och net iwwer déi gefroten Donnéeën.

Mengem Ministère läit zum aktuellen Zäitpunkt och keng Informatioun doriwwer vir, datt et op Basis vun engem Desaccord bei der Décision d'orientation dozou komm wier, datt Elteren hiert Kand aus dem Lëtzebuerger Schoulsystem erausgeholl hätten.

Question 4079 (15.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **responsabilité dans le cas d'accidents de travail** :

Mir ass e rezente Fall zougedroe ginn, wou eng Persoun, déi vun der ADEM eng Aarbechtsplaz am Horeca-Secteur vermëttelt krut, en Aarbechtsanfall (Verbrennung) erlidden huet. Der betreffender Persoun ass doropshi vum Patron matgedeelt ginn, datt si hir Versécherung net opsiche sollt, well déi Persoun (nach) net vum Patron ugemellt war. Dem Betreffenden ass doropshi matgedeelt ginn, sech um d'ITM (Inspection du travail et des mines) ze adresséieren, wou den Dossier awer bis elo kee Suivi krut.

An deem Kontext hätt ech folgend Fro un d'Regierung:

- Wéi gestalt sech déi allgemeng Rechtssituatioun am Fall, wou eng Persoun en Aarbechtsanfall erlidd, déi awer vum Patron net ugemellt ass, a wéi gestalten sech an deem Kontext d'Responsabilitéite vum de jeeeweils involvéierten Acteuren?

Réponse commune (27.04.2021) de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

D'Informatioun vum Aarbechtsanfall an der parlamentarescher Fro Nr. 4079 erméiglechen der Inspectioun du travail et des mines (ITM) net, mat Sécherheet ze bestëmmen, em wéi een Aarbechtsanfall an deem handelt.

Wat d'Rechtssituatioun a Saachen Umeldung bei der Sozialversécherung ugeet, musse laut dem Artikel 425 vum Code vun der sozialer Sécherheet all d'Deklaratiounen, ob Entrée oder Sortie, souwéi all allgemeng Ännerung, déi en Afloss op d'Konditioun vum der Versécherung kann hunn, bannent aacht Deeg un de Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) geschéckt ginn.

D'Bestëmmung vum Code vun der sozialer Sécherheet si vun öffentlecher Uerdnung. Dat bedeit, dass all Persoun zu dem Zäitpunkt vun engem Aarbechtsanfall géint all d'Berufssrisike versécherert ass, esouguer wann si zu deem Zäitpunkt nach net beim CCSS deklaréiert ass.

Déi lëtzebuerger Jurisprudenz prezisiéiert, dass d'Ofdeckung vun de Mataarbechter net vun der Validitéit vun engem Aarbechtskontrakt ofhängeg ass, mee vum Ufank vun der professioneller Aktivitéit an dem Ënneruerdnungsverhältnis, dat tëscht dem Patron an dem Salaré besteet.

Doraus ass ze schléissen, dass eng Persoun, déi Afer vun engem Aarbechtsanfall ass, och onni legal zu deem Zäitpunkt vum Aarbechtsanfall affiliéiert ze sinn, gläichgestallt gëtt mat enger Persoun, déi regelméisseg versécherert ass a profitéiert deemno och vun de Prestatiounen vun der Onfallversécherung am Fall vun engem Aarbechtsanfall.

De Patron, dee säin Employé net bannent aacht Deeg beim CCSS ugemellt huet, riskéiert d'Frais mussen zeréckbezuolen, déi d'Associatioun vun der Onfallversécherung (AAA) ze droen huet weinst dem Aarbechtsanfall vum Salaré, an dëst bis zu enger Limit vum 30.000 Euro.

Wat d'Rechtssituatioun a Saachen Aarbechtsrecht ugeet, ass den Employeur laut dem Artikel L. 312-1 vum Aarbechtsgesetzbuch verflucht, d'Sécherheet an d'Gesondheet vun den Aarbechter an allen Aspekter vun hirer Aarbecht ze assuréieren.

Am Kader vu senger Responsabilitéit muss den Employeur, laut der Aarbechtsgesetzgebung, déi néideg Moosnamen huelen, fir d'Sécherheet an d'Gesondheet vun den Aarbechter ze assuréieren. Hie muss sech em d'Preventioun vun de beruffleche Risike bekëmmern, d'Aarbechter iwwer d'Sécherheits- an d'Gesondheitsrisiken op der Aarbecht informéieren an hie muss d'Aarbechter och a Saache Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht ausbilden. Dës Moosname muss den Employeur regelméisseg upassen, fir de Verännerung vun den Émstänn Rechnung ze droen an hie muss déi existent Situatioun reegelméisseg verbesseren.

Am Fall vu Verstéiss géint seng Flichten a Saache Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht ass dem Employeur seng penal Responsabilitéit engagéiert.

Am Fall vun engem Aarbechtsanfall a fir de Fall gesat, den Employeur wier senger Flichten an der Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht net nokomm, riskéiert hie penal Strofen. Dat selwecht wier et fir de Fall gesat, wou den Employeur den accidentéierten Aarbechter net bei der Sozialversécherung ugemellt hätt.

Am Prinzip kann den Employeur seng Responsabilitéiten net u seng Mataarbechter ofginn, ausser si hätten hir eege Flichten a Saache Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht net respektéiert. Deemno kann den Employeur sech net op seng Absence beruffen oder op e Feeler vun engem vu senger Mataarbechter an och net op e Feeler vun enger Drëtpersoun.

D'Grundlag vun der penaler Responsabilitéit läit an der Ausübung vu sengem Pouvoir an der Firma. Als Employeur organiséiert hien d'Aarbecht a senger Firma, hie wíelt seng Mataarbechter aus a bewäert se no hire Leeschtungen. Als Gégeleschtung ass den Employeur responsabel fir all Verstouss géint d'Gesetzgebung.

Ze bemerken ass och nach, dass de Richter zoustänneg ass fir ze iwwerpräieren, ob den Employeur senger Flichten a Saache Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht net nokomm ass an ob hien dofir penal gestrooft gëtt oder net.

Question 4081 (15.04.2021) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **pénurie d'enseignants** :

Am Enseignement - souwuel am Fondamental wéi och am Secondaire - feelt et weiderhin u genuch Léierpersonal. Aus deem Grund gëtt am Fondamental, well net genuch „brevetéiert“ Léierinnen a Schoulmeeschteren do sinn, op déi sougenannt „Quereinsteiger“ (détenteurs d'un bachelor en relation avec un des objectifs de l'enseignement fondamental) zeréckgegraff. Am Secondaire ginn aus deem selwechte Grund „chargés d'enseignement à durée indéterminée“ agestallt, a vill Enseignanten halen iwwer hir eigentlech Tâche eraus Iwwerstonnen.

Virum Hannergrond vun der akuter Penurie u Léierpersonal wéilt ech folgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

Am Enseignement fondamental:

1. Wéi gesäit laut dem etabléierte Fënnfjoresplang de Besoin un Enseignanté fir déi kommend Joren aus?
 2. Wéi vill Enseignanté gi fir d'Schouljoer 2021/2022 gebraucht?
 3. Wéi vill Schoulmeeschteren a Léierinne ginn dëst Joer respektiv am Laf vum nächste Schouljoer an d'Pensioun?
 4. Wéi vill „détenteurs d'un bachelor en relation avec un des objectifs de l'enseignement fondamental“ (Quereinsteiger) wäerten dëst Joer fir d'Entrée 2021/2022 agestallt ginn?
 5. Wéi vill Enseignanté sinn an der Grondschoul agestallt gi fir d'Schouljoren 2018/2019, 2019/2020 respektiv 2020/2021, opgeschlësselt no brevetéierten Enseignanten a „Quereinsteiger“?
- Am Enseignement secondaire:
6. Wéi vill Enseignanté gëtt et aktuell am Secondaire, am Ganzen an opgedeelt no Fächer?
 7. Wéi gesi laut de Berechnung vum permanente Comité vun Experten d'Previsiounen a puncto Enseignantsbedarf fir déi kommend Joren aus?
 8. Wéi eng Fächer si besonnesch staark vum „Lehrermangel“ betrafft?
 9. Wéi vill Enseignanté ginn dëst Joer an d'Pensioun? Wéi vill a wéi enge Fächer?
 10. A wéi enge Fächer ginn déi meescht Iwwerstonnen gehalen? Wéi vill sinn dat der am Ganzen, pro Fach a pro Enseignant?

Réponse (18.05.2021) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1. Wéi am Artikel 6 vum Règlement grand-ducal modifié du 6 octobre 2009 déterminant la composition et le fonctionnement de la Commission d'experts prévue par l'article 29 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental festgehalten, ass et un enger Kommissioun vun Experten, de Fënnfjoresplang ze erstellen, deen de Besoin u Léierpersonal fir déi kommend Schouljore berechent.

Am Kader vun dëser komplexer Planifikatioun sinn eng Panoplie un Elementer ze berücksichtegen, déi am Artikel 30 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental opgezielt ginn. Bei der Elaboratioun vum Fënnfjoresplang ginn natierlech och déi Donnéeën matabezunn, déi aktuell vun de Gemenge während der Elaboratioun vun der Schoulorganisatioun, wéi an de legalen Dispositiounen virgesinn, an der informatiescher Datebank vu mengem Ministère saiséiert ginn.

Iwwer dës Wee soll séchergestallt ginn, datt kuerzfristeg Entwécklungen, notament a puncto Ufroen vun zousätzleche Ressourcen duerch d'Gemengen an d'Organisatioun vun de Remplacemeter, am Fënnfjoresplang matconsideréiert ginn. Bedéngt doduerch, datt och déi aktuellsten Donnéeën mat an de Fënnfjoresplang afléissen, läit déi neiste Versioun vun dësem Rapport nach net an hirer finaler Versioun vir.

ad 2. Déi am ad 1. genannte Kommissioun vun Experte kënn Mëtt Mee op en Neits zesummen a wäert am Schloss dem Regierungsrat eng Unzuel vun Enseignanten, déi fir dat kommend Schouljoer gebraucht ginn, proposéieren. Aus dësem Grund kann zu dësem Zäitpunkt keng final Unzuel genannt ginn.

Baséierend op de leschten zwee Joer, fir déi jeeeweils ronn 300 nei Enseignanté rekrutéiert goufen, an op de Berechnung vu menge Servicer fir d'Experten aus der Kommissioun, belafe sech déi aktuell Previsiounen vu gebrauchte Vollzäitposten fir d'Schouljoer 2021/2022 erëm op ongeféier 300.

ad 3. Am Laf vun dësem Schouljoer 2020/2021 wäerten insgesamt 48 Enseignanten an d'Pensioun goen. D'Demandes de mise à la retraite ënnerleien engem Delai vu sechs Méint. Vu datt dës Date limite fir d'Schouljoer 2021/2022 nach net erreecht ginn ass, kann an dësem Zesammenhang nëmme eng Previsioun gemaach gi par rapport zur Unzuel un Enseignanten, déi am Laf vum nächste Schouljoer an d'Pensioun wäerte goen. Zum aktuellen Zäitpunkt a bis de Mount November 2021 nach mat hunn am Ganze 50 Enseignanten hir Pensioun ugefrot. D'Erfahrungen aus de leschte Joren hu gewisen, datt d'Unzuel un Enseignanten, déi hir Pensioun fir no November ufroen, relativ kleng ass.

ad 4. Den Artikel 19bis vun der Loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental gesäit vir, datt de Rekrutement vun de Kandidate mat engem Bachelor, deen a Relatioun mat engem vun den Objektivem vum Enseignement fondamental steet, just ka lancéiert ginn am Fall, wou d'Unzuel vun de Kandidate mat engem Bachelor en sciences de l'éducation, déi an de Concours, deen den Accès an d'Funktions vum Instituteur-stagiaire reegelt, ageschriwwen sinn, méi niddereg ass wéi d'Unzuel vun den ausgeschriwwene Posten.

Vu datt d'Inscriptiounen an de genannte Concours zum aktuellen Zäitpunkt nach net clôturéiert sinn, léisst sech déi genee Unzuel u Kandidate mat engem Bachelor, deen a Relatioun mat engem vun den Objektivem vum Enseignement fondamental steet, déi dëst Joer wäerte rekrutéiert ginn, nach net genee berechnen. Allerdéngs wäert an den nächsten Deeg en Appell lancéiert gi fir Kandidate mat engem Bachelor, deen a Relatioun mat engem vun den Objektivem vum Enseignement fondamental steet, ze rekrutéieren. Déi genee Unzuel ergëtt sech awer, wéi uwe beschriwwen, eréischt, wann d'Aschreiwungen an de Concours ofgeschloss sinn.

ad 5. Fir d'Joren 2018/19; 2019/20 an 2020/21 gouf folgend Unzuel vun Enseignanté rekrutéiert:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Bei der Interpretatioun vun dësen Zuelen ass ze beuechten, datt ënnert de Kandidate mat engem Bachelor, deen a Relatioun mat engem vun den Objektivem vum Enseignement fondamental steet, och brevetéiert Enseignanté sinn, déi net um Concours, deen den Accès an d'Funktions vum Instituteur-stagiaire reegelt, deelhuele konnten oder sech am Kader vun dësem Concours net en Rang utile klasséiert hunn.

ad 6. Am Mount Mäerz 2021 waren, onni d'Direktionsposten an onni Intervenants externes, 5.176 Enseignanten am Enseignement secondaire beschäftigt. Dorënner sinn 102 Leit mat engem CDD, déi temporär Remplacemeter vu genannten Enseignanté maachen.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 7. D'Berechnungen aus dem Rapport de planification 2020 fanne sech am Tablo heidrënner. Dës Zuele wäerten am Rapport 2021 iwwerschaaft an ugepasst ginn.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 8. Besonnesch betrafft sinn déi Spezialitéiten, an deenen déi meeschten Iwwerstonnen gelescht ginn; dës ginn aus der Äntwert op d'Fro 10 ervir.

ad 9. Bis elo si 75 Demanden agaangen, fir am Joer 2021 an d'Pensioun ze goen. Vu datt déi Demarché sechs Méint am Virus musse gemaach ginn, ass ze erwaarden, datt nach e puer Demandé wäerten nokommen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 10. Iwwerstonnen/Spezialitéit an (Iwwerstonnen/Spezialitéit)/Enseignant:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4082 (15.04.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** et **Mme Cécile Hemmen** (LSAP) concernant les **réserves financières des groupes d'hôpitaux** :

Au cours des dernières années, les hôpitaux luxembourgeois ont pu accumuler des réserves atteignant en tout quelque 250 millions d'euros. Ces réserves proviennent des enveloppes budgétaires attribuées par la CNS et donc des cotisations des assurés et de la contribution de l'État, des primes qualité, ainsi que de recettes propres diverses.

- Dès lors, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale comment ces réserves se répartissent entre les différents groupes d'hôpitaux et comment elles sont utilisées, et le cas échéant, si leur cheminement et leur utilisation sont sujets à un contrôle.

Réponse (17.05.2021) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

Le total des résultats (reportés) et réserves pour l'ensemble des différents établissements hospitaliers, financés moyennant l'enveloppe budgétaire globale des dépenses du secteur hospitalier à charge de l'assurance maladie-maternité (EBG), était au 31 décembre 2019 de 174.026.425 euros. Ce total comprend tous les établissements financés par l'EBG, donc le total des réserves et résultats (reportés) ne se limite pas uniquement à celles des quatre groupes d'hôpitaux. Le Rapport d'analyse prévisionnel de l'enveloppe budgétaire globale des dépenses du secteur hospitalier de l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) présente, dans son annexe 2, point 1. (Situation financière des établissements hospitaliers), en détail les différents agrégats financiers des établissements (résultat de l'exercice, résultat reporté, réserve). Le rapport est disponible sur la page Internet de l'IGSS: https://igss.gouvernement.lu/fr/publications/Divers/Rapport_EBG.html.

En ce qui concerne l'emploi des résultats (reportés) et réserves par les établissements hospitaliers, le Code de la sécurité sociale ne prévoit pas une limitation dans leur utilisation puisque les réserves peuvent provenir de recettes autres que celles résultant des prestations prises en charge par l'assurance maladie (p. ex. les recettes provenant d'un parking, cafétéria, etc.).

Partant, la Caisse nationale de santé (CNS) ne peut pas contrôler l'utilisation des réserves des établissements hospitaliers et dispose donc uniquement d'une vue des réserves résultant de prestations opposables à l'assurance maladie-maternité. Même si les montants affichés pour les différents établissements hospitaliers concernent à la fois des prestations opposables et des activités non opposables, ces derniers ne concernent pas nécessairement la totalité des activités non opposables des différents établissements. Il faut aussi préciser que la part des activités non opposables diffère d'un établissement à l'autre. Les réserves et résultats des différents hôpitaux ne sont donc pas directement comparables entre eux.

Il reste à préciser que la possibilité pour les établissements hospitaliers de dégager des excédents au niveau du financement par l'assurance maladie-maternité provient principalement de la prime qualité. Selon l'article 40 de la convention conclue entre la CNS et la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (FHL), la CNS s'engage à verser une prime annuelle à chaque établissement participant au programme de qualité, de sécurité patient, d'efficacité et de transparence, remplissant des critères arrêtés annuellement de commun accord par une commission d'évaluation composée paritairement de représentants de la FHL et de la CNS. La prime maximale qu'un établissement peut atteindre est de 2 % des charges opposables de l'établissement.

Question 4087 (15.04.2021) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant le **soutien pour les écoles de danse** :

Déi privat Danzschoule si ganz staark vun de Restriktiounen am Kontext vum Kampf géint Covid-19 betrafft: 30 m² pro Schüler. Dës Konditioun, déi de privaten Danzschoule vun der Regierung Enn November imposéiert gouf, fir iwwerhaupt nach Coursen „en présentiel“ ubidden ze kënnen, kéint verschidden

Danzschoulen an de Ruin dreiwien. Well Danze vun der Regierung als „activité physique“ bezeecht gëtt, si si vum Sportsministère ofhängeg a mussen sech dofir u Restriktiounen halen, déi zum Deel méi rigid si wéi d'Conservatoire, déi vum Schoulministère ofhänken. Vill Elteren huelen hir Kanner dofir aus de privaten Danzschoulen eraus a melle se fir de Conservatoire un.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Sportsminister:

1. Wat ënnerhëlt d'Regierung, fir déi privat Danzschoulen ze ënnerstëtzen a fir hinnen ze hëllefen, aus dëser Kris ze kommen?

2. Firwat gëllt fir déi privat Danzschoulen d'Reegel „30 m² pro Schüler“, während d'Conservatoiren un eng manner streng Reegel gebonne sinn: 10 m² pro Schüler?

3. Aus wéi enge Grënn erlaabt d'Regierung de privaten Danzschoulen net, zum Modus zeréckzekéieren, deen am September, wéi si hire Betrib rëm konnten ophuelen, a Kraaft war: maximal zéng Schüler, Schutzmask, zwee Meter Ofstand, Desinfektioun, Belüftung vun de Raim, Vestiaires, déi zou bleiwen?

4. Ass dru geduecht, fir duerch d'Aféierung vu Schnelltester de privaten Danzschoulen et ze erlaben, ee Stéck Normalitéit zeréckzefannen?

Réponse (17.05.2021) de **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports* :

Virop sief gesot, dass déi privat Danzschoulen net ënnert d'Kompetenz vum Sportsministère falen an ech dowéinst den honorabelen Deputéierten op d'Äntwert vun der Regierung op d'Fro N° 3984 zu deem selwechte Sujet verweisen.

Question 4088 (15.04.2021) de **M. Fred Keup** (*ADR*) concernant les **hydrofluorocarbones** :

Am Artikel „Ce gigantesque commerce illégal qui menace la réduction des gaz à effet de serre en Europe“, deen den 9. Abrëll op „Sciences et avenir“ publizéiert gouf, heescht et, dass den illegalen Handel mat FKW-Stoffer an der EU opgrond vun deenen héije Präisser, déi am Duerchschnitt dat Véier- bis Sechsfacht vum Präis am Weltmarché bedroen, ëmmer méi staark zouhëlt.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Wéi eng Auswierkungen hunn dës FKW-Stoffer op eis Ëmwelt?

2. Gouf et an de leschte Joren och Fäll vun Handel mat dëse Stoffer zu Lëtzebuerg?

Réponse (18.05.2021) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. FKW-Stoffer droen aktiv zum Zäreneffekt an domadder zur Äerderwärmung bäi. Am Verglach zum CO₂ hunn d'FKW-Gasen een Treibhausgaspotenzial, wat méi héich ass. Den R134a zum Beispill, deen an Europa wäit verbreet ass, huet een Treibhausgaspotenzial, deen 1.430-mol méi héich ass ewéi den CO₂. Am Verglach zu hire Virgänger, den FCKW-Stoffer, déi säit den 90er verbuede sinn, zerstéiere si d'Ozonschicht net.

ad 2. Den Handel mat esou Stoffer ass an der EU reguléiert. D'europäesch Reglement aus dem Joer 2014 (Règlement (UE) n° 517/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés) huet eng Serie vu Restriktiounen a Verbueter agefouert, déi d'FKW-Stoffer mat den héchsten Treibhausgaspotenzialer no an no vum Maart huelen an duerch méi ëmweltfrëndlech Alternativen ersetzen. Souwuel den Import an d'EU eran ewéi d'Produktioun an de Memberstaaten ënnerstinn engem Quotesystem, deen vun der EU-Kommissioun geréiert gëtt. Deement-sprechend ass et illegal, FKW-Stoffer an d'EU ze importéieren oder an der EU ze produzéieren, ouni eng Quotenallokatioun ze hunn. Et si Fäll bekannt vun illegalem Handel mat dëse Stoffer an der EU. Déi Produite koumen aus Asien a sinn iwwert de Wee vum Stroosseverkéier um Niveau vun Osteuropa oder iwwert de Schëffsverkéier am Mëttelmier an EU agefouert ginn.

Zu Lëtzebuerg ginn d'Kontrolle vun der Douanesverwaltung (Douane) a vun der Ëmweltverwaltung (AEV) duerchgefouert. D'AEV an d'Douane kréien all Joer eng Lëscht mat deene Firmaen, déi zu Lëtzebuerg eng Quotenallokatioun kritt hunn. Des Weidere kritt d'Douane iwwert hiren informativesche System déi legal Transporter am Stroosseverkéier gemellt. An deene leschte Joren ass keng illegal Fracht vun FKW-Stoffer zu Lëtzebuerg fonnt ginn.

Question 4089 (15.04.2021) de **M. Jeff Engelen** (*ADR*) concernant les **femmes au sein des conseils d'administration** :

Am Tageblatt vum 2. Februar konnt ee liesen, dass ronn 41 % vun de Staatsvertrieder a Verwaltungsréit

vun ëffentlechen Aariichtunge Frae sinn. An Ärer-Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3590 zu genau dësem Sujet, huet d'Madamm Minister geschriwwen, dass d'Fraen 31,41 % vun de Staatsvertrieder a Verwaltungsréit vun de Betriber, an deenen de Staat vertrueden ass, ausmaachen.

An deem Kontext wéilt ech d'Madamm Minister fir d'Gläichstellung tëscht Fraen a Männer gär froen:

1. Wéi vill Sätz maachen 100 % vun de Staatsvertrieder a Verwaltungsréit vun de Betriber, an deenen de Staat vertrueden ass, aus?

2. Ginn et Persounen, déi gläichzäiteg an e puer Verwaltungsréit sëtzen?

3. Wéi vill verschidde männlech Persounen hunn e Sätz als Staatsvertrieder a Verwaltungsréit vun de Betriber, an deenen de Staat vertrueden ass?

4. Wéi vill verschidde weiblech Persounen hunn e Sätz als Staatsvertrieder a Verwaltungsréit vun de Betriber, an deenen de Staat vertrueden ass?

Réponse (26.04.2021) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes* :

An de Verwaltungsréit vun de Betriber, an deenen de Staat vertrueden ass, goufen et op den 1. Januar 2021 164 Posten.

Et gi Persounen, déi gläichzäiteg an e puer Verwaltungsréit sëtzen.

Et sinn 90 verschidde Männer, déi e Sätz als Staatsvertrieder a Verwaltungsréit vun de Betriber hunn, an deenen de Staat vertrueden ass.

Et sinn 42 verschidde Fraen, déi e Sätz als Staatsvertriederin a Verwaltungsréit vun de Betriber hunn, an deenen de Staat vertrueden ass.

Fir all weider Informatioun zu dësem Thema, verweisen ech gären op meng Äntwert op d'Fro Nr. 3590, déi vun lech gestallt gouf.

Question 4092 (16.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant la **participation des demandeurs de protection internationale à la « Gross Botz »** :

A ville Gemenge fënnt am Moment déi sougenannt „grouss Botz“ statt. Privatleit, Veräiner, politesch Parteien an aner Organisatiounen engagéiere sech, fir d'Uertschaften an d'Natur vum Knascht ze befreien, deen am Laf vum leschte Joer ewechgehäit ginn ass. Dësen Engagement férdert ënner anerem och déi gesellschaftlech Solidaritéit. Gläichzäiteg hu mir vill „demandeurs de protection internationale“ (DPI) am Land, déi opgrond vun hirem Openthaltsstatus nach kenger regulärer Aarbecht dierfen nogoen. Foyeren, an deenen esou Persounen wunnen, gëtt et well schonn an enger grousser Zuel vu Gemengen.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Si bis elo schonn DPI kontaktéiert ginn, z. B. vum Staat oder de Gemengen, fir un esou Aktiounen deelzehuelen? Ass dat och scho vläicht opgrond vun enger Initiativ vun den DPI selwer geschitt?

2. Kéinten esou Aktiounen net och zu enger nach besserer Akzeptanz vun deene Persounen an der breeder Populatioun bäidroen? Wär dat och als e Bäitrag zur Integreatioun an déi lokal Communautéit ze gesinn?

3. Kéint d'Regierung sech virstellen, am Sënn vun deene méigleche positiven Auswierkungen, DPI och fir aner Aarbechten am allgemengen, ëffentlechen Interessi anzesetzen?

Réponse commune (18.05.2021) de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile* :

ad 1. D'Gemenge kontaktéieren d'Awunner vun hirer Gemeng, wann Aktiounen an deem Sënn geplangt sinn. Deemno ginn och Awunner, déi e Statut vum „demandeur de protection internationale (DPI)“ hunn an déi enger Structure d'accueil wunnen, agelueden. Et ass all Resident vun der Gemeng eenzel iwwerlooss, ob hien un esou enger Aktioun wëll deelhuefen oder net.

ad 2. All Interaktioun an Austausch op lokalem Niveau gëtt vum Office national de l'accueil (ONA) a senger Partner encouragéiert.

ad 3. DPI dierfen dem Gesetz no déi éischt sechs Méint no hirer Demande de protection internationale net schaffe goen. No den éischten administrativen Demarchen huelen d'DPI während der Zäit vun hirer Demande um „programme d'intégration accompagnée“ (PIA) deel, dëst, fir sech an der Lëtzebuurger Gesellschaft erëmzefannen an esou hiren Integratiounsprozess ze lancéieren a sech déi éischt Sproochkenntnisser unzëeegnen. Eng méi grouss ugeluechten Initiativ ass am Moment net vun der Regierung geplangt.

Question 4093 (16.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant la **participation luxembourgeoise à l'engagement en Afghanistan** :

Den neien US-Präsident Joe Biden huet ugekënnegt, dass sech d'USA bis zum 11. September aus dem Afghanistan zrëckzéie wäerten. Domat ass, 20 Joer no 9/11, dee längste Krich, deen d'USA bis elo gefouert hunn, eriwuer. Domat stellt sech och fir déi aner Staaten, déi am Afghanistan engagéiert waren, d'Fro, wéi et lo weidergeet am Land um Hindukusch.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Bausseminister an un den Här Verdedegungsminister:

1. No der internationaler Press sinn déi europäesch Alliéiert vun den USA net am Virfeld vun där Decisioun vun den USA consultéiert oder informéiert ginn. Kann d'Regierung dat confirméieren? Ass Lëtzebuerg am Virfeld consultéiert oder informéiert ginn? Wann nee, wéi evaluéiert d'Regierung déi Eesäitgeeket am amerikaneschen Decisionsprozess?

2. Ass schonns decidéiert, wéini déi Lëtzebuurger Zaldoten aus dem Afghanistan ofgezu ginn?

3. Wéi presentéiert sech, aus der Siicht vun der Lëtzebuurger Regierung, de politeschen an de militäresche Bilan vum Lëtzebuurger Asaz am Afghanistan? Sinn d'Ziler vum Westen erreecht ginn?

4. Wéi vill huet dësen Asaz Lëtzebuerg am Ganze kascht (international Kontributiounen, Deploiment vun der Arméi, Kontributiounen un déi afghanesch Arméi, Ënnerstëtzung vu lokale Projeten an esou weider)?

5. Wat geschitt nom Ofzuch vum auslännesche Militär mat deene Leit, déi hinnen am Afghanistan politesch, logistes, militäresch oder op soss eng Manéier gehollef hunn? Gesäit d'Regierung d'Gefor vun engem neie Flüchtlingsstrom a Richtung Europa?

6. Wéi schätzt d'Regierung d'Gefor an, déi an de Méint nom Truppenofzuch aus Afghanistan kéint ausgoen? Besteet d'Gefor vun engem méi laange Biergerkrich oder enger Erneuerung vun der Ënnerstëtzung vum internationalen Terrorismus?

7. Wäert Lëtzebuerg nom Ofzuch vu sengen Zaldote weiderhin déi afghanesch Arméi ënnerstëtzen?

Réponse commune (17.05.2021) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Défense* :

ad 1. D'Alliéiert hu sech iwwert déi lescht Wochen a Méint reegelméisseg iwwert hir Presenz am Afghanistan consultéiert. Am Kader vun dëser Consultatioun gouf Lëtzebuerg am Conseil vun der NATO och reegelméisseg iwwert de leschte Stand vun interne „review process“ vun den USA a Kenntnis gesat. Mir waren, mat allen aneren Alliéierten, informéiert iwwer déi verschidden Optiounen, déi fir d'Amerikaner a Fro koumen. Lëtzebuerg gouf och am Virfeld iwwert d'Decisioun vun den USA, hir Truppen ofzézéien, informéiert. D'Decisioun, d'NATO-„Resolute Support“-Missioun (RSM) op en Enn ze bréngen, gouf gemeinsam vun allen Alliéierte geholl.

ad 2. Den Ofzuch vun de Forcé vun der RSM huet kuerz virum 1. Mee ugefaangen a wäert geuerdent, koordinéiert a beduecht oflafen. Et ass geplangt, den Ofzuch vun allen Truppe bannent e puer Méint ëmgesat ze hunn. D'Lëtzebuurger Membere vun der RSM wäerten Enn Mee ofgezu ginn.

ad 3. Um militäresche Plang konnt den Asaz vun den Alliéierten am Afghanistan verhënnere, dass d'Land erëm als Refuge fir Terroriste kéint déngen, déi vum Afghanistan aus alliéiert Länner géifen ugräifen. Zënter der Attack op d'USA den 11. September 2001 goufen et vum Afghanistan aus keng terroristesch Attacke méi op d'alliéiert Länner. D'NATO huet och gehollef, d'afghanesch Sécherheetskräften opzebauen, déi iwwert déi lescht Joren dozou bäigedroen hunn, dass d'Sécherheetslag am Land besser ginn ass.

Donieft huet den Engagement vun der NATO a vun der Europäescher Unioun am Afghanistan dozou bäigedroen, gesellschaftlech Fortschréttler ze erreechen, besonnesch, wat d'Rechter vun de Fraen, vun de Kanner a vun de Minoritéiten ugeet. Déi politesch Ziler am Beräich vun der Demokratie, der Rechtsstaatlechkeet oder de Rechte vun de Fraen, vun de Kanner a vun de Minoritéite gi weiderhi verfollegt, notament am Kader vun der gemeinsamer Aussen- a Sécherheetspolitik vun der EU. De politesche Bilan hänkt och vum Erfolleg vun intra-afghanesche Friddensprozess of, deen den Ament nach leeft an dee vun der internationaler Communautéit begleet gëtt. Zesumme mat eise Partner wäerte mir eis weiderhin dofir asetzen, dass déi politesch a gesellschaftlech Acquisse vun deene leschten 20 Joer erhale bleiwen.

ad 4. D'Kontributiounen am Beräich vun der Defense belafe sech op 51,9 Milliounen Euro zënter

2001. Dee Montant besteet haaptsächlech aus de Kontributiounen un den Afghan National Army Trust Fund zënter 2006. Lëtzebuerg hat um NATO-Sommet 2018 annoncéiert, dës Kontributioun bis 2024 ze verlängere mat enger Kontributioun vu véier Milliounen Euro d'Joer. Den Deploiment vun der Arméi huet zënter 2003 ongeféier siwe Milliounen Euro kascht.

Am Beräich vun der Entwécklungszesummenaarbecht an der humanitärer Hëllef huet Lëtzebuerg zënter 2000 ronn 52,5 Milliounen Euro un d'Agencé vun de Vereenten Natiounen contribuéiert fir Projeten a Beräicher wéi Educatioun, Santé an Développement agricole, awer och fir humanitär Operatiounen ze ënnerstëtzen.

ad 5. D'Sécherheet vun den Afghanen an hire Familljen, déi um Terrain an der „Resolute Support“-Missioun matgehollé hunn, ass fir d'international Communautéit vu grousser Wichtigkeet. Diskussiounen, wéi een deene Leit am beschte kann hëllefen, sinn nach amgaangen. Nieft der Sécherheets-situatioun ass och déi ekonomesch Stabilitéit immens wichteg an deem Kontext, an déi zwou sinn enk matenee verbonden. D'EU wäert sech zesumme mat hire Partner an der Region weiderhi fir d'Stabilitéit a fir eng nohalteg Entwécklung am Afghanistan asetze mam Zil, d'Fortschréttler vun de leschten 20 Joer héichzehalen. D'Entwécklung vun der Migratioun aus dem Afghanistan ass staark ofhängeg vun de Resultater vun intra-afghanesche Friddensprozess, déi am Moment net anzuschätze sinn.

ad 6. Den Niveau vu Gewalt am Land ass weiderhin inakzeptabel. Dat huet een nach eng Kéier gesinn, wéi den 8. Mee mindestens 50 Leit, dorënner vill Meedercher, hiert Liewen hu misse loossen, wéi eng Terrorattack eng Schoul zu Kabul viséiert huet.

Villes wäert vun den intra-afghanesche Friddensverhandlungen ofhänken, déi de Moment zu Doha gefouert ginn. An de leschte Woche goufen et zousätzlech Initiative vun der internationaler Gemeinschaft, fir dee Prozess virunzibréngen. Villes wäert och vum Engagement vun den USA ofhänken. De President Biden huet kloergemaach, dass d'USA weiderhi wäerten an d'Zukunft am Afghanistan investéieren, och wann d'Truppen ofgezu ginn. Den Ofzuch vun den NATO-Truppen aus dem Afghanistan war keng einfach Entscheedung an et war eng Entscheedung, déi och gewëss Risiko mat sech bréngt, déi d'NATO wäert versichen, op e Minimum ze reduzéieren. D'NATO, d'EU an déi international Communautéit bleiwe weiderhi ganz opmierksam, wat d'Sécherheetslag an Afghanistan ugeet.

ad 7. Lëtzebuerg hat um NATO-Sommet 2018 annoncéiert, d'Kontributiounen zum Afghan National Army Trust Fund vun der NATO mat enger Kontributioun vu véier Milliounen Euro d'Joer bis 2024 ze verlängeren.

Question 4098 (16.04.2021) de **M. Jeff Engelen** (*ADR*) concernant le **certificat vert numérique** :

D'EU wëll den 1. Juni de sougenannte grénge Coronaimpfpass aféieren. Enger offizieller Informatioun no hunn elo d'EU-Ambassadeuren engem Mandat zougestëmmt, iwwert dat eng legal Basis fir dës Zort Impfpass mat dem Europaparlament negociéiert soll ginn.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wat ass den Inhalt vun deem Mandat?

2. Wéi eng Rechter si mat dem neien Impfpass verbonden?

3. Wann den Impfpass bis agefouert ass, stellt sech d'Fro, wéi laang dee valabel ass.

Réponse commune (18.05.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1. D'Mandat ass publizéiert op der Internetsäit vum EU-Ministerrot.

ad 2. Déi interinstitutionell Verhandlungen ëm den digitale grénge Zertifikat sinn den Ament nach amgaangen. Dësen ass geduecht, fir eng sécher Beweegungsfräiheet innerhalb vun der EU ze vereinfachen. An Island, Norwegen, Liechtenstein an

Le saviez-vous ?

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

an der Schwäiz wäert dësen Zertifikat och applizéiert ginn. D'Zil ass et, déi aktuell Pabeierszertifikater méi sécher ze maachen an e gemeinsamen an interoperabelen europäesche Kader ze schaffe fir d'Unerkennung vun deenen Zertifikater vun all de Memberstaaten.

ad 3. Aktuell lafen déi interinstitutionell Verhandlungen, wou eng Applikatioun vun zwielef Méint am Gespréich ass.

Question 4105 (16.04.2021) de **M. Charles Margue** (déi gréng) concernant l'emploi des personnes ayant obtenu le statut de protection internationale :

La guerre en Syrie, commencée il y a dix ans maintenant, a provoqué un flux important de réfugiés en Europe. D'autres foyers de conflit existent notamment en Érythrée et en Lybie et provoquent le départ de nombreuses personnes afin de chercher un avenir meilleur en Europe et ailleurs dans le monde.

Le Luxembourg accueille surtout depuis 2015 un nombre important de personnes persécutées et en fuite. L'intégration dans notre société se fait pour les adultes essentiellement par le travail, le travail qui permet une reconnaissance sociale et surtout l'obtention de ressources pour subvenir aux besoins personnels et familiaux de base. L'accès au travail est possible lorsque les personnes réfugiées ont obtenu le statut de protection internationale, on parle des bénéficiaires de protection internationale, des BPI.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre du Travail concernant les BPI, afin de dresser un bilan de l'intégration des BPI par le travail.

1) Monsieur le Ministre peut-il établir l'inventaire des personnes BPI ayant trouvé un travail en précisant :

- les secteurs, domaines d'activité,
- les compétences,
- le temps de recherche avant de trouver un poste de travail (inscrits à l'ADEM),
- les formations et autres mesures reçues notamment via l'ADEM ou d'autres prestataires de formations professionnelles?

2) Monsieur le Ministre peut-il esquisser un bilan de l'accès au travail des BPI en tenant compte des compétences apportées et des compétences acquises au Luxembourg ?

3) Quels sont les défis à relever à court et moyen terme pour intégrer les BPI dans le monde du travail au Luxembourg ?

Réponse (18.05.2021) de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

ad 1) Entre 2015 et 2020, 857 bénéficiaires de la protection internationale (BPI) qui ont été inscrits comme demandeurs d'emploi à l'ADEM ont trouvé ou retrouvé un emploi. Le tableau ci-dessous donne la ventilation par année.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le tableau ci-dessous renseigne les secteurs d'activité où ces BPI ont trouvé un emploi.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le niveau de scolarité de 570 des BPI ne dépasse pas le niveau du secondaire inférieur, c'est-à-dire ils n'ont pas dépassé l'équivalent d'une classe de 3^e ou de 11^e.

Ensuite, 97 BPI ont atteint le niveau du secondaire supérieur (équivalent d'une classe de 1^{re} ou de 13^e) et 190 ont terminé avec succès des études supérieures.

305 parmi ces 857 demandeurs d'emploi ont bénéficié d'une ou de plusieurs mesures pour l'emploi, si bien que toutes ces personnes ont bénéficié de 474 mesures, dont le détail est spécifié ci-dessous.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le tableau ci-dessous indique la durée pendant laquelle ces personnes sont restées inscrites à l'ADEM. Cette durée tient compte, à part entière, des périodes que les demandeurs d'emploi ont passé dans une mesure pour l'emploi.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Malheureusement, il n'existe pas de données fiables permettant de répondre à cette question.

ad 3) Les BPI font partie de notre société. Cependant, leur situation de base se présente le plus souvent très différemment par rapport à celle des autres résidents luxembourgeois. En effet, les systèmes scolaires de leurs pays d'origine peuvent être différents et parfois ils ne peuvent pas présenter leurs diplômes scolaires/de fin d'études.

La maîtrise des langues officielles au Luxembourg est un aspect clé en vue de pouvoir s'intégrer efficacement dans le monde du travail luxembourgeois. Une mauvaise maîtrise des langues du pays rend difficile une communication efficace avec les employeurs potentiels.

Dans ce contexte, il faut encourager et soutenir les BPI dans leurs efforts d'apprendre les langues parlées au Luxembourg, ce qui leur permet une intégration rapide et une meilleure adaptation dans le monde du travail luxembourgeois. En ce qui concerne les différentes offres de cours de langues proposées aux BPI, il y a lieu de se référer ici à la réponse commune à la question parlementaire n° 4006 de l'honorable Député Sven Clement.

Question 4109 (19.04.2021) de **M. Marc Hansen** (déi gréng) concernant le dossier de soins partagé :

L'introduction généralisée du dossier de soins partagé (DSP) en janvier 2020 a marqué un pas important vers la digitalisation progressive du domaine de la santé. Ce dossier électronique permet de regrouper de manière sécurisée toutes les données de santé essentielles d'un patient. C'est d'une part le patient lui-même qui peut alimenter le dossier en introduisant des données pertinentes relatives à sa santé. D'autre part, il revient surtout aux différents professionnels de santé intervenant dans le parcours de soins du patient à étoffer le DSP de données de santé utiles et nécessaires à une prise en charge optimale. L'utilité du DSP dépend ainsi largement de leur initiative.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de la Santé et au Monsieur le Ministre de la Sécurité Sociale :

1) Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils me fournir des données sur :

1. 1) la part des assurés ayant activé personnellement leur DSP ;
1. 2) la part des DSP ayant été activés automatiquement ;
1. 3) la part des assurés ayant opté pour la fermeture de leur DSP ;
1. 4) la part des assurés utilisant activement leur DSP ;
1. 5) la part des assurés ayant déposé eux-mêmes des documents dans le DSP ;
1. 6) la part des assurés ayant donné un accès permanent à leur médecin référent ;
1. 7) la part des assurés ayant constitué un « cercle médical de confiance », donc ayant donné un accès permanent à un ou plusieurs professionnels de la santé, hormis leur médecin référent ?

2) Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils me renseigner sur le taux de participation des professionnels de santé en distinguant entre ceux intervenant dans les laboratoires, hôpitaux et services de soins à domicile, structures spécialisées et les médecins libéraux ? Combien de professionnels de santé ont activé leur compte ? Combien l'utilisent activement en déposant des données dans les DSP ?

3) Quels obstacles empêchent une généralisation du recours au DSP par les professionnels de santé ?

4) Dans quelle mesure un professionnel de la santé est-il obligé de mettre des informations dans le DSP lorsqu'un patient en a exprimé le souhait ? S'il n'y a pas d'obligation, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre, n'envisagent-ils pas d'introduire une obligation légale afin d'accélérer la généralisation du DSP et d'améliorer son utilisation adéquate ?

5) Combien de documents ont jusqu'à ce jour été déposés en moyenne par DSP ? De quel type de documents s'agit-il ?

6) Pour les visites à l'hôpital, le patient doit-il demander à chaque professionnel de santé d'alimenter son DSP ou suffit-il de faire cette demande une seule fois lors de l'admission à l'hôpital ? Est-ce que tous les hôpitaux ont les moyens techniques pour déposer systématiquement toutes les informations nécessaires d'un patient dans son DSP ?

7) Est-il prévu de créer un certificat de vaccination numérique dans le DSP, ceci aussi en vue de la vaccination Covid-19 ?

Réponse commune (19.05.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

14 mois après le début de la généralisation du dossier de soins partagé, nous pouvons vous transmettre les éléments suivants :

ad 1. 1) 12 % de DSP sur les 910.000 DSP actuellement ouverts et recevant des données ont été activés avant l'ouverture automatique.

ad 1. 2) 88 %

ad 1. 3) 0,16 %

ad 1. 4) Depuis la phase de généralisation en 2020, en moyenne 12 % des assurés ont utilisé activement le DSP et cette utilisation était plus importante sur les six respectivement trois derniers mois, compte tenu des usages qui se développent progressivement.

ad 1. 5) À ce jour, 1 % des assurés ont déposé eux-mêmes des documents dans leur DSP.

ad 1. 6) 100 % des patients qui ont conclu une convention médecin référent.

ad 1. 7) 6 %.

ad 2) Le taux de participation peut être résumé comme suit : 7 laboratoires d'analyses médicales, 4 hôpitaux, 1 réseau de soins à domicile, 4 établissements hospitaliers spécialisés soit environ 1.100 professionnels de santé. 390 médecins ont ouvert un compte individuel sur la plateforme et 361 alimentent régulièrement le DSP de leurs patients.

ad 3) Si au Luxembourg la plupart des logiciels métiers utilisés par les professionnels de la santé sont compatibles avec le DSP, les travaux nécessitent de se poursuivre également auprès des éditeurs de logiciels utilisés dans les cabinets médicaux en vue d'améliorer l'intégration et de rendre les procédures d'alimentation du DSP et l'ergonomie aussi faciles que possible.

La généralisation du DSP pour tous les assurés vient d'être effectuée en 2020 et les DSP ont été créés sans être préremplis d'un historique de données du patient. Son usage nécessite dès lors de se développer au fur et à mesure qu'il sera alimenté par des données médicales. L'intégration progressive de certains types de documents actualisés tels que par exemple les données issues des examens d'imagerie médicale et les lettres de sorties en provenance des hôpitaux devraient permettre d'accélérer l'utilisation du DSP pour les patients et les professionnels de santé.

ad 4) Le règlement grand-ducal du 6 décembre 2019 précisant les modalités et conditions de mise en place du dossier de soins partagé prévoit l'obligation : d'une part qu'en cas de demande du titulaire de verser une donnée au dossier de soins partagé, le professionnel de santé l'introduit, conformément à ses droits d'accès et d'écriture, endéans un délai de 15 jours à compter de cette demande et, d'autre part, que les données utiles et pertinentes suivantes sont versées au dossier de soins partagé au plus tard 15 jours après la fin de la prise en charge par le professionnel de santé qui en est l'auteur : les résultats d'analyses de biologie médicale, les résumés cliniques et les rapports médicaux de sortie, les rapports d'images radiologiques ou de toute autre imagerie médicale, le résumé patient.

Les cas d'usage autour du DSP nécessitent encore d'être développés pour certains professionnels de santé, mais l'on constate à ce jour un taux d'utilisation croissant qui devrait évoluer favorablement dans le futur, notamment avec l'arrivée de solutions mobiles et l'appropriation du DSP en particulier aussi par les patients.

ad 5) Au 20 avril 2021 et depuis janvier 2020, 2.806.905 documents ont été déposés dans les DSP.

Les principaux types de documents déposés sont :

- Résultats d'examen biologiques
- Résumé patient
- Résumé des prestations
- Comptes rendus d'actes diagnostiques
- Certificats médicaux
- Expression du titulaire
- Images radiologiques ou autres imageries médicales
- Comptes rendus de séjours hospitaliers et lettres de sorties
- Comptes rendus d'actes à visée préventive
- Rapports médicaux
- Antécédents médicaux et chirurgicaux
- Résumé de passage aux urgences

ad 6) Le demande se fait dans les hôpitaux une seule fois à partir de l'admission, et pour les cas d'urgence, le DSP gère la fonction « bris de glace », c'est-à-dire que le titulaire d'un DSP peut indiquer à l'avance dans son DSP que des professionnels de santé du service des urgences qui sont impliqués

dans sa prise en charge peuvent accéder à son DSP.

L'implémentation évolue favorablement et en plus des documents de biologie, dès le premier semestre de cette année, d'autres documents provenant des hôpitaux comme les comptes rendus d'imagerie médicale, le partage des images médicales, les lettres de sorties pourront être davantage insérés au DSP et développer les usages autour de celui-ci.

ad 7) Un carnet de vaccination électronique, équivalent digital du carnet de vaccination au format de papier jaune, où tous les vaccins d'une personne pourront être intégrés est en cours de développement et sa mise en œuvre passera par plusieurs étapes successives notamment de test à partir du mois de mai. Ce carnet de vaccination sera compatible avec le DSP et permettra d'envoyer, comme pour les résultats d'analyses médicales, les données du carnet de vaccination dans le DSP. Comme ce carnet de vaccination électronique n'est, à ce jour, pas encore déployé et utilisé à une échelle nationale, le certificat de vaccination contre la Covid-19 est actuellement remis en main propre aux personnes vaccinées. La personne peut ensuite déposer elle-même son certificat de vaccination dans l'espace personnel de son DSP.

Question 4110 (19.04.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant les taux minimaux d'imposition des sociétés :

Avancée par le Trésor américain, l'idée d'établir à l'échelle mondiale un taux d'imposition minimum sur les sociétés prend corps avec la perspective d'un accord des ministres des finances et banquiers centraux de pays membres du G20 d'ici les 9 et 10 juillet 2021. D'après certains, cette harmonisation fiscale pourrait également résoudre le problème de l'imposition des géants du numérique.

Dans un article paru aujourd'hui dans le « Tageblatt », un fiscaliste luxembourgeois expérimenté a toutefois évoqué une difficulté possible pour le Luxembourg, i. e. le fait que le taux d'imposition sur le revenu des collectivités (IRC), établi actuellement à 17 %, n'intégrerait e. a. pas l'impôt commercial communal (6,75 %). Il se pourrait dès lors, à défaut de réforme globale de notre système d'imposition des sociétés, que le Luxembourg devrait augmenter le taux de l'IRC actuel.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Madame le Ministre de l'Intérieur :

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis du fiscaliste luxembourgeois précité ?

- Le Gouvernement entend-il dès lors réformer le système d'imposition des sociétés, en intégrant l'ICC à l'IRC ? Endéans quel délai une telle réforme pourrait-elle se faire ?

- Comment le Gouvernement entend-il compenser les pertes en termes de ressources financières aux communes ?

- Le Gouvernement n'est-il pas d'avis qu'il faille rapidement avancer sur le projet de réforme de l'impôt foncier ? Où en sont les travaux d'implémentation de cette réforme ?

Réponse commune (19.05.2021) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

L'article de presse auquel se réfèrent les députés dans leur question parlementaire soulève la question des modalités techniques permettant de calculer du point de vue luxembourgeois le taux minimum effectif dans le cadre du « Pilier Deux », actuellement en négociation à l'OCDE. Il y est notamment fait mention du risque que la détermination du taux minimum effectif au titre du « Pilier Deux » ne tiendrait pas compte de l'impôt commercial communal dont les entreprises luxembourgeoises doivent s'acquitter.

En octobre 2020, le Cadre inclusif de l'OCDE a approuvé le « Rapport sur le Blueprint du Pilier Deux », qui présente les paramètres techniques qui pourraient être à la base d'un impôt minimum mondial, tout en exposant les questions politiques et techniques en suspens qu'il sera nécessaire de résoudre afin de parvenir à un consensus. Le « Blueprint » précité contient un certain nombre de précisions utiles pour répondre aux interrogations des députés. Pour déterminer le taux effectif d'imposition d'un groupe d'entreprises, il y a lieu de diviser le montant des « impôts couverts » par le montant du résultat net, tel que déterminé selon les règles du « Pilier Deux ».

En vertu de la section 3.2. du « Blueprint », la notion d'« impôts couverts » s'étend à tout impôt sur l'ensemble des bénéfices ou revenus réalisés par une personne morale, et à tout impôt équivalent à l'impôt sur les sociétés de droit commun. Ainsi, la définition d'« impôts couverts » vise les prélèvements taxant la valeur de gains monétaires réalisés

par un contribuable au cours d'une période donnée s'appliquant au résultat calculé sur une base nette. Par ailleurs, il est précisé qu'un impôt additionnel, qui opère un prélèvement complémentaire sur le résultat net des entités nationales, relèverait également de la définition des impôts couverts.

Les précisions données par le « Blueprint » devraient donc permettre de conclure que l'impôt commercial communal répond à la définition des « impôts couverts » de sorte que le taux minimum effectif d'une entreprise luxembourgeoise serait à calculer en additionnant les taux supportés au titre de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial communal.

Le Luxembourg veillera à ce que le consensus qui se dégagera le cas échéant au sujet du Pilier Deux reprenne les développements contenus dans le « Blueprint » au sujet des « impôts couverts ».

Eu égard à la réponse à la première question, les questions 2 et 3 sont de nature hypothétique.

Tel que l'annonce l'accord de coalition 2018-2023, la réforme de l'impôt foncier, qui devra contrecarrer la spéculation foncière, sera reliée à la refonte des plans d'aménagement général (PAG) « nouvelle génération ». Les travaux d'implémentation sont en cours, dont le développement des outils informatiques nécessaires qui permettront de déterminer de manière automatisée la valeur des terrains qui serviront d'assiette pour le calcul de l'impôt foncier.

Question 4111 (19.04.2021) de **MM. Jeff Engelen et Fred Keup** (ADR) concernant le **terrain d'entraînement du CGDIS** :

An engem rezenten Zeitungartikel konnt een no liesen, datt den Trainingsseite fir d'Pompjeeën, deen ënnert der Autobunnsbréck vun der A1 läit, fir de CGDIS onverzichtbar wier. Nëmmen hei kéinten d'Pompjeeën ënnert realistesch Bedéngungen d'Läsche vu Bränn mat Holzfeier üben. Et wier deemno awer esou, datt dësen Trainingsseite an der Gréngzon géif leien a bis dato nach iwwerhaupt keng Geneemegung géif virleien, déi et de Pompjeeën erlabe géif, hei fir den Eeschtfall ze üben.

An deem Kontext hätte mir folgend Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Regierung confirméieren, datt deen uewe genannten Trainingsseite fir de CGDIS an enger Gréngzon läit a keng Geneemegung virleit?

2. Wéi soll d'Zukunft vum genannte Site ausgesinn? Ass envisagéiert, awer eng Geneemegung fir den Trainingsseite ausstellen? Wa jo, a wéi engem zäitleche Kader ka mam Ausstelle vun dëser Geneemegung gerechent ginn? Wann neen, u wéi een alternative Site denkt d'Regierung?

Réponse commune (19.05.2021) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

D'Ariichtunge vum CGDIS am RAGTAL sinn de Moment net mat enger Autorisatioun nom Naturschutzgesetz ofgedeckt.

D'Regierung erkennt de Formationssite awer als eng Infrastruktur vun nationalem Interessi un. An de Gebailechkeeten, déi sech a priori an enger Gréngzon befannen, ass d'Ofhale vu Formationen dofir och autoriséiert.

De CGDIS huet eng Ëmweltetüd vun engem approveierten Expert ausschaffe gelooss an eng Autorisatioun ugefrot, mat enger Propos vun engem Managementsplang fir de Site.

D'Bearbechte vum Dossier ass amgaangen, an eng Autorisatioun mat Konditiounen wäert an nächster Zäit ausgestellt ginn.

Question 4112 (19.04.2021) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **santé mentale** :

Die mit der sanitären Krise verbundenen Einschränkungen belasten psychisch kranke Menschen besonders. Wie es auch aus der internationalen Presse hervorgeht, leiden Menschen vermehrt an Antriebslosigkeit, Angst und Depressionen. Auffällig sei auch, dass junge Menschen in zunehmendem Maße vereinsamen. In der Tat würden die überwiesenen Patienten in den psychiatrischen Kliniken immer jünger werden. Gerade in der Pandemie würden viele Menschen über Monate hinaus nicht merken, dass sie depressiv werden.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Regierung stellen:

1. Hat die Regierung vor, dem Thema psychische Gesundheit in Zukunft mehr Aufmerksamkeit zu widmen?

2. Wenn dem so ist, hat die Regierung schon eine Strategie beziehungsweise ein Programm ent-

wickelt, um die betroffenen Menschen aufzufangen, wissend, dass auch viele Menschen in Luxemburg unter der sanitären Krise leiden und eventuell vermehrt Depressionen oder Angstzustände entwickeln? Wie sieht diese Strategie aus?

3. Sieht die Regierung vor, Aufklärung in Sachen psychische Gesundheit an Schulen und am Arbeitsplatz zu betreiben und zudem mehr Anlaufstellen für Personen aus prekären Verhältnissen aufzustellen?

Réponse commune (25.05.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1. Der Regierungskoalitionsvertrag 2018-2023 sieht vor „einen nationalen Plan für psychische Gesundheit aufzustellen. Dieser Plan soll die weiterführende Dezentralisierung der Psychiatrie beinhalten sowie die Zusammenarbeit der Krankenhäuser und der außerklinischen Strukturen verbessern, die Bereiche der psychotherapeutischen und psychosomatischen Medizin aufstellen, die Diversifizierung und die Erhöhung der Kapazitäten vom außerklinischen konventionierten Bereich vergrößern sowie die betreuungsrelevanten Ateliers thérapeutiques erweitern. In diesem Zusammenhang wird eine Vereinbarung mit dem Bildungsministerium die Möglichkeit eines geeigneten pädagogischen Angebots für den Krankenhaussektor der Jugendpsychiatrie aufgestellt“.

Das Ministerium für Bildung, Kindheit und Jugend setzt seit den 60er-Jahren in den luxemburgischen Gymnasien auf die Entwicklung der psychosozialen Dienste innerhalb der Schule. Seit der neuen Gesetzgebung der Gymnasien (Loi du 29 août 2017 portant sur l'enseignement secondaire) wurden zusätzlich zu den SePAS (sozialpsychologische Dienste) auch SSE (soziopädagogische Dienste) gegründet, welche neben den Methoden der psychosozialen Arbeit auch die der nonformalen Bildung und Jugendarbeit den Schülern zugutekommen lassen sollen. Ziel ist es, im weitesten Sinne das Wohlbefinden durch Förderung der sozialen, emotionalen und anderen transversalen Kompetenzen zu stärken. Dies ist im Kontext einer „whole school approach“ zu verstehen, gemäß des Rahmenplanes „Cadre de référence commun pour l'accompagnement psycho-social et l'offre périscolaire dans les lycées“, nach welchem nur ein ganzheitlich orientierter, schulumfassender Ansatz Effizienz in Bezug auf das Wohlbefinden aufzeigen kann.

In den luxemburgischen Grundschulen gewährleisten die Lehrkräfte in enger Zusammenarbeit mit dem sozialpädagogischen Personal, welches unter anderem Erzieher, Pädagogen und Psychologen umfasst, die fester Bestandteil der „Équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques“ (ESEB) einer jeden Regionaldirektion sind, eine umfassende Betreuung der Schüler. Diese beschränkt sich längst nicht mehr ausschließlich auf die Entwicklung der fachspezifischen Kompetenzen, sondern schließt auch die Förderung der transversalen Kompetenzen mit ein. Um die nötigen Voraussetzungen zu schaffen, mit dem Ziel, den spezifischen Bedürfnissen der Schüler gerecht werden zu können, wurde die Anzahl der Mitarbeiter der ESEB kontinuierlich während der letzten Jahre erhöht. Des Weiteren werden die Lehrkräfte durch den „instituteur spécialisé dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques“ unterstützt der ein besonderes Augenmerk auf die Bedürfnisse der Schülerschaft legt.

Alle Akteure in den luxemburgischen Grundschulen legen demnach Wert auf eine umfassende Betreuung der Schüler, die neben den fachbezogenen Kompetenzen auch die Entwicklung der fächerübergreifenden Kompetenzen der Schüler fördert, damit letztere bestmöglich auf die Herausforderungen des Alltags vorbereitet werden. Unter den fächerübergreifenden Kompetenzen sollen vor allem die im Lernplan definierten Bereiche der relationalen und affektiven Einstellungen der Schüler dazu befähigen, sich über ihre alltäglichen Erfahrungen auszutauschen und gegebenenfalls Dritten Bedürfnisse mitzuteilen, die für ihr Wohlbefinden wesentlich sind. Durch die in diesem Kontext durchgeführten Aktivitäten werden die Schüler dazu ermutigt, sich bei Bedarf an die Lehrkräfte oder Erzieher in der Grundschule zu wenden, um Hilfestellungen zu erhalten, die ihnen bei der eigenständigen Bewältigung der Hürden des Alltags helfen.

Sowohl im allgemeinen Schulalltag als auch im aktuellen Kontext der Gesundheitskrise im Zusammenhang mit Covid-19 ist das Schulpersonal einer der wichtigsten Ansprechpartner der Schüler. Dank der Vertrauensbindung, die sich während der Unterrichtsstunden zwischen dem Schulpersonal und den Schülern entwickelt, zögern letztere nicht, sich bei Bedarf an das Schulpersonal zu wenden, um diesem ihre Sorgen anzuvertrauen. Das Schulpersonal seinerseits hat stets ein offenes Ohr für die Bedürfnisse ihrer Schüler und verfügt über die nötigen Kenntnisse, um diesen erfolgsversprechende Hil-

festellungen zu geben oder gegebenenfalls weitere Fachkräfte hinzuzuziehen.

Darüber hinaus wurde das Schulpersonal von meinem Ministerium dazu ermutigt, gegebenenfalls in Zusammenarbeit mit den sozialpädagogischen Mitarbeitern der ESEB, die Erlebnisse der Schüler im Zusammenhang mit der Pandemie unter anderem im Fach „Vie et société“ zu besprechen und sich den Bedürfnissen der Schüler in diesem Bereich verstärkt anzunehmen. Des Weiteren wurden auch die Eltern von den Lehrkräften über mögliche Anzeichen für psychische Probleme bei ihren Kindern sowie auch über mögliche Hilfestellungen und spezialisierte Hilfsangebote aufgeklärt. Hinzu kommt, dass 428 Aushilfslehrkräfte das Schulpersonal seit der zweiten Hälfte des aktuellen Schuljahrs unterstützen, um noch gezielter mittels differenzierter Unterrichtsmaßnahmen auf die Bedürfnisse der Schüler einzugehen und gegebenenfalls eine frühe Erkennung einer möglichen Belastung der Schüler durch die mit der Krise verbundenen Einschränkungen zu fördern und entsprechende Hilfestellungen anzubieten.

Neben diesen strukturellen Ressourcen, die das MENJE den Schulen bereits zur Verfügung gestellt hat und auch weiterhin zur Verfügung stellen wird, sind des Weiteren auch fachstrategische Ansätze zur Förderung des Wohlbefindens zu erwähnen. Seit 2019 werden alle Präventions- und Interventionsmaßnahmen der SePAS- und SSE-Dienste unter einer umfassenden Strategie für das Wohlbefinden gebündelt und aufeinander abgestimmt. Durch die Aufteilung in fünf thematische Handlungsfelder wie Suchtprävention, Gewaltprävention, Digitalisierung, sexuelle und affektive Bildung und mentale Gesundheit (darunter Suizidprävention), die klare Identifikation von Zielpublikum, Programmen und Methoden sowie Partnerschaften mit ausgewählten Experten, werden zielorientierte, kontextuell angepasste und nachhaltige Maßnahmen definiert. Somit kann sichergestellt werden, dass flächendeckend, systematisch und fachlich nachvollziehbar das Thema Wohlbefinden, darunter auch die psychische Gesundheit in der Schule, behandelt wird.

ad 2. Pandemiebedingt ist leider die Aufstellung des nationalen Plans für psychische Gesundheit in Verzug geraten. Nichtsdestotrotz sind Aktionen vom Suizidpräventionsplan verlängert worden, als auch neue aufgestellt worden, wie z. B. die Aufstellung der Fortbildung im „Erste Hilfe psychische Gesundheit“.

Strategisch gesehen wird der nationale mentale Gesundheitsplan in der Kontinuität des Suizidpräventionsplans aufgestellt werden und durch weitere notwendigen Maßnahmen erweitert. Der Plan wird sowohl Sensibilisierung- als auch Präventionsmaßnahmen ergreifen, wie auch holistische Behandlungs- und Rehabilitationsmaßnahmen. Fortbildung-, Forschungs-, oder Finanzierungsaspekte könnten ebenfalls Teil des zukünftigen mentalen Gesundheitsplans sein.

Um die Jugendlichen nach dem ersten Lockdown besser zu erreichen, wurden aufsuchende Aktivitäten in den Gymnasien durchgeführt, da die anfängliche Anweisung zur Verringerung der tatsächlichen Aufenthaltszeit der Schüler innerhalb des Schulgebäudes die Besuchsmöglichkeiten der SePAS und SSE erschwerte. Somit haben sich die psychosozialen Dienste telefonisch, über soziale Medien oder via Teams bemüht, mit den Jugendlichen in Kontakt zu bleiben. Zusätzlich wurden spezifische Initiativen eingeleitet, welche es erlaubt haben, aufsuchende Schulsozialarbeit zu leisten, immer mit dem Ziel, mit den Schülern in Kontakt zu bleiben und um Beziehungen zu pflegen.

Aufgrund des regelmäßigen Austausches zwischen dem MENJE und den Vertretern der Jugendorganisationen hat sich nochmals bestätigt, dass eine nachhaltige Strategie im Hinblick auf das Wohlbefinden der Schüler in Luxemburger Schulen nur gemeinsam entwickelt werden kann. So sind in den letzten Monaten folgende Initiativen entstanden, um im Kontext einer Kampagne für das Wohlbefinden der Kinder und Jugendlichen auf die bestehenden Angebote aufmerksam zu machen und Kinder und Jugendliche in Not verstärkt zu unterstützen:

- Aktivierung der Helpline 8002-9393 in Zusammenarbeit mit dem CePAS und dem ONE;

- Entstehung der Kampagne #act4support in den sozialen Medien;

- Ausarbeitung eines spezifischen Weiterbildungsangebotes für Lehrer und Jugendarbeiter zum Thema Wohlbefinden;

- Erstellung zweier Leitfäden für Eltern über mentale Gesundheit und mögliche Anlaufstellen;

- Erfassen eines Leitfadens für Lehrer über die offene pädagogische Haltung in Bezug auf mentale Gesundheit;

- Generierung der „Corona Inspiration Box“ für Lehrer und Jugendarbeiter mit pädagogischen Erfolgsmethoden aus der Praxis rund um das Thema Beziehungsarbeit mit Jugendlichen in der Schule und außerhalb der Schule in Zeiten der Coronapandemie;

- Regelmäßiger „Bildung am Dialog“-Austausch von Minister Claude Meisch mit den psychosozialen Diensten, den Jugendzentren und den Jugendvertretungen zum Thema der mentalen Gesundheit;

- Kampagne #mindmymind“ des CePAS im Kontext des diesjährigen Europäischen Jugendinformationstages zur psychischen Gesundheit;

- Kreation der „Boomerang“-Karte und eines Videos mit den Schlüsselbotschaften #dubassneteleng #traudech und #youarestrongerthanyouthink in Zusammenarbeit mit den nationalen Schüler-, Studenten- und Jugendvertretungen;

- Sensibilisierungskampagne für Lehrkräfte, welche auf bestimmte Anzeichen von Unwohlsein aufmerksam macht;

- Kampagne „Mir spielen zesammen“;

- Portal für Kinder/Familienaktivitäten (welche unter anderem die Inhalte von „Schoul doheem“, „Aktiv doheem“, „Aktiv dobaussen“, „Wellbeing@home“ zusammenfasst).

ad 3. Technisch gesehen könnten neben der Sensibilisierung der Allgemeinbevölkerung im zukünftigen nationalen Plan auch Maßnahmen ergriffen werden, die die Notwendigkeiten und Charakteristika bestimmter Populationen wie z. B. Alter, Demographie, soziale Aspekte wie z. B. Migrationshintergrund oder prekäre Situation aufgreifen.

Das bestehende Netzwerk zwischen schulinternen und -externen Psychologen sowie Psychotherapeuten wird gefördert, sodass jedem Schüler eine Wahl kostenfreier und vertraulicher Anlaufstellen zur Verfügung stehen soll. Dies wird sowohl von der Eltern- als auch von der Schülervertretung unterstützt. Im Falle des Bedarfes einer langfristigen therapeutischen Begleitung wird dieses Netzwerk es den SePAS der Schulen erlauben, die Schüler an externe Psychotherapeuten weiterzuleiten. Diese Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Anbietern wie dem ONE (Office national de l'Enfance), dem CePAS (Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires), der SePAS (Services psychosociaux et d'accompagnement scolaires) und den liberalen Psychotherapeuten wird durch eine Partnerschaftserklärung operationalisiert und konsolidiert, um das Angebot zu erhöhen und die Zugänglichkeit der externen Anlaufstellen zu vereinfachen.

Die Zusammenarbeit mit der Jugendpsychiatrie wird ebenfalls verstärkt werden durch die Aufstellung eines mobilen pluridisziplinären Teams der Jugendpsychiatrie, das die Versorgung der Schulen und der Kinderheime mit einer fachspezifischen, jugendpsychiatrischen Expertise garantieren wird.

Darüber hinaus finanziert das Ministerium für Familie, Integration und die Großregion eine Reihe von Zentren, die psychologische Beratungen und/oder Therapien sowie telefonische Seelsorge anbieten. Diese Zentren sind in erster Linie eine Anlaufstelle für Personen und/oder Familien in prekären Lebenssituationen. Alle diese Zentren verfügen über gut ausgebildetes Fachpersonal wie Psychologen und Psychotherapeuten.

Die Auswirkungen der sanitären Krise sind in der Tat spürbar und das Ministerium für Familie, Integration und die Großregion hat Vorkehrungen getroffen, um das Personal der Zentren zu verstärken und die Dienstleistungen noch gezielter auf die Bedürfnisse der betroffenen Menschen auszurichten.

Question 4113 (19.04.2021) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant le **chariot de supermarché pour enfants handicapés** :

Eltere vu Kanner mat enger Behënnerung gi viru vill Erausforderungen an hirem Alldag gestallt. Esou zum Beispill och, wann et drëms geet, mat Kanner, déi am Rollstull setzen, an de Supermarché ze goen. Déi kleng Sätzfläch, déi et a verschiddene Caddië gëtt, ass oft net grouss genuch, fir dass och nach eeler Kanner kéinten dra Plaz huelen. An Amerika huet eng jonk Mamm vun engem klengen Meedchen, dat duerch kierperlech Behënnerungen a senger Bewegungsfreiheet ageschränkt ass, dofir ee Caddie entworfen, an deem Kanner och nach Plaz huelle kënnen, wa se méi grouss sinn. Esou muss d'Mamm net méi de Caddie an de Rollstull gläichzäitig duerch de Supermarché drécken. Déi jonk Mamm huet an den USA schon e puer Supermarché vum hiner Iddi iwwerzeegt kënnen.

An deem Zusammenhang wëllt ech de Ministere fir Famill an Integratioun a fir Wirtschaft dës Fro stellen:

- Hunn d'Ministere scho vun esou Initiativen héieren?

Falls jo, envisagéieren d'Ministernen, den Asaz vun esou Caddien an de Supermarchéen ze encouragéieren oder, zum Beispill am Kader vun engem Pilotprojet, souguer ze subventionéieren?

Réponse (19.05.2021) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

D'Accessibilité an den „Design for all“ si ganz wichteg Sujeten, an am Sënn vun enger „égalité des

chances“ fir jiddereen ass et noutwendeg, fir den Zougang zu alle Services an effentleche Plazen a Gebaier un d'Bedierfnesser vu behënnerte Mënschen unzepassen.

De Projet de loi Nr. 7346 iwwert d'Accessibilitéit vun den effentleche Plaze gesäit eng ganz Rëtsch vu verschiddeenen Accessibilitéitsnorme vir. Dëst Gesetz wäert behënnerte Leit den Accès zu effentleche Services, Plazen a Gebaier weesentlech vereinfachen an hiren Alldag ëm vill méi liicht maachen. Verschidde Thematiken, wéi déi vun de Supermarchéscaddië fir Kanner mat engem Handicap, sinn allerdéngs esou spezifesch, dass et net ubruecht ass, fir se iwwert ee Gesetz ze reegelen.

Fir op d'Fro vum Här Deputéierte Marc Goergen méi prezis kënnen ze äntweren, well déi Problematik déi behënnert Kanner an hir Betreier betrëfft, hunn ech d'ADAPTH, den nationale Kompetenzzentrum fir d'Accessibilitéit vun de Gebaier (CCNAB), dee mam Familljen- an Integrationsministère konventionéiert ass, mat der Analys vun der Problematik beoptraagt.

D'ADAPTH huet eng Etüd vu verschidde Modeller vu géeege Caddien, déi een um Maart ka fannen, duerchgefouert; de Familljeministère wäert dës Etüd allen zu Lëtzebuerg etabléierte Supermarchéen zoukomme loosse an op d'Wichtigkeet vun der Problematik hiweisen.

Gläichzäiteg hunn eng Rei Supermarchéen dem Familljeministère matgedeelt, dass si sech der Problematik bewusst sinn an aktuell verschidde praktesch Léisungen analyséieren, fir dann déi fir hir Entreprise géeege Solutioun an hirem Supermarché ëmzesetzen.

Question 4115 (19.04.2021) de **Mme Viviane Reding** et **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **révision des accords internationaux impliquant un transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers** :

Dans une déclaration du 13 avril 2021, le European Data Protection Board (EDPB) a invité les États membres à évaluer et, si nécessaire, à revoir les accords internationaux impliquant un transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers, notamment dans le domaine fiscal. Dans ce contexte, il est utile de citer l'accord FATCA conclu avec les États-Unis et qui a fait l'objet de critiques récurrentes.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Le Gouvernement entend-il donner suite à la déclaration de l'EDPB ?

- Endéans quel délai le Gouvernement entend-il charger la Commission nationale de la protection des données (CNPD) avec l'évaluation de l'accord FATCA précité ?

- Le Gouvernement entend-il donner mission à la CNPD d'évaluer la conformité aux règles applicables en matière de protection des données, d'autres accords internationaux ayant trait à la sécurité sociale, voire à la coopération policière ? Dans l'affirmative, lesquels ?

- Le Gouvernement pourrait-il nous fournir une liste des accords internationaux concernés par la déclaration de l'EDPB et auxquels le Luxembourg est partie ?

Réponse commune (19.05.2021) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias* :

Les honorables Députés se réfèrent dans leur question parlementaire à une déclaration effectuée par le Comité européen de la protection des données (EDPB) en date du 13 avril 2021 sur des accords internationaux qui impliquent un transfert de données personnelles hors de l'Union européenne.

À ce sujet, le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) et de la Directive (UE) 2016/680 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données prévoient que les accords internationaux impliquant de tels transferts, et qui ont été conclus avant le 24 mai 2016 ou le 6 mai 2016 respectivement³, restent en vigueur jusqu'à leur modification, leur remplacement ou leur révocation.

L'EDPB, duquel la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) fait partie, invite

néanmoins, dans sa déclaration, les États membres à évaluer et le cas échéant à revoir ces accords internationaux qui impliquent un transfert de données personnelles hors de l'Union européenne à la lumière des instruments européens susmentionnés.

Le Gouvernement a pris connaissance de la déclaration de l'EDPB et procède à une analyse approfondie, en considérant notamment les lignes directrices 2/2020 émises en décembre 2020 et relatives à l'article 46, paragraphe 2, point a), et paragraphe 3, point b), du règlement (UE) 2016/679 pour les transferts de données à caractère personnel entre les autorités et organismes publics établis dans l'Espace économique européen (EEE) et ceux établis hors de l'EEE. Il est aussi à noter que des discussions au niveau européen ont été initiées en ce qui concerne les éventuelles implications des règles en matière de protection des données sur les accords existants en matière d'échange d'informations à des fins fiscales.

Il convient de relever que la CNPD est une autorité indépendante, selon la loi du 1^{er} août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données et qu'à ce titre elle n'a pas à recevoir de mission du Gouvernement, tel que s'enquière les honorables Députés. Cependant, elle est susceptible d'apporter un certain accompagnement, tel que le suggère la déclaration de l'EDPB, dans l'évaluation des accords internationaux susmentionnés.

Des contacts ont été pris avec la CNPD afin d'évaluer plus précisément la portée de cette déclaration et les conséquences qu'elle pourrait le cas échéant avoir sur les accords internationaux conclus par le Luxembourg, en particulier en matière fiscale.

Question 4119 (20.04.2021) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **décrochage scolaire** :

Il me revient que dans plusieurs pays, de nombreux élèves ont abandonné leurs études aux différents niveaux scolaires.

Avec le but de connaître le taux d'abandon au Luxembourg, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Par niveau d'études, à savoir universitaire, secondaire classique, secondaire général et formation professionnelle, combien de personnes ont complété leurs parcours jusqu'à la fin du cursus ?

- À l'inverse, combien de personnes ont abandonné en cours de cursus, toujours par niveau d'études tel qu'énuméré dans la question ci-dessus ?

Réponse (08.06.2021) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* :

L'honorable Député souhaite connaître le « taux d'abandon » scolaire au Luxembourg ; ledit taux, plus communément désigné par le terme de « taux de décrochage », vient de faire l'objet d'un rapport exhaustif publié par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et intitulé « Jeunes décrocheurs et jeunes inactifs au Luxembourg »⁴.

Le décrochage scolaire désigne le fait d'abandonner un parcours scolaire avant l'obtention d'un diplôme ou d'une qualification finale. Le décrocheur est défini comme élève à plein temps, non soumis à l'obligation scolaire, ayant quitté le système scolaire luxembourgeois sans diplôme ou certification finale avant ses 24 ans à la date de départ.

Dans les rapports précédents, l'approche pour évaluer l'ampleur et l'évolution du décrochage scolaire se fondait sur le taux de décrochage théorique d'une cohorte d'élèves entrant en classe de 7^e d'une année scolaire déterminée jusqu'à la fin de leur scolarité théorique.

La nouvelle approche consiste à calculer le rapport entre le nombre d'élèves hors obligation scolaire ayant décroché du système scolaire public luxembourgeois pendant l'année scolaire de référence, sur le nombre total d'élèves sans obligation scolaire inscrits dans l'enseignement public luxembourgeois au 15 novembre pour l'enseignement secondaire, respectivement au 15 octobre pour l'enseignement fondamental de l'année de référence.

Le choix définitoire et les méthodes de calcul font référence aux méthodes et définitions plus généralement utilisés en littérature spécialisée pour le traitement des données sur le décrochage. Les données les plus récentes se rapportent à l'année scolaire 2019-2020 ; le rapport sur le décrochage en 2020-2021 sera publié fin 2021.

En 2019-2020, un nombre total de 1.670 décrocheurs a été recensé, soit 8,16 % de la population scolaire hors obligation scolaire. Malgré la pandémie et ses conséquences sur le système scolaire, le taux de décrocheurs est resté stable en 2019-2020 par rapport aux années précédentes. La tendance sera à confirmer dans l'analyse des données 2020-2021, qui permettra d'évaluer l'impact des mesures de soutien mises en œuvre à partir de l'automne 2020.

La répartition par type d'enseignement ressort du tableau ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Concernant les études universitaires, la notion de décrochage doit être nuancée en raison du fait qu'à ce niveau d'études, un abandon n'est souvent que temporaire et qu'il n'est pas rare qu'un étudiant poursuive ses études après un laps de temps plus ou moins court ou se réoriente vers d'autres études en cours de route.

À titre d'information et selon les informations fournies par l'Université du Luxembourg, sur un total de 1.655 étudiants en dernière année d'études de Bachelor ou de Master, 990 (soit un peu moins de 60 %) ont terminé leurs études en été 2020 avec succès et dans les délais prévus. 581 étudiants (35 %) se sont réinscrits et ont prolongé leurs études. 84 étudiants (5 %) ont abandonné leurs études au cours de la dernière année, par exemple pour redoubler l'année, pour changer de programme ou d'université, ou pour prolonger leur mobilité. Aucune donnée n'est encore disponible pour l'année 2021.

Par rapport à l'année académique précédente, le taux de réussite en 2020 a été légèrement supérieur (60 % contre 54 % en 2019) et le taux d'abandon a été plus faible (5 % contre près de 8 % en 2019).

Ainsi, le nombre de diplômés, le nombre d'abandons et celui d'étudiants ayant interrompu leurs études sont largement similaires à ceux des années précédentes. Les chiffres disponibles ne permettent pas de conclure à une influence négative de la pandémie sur la réussite académique des étudiants de l'Université du Luxembourg.

Question 4120 (20.04.2021) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant les **applications de « trading »** :

Am Kader vun den allgemeng niddregen Zënsen ass international en Trend festzustellen, dass vill Leit sech op d'Sich no aneren Investitiounsméiglechkeete fir hir Sue maachen. Aktien an ETFen (Exchange Traded Funds) gehéieren dobäi zu deene wichtegsten Anlageklassen. Contrairement zu fréier ginn dës Transaktiounen allerdéngs ëmmer manner iwwert de classesche Service vu Banken, mee iwwer Applikatiounen Handy ofgewéckelt.

Wéi awer am Artikel „Frankfurt hat wieder die Nase vorn“, deen den 13. Abrëll am „Tageblatt“ publizéiert gouf, ze liese war, louch d'Finanzplaz Lëtzebuerg am leschte Ranking vum „Global Financial Centers Index“ am Beräich vun der Fintech grad emol op Plaz 42 (London Plaz 5, Paräis Plaz 17, Frankfurt Plaz 20). Wéi am Artikel „Die Banken bekommen Konkurrenz“, deen de 14. Abrëll am „Lëtzebuerg Wort“ publizéiert gouf, weider ze liese war, hunn d'Leit um Lëtzebuerg Terrain nach quasi keen Accès op dës Applikatiounen. Grond genuch fir verschidde Leit, déi op Lëtzebuerg plënnere, fir weider am Ausland ugemellt ze bleiwen.

Duerfir géif ech dem Här Finanzminister an dem Här Minister fir Digitaliséierung gär folgend Froe stellen:

1. Iwwer wéi eng Lizenz(e) muss en Ubidder vun Trading-Applikatiounen verfügen, fir seng Services zu Lëtzebuerg kënnen ze offréieren?

2. Gesäit de Minister d'Gefor, dass d'Lëtzebuerg Bierger duerch dës Maartbarriären en enger selbstständiger Gestiouen vun hirem Patrimoine gehënnert ginn?

3. Gëtt et aktuell Ubidder vun Trading-Applikatiounen, déi zu Lëtzebuerg akkreditéiert sinn?

4. Op wéi eng Modalitéite mussen Notzer vun Trading-Applikatiounen oppassen, fir generéiert Benefisser, bei deenen d'Transaktiounen iwwert dës Uwendungen ofgewéckelt goufen, an hirem Steuerklärung richteg unzeginn?

Réponse (19.05.2021) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Eng Trading-Applikatioun empfängt Uerdere vu Clienten op Finanzinstrumenter a leet dës weider, fir dass se kënnen exekutéiert ginn (op Franséisch „réception et transmission d'ordres portant sur un ou plusieurs instruments financiers“). Dëse Service fällt ënnert dat modifizéiert Gesetz vum 5. Abrëll 1993 iwwert de Finanzsecteur (genannt „LSF“). Déi

betreffen Entitéite brauchen eng Autorisatioun als Courtiers en instruments financiers, als Commissionnaires, als Gérants de fortunes, als Professionnels intervenant pour compte propre oder als Bank. Et gëtt also méi wéi 200 lëtzebuergesch Entitéiten, déi berechtigt sinn, dee Service unzubidden. De reglementaresche Kader vun dësem Service zu Lëtzebuerg entsprengt EU-Texter (ënner anerem der Direktiv 2014/65/EU, déi sougenannte MiFID II), déi an der ganzer EU applikabel sinn. Et gëtt deemno keng spezifesch national Maartbarriäre fir d'Ubidde vun dësem Service.

Des Weidere kënnen och Entitéiten, déi eng Autorisatioun an engem anere Memberstaat hunn, fir dës Aktivitéit auszeüben, nom Prinzip vun der libre prestation de service, respektiv iwwert d'Kreatioun vun enger Succursale um lëtzebuergesch Territoire, esou e Service zu Lëtzebuerg ubidden.

D'Notzer vun Trading-Applikatiounen mussen, wéi all normale Bankeclient och, iwwerpräiwen, ob no de steuerlechen Dispositiounen bei hire generéierte Kapitalertrag e steuerflichtige Revenu ugefall ass, an dësen entsprechend an hirem Steuerklärung deklaréieren.

Question 4123 (20.04.2021) de **M. Fred Keup** (ADR) concernant les **cambrillages de maisons privées** :

Laut der Policestatistik, déi de 26. Mäerz 2021 publizéiert gouf, gouf 2020 zu Lëtzebuerg 1.404-mol erfollegräich a bewunnten Haiser agebrach. Zousätzlech gouf et 972 Abréchversich a bewunnten Haiser.

Duerfir hunn ech folgend Nofro un den Här Policeminister an un d'Madamm Justizminister:

1. Laut der Policestatistik goufen d'lescht Joer insgesamt 390 Abréch opgekläert. Wéi vill vun dësen Opklärungen entfalen op erfollegräich Abréch a privat Wunnhaiser a wéi vill op Abréchversich a privat Wunnhaiser?

2. A wéi vill Fäll koum et zu enger Verurteilung duerch d'Justiz? Wéi eng Täterprofiller hu sech erginn?

3. Gouf et Fäll, wou Leit bei den Abréch a privat Wunnhaiser verletzt goufen? Wa jo, wéi vill an duerch wéi eng Ëmstänn?

4. A wéi vill Fäll konnten déi geklauten Objete vun der Police séchergestallt ginn? A wéi vill vun deene Fäll ware si zu Lëtzebuerg stockéiert an a wéi vill Fäll am Ausland?

Réponse commune (19.05.2021) de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

ad 1. Vun den 390 Abréch, déi d'Police am Joer 2020 gekläert huet, entfalen der 161 op Abréch a privat Wunnhaiser a 16 op versichten Abréch a privat Wunnhaiser.

ad 2. Fir d'Fäll, wou et zu enger Verurteilung an éischer Instanz weinst Abroch koum, sinn d'Zuele folgend:

	2020
Diekirch	3
Luxembourg	45
Total	48

Opgelëscht no Juridictioun a Geschlecht vun de Beschëllegten, sinn d'Zuele folgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Opgelëscht no Juridictioun an Alter vun de Beschëllegten, sinn d'Zuele folgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Den Täterprofil ass kee Krittär, dee bei der Pursuite e Rôle spillt. D'Justiz huet och kee Service, dee kriminologesch Analyse mécht.

ad 3. Täter-Opferkontakt besteet an de mannste Fäll. 2020 hat d'Police sechs Fäll vun Déifstall mat Gewalttätegkeeten/Menacen a private Wunnhaiser, woubäi Persounen licht verletzt goufen. Weider ass eng Persoun verletzt ginn, déi versicht hat, d'Täter, no engem Abroch, op der effentlecher Strooss festzehalen.

ad 4. D'Police féiert aktuell keng Lëschten zu de geklauten Objeten.

Question 4125 (20.04.2021) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **promotion du canton de Wiltz** :

Depuis bien des années les acteurs politiques et économiques du canton de Wiltz s'efforcent de di-

³ À savoir les dates d'entrée en vigueur de ces deux instruments européens de protection des données à caractère personnel.

⁴ <https://men.public.lu/content/dam/men/catalogue-publications/statistiques-etudes/statistiques-globales/2021-05-jeunes-decrocheurs.pdf>

versifier le tissu économique de cette région en se proposant d'y créer de nouveaux emplois, notamment dans le secteur des services et de l'artisanat. La revalorisation des friches industrielles à Wiltz est certes un projet porteur d'avenir pour le canton. L'État s'y propose en effet de construire quelque 870 logements pour environ 2.000 habitants sur la période 2023-2038. Il faut cependant se poser la question si ces nouveaux habitants, en particulier les jeunes, se verront obligés, dans leur majorité, de faire la navette entre Wiltz et l'un ou l'autre centre d'activités du pays ou bien s'ils verront également des perspectives d'emplois réalistes dans leur région d'habitation.

En fait, afin de réduire entre autres les embouteillages aux heures de pointe, le Gouvernement a précisé dans l'accord de coalition 2018-2023 qu'« une politique de décentralisation économique sera mise en œuvre dans le cadre de la politique de l'aménagement du territoire avec comme objectif de créer davantage d'emplois décentralisés et de promouvoir la création de structures "Open Office" afin de limiter les mouvements pendulaires entre la capitale et sa périphérie. »

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il retracer l'évolution des activités économiques dans le canton de Wiltz depuis 2011 en ventilant notamment par type d'entreprise et par branche économique ? Est-il également possible de retracer l'évolution démographique du canton de Wiltz et celle de l'emploi dans les différentes branches de l'économie locale ?

- Quelle stratégie actuelle le Gouvernement déploie-t-il en vue de soutenir le développement économique du canton et d'accroître l'attractivité de celui-ci sur le plan infrastructurel ?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur des investisseurs potentiels qui lui auraient signalé de vouloir s'installer dans des zones d'activités situées dans le canton de Wiltz dans un avenir proche ? Dans l'affirmative, de quelles entreprises s'agirait-il ?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que les seules activités de l'économie circulaire soient en mesure de diversifier suffisamment le tissu économique du canton ? Autrement dit, n'est-il pas indispensable d'y développer davantage des activités industrielles de haute technologie réalisant des produits innovateurs de valeur ajoutée élevée et d'y offrir également un environnement intéressant pour les prestataires de services ?

Réponse (19.05.2021) de **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie** :

Évolution démographique du canton de Wiltz

Sur base du Registre national des personnes physiques, le Statec dénombre 18.197 habitants dans le canton de Wiltz au 1^{er} janvier 2021. L'augmentation de la population depuis le dernier recensement de la population (01.02.2011) est de 4.365 personnes (+31,6 %). Cette augmentation de la population est plus importante que celle au niveau national qui est de +23,9 %. Le canton de Wiltz a donc connu un dynamisme démographique important au cours des dix dernières années.

Au 1^{er} janvier 2021, l'âge moyen de la population du canton de Wiltz était de 38,6 ans pour les femmes et de 38,4 ans pour les hommes. Cet âge moyen est plus jeune par rapport à la moyenne nationale qui est de 40,3 ans pour les femmes et 38,9 ans pour les hommes. Par rapport à 2011, l'âge moyen des habitants du canton de Wiltz a augmenté de 1,7 ans pour les femmes et de 0,7 ans pour les hommes.

Évolution de l'emploi dans le canton de Wiltz

Les informations des tableaux ci-dessous reposent sur des données agrégées mises à disposition du Statec par l'Administration des contributions directes dans le cadre du groupe de travail interministériel « Localisation des emplois » qui existe depuis 2017 et qui vise à collecter l'emploi salarié par commune de domicile et de travail⁵.

Tableau 1 : Emploi salarié dans le canton Wiltz entre 2017 et 2020

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Tableau 2 : Emploi salarié dans le canton Wiltz par activité économique

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Tableau 3 : Emploi salarié dans le canton Wiltz par région de résidence des salariés en 2020

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Développement économique du canton de Wiltz

Le Ministère de l'Économie déploie des efforts de soutien continus afin d'encourager les investissements des entreprises tant dans l'outil de production que dans la recherche, le développement et l'innovation par le biais des aides à la recherche, au développement et à l'innovation et des aides pour petites et moyennes entreprises industrielles.

De nombreuses entreprises du canton de Wiltz font régulièrement appel aux mesures d'aides étatiques mises en œuvre par le Ministère de l'Économie. Ainsi, depuis 2011, le ministère a soutenu 44 projets ayant émané de 13 entreprises localisées à Wiltz. À noter que ce chiffre n'inclut pas les aides attribuées aux entreprises des secteurs de l'artisanat et du commerce.

Ces demandes d'aides analysées par le Ministère de l'Économie ont représenté un budget total d'investissement de la part des entreprises de 90,3 millions d'euros et des décisions d'octroi d'aides pour un montant total de 23,8 millions d'euros ont été émises par le ministère.

Afin de soutenir le canton de Wiltz dans ses efforts de développement et de diversification économiques, le Ministère de l'Économie est en outre en train de mettre à disposition du syndicat intercommunal ZARW des terrains sis à Wiltz d'une surface de quelque 6,5 ha, qui faisaient initialement partie de la zone d'activités économiques nationale, ceci en vue d'y accueillir des petites et moyennes entreprises à caractère artisanal et industriel, alors que toutes les surfaces au sein de la zone d'activités économiques régionale « Salzbaach » sont actuellement occupées.

Par ailleurs, le Plan directeur sectoriel « Zones d'activités économiques » (PSZAE) réserve des surfaces à hauteur de 20 ha bruts dans le canton de Wiltz en vue d'y réaliser de nouvelles zones d'activités économiques régionales. Il s'agit des nouvelles zones d'activités économiques régionales prévues à Heiderscheid (6 ha) et à Nothum (14 ha).

La volonté communale doit encore se manifester en vue de la mise en œuvre de ces deux zones, en ayant par exemple recours au syndicat ZARW existant ou bien en engageant la création d'un nouveau syndicat intercommunal qui sera chargé de la mise en œuvre et de la gestion de ces zones. Le Ministère de l'Économie est prêt à accompagner techniquement les instances communales dans un processus de création d'un syndicat intercommunal ainsi qu'au niveau technique et financier dans la planification et la mise en œuvre des dites zones.

À l'heure actuelle, aucune demande concrète d'implantation d'entreprise d'envergure dans le canton de Wiltz n'est connue du Ministère de l'Économie. Néanmoins, il existe un projet concret d'agrandissement d'une entreprise artisanale implantée dans la zone d'activités économiques régionale « Salzbaach » à Wiltz qui doit s'étendre sur un des terrains que le Ministère de l'Économie met à disposition du syndicat ZARW.

Importance de l'économie circulaire dans le développement économique

Le Ministère de l'Économie considère l'économie circulaire comme un maillon essentiel de la stratégie de développement économique nationale sans pour autant négliger l'importance des activités industrielles incorporant un haut niveau de technologies et ainsi encourager la politique de diversification économique du Luxembourg. Ainsi, grâce au support offert par le Ministère de l'Économie par le biais des aides à la recherche, au développement et à l'innovation, des composants et produits « made in Wiltz » pourront être incorporés dans des équipements dédiés à des technologies de pointe comme la 5G ou les batteries de véhicules électriques.

Il est à souligner que l'économie circulaire n'est pas à considérer comme un secteur d'activité économique en tant que tel, mais qu'il s'agit plutôt d'une panoplie de principes à appliquer de manière transversale dans tous les secteurs.

Le Ministère de l'Économie développe activement l'écosystème propice au déploiement des modèles d'affaires circulaires qui ont le potentiel de présenter un avantage concurrentiel et d'attirer des activités économiques innovantes à haute valeur ajoutée. La commune de Wiltz, s'étant établie comme un haut lieu de l'économie circulaire au Luxembourg, se positionne pour profiter de ces retombées économiques.

Question 4127 (20.04.2021) de **M. Claude Haagen (LSAP)** concernant le **contrat de travail pour étudiants** :

Le Code du travail luxembourgeois définit les différentes conditions selon lesquelles un contrat de

travail peut être conclu entre un employeur et un étudiant. L'article L.122-1 point 5 prévoit les différentes conditions d'application pour un contrat à durée déterminée entre un employeur et un étudiant, et précise que pour ce type de contrat de travail, la durée hebdomadaire ne peut pas dépasser 15 heures en moyenne, sur une période d'un mois ou de quatre semaines.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que seuls les étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement établi au Grand-Duché de Luxembourg peuvent bénéficier de l'article prémentionné ? Dans l'affirmative, les étudiants de toutes les écoles et de tous les établissements internationaux européens situés au Luxembourg sont-ils considérés comme des étudiants éligibles ?

2) Selon l'article prémentionné les résidents luxembourgeois inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur étrangers sembleraient être exclus de cette possibilité ? Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette interprétation ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il s'agit d'une sorte de discrimination et qu'il faudrait légiférer en adaptant cet article du Code du travail afin que les étudiants résidents au Luxembourg et inscrits dans des établissements d'enseignements supérieurs étrangers puissent bénéficier des mêmes conditions ?

Réponse (31.05.2021) de **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire** :

ad 1) Selon l'article L. 122-1, paragraphe 3, point 5 du Code du travail des contrats de travail à durée déterminée peuvent être conclus entre un employeur et un étudiant inscrit dans un établissement d'enseignement établi au Grand-Duché de Luxembourg. Sont également visés les étudiants de toutes les écoles et de tous les établissements internationaux européens situés au Luxembourg.

ad 2) En effet, le libellé du dispositif en question semble actuellement ne pas viser les résidents luxembourgeois inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur étrangers. Il y a lieu de noter que cette disposition a été introduite par la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche modifiant : - la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public ; - la loi modifiée du 9 mars 1987 ayant pour objet : 1) l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public ; 2) le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public ; - le Code du travail.

L'objectif primordial de cette loi a été d'introduire en droit national de nouveaux instruments pour le développement de la carrière des chercheurs et de contribuer ainsi à l'amélioration des perspectives de carrière pour les chercheurs au Luxembourg. Selon l'exposé des motifs du projet de loi n° 5733, l'existence de perspectives de carrière plus avantageuses et plus visibles devrait avoir pour effet d'amener le public à adopter une attitude plus positive à l'égard de la profession de chercheur et d'encourager ainsi davantage de jeunes à entamer une carrière dans la recherche.

Parmi d'autres mesures introduites par la loi précitée, il fut également décidé à rendre éligible pour la conclusion d'un contrat de travail à durée déterminée au sens de l'article L. 122-1 du Code du travail, les contrats conclus entre une entreprise donnée et un étudiant à condition que ces contrats soient limités à une durée hebdomadaire moyenne de dix heures (limite élevée à 15 heures par la loi du 8 avril 2018 portant modification 1) du Code du travail ; 2) de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ; 3) de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées.)

Cette ouverture a eu pour objectif de permettre aux entreprises d'avoir recours à un CDD pour un poste qui n'est pas nécessairement lié à l'exécution d'une tâche précise et non durable et de faciliter ainsi à l'étudiant la recherche d'un emploi qu'il exécuterait accessoirement à ses études. Par conséquent, le dispositif auquel se réfère l'honorable Député a pour objet de contribuer à la promotion de la vie étudiante au Luxembourg.

Il est vrai que le libellé actuel de l'article L. 122-1 (3) point 5 laisse présumer que les résidents luxembourgeois inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur étrangers ne peuvent pas bénéficier des mêmes conditions d'accès à un CDD que les résidents luxembourgeois inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur luxembourgeois.

Le Gouvernement est disposé de mener des discussions avec les différentes parties prenantes (représentants des étudiants, partenaires sociaux, etc.) en vue d'adapter, le cas échéant, la législation en matière de contrat de travail à durée déterminée

afin que les étudiants résidents au Luxembourg et inscrits dans des établissements d'enseignements supérieurs étrangers puissent bénéficier des mêmes conditions d'accès.

Question 4128 (20.04.2021) de **M. Jeff Engelen (ADR)** concernant le **travail de dimanche** :

Et ass am Prinzip gesetzlech festgehalen, datt Persounen, déi am Handelssecteur beschäftegt sinn, sonndes just maximal véier Stonne schaffen däerfen. Allerdéngs gouf bei rezente Kontrolle festgestallt, datt sech vill Betriber net un dës Reegelung gehalen hunn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Aarbechtsminister:

1. Huet den Här Minister Informatiounen dozou virleien, wéi vill Betriber sech zanter dem 1. Januar 2020 net un dës Reegelung gehalen hunn? Goufen dës Betriber deementspriedend sanktionéiert? Wa jo, wéi hunn dës Sanktiounen konkret ausgesinn?

2. Huet den Här Minister Informatiounen dozou virleien, wéi vill Betriber aktuell op Sonndesaarbecht zeréckgräifen?

3. A wéi enge Secteure besteet déi gréisst Nofro fir Sonndesaarbecht?

4. Wéi verhält sech déi aktuell Reegelung am Hibleck op d'Sonndesaarbecht zu Lëtzebuerg par rapport zu där an eisen Nopeschregiounen?

5. Bestinn niift dem uewe genannte gesetzleche Kader vu véier Stonne Sonndesaarbecht fir de Beschäftegte weider Ausnameregelungen, wat d'Sonndesaarbecht ueegt? Wa jo, wéi gesinn dës Ausnameregelungen aus?

6. Wéi gedenkt d'Regierung, sech am Hibleck op d'Sonndesaarbecht rechtlech ze positionéieren? Ass si éischter fir en Ausbau oder awer fir Aschränkungen am Hibleck op d'Sonndesaarbecht?

Réponse (18.05.2021) de **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire** :

ad 1. Et ass gesetzlech festgehalen, dass Persounen, déi am Handelssecteur beschäftegt sinn, sonndes maximal véier Stonne schaffen däerfen. Zënter dem 1. Januar 2020 gouf bei 100 Betriber vum Handelssecteur iwwerpréift, ob si sech un dës Reegelung vun der Sonndesaarbecht gehalen hunn.

51 Betriber hunn d'Reegelung vun der Sonndesaarbecht agehalen. 39 Betriber hunn d'Reegelung vun der Sonndesaarbecht net agehalen a goufen vum der ITM opgefuerdert, dës Reegelung anzehalen, an zéng Betriber hunn eng Geldstrof kritt, well si der Opfuerderung vun der ITM net nokomm sinn.

Laut Aarbechtsgesetzbuch gëtt de Betrag vun der Geldstrof, deen tëschent 25 Euro an 25.000 Euro leie kann, unhand vun der Gravitéit an den Émstänn vun der Infraction, un dem Verhale vum Auteur vun der Infraction, vum Direkter vun der ITM festgesat.

ad 2. Am Joer 2020 hu 4.029 Betriber der ITM matgedeelt, si géifen op Sonndesaarbecht zeréckgräifen.

Am Joer 2021 hunn aktuell 1.392 Betriber der ITM matgedeelt, si géifen op Sonndesaarbecht zeréckgräifen.

ad 3. Fir d'Joer 2020 sinn déi 4.029 Betriber a follgend Secteuren opgedeelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Fir d'Joer 2021 sinn déi 1.392 Betriber a follgend Secteuren opgedeelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4. Zu dëser Fro ginn et keng Donnéeën.

ad 5. Am Aarbechtsgesetzbuch bestinn niift dem gesetzleche Kader vu véier Stonne Sonndesaarbecht fir de Beschäftegte am Handelssecteur weider Ausnameregelungen, wat d'Sonndesaarbecht ueegt.

Et ass am Prinzip verbueden, sonndes ze schaffen. D'Ausnameregelunge gesinn awer vir, dass a verschiddene Secteure sonndes dierf geschaff ginn, wéi zum Beispill am Botzsecteur, am Fleegesecteur, an der Horeca asw., oder am Fall vun dréngenden Aarbechten oder Aarbechten, déi noutwendig sinn, fir Accidenter kënnen ze vermeiden.

An deene Fäll muss de Betrib dës Aarbechten der ITM an der Personaldelegatioun matdeelen an dass si op d'Sonndesaarbecht wëllen zeréckgräifen.

Och hunn d'Beschäftegt d'Recht op eng Majoratioun vu 70 % vun hirem Loun oder op bezuelte Roudeeg am Fall vu Sonndesaarbecht.

ad 6. D'Sozialpartner sinn aktuell amgang ze verhandelen, fir en Accord ze fanne betreffend d'Sonndesaarbecht. D'Regierung begreiss an ennerstëtzt dës Initiativ vun de Sozialpartner.

⁵ L'emploi salarié des tableaux 1 à 3 est exprimé en équivalent temps complet. Les intérimaires sont inclus ; sont exclus : les emplois soumis à une retenue forfaitaire des impôts (ménages privés), les gens de mer, les travailleurs indépendants, à l'exception des gérants de SARL, les étudiants et les contrats de stages non indemnisés, les fonctionnaires européens.

Soulaang awer keen Accord fonnt ginn ass, musse souwuel d'Betriber ewéi och d'Salarié sech un déi bestoend a geltend Reegelunge betreffend d'Sonn-desaarbecht halen.

Question 4130 (20.04.2021) de **MM. Marc Hansen** et **François Benoy** (déi gréng) concernant les **moyens de contraception** :

Il existe une multitude de méthodes de contraception sur lesquelles le site macontraception.lu fournit un aperçu global. Parmi ces méthodes, seulement le préservatif peut être utilisé tant pour la contraception que pour la prévention des infections sexuellement transmissibles.

La responsabilité de la contraception est souvent portée par les femmes, la majorité des solutions proposées, surtout hormonales, étant conçues pour celles-ci. Il existe cependant des contraceptions destinées aux hommes qui restent moins connues, mais permettent aux couples de se partager la responsabilité de la contraception. L'emploi du préservatif et la stérilisation masculine (vasectomie), surtout intéressante pour les couples ayant terminé leur planification familiale, sont les méthodes les plus fiables.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de Madame la Ministre de la Santé et de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Monsieur et Mesdames les Ministres disposent-ils de statistiques concernant les méthodes de contraception utilisées au Luxembourg ?

2) Dans l'affirmative, peuvent-ils nous fournir les données y relatives ? Comment les chiffres ont-ils évolué au fil des dernières années et comment les éventuelles tendances au niveau des modes de contraception utilisés peuvent-elles être expliquées ?

3) Dans la négative, ne serait-il pas intéressant de réaliser une telle étude qui tient aussi compte de la question du genre ?

Depuis 2018, les femmes en dessous de 30 ans bénéficient d'un remboursement de la pilule contraceptive. La généralisation de la prise en charge totale des moyens de contraception, telle que prévue par l'accord de coalition pour la législature 2018-2023, pourrait être un pas important vers plus d'égalité dans le domaine de la contraception. Dans ce contexte, nous voudrions savoir de la part des ministres :

4) Endéans quels délais la généralisation de la prise en charge des moyens de contraception entrera-t-elle en vigueur ?

La généralisation de la prise en charge s'appliquera aussi aux préservatifs, qui sont à présent déjà distribués à titre gratuit dans les centres de consultation et les services psychologiques dans les lycées. Lors de présentation du programme gouvernemental en matière d'égalité entre femmes et hommes dans la commission compétente le 17 janvier 2019, l'objectif d'une accessibilité maximale de ce moyen de contraception dans un souci d'égalité des chances a déjà été confirmé. Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part des ministres :

5) Quelles modalités sont prévues pour garantir que les préservatifs, une fois gratuits, soient accessibles dans les espaces publics et les lieux bien fréquentés ?

L'introduction de la prise en charge des moyens de contraception ne s'applique pas à la stérilisation féminine et masculine, dont les frais resteront intégralement à la charge des patient-e-s, sauf sur indication médicale. Dans ce contexte, nous voudrions savoir de la part des ministres :

6) Dans le cadre de l'introduction de la prise en charge généralisée des moyens de contraception, n'est-il pas envisagé d'introduire aussi la prise en charge de la stérilisation pour que cette méthode de contraception ne soit pas seulement réservée à ceux et celles qui ont les moyens financiers nécessaires pour payer les frais de cette intervention ?

7) Sachant que la stérilisation masculine a l'avantage d'être moins invasive et moins coûteuse que la stérilisation chez les femmes, ne serait-il pas intéressant de sensibiliser davantage sur la vasectomie, ceci aussi dans un esprit d'égalité des chances ?

Si le site macontraception.lu informe déjà largement sur tous les volets pratiques des différents moyens de contraception, la sensibilisation sur la question du partage des responsabilités en matière de contraception y fait encore défaut.

8) Ne serait-il pas pertinent d'accompagner l'introduction de la généralisation de la prise en charge des moyens de contraception d'une campagne sensibilisant les hommes et femmes à se partager davantage les responsabilités dans ce domaine ?

Une des sources d'inégalités dans le domaine de la contraception vient du fait que la plupart des femmes consultent régulièrement un gynécologue, qui devient ainsi leur interlocuteur privilégié en matière de contraception. Les hommes ne sont pour leur part pas suivis de la même manière dans leur santé sexuelle et reproductive. Dans cet ordre d'idées, nous aimerions finalement poser la question suivante :

9) Comment pourrait-on assurer que les hommes et les femmes soient suivis de façon plus égalitaire dans le système de santé en ce qui concerne la santé sexuelle et reproductive ?

Réponse commune (02.06.2021) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes*, de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

Les politiques d'égalité entre femmes et hommes concernent tous les domaines de la vie. La santé constitue l'un des sept domaines de l'Observatoire de l'égalité que le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes est en train de mettre en place au Luxembourg.

Actuellement, il n'existe pas de statistiques concernant les méthodes de contraception destinées aux hommes (emploi du préservatif, stérilisation masculine).

Pour information, en ce qui concerne la contraception destinée aux femmes, une convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé portant institution d'un programme de médecine préventive pour la contraception de la femme est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2012. Cette convention prévoyait que toutes les femmes protégées par l'assurance maladie-maternité luxembourgeoise de moins de 25 ans bénéficient d'une prise en charge de 80 % des contraceptifs qui ne nécessitent pas d'intervention médicale. Depuis la modification de ladite convention au 1^{er} août 2018, la population visée par la présente convention a été élargie aux femmes âgées de moins de 30 ans. De plus, un forfait pour couvrir la mise en place des dispositifs intra-utérins (communément appelés stérilets) a été ajouté aux prestations prévues par le programme.

Concernant plus particulièrement les statistiques disponibles : 34,4 % de la population protégée féminine résidente âgée entre 10 et 29 ans a obtenu un remboursement pour un contraceptif en 2020. Sur la période allant de 2016 à 2020, cette part est restée relativement stable. La part de 34,4 % correspond à 23.009 femmes résidentes protégées qui ont bénéficié d'une prise en charge d'un contraceptif dans le cadre du programme de médecine préventive pour la contraception de la femme. En particulier, 20.216 femmes ont reçu un remboursement pour l'achat d'un contraceptif oral dans une pharmacie ouverte au public au Luxembourg et 2.719 femmes ont bénéficié d'une prise en charge de dispositifs vaginaux. S'y ajoutent 289 respectivement 308 femmes ayant profité de forfaits pour la mise en place de dispositifs intra-utérins hormonaux respectivement non hormonaux (tableau 1).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

La répartition par type de contraceptif reste stable au cours des années. Les contraceptifs oraux représentent donc la plus grande partie des contraceptifs pris en charge avec 85,9 % en 2020, tandis que les dispositifs vaginaux constituent 11,6 %. Les stérilets (hormonaux et non hormonaux) ne constituent que 2,5 % (graphique 1).

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

L'accord de coalition de 2018-2023 prévoit effectivement l'accès universel aux moyens de contraception ainsi que leur remboursement sur ordonnance médicale sans limite d'âge ou de méthodes, en incluant également le remboursement de la contraception d'urgence, à condition que ces moyens soient sûrs et fiables. Un groupe de travail a élaboré un premier projet de convention qui a également déjà été soumis pour discussion à la Société luxembourgeoise des Gynécologues et Obstétriciens. Les dispositions de la convention étant cependant liées à l'introduction d'actes dorénavant remboursables, la Commission de nomenclature sera saisie prochainement par le Ministère de la Santé.

Les modalités pratiques de mise à disposition des préservatifs gratuits n'ont pas encore été arrêtées.

La stérilisation (masculine ou féminine) est une méthode de contraception dite définitive. Le choix de ce type de méthode doit être l'objet de réflexion du fait de son caractère souvent irréversible. Lors des discussions avec les signataires, il a été décidé de ne pas inclure ces méthodes dans cette convention.

Le choix d'une stérilisation définitive est un choix personnel voire de couple. Actuellement, les informations sur les différentes possibilités (avec explication des risques et des bénéfices) sont délivrées par les professionnels de santé, chaque cas étant considéré dans sa spécificité (âge, contexte, etc.).

Les différentes actions menées dans le cadre du Plan d'action national santé affective et sexuelle visent aussi ce point.

Même si la majorité des femmes sont suivies par un gynécologue pour le suivi gynécologique et de la contraception, il est nécessaire de rappeler le rôle du médecin généraliste comme interlocuteur et professionnel privilégié pour l'ensemble de la population pour toutes les questions de santé et notamment celles concernant le domaine de la santé sexuelle et reproductive.

Question 4131 (20.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **programme PESCO** :

D'eupäesch Verdeedegungspolitik an der NATO an der EU ass vun enger grousser Komplexitéit, wéi de rezente Besuch vun der Madamm Kramp-Karrenbauer, däitsch Verdeedegungsministesch, zu Lëtzebuerg, nach eemol ënnerstrach huet. Dobäi entwecke sech besonnesch duerch de PESCO-Programm vun der EU och Initiativen, besonnesch am Satellitteberäich, déi e wirtschaftlechen Impakt kënnen hunn a sécher Industrie- a Fuerschungssecteuren uschwätzen, un deene Lëtzebuerg besonnesch interesséiert ass. Aus dem Besuch vun däitsche Verdeedegungsminister hei am Land erginn sech awer eng Rëtsch Froen:

1. Am GMSCE/GeoMETOC-Projet, an deem Lëtzebuerg an Däitschland zesummeschaffen, geet et méi ëm Meteorologie an Ozeanographie wéi ëm reng Verdeedegung. Gesäit den Här Arméiminister heiran e Projet, deen éischer kommerziell a wëssenschaftlech oder esouguer ëmweltpolitesch sënnavoll ass oder awer e Projet mat engem haaptsächlech militäresche Potenzial?

2. Ass et méiglech, den Opwand fir militäresche Projeten am PESCO-Programm als Bäitrag zum NATO-Budget unerkennen ze loossen, wou Lëtzebuerg sech jo verflucht huet, seng Ausgaben däitlech eropzeschrauwen? Oder schloen d'PESCO-Ausgaben zousätzlech zu Buch?

3. Ass dru geduecht, lëtzebuergesch militäresch Satellittecapacitéite spezifesch am Beräich vun der Meteorologie oder der Ozeanographie ze gebrauchen oder nach opzebauen?

Réponse (19.05.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Défense* :

ad 1. GMSCE steet fir „Geo-meteorological and oceanographic (GeoMETOC) Support Coordination Element“. Et ass den zweete PESCO-Projet nieft dem „European Strategic Command & Control“, an deem Lëtzebuerg seng Kapazitéiten a Plus-value am Satellitteberäich an den Déngscht vun der europäescher Verdeedegung stellt.

Dëse PESCO-Projet ass e militäresche Projet, deen als Zil huet, déi geospatial, meteorologesch an ozeanographesch Ënnerstëtzung fir Missiounen an Operatiounen duerch eng Architektur, déi d'eupäesch GeoMETOC-Kapazitéite verbënnt, ze verbessern.

D'Zil ass ënner anerem d'Entwécklung vun engem Analys-Tool vum Typ „Big Data“, d'Grënnung vun enger gemeinsamer Trainingsplattform fir d'EU-GeoMETOC, d'Koordinatioun vun der Fuerschung an dësem Beräich oder d'Verbesserung vum Akafs- a Verdeelungsprozess vun de Ressourcen.

De wëssenschaftleche Volet vun dësem Projet limitéiert sech also op d'Koordinatioun vun der Fuerschung am GeoMETOC Beräich. D'Membere vum GMSCE-Projet hu keng Ambitiounen, aktiv Fuerschung am Kader vun dësem PESCO-Projet ze bedreiwen.

De Projet huet och keng kommerziell Ziler a versicht nëmmen, duerch zum Beispill gruppéiert Akeef vu besser definéierte Besoinen oder eng besser Verdeelung vu Ressourcen, d'Fragmentatioun vu Systemer an anere Ressourcen am GeoMETOC-Beräich ze reduzéieren. Et ass fir dëse Projet keen ëmweltpolitesch Potenzial identifizéiert ginn.

ad 2. Bäitrag zur PESCO gi vun der NATO och als Bäitrag zum Effort de défense ugesinn.

ad 3. Am Moment ginn et keng Pläng, fir an de Beräicher vun der Meteorologie oder der Ozeanographie militäresch Satellittekapazitéiten ze gebrauchen oder opzebauen, mee et gétt um Niveau vun der lëtzebuergescher Defense analyséiert, wéi een aktuell an zukünfteg dem GMSCE-Projet ka Kapazitéiten zur Verfügung stellen.

Question 4137 (21.04.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Fred Keup** (ADR) concernant les **dénominations géographiques** :

Am Kader vun de Beméiungen, fir der Lëtzebuurger Sprooch nees déi Plaz am deegleche Liewen ze ginn, déi hir zoukënn, sinn d'Nimm vun Uertschaften a vu Stroossen dacks an der Diskussioun. De Schoulministère hat virun e puer Méint d'Initiativ, eng Landkaart an der Nationalsprooch erauszeginn. Awer d'Garen hei am Land schéng systematesch exklusiv mam franséischen Uertsnumm bezeechent ze ginn. An deem Kader wéilt mir dës Froen un d'Regierung richten:

1. Gëtt et ronderëm d'Regierungsaktivitéiten ëm d'Lëtzebuurger Sprooch eng prezis Strategie, wat de Gebrauch vun Uerts- a Stroossennimm uegt? Wa jo, wéi gesäit déi aus?

2. Ass séchergestallt, datt d'kartografesch Material beim Kadaster och an der Nationalsprooch opruffbar ass?

3. Ass bei der Kartograféierung vum Land duerch Google oder aner Servicer (z. B. vu GPS-Déngscht-leeschter) dës Problematik mat beduecht ginn? Huet d'Regierung sech an deem Kontext fir déi Lëtzebuurger Nimm a Bezeechnungen agesat?

4. Wéi wäit schwätzt d'Regierung bei parastaatleche Strukturen a bei de Gemenge mat, wann et ëm d'Sprooch bei der Bezeechnung vu Plazen oder d'Beschrëftung vu Schëlde geet?

5. Intervenéiert d'Regierung bei de CFL a bei kommunalen Autobusbedreiwer, fir d'Bezeechnung vu Garen an Arréen op Lëtzebuergesch ze encouragéieren?

Réponse commune (08.06.2021) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

De Conseil permanent de la langue luxembourgeoise (CPL) huet eng Lëscht mat de Lëtzebuurger Uertschaftsnimm opgestallt, déi vun der Kadasterverwaltung iwwerholl ginn ass. Dës Lëscht huet fir all Uertschaft een Numm an eng Schreifweis festgeluecht, déi fir Landkarten a Beschëldeunge genotzt gëtt. Donieft stinn op der Lëscht och Varianten, déi lokal benotzt ginn.

Fir dës Lëscht goufen all d'Gemengen am Land schrëftlech consultéiert. Si ass op cpl.lu ze fannen.

D'Uertstafele gi systematesch op Franséisch an ënnendréiner a kursiver Schrëft op Lëtzebuergesch geschriwwen, woubäi d'Lieu-dite systematesch op Lëtzebuergesch geschriwwen ginn.

De Geoportail, op deem een d'kartografesch Material beim Kadaster opruffen kann, ass op véier Sproochen fräi accessibel, notamment och op Lëtzebuergesch.

Déi offiziell Nimm vun de Stroossen, Uertschaften asw. gi vun der Gemeng festgeluecht a kënnen op Lëtzebuergesch, Franséisch oder Däitsch sinn. All aner historesch Benennung sinn och an deene verschiddene Kadasterpläng a Kaarte festgehalten an opruffbar.

Aktuell ginn d'Annoncé vun den Haltestellen an den Zich zweesproocheg duerchgefouert, woubäi déi 1. Annonce ëmmer op Lëtzebuergesch ass an d'Uertschaften vun de jeeweiligen Haltestellen dann och an hirer lëtzebuergescher Bezeechnung duerchgesot ginn.

Dat selwecht géllt och fir déi manuell wéi och déi automatiséiert Duerchsoen op de Quaien.

Bei enger Recherche horeire um Internetsite an der App vun den CFL kann een och déi lëtzebuergesch Nimm vun den Uertschaften gebrauchen.

Op den Ticketsautomaten, déi op de Quaien vun de Garen an Haltestellen installéiert sinn, ginn d'Nimm och op Lëtzebuergesch ugewisen, och wann et sech heibäi ëm Nimm vu Stied am Ausland handelt, wéi z. B. Arel an Diddenewen, virausgesat, de Client wíelt Lëtzebuergesch als Sprooch um Automat aus.

Bei gedréckte Fierpläng an op den Unzeigen an de Garen an op de Quaien gëtt aus Plaz- a Liesbarkeetsgrënn allerdéngs nëmmen eng Sprooch gebraucht. Vu dass e groussen Undeel vun den CFL-Clients international ass, ass dës bis elo op Franséisch ugewise ginn. Dës Nimm gi vu jiddwerengem verstanen, an et sinn och déi franséisch Nimm, déi an den internationalen Auskunftsportaler gebraucht ginn.

Ergänzend kann een an deem Zesammenhang nach soen, dass et bis ewell zu kenger Reklamatioun komm ass, wou de Client net eens gi wier oder falsch erausgeklomme wier, well en de franséischen Numm vun der Haltestell net verstanen hätt.

Wat d'Bezeechnung vun de Bushaltestellen betrëfft, sou iwwerloossen déi staatlech Instanzen dës den zoustännege Gemengen, dat souwuel fir d'RGTR-Busstrecke wéi och déi Linnen ënner Gemengekompetenz.

Question 4139 (22.04.2021) de **M. Gusty Graas (DP)** concernant l'adaptation du régime de quarantaine des personnes vaccinées :

Sur la base de données scientifiques, le président de la Commission fédérale pour les questions de vaccination en Suisse a annoncé une adaptation de la réglementation de la quarantaine. En cas de contact avec un cas confirmé de Covid-19, les personnes entièrement vaccinées avec des vaccins à ARNm seront exemptées, pour une période de six mois, de quarantaine à partir de 14 jours après l'administration de la deuxième dose de vaccin. Cette disposition ne s'applique pas aux personnes qui reviennent de vacances d'un pays à risque.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre a-t-elle de nouvelles connaissances sur l'infectiosité des personnes vaccinées ?

- Madame la Ministre est-elle au courant de cet ajustement du régime de quarantaine en Suisse ?

- Madame la Ministre envisage-t-elle d'adapter le régime de quarantaine des personnes vaccinées au Luxembourg à partir du moment où tous les résidents auront eu l'occasion de se faire vacciner ?

- Un tel ajustement ne pourrait-il pas entraîner une forme de double discrimination entre, d'une part, les personnes vaccinées et non vaccinées et d'autre part entre les personnes vaccinées avec des vaccins à ARNm et les personnes vaccinées avec d'autres vaccins ?

Question 4183 (29.04.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler (CSV)** concernant la nécessité de quarantaine dans le cas d'une vaccination contre la Covid-19 :

An Däitschland ass elo a verschiddene Bundesländer virgesinn, datt Leit, déi de kompletten Impfschutz hunn, net méi mussen a Quarantän, wann een aus hirem Stot positiv op Covid-19 getest gëtt.

Viran dësem Hannergrond géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Vu datt och bei eis ëmmer méi Leit duerchgeimpft sinn, wier esou eng Reegelung och fir d'Awunner vum Grand-Duché denkbar?

2. Wa jo, wat wieren déi genau Modalitéiten a gëtt et eventuell nach aner Iwwerleeungen an deem Sënn?

3. Wann nee, aus wéi enge Grënn?

Réponse (31.05.2021) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :**

Plusieurs publications scientifiques récentes montrent effectivement que la transmission du virus Sars-CoV-2 est fortement réduite après une vaccination complète. Certaines populations, d'ailleurs les plus vulnérables comme les personnes âgées, semblent cependant répondre moins efficacement au vaccin et donc développer une protection moindre. S'il est donc logique d'envisager une adaptation du régime de quarantaine, il convient cependant de rester prudent dans cette démarche tant que le taux de vaccination complète de la population reste faible (un peu plus de 113.000 personnes vaccinées complètement en date du 27 mai 2021, soit environ 18 % de la population). Dans cette situation, le virus peut encore trouver facilement un hôte susceptible à l'infection et entretenir ainsi des chaînes de transmission, et donc potentiellement toucher des personnes non protégées ou moins bien protégées (p. ex. personnes âgées).

Il convient certainement d'adapter le régime de quarantaine dès qu'une proportion importante de la population a eu l'occasion d'être vaccinée.

Une telle démarche ne présente pas de discrimination, à partir du moment où toute personne a eu la possibilité de se faire vacciner. Le fait de ne pas avoir accepté l'invitation à la vaccination relève dès lors d'un choix délibéré de la personne, et il est normal qu'elle en assume les conséquences éventuelles.

Le fait que la Suisse indique que la suppression de quarantaine se fait après vaccination complète par vaccin mRNA est principalement dû à la non-commercialisation du vaccin vectoriel Vaxzevria d'AsstraZeneca dans ce pays, et secondairement au fait que les premières données sur la réduction de transmission provenaient d'Israël, également un pays qui a préférentiellement vacciné avec des vaccins mRNA. Il existe cependant également des données sur la réduction de transmission du virus après vaccination par Vaxzevria, notamment au Royaume-Uni. Donc, une suppression de quarantaine pourrait également s'appliquer en cas de vaccination avec ce vaccin.

Question 4141 (22.04.2021) de **M. Gusty Graas (DP)** concernant les violences dans les stades :

Lors de sa séance plénière du 19 mars dernier, l'Assemblée interparlementaire Benelux a adopté une

proposition de recommandation concernant la sécurité internationale dans le football et la lutte contre le racisme. Notre pays non plus ne peut ignorer ce problème sociétal.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Comment les pays du Benelux peuvent optimiser l'échange d'informations relatif aux événements sportifs à risques ?

- Est-ce que des interdictions de sortie de territoire pour empêcher les hooligans de se rendre dans d'autres pays sont opportunes ?

- Est-ce que Messieurs les Ministres le jugent nécessaire de renforcer les campagnes de sensibilisation relatives à la lutte contre toutes formes de violences dans les stades ?

- En général, quelles suites le Gouvernement luxembourgeois entend-il réserver à cette proposition de recommandation de l'Assemblée parlementaire Benelux ?

Réponse (31.05.2021) de **M. Dan Kersch, Ministre des Sports**, et de **M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure :**

Le Gouvernement salue l'adoption récente, par l'Assemblée interparlementaire du Benelux, de la recommandation concernant la sécurité internationale dans le football et la lutte contre le racisme qui constitue un pas en avant supplémentaire dans le renforcement de la lutte contre ces violences et qui vient compléter des dispositifs déjà existants. D'une manière générale, tous les moyens qui tendent à renforcer davantage la coopération internationale en la matière permettront de lutter contre toutes formes de violence à l'occasion notamment de rencontres de football et ce particulièrement au niveau européen et international.

Actuellement, l'échange d'informations entre les forces de l'ordre se fait déjà moyennant les « PNIF » - Point national d'information de football - et fonctionne bien entre les trois pays du Benelux. Au-delà du flux d'informations entre ces points de contact, une demande d'assistance ou de coopération Benelux peut toujours être adressée au service de police du pays visiteur, p. ex. pour renforcer la mise en place d'un dispositif de maintien de l'ordre. Il en est de même pour les demandes de « spotters », des policiers possédant une bonne connaissance des supporters en déplacement permettant de fournir des renseignements directs et utiles.

L'article 4 du traité Benelux en matière de coopération policière, signé en 2018, favorisera l'échange d'informations et accentuera davantage les possibilités de coopération internationale dès sa ratification. Il contient en effet un fondement juridique pour l'échange d'informations, qui consiste dans une transmission de données entre services de police sur demande, dans un but de permettre aux instances compétentes de prendre des mesures administratives visant la prévention d'infractions pénales et le maintien de l'ordre public et de la sécurité publique. Un tel échange d'informations pourrait par exemple résulter dans un refus d'autorisations ou d'interdictions d'accès à un stade infligé à des hooligans.

À l'heure actuelle, au niveau national, il n'existe pas de banque de données pour recenser les personnes avec une interdiction de stade ou une interdiction de sortie du territoire.

En guise de réponse à la question posée par l'honorable Député sur les campagnes de sensibilisation relatives à la lutte contre toute forme de violence dans les stades, il y a tout d'abord lieu de renvoyer aux dispositions de l'article 18 de la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport qui dispose au sujet de la violence autour du sport que les « pouvoirs publics, le mouvement sportif et les propriétaires des installations sportives collaborent pour assurer le maintien de l'ordre dans les enceintes sportives et empêcher des actes de violence, de racisme et de xénophobie dirigés contre les acteurs sportifs ou des groupes de spectateurs ».

Outre les différents ministères et administrations, il ne faut dès lors pas oublier le rôle important que jouent les clubs et fédérations sportives au niveau national, européen et international dans la prévention des diverses formes de violence.

Question 4142 (22.04.2021) de **M. David Wagner (déi Lénk)** concernant la fouille numérique des appareils électroniques des demandeurs de protection internationale :

Comme le prévoit la loi du 18 décembre 2015, les personnes qui se présentent à la Direction de l'immigration pour introduire une demande de protection internationale peuvent, en cas de nécessité, faire l'objet d'une fouille corporelle du demandeur et d'une fouille des objets qu'il transporte. Il m'a été rapporté de plusieurs sources qu'une telle fouille peut également comprendre une fouille des

appareils électroniques et en premier lieu des téléphones portables. Ce fait a également été avancé par la Commission consultative des droits de l'homme dans son avis sur le projet de loi 7681, dont je me permets par ailleurs de reprendre certains questionnements dans la présente.

En effet, il apparaît que cette pratique ne soit que très sommairement encadrée par la loi, alors qu'il s'agit indubitablement d'une intrusion importante dans la vie privée des personnes concernées et qu'il se pose de manière générale la question de la nécessité, de la proportionnalité et de l'efficacité de cette mesure.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration :

1) Est-ce qu'une fouille des appareils électroniques des demandeurs de protection internationale (DPI), telle que décrite plus haut, est effectuée de manière systématique ou sporadique ? Pouvez-vous me communiquer des statistiques ou des estimations quant à la proportion des DPI qui sont soumis à cette pratique, respectivement des chiffres en termes absolus sur le nombre de fouilles numériques ?

2) Est-ce que la personne en question doit donner son consentement à une telle fouille numérique et si oui, de quelle manière ? Quelles sont les conséquences pour la personne concernée si elle s'y refuse ?

3) Quels résultats sont recherchés avec ces fouilles numériques ? Pouvez-vous me communiquer des statistiques sur les taux de réussite de ces fouilles par rapport aux objectifs visés ou toute autre information qui permettrait d'évaluer l'efficacité et la proportionnalité de la mesure en question ?

4) Est-ce qu'il existe des consignes procédurales que les agents responsables de ces fouilles numériques sont censés appliquer en la matière ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me les communiquer ?

5) Quelles données sont généralement consultées lors d'une telle fouille numérique (liste de contacts, photos, conversations, emails, profils sur réseaux sociaux, etc.) ? Est-ce que ces fouilles numériques ont lieu de manière manuelle ou de manière automatique (par exemple à l'aide de logiciels spécifiques) ?

6) Est-ce que des données collectées lors de ces fouilles numériques sont sauvegardées ?

Dans l'affirmative, pouvez-vous m'expliquer les raisons d'une telle sauvegarde ainsi que la façon dont ces données sont traitées et comment la protection des données personnelles est assurée ?

7) Monsieur le Ministre juge-t-il le cadre réglementaire actuel suffisant pour poursuivre cette pratique à la vue des importants questionnements en matière de nécessité, de proportionnalité et d'efficacité qui existent ? Dans la négative, êtes-vous prêt à suspendre cette pratique du moins jusqu'à ce qu'une disposition légale spécifique à cet égard soit introduite dans la législation ?

Réponse commune (01.06.2021) de **M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile**, et de **M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure :**

ad 1) Il y a lieu de préciser qu'il ne s'agit pas d'une fouille criminalistique d'un appareil électronique, mais d'une simple visualisation de son contenu. Cette fouille n'est pas systématique et n'est effectuée que dans les cas où l'interview fait apparaître des doutes sérieux et fondés sur l'identité et la véracité du récit du demandeur, notamment lorsque le demandeur est dépourvu de tout document d'identité.

Depuis le 26 avril 2021, les policiers effectuant les interviews et les fouilles des demandeurs ont tenu un relevé. Ainsi, entre le 26 avril 2021 et le 20 mai 2021, 121 DPI se sont présentés. Dans 22 cas leurs effets ont été fouillés. Pour ces 22 cas, 20 personnes disposaient d'un smartphone qui a alors été visionné. Dans 16 cas, des éléments pertinents à l'identification de la personne ou au trajet emprunté ont pu être découverts.

ad 2) Si l'appareil est verrouillé (PIN, mot de passe, empreinte digitale ou reconnaissance faciale, etc.), le demandeur doit donner son accord/concours volontaire pour déverrouiller son appareil mobile. S'il refuse, l'appareil verrouillé n'est pas visualisé par les policiers, et il est possible que des informations importantes échappent à l'enquête menée.

ad 3) Le policier cherche à rassembler tout élément permettant de juger de la véracité des propos tenus par le demandeur, notamment tout élément relatif à son identité et son trajet. Dans 80 % des cas, ces recherches ont été fructueuses (cf. ad 1)). À titre d'exemple, les agents ont notamment retrouvé des billets d'avion, des photos de passeports, une vidéo de la traversée en bateau ou encore des messages d'un présumé passeur.

ad 4) Non, il n'existe pas de consignes procédurales spécifiques.

ad 5) Toutes les données accessibles peuvent être consultées. Les recherches se font de manière manuelle.

ad 6) Une photo de l'écran avec les éléments pertinents est prise et annexée au procès-verbal établi par la police. Ce rapport est, par la suite, versé au dossier de la demande de protection internationale du concerné. Les informations sur les séjours antérieurs et l'identité de la personne sont primordiales, aussi bien pour une éventuelle procédure Dublin que pour une analyse quant au fond de la demande. Étant donné que le demandeur doit donner son accord pour déverrouiller et visualiser un appareil mobile, le traitement des données tombe sous le même champ d'application que toute autre donnée récoltée lors de la procédure de protection internationale.

ad 7) S'agissant d'une collaboration volontaire basée sur le consentement de la personne, la question de la création d'un cadre réglementaire spécifique ne se pose pas.

Question 4143 (22.04.2021) de **Mme Cécile Hemmen (LSAP)** concernant les risques liés aux tiques :

Dans leur réponse du 14 septembre 2020 à la question parlementaire n° 2656, Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et Madame la Ministre de la Santé avaient indiqué entre autres que la tique du type *Dermacentor reticulatus*, connue depuis longtemps dans le sud de l'Europe et qui a fait son apparition au Luxembourg depuis quelques années, posait « des risques éco-épidémiologiques et de santé vétérinaire et de santé publique particuliers pour l'Homme ». Dans ce contexte, elles avaient souligné l'importance de la sensibilisation de la population à ce risque.

- Étant donné que la saison des tiques commence dès que les températures deviennent plus douces, j'aimerais savoir si des mesures concrètes de sensibilisation sont envisagées dans les prochaines semaines, et si oui, lesquelles ?

- Comment la présence et la propagation de ce type de tiques sont-elles surveillées ?

Réponse commune (31.05.2021) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable**, de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**, et de **Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture :**

La thématique des tiques et des maladies qu'elles transmettent est prise très au sérieux et la Direction de la santé du Ministère de la Santé mène régulièrement des campagnes pour sensibiliser la population aux dangers et risques posés par les tiques.

Cette année, cependant, aucune campagne de communication spécifique n'est prévue. Les supports de communication produits en 2016 sont en effet toujours d'actualité. Ils sont accessibles au public sur le site www.sante.lu. Il s'agit d'un dépliant en français et en allemand (<https://sante.public.lu/fr/publications/a/attention-tiques-2016-fr-de/index.html>) et d'une affiche (<https://sante.public.lu/fr/publications/a/aff-attention-tiques/index.html>).

La présence des tiques au Luxembourg, dont l'espèce en question, fait l'objet d'une surveillance passive par le Musée national d'histoire naturelle. Ce dernier détermine les spécimens lui envoyés, tout en enregistrant leur lieu de découverte. Les données y relatives sont enregistrées dans Recorder-Lux, la base de données sur le patrimoine naturel du Grand-Duché de Luxembourg, gérée par le Musée et accessible aux administrations et au public via le portail <https://mdata.mnhn.lu>. Ces données font également l'objet de publications, telles que l'article sur l'espèce *Dermacentor reticulatus*⁶, accessible sur la plateforme neobiota.lu (<https://neobiota.lu/dermacentor-reticulatus/>).

Question 4144 (22.04.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV)** concernant le Centre médico-sportif de Junglinster :

De Centre médico-sportif zu Jonglënster huet bis zur covidbedéngter Fermeture d'lescht Joer groussen Zoulaf kannn vu Sportler aus den Nopeschgemengen an aus dem Kanton lechternach. Sait dëse regionale Centre médico-sportif seng Dieren ophat, hunn notamment vill Leit aus der Regioun Mëllerdall net méi misse méi wäit bis an en anere Zenter fueren.

Leider si bis elo d'Diere vum Centre Jonglënster net méi oppaangen, obwuel aner Zenteren erëm operationell sinn.

⁶ Weigand, A., J. Teixeira & S. Christian, 2020. First record of *Hyalomma marginatum sensu stricto* C.L. Koch, 1844 and distribution of *Dermacentor reticulatus* (Fabricius, 1794) (Acari, Ixodidae) in Luxembourg. Bulletin de la Société des naturalistes luxembourgeois 122: 253-263.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt de Centre médico-sportif zu Jonglënster eng wichteg Ulafstell fir vill Sportler aus der ganzer Émgegeng ass a verhénnert, datt d'Leit vill Kilometeren an den Owestonne mussen zeréckleeën, zu engem Moment, wou manner Busser fueren?

2. Ass geplangt, datt de Centre médico-sportif zu Jonglënster erëm soll opgoen?

3. Wa jo, wéini?

4. Wann nee, aus wéi enge Grënn?

Réponse (03.06.2021) de **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports* :

Wat generell de Fonctionnement vum Contrôle médico-sportif ubelaangt, sief virop op den Artikel 11 vum Sportsgesetz verweisen, deen dozou Folgendes festhält: « En fonction de considérations médicales, l'État assure des examens médico-sportifs dans des centres créés sur une base nationale et régionale. Dans ces centres, les examens sont effectués par des médecins titulaires d'un certificat d'études spéciales en médecine du sport et à des conditions à définir par règlement grand-ducal. »

Am Artikel 10 vum ofgeännerte groussherzogleche Règlement ass da Folgendes präziséiert, wat spezifesch den Agrément vum Dokter ubelaangt: « L'examen médico-sportif est assuré par les médecins titulaires du certificat d'études spéciales en médecine du sport ou d'un diplôme reconnu comme équivalent par le ministre ayant la santé dans ses attributions et qui sont agréés par le ministre compétent. Cet agrément est accordé et peut, le cas échéant, être retiré par le ministre compétent sur avis de l'association la plus représentative des médecins diplômés en médecine du sport. »

Zu engem Centre médico-sportif gehéiert dann och nach zousätzlech Personal, dozou seet den Artikel 13 vum virgenannte Règlement da Folgendes - an ech erlabe mer, och hei ze zitieren:

« Le personnel des centres médico-sportifs est placé sous l'autorité du ministre compétent et se compose

1. de médecins agréés conformément aux dispositions de l'article 10 ci-dessus ;

2. d'assistants et de secrétaires ;

3. de personnes chargées de la surveillance et de l'entretien du bâtiment et des locaux des centres respectifs.

Sans préjudice de l'alinéa 1, le médecin agréé reste soumis aux conditions de responsabilité et d'assurance d'un médecin ayant le statut d'un travailleur indépendant. »

Dës Explikatiounen, fir drop hinzewiesen, datt e Contrôle médico-sportif nëmme kann duerchgefouert ginn, wann déi ganz Ekipp vu Personal disponibel ass, an en fonction dovunner ginn d'Rendez-vous an eenen jeeeweilegen Zentere fixéiert.

Wat dann elo aktuell d'Fonctionnement vum de Centres médico-sportifs ubelaangt, dat generell ënnert d'Kompetenz vum Sportsminister fällt, sief och op dëser Plaz drun ernënnert, datt wéinst der Pandemie all Zentere vum 16. März 2020 bis den 12. Juli 2020 zou waren. Ab dem 13. Juli 2020 bis den 13. September 2020 sinn dunn déi éischt Zentere erëm opgaangen, mat dem néidege qualifizéierte Personal an deenen den Émstänn entsprechende sanitäre Konditiounen an an adequate Raimlechteiten, déi zum Deel och de Gemenge gehéieren.

An enger zweeter Phas dunn, déi säit dem 14. September 2020 leeft, si weider Zentere opgaangen, dorënner war dann och virgesinn, datt de Centre médico-sportif zu Jonglënster soll opgoen.

Den attitréierten Dokter, deen, et sief drun ernënnert, geméiss dem Règlement ënnert de Statut vum Indépendant fällt a bis de März 2020 freides owes an heiansdo samschdes moies zu Jonglënster de Medico assuréiert hat, huet eis doropshi matgedeelt, an nach de 25. März 2021 confirméiert, datt hien aktuell net disponibel ass, fir Medico ze maachen, well e komplett an der Impfcampagne agespaant ass. Des Weidere steet och déi Persoun, déi d'Sekretariat am Medico zu Jonglënster assuréiert huet, net méi zur Dispositioun.

Et sief dann och nach op d'Statistike verweisen, déi soen, datt zu Jonglënster nëmme 2,5 % vun de Sportler passéiert sinn, woubäi et der zu Gréiwemaacher, och een Zentere am Oste vum Land, 10,56 % sinn. Den Zentere zu Gréiwemaacher ass, jee no Disponibilitéit vum Personal, dräimol an der Woch, d. h. méindes, dënschdes a mëttwochs, an dann eemol pro Mount samschdes disponibel.

Wat elo dann erëm méi generell de Fonctionnement vum de Centres médico-sportifs ubelaangt, esou gëtt probéiert, zesumme mat der Associatioun vum de Sportsdokteren, d'Organisatioun vum deenen Zentere esou rationell ze organisieren, datt nieft der Infrastrukturen och dat néidegt qualifizéiert Personal zur Verfügung steet. Et ass dowéinst och ugeduecht,

nieft de regionalen Zentere, de Contrôle médico-sportif och an den Dokteschpraxissen ze offerieren, virusgesat, den Dokter selwer wëll dat an den Dokter huet och déi gefrote Formatioun, fir den néidegen Agrément ze kréien.

Question 4146 (23.04.2021) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant la **fouille numérique des appareils électroniques des demandeurs de protection internationale** :

Laut Gesetz vum 5. Mee 2006 a vum 18. Dezember 2015 huet d'Police d'Recht, fir DPI ofzetaaschten a Géigestänn ze ënnersichen, déi se bei sech droen. Am Projet de loi N° 5437 stoung als Begrënnung deemools:

« (...) il apparaît qu'au Luxembourg, de plus en plus de demandeurs d'asile se présentent sans être en possession d'un document d'identité quelconque. (...) Or, il est souvent apparu que les demandeurs d'asile cachaient délibérément ces pièces d'identité afin d'éviter un éventuel transfert vers un autre État membre de l'Union européenne, voire d'empêcher un rapatriement ultérieur après la procédure d'asile. Dès lors, il est impératif de prévoir cette possibilité de fouille afin d'endiguer ces abus manifestes. »

D'Auteure vum Text hunn also an éischer Linn drop viséiert, fir verstoppte Päss oder Carte-d'identité bei de Persounen ze fannen.

Laut der Mënscherechtskommissioun an dem Flüchtlingsrot kënn et um Terrain zu Situatiounen, an deenen DPI ofgetaascht ginn an hir Handyen oder Computeren ënnersicht ginn. Deemo géifen d'Policebeamten och deelweis Fotoen oder Textmessagé vum de Betroffenen duerchforsten.

Mam Duerchkucke vum Handyen oder Computere léisst sech vill iwwer Persounen erausfannen, zum Beispill Informatiounen iwwer Hobbyen oder Frënn, awer och iwwert d'sexuell Orientéierung an d'Relioun.

Esou Duerchsichunge ginn och an Däitschland gemaach, wou den Däitsche Bundestag zousätzlech Informatiounen zu dësem Thema gefrot huet. Am Dokument „Ergänzende Informationen zur Asylstatistik für das Jahr 2018“ ass op Säit 29 festgehalten, dass mat Handyënnersichunge a 64 % vun de Fäll guer keng zousätzlech Informatiounen zur Identitéit vun der Persoun konnte gesammelt ginn. Nëmme an 2 % vun de Fäll huet d'Ënnersichung vum Handy fir eng Richtegstellung vun der Identitéit gesuergt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Immigration an Asyl dës Froe stellen:

1. A wéi ville Fäll sinn, säit dem Akraafttriede vum Gesetz vum 5. Mee 2006, Handyen oder aner elektronesch Geräter vum DPI, bei hirer Arrivée hei am Land, vun der Police ënnersicht ginn?

- A wéi ville Fäll huet d'Ënnersichung vun den elektronesch Geräter näischt zur Feststellung vun der Identitéit vun der Persoun kënnen bäidroen?

- A wéi ville Fäll konnte bei dësen Ënnersichunge zousätzlech Informatiounen zur Identitéit vun der Persoun festgestallt ginn?

2. Op Basis vun den aus der Fro 1 ervirgoenden Zuelen, ass d'Regierung der Meenung, dass dësen Agrëff an d'Privatsphäre vun DPI proportionell ass?

Réponse (02.06.2021) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile* :

D'Ministere fir Immigration an Asyl a fir d'bannenzeg Sécherheet verweisen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 4142 vum 22. Abrëll 2021.

Question 4147 (23.04.2021) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant « **Mobile High Power Charge** » :

A Prezenz vum Energieminister Claude Turmes huet eng Busentreprise hir mobil Luetstatioun fir Busser virgestallt. De spezielle Camion huet eng Capacitéit vun 2,1 Megawattstonden a soll eng Alternativ zu feste Luetstatioune sinn, där et laut der Entreprise nach net op genuch Plaze gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit an Energie dës Froe stellen:

1. Handelt et sech bei dësem spezielle Camion ëm een Elektrocamion, een Hybridmodell oder gëtt de Camion eenzeg mat fossille Brennstoffe betankt?

2. Falls et sech bei dësem Camion ëm een duerch fossill Brennstoffe ugedriwwen Gefier handelt, wéi steet d'ës am Aklang mam vum Energieministère ugekënnegten Zil vum CO₂-neutralen öffentliche Transport?

3. Den ACL huet d'Ziler vun der Regierung, wat Elektrobussen uegen, an engem „Wort“-Artikel vum 13. Abrëll kritiséiert. Et wiere laut ACL net emol 500 vun den 800 fir 2020 geplangte Borné gebaut ginn. D'Zil fir 2030 ass et, 26.000 Bornen duerch d'ganzt Land verdeelt stoen ze hunn.

Gesäit de Ministère ee Lien tëscht der Tatsaach, dass d'Ziler fir Elektrobussen 2020 net erfëllt goufen, an dem Fait, dass Busentreprisë mussen op mobil, fossill ugedriwwen Alternativen zeréckgräifen, well eebe grad dës Borné feelen?

4. Ënnerstëtz de Staat den Asaz vun dësem Camion finanziell?

5. Si Busser, déi duerch esou ee Camion geluede ginn, am Kader vun enger RGTR-Ausschreiwung, als emmissiounsneutral uzegesinn?

6. Sinn dës Camionen Deel vum Ministère senger emmissiounsneutraler Mobilitéitsstrategie?

Réponse commune (03.06.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*, et de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie* :

Den honorabelen Deputéierte freet Präzisiounen iwwert eng mobil Luetstatioun fir 100 %-Elektrobussen, déi den 22. März vun enger Lëtzeburger Busentreprise op enger Pressekonferenz virgestallt gouf.

Bei der mobiller Luetstatioun handelt et sech ëm een Unhänger, dee mat zéng Luetpunkten ekipéiert ass an eng Batteriecapacitéit vun 2,1 Megawattstonne besëtzt. D'Busentreprise huet uginn, dës mobil Luetstatioun zweemol den Dag ca. 20 km op strateegesch Plazen no bei ee Buserminus ze transportéieren, fir da jee weils zéng bis 20 elektresch Busser nozelueden. Heifir muss den Unhänger mat enger Zuchmaschinn transportéiert ginn, déi aktuell een Dieselmotor huet. Am Virfeld vun dësem Projet war sech iwwert d'Méiglechkeet informéiert ginn, fir déi genannte Luetstatioun mat enger Nullemissiounszuchmaschinn ze beweegen. Allerdéngs ass dee Moment um Marché nach keen esou ee Gefier verfügbar gewiescht an esou muss iwwergangsweis nach op eng fossill Alternativ zeréckgegraff ginn. Déi privat Firma huet awer uginn, d'Zil ze hunn, fir op eng emmissiounsfräi Zuchmaschinn ze wiesselen.

Et ass wichteg, drop hinzewiesen, datt d'Batterie vun dëser mobiller Luetstatioun net vum Camion selwer iwwert eng Dieselgeneratrice geluede ginn, mee iwwert en Traffo mat sechsmol 125 Ampère am Depot vun der Firma. Do gëtt déi 2,1-Megawattstonnen-Batterie ugeschloss a mat 100 % gréngem Strom aus dem Netz geluede.

Duerch dat Konzept vum mobille Luede kënnen eng zéng bis 20 Aller-Retour Leerfaarte vun eidelen Elektrobussen gespuert ginn, déi soss zeréck an den Depot fuere misste fir nozelueden. Doduerch kënnen lokal emmissiounsfräi Bussen op Plazen agesat ginn, wou momentan nach net déi dofir néideg stationär Luetinfrastruktur verfügbar an/oder sënnvoll ass. Grondsätzlech kann esou eng mobil Luetstatioun dofir als komplementär Léisung ugesi ginn, fir d'Transitioun vun Diesel an Hybrid an 100 %-Elektrobussen ze erliichteren, fir dat ambitiëst Zil vun engem emmissiounsfräien RGTR-Busreseau bis 2030 ze errechen. Esou eng mobil Luetstatioun erméiglecht et nämlech, scho fréizäiteg emmissiounsfräi Bussen op Plazen anzesetzen, wou momentan nach net déi dofir néideg Luetinfrastruktur bei de Busdepoten, Termini oder Waardeplaze verfügbar ass.

Ewéi aus dem Pressecommuniqué vun der Busentreprise ze liesen ass, steet d'Luetstatioun der Entreprise momentan iwwert ee Locatiounskontrakt zur Verfügung. Dës Projet vun enger mobiller Luetstatioun gëtt net finanziell vum Staat ënnerstëtz.

Betreffend de Besoin an öffentliche Luetpunkten ass, wéi schon an der Äntwert op déi rezent parlamentaresch Ufro N° 4118 präziséiert, eng absolutt Unzuel nëmme ee begrenzt sënnvollen Indicateur. D'ës, well zum Beispill méi séier Luetstatioune weesentlech méi Autoe kënnen bedéngen. De Besoin vu 26.000 öffentliche Luetpunkte fir 2030 kann deemo net pauschal consideréiert ginn. D'Regierung ass sech awer och dem zukünfte Besoin fir zousätzlech Luetméiglechkeete bewosst. Wéi schon an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 3959 beschriwwen, goufen dowéinst nieft de besteenden Aktivitéite verschidde komplementär Initiative lancéiert, fir datt sech zu Lëtzebuerg e kohärent Luetekosystem entwéckelt.

Question 4149 (23.04.2021) de **Mme Chantal Gary** (*déi gréng*) concernant les **tenues de travail équitables et durables au sein des structures relevant de l'État** :

Les conditions de travail dans l'industrie du textile peu respectueuses des droits de l'homme sont une problématique pointée du doigt depuis longtemps, mais qui n'a pourtant pas disparue. De nombreux labels ont cependant vu le jour ces dernières années. Ceux-ci peuvent permettre de certifier des fournisseurs et des producteurs et d'informer ainsi les consommateurs que les étapes de production ont été réalisées dans le respect des droits de l'homme.

Depuis 2020, POST Luxembourg s'est engagé sur une voie plus équitable et durable en matière de tenues de travail. Ainsi, l'établissement public a mis à la disposition d'une partie de ses collaborateurs des pièces de tenue de travail produites de façon éthique et écologique. Il a opté pour des procédés de fabrication éthiques et pour une matière écoresponsable, en l'occurrence le coton bio, certifié Fairtrade. Il envisage également de généraliser cette approche écoresponsable dans le domaine des tenues de travail.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner si d'autres administrations, services et établissements publics mettent à la disposition de leurs collaborateurs des tenues de travail fabriquées sur la base de critères éthiques et écologiques ?

2) Dans l'affirmative, quelles approches ont, le cas échéant, été choisies pour garantir que les tenues de travail ont été fabriquées dans le respect des critères susmentionnés ?

3) D'une manière générale, Monsieur le Ministre envisage-t-il de promouvoir davantage le recours aux habits éthiques et durables au sein des structures relevant de l'État ?

Réponse (18.05.2021) de **M. Marc Hansen**, *Ministre de la Fonction publique* :

La loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État stipule dans son article 31, paragraphe 1 que « [l]es fonctionnaires de l'État peuvent bénéficier d'une mise à disposition des vêtements professionnels et de l'allocation d'une indemnité d'habillement destinée à couvrir les dépenses supplémentaires pour vêtements professionnels, occasionnées aux fonctionnaires qui sont astreints au port soit de vêtements spéciaux de travail, soit d'une tenue de service, soit d'un uniforme ». Il existe aujourd'hui deux types d'indemnités d'habillement. Dans les deux cas, le Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État vérifie uniquement les critères d'éligibilité pour le paiement de ces indemnités, mais ne vérifie pas si les tenues mises à disposition des agents sont issues de filières écoresponsables (p. ex. uniforme). Par ailleurs, le paragraphe 4, alinéa 4 de ce même article stipule que « [l]e fonctionnaire bénéficiant d'une indemnité d'habillement doit se conformer strictement aux règles établies par l'administration en matière d'acquisition et de port des vêtements professionnels requis ».

En conséquence, chaque administration, service et établissement public définit les critères à respecter pour choisir leurs vêtements de travail appropriés (exigences de sécurité, de confort et d'hygiène, communication de l'image et des valeurs professionnelles) et gèrent leur propre budget concernant les tenues professionnelles au travail. De ce fait, le Ministère de la Fonction publique ne peut donc pas répondre à l'honorable Députée sur les intentions futures de l'ensemble des structures relevant de l'État.

Question 4150 (23.04.2021) de **M. Fred Keup** (*ADR*) concernant la **situation des droits de l'homme à Dubaï** :

Rezent goufen dem englesche BBC Videoopnamen zougesspillt, déi d'Scheicha Latifa, Duechter vum emiratesche Ministerpresident Mohammed bin Raschid al-Maktum, an enger verzweifelter Situatioun weisen. D'Scheicha Latifa gëtt vu sengem Papp agespaart, e Fluchtversuch viru ronn zwee Joer war gescheitert. Och d'Schwëster vum Scheicha Latifa gouf, nodeems si probéiert hat ze flüchten, erëm vun hirem Papp gefaange geholl. An deem Kontext fuerdert Human Rights Watch d'Fräiloossung vun deenen zwee.

An deem Kontext géif ech dem Här Bauseminister gäre dës Froe stellen:

1. Ginn et vu Säite vun der Lëtzeburger Regierung Beméiungen, sech am Hibleck op d'Anhale vun de Mënscherechter an de Vereenegten Arabeschen Emirater ze engagieren? Wa jo, wéi gesinn dës Beméiunge konkret aus?

2. Wéi gestalte sech d'Handelsbeziungen tëscht Lëtzebuerg an de Vereenegten Arabeschen Emirater? Huet d'Verletze vun de Mënscherechter en Afloss op d'Handelsbeziungen tëscht Lëtzebuerg an de Vereenegten Arabeschen Emirater?

3. Wat geschitt op EU-Niveau, fir sech géint d'Verletze vun de Mënscherechter an de Vereenegten Arabeschen Emirater ze engagieren? Bedelegt Lëtzebuerg sech un dësen Beméiungen?

Réponse (17.05.2021) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

An de bilaterale Kontakter mat de Vereenegten Arabeschen Emirater (VAE) ginn all Sujeten oppen an direkt ugeschwat, dorënner och de Respekt vun de Mënscherechter.

D'Handelsbeziungen tëscht Lëtzebuerg an de VAE sinn allgemeng gutt. Zanter 2011 huet Lëtzebuerg zu Abu Dhabi eng Ambassade an och en „Trade and Investment Office“ (LTIO), deem seng Missioun et ass, de kommerziellen Echange tëscht béide Länner ze facilitéieren. An de leschte Joren huet Lëtzebuerg regelméisseg Wirtschaftsmissionen an d'VAE organiséiert, wéi zum Beispill vum 25. bis den 29. Januar 2020. D'Expo 2020 zu Dubai, déi vum 1. Oktober 2021 bis den 31. Mäerz 2022 wäert stattfannen, ass eng weider wichteg Etapp fir eis bilateral Beziungen.

Lëtzebuerg wäert weiderhin all Kontakter mat de VAE notzen, fir d'Fro vun de Mënscherechter ze thematiséieren, souwuel bilateral wéi an de multilateralen Enceinten, wéi zum Beispill am Mënscherechtsrot vun der UNO.

D'EU huet zanter 2013 e regelméisseg a konstruktiven Dialog iwwert d'Mënscherechter mat de VAE, am Kader vun engem techneschen Aarbechtsgrupp. D'VAE waren dat éischt vun de Länner aus der Golfregioun, mat deem d'EU esou en Aarbechtsgrupp etabléiert huet. Dëst Joer wäert déi zéngt Reuniooun vun deem Grupp stattfannen, deen et der EU nottammert erméiglecht, Sujete wéi d'Fraerechter, d'Rechter vun de Migranten an de Kampf géint de Mënschenhandel unzeschwätzen. D'EU-Memberstaaten si bei dese Gespréicher net direkt representéiert, mee si preparéieren dës Reunioonen zesumme mam aussepolitischen Déngscht vun der EU an den Aarbechtsgrupp vum Conseil vun der EU. Och Lëtzebuerg bedeelegt sech aktiv an dëser Aarbecht.

Question 4154 (23.04.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **tourisme vaccinal** :

Laut eisen Informatiounen wiere Reesveranstalter drun interesséiert, Reesen ze organiséieren fir Leit, déi sech am Ausland wëllen impfe loossen. Esou kéinten nächste Mount déi éischt Busser lassfuere, entweder a Serbien oder Bulgarien. Israel an Dubai wiere weider Pisten. Den Ament géif een nach op d'Autorisatiounen waarden.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung bestätegen, dass Autorisatiounen ugefrot gi sinn, fir Reesen ze organiséieren fir Leit, déi sech am Ausland wëllen impfe loossen?

2. Wa jo, wat ass der Regierung hir Positioun dozou?

3. Kann d'Regierung eis informéieren, ob dës Impfungen zu Lëtzebuerg unerkannt ginn an ob dës Persounen och e grénge Certificat kréien? Wa jo, wéi eng Impfstoffer géifen unerkannt ginn?

4. Wëssend, dass am Ausland och aner Impfstoffer zougelooft sinn an esou och aner versprézt gi wéi déi zu Lëtzebuerg, géifen déi Impfungen trotzdem unerkannt ginn?

Réponse commune (01.06.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes* :

ad 1. D'Regierung huet keng Kenntnis dovun, dass esou Autorisatiounen ugefrot gi sinn.

ad 2. D'Lëtzebuerg Regierung huet eng Impfcampagne en place gesat, déi den Awunner vun eisem Land erlaabt, Zougang zur Covid-19-Impfung ze kréien en fonction vun der Disponibilitéit a Liwwerung vun Impfstoffer. Dës Impfcampagne baséiert op engem Dispositif, deen d'Traçabilitéit an de Suivi vun eventuellen Niewewierkunge garantéiert an deen all Impfung duerch ee Certificat dokumentéiert, dee spéiderhin an déi national Ëmsetzung vun „EU Digital Covid Certificate“ wäert afléissen. Wéi dës Aspekter vun den uewe genannte Länner gehandhaabt ginn, kann d'Regierung net aschätzen.

ad 3. Am Kader vun zukünftigen EU-Reglement betreffend den „EU Digital Covid Certificate“, deen den 1. Juli a Kraaft triede soll, ass virgesinn, dass all EU-Memberstaat d'Impfcertificaten, déi vun anere Memberstaaten ausgestallt gi sinn, unerkennt soll, virausgesat, se entsprechen den technesche Virgabe vum gemeinsame legalen EU-Kader a si soumat interoperabel. Dëst gëtt eng Sécherheet géint Frauden an Abusen.

De Reglement gesäit vir, dass déi Impfstoffer, déi vun der EMA zougelooft gi sinn, sollen tëscht den EU-Länner unerkannt ginn. Den Text gesäit iwwerdeems vir, dass déi eenzel Länner d'Recht hunn, Certificaten unzëerkennen, déi konform sinn zu de Reegelen, déi vum Reglement virgesi sinn an déi fir aner Impfstoffer ausgestallt gi sinn. Et handelt sech dobäi z. B. ëm Impfstoffer, déi vun engem État membre sengen Autoritéiten zougelooft goufen, oder och Impfstoffer, déi vun der OMS unerkannt ginn.

ad 4. Dës Fro ass zu dësem Zäitpunkt nach an der Diskussioun. D'Regierung wäert sech geschwänn dozou positionéieren.

Question 4156 (26.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'**avenir du Luxembourg** :

An engem rezenten Artikel aus dem Luxemburger Wort gouf sech domat auserneegesat, wéi eng Ustrengungen an Erausforderungen op eist Land duerkommen, wa Lëtzebuerg seng Klimaziler erreeche wëll. Notamment eng Vertrieederin vun der ALDE (Association luxembourgeoise pour le droit de l'environnement) hat an deem Kader eng ganz Rei Aussoe gemaach, déi awer vill Froen opwerfen. An deem Kontext erlabe ech mir, eng Rei vun deenen Aussoen, sou wéi se am Artikel stinn, ze zitieren:

„Hierbei müssten die Menschen allerdings Einbußen in Bezug auf die Größe ihrer Wohnfläche in Kauf nehmen (...) und das Wohlbefinden würde auch keinen Abbruch erleiden, wenn Menschen vermehrt in kleineren Wohnungen lebten.“

Weider heescht et:

„Als weitere Lösungsansätze nennt (Numm) unter anderem eine Reduzierung der Anzahl von Autos (...) sowie ein durchschnittliches Wachstum des Bruttoinlandsproduktes von etwa einem Prozent pro Jahr (...). Darüber hinaus nennt das Forscherteam auch ein Verbot von Kurzstreckenflügen (...) sowie eine allgemeine Reduzierung von Flugreisen als weiterer Ansatzpunkt für eine ökologische Transition.“

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Ass d'Regierung, sou wéi déi genannte Vertrieederin vun der ALDE, och der Meenung, dass sech d'Awunner zu Lëtzebuerg aus ëmwelttechnesche Grënn an Zukunft drop astelle mussen, a méi kleng Wunnengen ze liewen?

2. Wa jo, gedenkt d'Regierung - ganz am Sënn vun där vun der Regierung propagéierter Transparenz am politeschen Handeln - der Bevëlkerung und zäitno ze kommunizéieren, dass si sech an Zukunft dorop astelle muss, op méi enger klenger Wunnfläch ze liewen?

3. Gesäit d'Regierung hei net d'Gefor, dass sech doduerch d'Liewensqualität vun den Awunner verschlechtert kéint?

4. Ass d'Regierung, souwéi déi genannte Vertrieederin vun der ALDE, och der Meenung, dass d'Unzuel vun den Autoen hei am Land misst reduzéiert ginn?

5. Wa jo, gedenkt d'Regierung - ganz am Sënn vun där vun der Regierung propagéierter Transparenz am politeschen Handeln - der Bevëlkerung und zäitno ze kommunizéieren, dass si sech an Zukunft dorop astelle muss, am beschten op den Auto ze verzichten?

6. Gesäit d'Regierung hei net d'Gefor, dass sech doduerch d'Liewensqualität vun den Awunner verschlechtert kéint, besonnesch fir déi, déi am méi ländleche Raum liewen a wou den ëffentlechen Transport manner gutt ausgebaut ass?

7. Ass d'Regierung, sou wéi déi genannte Vertrieederin vun der ALDE, och der Meenung, dass sech d'Awunner zu Lëtzebuerg aus ëmwelttechnesche Grënn an Zukunft drop astelle mussen, net méi - oder weesentlech manner - mam Flieger ze reesen?

8. Wa jo, gedenkt d'Regierung - ganz am Sënn vun där vun der Regierung propagéierter Transparenz am politeschen Handeln - der Bevëlkerung und zäitno ze kommunizéieren, dass si sech an Zukunft dorop astelle muss, net méi - oder weesentlech manner - mam Flieger ze reesen?

9. Gesäit d'Regierung hei net d'Gefor, dass sech doduerch d'Liewensqualität vun den Awunner verschlechtert kéint, besonnesch am Hibleck op d'Planung vun der Vakanz an am Hibleck op de Wonsch vu ville Bierger, aner Länner ze entdecken a sech esou kulturell ze beräicheren?

10. Grad am Beräich vun de Geschäftsreise si vill Leit drop ugewisen, mam Flieger ze reesen. Mussen an den Ae vun der Regierung och Geschäftsreise mam Flieger an Zukunft méiglechst ënnerbonne ginn? Besteet an den Ae vun der Regierung hei net d'Gefor, dass dëst negativ wirtschaftlech Repercussione mat sech bréngen kann? Wa jo, wéi gedenkt d'Regierung dës negativ wirtschaftlech Repercussione ofzefiedereren?

11. Ass d'Regierung, sou wéi déi genannte Vertrieederin vun der ALDE, och der Meenung, dass sech d'Awunner zu Lëtzebuerg aus ëmwelttechnesche Grënn dorop mussen astellen, dass de Wuesstem vum Bruttoinlandsprodukt sech an Zukunft just nach op 1 % belafe soll?

12. Wa jo, gedenkt d'Regierung - ganz am Sënn vun där vun der Regierung propagéierter Transparenz am politeschen Handeln - der Bevëlkerung und zäitno ze kommunizéieren, dass si sech an Zukunft dorop astelle muss, dass de wirtschaftleche Wuesstem aus ëmwelttechnesche Grënn gebremst muss ginn?

13. Eng Reduzéierung vun wirtschaftleche Wuessstem bréngt natierlech negativ Auswierkungen op de

soziale Wuelstand vun der Bevëlkerung mat sech, dee grad déi sozial méi schwach Bevëlkerungsschicht am meeschten trëfft. Ass et an deem Kontext an den Ae vun der Regierung ze veräntwerthen, dass duerch ëmwelttechnesch Grënn eng bewosst finanziell a sozial Prekariséierung vun der Bevëlkerung a Kaf geholl gëtt?

Réponse commune (20.05.2021) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie* :

D'Regierung gesäit keen Ulass, d'Aussoe vun enger Privatpersoun, déi dës Persoun am Kader vun enger privater Manifestatioun gemaach huet, ze kommentéieren.

Question 4157 (26.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'**Alliance for Financial Inclusion** » :

De 5. Oktober 2020 huet d'Regierung e Communiqué zur Ouverture vun eischten europäesche Sëtz vun der „Alliance for Financial Inclusion“ (AFI) an der Stad Lëtzebuerg verëffentlecht. Souwuel den Här Finanzminister wéi och den Här Kooperationsminister hunn zesumme mam Direkter vun der CSSF an der entsprecherender Feier deelgeholl. Den Här Finanzminister gëtt an deem uewe genannte Communiqué follgendermoossen zitëiert: „In an increasingly connected world, only the constant exchange between regulators from different markets will allow us to effectively build a more sustainable and innovative finance that is accessible to all“. Den Här Kooperationsminister gëtt ënner anerem mat follgende Wieder zitëiert: „Cooperation means the exchange of knowledge, expertise and best practices. In that sense, engaging with the broader regulation community is crucial to promote true responsible and sustainable inclusive finance [...]. In that sense, we look forward to an even closer relationship with AFI and its members over the years to come“. Am Artikel „Allianz fir finanziell Inclusioun“, deen den nämmechten Dag op RTL publizéiert gouf, heescht et ausserdeem, dass d'Regierung der AFI iwwer dräi Joer insgesamt 500.000 Euro an eng Lokaltät am „House of Microfinance“ zur Verfügung stellt.

D'AFI selwer féiert op hirem Spawebsteit ëffentlech Informatiounen aus 88 Länner (Stand vum 23. Abrëll 2021) als Memberen op, dorënner vill Zentralbanken a Finanzsichtsadministratiounen. Nieft enger Rei Informatiounen aus kleng Staate ginn och d'„People's Bank of China“ souwéi d'„China Banking Regulatory Commission“ als „principal members“ an d'„Central Bank of the Russian Federation“ als „associate member“ genannt.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Bauseminister, dem Här Finanzminister an dem Här Kooperationsminister gär dës Fro stellen:

1. Sinn elo scho Lëtzebuerg ëffentlech oder privat Informatiounen Member an der AFI? Wa jo, wéi eng sinn dat? Wann nee, strief d'Regierung eng Lëtzebuergers Memberschaf an der AFI un?

2. Verfüügt d'Regierung iwwer eng formell Vertrieederin an der AFI? Wa jo, wéi engem Ministère an/oder Administratioun gehéieren dës Vertrieederin?

3. Wéi gëtt déi Participatioun vu 500.000 Euro vu staatlecher Säit justifiéiert an ënnert wéi enger Form a vu wéi engem Budgetartikel fléissen déi Gelder? Wéi en Zweck hu se? Gëtt d'Verwendung vun dese Suen auditéiert?

4. Iwwert wéi eng Informatiounen respektiv Plattformen gëtt dee vun Här Finanzminister an dem Här Kooperationsminister thematiséierten Austausch vun Knowhow virgeholl?

5. Gëtt et en Austausch tëschent der AFI an dem „House for Sustainable Governance and Markets“ (HSGM) respektiv der AFI an aneren Informatiounen vun der Uni.lu?

6. Wéi e Rôle spillt d'AFI am Kader vun der Lëtzebuergers Kooperationspolitik?

7. Et läit an der Natur vun der Saach, dass grouss Staaten an international Organisatiounen iwwer méi Méiglechkeete verfüegen, fir hir Interessen duerchzusetzen, wéi kleng Staaten. Wéi beurteelt d'Regierung den Afloss speziell z. B. vu China bannent der AFI?

8. Hu scho Persounen, déi internationale Sanktiounen ënnerleien, gefrot, fir op Lëtzebuerg ze kommen, fir mat der AFI Kontakt ze hunn?

Réponse commune (26.05.2021) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Franz Fayot**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire* :

Als Äntwert op déi aacht Froen vum honorabelen Deputéierten kann ee follgend Elementer uginn.

Der „Alliance for Financial Inclusion“ (AFI) hir Missioun ass et, den Zougang an d'Benotzung vu Finanzservicer fir d'Populatiounen an Ent-

wécklungs- a Schwellelänner ze erhéien, andeems se entsprecherend Finanzpolitice mathëlleft ze formuléieren an ëmzesetzen.

Et si keng ëffentlech oder privat Lëtzebuergers Informatiounen Member vun der AFI. Well d'AFI exklusiv aus Informatiounen aus Entwécklungs- a Schwellelänner besteet, strief d'Regierung och keng Memberschaf bei der AFI un. D'Regierung verfüügt iwwer keng formell Vertrieederin an der AFI. De Finanzministère an d'Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire vum Ausseministère suivéieren d'Aktivitéiten vum europäesche Vertrieederbüro vun der AFI.

D'Gouvernanceregele vun der AFI, déi duerch hir Statute festgeluecht sinn, garantéieren ee sougenannte „level playing field“ tëscht de verschiddene Memberen. Fir all Member gëllt dat nämmelecht Stëmrecht, onofhängeg vu senger Gréisst.

Duerch eng Ënnerstëtzung vun der AFI ka Lëtzebuerg zur nohalteger Entwécklung an dese Länner bäidroen, andeems et säin Engagement fir eng inklusiv Finanz fortsetzt a seng Expertise an deem Beräich mat anere Länner deelt.

Déi lëtzebuergesch Regierung ënnerstëtz d'Aarbecht vun der AFI hirem neie Büro zu Lëtzebuerg an Héicht vun 1.600.000 Euro iwwer dräi Joer. D'Kontributioun vun der Lëtzebuergers Kooperationsfong beleef sech op 1.100.000 Euro aus dem Kooperationsfong, während de Finanzministère sech mat 500.000 Euro vum Budgetartikel 34.0.54.030 (Participation aux programmes et projets des institutions financières internationales et aide au développement) bedeelegt. D'Konten vun der AFI ginn all Joer onofhängeg gepréift an dësem Audit gëtt mat deenen zwee be-
traffene Ministère gedeelt.

De Wëssensaustausch tëscht der AFI a Lëtzebuerg fënn op verschiddenen Niveaue statt. Beamte vun deenen zwee Ministère huelen u Seminäre vun der AFI deel. Doriwwer eraus profitéiert d'AFI vum lëtzebuergeschen Ekosystem fir inklusiv Finanz. Als Beispill huet d'AFI e FinTech Showcase an Zesammenaarbecht mam Haus vun der Fintech (LHOFT) organiséiert an un der europäescher Mikrofinanzwoch deelgeholl. Zousätzlech echangéiert sech d'AFI mat der Commission de surveillance du secteur financier (CSSF).

D'AFI steet och an engem Kontakt mat der House for Sustainable Governance and Markets (HSGM) vun der Uni.lu. Duerch hir Recherche am Secteur vun der inklusiver Finanz ënnerstëtz d'Uni.lu der AFI hir Politikpabeieren a verséichert sech esou, dass hir Recherche weltwäit gebraucht gëtt.

Eisen Wëssens hunn nach keng Persounen, déi internationale Sanktiounen ënnerleien, gefrot, fir op Lëtzebuerg ze kommen, fir mat der AFI Kontakt ze hunn.

Question 4162 (27.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **définition de travail de l'antisémitisme de l'IHRA** :

An der Äntwert op meng Fro Nummer 3933 schreift den Här Staatsminister, dass d'Regierung de 24. Januar 2020 d'Antisemitismusdefinitioun vun der IHRA ugeholl hätt.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Staatsminister nach gär dës Nofro stellen:

1. Kéint den Här Staatsminister preziséieren, ob d'Regierung mat der uewen zitëierter Decisioun och d'Aarbechtsbeispiller zu der Antisemitismusdefinitioun vun der IHRA iwwerholl huet?

2. Falls d'Äntwert op meng Fro hei uewendriwwer „nee“ wier, kéint den Här Staatsminister da kuerz elaboréieren, wéi dës Decisioun motivéiert war?

Réponse (27.05.2021) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État* :

D'Regierung huet d'Antisemitismusdefinitioun vun der IHRA ouni d'Beispiller ugeholl.

Am Kader vun den Débats parlementaires iwwert d'Motioun vun den Hären Deputéierten Laurent Mosar a Mars Di Bartolomeo huet den Här Deputéierten Di Bartolomeo kloer gesot: „Mir hu bewosst op iergendwellech Beispiller verzicht, well mer dobäi riskéiert hätten, Wichtige ze vergiessen. A mir hunn opgepasst, dass Antisemitismus a Kritik un der Politik an den Aktiounen vun Israel als Staat net an een Dëppe gehäit ginn.“

D'Decisioun vun der Regierung respektéiert déi Motioun, déi och vun lech matgestëmmt gouf.

Question 4163 (27.04.2021) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant l'**avenir de la locomotive 5519** :

La locomotive 5519, dont les CFL sont propriétaires, est non seulement une des plus anciennes locomotives luxembourgeoises, mais également la dernière locomotive à vapeur à être toujours opérationnelle.

Cependant, l'avenir de cette locomotive historique semble incertain. En effet, depuis 2014 ses wagons « Wegmann » ne peuvent plus être utilisés pour des raisons de sécurité, avec la conséquence que seulement très peu de courses ont été effectuées depuis lors. De plus, la locomotive n'est pas équipée du système de sécurité ETCS, ce qui l'empêche de circuler sur le réseau luxembourgeois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame la Ministre de la Culture :

1) Est-il prévu d'équiper la locomotive 5519 du système de sécurité ETCS ? Dans l'affirmative, pour quand les travaux y relatifs pourront-ils être terminés ?

2) Quel est l'état d'avancement de la rénovation des quatre wagons « Wegmann » ? Pour quand les travaux y relatifs pourront-ils être achevés ?

3) De quelle manière l'association sans but lucratif « 5519 », créée le 15 avril 1987 et qui s'investit depuis lors avec beaucoup d'engagement pour la conservation et la restauration de la locomotive 5519, sera-t-elle à l'avenir soutenue financièrement et logistiquement ?

4) Un nouveau hall à Pétange a été récemment aménagé pour héberger du vieux matériel ferroviaire. Peut-on en conclure que cette infrastructure pourrait servir dans l'avenir de musée sur l'histoire des chemins de fer au Luxembourg, où la locomotive 5519 pourrait également être présentée au public ?

Réponse commune (08.06.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture* :

ad 1) Le Service des sites et monuments nationaux, qui s'occupe des engins ferroviaires historiques en possession de l'État, est actuellement en contact avec des entreprises spécialisées dans le domaine des systèmes de sécurité pour le secteur du transport afin de vérifier les détails et le coût global pour pouvoir équiper une, voire plusieurs locomotives avec le système de sécurité ETCS. Or, les coûts y associés actuellement dépassent le budget que l'État peut raisonnablement attribuer à une telle opération. Cependant, selon des informations actuelles, des entreprises cherchent à mettre sur le marché un système de sécurité ETCS spécifique pour le fonctionnement de locomotives historiques. Il est donc probable que des premiers produits pour des engins ferroviaires historiques arriveront sur le marché. C'est à ce moment que la question pourra être réexaminée.

ad 2) La restauration d'une première voiture « Wegmann » est achevée. Les travaux sur deux autres voitures devraient être finalisés d'ici la fin de l'année. Une dernière voiture « Wegmann » sera prête en 2022.

ad 3) La locomotive 5519 est garée dans un hall dédié du bâtiment du Centre de réparation rapide des CFL dans lequel l'association sans but lucratif « 5519 » réalise certains travaux de maintenance non sécuritaire sur cet engin.

ad 4) Le hall de remisage au triage de Pétange est exclusivement conçu pour le garage du matériel historique roulant et non roulant et ne se prête pas à l'exposition du matériel en question.

Question 4166 (27.04.2021) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant l'utilisation des tests rapides de dépistage de la Covid-19 dans les écoles :

Zanter de Méindeg ginn d'Schüler an den öffentlichen Schoule per Schnelltest op eng eventuell Covid-19-Infektion getest. Déi Schnelltester si wuel fakultativ, ginn awer vum Ministère recommandéiert. Net all Schoul schéngt awer mat der Uweisung vum Ministère averstanen ze sinn. Eisen Informatiounen no stellt souguer eng Grondschoul, déi nom Prinzip vum der inklusiver Pedagogik fonctionéiert, d'Schnelltester an engem Bréif, deen un d'Eltere vun de Kanner verschéckt gouf, a Fro. Et wéilt een de Kanner keen onnéidegen zousätzleche Stress an der Klass bereeden, heescht et dodran. Aus deem Grond géif een den Eltere als zousätzleche Méiglechkeet proposéieren, den Test mat de Kanner doheem ze maachen.

Virum Hannergrond vun eventuelle Problemer bei der systematescher Duerchféierung vun de Schnelltester an der Grondschoul wéilt ech folgend Froen un den Här Educationminister stellen:

- Awéiwäit huet den Här Educationminister Kenntnis dovun, dass verschidde Schoulen net op enger Linn mat den Uweisung vum Ministère zu de Schnelltester leien an den Eltere vun de Kanner alternativen Méiglechkeete virschloen?

- Wéi eng Handhab huet den Educationminister, fir ze assuréieren an ze kontrolléieren, dass déi définéiert Prozedur vun de Schnelltester an all Schoul d'selwecht applizéiert gëtt?

- Wéi grouss ass an dësem Kontext den Handlungsraum vu Comité d'école a Regionaldirektiounen?

- Wéi eng Sanktionsméiglechkeete si fir de Fall virgesinn, wou eng Schoul sech wéllentlech a wéssentlech net un d'Virgabe vum Ministère hält?

Réponse (08.06.2021) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Zesumme mat der Direktioun vun der Santé an a Concertatioun mat den Acteuren um Terrain gouf eng Prozedur fir d'Ëmsetzung vun de Schnellselbsttester an den öffentlichen Lëtzebuurger Grondschoulen entwéckelt, fir effikass a sécher d'Duerchféierung vum Testdispositif am schoulesche Milieu ze garantéieren.

No enger Testphas vum 22. Mäerz bis den 2. Abrëll 2021, während där eng Selektioun u Schoulen d'Duerchféiere vun de Schnellselbsttester am lafende Schoulbetrib ausprobiéiert hunn, gouf virun der Ëmsetzung vun de Schnellselbsttester a sämtlechen öffentlichen Grondschoulen déi ausgeschaffte Prozedur un d'Schoulpersonal a Form vun enger Note explicative (mat zousätzleche Präzisierungen zu den Averständneserklärungen respektiv Participationsdeklaratiounen, zur Logistik an der Frequenz vun den Tester) schréfflech kommunizéiert. Iwwert dës Wee sollt eng eenheetlech Duerchféierung vun de Schnellselbsttester assuréiert ginn an d'Schoule krute just a konkrete Punkte vun der Duerchféierung vun den Tester d'Méiglechkeet, se un de lokale Kontext unzepassen, zum Beispill, fir den Test an engem dozou dediéierte Sall duerchzuführen.

Während der Aféierung vun de Schnellselbsttester an och bei der Erweiterung vum Testdispositif gouf op där enger Säit ëmmer betount, dass d'Participatioun un de Schnellselbsttester, souwuel fir d'Schüler ewéi och fir d'Schoulpersonal, op fräiwëlleger Basis baséiert an d'Zoustëmmung heifir zu all Moment ka revidéiert respektiv nogereecht ginn. Op där anerer Säit gouf den Notze vun der Ëmsetzung vun de Schnellselbsttester an de Lëtzebuurger Grondschoulen ëmmer erëm ënnerstrach, vu datt dës reegelméisseg Tester eng séier Detektioun vun der Presenz vum Virus an der Schoulpopulatioun ënnerstëtzen an esou d'Organisatioun vun adequaten Hygiènes- a Preventiounsmaßnahmen erlaben, déi dozou bäidroen, fir d'Propagatioun vum Virus ze minimiséieren. Den héijen Taux de participatioun vun de Membere vun den ënnerschiddleche Schoulcomunautéiten un Testdispositif beleet hiren exemplareschen Engagement an der Lutte géint d'Pandemie am Interêt vun der ganzer Gesellschaft.

Obschonn d'Schoulen am Kader vun der praktescher Organisatioun vun de Schnellselbsttester d'Méiglechkeet hunn, bestëmmt Elementer vun der Prozedur (z. B. beim Planning vun der Woch, dem logisteschen Management, der Verwaltung vun den Averständneser etc.) unzepassen, ass et wichteg, dass hir Grondlogik respektéiert gëtt, fir esou déi gréisstméiglech Sécherheet a Genaugkeet ze garantéieren.

Déi jeeeweileg Regionaldirektioun beroden an hëllefen de Schoule bei der Ëmsetzung vun de Schnellselbsttester a ginn dobäi mat den einzelen Acteuren, wann néideg no Récksprooch mat der Direktioun vun der Santé, op eventuell lokal Spezifisitéiten an. Am Sënn vun enger gudder Zesummenaarbecht vu sämtleche Partner, déi an dësem Kontext essentiell ass, sichen d'Regionaldirektioun beim Feststelle vun Irregulartéite bei der Ëmsetzung vum Testdispositif den direkte Kontakt mat der concernéierter Schoulcomunautéit, fir zesumme mat dëser déi néideg Adaptatiounen virzehuelen, fir eng effikass Ëmsetzung vum Testdispositif ze assuréieren.

Aktuell ass mengem Ministère een eenzege Fall bekannt, an deem eng entsprechend zousätzlech schréfflech Kommunikatioun un d'Schoulpersonal aus enger Lëtzebuurger Grondschoul geschéckt gouf, déi d'Prozedur am Kontext vun der Duerchféierung vun de Schnellselbsttester net applizéiert huet.

Question 4169 (28.04.2021) de **MM. Dan Biancalana** et **Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant l'assurance maladie pour ex-détenus :

En France, les détenus libérés et leurs ayants droit bénéficient des prestations en nature de l'assurance maladie et de maternité du régime obligatoire dont ils relevaient avant leur incarcération, ou du régime général pendant une durée de douze mois à partir de leur mise en liberté. Cependant, il faut que les détenus et leurs ayants droit ne bénéficient pas de ces prestations à un autre titre.

Ce système de couverture d'assurance maladie vise à éviter des ruptures de droits des détenus lors de leur incarcération et poursuit le renforcement de leur réinsertion sociale. Au Luxembourg, le CELPL (Contrôle externe des lieux privatifs de liberté) avait recommandé l'analyse des différentes pistes à poursuivre afin de mettre en place un système similaire de couverture d'assurance maladie au béné-

ficie des détenus libérés et de leurs ayants droit. L'accès à un tel système devrait être garanti conformément aux lignes directrices évoquées dans l'accord de coalition 2018-2023.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Quelles possibilités en matière d'assurance maladie existe-t-il endéans le cadre légal luxembourgeois pour les ex-détenus et leurs ayants droit ?

- Y a-t-il des améliorations prévues afin de faciliter l'accès à l'assurance maladie pour ces personnes ?

- Quelles sont, dans l'état actuel des choses, les alternatives en assurance maladie proposées aux ex-détenus et leurs ayants droit ?

Réponse (03.06.2021) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

Ces dernières années, différentes mesures en matière de sécurité sociale ont été mises en place afin de garantir que la privation de la liberté reste la seule peine pour les ex-détenus. Ainsi, par exemple, la suspension de l'indemnité pécuniaire de maladie ou des prestations de soins de santé pendant la période de détention a été abrogée.

Actuellement, si le détenu n'est pas affilié obligatoirement au moment de sa libération, il dispose néanmoins de la possibilité de recourir à une assurance volontaire en matière d'assurance maladie-maternité.

En matière d'assurance maladie-maternité, deux formes d'assurance volontaire peuvent être distinguées, à savoir l'assurance volontaire continuée et l'assurance volontaire facultative.

Pour pouvoir bénéficier de l'assurance volontaire continuée, il faut que l'assuré, âgé de 18 ans au moins, et résidant au Luxembourg, perde la qualité d'assuré obligatoire ou la protection en qualité de membre de famille après en avoir bénéficié pendant une période continue de six mois précédant immédiatement la perte de cette qualité. Dans cette hypothèse, il est possible de continuer l'affiliation obligatoire sans interruption par une demande au Centre commun de la sécurité sociale, dans un délai de trois mois suivant la perte de l'affiliation.

Si l'assuré ne peut pas bénéficier d'une assurance volontaire continuée, il peut recourir à une assurance volontaire facultative. Cette dernière est ouverte aux personnes résidentes au Luxembourg qui ne peuvent bénéficier autrement d'une protection en matière d'assurance maladie. Le droit aux prestations n'est ouvert qu'après un stage d'assurance de trois mois à partir de la présentation de la demande au Centre commun de la sécurité sociale.

Néanmoins, le département de la sécurité sociale est actuellement en train de travailler sur la mise en place de l'accès universel aux soins de santé, tel que prévu dans l'accord de coalition 2018-2023. Ce système garantira l'accès aux soins de santé aux personnes particulièrement vulnérables et sans affiliation obligatoire. Ainsi, l'accès aux soins de santé pour les ex-détenus qui ne bénéficieront pas d'une affiliation obligatoire sera plus facile avec la mise en place d'un tel système.

Question 4171 (28.04.2021) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant l'accident d'un navire sous pavillon luxembourgeois :

Am Artikel „Luxembourg-listed ship lost in storm was in poor shape“, deen den 19. Abrëll an der „Luxembourg Times“ publizéiert gouf, heescht et, dass e Schëff ënner Lëtzebuurger Fändel, wat de 26. September 2019 um Atlantik op hallwem Wee zwëschen der afrikanescher an der südamerikanescher Küst ënnergaangen ass, an engem schlechten Zustand war. Dëst, obwuel et am Virfeld kloer Warnunge vum zoustännege Personal gouf, dass d'Schëff net uerdentlech gewaart an duerfir net prett wier fir auszelaufen. Bei dësem trageschen Accident koume schlussendlech 14 Leit vun der Besatzung ëm d'Liewen.

Duerfir géif ech dem Här Minister fir Économie, der Madam Justizminister an dem Här Transportminister gär folgend Froe stellen:

1. Ass Lëtzebuerg all senge Flichten als Flaggestaat nokomm? Wéi ass et méiglech, dass e Schëff ënner Lëtzebuurger Fändel an esou engem miserablen Zoustand huet d'äerfen navigéieren?

2. Lafen international Enquêté géint Lëtzebuerg an/oder de Pavillon maritime wéinst dem Accident?

3. Wéi eng Konsequenzen huet Lëtzebuerg aus dësem Accident gezunn, souwuel wat d'Uwerréiwung vun de Schëffer beim Enregistrement uegert wéi och bei deene lafende Sécherheetskontrollen?

4. Bei deene Verstuerwenen handelt et sech bis op ee Mann aus Kroatien ausschliisslech ëm Bierger aus Net-EU-Staaten (Philippinen, Russland, Südafrika, Ukrain). Bezilt de Staat an dës Fäll Sozial-

leeschungen un d'Familljemembere vun deene verstuerwene Besatzungsmembere, zum Beispill duerch eng Witwerent? Steet d'Regierung am Austausch mat deene concernéierten Autoritéiten an den Hierkonftslänner vun deene Leit?

5. Kënnen d'Famillje vun deene verstuerwene Besatzungsmembere viru Lëtzebuurger Geriichter en zivilrechtleche Schuedensersatzusproch géint d'Bedriewfirma respektiv géint Lëtzebuerg lancéieren? Wa jo, op wéi eng Modalitéite musse si dobäi oppassen? Wann net, firwat net?

Réponse commune (03.06.2021) de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Am Kader vun der Kontroll an den Inspektiounen vum Schëff Bourbon Rhode, dat de 26. September 2019 ënnergaangen ass, si Lëtzebuerg an déi zoustännege Verwaltung, de Commissariat aux affaires maritimes, zu all Moment hiren Obligatiounen nokomm.

D'Behauptung, d'Schëff wier an engem miserablen Zoustand gewiescht, stëmmt esou net. Den éierewäerten Deputéierte baséiert sech hei op eng Duerstellung vu verschiddene Presseorganer, an deenen d'Aussoe vun den Zeien, déi am Rapport intermédiaire vun der Lëtzebuurger „Administration des enquêtes techniques“ (AET)⁷ zitéiert ginn, aus dem Kontext geholl a falsch duergestallt goufen. An deem Rapport steet op Sait 86 ënnert dem Punkt 3.10 Survivor statements:

“... The Bourbon Rhode did not make a good impression upon boarding at the shipyard. All three survivors stated that they were surprised by the bad condition. One survivor stated that a senior engine crew member was worried about the technical state of the vessel not being in a condition to cross the Atlantic ...”

Dës Ausso bezitt sech awer op d'Situatioun vum Schëff, wéi et den 30. Juli 2019 an de Chantier gaangen ass. E bësse méi wäit am Rapport, op der Sait 87, gi genee déi selwecht Zeie weider zitéiert zu der spéiderer Situatioun vum Schëff:

“... Upon departure, the vessel was considered to be in fair condition and generally ready to sail.

After leaving Las Palmas:

Upon departure on 17 September in Las Palmas, the vessel was considered to be generally ready to sail and watertight, except for the engine room skylight hatch, which had not been repaired during the dry dock stay ...”

Eng „safety recommendation“, déi d'AET den 19. August 2020 publizéiert huet, ass vum CAM per Circulaire un all d'Armateuren an un d'Klassifikatiounsgesellschaften erausgaangen (http://www.maritime.lu/sites/maritime.lu/files/files/pdf/legislation/reg_circulaires/004%20AET%20Safety%20Bulletin.pdf).

All Schëffer, déi am internationalen Handel aktiv sinn, gi vun enger sougenannter „Klassifikatiounsgesellschaft“ oder kuerz „Klass“ suivéiert. Dobäi handelt et sech ëm spezialiséiert Firmen, déi souwuel technesch Normen a Standarde fir Schëffer ausschaffe wéi déi och kontrolléieren. Dat fänkt u bei der Konzeptioun a beim Schëffsbau, mee och duerno während der ganzer Operationszäit vum Schëff maache si reegelméisseg Inspektiounen op de Schëffer, besonnesch virun an no Reparatur- a Maintenanearbechten. All d'Schëffer, déi ënnert dem Lëtzebuurger Pavillon fueren, si bei enger vun den acht Firmaen, mat deenen de Commissariat aux affaires maritimes en Accord huet, „klasséiert“.

Dëst war och beim Bourbon Rhode de Fall. D'Schëff ass, ier et zu Lëtzebuerg ugemellt gouf, fir d'alleréischte siwe Wochen an e Chantier gaangen, wou d'Aarbechte vun der Firma Bureau Veritas iwwerwaacht goufen, an um Enn huet d'Schëff och vum Bureau Veritas déi néideg Zertifikater ausgestallt krut.

Doriwwer eraus besteet och e System vu „Flaggestaat-Inspektiounen“. Dofir huet de Commissariat aux affaires maritimes e Reseau vun Inspektieren uechtert d'Welt, déi a sengem Numm mat enger vun him ausgeschaffter Checklëscht u Bord ginn an den technesch Zoustand, mee och déi sozial Konditiounen iwwerprüwen. Esou eng Inspektioun gëtt ongeféier eemol am Joer duerchgefouert.

Dem Wëssensstand vum CAM no lafe keng international Enquêtes. Zu Lëtzebuerg hu sech dofir awer d'Administration des enquêtes techniques (AET) an de Parquet dem Dossier uegheoll. D'AET huet de 15. Abrëll 2021 dee genannte Rapport intermédiaire erausbruecht an dësen och op hirem Internetsite publizéiert. Well déi zwou Enquêtes nach lafen an am Respekt vun der Onofhängegkeet vun deenen zwou Verwaltungen kann dëst net weider kommentéiert ginn.

Den CAM ass och reegelméisseg a Kontakt mat der EMSA (European Maritime Safety Agency) an der OMI (Organisation maritime internationale), déi den

⁷ Disponibel ënner: <https://aet.gouvernement.lu/fr/l-administration/transports-maritimes.html>

Dossier och suivéieren a wou de Fall an d'Konklusivité vum definitive Rapport och wäerten zur Sprooch kommen.

Zu de Froe betreffend d'Besatzungsmitglieder sief drop higewisen, dass, wann e Séifuerer zu Lëtzebuerg affiliéiert ass, hie vun de selwechte Rechter wéi all anere Lëtzebuerg Salarié profitéiert. Sou kann dem Conjoint eng Witwerent zoustoen, wann d'Krittäre vum lëtzebuergesche Gesetz dofir erfëllt sinn.

Net all d'Matrousen, déi ënner Lëtzebuerg Fändel fueren, sinn an der Lëtzebuerg Sécurité sociale ugemellt. Dat häntk vun hirer perséinlecher Situation of a vun europäeschen oder internationalen Instrumenter, déi fir si applikabel sinn (Règlement européen n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale ainsi que son Règlement d'application 987/2009, bilatéral Konventionen tëschent Lëtzebuerg an Drëttstaaten ...). Vu Fall zu Fall muss eng Analys vun den zoustännegen Instanze gemaach ginn.

An der Theorie kéint eng zivill Aktioun fir Schuedensersatz géint d'Firma oder och géint Lëtzebuerg lancéiert ginn. Esou eng Aktioun huet awer nëmme dann Aussicht op Erfolleg, wann et geléngt ze demonstréieren, datt d'Krittäre fir eng Applikatioun vun der „responsabilité civile délictuelle“ erfëllt sinn, et missten also Schold, Schued an e Kausal-link bestoen.

Question 4172 (28.04.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** (LSAP) concernant le rôle des acteurs privés dans le processus de création de logements abordables :

L'accord de coalition actuel stipule à juste titre que « l'offre de logements et de terrains disponibles est largement insuffisante par rapport à la demande croissante », et que : « seule une action concertée de l'action publique et de l'initiative privée pourra constituer une réponse adéquate au problème ». Pourtant, « l'initiative privée » se dit toujours écartée du processus de création de logements abordables.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer de l'état d'avancement de l'« action concertée » public/privé mentionnée dans l'accord de coalition ?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il réagir à la proposition du secteur privé d'entamer une vraie collaboration entre le privé et le public pour stimuler à plus grande échelle le logement (locatif) abordable ?

- Est-ce qu'il est envisagé d'assurer aux promoteurs privés, à conditions égales, les mêmes subventions et aides qu'aux promoteurs publics ?

- Est-ce qu'aujourd'hui il y a déjà des acteurs privés engagés dans la location de logements abordables ?

Réponse (11.05.2021) de **M. Henri Kox**, *Ministre du Logement* :

Il ressort de l'accord de coalition que la réponse adéquate au problème du logement devrait être constituée d'une action concertée entre l'action publique et l'initiative privée, pour ensuite continuer que l'action publique devra se concentrer prioritairement sur la refonte complète de la loi modifiée du 25 février 1979, la dynamisation de la création de logements sociaux et de logements à coût modéré, la mobilisation de terrains à bâtir, l'emploi renforcé des moyens en place pour augmenter l'offre (plans d'occupation des sols, aménagement communal, protection de la nature), la mise en place du nouveau Pacte Logement 2.0 « État-communes », l'augmentation de la qualité urbanistique, de la qualité de vie et de la cohésion dans les quartiers ainsi que l'amélioration de la qualité dans la construction et de la qualité énergétique et de la biologie de l'habitat en général et finalement sur le combat de la spéculation foncière et amélioration de la transparence des prix du marché de la location.

Un certain nombre de ces priorités tombent dans la compétence du Ministère du Logement et celui-ci s'est donc attelé à la tâche en préparant, notamment :

- la réforme complète de la loi modifiée du 25 février 1979 ;

- la refonte de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation (voir doc. parl. n° 7642) ;

- la mise en place d'un Pacte Logement 2.0 avec des objectifs de création de logements abordables, de mobilisation du potentiel foncier et résidentiel ainsi que dans l'amélioration de la qualité résidentielle ;

- la mise en place d'un fonds spécial dédié à la mobilisation du potentiel foncier et à la dynamisation de création de logements abordables ;

- la révision de la subvention d'intérêt pour prêts climatiques ;

- ainsi qu'un certain nombre d'autres mesures réglementaires et d'initiatives visant, d'un côté, le développement d'un stock plus important de logements abordables locatifs et, de l'autre côté, une meilleure protection du locataire face à un marché connaissant des hausses de prix très élevés.

Dans ce contexte, le Gouvernement a élaboré une révision de l'article 29 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain (voir doc. parl. n° 7648). Selon le nouveau texte proposé suite au récent amendement gouvernemental à l'article 29bis, la création de logement abordable dans les nouveaux PAP sera rendue systématique et la cession automatique de l'incidence foncière nécessaire à ces logements sera compensée par un droit de construction supplémentaire pour l'ensemble du PAP en question. Cette disposition permettra la création de 10 % à 20 % de logements abordables en fonction du type de PAP, voire de 30 % pour les sites repris au Plan sectoriel « Logement ». Cette nouvelle disposition apporte une simplification administrative substantielle et la prévisibilité nécessaire pour tout promoteur en vue de la réalisation de son projet de logements. Ainsi, notamment les quelque 2.900 ha de potentiel foncier inclus aux PAG, mais nécessitant l'adoption d'un PAP, contribueront de façon plus conséquente que par le passé à la création de logements abordables, sans léser les développeurs et tout en améliorant l'utilisation de la ressource foncière tellement rare et chère.

Les logements seront construits - comme tous les logements au Luxembourg - par des entreprises privées du secteur du bâtiment. Le financement, la gestion, l'attribution et la garantie de l'abordabilité de ces logements seront néanmoins assurés par des acteurs publics ; soit les communes, soit le Fonds du logement, soit la SNHBM grâce aux participations étatiques des aides à la pierre. De cette façon, les capacités de développement et de construction du secteur privé seront alliées de façon efficace à la nécessité d'assurer le service public de l'abordabilité sur le long terme.

Il y a finalement lieu de rappeler que les participations étatiques accordées aux différents acteurs actifs dans le domaine du logement abordable doivent évoluer dans le cadre réglementaire précis et restreint de la décision de la Commission du 20 décembre 2011, relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Actuellement, les conditions de cette compensation, pouvant atteindre 75 % des coûts du développement de logements réalisés par les promoteurs publics et les promoteurs privés sans but de lucre, comprennent notamment l'obligation d'une mise en location abordable pendant au moins 40 ans à des personnes répondant aux conditionnalités déterminées dans le règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, et ceci selon les conditions de loyer qui y sont arrêtés. Même si les promoteurs privés sans but de lucre ne sont pas obligés d'appliquer ces conditions de la même façon que les promoteurs publics, ils sont tout de même tenus de réinvestir tout surplus éventuel dans la réalisation de logements répondant aux mêmes conditions de service public.

Question 4173 (28.04.2021) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant la discrimination sur la base de l'orientation sexuelle :

Nach ëmmer gi Mënsche weltwäit weinst hirer sexueller Orientéierung diskriminéiert. An och wann de Code pénal esou eng Diskriminatioun ënner Strof stellt, gëtt et awer ëmmer nees Ausnamen. Eng konkret Ausnam schéngt verschidde Glawensgemeinschaften ze sinn.

Opground vun der Reliounsfräiheet ginn nach ëmmer Persounen vu Glawensgemeinschaften an deenen unhänkenden Institutionen diskriminéiert, ouni dass dëst juristeschen Konsequenzen hätt. Ee rezent Beispill fënnst sech a Bayern, wou eng Persoun weinst enger Foto mat engem bekannten homosexuelle Mann, déi op Social Media gedeelt gouf, aus der Paschtouesch-Schoul ausgeschloss gouf.

Zu Lëtzebuerg huet de Centre Jean XXIII - Grand Séminaire, deen Ausbildungen zum Paschtouer ubitt, tëscht 2018 an 2021 615.000 Euro Ënnerstëtzung vum Staat kriit.

An deem Zesammenhang weilt ech de Ministere fir Cultes an Héichschoul a Fuerschung des Froe stellen:

1. Géif esou ee Fall wéi a Bayern vun der Regierung toleréiert ginn? Hätt dëst een Afloss op d'Konvention mam Centre Jean XXIII?

2. Wéi schützt d'Regierung virun allem eis jonk Biergerinnen a Bierger virun den deels LGBTQ*-feindleche Messagë vu verschiddene Glawensgemeinschaften?

Réponse commune (27.05.2021) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Cultes*, de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

ad 1. Der Regierung ass net bekannt, datt et schon en änleche Fall wéi deen a Bayern zu Lëtzebuerg ginn hätt.

An der Konvention mam Centre Jean XXIII geet et virun allem dorëms, fir Fuerschung a Formationen an enger dialogbereeter an interdisziplinärescher Approche an den Domänen vun der Philosophie, den Theologien, de Reliouns- an Humanwëssenschaften oder och der Soziologie unzebidden, déi am Kader vun der Luxembourg School of Religion and Society ëngesat ginn. Domat gëtt och de Spektrum an der Lëtzebuerg Fuerschung beräichert an erweidert, souwéi datt och an änlechen Instituter am Ausland de Fall ass.

D'Luxembourg School of Religion and Society huet des Weideren de 26. September 2019 d'Charte de la diversité Lëtzebuerg ënnerschriwwen a sech domat engagéiert, déi Prinzipien ëmzesetzen.

ad 2. An Zesummenaarbecht mat néng anere Ministere, der Zivilgesellschaft an den nationale Mënscherechtsorganisatiounen gouf 2018 den éischten nationalen Aktionsplang ausgeschafft, fir d'Rechter vun de lesbeschen, schwulen, bisexuellen, transgeschlechtlechen an intergeschlechtlechen (LGBTI) Mënschen ze stäerken. Dësen Aktionsplang huet eng global Approche fir d'Diskriminatiounen géint d'LGBTI-Mënschen an de verschiddene Liewensberäicher ze bekämpfen. Dat sechst Kapitel behandelt méi generell de Kampf géint Diskriminatiounen, Haassverbrechen an Haassrieden. De Plang gesäit verschidden Aktiounen vir, fir zum Beispill de legislative Kader ze stäerken, besser géint Haassriede virzegoen an d'Effentlechkeet ze sensibiliséieren.

An deem Kontext erënnert d'Regierung och drun, datt de 17. Mee 2021 d'ILGA-Europe hir 2021 Editioun vun der Rainbow Map devoiléiert huet, wou Lëtzebuerg e Score vun 72 % krut a sech domat op Plaz 3 vun 49 Länner befënn.

Question 4175 (28.04.2021) de **MM. Dan Biancalana** et **Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant la création d'un groupe canin pour l'Administration pénitentiaire :

Dans son rapport annuel de 2020, le Contrôle externe des lieux privatifs (CELPL) a recommandé de créer un groupe canin propre à l'administration pénitentiaire dans le cadre de la détection de stupéfiants en prison. Dans ce même contexte, d'après le rapport de l'Ombudsman sur la problématique des stupéfiants en milieu carcéral de 2020, la Police grand-ducale souligne vouloir soutenir l'administration pénitentiaire dans sa volonté de vouloir se doter de chiens de dépistage en la conseillant notamment dans la sélection de maîtres-chiens.

D'après le même document, la mise en place d'un groupe canin est prévue pour l'année 2021 et l'utilisation des chiens renifleurs pourrait se faire sur tous les sites et dans tous les services de l'Administration pénitentiaire.

En outre, selon un article du « Luxemburger Wort » paru en date du 10 mars 2020, le Centre pénitentiaire à Schrassig aurait eu la possibilité de tester un nouvel appareil de détection de stupéfiants (IONSCAN 600).

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Quelle est la composition actuelle du groupe canin propre à l'administration pénitentiaire ?

2) L'utilisation des chiens renifleurs est-elle réalisée au sein de tous les services du milieu carcéral ?

3) Le détecteur de stupéfiants est-il toujours à disposition du Centre pénitentiaire à Schrassig ?

Dans l'affirmative, quelle est son efficacité ?

4) Quels sont les chiffres exacts de détections de stupéfiants dans le milieu carcéral ?

5) Quelles sont, selon Madame la Ministre, des pistes alternatives à poursuivre dans la lutte contre la présence de stupéfiants en prison respectivement des offres de sevrage et de prévention ?

Réponse (10.05.2021) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

ad 1) À l'heure actuelle, l'unité cynotechnique de l'administration pénitentiaire est en voie de mise en place.

Il est prévu de recruter deux à trois agents pénitentiaires comme maîtres-chiens. Cette procédure débutera par trois séances d'information qui auront lieu le 12 mai au Centre pénitentiaire de Givenich.

Le recrutement sera réalisé au plus tard pour le mois d'août et sera effectué avec l'appui actif de l'Inspection anti-drogues et produits sensibles (IA-DPS) de l'Administration des douanes et accises qui est l'unité responsable pour les chiens de dépistage de cette administration.

Les agents doivent faire preuve de compétences et d'affinités en matière cynologique. Leur habitation privée doit répondre à des critères d'espace stricts permettant un traitement adéquat des chiens. Les agents doivent en sus se soumettre à des tests de personnalité élaborés du fait qu'ils seront en contact permanent avec des substances psychotropes interdites.

Les candidats seront soumis à une phase d'observation à la brigade cynotechnique de la douane afin de constater leur aptitude à cette tâche spécifique.

Finalement, ils doivent passer un test psychométrique spécifique destiné à vérifier leur aptitude à gérer un chien de dépistage de manière conforme sur une durée prolongée de dix ans au moins.

Les épreuves préalables à l'entrée sont identiques à celles imposées par l'Administration des douanes et accises.

Suite au recrutement, les agents retenus suivent un cycle de formation de base qui sera complété chaque année par des formations plus poussées et/ou spécialisées. La formation de base est assurée par l'Administration des douanes et accises au Luxembourg.

ad 2) Les deux ou trois maîtres-chiens et leurs chiens de dépistage seront actifs 24 h/7 dans l'ensemble des centres pénitentiaires et assureront également un service de permanence.

Il appartiendra aux directeurs des centres pénitentiaires, de l'accord du directeur de l'administration pénitentiaire, d'organiser entre eux la répartition des heures de présence des chiens et les sections à contrôler.

La base opérationnelle de l'équipe cynotechnique sera fixée au Centre pénitentiaire de Givenich pour des raisons tenant au traitement et à l'hébergement optimal des animaux pendant la journée.

ad 3) Oui, le détecteur de stupéfiants « IONSCAN » est toujours à disposition du Centre pénitentiaire de Luxembourg si la direction en fait la demande auprès du Centre pénitentiaire de Wittlich, auquel appartient l'appareil de détection.

Cet appareil ne constitue pas un détecteur de substances illicites au sens classique du terme visant à repérer la présence de produits stupéfiants sur une personne ou à un endroit précis, mais il s'agit d'un dispositif statique destiné uniquement à identifier le contenu des échantillons soumis à l'analyse de l'appareil. Cet appareil est particulièrement efficace en matière d'identification de cannabinoïdes synthétiques. Or, il est un fait que ce type de drogues ne circule presque pas dans les centres pénitentiaires luxembourgeois, contrairement aux cannabinoïdes naturels.

En outre, l'appareil ne peut fonctionner qu'avec la base de données constituée au fil du temps par l'office régional de police judiciaire (« Landeskriminalamt ») de la Rhénanie-Palatinat en Allemagne. Cette base de données est alimentée par les travaux d'un laboratoire spécialisé de l'Université de Fribourg-en-Brisgau en Allemagne.

Dès lors, dans la meilleure des hypothèses, l'« IONSCAN » ne peut être considéré que comme complémentaire aux autres stratégies de détection de stupéfiants, étant donné que ce détecteur est spécialisé dans un domaine de stupéfiants extrêmement peu utilisé en milieu carcéral au Luxembourg, est très sensible à manipuler et nécessite une base de données dont le Luxembourg ne dispose pas actuellement, alors qu'elle est localisée en Allemagne, à l'instar de l'appareil lui-même.

Au vu de ces considérations, l'« IONSCAN » ne constitue pas une piste prioritaire en matière de lutte contre les stupéfiants et il y a lieu d'attendre l'impact de la mise en place de l'unité cynotechnique avant d'approfondir la piste d'une acquisition par le Luxembourg d'un appareil « IONSCAN ».

ad 4) Les chiffres se décomposent comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 5) Il est évident que la nouvelle unité cynotechnique sera appelée à jouer un rôle important en matière de détection, mais également en matière de dissuasion.

Les contrôles des points sensibles (visite, colis) et les contrôles des cellules sont déjà très poussés.

La mise en œuvre du traitement pénologique réformé qui pourra débiter au Centre pénitentiaire de Luxembourg après l'ouverture du Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff et le réaménagement subsé-

quent des locaux sera une clé de voûte importante. Un accent particulier sera mis sur tous les aspects de l'addictologie, le sevrage physique en collaboration hospitalière, la phase de sevrage psychique, la consolidation et la prévention. Il est à ce titre également prévu de renforcer le service Suchthëllef du CHNP.

La création d'une unité dite « blanche », c'est-à-dire où la direction garantit l'absence totale de stupéfiants (au prix de contrôles extrêmement stricts avec lesquels les détenus participants doivent se déclarer d'accord) est d'ores et déjà chose acquise.

Question 4176 (28.04.2021) de **Mme Carole Hartmann (DP)** concernant les **greffes d'organes** :

Les transplantations d'organes sauvent des vies. En France, la presse s'est récemment fait l'écho de la déprogrammation des transplantations d'organes en raison de la surcharge des services de réanimations due à la crise du Covid-19. En effet, les greffes d'organes ont baissé en France de 25 % par rapport à l'année précédente. Avec une baisse 29 %, cette chute du nombre d'opérations a particulièrement touché les patients en attente d'un rein.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) D'une manière générale, Madame la Ministre dispose-t-elle des chiffres de patients en attente d'un greffon au Luxembourg ?

2) Combien de transplantations rénales ont été déprogrammées en raison de la pandémie de Covid-19 ?

3) Combien de personnes sont inscrites sur la liste d'attente pour une greffe de rein ?

4) Quelles sont les conditions à remplir pour pouvoir recevoir une greffe de reins ? Est-il vrai qu'un patient n'a pas droit à une transplantation rénale tant qu'un de ses reins est encore fonctionnel à 80 % ? Dans l'affirmative, quelle en est la raison ?

5) Combien de greffes de rein sont réalisées chaque année au Luxembourg ? Combien de greffons proviennent d'une personne vivante ?

Réponse (02.06.2021) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

ad 1) En date du 11 mai 2021, 85 patients étaient inscrits sur une liste de greffe, tous organes solides confondus. Il s'agit des patients dont les données ont été transmises à Luxembourg-Transplant par les services et médecins qui prennent en charge ces patients.

ad 2) Les transplantations rénales ou d'autres organes ne sont pas « déprogrammées », ce type d'intervention n'étant jamais programmé longtemps à l'avance (à l'exception d'une greffe de rein par don vivant). Les transplantations se font en fonction de la disponibilité d'un organe en provenance d'un donneur décédé et selon les critères d'allocation de l'organisme responsable comme Eurotransplant, fondation responsable pour la gestion pour l'allocation des organes solides dans les pays Benelux, Allemagne, Autriche, Hongrie, Slovaquie et Croatie. Pendant la pandémie Covid-19, suite à la surcharge des services de soins intensifs dans de nombreux pays en Europe, le nombre de prélèvements d'organes a nettement diminué en 2020. Ainsi le nombre de transplantations a également diminué dans tous les centres de greffe européens en 2020.

ad 3) Au Luxembourg, 71 patients sont actuellement inscrits en attente d'une greffe rénale.

ad 4) Il existe des critères définis par les sociétés savantes internationales définissant l'éligibilité en vue de mise sur liste de greffe. Un rein unique fonctionnant à 80 % (par rapport à une fonction rénale normale) ne constitue en aucun cas un critère justifiant une transplantation rénale. Cette fonction permet au contraire une vie plus ou moins normale, sans restriction particulière, sans nécessité de dialyse. À noter qu'une greffe rénale consiste en la transplantation d'un rein unique, avec une fonction fréquemment ne dépassant pas les 80 % par rapport à un rein « normal ».

ad 5) Au Luxembourg, aucune greffe d'organe solide n'est effectuée depuis 2009. En moyenne, entre 15 et 25 patients luxembourgeois sont transplantés par année dans un centre étranger. Environ dix à 15 % des greffes rénales sont réalisées comme greffe à partir de don vivant.

Question 4177 (28.04.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo et Georges Engel (LSAP)** concernant les **réserves pétrolières** :

Le Gouvernement luxembourgeois assure régulièrement le suivi des obligations de stockage des différéments importateurs de produits pétroliers pour vérifier le respect des obligations nationales et internationales.

Dans ce contexte, les stocks de sécurité constitués et maintenus sur le territoire national pour le dernier trimestre de 2020 ont été contrôlés par un audit effectué par un bureau indépendant.

D'autre part, un rapport établi annuellement et analysant les mesures prises sur le plan national pour assurer et vérifier la disponibilité et l'accessibilité des stocks de sécurité est, conformément à la directive 2009/119/CE, transmis régulièrement à la Commission européenne.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Énergie comment se présente l'état des réserves pétrolières sur le territoire national et hors de notre territoire.

2) La décision, en début de l'année, de l'OPEP et de ses partenaires de réduire leur production a-t-elle eu un impact sur l'évolution de nos réserves ?

3) Quels ont été les résultats de l'audit effectué par un bureau indépendant ?

4) Quelles sont les conclusions du dernier rapport transmis à la Commission de l'UE ?

5) Quel impact aura la décision du Gouvernement de promouvoir la décarbonisation et la mobilité électrique sur les stocks des produits pétroliers ?

Réponse (27.05.2021) de **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie** :

ad 1) En vertu d'obligations internationales issues de l'accord relatif à un programme international de l'énergie conclu à Paris le 18 novembre 1974 créant l'Agence internationale de l'énergie et de la directive 2009/119/CE faisant obligation aux États membres de maintenir un niveau minimal de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers, le Luxembourg a l'obligation de maintenir au moins 90 jours d'importation journalières nettes en produits pétroliers en tant que stocks de sécurité. Au Luxembourg, ces engagements sont respectés en imposant une obligation de stockage, calculée sur base des volumes importés durant l'année précédente, aux importateurs pétroliers.

Durant le 2^e trimestre 2021, les importateurs pétroliers luxembourgeois ont ainsi constitué des stocks de sécurité de 859.142 tonnes métriques (tm), dont 798.817 tm étaient constituées et maintenues à l'étranger, pour couvrir leur obligation de stockage.

Le détail des stocks de sécurité constitués et maintenus sur le territoire national se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Le détail des stocks de sécurité constitués et maintenus à l'étranger se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Finalement, il y a lieu de souligner que les stocks de sécurité ainsi maintenus permettent au Luxembourg de satisfaire à toutes ses obligations nationales et internationales.

ad 2) Les importateurs pétroliers respectent leur obligation de stockage en constituant des stocks de sécurité dont le volume a été déterminé sur base des importations de l'année précédente. Dès lors qu'il s'agit d'une obligation légale, une décision de l'OPEP n'a aucun impact sur les volumes des stocks de sécurité à constituer.

Il est cependant indéniable que la décision de l'OPEP a eu un impact sur les cours des produits pétroliers et il ne peut donc pas être exclu qu'à terme, le coût de l'obligation de stockage supporté par les importateurs pétroliers puisse éventuellement augmenter.

ad 3) L'article 39 de la loi du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers prévoit la possibilité pour le ministre de procéder à des examens pour vérifier l'état de préparation à des situations d'urgence et des mesures de stockage prises pour y faire face.

Dans ce contexte, il a été décidé de procéder au contrôle des stocks de sécurité constitués et maintenus sur le territoire national durant le dernier trimestre 2020 et Saybolt Belgium N.V. a été mandaté pour effectuer ces contrôles.

Durant le mois de décembre 2020, six dépôts pétroliers luxembourgeois, dans lesquels des stocks de sécurité étaient constitués et maintenus, ont été contrôlés. Le contrôle des stocks de sécurité n'a relevé aucune anomalie majeure. Tous les stocks de sécurité déclarés par les importateurs pétroliers sur le territoire national étaient effectivement constitués et maintenus conformément aux obligations prévues par la loi.

ad 4) L'article 9.5 de la directive 2009/119/CE prévoit qu'« [u]n État membre pour lequel sont maintenus des stocks spécifiques correspondant à moins de trente jours établit un rapport annuel analysant

les mesures prises par ses autorités nationales pour assurer et vérifier la disponibilité et l'accessibilité physique de ses stocks de sécurité conformément à l'article 5 et indique dans ce même rapport les dispositions prises pour permettre à l'État membre de contrôler l'usage de ces stocks en cas de ruptures d'approvisionnement en pétrole [...] ».

Le rapport visé arrive à la conclusion que « [t]ous les stocks de sécurité luxembourgeois sont en permanence suivis, documentés et relevés statistiquement. Par ailleurs, tous les stocks de sécurité peuvent à tout moment être contrôlés physiquement dans les dépôts. Les dispositions prévues dans la législation nationale assurent en permanence la disponibilité et l'accessibilité physique des stocks de sécurité luxembourgeois. Dans le cas d'une rupture d'approvisionnement en pétrole, toutes les mesures qui s'imposent peuvent être prises pour mettre en circulation rapidement, efficacement et d'une manière transparente tout ou partie des stocks de sécurité et contrôler l'usage des stocks de sécurité ».

ad 5) À terme, les politiques de décarbonisation et de la promotion de la mobilité électrique auront comme effet une diminution des volumes de produits pétroliers qui seront importés. Dès lors que les volumes de stocks de sécurité à constituer et à maintenir sont calculés sur base des volumes de produits pétroliers importés durant l'année précédente, le volume des stocks de sécurité qui devra être constitué et maintenu en vertu des obligations de stockage diminuera continuellement dans les années à venir.

Question 4178 (28.04.2021) de **M. Sven Clement (Piraten)** concernant les **modifications de classe d'impôt sur la fiche de retenue** :

Am Fall wou engem Employé oder enger pensionnéierter Persoun hir Steuerkaart am Laf vum Joer wiesselt, ass den Employeur gehalen, fir e Recalcul ze maachen, fir esou de betraffene Persounen hiert Geld auszebezuellen, ouni datt dës op eng Steuerklärung oder en Decompte musse waarden. Heifir kann en Employeur zum Beispill eng Deklaratioun maachen, déi eng negativ Steuerschuld ausweist a mat den nächsten Deklaratioun verrechnet ka ginn.

D'Steierverwaltung selwer schreift op hirem Site: « Ces modifications de classe d'impôt sur la fiche de retenue d'impôt prennent effet à partir de la date du mariage ou de la naissance. La retenue pourra être redressée à partir de la nouvelle date validité suite à la remise de la fiche mise à jour à l'employeur ou à la caisse de pension. »

Elo ass et awer esou, datt d'CNAP dem Ombudsmann a mindestens engem Fall géintwert huet, datt si dës Redressement net géife maachen, mee datt déi betraffte Persoun missten op hiren Decompte waarden.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Kann de Minister confirméieren, datt d'CNAP keng Redressementer am Laf vum Joer ausbezilt?

2. Wëssend, datt grad bei Persounen mat enger klenger Pension esou e Redressement séier e substantziellen Deel vum hirem Akommes duerstellt, ass de Minister der Meinung, datt dës Approche misst géinnert ginn?

Réponse (26.05.2021) de **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale** :

ad 1. Bei enger Ännerung vum engem Pensionnéierte senger Steuerkaart am Laf vum Joer kritt déi concernéiert Persoun eventuell e vill zréckgehalte Steiere vum der CNAP zréckbezuelt a muss dofir net bis op den Traitement vu senger Steuerklärung oder sengem Decompte waarden.

Duerch e mënschlechen Iertum ass dat leider an engem Fall net direkt geschitt an dës Feeler gouf leider och an der Äntwert op dem Ombudsmann säi Bréif iwwerholl. Dësen Einzelfall gouf awer an der Tëschenzäit redresséiert an déi concernéiert Persoun huet déi Zomm, déi hir zoustoung, och rembourséiert kritt.

Doriwwer eraus goufen d'Prozeduren an der CNAP prezisiéiert, fir datt esou e Feeler net nach eng Kéier passéiert.

ad 2. Wéi an der Äntwert op déi éischt Fro prezisiéiert, bezilt d'CNAP d'Redressementer am Laf vum Joer aus.

Question 4179 (28.04.2021) de **M. Marc Goergen (Piraten)** concernant les **activités de gardiennage et de surveillance exercées par des entreprises privées au profit de communes** :

D'Stater Gemeng huet ugekënnegt, d'Vertrag mat enger privater Sécherheetsfirma bis de 15. November ze verlängeren. Den Notze vun de private Sécherheetsfirmen ass net onëmstridden. Do-

wéinst haten d'Justizministesch an de Minister fir bannenzeg Sécherheet an hirer Äntwert zu der parlamentarescher Fro Nr. 3574 erkläert:

„De Justizministère huet am Kader vun der Ausübung vu senger Missioun laut dem Gesetz vum 12. November 2002 gefrot, Asicht an d'Dokumentation ronderëm déi vill diskutéiert Kontrakter vun enger Sécherheetsfirma mat zwou Gemengen ze kréien, an huet déi Dokumenter och kritt. Si ginn aktuell analyséiert.“

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Ass d'Analys vun den aktuelle Kontrakter ofgeschloss?

Falls jo, wat sinn d'Schlussfolgerungen, déi de Justizministère aus dëser Analys zitt?

2. Gedenkt de Justizministère och de Kontrakt, dee vum 15. Mee bis de 15. November 2021 leeft, ze analyséieren?

Réponse (19.05.2021) de **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice** :

ad 1. Jo, d'Analys vun de Kontrakter a vun de Dokumentatioun ass ofgeschloss. Aus den Interventionsberichter geet ervir, dass d'Sécherheetsagenten Aktivitéiten um Terrain gemaach hunn, déi net duerch den Agreement ofgedeckt sinn. Esou geet zum Beispill aus dëse Berichter ervir, dass Leit vu privatem an awer och vun öffentlech zougänglech Terrain „evakuéiert“ gi sinn. Der betreffender Sécherheetsfirma ass e „Rappel à la loi“ gemaach ginn a matgedeelt ginn, dass am Fall vun enger Aktivitéit, déi an der Zukunft ausgeübt gëtt an déi net vum Agreement ofgedeckt ass, d'Prozedur vun der Revokatioun vum Agreement envisagéiert gëtt.

ad 2. Och dësen Dossier gëtt genau suivéiert. Op alle Fall ass et esou, dass d'öffentlech Sécherheet net privatiséiert duerf ginn.

Question 4181 (29.04.2021) de **M. Sven Clement (Piraten)** concernant l'**ouverture d'un compte de paiement de base auprès de POST Luxembourg** :

Mam Gesetz vum 13. Juni 2017 iwwert d'„comptes de paiement“ gouf zu Lëtzebuerg e „compte de paiement de base“ agefouert, deen ënner anerem och vu POST ouni Fraisen offréiert gëtt. Dëse Kont ass e wichtege Outil, fir jidderengem en Accès zu Bankkonten ze ginn, onofhängeg vun Akommes, Kreditwierdegkeet a Mobilitéit.

Et ass ze verstoen, datt et duerch d'Covid-19-Pandemie zu verlängerten Delaie kënn, elo ass et awer esou, datt Clienten, déi esou e Kont ugefrot hunn, vun Delaie, déi iwwert e Mount daueren, betraff sinn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wat sinn d'Ursaachen dovun, datt d'Opmaache vum engem Basiskont esou laang Delaie mat sech bréngt?

2. Wéi eng Mesurë goufen en place gesat, fir datt POST hirer öffentlecher Missioun nokommen an zäitno e qualitative Service offréiere kann?

Réponse (21.05.2021) de **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie** :

D'Finanzservicer, déi POST mat hirer Abteilung POST Finance fir jiddwereen zu Lëtzebuerg ubitt, sinn e wichteg Element vun der finanzieller Inklusioun zu Lëtzebuerg. POST Finance gëtt zanter dem Gesetz vum 3. Abrëll 1911 iwwert de „service des chèques et virements postaux“ (CCP) jiddwergem zu Lëtzebuerg d'Méiglechkeet, zu engem gënschtegen Tarif kënnen Finanzdénge schtleeschtungen ze notzen. POST Finance bleift hirer Missioun als Universaldénge am Service un de Bierger trei a bitt hire Clienten och gläichzäitig innovativ an digital Léisungen un, zum Beispill mam „eboo“-E-Banking-Service, dee grad elo an der Covid-19-Kris vill Uklang fonnt huet.

POST weist drop hin, dass d'Nofro, fir e Kont opzemaachen, an deene véier éischte Méint vum 2021 ëm 37,3 % geklommen ass an also de Moment ganz héich ass. Des Weidere goufe rezent zousätzlech Kontrollen am Kader vum Blanchiment agefouert, déi de Prozess, fir e Kont opzemaachen, méi komplex maachen. An deem Kontext sinn d'Delaie, fir e Kont bei POST Finance opzemaachen, an deene leschte Wochen an d'Luucht gaangen. Am Duerchschnëtt dauert et 8,5 Schaffdeeg, fir e Kont opzemaachen.

POST Finance ënnersträicht, dass d'Qualitéit vun hire Servicer an den Dénge um Client eng grouss Wichtigkeet fir si hunn an e Programm opgesat gouf, fir d'Transformatioun vun hirer Organisatioun an d'Moderniséierung vun hirer Infrastruktur ze begleeden. Dëse Programm wäert mëttelfristeg d'Prozesser méi effikass maachen an et ass ënner anerem virgesinn, eng Equipe op d'Been ze setzen, déi sech ausschliisslech drëm këmmert, fir Konten opzemaachen, fir esou déi aktuell Delaie ze reduzéieren.

Question 4184 (29.04.2021) de **MM. Claude Wiseler et Laurent Mosar** (CSV) concernant le **Parc des trophées militaires à Bakou** :

Le 12 avril, le président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, a ouvert « le Parc des trophées militaires », une exposition de « trophées » de guerre à Bakou, montrant des mannequins en cire représentant les soldats arméniens de façon caricaturale, ainsi que des tanks, armes et autres casques pris du côté arménien pendant la seconde guerre du Haut-Karabagh, dont est sorti vainqueur l'Azerbaïdjan le 9 novembre 2020, après la capitulation de l'Arménie suivant 44 jours de combats.

En réaction à ce parc d'exposition ainsi qu'au discours fait par Aliyev lors de la cérémonie d'ouverture de ce dernier, l'Arménie a accusé l'Azerbaïdjan de haine raciale et de « politique génocidaire ». La presse internationale quant à elle parle d'une opération de communication destinée à galvaniser l'opinion publique ainsi que d'une surenchère nationaliste afin de garder le pouvoir et faire oublier des scandales de corruption en Azerbaïdjan. Le président azerbaïdjanais a notamment souligné que « tous ceux qui visiteront le Parc des trophées verront la force de notre armée, notre résolution et à quel point il était difficile d'obtenir la victoire ».

En effet, le chef de la diplomatie arménienne parle d'une « dégradation publique de la mémoire des victimes de la guerre, des personnes disparues et des prisonniers de guerre », d'une « violation des droits et de la dignité de leurs familles » ainsi que d'une « campagne de mensonges et de diffamation », estimant que le message du parc était celui du « triomphe du droit international sur l'occupation illégale » du Haut-Karabagh par les forces arméniennes.

De plus, il apparaît que le président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, a tenté de ridiculiser la position du Luxembourg lors d'une conférence de presse le 13 avril 2021.

Il nous revient également que le 20 avril 2021, Ilham Aliyev, le président azerbaïdjanais a déclaré son intention d'envahir le sud de l'Arménie et d'ouvrir un corridor vers Nakhitchevan où des milliers de monuments historiques arméniens ont été détruits sous sa présidence.

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Quelle est la position du ministre par rapport à l'ouverture récente du « Parc des trophées militaires » à Bakou ainsi que sur à la déclaration faite par le président Aliyev lors de la cérémonie d'ouverture ? Le Ministre considère-t-il ces actions comme une preuve de haine à l'égard des Arméniens et de politique génocidaire azerbaïdjanaise ?

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas que le « Parc des trophées militaires » soit en contradiction avec les politiques de l'Union européenne et les engagements internationaux de l'Azerbaïdjan ?

- Sachant que le président de l'Azerbaïdjan a invité à plusieurs reprises les Arméniens à accepter la défaite lors de cette seconde guerre du Haut-Karabagh afin d'établir une paix durable dans la région, le Gouvernement pense-t-il qu'en inaugurant ce « Parc des trophées », l'Azerbaïdjan cherche l'effet inverse, à savoir l'entretien de la haine entre les deux pays ?

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement pense pouvoir prendre à l'égard du parc des trophées militaires et du discours de haine du président de l'Azerbaïdjan ?

- Le Gouvernement a-t-il pris conscience du discours tenu par le président de l'Azerbaïdjan lors d'une conférence de presse le 13 avril 2021 pendant lequel il a notamment tenté de ridiculiser la position du Luxembourg ?

• Le Ministre a-t-il déjà pris des mesures par rapport au contenu de presse ?

• Dans la négative, pense-t-il en prendre ? Si tel est le cas, lesquelles ?

- L'Union européenne prévoit-elle des mesures par rapport aux événements cités ci-dessus concernant l'Azerbaïdjan ? Dans l'affirmative, quelles sont ces mesures ?

- En ce qui concerne la déclaration du président de l'Azerbaïdjan d'envahir le sud de l'Arménie et d'ouvrir un corridor vers Nakhitchevan, quelles sont les actions que le Gouvernement envisage d'entreprendre afin de prévenir une nouvelle guerre dans le Caucase tant au niveau national qu'au niveau européen ?

Réponse (26.05.2021) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

L'ouverture du « Parc des trophées militaires » à Bakou et les propos tenus lors de son inauguration ne sont pas de nature à promouvoir la réconciliation entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Je souscris à l'avis de la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatović, qui, dans une lettre adressée le 20 avril 2021 au président Aliyev, a regretté que des mises en scène de ce genre ne

pouvaient qu'attiser et renforcer des sentiments d'hostilité de longue date et un discours de haine largement répandu et encourager les manifestations d'intolérance.

Le Gouvernement partage aussi l'analyse du Service européen pour l'action extérieure qui a récemment souligné que les parcs des trophées militaires sont répugnants, incompatibles avec la réconciliation et entravant la coopération future.

Le Gouvernement ne peut pas se prononcer sur la motivation des responsables azerbaïdjanais qui ont décidé de mettre en place ce « Parc des trophées militaires » à Bakou. Cette décision est en contradiction avec les déclarations de bonne volonté faites par l'Azerbaïdjan à l'issue de la récente guerre dans le Haut-Karabagh et suite à l'entrée en vigueur de l'accord de cessez-le-feu du 9 novembre 2020. L'instauration d'une paix durable dans la région est dans l'intérêt à la fois de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan.

Le Luxembourg coordonnera d'éventuelles mesures à prendre avec ses partenaires au sein de l'Union européenne.

Le Gouvernement a pris connaissance des propos tenus à l'égard du Luxembourg par le président de l'Azerbaïdjan lors d'une conférence intitulée « Nouvelle vision pour le Caucase du Sud » le 13 avril dernier à Bakou. Le Gouvernement ne voit pas la nécessité de les commenter.

L'Union européenne suit de près les tensions qui persistent dans les relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Elle décidera de mesures pour autant que de besoin et en fonction de l'évolution de la situation, en prenant en compte également le contexte très sensible de l'actuelle période d'après-guerre, marquée entre autres par la détention continue de prisonniers de guerre.

Que ce soit au sein de l'UE ou dans les différentes enceintes internationales, le Luxembourg continuera de plaider pour le respect du droit international ainsi que pour la mise en œuvre par toutes les parties de l'accord de cessez-le-feu signé le 9 novembre 2020 afin de prévenir une reprise du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Le Luxembourg continuera aussi de soutenir les travaux des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE dans ce contexte.

Question 4185 (29.04.2021) de **M. André Bauler et Mme Carole Hartmann** (DP) concernant la **pénurie de matières premières et de matériaux** :

Il nous revient que le Gouvernement a décidé d'octroyer le financement du chômage partiel à certaines entreprises du secteur de la construction en raison de la pénurie de matières premières et de matériaux. Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Quels sont les critères précis à respecter avant de se voir octroyer, dans ce scénario particulier, le bénéfice du chômage partiel ?

2) Combien d'entreprises du secteur de la construction sont concernées ? Quel est le nombre de personnes qui se verront en situation de chômage partiel ?

3) Quels sont les matières premières et matériaux qui sont devenus plus rares ? S'agit-il d'un phénomène plutôt passager ou faudra-t-il s'attendre à une pénurie persistante ?

Réponse commune (01.06.2021) de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes* :

ad 1) Pour la deuxième moitié du mois de mai et pour le mois de juin, les demandes de chômage partiel dans le contexte de la pénurie des matières premières étaient éligibles aux conditions cumulatives suivantes :

- de ne pas procéder à des licenciements économiques durant la période d'éligibilité ;

- de ne pas dépasser le plafond maximum d'octroi de l'aide au chômage partiel fixé à 10 % du total des heures de travail normales de l'entreprise ;

- de présenter au secrétariat du Comité de conjoncture une attestation signée de la part du fournisseur par laquelle celui-ci déclare, documente et justifie son impossibilité de fournir du matériel.

À ce sujet, il y a également lieu de considérer les points suivants :

- la difficulté d'approvisionnement devait directement résulter de l'impossibilité réelle et technique du fournisseur de procéder à la livraison des matériaux ;

- l'augmentation du prix des matières premières sur le marché ne pouvait pas être invoquée comme cause justifiant l'impossibilité pour l'entreprise de se procurer la matière première.

Les entreprises qui n'étaient plus ou que partiellement à même d'exercer leur activité, du fait qu'elles auraient été à leur tour affectées par des ruptures d'approvisionnement émanant d'autres entreprises, étaient également éligibles au chômage partiel.

Le cas échéant, une attestation du pouvoir adjudicateur, respectivement du maître d'ouvrage ou de son mandataire (bureaux d'ingénieurs-conseils, bureaux d'architectes), confirmant l'arrêt complet ou partiel du chantier en question était à présenter.

ad 2) Les demandes de sept entreprises du secteur de la construction ont été avisées positivement par le Comité de conjoncture à la mi-mai pour la seconde moitié du mois de mai. Selon leurs déclarations, ces entreprises occupent au total 430 salariés, elles pourront, pendant la deuxième moitié du mois de mai, avoir recours au chômage partiel, chacune dans la limite des 10 % du total des heures de travail normales de l'entreprise, ce qui devrait ainsi concerner approximativement 43 salariés (équivalent temps plein). Les demandes de onze entreprises ont été avisées positivement par le Comité de conjoncture le 20 mai 2021 et pourront donc avoir recours à cette disposition du chômage partiel au cours du mois de juin.

ad 3) Au mois de mars 2021, la Chambre des Métiers a effectué une enquête dans le secteur de l'artisanat afin de savoir quels produits ont été impactés par cette hausse extraordinaire des prix.

Les réponses mentionnées le plus souvent étaient :

- acier,
- bois,
- matériel d'isolation,
- métaux,
- verre,
- matériel électrique (câbles, etc.),
- peinture,
- béton.

Il est actuellement difficile d'estimer les effets de cette pénurie, car la situation change d'une entreprise et d'un fournisseur à l'autre.

Il est important de prendre en considération que l'offre est actuellement restreinte à cause des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement européennes et mondiales et que la demande du secteur du bâtiment, moins impacté par la crise sanitaire que d'autres branches, était en hausse. Parmi les causes de ces perturbations figurent une production ralentie à cause de la pandémie et une demande internationale en forte progression, notamment aux États-Unis et en Chine.

Vu la complexité du phénomène, il est impossible de faire des prévisions exactes concernant la durée de cette pénurie des matériaux.

Question 4186 (29.04.2021) de **Mmes Lydia Mutsch et Cécile Hemmen** (LSAP) concernant les **objets trouvés au sein des CFL** :

Chaque année, la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois CFL fait face à environ 10.000 objets trouvés. Il s'agit là d'objets oubliés par des passagers, principalement dans les trains et gares des CFL. Un logiciel spécifique a été mis en place pour assurer la gestion des ces objets et, si possible, d'en retrouver le propriétaire.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des explications quant au fonctionnement du système informatique pour la gestion des objets trouvés au sein des CFL ? Combien de personnel est affecté à cette tâche ?

2) Combien de personnes se manifestent en moyenne pour récupérer leurs objets ? Quel est le pourcentage d'objets réattribués à leur propriétaire ?

3) Durant quel laps de temps les objets trouvés sont-ils conservés ? Qu'en advient-il des objets non réclamés par leur propriétaire ?

Réponse (25.05.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1. En juin 2020, les CFL ont mis en place la solution connectée « Nova Find » de Rubicon pour faciliter la gestion des objets trouvés. Les CFL enregistrent toutes les déclarations de perte ainsi que tous les objets trouvés sur le réseau CFL (dans les trains et bus CFL, les gares, salles d'attente, etc.)

Le système effectue une comparaison automatique des objets déclarés perdus et ceux tenus en stock et permet ainsi de restituer rapidement les objets trouvés à leur propriétaire. À remarquer que le même outil de gestion est également utilisé par les services des objets trouvés des réseaux ferroviaires DB, ÖBB et SBB/CFF.

Actuellement, le service des objets trouvés est assuré par deux agents de 06.15 heures à 21.30 heures

en semaine et de 09.00 heures à 16.30 heures le weekend.

ad 2. Avant la crise sanitaire, les CFL ont traité 800 dossiers par mois en moyenne, soit près de 9.600 dossiers par an (cumul des avis de perte et de travail annoncés par les clients et/ou le personnel des CFL).

Depuis le 1^{er} juin 2020 et jusqu'au 30 avril 2021, le service concerné a enregistré 3.540 dossiers dans le nouveau logiciel.

2.475 personnes se sont manifestées pour retrouver leur objet, soit une moyenne mensuelle de 225 clients, dont 40 % ont pu récupérer leur bien.

ad 3. Les objets non réclamés sont gardés pendant une durée de deux mois. Ce délai dépassé, ceux-ci sont mis à disposition de différentes associations caritatives.

Les objets de valeurs (par exemple : porte-monnaie, bijoux, appareils/accessoires, multimédia) ne sont pas gardés par les CFL mais transférés deux fois par semaine à la Police grand-ducale.

Question 4187 (29.04.2021) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant la **pénurie de matières premières et de matériaux** :

Am Artikel „Baumaterial wird durch Pandemie knapp“, deen de 27. Abrëll am „Lëtzebuurger Wort“ publizéiert gouf, war ze liesen, datt d'Lëtzebuurger Bauindustrie ëmmer méi an eng Krisesituatioun geréit. Dëst, well et opgrond vu Problemer an de globale Liwwerketten ëmmer méi u wichtege Baumaterialie feelt. Sou huet sech de Präis vum Bauholz verduebelt, bei verschiddenen Zorte vu Stol verhält et sech d'nämmlecht.

Duerfir géif ech dem Här Minister fir Economie gär dës Froe stellen:

1. Betruecht d'Regierung et opgrond vun esou engem warnende Beispill als opportun, d'Économie am Kader vum „devoir de vigilance“ duerch zousätzlech Virschrëften ze belaauchten?

2. Kéint d'Regierung sech virstellen, sech um Niveau vun der EU fir eng Reduzéierung oder souguer eng Ofschafung vun den Zolltariffer op wichtege bauleche Substanzen anzesetzen, fir e méiglechst gutt funktionéierende Welthandel an domat zouverlässeg Liwwerketten ze gewärleeschten?

3. An der Äntwert op meng Fro Nummer 3834 geet ervir, datt am Giddertransport am Moment Accise vun 0,51 Euro op de Liter Super 95 an 0,40 Euro op de Liter Super 98 erhuewe ginn. Kéint d'Regierung sech virstellen, dës Steuerbelaaftung kuerzfristeg erfzesetzen, fir an dëser schwiereger Gesamtsituatioun op d'mannst en zouverlässeg Transportwiesen ze garantéieren?

Réponse commune (31.05.2021) **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie*, **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Déi vum honorabelen Deputéierte genannte Sujete stinn net an direktem Zesammenhang mat der méi ugespaanter Situatioun bei der Zouliwwerung vu verschiddene Baumaterialien.

D'Regierung huet eng Etüd zum Sujet vum Devoir de diligence an Opdrag ginn an dës och public gemaach. Et ass een interministerielle Komitee geschaaft ginn, fir sech elo weider mam Sujet vum Devoir de diligence a senger Ëmsetzung an nationaal an europäesch Recht auserenezesetzen. Dës Aarbechte sinn net a Fro gestallt.

D'Regierung setzt sech a fir eng resilient an eng oppen europäesch Handelspolitik, och am Kader vun der Welthandelsorganisatioun, wou Zolltariffer multilateral ausgehandelt ginn. De Problem, op deen den honorabelen Deputéierten hieweist, ass op eng global Penurie vu Materialien zeréckzeféieren, déi d'Präisser an d'Luucht dreift. An dësem Kontext ass net erweisen, datt weider Reduktiounen vun Zolltariffer e positiven Impact op dës Präisser kéinten hunn, virun allem well dës Tariffer generell schon niddreg sinn oder op null gesat gi sinn. Doriwwer eraus ass ze ënnersträichen, datt Baumaterial, dat aus dem Bannemaart kéint, kengen Zolltariffer ënnerläit.

Wat d'Accisen um Bensinn Super 95 a Super 98 ugeet, sief drop higewisen, dass d'Transportwiesen an der gréisster Majoritéit fir seng Gefierer op Diesel zeréckgräift.

Question 4188 (29.04.2021) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant **Cargolux** :

D'Cargolux feiert 2021 hiert 50-järegt Bestoen. 2020 huet Cargolux kënnen ee Rekordbenefice vun iwwer 630 Milliounen Euro erzielen. Déi momentan sanitär Kris huet der Fluchgesellschaft also net geschuet.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Fënn d'Regierung, dass d'Cargolux kann als Gewënnner vun dëser Kris bezeechent ginn a wa jo, wäert d'Cargolux och ënnert déi ugeduechte Steuer fir d'Gewënnner vun der Kris falen, déi vu verschidene Regierungsmembere proposéiert gouf?

2. Wéi vill Material huet d'Cargolux 2020 am Optrag vum Staat op Lëtzebuerg transportéiert? Kann d'Regierung Detailer zu dëse Liwwerunge ginn (Material an Unzuel)?

3. Huet d'Cargolux och Covid-19-Impfstoff am Optrag vun der Regierung op Lëtzebuerg transportéiert? Wa jo, wäert d'Regierung och ënnert dem neie Verwaltungsrot weiderhin Optrag am Zesummenhang mat Covid-19 un d'Cargolux ginn?

Réponse commune (08.06.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. Cargolux ass effektiv eng vun deene Gesellschaften, fir déi et méiglech war, hir Operationen während der Covidkris weiderzeféieren. De Benefiss heirun ass, datt d'Fluchgesellschaft guer kee Chômage partiel huet missen ufroen an all hir Employéë weiderhi konnt beschäftegen. Zousätzlech dozou huet si deene Gesellschaften Aarbecht bruecht, déi Servicer fir déi weiderlafend Operationen ubidden.

Cargolux huet mat enger essentieller Loftbréck tëscht Asien, Europa an den USA fir wichteg Liwwerunge vu PPE (perséinlech Schutzausrüstungen) gesuergt, an dat net nëmme fir Lëtzebuerg, mee och fir verschidden aner europäesch Länner. Net nëmme huet Lëtzebuerg vum Bezuele vun Taxen op de Paie profitéiert, mee et wäert och vum Bezuele vu kommunalen a korporativen Taxe profitéieren.

ad 2. Cargolux huet am Kader vun der sanitärer Kris am Joer 2020 en Total vun 2.033.031 kg a vu Januar bis Mee 2021 242.404 kg op Lëtzebuerg transportéiert, wat ongeféier 19 bis 20 Boeing 747 entsprécht. D'Produkte, déi transportéiert goufen, waren haaptsächlech PPE (perséinlech Schutzausrüstungen), Beotmungsmaschinen, Medikamenter a medezinnescht Material, e mobil Spidol an Autotester.

ad 3. Am Optrag vun der Regierung huet Cargolux bis haut keng Impfstoffe transportéiert.

Question 4190 (30.04.2021) de **M. Fred Keup** (*ADR*) concernant les **élèves non résidents dans l'enseignement fondamental international** :

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 3797 schreift den Här Schoulminister, dass aktuell 163 Schüler, déi hire Wunnsätz am Ausland hunn, eng Grondschoul vun der Lëtzebuurger internationaler Schouloffer besichen.

An deem Kontext wéilt ech nach eng Rei weider Froe stellen:

1. Wéi vill Schüler sinn aktuell an de Grondschoulen vun der Lëtzebuurger internationaler Schouloffer ageschriwwen? Wéi verdeelt sech dës Zuel op déi verschidde Schoulen? Wéi verdeelt sech déi 163 Schüler, déi hire Wunnsätz am Ausland hunn, op déi verschidde Schoulen?

2. Bei de Grondschoulen entscheet de Schäfferot vun der betroffener Gemeng, ob ee Kand aus enger anerer Gemeng an hir Schoul opgeholl gëtt. Dëst kann awer nëmme opgrond vun enger besonnescher Motivatioun geschéien. Wien hält déi Entscheedung am Fall vun de Grondschoulen aus der Lëtzebuurger internationaler Schouloffer? Wéi eng Konditiounen mussen erfüllt sinn?

Réponse (08.06.2021) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1. Aktuell sinn 1.487 Schüler an enger Lëtzebuurger internationaler Grondschoul ageschriwwen. Si verdeelt sech follgendermoossen op déi ënnerschiddlech Schoulen:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question*).

Vun dësen 1.487 Schüler hunn zum aktuellen Zäitpunkt 166 hire Wunnsätz am Ausland. Am Mäerz 2021, wéi d'Recherche fir d'parlamentaresch Fro Nr. 3797 gemaach goufen, waren et dräi Schüler manner. Dësen Ënnerschied erkläert sech duerch eng nei Inscriptioun an enger Lëtzebuurger internationaler Grondschoul an duerch de Wiessel vum Wunnsätz vun zwee Schüler.

Dës 166 Schüler verdeelt sech follgendermoossen op déi ënnerschiddlech Schoulen:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question*).

ad 2. Bei den internationale Schoulen ass et d'Direktioun vun der Schoul, déi d'Decisioun hält.

Dobäi gi verschidden Aspekter berücksichtegt, wéi zum Beispill d'Zuel vun den disponibelen Plazen an deenen ënnerschiddleche Sproochesektiounen, oder och de Fait, ob schonn e Brudder oder eng Schwëster aus deem selwechten Elternhaus an der Schoul ageschriwwen ass.

Question 4191 (30.04.2021) de **M. Roy Reding** (*ADR*) concernant les **aides financières pour les entreprises dans le cadre de la pandémie de la Covid-19** :

Am Artikel „Durchs Netz gefallen“, deen de 16. Abrëll am „Tageblatt“ publizéiert gouf, geet vun engem Porzellanhersteller vu Beetebuerg rieds, deen ënner anerem opgrond vun de Covidrestriktionen vun der Lëtzebuurger Regierung sou gutt wéi all seng Optrag verluer huet, awer keng vun de finanziellen Ersatzleeschungen vun der Regierung an Usproch huele kann. Dëst, well hie seng Optrag als Zouliwwer vum Horecasecteur an net als concernéierten Entrepreneur selwer verluer huet. Um Terrain loosse sech weider esou Beispiller fannen. Sou sinn zum Beispill och Entrepreneuren, déi a kulturellen Etablissementer d'Gestioun vun der Garderob iwwerholl hunn, vum nämmlechen Problem betraff.

Duerfir géif ech dem Här Minister fir Soziales an dem Här Wirtschaftsminister gär dës Froe stellen:

1. Erfaasst d'Regierung dës Fall an enger separater Statistik?

2. Kéint d'Regierung sech virstellen, hir finanziell Ersatzleeschungen am nationale Kader och op Zouliwwer vum Entrepreneuren auszeweiden, déi vun de Covidrestriktionen betraff sinn?

Réponse commune (31.05.2021) de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

Am Virfeld ass ze preziséieren, dass d'Firma am Artikel, deen den honorabelen Deputéierten nennt, hir Clienten net an direktem Zesummenhang mat Restriktionen am Lëtzebuurger Horecabereich verluer huet: dës Firma ass keen direkten Zouliwwer vum Lëtzebuurger Horecasecteur, mee vermaart hir Produkte villméi op internationale Foiren, zum Beispill zu Paräis an zu Frankfurt, sou wéi dat och am Artikel erkläert gëtt. Des Weideren ass et esou, dass dës Firma zwar net konnt op Aiden zeréckgräifen, déi spezifesch fir den Horecasecteur ausgeluecht sinn, mee awer zum Beispill konnt op de Chômage partiel zeréckgräifen, sou wéi dat och aus dem Artikel erausgeet.

D'Regierung huet d'Bäihëllef fir Betriber am Kader vun der Covid-19-Pandemie breet opgestallt, verschidde vun de Bäihëllef riichte sech u Betriber queesch aus alle Secteuren, déi vun der Pandemie impaktéiert goufen, anerer si spezifesch fir déi Betriber a Secteuren ausgeriicht, déi am stärksten getraff goufen. An den aktuellen Émstänn ass net virgesinn, dës Bäihëllef weider auszeweiden.

Am Kader vun der sozialer Sécherheet goufe follgend Mesurë geholl, fir den Entrepreneuren ze hëllefen:

- D'sozial Kontributiounen: Och wann d'Sozialbäiträg fällg bleiwen a pro Mount fakturéiert ginn, gëtt vum Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) keen Zënssaz am Fall vun enger Verspéidung beim Bezuele vun de Cotisatiounen applizéiert. Dës legal Derogatioun zu den Dispositiounen vum Code vun der sozialer Sécherheet lafen nach bis den 30. Juni 2021. Et ass allerdéngs virgesinn, fir déi bis den 31. Dezember 2021 ze verlängeren. Doriwwer eraus gëtt de reduzierten Taux vum Zënssaz (aktuell op 0 % festgesat) applizéiert, wann d'Bezuelungsfristen, vun deenen e puer Patronen an eegestänneg Aarbechter profitéieren, respektéiert ginn, datt heescht, wann déi fällg Cotisatiounen an de monatlechen Akkont op d'Schold matzäite bezuelt ginn.

- Forcéierte Recouvrement: De forcéierte Recouvrement vun de soziale Cotisatiounen fir Patronen vum Horecasecteur goufe bis Enn Mäerz 2021 suspendéiert. Déi selbstänneg Aarbechter aus dem selwechten Secteur konnten dës Suspensioun ufroen. Aktuell gëtt d'Situatioun evaluéiert a gekuckt, ob et néideg ass, fir dës Mesur, en vue vun der Reouverture, nach mussen ze verlängeren. De CCSS wäert awer nei Propositionen fir d'Scholdpläng un déi Patronen verschécken. Doriwwer eraus hunn déi betraffe selbstänneg Aarbechter d'Méiglechkeet, hir „assiette cotisable“ ze adaptéieren, fir d'Cotisatiounen kënnen ze reduzéieren. Bei besonnesch schwéiere Situatiounen kann de CCSS eng individualiséierte Scholdeplang proposéieren mat méi laangen Delaien, fir d'Scholden zeréckbezuelen.

- Remboursement vun der Mutualité des employeurs (MDE): Patronen an eegestänneg Aarbechter kënnen vum engem Remboursement vun 100 % profitéieren amplaz vun 80 % fir Leit, déi a Quarantän oder an Isolatioun waren. Dës Moosnam gëtt retroaktiv op den 1. Juli 2020 ugewannt an ouni Auswierkungen op de finanziellen Absenteismus beim Klassifizéieren bei der MDE.

Fir den Detail vun den Aiden, déi vusäite vum Wirtschaftsministère fir Betriber disponibel waren

oder sinn an ausbezuelte goufen, souwéi fir Statistiken zum Chômage partiel gëtt verwisen op de Bilan vun de Covid-19-Bäihëllef op den 30. Mee 2021, deen um Internetsite vum Wirtschaftsministère publizéiert ass: <https://meco.gouvernement.lu/dam-assets/dossiers/MinEco-Dashboard-Covid19.pdf>.

Question 4192 (30.04.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (*CSV*) concernant le **dossier de soins partagé** :

Enn Dezember 2019 ass d'Testphas vum digitale Patientendossier „dossier de soins partagé“ (DSP) clôturéiert ginn. Sait Januar 2020 gëtt den DSP generell agesat an am Oktober 2020 gouf eng Kommunikatiionscampagne „MyDSP“ lancéiert an all Affiliéiert perséinlech ugeschriwwen an operéiert, sech um Site anzuloggen a säin Dossier ze personaliséieren.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi vill Leit hu sech méttlerweil op MyDSP age-loggt an déi gefroten Informatiounen uginn?

2. Goufen am Kader vun der Kommunikatiionscampagne och nach emol d'Dokteren ugehal, mam DSP ze schaffen an och d'Patienten ze sensibiliséieren?

3. Ass gewosst, wéi vill Doktere systematesch mam DSP schaffen?

4. Wëssend, datt den DSP just effikass ass, wann e systematesch benotzt gëtt vun allen Dokteren an d'Patienten och hiren Accord dofir ginn, wat denkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir datt den DSP zu engem generaliséierten Outil ka ginn?

Réponse commune (02.06.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

ad 1. 14 Méint nom Start vun der Generaliséierung vum DSP goufen insgesamt 12 % vun den 915.000 DSP, déi aktuell op sinn, vun hiren Titularen aktivéiert. An der Tëschenzäit gëtt et iwwer dräi Milliounen Dokumenter, déi an DSPe geluede goufen. Den Taux de fermeture, also déi Leit, déi gefrot hunn, dësen zouzemaachen, läit bei 0,16 % vun all den Titularen.

ad 2. D'Doktere si vun Ufank un an de Projet ronderëm d'Implementéierung vum DSP agebonne ginn. Esou ass zum Beispill d'AMMD am Verwaltungsrot vun der Agence eSanté sait senger Grënnung vertrueden. Donieft sinn d'Dokteren och an diverser Aarbechtsgruppe vun der Agence eSanté representéiert an haten duerch d'Informatiounsofweider, déi d'Agence e puermol uechtert d'Land organiséiert huet (insgesamt sechs Cyclé vun allkéiers enger Reunioun am Norden, am Zentrum an am Süde vum Land), fir déi verschidden Evolutiounsphasen vum DSP virstellen, d'Méiglechkeet, sech ze informéieren.

Am Kader vun der Generalisatioun vum DSP, déi sait dem 1. Januar 2020 lancéiert ginn ass, ass am Laf vun 2020 déi éischt Phas vun enger Kommunikatiionscampagne „grand public“ gemaach ginn, cibléiert op d'Assuréeen. Et war virgesinn, datt an enger zweeter respektiv drëtter Phas méttels enger Widderhuelungscampagne all d'Assuréeen an d'Dokteren nees op den Zweck an den Notze vun DSP - fir hiren eegenen Interessi souwéi dee vun hire Patienten - sensibiliséiert géifen. No der Krisegestioun wäert dëst nogeholl ginn.

ad 3. Bis dato hunn 390 Dokteren hiren individuellen eSanté-Kont aktivéiert an eng 361 Doktere schaffen reegelméisseg mam DSP, am Sënn datt si den DSP vun hire Patientene mat medezinneschen Date fëllen.

ad 4. Fir datt den DSP zu engem generaliséierten a wäertvollen Outil am Gesondheitssecteur gëtt a seng Haaptfunktione kann erfëllen, mussen déi verschidde Benotzungsfäll ronderëm den DSP, elo wou seng Generalisatioun geschitt ass, weiderentwéckelt a geféiert ginn.

Als Beispill ass virgesinn, datt ab Enn Juni 2021 den Zougang zu medezinnesche Biller (Radiographien, Scanner etc.) via den DSP erméiglecht gëtt, wouduerch dann d'Gravéierung vu Röntgenbiller op CD-Rom endlech ofgeschafft ka ginn. Ab Enn Juni wäert och de Service ePrescription zur Verfügung kënnen gestallt ginn, wouduerch den DSP den Zougang zu den dematerialiséierte medezinnesche Verschriwunge fir Labotester a Medikamenter an enger 1. Phas a fir Imagerie médicale a Krankeschäiner an enger spéiderer Phas wäert erméiglechen. D'Aféiere vun all de verschiddene Cas-d'usagé souwéi d'wuessend Unzuel vun Dokumenter an den DSPe wäerten déi alldeeglech Benotzung vum DSP erhéijen.

D'Benotze vum DSP wäert nach duerch d'Erschéng vum enger mobiller App fir Handyen ënnerstëtzt ginn, well dann den Titulaire zu all Moment iwwert e Smartphone Zougang zu sengem DSP kann hunn. Et ass virgesinn, fir mat dëser App an den nächste Méint a Produktioun ze goen.

Question 4195 (30.04.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Marc Spautz** (*CSV*) concernant la **pénurie de matières premières et de matériaux** :

D'après les informations relayées par la presse, les entreprises actives dans le bâtiment et la construction font actuellement face à une pénurie importante d'approvisionnement en matières premières. Cette pénurie entraîne d'importantes hausses de prix des matériaux, mais a également pour conséquence que certains chantiers prennent du retard. Il est déjà question de plusieurs mois.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- La Chambre des Métiers et le groupement des entrepreneurs auraient adressé un courrier au Ministre de la Mobilité et des Travaux publics pour demander un rallongement des délais de livraison pour les travaux publics. Les entreprises concernées craignent en effet des pénalités de retard.

• Est-ce que certains chantiers sont concernés par cette situation ? Si oui, lesquels ?

• Quelles sont les conséquences de ce retard ?

• Est-ce que le Gouvernement entend faire suite à la demande des chambres professionnelles ?

- La situation est telle que le Comité de conjoncture a proposé au Conseil de Gouvernement d'admettre les entreprises actives dans le bâtiment et la construction au chômage partiel pour la deuxième moitié du mois de mai et pour le mois de juin. Est-ce que le Gouvernement entend proposer des aides supplémentaires pour les entreprises concernées par cette pénurie d'approvisionnement en matières premières ?

Réponse commune (03.06.2021) de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Au vu des difficultés d'approvisionnement en matériaux que les entreprises rencontrent face à leurs fournisseurs, un risque de dépassement des délais prévus de certains chantiers en cours ne peut pas être exclu.

En effet, les délais de livraison concernant notamment le bois, l'acier, mais aussi des éléments en polypropylène tels que tuyauteries et autres ont considérablement augmenté. Cette situation empêche le bon déroulement des chantiers et demande des réorganisations continues des travaux proprement dits ou des zones d'intervention en adaptant au mieux le phasage des travaux.

Les projets actuellement concernés sont notamment le Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff, l'École internationale Anne Beffort à Mersch, le Lycée Michel Rodange, le Lycée technique agricole à Gilsdorf, le bâtiment Jean Monnet 2 de la Commission européenne, la Ligue HMC à Capellen, la Maison de soins à Bascharage, le Campus Geesseknäppchen, la cantine du Lycée technique du Centre - annexe Kirchberg, les structures modulaires pour demandeurs de protection internationale (DPI) à Frisange, le projet d'assainissement et de mise en conformité du foyer pour DPI « Institut Hélier » à Weilerbach ainsi que le réaménagement et l'extension du Centre mosellan à Ehnen.

Différentes parties ou fonctions des bâtiments risquent de ne pas pouvoir être achevées dans les délais impartis. Par conséquent, ceux-ci ne pourraient donc pas être occupés par les utilisateurs finaux aux moments prévus. Un tel retard deviendrait notamment problématique pour tous les projets scolaires dont les dates de rentrée scolaire sont fixes ou encore pour les projets à réaliser dans l'intérêt de futurs utilisateurs qui se voient confrontés à une expiration de leur contrat de location actuel.

En ce qui concerne les chantiers de l'Administration des ponts et chaussées, il y a lieu de remarquer qu'il s'agit en très grande partie de travaux de génie civil faisant intervenir un nombre plus restreint de matériaux et de produits que dans le secteur de la construction de bâtiments. Néanmoins, des pénuries d'approvisionnement en matières premières affectent le planning retenu des travaux sur quelques chantiers de construction. Les matières premières principalement concernées sont les peintures anticorrosion, les produits chimiques pour étanchéités, les produits de marquage routier, ou encore des pénuries évoquées en ce qui concerne l'aluminium et le bois.

Ces retards ont également pour conséquence des coûts supplémentaires dus à la prolongation du chantier dont notamment les frais d'installation de chantier.

Le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics se réunira au courant du mois de juin avec les représentants de la Fédération des Entreprises Luxembourgeoises de Construction et de Génie Civil afin de discuter ensemble des moyens envisa-

geables à mettre en œuvre en vue d'atténuer les conséquences de la situation actuelle de pénurie d'approvisionnement en matériaux dans le chef des entreprises concernées.

Les demandes de sept entreprises du secteur de la construction pour bénéficier du chômage partiel dans le contexte de la pénurie des matières premières ont été avisées positivement par le Comité de conjoncture à la mi-mai pour la seconde moitié du mois de mai et les demandes de onze entreprises ont été avisées positivement par le Comité de conjoncture le 20 mai 2021 pour le mois de juin.

En l'état actuel des choses, outre le chômage partiel, aucun régime d'aides particulier n'est prévu pour les entreprises concernées par une pénurie d'approvisionnement en matières premières. Les entreprises concernées peuvent cependant le cas échéant bénéficier d'autres régimes d'aides mis en place dans le contexte de la pandémie de la Covid-19. Le programme « Fit 4 Resilience » et le régime d'aides remboursables destinées à remédier aux difficultés financières temporaires liées à la Covid-19 par exemple ont été récemment prolongés.

Question 4196 (30.04.2021) de **Mmes Stéphanie Empain et Djuna Bernard** (*déi gréng*) concernant l'aide humanitaire pour l'Inde :

En Inde, la vague de cas de Covid-19 a submergé les hôpitaux. Un record de nouvelles infections a été établi chaque jour pendant la semaine dernière ; plus de deux millions de nouveaux cas ont été enregistrés en total. En ce moment, le système de santé est étranglé et les hôpitaux manquent de lits, de médicaments et d'oxygène.

La semaine dernière, la Présidente de la Commission européenne a annoncé que l'Union européenne allait fournir une assistance à l'Inde. D'autres pays tel que les États-Unis et la Grande-Bretagne ont aussi déjà envoyé des composants pour la production de vaccins ainsi que des équipements médicaux, des médicaments, des tests à diagnostic rapide, des respirateurs et des équipements de protection. L'Autriche financera en outre des médicaments pour le traitement du Covid-19.

Dans ce contexte, nous aimerions obtenir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Monsieur le Ministre envisage-t-il d'apporter une aide d'urgence à l'Inde ? Dans l'affirmative, sous quelle forme ?

2) Y a-t-il des ONG luxembourgeoises qui agissent en Inde et qui s'engagent dans des projets d'aide face à la pandémie du Covid-19 ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de contacter ces ONG afin de les soutenir à court terme ?

Réponse (28.05.2021) de **M. Franz Fayot**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire* :

Aux questions posées par les honorables Députées, il peut être indiqué ce qui suit.

ad 1) Suite à la détérioration rapide de la situation sanitaire en Inde, durement touchée par la pandémie Covid-19, et en réponse aux besoins exprimés par les autorités indiennes, le Gouvernement luxembourgeois a mis à disposition de l'Inde 58 respirateurs pour répondre à la situation d'urgence et renforcer les infrastructures hospitalières pour soigner les malades. Le don de ces appareils-respirateurs, effectué le 11 mai 2021, a été le résultat d'une collaboration étroite entre le Ministère d'État, le Ministère de la Santé, le Ministère de l'Intérieur et le CGDIS tout comme de la Direction de la défense du Ministère des Affaires étrangères et européennes et de l'Armée luxembourgeoise. Ce soutien s'inscrit dans le cadre du mécanisme de protection civile de l'Union européenne.

ad 2) Dans le contexte de la pandémie de la Covid-19, cinq ONG luxembourgeoises actives en Inde ont fait une demande pour pouvoir réallouer des fonds afin de leur permettre de contribuer à la lutte contre cette pandémie. La Coopération luxembourgeoise a donné son accord à une telle réallocation en 2020 et 2021 à hauteur de 154.508,29 euros, dont 69.840,51 euros sur base de demandes faites en mai 2021.

Question 4197 (30.04.2021) de **M. Jeff Engelen** (*ADR*) concernant les postes vacants :

Enn März 2021 waren offiziell 18.689 Leit hei am Land am Chômage (résidents). De Chômagetaux (corrigé des variations saisonnières) läit elo offiziell bei 6,1 %. Dat ass eng Steigerung vun 1,6 % am Verglach mat März 2020. Trotz dëser net gerénger Zuel u Chômeure liest een am neiste Bulletin vun der ADEM, datt d'Gesamtzuel vun de vakanten Aarbechtsplazen, déi bei der ADEM gemellt ginn, Enn März op 8.194 geklommen ass. Dat sinn der 10,9 % méi wéi am gläichen Zäitraum vum Virjoer.

An dësem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Aarbechtsminister:

1. Kann den Här Minister, am Kontext vun iwwer 8.000 fräien Aarbechtsplazen, preziséieren, u wat fir enge Kompetenzen et hei am Land feelt? Gëtt et speziell am IT-Beräich Kompetenzen, déi besonnesch staark gefrot sinn?

2. Wat fir Informatiounen huet den Här Minister am Hibleck op de Profill vun de Leit, déi hei am Land gesicht ginn, fir déi vakant Aarbechtsplazen ze besetzen? Wéi vill vun dësen Aarbechtsplaze setzen eng länger Berufserfahrung viraus? Wéi vill vun den Aarbechtsplaze kënnen vu Leit besat ginn, déi hiert Studium oder hir Ausbildung grad ofgeschloss hunn?

3. Gëtt et, wat vakant Aarbechtsplaze betrëfft, een Informatiounsaustausch tëscht der ADEM an entsprechende Verwaltungen am Ausland?

4. Huet d'Regierung Informatiounen iwwert d'Kompetenzen, un deenen et insgesamt an der Groussregion feelt?

5. Enn Februar 2021 louch d'Zuel vun de fräien Aarbechtsplaze bei 7.397. Wéi vill vun dëse Plaze konnt d'ADEM am März selwer vermëttelen? Wéi vill sinn der duerch Qualifikationsmoosname besat ginn?

6. Et sinn 1.612 nei fräi Aarbechtsplaze säit Enn Januar 2021 derbäikomm. Kann den Här Minister preziséieren, wat fir Berufssecteuren an dëser Zuel representéiert sinn?

Réponse (20.05.2021) de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire* :

ad 1. Et gi weiderhi vill Aarbechtsplazen hei am Land geschaf. De Problem besteet doran, dass d'Profiler, déi disponibel sinn, oft net de Profiller, déi gesicht ginn, entsprechen. Déi Beruffer, wou déi meeschte passend Kandidat feelen, sinn: Informatiker, Comptablen, Projektmanager/Beroder, Educateuren, Juristen an Infirmiëren. Fir aner Profiler gëtt et eventuell genuch potenziell Kandidaten, mee ganz oft läit de Problem dann éischer un Niveau vun den Diplomer, de Sproochen, de Kompetenzen an den Erwaardungen (Aarbechtszäiten, Saire ...).

D'Kompetenzen, déi feelen, si ganz ënnerschiddlech. Nieft den techneschen a berufsspezifesch Kompetenz feelt et och oft u perséinleche Kompetenzen ("soft skills") an allgemengen digitale Kompetenzen (Benotzung vu Logiciellen, digital Kommunikatioun, Datenanalys ...). D'Demande no dëse méi transversale Kompetenzen ass an der Pandemie nach weider gewuess.

An de Formationen, déi vun der ADEM ugebuede ginn, gëtt de Fokus op déi Kompetenze gesat. Fir déi Beruffer, wou d'Penurie awer ganz grouss ass, wéi z. B. an der Informatik oder och am Handwerk, geet dat awer oft net duer, well d'Basisprofiler fir esou Formationen feelen. Dofir brauch een eng vill méi wäitreechende Strategie op nationalem Niveau. Aus deem Grond gouf de Skillsdësch lancéiert, wou d'Regierung mat de Sozialpartner u sou enger Strategie schafft.

ad 2. Vun den 8.194 fräie Plazen, déi op den 31. März 2021 bei der ADEM gemellt waren, gouf fir 6.000 Plazen eng Berufserfahrung gefrot. Fir 2.692 Plaze waren héchstens zwee Joer gefrot, fir 2.791 Plazen tëschent dräi a fënnf Joer, fir 424 Plaze méi wéi fënnf Joer a fir 93 Plaze war d'Dauer net preziséiert.

ad 3. Op de 17. Mee 2021 waren 1.704 Plaze vu Lëtzebuerg um EURES (European Employment Services)-Portal ze fannen, woubäi EURES en Netzwerk vun effentleche Beschäftigungsservicer aus 31 Länner ass.

Am Kader vun der grenziwwerschreidender Partnerschaft EURES Grande Région schafft d'ADEM enk mat den effentleche Beschäftigungsservicer aus den Nopeschregiounen zesummen.

Den transversale Leedungsprinzip vun dëser Partnerschaft ass d'Vermëttlung gekoppelt mat enger gemeinsamer Diagnos vun den Enkpassberuffer an den zesummenhängende Kompetenze souwéi de grenziwwerschreidenden Ausbildungen.

Mat dem ausdrécklechen Accord vu Patronen, déi der ADEM fräi Plazen deklaréieren, ginn dës op den EURES-Portal iwwerspillt a sinn esou ënner anerem och siichtbar fir déi effentlech Arbechtsservicer aus der Groussregioun.

Beruffer, deenen et generell u Fachpersonal an der Groussregioun feelt, sinn opgrond vun Donnéeën vun de sechs effentleche Beschäftigungsservicer aus der Groussregioun besonnesch an de Beräicher Handwerk, Informatiouns- a Kommunikationtechnologien ewéi och am Gesondheitsberäich ze fannen.

ad 4. De LISER huet d'lescht Joer eng Etüd publizéiert iwwert d'Kompetenzen, déi an der Groussregioun gefrot sinn („Les cahiers de la Grande Région n° 2“). Déi weist, dass d'Kompetenzufuerde-

rungen zu Lëtzebuerg méi héich sinn ewéi an den Nopeschlänner, an dass virun allem déi perséinlech Kompetenzen („soft skills“) méi staark gefrot sinn. Digital Kompetenz sinn an all de Länner staark gefrot an och ëmmer méi gefrot.

Am Kader vum Réseau EURES gëtt et och en Aarbechtsgrupp vun de Länner aus der Groussregioun, deen ass amgang, en enger gemeinsamer Lëscht vu „métiers en tension/pénurie“ ze schaffen. D'ADEM ass do fir Lëtzebuerg vertraueden. Et stellt sech awer och eraus, dass déi Beruffer a Kompetenzen, déi zu Lëtzebuerg feelen (wéi z. B. an der Informatik, an de Finanzen, am qualifizierten Handwerk ...), och oft an den Nopeschlänner feelen. Et muss een also zesummeschaffen, fir Talenter deemstspriechend auszebilden a fir se an d'Groussregioun unzezéien.

ad 5. Hannert deene 7.397 Plaze stiechen am Ganze 5.138 Offeren. Et ass méiglech, dass op enger Offer, d. h. fir een Job, direkt e puer Leit matenee gesicht ginn. Fir 4.065 Offeren konnt d'ADEM dann insgesamt 26.707 Kandidaten assignéieren. Fir déi aner 1.073 Offeren konnt d'ADEM kee Kandidat fannen, deen dem Profill vun der Offer entsprécht. Leider kritt d'ADEM net ëmmer Réckmeldung vun de Patronen, ob d'Kandidaten dann uegoll goufen oder net. Dowéinst ass et leider onméiglech ze soen, wéi vill Kandidat vum der ADEM op déi Plaze vermëttelt konnte ginn.

ad 6. Tëscht dem 31. Januar an dem 28. Februar 2021 sinn netto 1.612 Plazen derbäikomm. Dat ass d'Differenz tëscht de Plazen, déi am Februar nei gemellt goufen, an den alen Offeren, déi am Februar zougemaach goufen. Déi éischt Tabell ënnendréiner weist d'Opdeelung no de grouss Secteuren an déi zweet Tabell ënnendréiner weist déi zéng Beruffer, déi am Februar 2021 am meeschte gesicht goufen.

D'Bezeechnung fir d'Secteuren an d'Beruffer kommen aus dem franséische „Répertoire Opérationnel des Métiers et Emplois (ROME)“, dee vun der ADEM benotzt gëtt.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4199 (30.04.2021) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant les chiens de chasse :

Juegdhënn sinn Hënn, déi vun hire Besëtzer dorop trainéiert ginn, am Bësch aner Déieren ze erschnoffelen a si eventuell an eng Richtung ze joen oder ze apportéieren. Esou ginn Hënn beispillsweis bei der Fuussejuegd agesat, wou d'Hënn gäre vu verschiddene Jeeër genotzt ginn, fir Fiiss ze fannen a se zeréck bei si ze bréngen. Déiereschutzorganisation wéi PETA kritiséiere verschidden Ausbildungsmethode vu Juegdhënn, wéi se zum Beispill beim Trainéieren vum Apportéieren vu liewegen Déieren zum Asaz kommen, schaarf.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Fro stellen:

1. Ginn zu Lëtzebuerg Ausbildungen fir Juegdhënn ugebueden? Wa jo, wéi vill?

2. Verschidden Züchter maache mat hiren Déieren ee Wiesenstest, een Test, mat deem d'Verhalenseegenschafte vun den Hënn kontrolléiert ginn. Och bei Rettungshënn kënn dësen Test an den Asaz.

Sinn esou Wiesenstester och fir Juegdhënn virgesinn?

3. Zanter 2015 dierfe keng Fiiss méi zu Lëtzebuerg gejot ginn. Dat bedeit, dass dës Déieren net dierfen erschoss ginn, mee och keng Juegdhënn dierfen op si lassgelooss ginn.

Wéi oft gouf d'Anhale vum Fuussejuegdverbuert kontrolléiert säit 2015?

Wéi vill Verstéiss goufe festgestallt?

4. An der Belsch ass d'Fuussejuegd net verbueden, an esou kéint et virkommen, dass Lëtzebuurger Residenten an der Belsch op d'Juegd ginn, an do Fiiss schéissen.

Dierfe ee Lëtzebuurger Resident ee geschossene Fuuss aus der Belsch mat op Lëtzebuerg bréngen?

Réponse (31.05.2021) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. Verschidden Associatiounen a Privatpersoune bidde spezifesch Ausbildungen fir Juegdhënn un. Der Naturverwaltung (ANF) ass just eng Associatioun bekannt, déi sech op d'Ausbildung vu Juegdhënn spezialiséiert huet.

ad 2. Den offizielle Juegdhondverband organiséiert divers Coursen a Prüfungen fir Juegdhënn a bitt och Wiesenstester fir verschide Rassen un. Och bei anere jueggleche Prüfungen, wéi de Verbandsprüfung vun deene verschiddene Rassen, wéi och

de Begleithundeprüfungen gëtt d'Wiesen an d'Verhale vum Hond matgepréift. Juegdhënn, a méi generell all Hënn, déi schaffen, mussen kloer am Wiese sinn. Aus deem Grond gëtt dëst och an der Zuucht berécksiichtegt. All Juegdhënn, déi zu Lëtzebuerg mat FCI-Pabeiere geziicht ginn, mussen eng juegglech Prüfung oder ee Wiesenstest virweisen, fir fir d'Zucht zougelooss ze ginn.

ad 3. D'Anhale vum Juegdgesetz a senge Reglementer ass eng dagdeeglech Aufgab vun de Beamte vun der ANF. Soumadder gëtt och d'Anhale vun de Juegdzäite vun deene verschiddene Wëlldaarten ëmmer iwwerwaacht. D'ANF huet bis elo keng Verstéiss am Kontext vum Fuussejuegdverbuert festgestallt.

ad 4. Wann d'Jeeëren oder de Jeeër d'Hierkonft vum Fuuss bewiese kann an datt en do legal geschoss an exportéiert gouf, dann dierfe de Fuuss och mat op Lëtzebuerg bruecht ginn.

Question 4201 (03.05.2021) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant la protection des données dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :

Am Kader vun der Impfcampagne, dem Large-Scale-Testing an elo och de Schnell- a Selbsttester gi ganz vill perséinlech Date vun de Bierger verschafft. Och an de Schoule mussen d'Direktiounen an d'Léierpersonal säit der Covid-19-Pandemie méi oft mat perséinleche medezinneschen Informatiounen vu Schüler an Aarbechtskolleegen ëmgoen, wéi si dat virun der Kris gewinnt waren. Well déi Betreffen oft nach wéineg Erfahrung mam Thema Dateschutz hunn a leider oft net wëssen, wéi eng Messengerdëngschter wéi eng Informatiounen vun hiren Notzer späicheren, soll et an de leschte Wochen zu Fäll kommen sinn, wou Enseignantë Covidtestresultater an/oder Informatiounen iwwer Isolatiounen/Quarantaine vu Schüler oder ganze Klasse mat den Elteren iwwert d'Applikatiounen „WhatsApp“ a „ClassDojo“ gedeelt hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Fro stellen:

1. Wat fir Kommunikatiounsweeër recommandéiert de Bildungsministère dem Léierpersonal fir de Kontakt mat den Elteren?

2. Wéi huet de Bildungsministère d'Léierpersonal iwwert dat aktuell Dateschutzrecht a seng Applikatioun am Kader vun der Gestiou vun der Covidkris opgekläert?

3. Ass d'Regierung der Meenung, dass Applikatiounen wéi déi uewe genannte sollten tëscht Enseignant an Elteren zum Asaz kommen, fir Informatiounen iwwer Schüler oder de Schoulalldag auszetauschen?

4. Ass d'Regierung der Meenung, dass Applikatiounen wéi déi uewe genannte sollten tëscht Enseignant an Elteren zum Asaz kommen, fir medezinnesch Informatiounen vu Schüler (z. B. Covidtestresultater oder Informatiounen iwwert Isolatiounen/Quarantainen) auszetauschen?

5. Sinn dem Minister fir Bildung Fäll bekannt, wou perséinlech medezinnesch Informatiounen vu Schüler tëscht dem Léierpersonal an den Elteren iwwert Applikatiounen ausgetosch goufen, déi fir dës Aart vun Informatiounsaustausch keng Dateschutzgerecht Kommunikatioun assuriéieren kënnen?

Falls jo:

Ëm wéi vill Fäll a wéi eng Applikatiounen huet et sech gehandelt?

A wéi ville Fäll ware mannerjäreg Schüler betrafft?

Wat gouf gemaach, fir den Dateschutz hei ze verbessern?

Falls net:

Wäert de Bildungsministère sech mat den Direktiounen a Kontakt setzen, fir sech driwwer ze informéieren, wéi eng Kommunikatiounskanal aktuell vum Léierpersonal genotzt ginn, a gegebenefalls Oplärungsarbecht am Beräich vum Dateschutz beim Léierpersonal leeschten?

Réponse (08.06.2021) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1. + 3. Et ass selbstverständlech, datt d'Regierung determinéiert ass, d'Vertraulichkeet vun de Messagen an den Dateschutz an der elektronescher Kommunikatioun bannent den Departementer a Servicer vum Staat a mam Bierger adequat ze garantéieren. D'Benotze vu Messengerdëngschter wéi z. B. WhatsApp vun de Verwaltungen a Servicer, souwuel am Austausch mat de Bierger wéi och an der interner Kommunikatioun, gëtt net vun der Regierung recommandéiert.

Den honorablen Deputéierte ka sech an dësem Zesummenhang op d'Detailer iwwert d'Benotzung vu Messengeruewendungen am effentlechen Dëngsch vum Commissariat du Gouvernement à la

protection des données auprès de l'État (CGPD) an der parlamentarescher Fro Nr. 2246 bezéien.

De CGPD souwéi d'Charte de bonne conduite en matière de sécurité de l'information numérique vun der Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) recommandéieren allen Administratiounen, nëmme mat Virsicht an Zeréckhaltung online Applikatiounen vu kommerziellen Ubilder ze benotzen, an déi gesécher Léisungen, déi vum Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) respektiv spezifesch am Beräich vun der Educatioun vum Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) ausgewielt goufen, ze favoriséieren.

An dësem Zesummenhang stellt de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) souwuel den Enseignant wéi och de Schüler an hiren Elteren eng Rei vun edukativen oder Kommunikatiounsapplikatiounen zur Verfügung. An dësem Kontext si besonnesch d'OLI-Plattform (<http://oli.education.lu>) an d'Kollaboratiounsfeld Office 365 (<http://365.education.lu>) ze nennen. Während d'OLI-Plattform eng reng Webplattform ass, déi op de Servere vum CGIE gehost gëtt, ginn d'Donnéeën vum Teams, One Drive an aneren Uwendungen vun Office 365 op Serveren an der Europäescher Unioun (EU) gehost. Op dese Plattformen si Kommunikatioun an Dateverarbeitunge sécher an entsprechen de Richtlinie vum Règlement général européen sur la protection des données (GDPR). D'Teams-Applikatioun bitt heibäi änlech Funktionalitéit wéi WhatsApp a garantéiert gläichzäiteg ee sécheren Zougang vun de Benotzer iwwer hiren IAM-Kont (<http://iam.cgie.lu>).

Fir een optimalen Austausch vu schülerspezifischen Informatiounen zwëschen dem Schoulpersonal an den Elteren ze garantéieren, recommandéiert de Bildungsministère eng direkt Kommunikatioun tëscht Schoul an Elterehaus, also eng 1:1-Kommunikatioun. Et läit op der Hand, datt beim Festleeë vum Kommunikatiounsmedium d'Confidentialité vum Donnéeën, déi un d'Eltere kommunizéiert ginn, mat consideréiert muss ginn. Esou d'äerf et ni eng Kommunikatioun ginn, an där perséinlech Informatiounen mat méi Eltere gedeelt ginn, also eng 1:n-Kommunikatioun.

An de Circulaires de printemps 2020 an 2021 gouf an dësem Zesummenhang op en Neits betount, datt d'Schoulpersonal aus den éffentleche Grondschoulen am Kader vun der Protection des données gehalen ass, exklusiv hir professionell E-Mail-Adress fir d'Kommunikatioun mat den aneren Acteuren aus der Schoulcommunität ze benotzen. Weiderhin ass dem Léierpersonal widderhuel kommunizéiert ginn, datt si sech, bei eventuelle Froe par rapport zu den Outils de communication, ëmmer un hir jee weils zoustänneg Regionaldirektioun kënnen wenden, déi gegebenefalls Récksprooch mam CGIE hëlt.

De Bildungsministère privilegiéiert deemno kloer eng Kommunikatioun op Pabeier oder per E-Mail; déi vum honorablen Deputéierten erwäante WhatsApp a Classdojo gi vum Bildungsministère a vum CGIE weeder recommandéiert nach ënnerstëtzt.

Et ass mengem Ministère allerdéngs bekannt, datt et vill informell Gruppe vun Elteren an Enseignant gëtt, déi trotz den uewe genannte Recommendationen WhatsApp oder aner änlech Applikatiounen fir hir Kommunikatioun benotzen. Allerdéngs ënnerläit souwuel d'Installatioun ewéi och d'Benotzung vun esou Déngschter der Verantwortung vun den Notzer. De MENJE ka keng Verantwortung iwwerhuele par rapport zur Benotzung vun Applikatiounen, déi de Ministère weeder férdert nach zur Verfügung stellt an iwwer déi hie keng Kontroll huet.

ad 2. + 4. D'Iwwermëttlung vun sämtleche perséinlechen a medezinneschen Donnéeën am Kader vun der Gestuion vun der Covidkris ass vum Bildungsministère a Konformitéit mat de Bestëmmunge vum Dateschutz organiséiert ginn. D'Léierpersonal ass vum Bildungsministère net speziell iwwer d'Dateschutzrecht forméiert ginn.

Grad an der aktueller Situatioun an am Kontext vum Austausch vu medezinneschen Donnéeën ass den Dateschutz ee besonnesch wichteg a sensibelt Thema. Aus dësem Grond gouf am Kader vun de Selbstschnelltester an der Schoul eng speziell digital Applikatioun (app.edutesting.lu) entwéckelt, déi et erlaabt, d'Testresultater vun de Schüler op eng sécher Aart a Weis mat den Elteren ze deelen.

No de Schnellselfstester an der Schoul, déi eemol an der Woch ëmgesat ginn, iwwermëttelt den zoustänneg Enseignant der Inspection sanitaire déi positiv an negativ Resultater vu senger Klass an informéiert och déi betraffe volljäreg Schüler respektiv d'Eltere vun de betraffene manjärege Schüler iwwer d'Resultater. Dese Reporting gëtt digital via déi uewe genannten Applikatioun gemaach. Soubal d'Donnéeën an dësem Portal ofgespäichert ginn, gëtt automatesch eng E-Mail un déi jee weileg Eltere geschéckt, déi si iwwer d'Resultat vun hirem Kand informéiert.

An dëser E-Mail kréien d'Elteren, am Fall wou hiert Kand e positiv Testresultat hat, och éischt Informatiounen par rapport zum Isolement. Am Virfeld

riff d'Schoul d'Eltere vum betraffene Kand un, fir datt se hiert Kand esou séier ewéi méiglech an d'Schoul kënnen siche kommen. An engem zweete Schrëtt ginn d'Elteren da vun der Inspection sanitaire kontaktéiert, déi jee no Situatioun decidéiert, wéi eng weider Mesuren ze huele sinn.

Aus dëser Prozedur ergëtt sech och, datt et fir den Enseignant net noutwendeg ass, d'Elteren zousätzlech iwwer anere Kommunikatiounswee iwwer d'Resultat vum Test vun hirem Kand ze informéieren. D'Reegelen, déi de Schutz vun de perséinlechen Donnéeën betreffen, ginn an dësem Zesummenhang agehalen an d'Informatiounen ginn eenzeg an eleng der Inspection sanitaire matgedeelt.

ad 3. Am Kontext vun der Aféierung vum Règlement général européen sur la protection des données (GDPR) am Mee 2018 goufen a ginn ëmmer erëm Formatiounen ronderëm d'Thema vun der Protection des données vum Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) ugebueden. An dësem Zesummenhang gëtt d'Léierpersonal drop sensibiliséiert, besonnesch beim Deele vu perséinlechen a sensibelen Informatiounen vu Schüler an anere Persounen aus der Schoulcommunität opzepassen. Sollt d'Schoulpersonal weider Froen hunn zu spezifeschen Themen ronderëm den Dateschutz, kënnen si sech zu all Moment un hir zoustänneg Regionaldirektioun wenden, déi gegebenefalls Récksprooch mam CGIE hëlt.

Question 4203 (03.05.2021) de Mme Djuna Bernard et M. François Benoy (déi gréng) concernant le harcèlement sexuel en milieu scolaire :

Des cas de harcèlement sexuel dans des lycées ont été récemment évoqués dans les médias au Luxembourg. Deux anciennes élèves d'un des établissements en question se sont adressées dans une lettre ouverte au MENJE. Elles y réclament que les accusations portées à l'encontre d'un enseignant soient analysées en toute transparence et ensemble avec toutes les élèves concernées. En plus, elles recommandent aux lycées de revoir leurs dispositifs de protection pour prévenir, respectivement réagir adéquatement à des cas de la sorte. Elles renvoient dans ce contexte à la proposition de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher de mettre en place un Child Protection Officer, c'est-à-dire une personne de contact neutre à la disposition des élèves et des enseignant-e-s pour signaler des cas de harcèlement sexuel.

En réaction à cette lettre, le MENJE a répondu que les règles en cas d'abus et de harcèlement sexuel étaient claires et que la direction du lycée concerné avait réagi adéquatement en suspendant l'enseignant en question. De même, le Ministère a indiqué qu'il fallait se pencher sur la question pourquoi tant d'élèves concernées ne s'étaient pas confiées aux autres membres du corps enseignant et surtout aux membres du Service psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS).

Dans ce contexte, nous aimerions demander les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et Madame la Ministre de l'Égalité entre femmes et hommes :

1) Monsieur le Ministre et Madame la Ministre disposent-ils de données qui pourraient renseigner sur l'ampleur du phénomène de harcèlement sexuel en milieu scolaire ? Dans l'affirmative, pourraient-ils nous les communiquer ? Dans la négative, ne serait-il pas pertinent de recueillir des données sur ce phénomène ?

2) D'une manière générale, quelle procédure est prévue si des élèves portent des accusations de harcèlement sexuel à l'encontre d'un membre du corps enseignant ?

3) Quelle assistance est prévue pour apporter soutien et accompagnement aux victimes de harcèlement sexuel en milieu scolaire ?

4) De quelle manière les élèves sont-ils/elles actuellement sensibilisé-e-s pour connaître leurs droits et les démarches à prendre en cas de violation de leurs droits ?

5) Comment le sujet du harcèlement est-il abordé dans la formation initiale et continue des enseignant-e-s ?

Le saviez-vous ?

SENSIBILITÉ POLITIQUE

Le(s) député(s) qui ne fait (font) partie ni d'un groupe politique ni d'un groupe technique forme(nt) une sensibilité politique.

6) De quelle manière le personnel des SePAS est-il formé pour réagir adéquatement à des cas de harcèlement sexuel ?

7) Monsieur le Ministre et Madame la Ministre jugent-ils nécessaire de mettre en place un Child Protection Officer, c'est-à-dire une personne de contact neutre qui puisse être contactée par des élèves et les enseignant-e-s afin de signaler des cas de harcèlement sexuel ?

Réponse commune (08.06.2021) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **Mme Taina Bofferdin**, *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes* :

ad 1) Les établissements scolaires ne disposent pas de dispositif de recueil de données catégorisant les différents phénomènes de violence, dont en l'occurrence celui du harcèlement sexuel en milieu scolaire. Pour autant, il sera mis à disposition des SePAS (Service psycho-social et d'accompagnement scolaires) pour l'année 2021-2022 un outil informatique, encore en cours d'élaboration, permettant de recenser les types de problématiques pour lesquelles les élèves font appel à ces services.

Aussi, avec la mise en place systématique d'un concept de bientraitance dans le contexte de la prévention de la violence et du harcèlement au sein des lycées à partir de l'année scolaire 2021-2022, le nombre de personnes qui ont signalé un cas de harcèlement sexuel pourra être recueilli.

ad 2) Les accusations de harcèlement sexuel au sein d'un établissement scolaire sont traitées avec soin par les professionnels auxquels l'enfant ou le jeune se confie, d'autant plus si un adulte y est impliqué. Elles font l'objet d'une écoute attentive et donnent suite à un signalement. Les accusations peuvent provenir de la victime elle-même, d'un ami ou de la famille.

La direction de l'établissement scolaire doit être rapidement informée afin de mettre en place une mesure provisoire pour pouvoir maintenir l'élève dans sa scolarité et écarter l'harceleur.

Il revient au Parquet avec le soutien des services de Police de vérifier la véracité des accusations. En dehors d'une rupture de son contrat de travail, le salarié encourt des poursuites pénales aggravées par la qualité de son statut ayant autorité sur le mineur.

Ensuite, il s'agira de coordonner rapidement une prise en charge psychothérapeutique du jeune et/ou de sa famille avec le soutien des équipes SePAS.

ad 3) Un accompagnement psycho-socio-éducatif par le SePAS (au sein du lycée) ou par le CePAS (Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires ; centre de consultation national indépendant du lycée) est proposé aux victimes de harcèlement. Outre l'assistance aux démarches et un soutien psychologique, une mise en relation avec des associations relais peut être adaptée :

- Planning Familial, travaillant autour de la promotion de la santé affective et sexuelle ;

- Ligue médico-sociale, œuvrant à la sensibilisation, l'information, la promotion de la santé affective et sexuelle en milieu scolaire ;

- Bee Secure, visant la sensibilisation à une utilisation plus sécurisée des nouvelles technologies de l'information et communication (cyberharcèlement, sexting, etc.) ;

- Mobbing ASBL pouvant répondre spécifiquement aux questions de harcèlement.

Au besoin, il est communiqué une liste de psychothérapeutes pouvant prendre en charge en complément le jeune et sa famille, par exemple en matière post-traumatique.

ad 4) Tout au long de l'année scolaire, des actions de sensibilisation, d'information et de prévention sont menées par les équipes psycho-sociales et éducatives. Dans ce cadre, les élèves sont informés de leurs droits et de la manière dont ils peuvent signaler des faits de harcèlement. Les élèves sont encouragés à ne jamais rester seuls face à une situation de harcèlement et sont invités à s'adresser aux équipes SePAS. Par ailleurs, des cours sur ces mêmes thématiques sont régulièrement organisés.

Des associations comme Bee Secure et Planning Familial interviennent dans les classes dans le cadre d'actions d'information, de sensibilisation et de prévention.

La Police grand-ducale mène également des actions de prévention en rappelant les droits des mineurs. En collaboration avec le SCRIPT (Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques) sont élaborés des modules pédagogiques portant sur les droits de l'enfant.

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) met en place des campagnes de sensibilisation à destination des en-

fants, des parents, des professionnels et du grand public en s'appuyant sur la coopération avec les organismes privés, tels que ECPAT (End child prostitution, child pornography and trafficking of children for sexual purposes) et le Comité luxembourgeois pour l'Unicef, qui assurent des prestations pour l'État dans le cadre de conventions de financement.

De plus, une des missions principales du CESAS (Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle) est de promouvoir les droits sexuels. Se basant sur des recommandations établies par l'OMS déjà dans les années 1970, le CESAS intègre dans ses formations un accès à la connaissance des droits sexuels en respectant les différents contextes socioculturels et économiques, notamment les suivants :

- le droit de jouir du meilleur état de santé sexuelle possible grâce notamment à l'accès à des services médicaux spécialisés en matière de santé sexuelle et de reproduction ;

- le droit de demander, d'obtenir et de transmettre des informations ayant trait à la sexualité ;

- le droit à une éducation sexuelle ;

- le droit au respect de son intégrité physique ;

- le droit au choix de son partenaire ;

- le droit de décider d'avoir une vie sexuelle active ou non ;

- le droit à des relations sexuelles consensuelles ;

- le droit à un mariage consensuel ;

- le droit de décider d'avoir ou de ne pas avoir des enfants, au moment de son choix ;

- le droit d'avoir une vie sexuelle satisfaisante, agréable et sans risque.

En complément, basés sur une relation entre pairs, les différents comités d'élèves (UNEL, CNEL) soutiennent les droits des élèves.

ad 5) Partant du constat que la sensibilisation, l'outillage et l'information en matière d'abus et de harcèlement sexuel sont des outils indispensables pour endiguer et thématiser ce phénomène en milieu scolaire, le Gouvernement met un accent particulier sur la formation, les activités de sensibilisation et l'échange direct avec les élèves et les enseignants. Ce sont entre autres les agents du Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes (MEGA), respectivement les collaborateurs des gestionnaires du secteur social, conventionnés avec le MEGA, qui proposent des activités en la matière.

Si les premiers se focalisent sur les sujets de l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre les stéréotypes en général, ce sont surtout les ONG qui offrent des formations spécifiques et des ateliers de sensibilisation pour des élèves de l'enseignement secondaire et primaire par rapport aux violences sexistes, l'abus sexuel et la violence domestique.

Un rôle important en la matière revient au CESAS, conventionné avec le Ministère de la Santé, qui propose différents outils pédagogiques sur le sujet de la santé affective et sexuelle, dont un guide en matière de santé affective et sexuelle pour professionnels intitulé « Let's Talk About Sex », des formations sur l'hypersexualisation et un podcast en coopération avec la station Radio ARA intitulé « Méi wéi Sex ». Le CESAS, en collaboration avec tous les partenaires faisant partie de son pool de formateurs, mais aussi de son réseau, propose une panoplie de formations sur des thématiques, notamment liées au harcèlement sexuel (hypersexualisation, pornographie, sexualité en milieu du handicap, droits sexuels, consentement, etc.). D'une part, les formations sont axées sur l'encadrement des victimes, et d'autre part, sur la prévention, notamment sur les facteurs qui peuvent mener à une agression. Les professionnels reçoivent les connaissances nécessaires pour comprendre comment un harcèlement ou une agression peut avoir lieu, et ainsi transmettre ces connaissances au cours de leurs interventions auprès des enfants et des jeunes.

Aussi, l'IFEN (Institut de formation de l'éducation nationale) en collaboration avec le Planning Familial, propose des formations continues sur, par exemple, les risques liés à la pratique du sexting (émetteur et récepteur), la pratique de la sextortion et du grooming, du harcèlement et des risques liés à la consommation de matériel pornographique.

L'offre de formation continue de l'IFEN comporte par ailleurs des formations relatives à la prévention de mobbing, de harcèlement, de sexting ou de cyberbullying. Ces formations ciblent en majeure partie l'interaction entre les enfants et les jeunes. Il va de soi que les démarches de prévention présentées en formation sont également transposables aux personnels enseignant, éducatif et psycho-social. D'autres thématiques telles que la pleine conscience, la communication non violente, le bien-être des élèves ou la promotion de la relation élève-enseignant sont présentes dans l'offre de formation et très prisées par les publics cibles de l'IFEN.

D'autre part, le Planning Familial est très actif dans la formation des équipes enseignantes. L'équipe du Planning Familial répond aux besoins d'information, mais aussi aux demandes de formation et de supervision dans différents contextes et pour différents publics. Elle anime des séances d'éducation affective et sexuelle pour jeunes et adultes au niveau de l'éducation formelle fondamentale, secondaire et différenciée. Elle se charge également de la formation et de la supervision de formateurs tel le personnel enseignant, éducatif et de la santé.

Durant le stage d'insertion professionnelle, chaque agent du MENJE, fonctionnaire ou employé du sous-groupe enseignement ou du sous-groupe éducatif et psycho-social, suit obligatoirement des cours de législation. Le parcours des fonctionnaires-stagiaires prévoit un examen de législation. Parmi les matières des cours et le cas échéant de l'examen figure le chapitre « Devoirs du fonctionnaire » de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, dont notamment l'article 10, paragraphe 2 : « 2. Le fonctionnaire doit s'abstenir de tout fait de harcèlement sexuel ou harcèlement moral à l'occasion des relations de travail, de même que de tout fait de harcèlement visé aux alinéas 6 et 7 du présent paragraphe. » Cet article du statut est également applicable aux employés.

La loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale prévoit par ailleurs pour tous les agents stagiaires un cours « Protection de l'enfance et de la jeunesse » qui traite en détail de la procédure de signalement de maltraitance en s'appuyant sur le guide « Maltraitance des mineurs - Procédures à suivre par les professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse ».

ad 6) Les professionnels travaillant au sein des SePAS ont le même accès aux formations de l'IFEN que tous les autres professionnels de l'enseignement et de l'accueil. Comme noté au point précédent, différentes formations relatives au harcèlement sont proposées aux personnels SePAS, qu'il s'agisse de formations générales ou spécialisées.

Aussi, le MENJE met en œuvre, sous l'égide de l'IFEN, des formations informant les professionnels de l'enfance et de la jeunesse sur les procédures à suivre en cas de détection de cas d'abus sexuel.

De plus, le Service des droits de l'enfant a développé un guide sur la « Maltraitance des mineurs - Procédures à suivre par les professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse » qui traite sur les différentes formes de maltraitance ainsi que les différents signes révélateurs. Le guide accompagne les professionnels dans les différentes démarches à suivre dans le cadre d'un signalement d'un cas de maltraitance, notamment si un collègue est l'auteur présumé. Ce guide est complété par des informations sur le cadre juridique luxembourgeois ainsi que sur les différentes interventions suite à un signalement.

ad 7) Le Luxembourg est l'un des rares pays disposant de compétences en matière de santé mentale et d'accompagnement psycho-socio-éducatif au sein de chaque établissement scolaire à travers les SePAS. Ces équipes sont composées de personnel d'aide qualifié (assistants sociaux, psychologues, éducateurs gradués et/ou diplômés). Comme tous les professionnels de l'aide à l'enfance et à la jeunesse, les professionnels de l'éducation nationale veillent au respect de la convention relative aux droits de l'enfant. Le personnel psycho-socio-éducatif s'engage, de par sa mission, à promouvoir, faciliter et permettre la mise en application des droits explicites dans ledit texte. Les pratiques éducatives, sociales et psychologiques sont alignées et développées en accord avec les principes de la convention. Y figurent aussi bien la protection des droits de l'enfant que leur promotion : sous forme de mesure d'aide et de mesures éducatives préventives et participatives.

Au niveau des lycées, ces deux axes sont mis en œuvre respectivement par les services psycho-sociaux et d'accompagnement scolaires et par les services socio-éducatifs. Selon ce qui est attendu du Child Protection Officer, des missions spécifiques pourraient être, soit mises en exergues, soit attribuées aux équipes en place. À ce sujet, un groupe de travail en présence de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher et du CePAS est mis en place afin d'évaluer la complémentarité du dispositif Child Protection Officer avec les dispositifs existants.

Question 4205 (04.05.2021) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **réorganisation du réseau RGTR** :

Vum 9. Mee 2021 un trieden eng Rei nei Buslinnen am Kader vun der Reorganisatioun vum regionale Busreseau RGTR a Kraaft. Am Nordde vum Land hunn déi Ännerungen deelweis negativ Auswierkungen op de Schoulwee vun de Jugendlechen, déi mam Bus an d'Schoul fueren - ze gesinn um Beispill vun de Linne 627 respektiv 622 fir an de Lycée du Nord zu Wolz.

Schüler vu Léifreg (Liefreg) hu bis elo zum Beispill moies um 7.25 Auer d'Linn 620 geholl a si laut Fuerplang um 7.41 Auer am Lycée du Nord zu Wolz ukomm. Well dës Linn vum 9. Mee un net méi iwwer Léifreg fiert, mussen d'Schüler vun dann un d'Linn 627 huelen. Fir moies an de Lycée du Nord ze fueren, mussen si de Bus um 6.54 Auer huelen a komme schonn um 7.22 Auer beim Lycée un, well deen nächste Bus fiert eréischt eng Stonn méi spéit. De Fuerplang fir den Heemwee ass eebefalls zum Nodeel vun de Schüler: Mat der Linn 620 si se um 12.05 respektiv 16.15 Auer zu Wolz an de Bus geklomm, mat der neier Linn 627 fiert hire Bus eréischt um 12.34 respektiv um 16.34 Auer.

Schüler vun Eeschpelt (Tarchamps) hu bis ewell zum Beispill moies um 7.23 Auer d'Linn 622 geholl a si laut Fuerplang um 7.43 Auer am Lycée du Nord zu Wolz ukomm. Fir heem ass hire Bus um 12.08 respektiv um 16.08 Auer gefuer. Mam neie Fuerplang fiert d'Linn 622 vum 9. Mee un eréischt um 7.36 Auer zu Eeschpelt fort an d'Schüler komme laut Fuerplang eréischt um 8.00 Auer am Lycée du Nord zu Wolz un, d'Schoul fänkt awer schonn um 7.55 Auer un. Och um Heemwee ass den neie Fuerplang hei zum Nodeel vun de Schüler: Wa se bis ewell de Bus um 12.08 respektiv 16.08 Auer beim Lycée du Nord konnten huelen, mussen se an Zukunft do bis 12.50 respektiv 16.50 Auer op hire Bus waarden.

Am Kader vun dëse Changementer wéilt ech folgend Froen un den Här Mobilitéitsminister an un den Här Educatiounsminister stellen:

- Wéi erklären déi Häre Ministere sech, dass déi nei Fuerpläng net méi op den Horaire vum Lycée du Nord zu Wolz - deen an dësen zwee Fäll an der sougenannter „zone de proximité“ läit - ofgestëmmt sinn an dass fir d'Schüler doduerch onnéideg „temps morts“ entstinn?

- A wéi engem Mooss gëtt assuréiert, dass d'Schüler während den „temps morts“, während deene si an Zukunft mussen beim Lycée op den Ufank vum Unterrecht oder op de Bus fir heem waarden, net sech selwer iwwerlooss sinn? Wéi ass d'Responsabilitéitsfro geregelt, am Fall wou de Schüler eppes géif virkommen?

- Wëssend, dass den Unterrecht um 7.55 Auer ufänkt, wéi ginn déi Häre Ministere mat der Situation em, dass déi Schüler, deenen hire Bus laut Fuerplang eréischt um 8.00 Auer soll beim Lycée du Nord zu Wolz ukommen, all Dag ze spéit wäerten an hirem Klassenall sinn? Wéi eng Consigné gi fir dëse Fall un d'Direktioun vum Lycée du Nord eraus?

- Wat plangen déi Häre Ministeren ze maachen, fir den Transport vun dëse Schüler kuerzfristeg ze verbessern a fir ze evitéieren, dass dës Schüler sech vun hiren Eltere mam Auto wäerte féiere respektiv ofhuele loossen, fir keng onnéideg Zäit mam Waarden ze verléieren?

Réponse commune (08.06.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Wéi déi honorabel Deputéiert Martine Hansen richteg an hirer parlamentarescher Fro festgestallt huet, sinn am Kader vun der Reorganisatioun vum regionale Busreseau RGTR den 9. Mee 2021 e puer deelweis negativ Auswierkungen op de Schoulwee vun de Jugendlechen an de Lycée du Nord zu Wolz entstan.

Am Kader vun der Reorganisatioun vum RGTR entsteet eng kloer Trennung tëscht dem Schoultransport an dem normale Busreseau RGTR. De Schoultransport ass och net méi am Horaire vum RGTR ausgewisen. Et gëtt eng speziell Offer fir de Schoultransport erstallt.

An dësem Fall hunn déi betreffend Servicer séier reagiert an hunn duerch d'Avisen 2021/54, 2021/55, 2021/64 an 2021/65 déi néideg Mesurë geholl, fir dës Problemer ze behiewen.

Ganzer véier nei Schoullinnen sinn den 10. Mee 2021 agefouert ginn. Et handelt sech em folgend Schoullinnen:

- Linn 614: Rammerech-Harel-Wolz

- Linn 615: Bauschelt-Léifreg-Wolz

- Linn 639: Uewerwampech-Wanseler-Wolz

- Linn 643: Wolz-Wäicherdang-Klierf

Sollte weider Reklamatiounen erakommen oder Problemer festgestallt ginn, wäerten déi betreffend Servicer selbstverständlech sou séier wéi méiglech reagieren.

Question 4206 (04.05.2021) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **Musée de la Police** :

Zanter 2006 verfüügt déi groussherzoglech Police iwwer eng historesch Sammlung. Déi Sammlung ass am Gebai vun der fréierer Garage vun der Gendarmerie ennerdaach komm, e schützenswäert Gebai aus dem Ufank vun den 1950er Joren. D'Deeg fir dës Expo vun dëser Sammlung am Gebai um Verluere-

kascht sinn awer mëttlerweil gezielt, well op dës Plaz bekanntlech d'Regierungsgarage komme soll.

Dëst bedeit also, dass nach 2021 eng Léisung um Dësch muss leien, well bis de Summer 2022 d'Sammlung fachgerecht agepaakt muss ginn - zu deem Moment fänken nämlech d'Bauarbeiten um Site un.

Als Tëscheléisung fir déi nächst fënnf bis sechs Joer bis zum Fanne vun enger definitiver Léisung huet d'ASBL „Policemusée“ menges Wëssens de „Musée international d'effets de Gendarmerie et de Police“ zu Capellen an d'Spill bruecht.

De Faktor Zäit spillt evidentereis eng ganz wichteg Roll. Och wann ee Site fonnt gëtt, brauch ee mindestens sechs bis siwe Joer fir ze plangen an ze bauen.

An deem Kontext wollt ech der Madamm Kulturminister an dem Här Policeminister folgend Fro stellen:

1. Weess den Här Minister, dass den aktuelle Site eng aner Destinatioun kritt, respektiv ass den Zäitpunkt scho bekannt?

2. Gouf schonn eng Alternativ fonnt, fir d'Sammlung vum Policemusée op eng aner a sécher Plaz ze bréngen?

3. Ass d'Regierung gewëllt, de Policemusée ze ënnerstëtzen an domat och de Patrimoine ze erhalen?

4. Ass gewosst, dass déi Responsabel vum Policemusée eng Alternativ oder Tëscheléisung proposéiert hunn?

5. Ass d'Regierung gewëllt, fir dës provisoiresch Léisung bis zu enger definitiver Solutioun finanziell ze ënnerstëtzen?

6. Gouf et scho Gespréicher tëschent alle betroffene Partner? Wann nee, ass deemnächst eng Entrevue zu deem Thema geplangt?

7. Wéi gesäit d'Zesummenaarbecht tëscht der Policeschoul an dem Policemusée de Moment aus?

Réponse commune (08.06.2021) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture*, et de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

- De Minister fir bannenzeg Sécherheet ass sech der Problematik vum aktuelle Site vum Policemusée bewosst. Et gëtt och no enger konkreter, laangfristeger Léisung gesicht. De Minister huet dowéinst d'Police och beoptraagt, no alternative Gebailechkeeten an hirem aktuellen Inventar ze sichen, wou een de Musée eventuell kéint ënnerbréngen, déi idealerweis och an historesche Wäert am Besuch op d'Police oder d'Gendarmerie hunn.

- Et gouf nach keng Alternativ fonnt, fir d'Kollektioun vum Policemusée op eng aner Plaz ze bréngen.

- De Kulturministère ënnerstëtzt de Finanzement vun engem neie museologesche Konzept fir en zukünftege „Musée de la Police grand-ducale“ mat 37.124,10 EUR iwwert säi Programm „Neistart Lëtzebuerg - Culture“.

- Eng Tëscheléisung ass eng éischte Kéier vun de Verrieder vum Policemusée während enger gemeinsamer Entrevue mam Kulturministère a mam Ministère fir bannenzeg Sécherheet de 26. November 2019 proposéiert ginn. Dës Tëscheléisung geséich ë. a. vir, datt de Staat eng Privatsammlung kafe géif. Den 8. September 2020 huet eng Visitt tëschent Verrieder vum Kulturministère, vum Ministère fir bannenzeg Sécherheet, dem Policemusée an de Propriétaire vun der Sammlung stattfonnt.

- Während dëser Visitt ass bemierkt ginn, dass d'Ministère selwer generell keng Sammlungen oder kulturell Gidder kafen an dass dës Depense och net am Budget virgesinn ass. D'Verieder vun den zwee Ministeren hu par contre eng Rei Pisten evokéiert, déi de Musée beim Kaf vun der Sammlung kéinten ënnerstëtzen, ënner anere de Lancement vun enger Campagne de mécénat participatif an en Appel aux dons innerhalb vun der Police grand-ducale.

Des Weideren ass ennerstrach ginn, dass e Gesamtkonzept fir d'Gestioun vum Musée an e kompletten Inventar, souwuel vun der Sammlung vum Policemusée wéi vun der Sammlung, déi zum Verkaf steet, misst bestoen, ier eng finanziell Ennerstëtzung vum Kaf vun dëser Sammlung kéint a Betruecht gezu ginn.

- Eng systematesch Zesummenaarbecht tëscht der Policeschoul an der Musée ASBL fënn zurzäit net statt.

Question 4210 (04.05.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Paul Galles** (CSV) concernant les **massacres menés contre la communauté des Yézidis** :

Cela fait presque sept ans que l'État islamique (EI) a lancé sa campagne contre les Yézidis, une minorité de croyants d'un culte monothéiste dans le Kurdistan irakien.

Les militants des droits de l'homme estiment que les combattants de l'EI ont assassiné, décapité et torturé jusqu'à 10.000 Yézidis. À ce jour, plus de 2.500 femmes et enfants sont portés disparus. De nombreux villages sont toujours détruits. Des femmes ont été violées, des jeunes filles ont été converties de force et promises à l'esclavage, des jeunes garçons ont été également convertis et destinés à devenir des enfants soldats. De plus, des centaines de milliers de personnes ont été forcées à l'exil, à pied dans les montagnes, quelquefois sans chaussures et sans bagage.

Récemment, la communauté yézidie a enterré ses morts dans la province du Sinjar, dans le Kurdistan irakien, où, après la défaite de l'EI, le parti démocratique du Kurdistan (KDP), les unités de résistance locales Sinjar (YBS) et des associations locales du Hashd al-Shaabi ont pris le contrôle.

Cet évènement a ravivé le souhait des Yézidis de voir ces massacres qualifiés d'actes de génocide par la communauté internationale.

Le 19 mars 2015, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme avait déjà affirmé dans un rapport que les attaques de l'EI contre la minorité yézidie « pourraient constituer un génocide ».

Dans ce contexte, il nous revient qu'en mars 2021, le Parlement irakien a adopté une loi reconnaissant les crimes contre l'humanité dont les femmes yézidies ont été les victimes, leur donnant droit à des réparations, à savoir une indemnisation mensuelle, une parcelle de terrain, un programme de réintégration dans la société. Une victoire symbolique pour la minorité qui dès lors attend des actes.

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Le Gouvernement qualifie-t-il ces massacres commis à l'encontre de la communauté des Yézidis comme un génocide, à savoir comme un acte commis de façon intentionnelle avec le but de détruire intégralement ou en partie le groupe yézidi ?

- Le Ministre peut-il nous informer sur l'état d'avancement concernant les réparations envisagées par la loi adoptée en mars 2021 par le Parlement irakien ?

- Sachant qu'après la défaite de l'EI dans la région du Sinjar, des milices rivales y ont pris le contrôle, à savoir les peshmergas du Parti démocratique du Kurdistan (KDP), les unités de résistance locales Sinjar (YBS) alliées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ainsi que la grande fraction constituée d'associations locales du Hashd al-Shaabi et de l'alliance des milices irakiennes, le Ministre pense-t-il que la minorité yézidie pourrait redevenir titulaire des intérêts des pouvoirs régionaux ?

Réponse (02.06.2021) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

Le 1^{er} mars 2021, le Parlement irakien a adopté la « loi sur les survivantes yézidies », qui dans son article 7 reconnaît les crimes commis par l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIL, Daech) contre les Yézidis et les communautés turkmène, chrétienne et shabake comme crimes de génocide et crimes contre l'humanité.

Le 10 mai dernier, Monsieur Karim Asad Ahmad Khan, le conseiller spécial et chef de l'équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de recueillir, conserver et stocker des éléments de preuve en Iraq d'actes susceptibles de constituer des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des crimes de génocide perpétrés par Daech en Iraq, a présenté son rapport final au Conseil de sécurité des Nations Unies. Dans son rapport, Monsieur Khan a fait état de preuves claires et convaincantes que les crimes perpétrés contre le peuple yézidi par Daech constituent un génocide.

Par conséquent, et sur base du rapport précité du chef de l'équipe d'enquêteurs des Nations Unies, le Gouvernement estime que les atrocités perpétrées par Daech contre la communauté des Yézidis pourraient être qualifiées de crimes de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, sous le contrôle des autorités judiciaires compétentes irakiennes ou internationales.

La « loi sur les survivantes yézidies » précitée est absolument remarquable et représente en soi un énorme pas en avant pour la reconnaissance des atrocités commises par Daech et la restauration de la dignité des victimes. Elle a pour objet d'indemniser les victimes sur le plan moral et financier et de leur garantir une vie décente en les intégrant dans la société et en les protégeant contre un retour de violences. On peut notamment souligner le fait que cette loi ne s'applique pas uniquement aux survivantes de la communauté des Yézidis et à leurs enfants, mais également aux femmes et aux filles des communautés turkmène, chrétienne et shabake qui ont été victimes des atrocités commises par Daech. Une traduction anglaise de la loi est annexée à la présente réponse pour information.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Selon l'article 11 de la loi précitée, le Conseil des ministres dispose de 90 jours à partir de l'entrée en vigueur de la loi pour émettre des instructions visant à faciliter sa mise en œuvre. Vu le contexte politique actuel en Iraq, marqué par la campagne électorale, la lutte contre la pandémie de Covid-19 et des restrictions budgétaires, l'opérationnalisation d'un fonds de réparations pour les survivantes yézidiennes pourrait prendre plus de temps. Il incombe désormais à la communauté internationale d'encourager et d'accompagner le Gouvernement iraquien dans la mise en œuvre de cette loi historique.

Le 9 octobre 2020, le Gouvernement central de Bagdad et le Gouvernement local de la région autonome du Kurdistan (KRG) ont signé « l'accord de Sinjar ». Cet accord, qui a été salué par la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI/UNAMI) comme « un premier pas important dans la bonne direction », prévoit notamment le retrait de la région des groupes armés, dont le PKK et Hashd al-Shaabi, et il vise à renforcer l'autorité du Gouvernement fédéral. Cependant, les moyens de réaliser ces objectifs n'ont pas été précisés. Par ailleurs, la communauté des Yézidis a critiqué le fait qu'elle n'avait pas été consultée dans la négociation de l'accord.

Selon nos informations, l'accord a eu peu d'effets et la situation dans la région du Sinjar reste aujourd'hui très difficile. La population souffre notamment de l'insécurité, de la destruction des infrastructures et d'un manque de services de base. Beaucoup de personnes déplacées n'osent pas retourner dans la région, car elles savent que les responsables des crimes sont toujours là, alors même que le Gouvernement iraquien a fermé un grand nombre de camps pour personnes déplacées. Compte tenu de l'absence d'une autorité centrale et de la compétition entre différents groupes armés, le risque pour les Yézidis et d'autres minorités est élevé. Il est d'autant plus important pour la communauté internationale d'appuyer le Gouvernement central d'Iraq et le Gouvernement régional du Kurdistan sur le plan de la sécurité, de la reconstruction et de la justice transitionnelle.

Question 4211 (04.05.2021) de **M. Fred Keup** (ADR) concernant les **vols avec agression** :

Den 28. Abrëll 2021 war op rti.lu ze liesen: „An de leschte 5 Deeg zum Beispill hätten et der Stater Buergermeeschtesch no 10 Fäll ginn, wou eng Persoun op brutal Manéier entweeder eng Auer geklaut oder eng Kette vum Hals gerappt krut.“

Duerfir hunn ech folgend Nofro un den Här Police-minister:

1. Kann de Minister dës Ausso bestätegen?
2. Wéi vill Iwwerfäll a versichten Iwwerfäll sinn et am Abrëll um Territoire vun der Gemeng Lëtzebuerg a wéi vill um Niveau vum ganze Land ginn?
3. Wéi vill Persounen si bei dëser Zort Iwwerfäll bleséiert ginn?
4. Wéi vill vun dësen Dote sinn no bausse publizéiert ginn a wéi vill sinn der „geheim“ gehale ginn?
- Weider steet op rti.lu: „Déi lescht Deeg a Weekender wieren och wiederbedéngt méi Leit ënnerwee gewiescht, mä och d'Police wier present gewiescht an hätt eng Partie vun den Täter kënnen stellen.“ D'Madamm Buergermeeschter sot weider, datt déi Täter hei am öffentliche Raum näischt ze sichen hätten, déi géifen an de Centre de rétention gehéieren.
5. Wéi vill Täter vun dësen Iwwerfäll oder versichten Iwwerfäll, déi am Mount Abrëll registréiert goufen, konnt d'Police stellen?
6. Kann den Här Minister méi genee Prezisiounen zu den Täter ginn: iwwer hir Nationalitéit, wou si wunnen, ënner wéi engem Statut si zu Lëtzebuerg an an der EU sinn oder ob si sech illegal am Land ophalen?

Réponse (02.06.2021) de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1. Sait dem Ufank vun dësem Joer ass eng Serie vu spezielle Vols avec violences amgaangen. Et goufen der Police an der Stad am Ganze bis den 30. Abrëll eng 30 sou Faite gemellt, wou d'Affere eng Kette vum Hals respektiv eng Auer vum Aarm gerappt krut.

ad 2. Am Abrëll goufen um Territoire vun der Gemeng Lëtzebuerg der Police bis elo 27 Vols avec violences an Tentativ gemellt, dovun 17, wou d'Affere soit eng Kette vum Hals, soit eng Auer vum Aarm gerappt krut. Insgesamt goufe bis elo am Abrëll 41 Vols avec violences an Tentativen am ganze Land gemellt.

ad 3. Heiriwwer féiert d'Police keng Statistiken.

ad 4. Bei dësem Punkt verweise mer op d'Äntwerten op d'parlamentaresch Froen Nr. 3682 vum 19. Februar 2021 an Nr. 4039 vum 7. Abrëll 2021 vum Här Deputéierte Fred Keup.

ad 5. Bei der Serie um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg, op déi d'Ausso vun der Madamm Buergermeeschter sech bezitt, konnten dëst Joer schon 13 Verdächtige vu sou Vols avec violences vun der Police ermëttelt ginn. Verschiddener vun hinne gi verdächtig, puer Faite begaangen ze hunn.

ad 6. D'Police féiert keng Statistiken iwwer d'Nationalitéit, de Wunnuert oder de Statut vun Tatverdächtige oder Täter. Mee och ouni statisteschen Outil erkennen d'Beamten um Terrain an d'Enquêteure vum Service de police judiciaire awer Tendenzen. Sou kann, zumindest wat d'Serie vu Vols avec violences am Abrëll um Territoire vun der Gemeng Lëtzebuerg betrëfft, gesot ginn, dass et sech bei der Majoritéit vun Tatverdächtige ëm Persounen aus der Alterskategorie 17-25 Joer aus dem nordafrikanesche Raum handelt. Heibäi berëfft d'Police sech haaptsächlech op Täterbeschreibungen an Zeienaussoen, sou wéi dat och an de Pressecommuniqué stoung.

Question 4212 (04.05.2021) de **MM. Max Hahn** et **André Bauler** (DP) concernant l'**installation de collecteurs d'eau de pluie sur les immeubles publics** :

D'Installatioun vu Reewaasseranlagen, déi d'Reewaasser an engem Waassertank späicheren an et duerno fir verschidde Besoinen nutzen, wéi z. B. op den Toiletten, ass en einfachen, awer wichtige Wee, fir Dréinkwaasser ze spueren, dëst ëmsou méi an Zäiten, wou de Grondwaasserspiegel duerch onreegelméisseg Nidderschlei erfrogeet.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an öffentliche Aarbechte folgend Froe stellen:

1. Ass virgesinn, fir sou Reewaasseranlagen an öffentliche Gebaier ze installéieren?
2. Wa jo, kann den Här Minister eis soen, wéi eng Gebaier betraff sinn a wat den Zäitplang ass?
3. A wéi enge Gebaier gëtt et scho sou Anlagen?

Réponse (26.05.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1. Jo, zanter iwwer zéng Jore gëtt bei de Projete vun der Bauteverwaltung gepréift, wéi eng Moosnamen, fir Waasser ze spueren, sënnvoll kënnen ëmgesat ginn. Dorënner falen och Reewaasser-Sammelanlage fir Toiletten, fir d'Nätzen, fir Wäschzwecker oder och nach fir Läschwaasser.

ad 2. Reewaassernutzung fir d'Nätze vun de Bausenanlagen ass am Bau bei folgende Projete virgesinn:

- Lycée agricole zu Gilsdref (2021);
 - Lycée Michel Rodange um Geesseknäppchen (2022).
- Reewaassernutzung fir d'Toiletten ass virgesi bei folgende Projeten, déi am Bau oder an der Planung sinn:
- LTPS zu Stroossen (Internat a Lycée);
 - Kanner- a Jugendstruktur zu Schëffleng (rue du Stade);
 - Gebai Jean Monnet 2 fir d'europäesch Kommissioun um Kierchbiereg;
 - Fondatioun Kräizbiereg zu Diddeleng;
 - Lycée Michel Lucius um Kierchbiereg;
 - Sportlycée zu Mamer.

ad 3. A folgende Gebaier si sou Anlagen installéiert:

- Übungsgebaier fir den CGDIS zu Gaasperech (2020) (Übungsweier a Läschwaasser);
- Depot vu Ponts et chaussées zu lechternach (2020) (Wäsche vu Gefrierer);
- Sportshal vum Sportlycée um Fetschenhaff (2019) (Nätzen);
- LTPS zu Ettelbréck (2019) (Toiletten);
- Staatslabo zu Diddeleng (2018) (Toiletten);
- Depot vu Ponts et chaussées zu Miersch (2017) (Wäsche vu Gefrierer an Toiletten);
- Natur- a Forstverwaltung zu Dikrech (2015) (Toiletten);
- Logistikzenter vun der Arméi um Härebiereg (2015) (Wäschzwecker fir Gefrierer a Läschwaasser);
- LTPS zu Käerjeng (2015) (Nätzen an Toiletten);
- Spidolwäscherei zu Schraasseg (2014) (Wäschmaschinen);
- Depot vu Ponts et chaussées zu Walfer (2013) (Toiletten);
- Europaschoul zu Bartreng/Mamer (2012) (Läschwaasser);
- Ateliere vu Bâtiments publics zu Bourmicht (2010) (Nätzen);

- Erweiterung vum Europäesche Geriichtshaff um Kierchbiereg (2008) (Läschwaasser);
- Lycée Mathias Adam zu Péiteng (2008) (Nätzen).

Question 4213 (04.05.2021) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant la **rupture de stock de médicaments** :

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 4045 huet d'Gesondheitsministesch erkläert:

„Am Joer 2020 krut d'DPM am Duerchschnitt 50 bis 60 Notifikatiounen pro Mount iwwer Indisponibilitéit vu pharmazeutesche Spezialitéiten, déi vu Firmen deklaréiert goufen a fir déi an der grousser Majoritéit vun de Fäll Alternativen existéieren.“

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill pharmazeutesch Spezialitéite waren der DPM no dem 1. Januar 2021 als indisponibel gemellt (an absoluten Zuelen)?
2. Wéi vill pharmazeutesch Spezialitéite waren der DPM no dem 1. März 2021 als indisponibel gemellt (an absoluten Zuelen)?
3. Wéi vill pharmazeutesch Spezialitéite waren der DPM no dem 1. Mee 2021 als indisponibel gemellt (an absoluten Zuelen)?

Réponse (08.06.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. Op den 1. Januar 2021 waren 53 pharmazeutesch Spezialitéiten als net disponibel bei der Gesondheitsdirektioun gemellt.

ad 2. Op den 1. März 2021 waren 42 pharmazeutesch Spezialitéiten als net disponibel bei der Gesondheitsdirektioun gemellt.

ad 3. Op den 1. Mee 2021 waren 49 pharmazeutesch Spezialitéiten als net disponibel bei der Gesondheitsdirektioun gemellt.

Question 4214 (04.05.2021) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant le **respect des droits de l'homme au Maroc** :

Lëtzebuerg a seng Finanzplaz bitt ville Länner finanziell a sozial Ënnerstëtzungen un. Ee Land dovun ass Marokko.

Dëst Land krut zum Beispill am Kader vum 5. Accord de coopération dans le domaine de l'assistance technique à la microfinance mat der BEI Hëllef bei verschidde Projeten zougesot.

Zudeem huet de Luxembourg Trade and Investment Office (LTIO) ee Büro zu Casablanca, deen hëllef soll, den Handel tëscht Lëtzebuerg a Marokko ze vereinfachen, a Luxembourg fir Finance huet 2012 een Accord de partenariat mat de Leader vum Projet Casablanca Finance City ofgeschloss.

A Marokko kënn et awer leider och zu Verhaftungen vu Journalisten. Reporteurs sans frontières meldt, dass zwee marokkanesch Journaliste säit aacht Méint respektiv engem Joer festgehale ginn. Ee Geriichtsprozess, dee fir Ufank Abrëll ugesat war, gouf rezent nees no hanne verréckelt. Marokko ass am Klassement vun der Pressefräiheet dëst Joer nach weider dräi Plazen op d'Plaz 136 erfrogerutscht.

De Bausseminister huet a senger aussepolitischer Erklärung d'lescht Joer an der Chamber erkläert, dass d'Relatiounen mat Marokko sech verbessern.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheiten an Europa dës Froe stellen:

1. Thematiséiert d'Regierung d'Menscherechter an d'Pressefräiheet bei all Gespréich mat Vertrieeder vun der marokkanescher Regierung?
 - Falls jo, wat war d'Positioun vun de Vertrieeder vun der marokkanescher Regierung, wa se op dës Themen ugeschwat goufen?
 - Falls nee, firwat net?
2. Wéi setzt sech déi lëtzebuergesch Regierung konkret dofir an, dass d'Menscherechter a Marokko gestärkt ginn?
3. Huet Lëtzebuerg an deene leschten zéng Joer Projeten a Marokko finanziéiert, déi d'Menscherechter an/oder d'Pressefräiheet am Land stärke sollen?
4. Huet de Bausseminister Donnéeën zu de Projeten, déi an deene leschten zéng Joer op EU-Niveau lancéiert goufen, fir d'Menscherechter an/oder d'Pressefräiheet a Marokko ze stärke?

Réponse (01.06.2021) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

Lëtzebuerg engagéiert sech konsequent fir d'Pressefräiheet a fir d'Protektioun vun de Journalisten. Esou hunn ech den 9. Dezember 2020 un der „World

Press Freedom Conference“ deelgeholl, wou Lëtzebuerg och dee sougenannten „Hague Commitment“ mat adoptéiert huet (dëst Dokument ass zur Informatioun un dës Äntwert annexéiert). Des Weideren ënnerstëtz Lëtzebuerg d'Aarbecht vun der UNESCO, vun der „Media Freedom Coalition“ a vum „International Partnership on Information and Democracy“.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

An de rezente bilaterale Kontakter tëschent Lëtzebuerg a Marokko goufen d'Menscherechter an d'Pressefräiheet net thematiséiert. Heibäi ass ze bedenken, dass et bis viru Kuerzem kee regelméisegen Echange tëschent béide Länner gouf. Duerch de Renforcement vun de wirtschaftleche Bezéiungen ass méi en enke Kontakt entstanen, deen et eis wäert erméiglechen, och d'Froe vun de Menscherechter a vun der Pressefräiheet mat de marokkaneschen Autoritéite méi systematesch ze thematiséieren.

An de leschten zéng Joer huet Lëtzebuerg keng bilaterale Projeten a Marokko am Beräich vun de Menscherechter a vun der Pressefräiheet finanziéiert. Op EU-Niveau gëtt Marokko zanter 2011 vum „European Instrument for Democracy and Human Rights“ couvéiert. An de leschten zéng Joer huet d'EU Projeten an Héicht vu knapp 85 Milliounen Euro am Beräich vun de Menscherechter a Marokko finanziéiert, dorënner 10,35 Milliounen Euro fir Projeten am Beräich vun der Pressefräiheet an der Meinungsfräiheet.

Question 4216 (04.05.2021) de **M. Fred Keup** (ADR) concernant le **chômage** :

Aus der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 3796 geet ervir, datt 40 % vun den Aarbechtslosen iwwer 30 Joer zënter méi wéi engem Joer op der Sich no enger neier Aarbecht sinn, déi Leit, déi sech an enger Aarbechtsbeschäftigungs-moosnam befannen oder krank sinn, net matgerechent.

Duerfir géif ech der Regierung nach gär dës Froe stellen:

1. Iwwer wéi eng Berufsqualifikatiounen verfügen dës Leit?
2. Wéi vill vun dëse Leit verfügen iwwer e Lëtzebuergesch Schoulofschloss, wéi vill Leit iwwer en auslännesche Schoulofschloss? Wéi deele sech déi net lëtzebuergesch Schoulofschloss no Länner op?
3. Wéi vill vun dëse Leit verfügen iwwer en Universitätsdiplom? Wéi ee Profil vun Diplom (Bachelor, Master, Human- a Sozialwëssenschaften, Naturwëssenschaften) ergëtt sech hei?
4. Wéi oft handelt et sech ëm Lëtzebuergesch, Netlëtzebuergesch a Leit mat enger duebeler Nationalitéit?
5. Wéi deelen dës Leit sech no Geschlechter op?

Réponse (20.05.2021) de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

ad 1. Vun de 6.321 Leit, ëm déi et hei geet, hunn der 600 een „Diplôme d'aptitude professionnelle“ (DAP) oder ee gläichwäertegen Diplom an 104 een „Diplôme de technicien“ (DT) oder ee gläichwäertegen Diplom. Ënnendrenner stinn d'Domänen, an deenen dës Leit eng Ausbildung hunn:

- Administration et commerce 188
- Mode-santé-hygiène 126
- Hôtellerie et tourisme 101
- Construction et génie civil 93
- Mécanique 50
- Industrie 29
- Alimentation 25
- Électrotechnique 15
- Informatique 9
- Agriculture 9
- Autres 59
- ad 2. 1.453 Leit hunn hiren héchsten Diplom aus Lëtzebuerg a 4.868 hunn hiren héchsten Diplom aus engem anere Land. Ënnendrenner sinn déi 20 heefegst Länner opgezielt:
 - Portugal 1482
 - Frankräich 501
 - Belsch 295
 - Serbien 225
 - Italien 187
 - Däitschland 148
 - Cap Vert 136
 - Brasilien 100
 - Syrien 91
 - Rumänien 86
 - Vereenegt Kinnekräich 82

Bosnien-Herzegowina 76

Montenegro 74

Marokko 68

Russland 67

Polen 62

Irak 54

Tunesien 49

Iran 44

Ukrain 43

Aner EU-Länner 207

Drëttstaaten 791

ad 3. Vun dëse 6.321 Leit verfügen der 1.090 iwwert een Universitätsdiplom, 471 dovun hunn ee Bachelor a 673 ee Master oder Doktorat. D'Tabell ënnendréiner weist, wéi eng Studien déi Leit gemaach hunn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4. Vun dëse 6.321 Leit hunn der 1.962 déi lëtzebuergesch Nationalitéit a 4.359 eng auslännesch Nationalitéit. D'ADEM huet leider keng Informatiounen zu de Leit mat duebeler Nationalitéit.

ad 5. Vun dëse 6.321 Leit sinn der 3.350 Fraen an 2.971 Männer.

Question 4221 (05.05.2021) de **M. François Benoy** (déi gréng) concernant les **nouvelles technologies génomiques** :

Le 25 juillet 2018, dans son arrêt dans l'affaire C-528/16, la Cour de justice de l'Union européenne a déterminé que « les organismes obtenus par mutagenèse sont des OGM au sens de la directive sur les OGM, dans la mesure où les techniques et méthodes de mutagenèse modifient le matériel génétique d'un organisme d'une manière qui ne s'effectue pas naturellement. Il s'ensuit que ces organismes relèvent, en principe, du champ d'application de la directive sur les OGM et sont soumis aux obligations prévues par cette dernière. » Ainsi, les produits issus de nouvelles technologies génomiques (NTG) sont soumis aux obligations de la directive sur les OGM, qui prévoit que la dissémination volontaire et la mise sur le marché d'OGM ne peuvent être autorisées sans évaluation du risque pour la santé humaine et l'environnement, ainsi que des procédures de traçabilité et d'étiquetage rigoureuses.

Le 29 avril 2021, la Commission européenne a publié une étude sur les nouvelles technologies génomiques dans le droit de l'Union à la lumière de l'arrêt précité. Selon la Commission, les NTG peuvent « contribuer à rendre le système alimentaire plus durable dans le cadre des objectifs du pacte vert pour l'Europe et de la stratégie "De la ferme à la table" ». L'étude de la Commission constate « qu'il existe de bonnes raisons de penser que la législation actuelle sur les OGM, qui date de 2001, n'est pas adaptée à certaines NTG et à leurs produits et qu'il est nécessaire de l'adapter au progrès scientifique et technologique ». Des organisations environnementales craignent qu'une adaptation de la législation sur les OGM ne puisse notamment mener à une dérégulation des NTG et à l'assouplissement des exigences d'autorisation, de traçabilité et d'étiquetage pour ces dernières.

Le programme gouvernemental 2018-2023 quant à lui prévoit que « [l']interdiction de l'ingénierie génétique dans l'agriculture et dans les aliments, y compris les nouvelles méthodes (CRISPR, "nouvelles techniques de sélection"), continueront d'être soutenues ».

Dans ce contexte, je me permets de demander les renseignements suivants de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quelle est l'analyse du Gouvernement quant à l'étude de la Commission européenne sur les nouvelles technologies génomiques ?

2) Étant donné que le Gouvernement défend une position critique face à la culture des OGM, y compris les nouvelles méthodes, de quelle manière le Gouvernement compte-t-il intervenir auprès de ses homologues européens et de la Commission européenne ?

Réponse (08.06.2021) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) L'étude de la Commission européenne sur les nouvelles technologies génomiques, qui a été publiée le 29 avril 2021, fait suite à une demande du Conseil des ministres de clarifier la mise en vigueur de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 25 juillet 2018 dans l'affaire C-528/16.

Cet arrêt a statué que les organismes vivants, dans lesquels des séquences précises de l'ADN étaient modifiées à l'aide de nouvelles techniques génomiques, sont soumis à la réglementation sur le génie génétique et sont donc régis par les mêmes règles que les organismes génétiquement modifiés en ce qui concerne l'approbation, l'étiquetage et l'évaluation de leur sécurité.

L'arrêt de la CJCE ne peut cependant pas être mis en vigueur dans la pratique. En effet, une des particularités de ces nouveaux procédés est que, contrairement au génie génétique classique où les organismes modifiés contiennent de l'ADN étranger facilement identifiable, les organismes produits par édition du génome ne contiennent pas nécessairement des éléments étrangers et ne peuvent donc pas être identifiés sans ambiguïté. En particulier, il n'est pas possible analytiquement de distinguer si une mutation a été déclenchée par une édition volontaire du génome, si elle s'est produite naturellement ou est le résultat de l'application d'une technique de mutagenèse classique sans recours au génie génétique. En ce qui concerne les importations en provenance de pays tiers ne classant pas ces techniques comme des modifications génétiques soumises à une autorisation, il est impossible de les identifier et de les maintenir hors du marché européen. Ceci constitue un problème pour les autorités chargées de faire appliquer la législation ainsi que pour les opérateurs. Par ailleurs, l'étiquetage requis par la réglementation sur le génie génétique ne peut être appliqué et donc la liberté de choix ne peut être garantie pour les consommateurs.

En raison de cette problématique, le Conseil des ministres a demandé à la Commission de mener cette étude dont le champ d'application porte sur plusieurs techniques :

- Mutagenèse : modification sans insertion de matériel génétique ;

- Cisgénèse/intragenèse : réarrangement du matériel génétique du même organisme ou insertion de matériel génétique provenant d'un organisme sexuellement compatible (croisements possibles dans la nature) ;

- Transgénèse : insertion de matériel génétique d'autres organismes qui sont sexuellement incompatibles.

Cette étude mentionne que depuis 1930, les agronomes ont eu recours à la mutagenèse aléatoire par des manipulations physiques (radiation) et/ou chimique, cette technique qui ne s'attaque pas à un gène en particulier peut donc modifier le génome aléatoirement en de nombreux sites de l'ADN et nécessite généralement un long temps de sélection pour éliminer les mutations indésirables. La mutagenèse dirigée induit une ou plusieurs mutations dans un génome, de façon précise et volontaire sans provoquer de nombreuses mutations non voulues. La technique CRISPR/Cas, introduite en 2002, est la plus utilisée et est à la base de 68 % des développements dans la recherche impliquant l'édition génomique. Cette technique a été récompensée par le prix Nobel en chimie en 2020.

Il est important de noter que les nouvelles technologies génomiques jouent également un rôle important dans la recherche et l'industrie pharmaceutique où la production de médicaments se fait souvent par des OGM. La recherche dans ce domaine est financée par l'UE à travers les programmes FP 7 et Horizon 2020 depuis treize ans à hauteur de 3,2 milliards d'euros essentiellement dédiés à la recherche médicale suivie de la recherche en agriculture. Les EM ont investi de leur côté 306 millions euros sur six ans. Des instituts de recherche luxembourgeois poursuivent des activités ayant recours à ces techniques.

Parmi les bénéfices potentiels de ces techniques, l'étude cite le développement éventuel :

- de plantes résistantes aux maladies et qui nécessiteraient donc moins de pesticides,

- de plantes résistantes au changement climatique (p. ex. sécheresse),

- de denrées alimentaires d'une meilleure valeur nutritionnelle permettant par exemple la lutte contre l'obésité et donc les maladies cardio-vasculaires,

- des animaux plus résistants aux maladies, qui nécessiteraient donc moins de traitement par antibiotiques ce qui permettrait de lutter contre la résistance aux antimicrobiens,

- des animaux utilisés dans la recherche pharmaceutique.

Parmi les effets négatifs potentiels, l'étude évoque :

- un risque sur l'environnement,

- des problèmes pour la coexistence avec l'agriculture biologique et sans OGM,

- l'étiquetage, information et droits du consommateur.

Le Gouvernement tient à souligner sa position critique par rapport à ces effets positifs.

L'étude de la Commission européenne arrive à la conclusion qu'une étude d'impact approfondie est

nécessaire afin de déterminer la nécessité de légiférer en la matière. Les parties prenantes luxembourgeoises seront invitées à s'exprimer lors de cette étude d'impact qui sera réalisée en 2022. En fonction des éléments retenus par cette étude d'impact, la Commission européenne soumettra des propositions à discuter par les autorités compétentes des États membres début 2023.

ad 2) Le Gouvernement soutient la décision de la CJUE qui a clarifié la situation juridique et qui réaffirme la possibilité d'interdire la culture de plantes génétiquement modifiées y compris celles issues de la mutagenèse dirigée au Luxembourg.

Au niveau européen, le Gouvernement continuera à défendre sa politique de longue date en soulignant l'importance cruciale du principe de précaution qui doit être à la base de l'évaluation des nouvelles techniques génomiques, en insistant sur la nécessité d'une analyse des risques proportionnée et basée sur la science et en exigeant une information éclairée du consommateur. Un échange étroit a lieu régulièrement avec les États membres défendant les mêmes valeurs que le Luxembourg.

Question 4223 (05.05.2021) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant les **délits à caractère politique** :

An Däitschland huet de Bundesinneminister dës Woch d'Statistike vum Bundeskriminalamt (BKA) iwwer politesch motivéiert Strofdote virgestallt. Deemo gouf 2020 een neien Héchststand erreicht bei de Strofdoten aus dem rietse Spektrum. 44.692 Strofdote goufe vun der Police festgehalen, 23.604 dovun riets motivéiert an 10.971 lénks. Et goufe méi Strofdote mat antisemitischem (+15,7%) an auslännerfeindlechem Hannergrond (+72,4%) festgestallt. De BKA stellt fest, dass virun allem am Bërich Digitalisatioun muss geschafft ginn. Esou muss besser Systemer geschaaft ginn, fir mat digitale Spueren ëmzegoen, sou de President vum BKA.

Och den Haass am Netz, géigeniwwer Privatpersounen awer och géigeniwwer Mandatsdréier, gëtt zu engem ëmmer méi grouse Problem. An engem rezente „Lëtzebuurger Land“-Artikel (30. Abrëll) erklären eng Rei lëtzebuergesch Politiker, dass den Haass am Netz ee Grond fir si war, sozial Medien net (méi) ze notzen.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Digitalisatioun, bannenzeg Sécherheet a Justiz dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung an dësem Kontext Zuelen zu de politesch motivéierte Strofdoten zu Lëtzebuerg 2020 nennen (opgeschlüsselt no politescher Richtung)? Falls jo, wéi presentéiere sech dës Zuele par rapport zu de Joren 2019 an 2018?

2. A wéi ville Fäll war d'Police 2020 mat Strofdote beschäftegt, déi ausschliisslech an engem digitale Kader stattfonnt hunn?

3. A wéi ville Fäll war d'Police 2020 mat Strofdote beschäftegt, déi sech deelweis an engem digitale Kader ofgespillt hunn?

4. Bei wéi ville Fäll huet d'Police (2020) op digital Beweiser zeréckgegraff (an absoluten Zuelen an a Prozent)?

5. Erkennt d'Regierung och zu Lëtzebuerg een Trend zu méi politesch motivéierte Strofdoten?

6. Wéi vill Strofdoten, déi sech géint staatlech Aariichtungen, politesch Amts- a Mandatsdréier gericht hunn, goufen an deene leschte fënnef Joer festgestallt (opgeschlüsselt no Joer)?

7. Falls d'Regierung zu enger oder méi vun dëse Froe keng Angabe ka maachen, well d'Donnéeeën feelen, wéi gedenkt d'Regierung, dës Lächer an der Datebank ze fëllen?

8. Wéi schätzt d'Regierung rietsextrem an auslännerfeindlech Tendenzen zu Lëtzebuerg an? Gesäit d'Regierung d'Gefor, dass extremisteschen Tendenzen an Zukunft kéinten zouhuelen?

9. An Däitschland iwwerwaacht de Verfassungsschutz rietsextrem Aktivitéiten. Gëtt et eng änlech Kontroll zu Lëtzebuerg?

10. Klicksafe, eng däitsch Initiativ, déi Internetnotzer soll eng kompetent a kritesch Notzung vum Internet am Optrag vun der EU-Kommissioun ginn, huet schon 2017 gewarnt, dass rietsextrem Gruppierungen d'sozial Medien notzen, fir Haass am Netz ze verbreden.

Wat ënnerhëlt d'Regierung, fir d'Biergerinnen a Bierger iwwer rietsextrem Positiounen opzklärten an och ze schützen, dëst am Internet awer och ausserhalb?

Réponse (04.06.2021) de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État* :

Et muss een am Virfeld ënnersträchen, dass et net méiglech ass, déi genee Zuelen, déi an de verschidene Froe vum Deputéierten zitéiert gi sinn, erëmzefannen.

Am Code pénal ass déi „politesch motivéiert Strofdot“ als solch nämlech net virgesinn.

Dofir ass et och onméiglech, eng Recherche an den Datebanken vun der Police an dem Parquet général ze maache mam Raster „politesch motivéiert“.

D'Police féiert keng Statistiken iwwert d'Motiv vun enger Strofdot, iwwert de Moyen, wéi se begaange ginn ass, an och net iwwert d'Zort vun de Beweiser, op déi an der Enquête zeréckgegraff gëtt.

Et ass och dofir net méiglech, op Basis vun den aktuellen Datebanken erauszefannen, wéi eng Strofdoten ausschliisslech oder deelweis an engem digitale Kader stattfonnt hunn.

D'Datebank konzentriert sech effektiv op d'Strofdot, ewéi se am Code pénal libelléiert ass.

Am Kader vun den Aarbechte ronderëm den neie Fichier central an der Digitalisatioun gëtt u Léisunge geschafft, déi et wäerten erlaben, och verbessert Statistiken ze erstellen.

D'Parqueten hu matgedeelt, dass momentan eng Rei Enquêtë lafen op Basis vu Plaintë vun eenzelen Regierungsmemberen. D'Fakten à la base si meeschtens Äusserunge vu Privatleit op de soziale Medien.

Wat déi eventuell rietsextrem an auslännerfeindlech Tendenzen zu Lëtzebuerg ubelaangt, muss ee Follgendes ënnersträchen:

Och ouni statisteschen Outil mécht d'Police d'Erfahrung, dass déi lescht Jore méi Plaintë betreffend Infraktiounen mat auslännerfeindleche respektiv rietsextreme Motiver gefouert ginn. Ob de Phänomeen an der Gesellschaft méi grouss ginn ass, léisst sech doraus awer net schléissen, well et och ka sinn, dass d'Plainteverhale vum Bierger geännert huet (z. B. well ee vereinfacht iwwert verschidde Plattformen wéi „Bee Secure“ Situatiounen denoncéiere kann).

Säit 2020 ass zu Lëtzebuerg d'Lutte géint gewaltbereeten Extremismus gekennzeechent duerch eng méi grouss Opmerksamkeet op de gewaltbereete Rietsextremismus. Dësen ass net noutgedrongen un e prezise Mouvement oder eng Organisatioun ze bannen, mee charakteriséiert sech éischter duerch eng zouhuelend Fragmentéierung vun de Milieuen an eng Diversifizéierung vun den Ideologien, op deene se fousen. Eng net ze ënnerschätzend Roll spillen an deem Kader Desinformatiounscampagnen an dat geziilt Verbreede vu Falschinformation, virun allem op de sozialen Netzwierker.

D'Gefor, déi vum gewaltbereeten Extremismus ausgeet, ass net ze ënnerschätzen. Eng Rei vun europäesche Länner konnte schon eng Zounam vun extremisteschen Tendenzen am Laf vun der Coronapandemie feststellen an d'Regierung kann net ausschliessen, datt dës och zu Lëtzebuerg an Zukunft kéinten zouhuelen.

Wéi am Artikel (3) vum ofgeännerte Gesetz vum Service de renseignement vum 5. Juli 2016 definéiert, ass den SRE zoustänneg fir d'Preventioun vu Geforen am Kader vum Terrorismus a gewaltbereeten Extremismus. Zu Preventiounszwecker sammelt den SRE Informatiounen iwwer Bedroungen am Zesammenhang mam Terrorismus a gewaltbereeten Extremismus, déi et sollen erméiglechen, eng fundéiert Bewäertung vun der Sécherheetssituatioun ze maachen.

Op nationalem Niveau schafft den SRE an dësem Kader och reegelméisseg mat de Justizautoritéiten a mat de Services vun der groussherzoglecher Police zesummen. Et ass eng positiv Charakteristik vum Internet, datt d'NotzerInnen d'Méiglechkeet hunn, hir Meenung - och politescher Natur aus sämtleche Spektren - fräi kënnen präiszeginn. Dëst bréngt fir d'NotzerInnen mat sech, datt ee méi wéi jee d'Kompetenze brauch, fir Informatiounen, Meenungen, Donnéeën an digital Inhalter kënnen ze analyséieren an ze vergläichen. Dës Kompetenz ass eng vun deenen, déi opgelëscht sinn am Mediekompass fir d'Education aux et par les médias, deen 2020 vum MENJE agefouert gouf.

Bee Secure, eng Initiativ, déi änlech schafft wéi et Klicksafe.de an Däitschland mécht, huet déi lescht Jore eng Rei Aktiounen lancéiert, fir de Kanner a Jonken zu Lëtzebuerg ze weisen, wéi ee ka méi kritesch mat (politeschen) Informatiounen am Internet ëmgoen. Vun Oktober 2019 bis Februar 2021 huet Bee Secure 450 Sensibiliséierungsformatiounen iwwert d'Desinformatioun a Lycéeën a fënnef Formations continues ofgehalen. Parallell dozou ass am Schouljoer 2019/20 eng öffentlech Kommunikatiounscampagne iwwer Desinformatioun gelaf.

Nieft Bee Secure huet den Zentrum fir politesch Bildung (ZpB) verschidden Angeboter fir ze sensibiliséieren respektiv déi preventiv wirken. Dorënner sinn eng Ausstellung „State of Deception“ (Theema Propaganda an Antisemitismus), déi vum ZpB gratis zur Verfügung gestallt gëtt; en Onlinetool „Propaganda.guide“, deen hëlleft, tëscht (politescher) Propaganda an Informatioun ze ënnerscheeden, an den Onlinetool „Filterbubble.lu“, deen den Notzer vum Internet weise kann, wéi déif een an enger In-

formationsblos stécht a wat ee muss maachen, fir aus der „Filterblase“ erauszekommen.

Do wou Meenungen ufänken, d'Fräiheeten an d'Rechter vun anere Persounen ze verletzen, hält d'Meenungsfräiheet op (454-457-4 vum Code pénal). Dëst gëllt och fir den Internet. Mat der Bee-Secure-Stopline gëtt et zu Lëtzebuerg e Service, deen hei aktiv gëtt. D'BiergerInnen hunn d'Méiglechkeet, iwwert déi Plattform illegal Inhalter um Internet ze mellen. Heirënner falen och Rassismus, Revisionismus, aner diskriminéierend Inhalter souwéi Terrorismus. Inhalter ginn, falls noutwendeg, un déi zoustänneg Instanz weidergeleed, d. h. un d'Police grand-ducale, déi dann déi nächst Schrëtt aleeden.

D'Zuele vu gemellten Inhalter an de leschte sechs Joer aus dem Beräich Rassismus, Revisionismus an aner diskriminéierend Inhalter:

2018: 122 Meldunge kritt, dovun 68 weidergeleed.

2019: 219 Meldunge kritt, dovun 152 weidergeleed.

2020: 292 Meldunge kritt, dovun 240 weidergeleed.

Am Beräich Terrorismus (Art. 327-331 vum Code pénal) goufen et déi lescht dräi Joer follgend Meldungen:

2018: 9 Meldunge kritt, dovun 3 weidergeleed.

2019: 11 Meldunge kritt, dovun 6 weidergeleed.

2020: 22 Meldunge kritt, dovun 15 weidergeleed.

Aktuell mécht d'Bee-Secure-Stopline keng detailléiert Glidderung vun de Meldungen, dohier ass et net méiglech ze soen, wéi vill Meldungen e rietsextremen Hannergrond hunn.

Question urgente 5174 (02.11.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) concernant le contournement du système CovidCheck :

De CovidCheck ass mam neie Gesetz op ëmmer méi Plazen am gesellschaftleche Liewen en place. Leit, déi weeder geimpft nach erëm geneese sinn, brauche laut dësem also méttlerweil een zertifizierten Test, fir op esou Plazen eranzekommen. An de soziale Medie liest een awer vill Rumeuren, dass Leit sech een Impffertifikat vu Kolleegen oder Familljemembere géifen op hiren Handy kopéieren, fir de CovidCheck esou ze ëmgoen an deemno de ganze System a Fro ze stellen.

Ech wëllt dofir follgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

- Weess d'Madamm Ministesch eppes vun esou Praktiken?

- Wa jo, ginn hei spezifesch Kontrolle gemaach? Wéi vill Leit si schonn erwëscht ginn?

- Mat wéi enge Sanktioune muss Leit rechnen, déi mat esou „Fälschungen“ erwëscht ginn?

Réponse commune (08.11.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

Laut dem modifizéierte Gesetz vum 17. Juli 2020 iwwert d'Mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ass déi Persoun, déi verantwortlech ass vun der Plaz, wou den Evenement stattfënnt oder den Organisateur vum Evenement, en charge, fir de „contrôle à l'entrée“ ze assuréieren. D'Police konnt bis elo keng Infractionne feststellen, wou Leit soi-disant Impffertifikater vun anere Persounen virgewisen hätten.

Jiddereen deen zu Fäll vun enger Infraction oder Fälschung Informatiounen huet, ass gebieden dës der Police zoukommen ze loossen.

Et sief och drun erënnert, dass de Code pénal, an den Artikelen 193 bis 210, eng ganz Rëtsch vu Fäll an Hypothese virgesäit, an deenen eng Persoun sech strafbar mécht duerch Fälschungen an/oder de Gebrauch vu Fälschungen. Wéi en Artikel a wéi engem Fall applikabel ass hänkt vun de faktuellen Einzelheeten of, déi vu Fall zu Fall kënnen verschidde sinn. D'Strofen, déi déi Artikele virgesinn, sinn der Gravitéit vun deene verschidde Eenzelfäll ugepasst a gesinn, zum Beispill, eng Reclusioun vun zéng bis 15 Joer vir, oder och eng Prisongstrof vun engem Mount bis dräi Joer an/oder eng Geldstrof vun 251 bis 12.500 Euro vir.

Question urgente 5204 (10.11.2021) de **MM. Marc Lies** et **Claude Wiseler** (CSV) concernant la recommandation de la « Ständige Impfkommision » concernant la troisième dose du vaccin contre la Covid-19 :

Op Recommandatioun hi vum „Conseil supérieur des maladies infectieuses“ (CSMI) huet de Regierungsrat annoncéiert, dass Leit iwwer 65 Joer, respektiv Persounen déi am medezinnesche Beräich schaffen, kënnen eng sougenannte „Booster-Impfung“ kréien. Dës soll op d'mannst sechs Méint no der leschter Impfung gemaach ginn, also sechs Méint, nodeem een déi zweet oder eenzeg Impfung krut. De CSMI

reit och, dass dës Booster-Impfung op Basis vun engem mRNA-Vaccin soll sinn, also aktuell entweder vu Moderna oder BioNTech/Pfizer.

Elo ass et allerdéngs esou, dass ganz aktuell déi däitsch „Ständige Impfkommision“ (STIKO) reit, Leit ënner 30 Joer just nach mat dem Vaccin vu BioNTech/Pfizer ze impfen, well rezent Chiffere géife weisen, dass Häerzmuskel- an Häerzbeidelentzündunge géife méi heefeg bei Mënschen aus dëser Alterskategorie festgestallt ginn, wa si mam Vaccin vu Moderna geimpft goufen.

Virun dësem Hannergrond wëllt mir der Madamm Gesondheitsministesch follgend Froen stellen:

1. Wéi steet d'Regierung zu dësem Avis vun der STIKO?

2. Wäerte Leit ënner 30 Joer, déi am medezinnesche Beräich schaffen, kënnen wéi mat wéi engem mRNA-Vaccin si sech impfe loossen oder gëtt de Moderna-Vaccin souwiso net méi fir Leit ënner 30 Joer virgesinn, och fir eng zweet Booster-Impfung wann ee mam Johnson-Vaccin geimpft gouf?

Réponse (11.11.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

D'Regierung ass natierlech iwwert dësen Avis vun der STIKO informéiert an huet och en änlechen Avis vun der Haute Autorité de santé aus Frankräich gelies.

Et ass ze bemerken, dass d'Agence européenne des médicaments (EMA) dës Niewewierkungen och suivéiert an diskutéiert, awer bis elo net zur Konklusioun komm ass, do eng Restriktioun op Basis vum Alter auszeschwätzen.

D'Regierung ass der Meenung, dass een hei aus dem „principe de précaution“ sollt am Moment, bis weider Donnéeë virleien, verzichten, de Spikevax (Moderna) bei Leit ënner 30 Joer ze benotzen, a wäert eng deemspriechend Uweisung un d'Impfzentren an d'Dokteren, déi impfen, ginn.

Question urgente 5230 (15.11.2021) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la procédure du référendum pour les Luxembourgeois habitant à l'étranger :

D'Modalitéte fir d'Ufroen vun engem Referendum gesi vir, dass all Lëtzebuurger Staatsbierger, deen op der Wallëscht fir d'Legislativwaleen agedroen ass, d'Recht huet, op senger Gemeng ze ënnerschreiwen, fir e Referendum unzeefroen. D'Prozedur fir sech fir de Referendum iwwert d'Verfassung anzedroen, geet dës Freideg, den 19. November, lass.

Elo ass et awer sou, dass och eng ganz Rei Lëtzebuurger Staatsbierger, déi offiziell op de Wallëscht fir d'Legislativwaleen opgefouert sinn, sech am Ausland ophalen. Et handelt sech virun allem ëm Persounen, z. B. Studenten, déi zwar momentan am Ausland wunnen, déi awer nach hiren offizielle Wunnsätz zu Lëtzebuerg hunn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Gi Lëtzebuurger Staatsbierger, déi zwar momentan am Ausland wunnen, déi awer nach hiren offizielle Wunnsätz zu Lëtzebuerg hunn, an iergendenger Form informéiert, respektiv sensibiliséiert, fir vir hirem Recht Gebrauch ze maachen, sech op der Gemeng fir d'Referendumsprozedur anzedroen?

2. Plangt d'Regierung, fir deene Lëtzebuurger Staatsbierger, déi zwar momentan am Ausland wunnen, déi awer nach hiren offizielle Wunnsätz zu Lëtzebuerg hunn an domat och op enger Wallëscht agedroe sinn, mat administrative Facilitéiten entgéintzekommen, fir et hinnen esou einfach wéi méiglech ze maachen, sech op der Gemeng fir d'Referendumsprozedur anzedroen?

3. Wa jo, wéi sollen dës administrativ Vereinfachunge konkret ausgesinn an a wéi engem zäitleche Kader ka mat der Ëmsetzung vun deenen Demarché gerechent ginn?

4. Eng Rei vu Lëtzebuurger, déi am Ausland wunnen, hu keng Adress méi zu Lëtzebuerg, mee sinn awer de Lëtzebuurger Ambassaden oder Konsulater bekannt. Ginn si iwwert déi aktuell Referendumsprozedur no Artikel 114 vun der Constitutioun informéiert a wéi a wou kënnen si sech aschreiwen, fir dës Prozedur ze ënnerstëtzen, sollten si dat da wënschen?

5. Wéi presentéiert sech d'Situatioun vun deene Lëtzebuurger, déi am Ausland wunnen, déi keng offiziell Adress méi zu Lëtzebuerg hunn an déi och net op enger diplomatescher oder konsularer Vertretung enregistriert sinn? Kënnen si sech iergendwou aschreiwen, z. B. bei der Gemengeverwaltung vun der Hauptstadt, wann si e Referendum wëllen ënnerstëtzen?

Réponse commune (16.11.2021) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre*, *Ministre d'État*, de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1. Den Artikel 8 vum ofgeännerte Gesetz vum 4. Februar 2005 iwwert den nationale Referendum ge-

säit vir, dass d'Gemengen d'Wieler, déi an hirer Gemeng domiciliéiert sinn, „par toute voie appropriée, mais en tout cas par voie d'affichage“ mussen driwwer informéieren, wéi si eng Ufro fir d'Organisation vun engem Referendum kënnen ënnerstëtzen. Ofgesi vum Affichage an der Gemeng ass et also all Gemeng selwer iwwerlooss ze entscheeden, ob si d'Wieler och nach iwwert en anere Wee wëll informéieren.

ad 2. Den Artikel 10 vum ofgeännerte Gesetz vum 4. Februar 2005 iwwert den nationale Referendum gesäit vir, dass déi interesséiert Wieler sech perséinlech mussen op d'Gemeng deplacéieren, fir sech op der Lëscht anzuschreiwen. Dës Mesure soll garantéieren, dass déi Leit, déi sech op de Lëschten aschreiwen, och déi néideg Konditiounen erfëllen. Eng Vereinfachung vun dëser Prozedur setzt eng Ofännerung vum Gesetz voraus.

ad 3. cf. Äntwert op d'Fro 2.

ad 4. Laut dem Artikel 12 vum ofgeännerte Gesetz vum 4. Februar 2005 iwwert den nationale Referendum, sinn déi Lëtzebuurger autoriséiert, d'Lëscht fir d'Organisation vun engem Referendum ze ënnerschreiwen, déi den Dag virum Ufank vun der Period vun der Ënnerschrëftesammlung, dat heescht an dësem Fall den 18. November 2021, op de Wielerlëscht fir déi legislativ Waleen ageschriwwen sinn.

Lëtzebuurger, déi am Ausland wunnen a kee Wunnsätz zu Lëtzebuerg hunn, sti bei de legislative Waleen net d'office op de Wielerlëscht mee sinn, laut dem Walgesetz, nëmme zu de Waleen zougehoos, wann si sech fräiwëllig dozou entscheeden, Bréifwal unzeefroen. Dëst huet also zur Konsequenz, dass Lëtzebuurger, déi am Ausland wunnen a kee Wunnsätz méi zu Lëtzebuerg hunn, den Dag vum Arrêt vun de Wielerlëschten net op dësen ageschriwwen sinn an domat eng Ufro fir d'Organisation vun engem Referendum, fir déi si sech perséinlech op d'Gemeng missten deplacéieren, dem Gesetz no net kënnen ënnerstëtzen. Vu datt et sech beim Androen op den Ënnerschrëftelëschten ëm eng fakultativ Demarché handelt an net ëm d'Ausübe vun aktiver Walrecht, ënnerscheet sech dës kloer vun Referendum selwer, wou d'Participatioun fir d'Wieler, déi op de Wielerlëschten ageschriwwen sinn oder ginn, obligatoresch ass.

Eng spezifesch Informatiounscampagne fir d'Lëtzebuurger, déi am Ausland wunnen ouni e Wunnsätz zu Lëtzebuerg ze hunn, ass domat also och net néideg.

ad 5. cf. Äntwert op d'Fro 4.

Question urgente 5231 (15.11.2021) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant la circulaire ministérielle concernant l'inscription sur une liste dans le cadre du référendum sur la révision de la Constitution :

An enger Circulaire Nr. 4055 vum 5. November 2021, huet d'Madamm Inneministesche Instruktiounen iwwert de Verlaf vun der Ënnerschrëftelékollékt en vue vun engem méigleche Referendum un d'Gemengen adresséiert.

Dora sinn ë. a. och d'Konditiounen opgefouert, déi eng Persoun muss erfëllen, fir um Referendum kënnen deelzehuelen. Et sief dann och bemierkt, dass d'Gemengen nom Oflaf vun der Period fir d'Ënnerschrëftelékollékt d'Resultater dovunner an engem Procès-verbal attestéieren. An deem Kontext stelle sech eng Rei Froen un den Här Premier- a Staatsminister an un d'Madamm Inneministesche:

1. Eisen Informatiounen no, hunn d'Gemenge keng Informatiounen iwwer Persounen, déi hiert Walrecht gerichtlich oder anescht oferkannt kruten. Kënnen d'Madamm an den Här Minister mir erklären, wéi d'Gemenge solle verifizéieren, dass déi betraffe Leit hiert Walrecht net verluer hunn? Wéi kann ausgeschloss ginn, dass dës Persounen awer un der Kollékt deelhuefen?

An der Circulaire heescht et weider:

En ce qui concerne les personnes déficientes visuelles et celles qui se trouvent dans l'incapacité physique d'apposer leur signature manuscrite : bien que la loi de 2005 soit muette à leur sujet, les autorités publiques ne peuvent pas procéder à une discrimination à leur égard. Ces personnes seront donc autorisées à se faire accompagner d'un soutien le quel signera en leur nom et place la liste. L'agent communal est tenu, dans ce cas, de vérifier l'identité de la personne accompagnatrice et d'en faire mention en marge du formulaire. Ne peuvent être soutiens d'une personne malvoyante ou infirme les titulaires d'un mandat électif national, communal ou européen, les personnes qui ne savent pas lire ou écrire ainsi que celles qui sont exclues de l'électorat d'après les dispositions de l'article 6 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003.

2. Wat ass d'Valeur juridique vun där Circulaire, vu dass d'Gesetz dës Fall net regelt?

3. Wéi ka verhënnert ginn, dass Persounen, déi hir politesch Rechter verluer hunn, Begleetpersounen vun dëser geschwächte Persoun ginn, vu dass d'Gemengen dës Informatiounen net hunn?

4. Kéint d'Ënnerschrëftelékollékt duerch dës gesetzlech Deficiéncien evtl. am Nachhinein a Fro gestallt ginn? Wéi een Impakt kéint dat op ee méigleche Referendum hunn?

5. Wat riskéieren d'Gemengen, respektiv d'Gemengebeamten, déi eppes sollen attestéieren, wat si net kënnen iwwerpräiwen a schlëmmstefalls net der Wouerecht entsprécht?

6. Wéi wëllen d'Ministernen dës Deficiéncie kuerzfristeg behiewen?

7. Vu dass déi virgenannte Punkten och relevant si bei de Gemengewaleen (och Komplementarwaleen), an och bei deenen nächste Chamberwaleen, wéi a bis wéini wëll d'Regierung hei gesetzlech nobesseren?

Réponse commune (16.11.2021) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre*, *Ministre d'État*, et de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

ad 1. D'ofgeännerte Gesetz vum 4. Februar 2005 iwwert den nationale Referendum baséiert sech bei der Definitioun vum Begrëff „Wieler“ op d'Wieler, déi op de Wielerlëscht fir d'Legislativwaleen, geméiss de Bestëmmunge vum Walgesetz, ageschriwwen sinn. Am Artikel 6 vum Walgesetz si verschidde Hypothese virgesinn, an deene Persounen hiert Walrecht kënnen oferkannt kréien. Den Artikel 11 vum Walgesetz reegelt sengersäits, wéi d'Informatiounen betrefend der Ofekennung vum Walrecht un de Schäfte rot vun der Gemeng, an där déi concernéiert Persounen wunnen, kommunizéiert ginn. Sou wéi dat och bei de Waleen an der Vergaangenheet üblech war, kréien déi betraffe Gemengen nach eng Informatioun betrefend d'Urteeler, déi eng Ofekennung vum Walrecht betrefend Bierger, déi an hirer Gemeng wunne gesprach hunn, kommunizéiert, fir dass dës Persounen vun de Wielerlëscht kënnen gestrach ginn. Wat d'Informatioun betrefend enger „mise sous tutelle“ ubelaangt, sou gëtt dës Informatioun automatesch am RNPP vermerkt an dës Persounen direkt vun de Wielerlëscht gestrach, soudatt d'Gemengen dës Informatiounen haut schonn hunn.

ad 2. D'Instruktiounen un d'Gemengen, sou wéi se per Circulaire Nr. 4055 kommunizéiert ginn, sinn entsprechend den Instruktiounen, sou wéi se och schonn am Kader vun der Ënnerschrëftesammlung fir d'Organisation vun engem Referendum am Joer 2009 betrefend der Revisioun vum Artikel 34 vun der Verfassung, verschéckt gi sinn. Et ass eng gängeg administrativ Praxis, fir Leit mat enger Behënnung déi nëmmlecht Méiglechkeeten ze gi wéi Leit ouni Behënnung, fir hir Rechter kënnen auszeüben. Och wann am ofgeännerte Gesetz vum 5. Februar 2004 iwwert de Referendum d'Disposition vum Artikel 79 aus dem Walgesetz net tel quel ermëgell ginn ass, wollt een deene betraffene Persounen dës Méiglechkeet, déi 2009 bestanen huet, fir trotzdeem un der Ënnerschrëftesammlung deelzehuelen, net oferkennen.

ad 3. Opgrond vun deem, wat an der Äntwert op d'Fro 1 erklärt ginn ass, kënnen d'Gemengen d'Informatioun betrefend der eventueller Ofekennung vum Walrecht vu Begleetpersounen nokontrolléieren. Domadder eriwweeren sech d'Äntwerten op d'Fro 4, 5, 6 a 7.

Question urgente 5236 (15.11.2021) de **M. Georges Mischo** (CSV) concernant la vaccination « booster » :

Esouwéi och aner Länner, huet Lëtzebuerg elo annoncéiert, den iwwer 64-Järegen, ewéi och de Leit aus dem Gesondheitssecteur, à savoir den Dokteren, den Apdikter, de Psychotherapeuten an de Professions de santé selon la loi modifiée du 26 mars 1992 eng Boosterimpfung ze offréieren.

Wëssend, dass och nach aner Leit direkt oder indirekt mam Patient a Kontakt sinn, dës awer laut der Regierung net eligibel sinn, fir eng Boosterimpfung ze kréien, ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

- Aus wéi engem Grond kréien aner Professiounen, déi och a Kontakt si mat Patienten, wéi d'Botzpersonal an de Spideeler, d'Leit, déi den Transport vun de Patiente maachen oder d'Techniker, déi an e Spidolszëmmer mussen asw., keng Boosterimpfung offréiert, wëssend, dass se sech selwer an awer och de Patient kënnen ustiechen?

- Dovun ausgoend, dass genuch Vaccinen do sinn, mengt d'Regierung net och, dass een déi Leit muss schützen, well dës jo awer och dem Virus ausgesetzt sinn an zum Funktionement vun eise Klinicke bäidroen?

Réponse (16.11.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

D'Regierung suivéiert den Avis vum „Conseil supérieur des maladies infectieuses“, deen effektiv eng Prioritéit virgesäit fir de Rappel bei de Gesondheitsberuffler. Parallell diskutéiert d'Regierung awer och iwwert ee méi wäiten Accès vun Rappel fir de Rescht vun der Populatioun a wäert zäitno evaluéieren, ob eventuell aner Schrëtt zousätzlech ze huele sinn.